

la vérité

revue trotskyste

octobre - novembre 1963

N° spécial - Nos 525 - 526 - 3,50 f.

**dix ans après la mort
de Staline**

**sept ans après l'octobre
hongrois**

où va l'U.R.S.S.

*aux sources du conflit
sino-russe*

la vérité

Rédaction et administration :
5, rue de Charonne, PARIS-XI^e

L'étude de Michel Varga, que nous publions dans ce numéro double de *La Vérité*, est consacrée aux problèmes vitaux du mouvement ouvrier international. Elle analyse, à partir de l'évolution économique et sociale récente de l'U.R.S.S., les racines de la politique de « coexistence pacifique » suivie par Khrouchtchev, et le contenu véritable du conflit sino-russe. Ecrite avant la conclusion du traité de Moscou, elle permet néanmoins d'en comprendre les causes et le caractère : celui d'un pacte de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin contre la révolution chinoise.

Une discussion doit s'ouvrir sur ces problèmes décisifs. *La Vérité* invite ses lecteurs à faire connaître leur point de vue, tant sur l'argumentation centrale développée par Michel Varga, que sur les diverses conclusions particulières auxquelles il est arrivé.

Nous publierons, dans un prochain numéro, les contributions à cette discussion qui nous seront parvenues.

Notre prochain numéro paraîtra fin décembre 1963.

La Vérité.

ABONNEMENTS :

Abonnement ordinaire, 1 an (4 numéros) : 7,50 F.
Etranger : 8,50 F.

Abonnement combiné, donnant droit aux brochures publiées en supplément. 1 an (4 numéros) : 10 F.
Etranger : 11,50 F.

Tous versements au C.C.P. SPEL Paris 6032-01.

Post-face

Des difficultés matérielles ont retardé l'impression de cette étude, dont la rédaction est achevée depuis mars 1963. Dans l'intervalle, les événements de toute sorte semblent avoir confirmé l'analyse qu'elle contient. Il est incontestable que parmi ces événements récents, il en est un qui, par son importance et par sa signification, dépasse de loin les autres.

Nous avons démontré que le contenu essentiel de la « coexistence pacifique », c'est l'alliance contre-révolutionnaire de la bureaucratie soviétique et de l'impérialisme pour l'encerclement de la Chine et pour l'étranglement de la révolution chinoise. L'évolution de cette politique et sa réalisation sont aujourd'hui de plus en plus manifestes et, sur cette base, les relations russo-chinoises se détériorent. Ainsi, la défense de la révolution chinoise est devenue une tâche primordiale pour tous les révolutionnaires. Par conséquent, il est important d'examiner plus en détail les problèmes qu'elle pose, d'essayer d'apprécier l'évolution probable de la situation et de définir notre attitude.

Encerclement de la Chine et préparatifs de guerre

Rongé par les crises partielles résultant de la saturation du marché mondial, l'impérialisme s'efforçait naguère de s'ouvrir de nouveaux marchés en pénétrant en U.R.S.S. Nous avons vu quelle pression impitoyable il exerçait au cours des discussions sur le désarmement et l'interdiction des armes nucléaires.

Or, depuis quelque temps, l'on a pu remarquer un changement sensible. Les discussions acharnées autour du nombre des inspections sur le territoire de l'U.R.S.S. ont cédé la place, bien que temporairement, à la conclusion d'accords partiels. La bureaucratie, nullement apte à renoncer ouvertement à la défense de l'U.R.S.S., a désespérément essayé de détourner la pression impérialiste qui s'exerçait sur elle ; elle y a,

provisoirement, réussi. Ce fut elle qui proposa aux impérialistes de s'entendre sur l'interdiction partielle des expériences nucléaires. Les accords de Moscou, qui interdisent ces expériences dans l'atmosphère et sous l'eau, signifient que les puissances nucléaires, qui sont en mesure de continuer leurs expériences souterraines et disposent de stocks énormes d'armes nucléaires dûment expérimentées, prétendent désormais interdire ces armes aux pays qui n'en disposent pas encore.

Nous nous abstenons d'analyser ici chaque aspect de cet accord. Le principal, c'est de désarmer la Chine, tout en l'accusant d'intentions belliqueuses, parce qu'elle refuse de signer les accords, à seule fin de justifier ainsi la préparation d'une agression dont elle serait victime. La bureaucratie soviétique a donc dévié la pression de l'impérialisme en direction de la Chine, abandonnant celle-ci aux convoitises du capital financier.

La guerre sino-indienne a révélé qu'une attaque directe contre la révolution chinoise serait encore prématurée. Les impérialistes se sont donc fixé deux objectifs. En premier lieu, organiser, non seulement un « cordon sanitaire », c'est-à-dire l'isolement complet de la Chine, mais aussi et surtout une gigantesque tête de pont asiatique dirigée contre celle-ci. D'autre part, s'assurer la neutralité, sinon la bienveillance, de la bureaucratie soviétique à l'égard de ces préparatifs guerriers. Par les accords nucléaires de Moscou, ils ont atteint ce second objectif et, depuis, Khrouchtchev est devenu le chevalier sans peur et sans reproche des impérialistes.

Mais il est devenu beaucoup plus difficile de préparer effectivement les bases de départ d'une guerre contre la Chine. Aujourd'hui, le Sud-Est asiatique est devenu la zone la plus névralgique du monde.

Les impérialistes ont dû, en effet, entreprendre en toute hâte de préparer les états bourgeois d'Asie en vue d'une guerre contre la Chine. Pour ce faire, ils doivent, tout d'abord, renforcer ces états, stabiliser leurs gouvernements, s'assurer de leur fidélité à la fois anti-chinoise et pro-impérialiste. En outre, il faudrait les rendre aptes à supporter le fardeau des armements, ou les armer convenablement. Les gouvernements réactionnaires font tout leur possible, comme nous le voyons par l'attitude d'un Nehru, pour faire face à ces « obligations ». Mais ils ne peuvent surmonter les contradictions inhérentes à leur système, à la domination impérialiste. Ces gouvernements sont obligés de compter avec leurs peuples. La contradiction principale consiste en ce que personne

n'est capable de prévoir l'attitude d'une masse indienne armée ! Il est bien possible, voire probable, que ces masses exploitées et affamées tournent leurs armes contre « leurs » maharadjahs et bourgeois, c'est-à-dire contre l'impérialisme.

Dans le cas du Vietnam, par exemple, nous trouvons tous les éléments réunis. La présence d'un Cabot Lodge montre suffisamment l'importance que les impérialistes attribuent à cette affaire ; il leur faut à tout prix assurer la stabilité nécessaire d'un régime pourri. En même temps, l'effervescence du Vietnam est le signe éloquent des difficultés qu'éprouve l'impérialisme à dompter les peuples.

Aujourd'hui, il est impossible de prédire le résultat et les étapes diverses de cette tentative d'encerclement agressif de la Chine ; d'autant plus, qu'en définitive, l'attitude des masses opprimées constitue un facteur inconnu et non le moindre ; et que, d'autre part, son évolution est largement subordonnée à celle de la lutte des classes à l'échelle internationale.

Lutte de classe pour la défense de la Chine

Aujourd'hui, la défense de la révolution chinoise est une tâche centrale pour les révolutionnaires. L'attitude adoptée sur ce problème constitue une ligne de démarcation entre révolutionnaires et alliés, avoués ou honteux, de l'impérialisme.

La principale force de la révolution chinoise, c'est le prolétariat international, y compris le prolétariat chinois et soviétique. Les travailleurs de tous les pays doivent défendre la révolution chinoise, comme l'une de leurs principales conquêtes, l'un de leurs principaux bastions dans leur combat international contre l'impérialisme.

Lorsque les bureaucrates soviétiques accusent les Chinois de ne représenter que leurs intérêts nationaux, nous reconnaissons là sans difficulté le réflexe stalinien ; écho lointain du « socialisme dans un seul pays », cette affirmation, lancée comme une accusation, se retourne comme un boomerang, et dévoile l'essence même de la bureaucratie soviétique,

son nationalisme borné. D'autre part, si les Chinois défendent leurs intérêts « nationaux », ils ont raison en ceci que, actuellement, la plus importante tâche du mouvement prolétarien international, c'est précisément la défense de la révolution chinoise contre l'alliance contre-révolutionnaire de l'impérialisme et de la bureaucratie soviétique.

Que le lecteur ne s'y méprenne pas ! Si notre position est, sans réserve aucune, la défense de la Chine populaire, cela ne veut pas dire que nous justifions les positions de ses dirigeants. Malgré certaines critiques chinoises justifiées contre la bureaucratie soviétique, il nous semble que cette dernière puise ses arguments contre les communistes chinois dans l'attitude et dans la position incontestablement erronées de ceux-ci.

Il s'agit, en premier lieu, de la confusion qu'ils continuent à faire régner autour du point essentiel : à savoir, que le conflit fondamental est entre le prolétariat mondial, d'une part, l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne, de l'autre. Qui plus est, ils affirment que ce sont les peuples coloniaux de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique Latine qui mènent la lutte décisive contre l'impérialisme. Or, le resserrement des liens entre l'impérialisme et les nouveaux états bourgeois d'Afrique et d'Asie, la canaillerie de plus en plus flagrante d'un Ben Bella, d'un Sekou Touré ou de n'importe quel autre « révolutionnaire » de cet acabit, prouvent ce que nous affirmons : la politique de coexistence pacifique jette inévitablement ces pays dans les bras de l'impérialisme, révélant ainsi brutalement leur caractère bourgeois, cependant qu'on étouffe les cris des révolutionnaires massacrés ou emprisonnés. Le voyage prolongé de Castro en U.R.S.S. et son alignement quasi-complet sur la politique de Khroutchev ; parallèlement, l'œuvre de consolidation de l'impérialisme américain en Amérique Latine, et l'attitude de la petite bourgeoisie intellectuelle, « oubliant les barbudos », ne font que souligner le sens principal de ce processus.

Les peuples opprimés, même politiquement « indépendants », sont incapables de se libérer de l'impérialisme sans la direction effective du prolétariat international, et finalement sans sa victoire. Ces peuples sont des alliés naturels pour le prolétariat des pays avancés, ils ne constituent nullement son avant-garde. La leçon des faits prouve abondamment que même un pays « socialiste » aussi fort que l'U.R.S.S., coupé du prolétariat international, se révèle incapable d'orienter ces peuples contre l'impérialisme, et de les faire accéder à des régimes de transition ayant le socialisme pour perspective. Dans ces conditions, qu'est-ce que les

communistes chinois peuvent espérer de ces peuples, en dehors du prolétariat international ? Seul ce dernier, en renversant l'impérialisme dans ses forteresses elles-mêmes, est capable, et de mettre fin au régime de l'impérialisme, et, par conséquent, de libérer définitivement ces peuples. Le mot d'ordre du parti chinois, selon lequel « ... la cause de la révolution prolétarienne mondiale dépend donc du résultat de la lutte révolutionnaire des peuples de ces pays » (lettre du P.C. chinois au P.C. soviétique, le 14 juin 1963), ce mot d'ordre devrait être libellé exactement en sens inverse !

Pour la défense de la révolution chinoise, le parti communiste chinois devrait chercher ses véritables alliés, avant tout, dans le prolétariat international, particulièrement en Occident. Il lui faudrait donc cesser de participer à une concurrence sans principe pour la faveur des directions des partis staliniens pourris. Le prolétariat international ne s'identifie nullement avec les états-majors staliniens.

Comme le lecteur le constate, nous n'excluons pas la possibilité de voir le parti communiste chinois se redresser contre ses ennemis et renouer avec la classe ouvrière internationale. Mais nous sommes convaincus, en effet, qu'une telle possibilité ne peut devenir réalité qu'à condition que ce parti s'oriente vers le programme de la Quatrième Internationale. Ainsi, la pierre de touche de l'évolution ultérieure du parti communiste chinois, c'est son attitude à l'égard de ce programme.

Il est possible que, sous la menace de l'encerclement et d'une guerre, les éléments bureaucratiques l'emportent, persistant dans leur hostilité au programme de la Quatrième Internationale. Dans ce cas, ils établiront un régime policier de plus en plus rigide à l'intérieur, et continueront à chercher principalement des alliés parmi les états-majors staliniens et les dirigeants petits-bourgeois des mouvements nationaux. C'est le chemin de l'isolement à l'extérieur et des troubles à l'intérieur. La persistance dans les positions erronées, le renforcement de ces positions par un tournant bureaucratique marqué, faciliterait donc la tâche des impérialistes.

Toutefois, il est également possible que le parti communiste chinois se rapproche du programme de la Quatrième Internationale. Si les menaces impérialistes deviennent plus concrètes, si une guerre éclate entre le cheval de Troie impérialiste, l'Inde, et la Chine, le parti chinois pourrait chercher un appui plus large dans les masses, tant à l'intérieur qu'à

l'extérieur. La responsabilité qui lui incombe de la défense des conquêtes socialistes pourrait l'amener à instaurer un régime de démocratie ouvrière et paysanne, sous la direction de la classe ouvrière. Ceci suppose une modification dans la vie du parti et de l'état, dans le sens du programme de la Quatrième Internationale. Dans cette voie, nous voyons la possibilité de ce que ce parti rompe définitivement avec les partis staliniens et établisse un front uni basé sur l'internationalisme prolétarien en alliance avec les peuples opprimés.

Actuellement, ces deux possibilités d'évolution sont ouvertes. Mais « les hommes font leur propre histoire » ; c'est la lutte entre les forces vivantes qui, finalement, décidera laquelle des deux possibilités deviendra réalité.

Quelles sont ces forces en présence ?

Le facteur déterminant, la force principale, c'est la classe ouvrière internationale. En cas de danger imminent de guerre contre la Chine, les ouvriers chinois, guidés par leurs éléments les plus clairvoyants et les plus dévoués, peuvent et doivent barrer la route aux éléments conservateurs, et œuvrer pour le redressement du parti. En tout cas, il est inimaginable de supposer que le parti chinois puisse éviter la lutte autour du problème capital de son orientation définitive.

Devant cette même menace, cet immense contingent des forces du prolétariat international que sont les ouvriers soviétiques ne peut pas suivre les bureaucrates, contre lesquels ils luttent déjà aujourd'hui. Leur indignation devant la trahison des bureaucrates à l'égard de la Chine pourrait fort bien les amener à entrer en lutte ouverte. Nul ne peut, certes, prédire que le combat définitif aura lieu pour cette raison, mais nul ne peut non plus prédire que le combat définitif ne sera pas déclenché justement par cette indignation révolutionnaire des travailleurs de l'U.R.S.S.

Les forces du prolétariat international se trouvent encore paralysées par les directions staliniennes et social-démocrates. La trahison de ces directions traditionnelles ne peut pas empêcher indéfiniment les ouvriers de combattre l'impérialisme. La défense de la révolution chinoise peut devenir un élément catalyseur pour que les ouvriers se libèrent de la tutelle des staliniens et, empêchant les impérialistes d'attaquer la Chine, renversent la situation.

Il se peut également que les impérialistes n'arrivent pas à mobiliser les peuples d'Asie contre la Chine, à condition que ces peuples puissent s'appuyer sur la lutte du prolétariat international. La question est de savoir si les impérialistes « dompteront » ces peuples, avec l'assistance des staliniens, ou bien si le prolétariat international réussira à établir son alliance avec les peuples opprimés.

Il ne faut pas non plus oublier que l'impérialisme et ses serviteurs staliniens font partie, eux aussi, des forces en présence. L'évolution de la politique stalinienne, par exemple, qu'on peut entrevoir à la lumière du traité de Moscou, peut précipiter l'éveil du prolétariat et sa libération de cette odieuse tutelle.

L'interdépendance entre ces éléments divers n'est que trop visible ; quoi qu'il en soit, la tâche principale est d'œuvrer à la reconstitution de la direction révolutionnaire du prolétariat mondial sous le mot d'ordre : défense de la révolution chinoise. Dans cette tâche, les responsabilités des communistes chinois est immense, et notre devoir est de contribuer à ce qu'ils surmontent cette crise en réalisant leur jonction avec les divers secteurs du prolétariat international.

M. V.

Septembre 1963.

Introduction

En mettant l'accent sur les prémisses *subjectives* de la révolution socialiste, dans le texte du *Programme de transition* et par le fait même de la fondation de la IV^e Internationale, Trotsky a tracé une ligne de démarcation dans l'histoire du mouvement ouvrier.

La signification historique de l'analyse de Trotsky consiste en ce que, malgré la maturité de la situation objective pour l'avènement du socialisme, la révolution socialiste n'a pu être accomplie du fait de la trahison des appareils passés « *du côté de l'ordre bourgeois* ». La réorganisation socialiste de l'humanité ne dépend donc plus que de la solution définitive de la « *crise historique de la direction du prolétariat* ».

De ce point de vue, une analyse du phénomène stalinien, tel qu'il est aujourd'hui, doit aboutir à poser sérieusement le problème des perspectives de la révolution mondiale.

Bien entendu, cette analyse doit être complétée par un examen approfondi et concret du capitalisme et, en général, des prémisses objectives. Nous n'avons pas l'intention de nous engager ici dans cet examen ; et cela d'autant moins qu'à nos yeux, la constatation de Trotsky est valable, aujourd'hui plus encore qu'hier. Pour cette raison, le stalinisme, dans son sens le plus large, reste le problème fondamental de la révolution mondiale ; et, inversement, la question de la révolution mondiale est celle du règlement des comptes de la classe ouvrière internationale avec le stalinisme.

I. - Révolutions en 1956

C'est la capacité grandissante du prolétariat à combattre la bureaucratie stalinienne qui a obligé cette dernière à opérer certaines modifications dans sa politique. En dépit de ces modifications, les événements révolutionnaires de l'année 1956 ont démontré, d'une façon indiscutable, que la classe ouvrière est parfaitement capable d'abattre la bureaucratie. La signification historique de la révolution hongroise (et de la révolution polonaise) consiste en ce qu'elles révélèrent pour la première fois, sur l'arène de la politique mondiale, que l'aptitude du prolétariat à combattre les ennemis du socialisme s'étend aussi à la bureaucratie stalinienne. Ainsi, ces révolutions ne furent pas seulement un maillon important dans la chaîne historique des luttes du prolétariat, mais aussi le premier signe de grande envergure que celui-ci avait pris conscience du caractère du stalinisme, et de sa capacité de le combattre. De l'écrasement de la révolution hongroise, nous ne concluons pas à une victoire décisive de la bureaucratie et, partant, à la victoire mondiale d'une nouvelle classe soi-disant homogène, la « technocratie ». Au contraire, nous sommes convaincus, non sur la base d'un optimisme bon marché, mais sur la base de la situation sociale réelle du « camp socialiste », que le processus historique dont la « révolution hongroise » fut le prototype va en se développant aujourd'hui, et c'est ce que nous nous proposons de démontrer dans ce document. Nous ne prendrons pas rang parmi les imitateurs de Bogdanov, théoriciens du désespoir et de la désertion après la défaite de la révolution de 1905. Au contraire, nous affirmons, comme Lénine l'a affirmé à propos de la révolution de 1905, qu'aujourd'hui celle de 1956 est le signe avant-coureur de la montée révolutionnaire du prolétariat. La lutte décisive entre socialisme et barbarie n'est pas encore jouée. La classe ouvrière internationale n'a pas encore dit son dernier mot. « 1917 » suivra « 1905 ».

1) Le développement de la classe ouvrière en U. R. S. S., et la crise du pouvoir de la bureaucratie.

a) Croissance numérique et évolution du pouvoir de la bureaucratie.

Depuis le premier plan quinquennal, la classe ouvrière s'est accrue en nombre sur un rythme dont l'histoire ne connaît pas d'autre exemple. En 1928, il y avait 10,8 millions d'ouvriers ; en 1932, 22,6 millions ; en 1936, 31,2 millions ; en 1945, à cause de la guerre, « seulement » 27,3 millions ; en 1950, 38,9 millions et en 1959, 56,3 millions (le plan septennal en prévoit 66,5 millions pour 1965) (1).

Ainsi, il y avait en 1928, en chiffres ronds, dix millions de travailleurs des villes sur une population totale de cent cinquante millions, en U.R.S.S. ; il y en a aujourd'hui soixante millions sur deux cent vingt. C'est là un changement fondamental, dont la portée sociale et politique est immense.

Quant à la situation véritable de la classe ouvrière de l'U.R.S.S., du point de vue de ses conditions d'existence, elle ne peut, moins encore que dans les pays capitalistes, être appréciée en prenant seulement en considération le salaire des travailleurs masculins. Faute de chiffres exacts et certains, il ne nous est, bien entendu, pas possible d'aller au fond du problème. Nous pouvons, cependant, soulever deux questions essentielles : la situation des ouvrières et celle de la jeunesse travailleuse.

Cette immense armée d'ouvriers comprend une proportion très élevée de femmes. En 1958, selon *Economie et Politique* (numéro de janvier-février 1960), les femmes constituaient 55 % de la main-d'œuvre totale. Le « *Centre d'Information des Nations-Unies* » estimait le 28 mars 1961, qu'en 1959 la proportion des femmes dans l'ensemble de l'économie avait atteint 48 %, et dans la main-d'œuvre civile seulement, 53,4 %. Or, le nombre de places dans les crèches n'était, en 1957, que de 1,04 millions, pour 14 millions d'enfants en bas âge. Il n'y avait que 2,06 millions de places dans les jardins d'enfants, pour 16 millions d'enfants entre 4 et 7 ans. Nous ne connaissons pas le nombre exact de restaurants, mais, selon *Economie et Politique*, les employés et les ouvriers du commerce ne comptaient que pour 5 % de la main-d'œuvre totale, et le personnel des

(1) « L'U.R.S.S. 1959 en chiffres ». Bien que la statistique russe réunisse sous la même rubrique les ouvriers et les employés (donc aussi les bureaucraties), le nombre réel d'ouvriers d'usine ne doit pas beaucoup différer du total.

restaurants doit y être compté. Dans une telle situation, l'intensification du travail, qu'exigent les bureaucrates sur tous les tons, signifie la dégradation immédiate des conditions de vie des ouvrières et de leurs enfants, c'est-à-dire de la prochaine génération de la classe ouvrière.

Les véritables conditions de vie des travailleurs commencent ainsi à se dessiner devant nous. Au XXII^e congrès, une déléguée a demandé l'abolition des équipes de nuit pour les femmes. La réponse de Khrouchtchev fut un refus catégorique, résumant l'attitude des staliniens sur cette question. Les ouvrières, cette quasi-majorité de la classe, doivent prolonger leur double exploitation pour produire davantage. Elles ne gagnent, par mois, que 70 roubles au maximum, mais elles doivent donner 3,60 roubles pour 1 kilo de beurre, 3,50 roubles pour 1 kilo de veau, et ainsi de suite. Des crèches ?.. Il n'y a pas de places pour leurs enfants. Pas de travail de nuit ?.. Mais si, et encore il faut augmenter la productivité de 45 à 50 % de 1959 à 1965.

Les conditions de logement sont-elles meilleures ? Voici un seul exemple, tiré de la presse soviétique. Les *Izvestia*, le 1^{er} décembre 1962, publiaient la « lettre » d'une famille annonçant qu'elle prend en mains la réparation de son logement, au lieu de la demander à l'état. Celui-ci diminue les crédits pour le logement, car il doit faire face à de multiples besoins d'investissements. Le journal salue l'« initiative » de cette famille qu'il faudrait, selon lui, généraliser. En outre, il saisit l'occasion pour dénoncer les « destructeurs » de logements, et propose leur renvoi devant les tribunaux. Quels rapports y a-t-il entre les ouvrières — et ouvriers — et la rédaction de ce journal ? Et quelle est la véritable situation du logement, autre facteur majeur des conditions de vie ouvrière ?

Une autre grande composante de la classe ouvrière est la jeunesse. Le plan septennal prévoit une augmentation de 12 millions du nombre des ouvriers. Le recrutement principal se fera parmi les jeunes. Mais, selon le plan, le développement industriel doit être le plus important dans les régions orientales de l'Union, qui produiront à peu près 45 % de la production totale de fonte, d'acier, de laminés, de charbon, de pétrole, d'énergie électrique, de bois d'œuvre. Il ne s'agit donc pas seulement d'un recrutement normal de la main-d'œuvre, mais de sa mobilisation, de son transfert dans les régions lointaines. A cette fin, il n'y a que la jeunesse qui puisse être mobilisée en masse. Comme c'est le cas sur les terres vierges, ce sont les jeunes qui constituent l'écrasante majorité des ouvriers d'usines en Sibérie. La presse soviétique publie reportage sur reportage à propos des villes ouvrières orientales où l'âge moyen est de 23 à 25 ans. Or c'est précisément dans ces régions que les conditions de salaires, de logement, de nourriture, et même de travail, sont les pires ; selon la presse soviétique, elles sont souvent intolérables. C'est la jeunesse ouvrière soviétique qui

porte aujourd'hui le fardeau accablant de la restructuration économique de l'U.R.S.S., restructuration qui se fait, comme nous le verrons, pour la sauvegarde et l'extension des privilèges de la bureaucratie.

b) Les problèmes fondamentaux du pouvoir de la bureaucratie...

QU'EST-CE QUE LE STALINISME ?

Il est impossible de dresser le bilan actuel du stalinisme sans essayer de définir ce phénomène, à la fois historique, social et politique.

Tout d'abord, nous rejetons toute « définition » métaphysique qui, venant aussi bien des bureaucrates staliniens que des bourgeois ou de leur avant-garde intellectuelle, cherche à le résumer par une expression ou une phrase vides de contenu : les définitions métaphysiques selon lesquelles le stalinisme équivaldrait au culte de la personnalité, ou à la violation de la légalité, ou encore à une centralisation poussée à l'extrême, n'ont rien à voir avec la réalité telle qu'elle apparaît dans l'histoire contemporaine. Ces affirmations, à elles seules, suffisent à démasquer les bureaucrates et leurs compagnons de route comme des idéalistes et des jongleurs en métaphysique.

Il faut, d'autre part, prendre garde aux formules qui définissent le stalinisme comme le fruit de conditions sociales et de circonstances historiques déterminées (bien qu'il le soit en effet). Mais on aboutit alors, en dépit d'une analyse marxiste des conditions et circonstances historiques dans lesquelles s'est formé le stalinisme, à une conclusion abstraite, qu'on « applique » ensuite à l'U.R.S.S. et aux partis staliniens.

Or, c'est précisément parce que le stalinisme était, et est encore, le résultat de conditions spécifiques, que l'attention doit, en premier lieu, se porter sur l'analyse de l'évolution de ces conditions. Autrement dit, le phénomène stalinien, conformément à sa nature déterminée par des facteurs changeants, doit être examiné dans son développement. Bien entendu, comme tout phénomène historique, le stalinisme a, lui aussi, certaines caractéristiques propres. Mais même ces traits « spécifiques » ne sont que des éléments secondaires par rapport à sa vraie nature, à son essence.

Le stalinisme s'est formé en tant qu'expression politique de la bureaucratie de l'état ouvrier dégénéré. Mais comme cette dégénérescence a été déterminée par des circonstances précises, notre point de départ doit consister dans le rappel de ces conditions.

Dans *Cours Nouveau*, Trotsky avait déjà signalé, en 1923, les dangers que courait l'état ouvrier si la classe ouvrière occidentale ne faisait pas de révolution. Il relevait les problèmes essentiels que l'état ouvrier doit affronter et résoudre. Aujourd'hui, l'on ne voit que trop clairement la justesse de l'appréciation portée par Trotsky.

Pour lui, l'état ouvrier, dans les conditions arriérées de la Russie, était menacé par l'encerclement capitaliste prolongeant le danger d'une intervention militaire ; par l'état arriéré du pays se reflétant dans l'antagonisme et la tension entre la ville et la campagne ; par l'impossibilité de maintenir un régime socialiste authentique du fait de la division du travail à l'échelle internationale. C'est pourquoi le maintien de l'état ouvrier était avant tout conditionné par la révolution de la classe ouvrière occidentale, et par conséquent, par une politique internationaliste révolutionnaire de la part du parti bolchévik.

Mais nous savons à quel point les conditions arriérées de la Russie ont déterminé l'issue défavorable de la lutte menée pour une solution révolutionnaire de ces problèmes. Dans *La révolution trahie*, Trotsky a analysé les circonstances historiques et sociales qui ont finalement abouti à la victoire de la bureaucratie et, partant, à la dégénérescence de l'état ouvrier. Dans sa lutte contre les bolchéviks, la bureaucratie, contre-révolutionnaire par nature, a renoncé à la révolution mondiale, à l'internationalisme, et s'est engagée sur la voie de l'édification du socialisme dans un seul pays : voilà le point de départ fondamental du stalinisme. Mais, en dépit de leur refus de reconnaître l'analyse marxiste, les bureaucrates n'en restaient pas moins soumis à une réalité sociale que cette analyse avait correctement appréciée, et qui ne laissait aucune place à leurs prétentions d'édifier le socialisme dans un seul pays. Cette contradiction, en dernière analyse, recouvrait celle qui existe entre les conquêtes socialistes d'Octobre et la situation de l'U.R.S.S. en tant que pays isolé. Dans sa lutte désespérée avec ces réalités, la bureaucratie a été amenée à pratiquer une politique de zigzags, ainsi que Trotsky l'a montré dans *La révolution trahie*.

Malgré les concessions que la bureaucratie a dû faire, et les pertes importantes qu'elle a subies, elle n'a jamais renoncé à sa politique. Il lui aurait fallu, pour cela, changer de nature. D'autre part, il lui était impossible de capituler complètement devant l'impérialisme, car, s'il est vrai qu'elle a été conditionnée par l'isolement et l'état arriéré de l'U.R.S.S., il est non moins vrai que les limites de sa politique bureaucratique étaient données par les conquêtes d'Octobre.

Le stalinisme, en tant que phénomène historique, n'est donc pas autre chose que la position et la politique de la bureaucratie, aux prises avec l'impossibilité de réaliser son programme d'édification du socialisme dans un seul pays, et ne pouvant pourtant pas abandonner ouvertement ce même programme. Il s'agit donc d'une contradiction. Mais l'examen et la caractérisation du stalinisme exigent l'analyse approfondie des conditions primordiales qui le déterminent. Comme ces conditions ne sont pas immuables, comme le rapport entre leurs différents aspects se modifie, le stalinisme, lui aussi, change de forme, et emprunte des visages divers.

Il ne faut pas oublier non plus que, quelles qu'aient été les variations

de leurs relations mutuelles, de leurs formes et de leur importance relative, les conditions extérieures et intérieures de l'U.R.S.S. ont été et sont restées identiques. C'est la raison pour laquelle le stalinisme peut être défini d'après certaines caractéristiques plus ou moins constantes. Ajoutons tout de suite que ces caractéristiques, bien qu'elles nous semblent essentielles, ne sont que des traits secondaires pour une époque historique donnée. C'est pourquoi ressasser perpétuellement ces traits, c'est-à-dire caractériser le stalinisme d'après son visage de 1938 ou de 1950, ne nous avance en rien.

La bureaucratie, placée devant la dure réalité de la menace de l'intervention militaire, de l'état arriéré du pays et de sa dépendance du marché mondial, a voulu « édifier le socialisme » par la contrainte. C'est pourquoi, partant du rejet de l'internationalisme, le stalinisme est devenu, en premier lieu, nationaliste, pour parer, d'une manière bureaucratique, au danger de l'intervention. La centralisation excessive, la violation de la légalité et autres traits bien connus se sont formés pendant les années de l'avènement de la bureaucratie : rien ne prouve qu'ils restent toujours propres au stalinisme.

STALINE ET LE STALINISME

C'est évidemment une erreur de considérer le stalinisme comme le fruit de l'activité personnelle de Staline. Staline, par une politique et par une façon de penser, a exprimé, à une époque déterminée, les intérêts de la bureaucratie tout entière. C'est pourquoi la politique de la bureaucratie a été baptisée « stalinisme ». La politique de la bureaucratie de l'U.R.S.S. reste toujours stalinienne, car elle est l'expression des intérêts de cette bureaucratie dans des conditions qui sont déterminées, d'une part, par les conquêtes d'Octobre, d'autre part, par les circonstances mentionnées plus haut.

En ce qui concerne le rôle de Staline, il faut admettre qu'il n'a exprimé les intérêts de la bureaucratie que pendant un certain temps. À partir des grandes épurations, et surtout après la deuxième guerre mondiale, il a exprimé ces intérêts en établissant progressivement une dictature bonapartiste qui, à son tour, est devenue une menace pour ces mêmes intérêts.

La bureaucratie ne peut se permettre de pousser « à l'extrême », ni son idéologie, foncièrement idéaliste, ni sa politique, foncièrement averturiste. Ce sont ses propres intérêts en tant que détentrice du pouvoir qui limitent ces excès.

Or, la politique de Staline, son bonapartisme, à partir d'un certain moment, ont sérieusement mis en danger le pouvoir même de la bureaucratie. A cet égard, l'étude des matériaux du XX^e congrès du parti communiste soviétique nous semble convaincante. Tout semble prouver que Staline était entré en conflit avec les intérêts directs de la bureaucratie. D'après

le rapport secret de Khrouchev, l'on pourrait même fixer la date de cette transformation. Khrouchev, justifiant entièrement la politique de Staline avant 1934 (« Là, Staline a joué un rôle positif »), la critique de manière très vive à partir de cette date. Résumons les faits d'après Khrouchev.

Pour lui, le XVII^e congrès, tenu en 1934, était le « congrès des vainqueurs », le congrès des bureaucrates, vainqueurs des bolchéviks. Mais, précisément, et il le déplore, à cette époque « ... Staline s'était élevé à un tel point au-dessus du parti et au-dessus de la nation qu'il avait cessé de prendre en considération le Comité central ou le parti ». Staline, en outre, a mené une politique de répression « ... non seulement contre ses véritables ennemis, mais aussi contre des individus qui n'avaient commis aucun crime contre le parti et le gouvernement soviétique ». « Cela, bien entendu, ajoute Khrouchev, ne contribua pas à l'unité dans les rangs du parti, ni parmi les différentes couches de la classe laborieuse. »

Naturellement, pour Khrouchev, la répression contre les bolchéviks était justifiée ; par contre, il déplore la perte des « bons communistes », tous staliniens. Il est donc clair que la répression massive a constitué une menace pour la bureaucratie. Mais l'extermination même des « bons communistes », la menace de l'assassinat, suspendue comme l'épée de Damoclès au-dessus des membres de la bureaucratie, n'était pas encore un motif urgent de conflit entre Staline et la bureaucratie. Le danger est devenu grave lorsque Staline a suivi une politique contraire au bon sens bureaucratique sur des problèmes essentiels. L'évolution de la politique de Staline à l'égard du danger de l'intervention militaire, par exemple, a plusieurs fois mené la bureaucratie au bord de la catastrophe.

Dans son célèbre rapport secret, Khrouchev reflète inconsciemment la peur démesurée de la bureaucratie face à Staline. A la veille de la guerre, ce dernier a épuré l'armée, ce qui a coûté la vie à environ 30.000 officiers. « Des conséquences très graves, dit Khrouchev, résultèrent de l'élimination par Staline de nombreux chefs militaires et fonctionnaires politiques entre 1937 et 1941 ». Quant à la préparation à la guerre, écoutons Khrouchev : « Avant la guerre, notre presse et tout notre travail politico-éducatif étaient caractérisés par un ton bravache ; qu'un ennemi viole le sol soviétique sacré, et pour chacun de ses coups il en recevra trois... Mais ces déclarations positives n'étaient pas fondées dans tous les secteurs sur des faits concrets, qui eussent réellement garanti l'immunité de nos frontières ». En outre, alors que l'attaque des hitlériens était imminente, Staline, négligeant les avertissements des bureaucrates eux-mêmes, a laissé quasi-ouvertes les frontières. Pendant la guerre, la direction catastrophique de Staline a été la cause de la perte de millions de vies humaines et d'immenses dommages matériels.

Khrouchev laisse entendre que le problème numéro un de l'U.R.S.S.,

sa défense, était négligé par Staline, de telle sorte qu'il y avait des frictions au sein même de la bureaucratie.

L'évolution de la contradiction entre les intérêts de la bureaucratie, dont l'expression est le stalinisme, et Staline lui-même, a pris un tour plus aigu après la guerre. Sur les problèmes essentiels de la bureaucratie, c'est-à-dire ceux qui mettent en cause son existence même, Staline a suivi une politique dangereuse. Au lieu de diminuer les possibilités d'une intervention militaire, il a pratiqué une politique internationale qui consistait à créer des tensions, une atmosphère pleine de risques d'explosions. Or, la bureaucratie soviétique a parfaitement conscience que, dans un conflit armé, elle ne peut que perdre. Cette politique a réellement amené l'U.R.S.S. au bord de la guerre en 1950-52. Comme le disait Khrouchtchev au XX^e congrès : « ... *Nos relations pacifiques avec d'autres nations avaient été souvent menacées, car les décisions d'un seul pouvaient provoquer et provoquaient en fait souvent de grandes complications* ».

Mais le problème de l'encerclement capitaliste ne recouvre pas seulement le danger d'une intervention militaire ; il est encore indissolublement lié au fait que le système capitaliste mondial tient l'U.R.S.S. dans sa dépendance économique par l'intermédiaire du marché mondial. Une politique de tension à l'égard du bloc capitaliste n'aggrave pas seulement le danger d'une intervention, mais aussi, et du même coup, les conséquences de la dépendance économique de l'U.R.S.S. à l'égard du marché mondial, en contribuant à l'en couper davantage.

La politique de Staline, en créant ces difficultés internationales, isolait l'U.R.S.S. Sa brochure *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, parue à la veille du XIX^e congrès (1), a démontré à quelles absurdités peut aboutir cette « conception ». Staline y a formellement déclaré que l'unité du marché mondial n'existe plus puisque l'U.R.S.S. et les démocraties populaires en constituent un second. Il arrivait ainsi à la conclusion que l'existence d'un marché mondial socialiste rend l'économie soviétique parfaitement indépendante. Négligeant ainsi arbitrairement la division mondiale du travail, il aboutissait à une politique désastreuse dans les secteurs où l'économie soviétique était la plus faible. Sans parler des exagérations grossières de sa brochure concernant l'agriculture, par exemple, nous pouvons souligner que c'étaient les ouvriers et les paysans qui payaient les conséquences de la théorie du « *marché mondial socialiste* ». L'agriculture, privée de l'aide massive de l'industrie, a végété dans une situation difficile. Qui plus est, Staline a voulu compenser les pertes économiques par des taxes élevées sur les paysans et par la baisse du niveau de vie des ouvriers. Ce qui n'a pas seulement empêché la paysannerie d'augmenter les rendements agricoles, mais l'a amenée au bord de la révolte.

(1) Le XIX^e congrès du P.C.U.S. s'est tenu en octobre 1952, et Staline est mort au début de mars 1953.

De plus, Staline a cherché à exterminer ses propres collaborateurs, c'est-à-dire le sommet de la bureaucratie. A cet égard, il suffit de citer le cas de Voznessensky, Kouznetzov et Rodionov (1949), et les révélations de Khrouchev disant que Staline, après le XIX^e congrès, « ... visait à l'élimination des anciens membres du Bureau Politique et à l'entrée de personnes moins expérimentées ». Notons aussi que, entre 1945 et 1953, 233 chefs militaires soviétiques, en majorité des généraux, sont décédés.

Le comportement ultérieur de la bureaucratie soviétique nous confirme dans l'idée que le bonapartisme de Staline avait cessé d'être compatible avec la sécurité du pouvoir politique de la bureaucratie. En développant l'un des aspects du stalinisme, la négligence des réalités internationales et intérieures, jusqu'à ses conséquences extrêmes, il était devenu inutilisable, voire néfaste. Comme Khrouchev le déclare dans son rapport secret : « ... La direction, telle qu'elle était pratiquée durant les dernières années de Staline, était devenue un obstacle sérieux sur la voie du développement social de l'Union soviétique ».

Khrouchev parle des dernières années : ce n'est pas par hasard. La bureaucratie a considéré Staline comme un Bonaparte abusant de son pouvoir. Nous savons que toute analogie historique est boiteuse. Mais, tout en faisant cette réserve, il nous faut rappeler le cas de Napoléon 1^{er}, qui, au début, a clairement exprimé les intérêts de la bourgeoisie française qui avait récemment conquis le pouvoir. Pour elle, la lutte de Bonaparte contre le monopole anglais du commerce ou contre les royalistes, sa lutte contre les sans-culottes surtout, étaient indispensables. Mais lorsque Napoléon 1^{er} s'est mis à l'imposer lourdement pour ses guerres, et à la limiter dans son épanouissement, elle a trouvé le moyen de se débarrasser de lui, car il « s'était élevé au-dessus de la nation ». De même Khrouchev approuve la lutte menée par Staline contre « ceux qui tentaient de conduire le pays en dehors de la voie léniniste correcte », c'est-à-dire contre les marxistes révolutionnaires. « Cette lutte était indispensable, poursuit-il. Mais, plus tard, Staline, abusant de plus en plus du pouvoir, entama la lutte contre d'éminents chefs du parti et du gouvernement ».

Il y avait incontestablement antagonisme entre la politique personnelle de Staline et les intérêts de la bureaucratie ; cela apparaît d'ailleurs clairement, comme nous le verrons un peu plus loin, dans la politique suivie par elle après la mort de Staline.

... et de l'économie de l'U.R.S.S.

Les problèmes économiques, la situation de l'industrie et de l'agriculture, leurs rapports mutuels ainsi que celui de l'économie soviétique avec le marché mondial, sont à la base du phénomène stalinien. Nous devons donc les analyser plus en détail. Mais, pour le moment, nous résu-

merons simplement quelques éléments essentiels, caractéristiques des premières années de la nouvelle direction. Déjà en 1952, l'exécution du 4^e plan quinquennal lancé en 1950, s'était révélée pleine de difficultés. A la base, il y avait l'insuffisance de l'agriculture soviétique qui, depuis la grande collectivisation, restait stagnante. La politique aventuriste de collectivisation de l'agriculture sans base matérielle-technique suffisante trouvait ainsi sa punition.

En 1950, le plan quinquennal prévoyait une augmentation de 70 % de la production industrielle. Mais il ne prévoyait que 19 % d'augmentation de la production de tracteurs, et 20 % de celle de l'automobile. Pourtant, l'agriculture avait un besoin vital de ces machines, et la capacité industrielle aurait permis une production plus poussée, si... Si d'autres besoins n'avaient pas réduit cette capacité générale à sa « juste » proportion. Or, au bout d'un an, ces prévisions, pourtant modestes, se sont révélées irréalisables. Parmi les besoins à satisfaire, la première place revenait à l'armement. C'était l'époque où Staline préférait les tanks aux tracteurs, dans l'atmosphère tendue de la guerre de Corée.

L'agriculture soviétique était incapable de satisfaire les besoins du ravitaillement. Nous connaissons, par exemple, les chiffres ahurissants, concernant l'élevage, que Khrouchtchev a cités dans son grand discours sur l'agriculture en septembre 1953 :

Années	Bovins (en millions de têtes de bétail)	Porcs
1916	58,4	23
1941	54,5	27,5
1953	56,6	28,5

C'était une stagnation, sinon une dégradation. La crise du ravitaillement était sérieuse : pénurie de lait, de beurre et de viande. En 1958, la production de viande, malgré les mesures énergiques prises dans ces années-là, ne représentait que moins de la moitié de la production américaine. (*Centre national du commerce extérieur français*, 1961).

Nous nous abstenons ici d'une analyse plus poussée de l'économie soviétique : un tel examen s'impose plus loin. Nous avons simplement motivé, par l'indication de ces difficultés majeures, le tournant politique de la bureaucratie soviétique.

Devant l'impossibilité de satisfaire l'agriculture par l'industrie, unique moyen d'augmenter la production agricole, Staline a très durement taxé les démocraties populaires. Voilà pourquoi l'austérité économique, dont le fardeau retombait sur les épaules des ouvriers et des paysans, a *précipité*

— sans en être la cause — les démocraties populaires vers la révolte en nourrissant leurs sentiments anti-russes.

Pendant le règne de Staline, les rapports économiques entre pays socialistes consistaient grosso modo, pour les autres pays que l'U.R.S.S., à ravitailler celle-ci, et à combler les lacunes de son économie. D'autre part, chacun de ces pays, copiant l'U.R.S.S., a édifié sa propre économie autarcique. Ainsi la théorie et la pratique du « *socialisme dans un seul pays* » se multipliait-elle en « *beaucoup de petits socialismes en beaucoup de petits pays* », forcés de jeter les bases matérielles-techniques du socialisme, sans se soucier pour autant de savoir s'ils disposaient de ressources économiques suffisantes. De cette façon, « *la tragédie de l'U.R.S.S. se répétait comme une farce* »... multipliée à divers exemplaires.

Ayant reçu cet héritage de son « *plus grand chef* », la nouvelle direction — collective par-dessus le marché — devait réagir. Il lui était impossible de continuer à taxer les démocraties populaires : les mouvements qui s'y produisaient le prouvaient.

Tout d'abord, il fallait diminuer la menace de révolte intérieure. Comme mesures immédiates, les dirigeants décidèrent une baisse générale des prix suivie d'une hausse des salaires. Ainsi, le pouvoir d'achat augmentait : 53 milliards de roubles pour les salaires, mais sans que la production puisse satisfaire la demande accrue. Aussi durent-ils recourir à des importations de viande, de beurre et de conserves, surtout du Danemark, de Hollande et d'Australie. Les négociations avec cette dernière prévoyaient l'exportation d'or comme moyen de paiement, car l'U.R.S.S., à ce moment-là, n'avait rien à exporter.

Il n'y avait pas moyen d'employer les vieilles méthodes, comme l'emprunt forcé. Il était impossible de débloquer les stocks. La bureaucratie devait choisir : ou bien faire des importations massives, ou bien réorienter et réorganiser l'économie.

C'est ainsi qu'à plus longue échéance, la nouvelle direction a commencé à réorienter l'économie soviétique et, partant, à remanier les « théories » économiques de Staline. La réorientation a débuté par la révision du plan quinquennal et la grande campagne pour l'amélioration de l'agriculture. Dans la révision du plan, la nouvelle ligne s'est manifestée par ce qu'on a appelé le « cours nouveau », où la production des biens de consommation devenait l'un des facteurs les plus importants.

La nécessité d'un revirement était tellement impérieuse, devant l'accumulation de forces explosives, que celui-ci a été réalisé dans une véritable panique, engendrant le chaos. C'est ainsi que la réorientation économique s'est traduite par une reconversion trop brusque des usines, source d'un grand désordre. Toute une série d'usines d'aviation, d'armement et d'autres branches de l'industrie lourde, ont dû produire, du jour au lendemain, prati-

quement sans aucune transition, des réfrigérateurs, des montres, des sommiers métalliques, des bicyclettes, etc. Chose remarquable pourtant, malgré sa panique, la bureaucratie a dirigé la reconversion de telle façon que la production des biens de consommation s'oriente plus vers les réfrigérateurs et les aspirateurs, par exemple, et beaucoup moins vers les chaussures et les lainages. Les bureaucrates ont tout d'abord pensé à leurs propres ménages.

L'autre terrain des efforts économiques a naturellement été l'agriculture. Au mois de septembre 1953, dans un véritable feu d'artifice de discours de Khrouchtchev et de résolutions, l'agriculture fut évoquée pratiquement sous tous ses aspects. Selon Khrouchtchev, l'état catastrophique de l'agriculture était dû à ce qu'on avait oublié «...*l'un des principes fondamentaux de l'économie socialiste : le principe de l'intérêt matériel d'une entreprise et de chaque travailleur en particulier dans le fruit de son travail*».

c) La menace révolutionnaire, et les mesures prises d'urgence pour l'affaiblir.

Staline, poussant à l'extrême l'un des aspects fondamentaux du stalinisme, celui de la politique d'isolement complet dont les implications créaient une situation révolutionnaire, effrayait la bureaucratie. Aussi, sa mort a-t-elle été si opportune que plusieurs observateurs ont trouvé des arguments assez convaincants pour affirmer qu'elle n'était nullement naturelle. Toujours est-il que la bureaucratie, en s'emparant totalement des leviers de commande, a agi avec décision, sachant quelle politique suivre.

D'abord, elle a réorganisé le pouvoir suprême. D'un seul coup la composition du praesidium du parti est redevenue la même qu'à la veille du XIX^e congrès : les nouveaux larbins de Staline en étaient éliminés.

Pour se rassurer elle-même, comme un gamin qui siffle dans le noir, la nouvelle équipe a condamné, du moins en paroles, le culte de la personnalité, tout en établissant une direction collective. Ensuite, avec une rapidité étonnante, elle a pris des mesures et des décisions de grande envergure destinées à... renforcer son pouvoir, mais d'une autre manière que Staline. Pour bien réaliser à quel point ce pouvoir était directement menacé, mentionnons quelques-unes de ces décisions et quelques faits, se rapportant tous aux deux ou trois mois qui suivirent la mort de Staline.

La nouvelle équipe a ordonné une amnistie assez importante et, par ce geste, a essayé de réduire la tension intérieure provoquée par le régime policier. Il n'empêche qu'au mois de juillet 1953, une grève a éclaté à Vorkhouta, l'un des plus grands camps de concentration, où se trouvaient environ 100.000 prisonniers.

Des phénomènes analogues se sont également produits dans les démocraties populaires, où les grèves, menant quelquefois à la révolte ouverte, ont révélé que le pouvoir de la bureaucratie chancelait. En Tchécoslovaquie, entre le 1^{er} et le 16 juin, dans des centres industriels comme Pilsen et Ostrava, les ouvriers ont débrayé et manifesté. Le soulèvement des ouvriers de Berlin-Est, le 17 juin, qui amena les tanks russes à intervenir, est bien connu ; l'on sait moins qu'au même moment, les ouvriers manifestaient contre le régime d'Ulbricht dans 19 autres villes importantes d'Allemagne Orientale ; on sait moins encore que, dans les campagnes polonaises et hongroises, dans divers villages, les paysans refusaient les livraisons obligatoires et expulsaient les autorités locales chargées de les recueillir.

Ce serait une erreur de croire que ces mouvements n'étaient dûs qu'à une stabilité moindre des régimes des « démocraties populaires », et à un niveau de vie plus élevé des masses dans ces contrées. Ces facteurs ont eu leur importance, mais, fondamentalement, ce sont les problèmes économiques que nous avons vu plus haut qui ont joué le rôle déterminant. C'est pourquoi la nouvelle direction de la bureaucratie devait, Staline à peine embaumé, entreprendre d'urgence de desserrer les liens qui étrangeaient déjà presque l'économie soviétique.

Prise entre la crainte d'une révolution et celle d'une offensive économique de l'impérialisme, la bureaucratie devait s'efforcer d'adopter une politique de juste milieu. Louvoyant entre Charybde et Scylla, elle importait suffisamment pour satisfaire les besoins les plus criants des masses, mais pas assez pour ouvrir le marché russe aux impérialistes. Elle augmentait la production de biens de consommation, tout en renforçant ainsi la base de ses propres privilèges. Ses actes essentiels, les plus symptomatiques, parce que de conséquences durables et profondes, sont ceux qui ont directement touché l'agriculture.

Dès ce moment, les dirigeants mettaient en avant, avec prudence, leur slogan de l'intéressement personnel à la production. Ils se rendaient parfaitement compte de la nécessité de prendre des mesures réelles et concrètes pour que, une fois l'intérêt personnel satisfait, la production augmente effectivement. Mais l'intérêt personnel ne sert à l'édification du socialisme que dans la mesure où les facteurs historiques prédominants tendent à le réaliser. Dans les conditions de l'U.R.S.S., la mise en avant de ce slogan, accompagnée de sa réalisation concrète, aurait signifié un changement trop brusque. Pendant la première phase de son règne, la nouvelle direction renonçait donc à tenir pleinement cette promesse dans l'agriculture. Mais elle ne pouvait aucunement renoncer à une augmentation réelle de la production.

D'où la découverte fantastique des terres vierges, permettant à la bureaucratie d'échapper à ses soucis agricoles, comme certains intellectuels

veulent échapper à la nécessité de prendre position en invoquant les problèmes cosmiques... Elle n'était pas encore préparée à faire un pas décisif, mais devait, en même temps, augmenter la production. Le résultat de cette hésitation, de cette position ambiguë, fut la décision de déclencher la campagne de défrichement des terres vierges. Cette aventure, destinée à masquer le fond du problème, prenait l'allure d'un typique calcul d'écolier : plus il y aura de terres cultivées, plus grande sera la production.

L'autre remède, pour parer immédiatement à la crise du ravitaillement, était destiné à tirer l'élevage de sa stagnation. Puisque l'élevage dépend quasi-entièrement de la production de fourrage, puisque la base de celle-ci est incontestablement le maïs, l'on a déclenché la dernière grande campagne, celle pour l'augmentation de la production des plantes fourragères, en particulier du maïs. De toute façon, cette campagne-là était infiniment plus réaliste que celle du défrichement des terres vierges. Pour les « experts » du type des collaborateurs de « *L'Express* », le culte du maïs était une manie personnelle de Khrouchev ou presque. Celui-ci s'est évidemment hâté de répandre cette idée en guise de camouflage de l'incapacité organique de la bureaucratie à apporter une solution tant soit peu adéquate aux problèmes agricoles. Avec une certaine malice, nous pourrions même nous demander si l'affection personnelle de Khrouchev pour le maïs a été pour quelque chose dans la promotion de cette céréale, ou si ce fut l'inverse : « problème intéressant » à débattre dans le milieu petit-bourgeois où trônent nos « experts ».

La bureaucratie se trouvait placée devant un dilemme. Comment éviter une révolution intérieure : par des concessions ou des mesures imprudentes qui risquaient de menacer directement l'U.R.S.S. ou bien en adoptant la ligne du moindre mal ? Elle a, finalement, opté pour la seconde solution, la réorientation et la réorganisation de l'économie. Mais pour cela, il lui fallait faire à la fois des concessions à l'intérieur de l'U.R.S.S. et sur le plan international.

2) Vers une alliance contre-révolutionnaire mondiale.

La modification de la politique économique de la bureaucratie exigeait un changement notable dans sa politique internationale. Les héritiers de Staline devaient reconnaître l'impossibilité pour l'économie soviétique de se passer du marché mondial, c'est-à-dire d'un commerce important avec le monde capitaliste. Cet impératif a irrésistiblement poussé la bureaucratie à chercher les moyens de s'entendre avec l'impérialisme.

Ne soyons pas injustes, et notons tout de suite que l'opportunisme n'était certes pas étranger au stalinisme d'hier ! Bien au contraire, l'entente profonde avec l'impérialisme contre la révolution est un trait essentiel du stalinisme depuis sa naissance. La bureaucratie ne peut en effet, avec ou sans Staline, mener une politique révolutionnaire hors de l'U.R.S.S., lorsqu'elle étouffe la révolution à l'intérieur de l'U.R.S.S. La politique étrangère est la continuation de la politique intérieure. Depuis l'écrasement des révolutions chinoise de 1927 et espagnole de 1936-38, l'on a suffisamment eu de preuves de l'intimité profonde qui, contre la révolution mondiale, resserre les liens entre le stalinisme et l'impérialisme.

En outre, le caractère profondément contre-révolutionnaire et anti-socialiste de la politique stalinienne a considérablement transformé les institutions (état, parti, etc.) mises en place par la révolution d'Octobre. Ces institutions, devenues bureaucratiques, centralisées et éloignées des ouvriers, influencent aussi à leur tour, de façon quasi-indépendante, leurs fonctionnaires. Leur politique opportuniste, et le poids hautement conservateur de ces appareils bureaucratiques rendent absolument naturel le fait que les staliniens s'entendent plus facilement avec les « capitaines » de l'industrie capitaliste qu'avec les « destructeurs » révolutionnaires. Cependant, tout en soulignant cette constante du stalinisme, nous devons noter un changement sensible après la mort de Staline. Pour mieux le mesurer et l'analyser, nous pouvons rappeler brièvement l'évolution de la politique internationale après la mort de Staline.

Déjà, dans son oraison funèbre à l'enterrement de Staline, Malenkov a lancé le mot d'ordre de la politique internationale de l'U.R.S.S. : coexistence pacifique avec toutes les nations. Il est significatif que l'impérialisme international ait réagi avec une rapidité et une clairvoyance stupéfiantes. Le 16 avril 1953, Eisenhower déclarait : « *Le monde entier sait qu'une ère a pris fin avec la mort de Staline* ». Le 20 avril, Churchill lançait un ballon d'essai en parlant d'une conférence internationale « *... à l'échelon le plus élevé, même si cette conférence devait être officieuse et d'un caractère privé* ». Trois semaines plus tard, il réitérait son invitation, en précisant que « *... la conférence devrait avoir lieu à l'échelon le plus élevé, comprendre le moins de puissances possible, et se dérouler à huis clos* ».

La bureaucratie ne restait pas non plus inactive. Pendant les mois de juin et de juillet, elle bombardait de notes les différentes capitales ; notes favorables, voire chaleureuses, à la Turquie, Israël et la Yougoslavie, qui diminuent considérablement la tension internationale.

Il est impossible de ne pas voir dans ces actes, de part et d'autre, un tâtonnement, une recherche d'un terrain d'entente.

Aux yeux des impérialistes, les changements survenus après la mort

de Staline signifiaient la possibilité de reprendre contact avec l'U.R.S.S. sur la base de concessions importantes de sa part. Ces concessions, qu'ils attendaient ou tentaient d'arracher depuis la naissance de l'U.R.S.S., visaient précisément les conquêtes d'Octobre. Ils s'efforçaient donc de connaître les limites exactes fixées aux concessions par la nouvelle équipe de la bureaucratie. Ils étaient parfaitement au courant des difficultés qui obligeaient les bureaucrates à reculer. La voix de sirène d'Eisenhower n'était autre chose qu'une avance courtoise, un encouragement. Et il n'est pas difficile de reconnaître, dans l'invitation de Churchill, à la fois l'avidité impérialiste et un certain clin d'œil complice à l'intention de la bureaucratie.

Cette dernière, ayant renoncé à la politique de Staline, s'est réalignée, devant la menace d'une révolution intérieure, sur la politique de « coexistence pacifique ». Son activité diplomatique, après la mort de Staline, prouve qu'elle a, elle aussi, cherché les limites de son entente avec l'impérialisme.

La conférence de Berlin, aux mois de janvier-février 1954, à laquelle ces tâtonnements ont abouti, a montré que le souci principal de la bureaucratie consistait à assurer et à renforcer sa position internationale avant d'aborder les négociations sur le fond. La conclusion du pacte de Varsovie, l'accord et le traité d'état avec l'Autriche, le voyage de Khrouchev et Boulganine en Yougoslavie ont eu pour but de stabiliser la position de l'U.R.S.S. Pendant l'année 1955, l'offensive diplomatique du « sourire », comme on l'a qualifiée, servait ce même but. Enfin, au mois de juillet 1955, la confrontation directe a eu lieu à Genève.

Eisenhower est entré dans le vif du sujet en proposant d'échanger les plans d'installations militaires, et de faire des reconnaissances aériennes mutuelles sur les territoires respectifs de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis. Ceci signifiait, dans le mur du système soviétique, une brèche par laquelle l'impérialisme pourrait pénétrer militairement, puis en contrôlant d'abord l'industrie de l'armement, et finalement l'économie soviétique tout entière. Une autre proposition des Occidentaux visait à améliorer les échanges commerciaux et culturels, ainsi qu'à réaliser la libre circulation des personnes et idées.

Le changement dans l'attitude de la bureaucratie vis-à-vis de l'impérialisme occidental se reflétait dans la réponse de Khrouchev. Il n'a pas accepté la proposition concernant les reconnaissances militaires, mais il ne l'a pas refusée non plus nettement et catégoriquement. Il a accepté l'amélioration des échanges commerciaux, mais a refusé la libre circulation de personnes et idées.

La réunion des ministres des affaires étrangères qui suivit cette conférence, était encore plus concrète. Le discours de Molotov, le 8 novembre,

contenait des passages instructifs montrant les limites des dispositions d'alors de la bureaucratie : «... Cette fusion artificielle de l'Allemagne, au moyen d'élections que l'on appelle libres, conduirait à priver les travailleurs de la R.D.A. des avantages qu'ils ont conquis. Cela est naturellement impossible. C'est seulement *en tenant compte de l'existence des deux Etats allemands*, et du fait que la réunification de l'Allemagne ne peut être obtenue que *par un accord de ces deux Etats*, qu'il sera possible de trouver une solution acceptable du problème allemand... Le problème de la réunification allemande ne peut être résolu que d'une manière progressive, étape par étape, *au moyen d'un rapprochement et d'une collaboration* entre la R.D.A. et la R.F.A. » (souligné par nous).

Ce discours était clair. La bureaucratie stalinienne n'entendait nullement renoncer aux résultats positifs obtenus, moins encore à sa position stratégique. Par contre, elle était parfaitement disposée à maintenir le statu-quo dans l'esprit d'une collaboration. Pour elle, l'unification de l'Allemagne devait se faire non par la voie d'une révolution, mais seulement par la collaboration entre capitalistes et bureaucrates.

Sur plus d'une douzaine de propositions occidentales, Molotov et C^{ie} en ont refusé certaines et accepté d'autres. Mais ce qui est intéressant, c'est de savoir que ce sont celles qui visaient à un meilleur change du rouble et à l'ouverture de centres d'informations dans les capitales respectives, qui ont été refusées le plus énergiquement.

Cependant, nous avons parlé d'un tournant. Il consiste, en effet, en ce que la bureaucratie, non encore disposée à faire des concessions essentielles, prenait grand soin de laisser la porte ouverte, en tentant de préserver un équilibre difficile entre le maintien des conquêtes socialistes et les concessions nécessaires à l'impérialisme. Cet équilibre est, bien sûr, difficile à réaliser, mais le stalinisme a trouvé sa devise absolument biblique avec le mot d'ordre de « coexistence pacifique », selon lequel le lion impérialiste est censé contempler pacifiquement la croissance harmonieuse de l'agneau socialiste.

Quant aux partis staliniens occidentaux, ils se sont naturellement alignés sur la position « nouvelle » de coexistence pacifique.

Le P.C.F. a brusquement changé d'objectif, en se lançant dans une campagne nationaliste anti-allemande et en cherchant à élargir son alliance «... à tous les Français, quels qu'ils soient — nous disons bien : quels qu'ils soient — qui, comme nous, ne veulent pas d'une nouvelle Wehrmacht... ».

Contrairement au Front Populaire de 1936, ce nouveau « front » lancé par les staliniens n'avait pas de prétention à un contenu social. Thorez

l'a publiquement affirmé : « ... *L'indépendance nationale est maintenant posée avec force et se trouve placée au centre de toute la vie politique de la France. Pour remédier aux maux qui accablent aujourd'hui le pays, il est nécessaire, avant tout, de changer l'orientation de sa politique extérieure. La situation n'est donc pas exactement la même qu'il y a une vingtaine d'années... Quant aux revendications économiques, faut-il rappeler que tous les travailleurs parviennent aujourd'hui à la compréhension du rapport évident entre leurs difficultés et la politique atlantique de guerre ?* » .

Le parti italien, malgré des positions plus fortes que celles du parti français, s'est affaibli du fait de sa politique anti-allemande dirigée par Moscou. Les coups portés par la bourgeoisie italienne l'ont atteint plus facilement.

La « coexistence pacifique » s'est traduite, en Italie, par une politique propre à obtenir « ... *la plus large union de toutes les forces démocratiques* », politique qui fut adoptée officiellement au début de janvier 1955. Togliatti, qui a un penchant à « approfondir » les choses, s'est expliqué : « *Aujourd'hui, les progrès de la détente internationale rendent possible de plus en plus une politique nouvelle et concrète de paix à l'intérieur... par une action parlementaire qui consent à s'acheminer encore une fois vers la réalisation d'une large union des forces populaires sur laquelle puisse s'appuyer un gouvernement respectueux de la Constitution.* »

Les partis staliniens occidentaux, dans le cadre international de la coexistence pacifique, en s'assimilant au système capitaliste avec son parlement, sont devenus les plus solides piliers du capitalisme.

Il est parfaitement inutile de traiter ici en détail de leur évolution depuis la mort de Staline. Par contre, sur la base d'une analyse plus large du stalinisme, il est indispensable, pour les révolutionnaires, de suivre et d'analyser dans le moindre détail la politique stalinienne de leurs propres pays.

L'analyse du stalinisme dans les démocraties populaires présente, en revanche, certains aspects bien plus significatifs du stalinisme après Staline.

La politique de la bureaucratie de ces pays, de la mort de Staline au XX^e congrès du parti communiste soviétique, a fidèlement copié les changements opérés par les bureaucrates de l'U.R.S.S., avec, cependant, quelques modifications dues aux particularités de ces pays.

D'une manière générale, la bureaucratie y a ralenti le rythme de l'industrialisation et modifié les plans en cours. L'essence de cette modification consistait à modifier brusquement la répartition des investissements en faveur de la production de biens de consommation et de l'agriculture. De cette manière, la bureaucratie entendait réduire la tension accrue entre

l'industrialisation forcée et l'agriculture exploitée, entre les villes et la campagne, entre les ouvriers et les paysans et elle-même.

Pour compléter ces mesures, tout comme en U.R.S.S., les bureaucrates ont rapidement accordé certaines baisses de prix et des augmentations de salaires pour quelques catégories. La réorganisation économique, dictée en premier lieu par le Kremlin, à la fois freinée et poussée par des craintes opposées, a introduit un désordre plus grand encore dans l'économie de ces pays.

Contrairement à la pratique antérieure, l'exploitation massive des démocraties populaires a connu un certain relâchement. Les staliniens soviétiques ont veillé à ce que la réorientation économique de ces pays s'accompagne de gestes symboliques de tolérance. En Roumanie, on a liquidé les célèbres « sociétés mixtes », en Bulgarie, l'accord soviéto-bulgare a prévu la spécialisation de l'économie bulgare dans l'agriculture, etc.

En réalité, la bureaucratie soviétique avait une peur démesurée, non seulement d'une révolte en U.R.S.S., mais aussi d'une révolte dans les démocraties populaires. Dans une telle situation, la Yougoslavie, par sa politique hérétique, par ses réformes imitant, au moins dans la forme, la démocratie ouvrière, représentait un danger mortel pour le Kremlin. Tito, en effet, s'était permis d'offrir une alternative pour les démocraties populaires en cas de révolte anti-bureaucratique et anti-russe. Dans ses cauchemars, la bureaucratie soviétique voyait avec épouvante les démocraties populaires passer du côté de Tito.

Voilà pourquoi elle a préféré s'humilier publiquement devant les Yougoslaves, et admettre la possibilité de voies différentes menant au socialisme. Il fallait à tout prix gagner Tito. Du même coup, elle espérait semer des illusions désarmantes sur ses intentions. En acceptant cet accord profondément contre-révolutionnaire, Tito a définitivement trahi la classe ouvrière internationale.

Cependant, la bureaucratie, comme l'apprenti sorcier, se trouvait emportée par la force qu'elle avait elle-même aidé à libérer : elle avait dû reconnaître la légitimité du régime yougoslave, la possibilité de voies différentes menant au socialisme. Il était urgent de résumer et de fixer la nouvelle politique stalinienne, et de la consacrer par la législation du parti : c'est le XX^e congrès du parti communiste soviétique qui a codifié la nouvelle politique de la bureaucratie, réplique de celle-ci à la menace révolutionnaire. Il fallait cette soupape pour canaliser les forces multiples surgissant contre son pouvoir.

Nous nous abstenons délibérément d'une analyse détaillée de ce congrès. Nous estimons que le caractère à la fois libéral et limité du changement de la politique stalinienne a été suffisamment exposé et que ce caractère

se révélera beaucoup plus encore par la suite des événements. Nous nous efforcerons seulement d'éclaircir l'un des aspects de ce congrès.

Le XX^e congrès a ouvert le feu contre Staline et les anciennes méthodes du stalinisme, tout en révélant les difficultés internes de la bureaucratie, partagée entre partisans et adversaires de la réorientation. Bien que le besoin d'un tel changement ait été évident, une lutte de plus en plus ouverte a commencé après 1953 entre deux fractions du stalinisme. L'enjeu étant grand et le changement brusque, les frictions au sein de la bureaucratie se sont développées, depuis 1953, en une opposition entre staliniens « conservateurs » et « libéraux ». Les « conservateurs » redoutaient tout changement important dans la politique et les méthodes staliniennes. Ils ne voulaient faire de concessions durables, ni sur le plan intérieur, ni sur le plan extérieur. Leur caractère conservateur consistait en ce qu'ils se cramponnaient désespérément aux méthodes de Staline, sans pouvoir offrir d'issue à la crise dans laquelle ces mêmes méthodes avaient plongé l'U.R.S.S. Par contre, ceux que nous appelons « libéraux », sous la direction de Khrouchtchev, ont ouvert la voie des concessions. Ce faisant, ils étaient obligés de combattre la politique de Staline : ils pouvaient ainsi, d'abord, faire retomber sur lui la responsabilité, ensuite, gagner la confiance de la masse des bureaucrates en se débarrassant, pas à pas, des « conservateurs ».

La majorité de la bureaucratie suivait donc la politique « libérale », à long terme victorieuse, car, dans la fausse alternative largement répandue : « conservateurs » ou « libéraux », la majorité choisit évidemment ces derniers, d'autant plus que la population, les ouvriers et les jeunes les préfèrent, au moins jusqu'à un certain point.

Entre 1953 et 1956, la lutte dans le mouvement stalinien est devenue internationale. Elle a provoqué des changements importants dans la politique et la composition des directions de partis. Néanmoins, les forces des deux fractions, aussi bien en U.R.S.S. que dans le mouvement international, se sont fait équilibre. Or, cet équilibre condamnait la politique stalinienne à une impasse où chaque avance des « libéraux » était contrebalancée ou annulée par une mise en garde ou par une contre-attaque de type « conservateur ». Il se traduisait par une politique de zigzags, à courte durée, bloquant toute solution durable des problèmes économiques et politiques.

C'est cette impasse qui a finalement poussé les libéraux à jouer leurs cartes jusqu'au bout. Le XX^e congrès du parti communiste de l'U.R.S.S. a donné ainsi le signal de l'offensive définitive contre les conservateurs. Mais, comme la lutte était engagée entre deux fractions d'une même bureaucratie, la condamnation du stalinisme se fit sur une base bureaucratique et restreinte.

3) Révolutions en Europe Orientale.

Fidèle à une politique souvent inspirée par la panique, l'aile la plus « réaliste » de la couche dirigeante s'est hâtée de condamner la politique de Staline. Pour mieux mettre en relief les crimes de celui-ci, elle fut contrainte de se référer à Lénine. Malgré l'insuffisance et la déformation de ces références, que même certains bureaucrates comme Togliatti ont remarquées, le recours au léninisme a immédiatement déclenché une lutte, d'abord au sein du parti contre les fidèles de Staline, ensuite dans les masses contre la bureaucratie tout entière. Celle-ci, dans sa terreur de la révolution, essayait de s'abriter derrière le dos de Lénine ; mais l'ombre, même faiblement silhouettée, du dirigeant d'Octobre était suffisante pour ébranler le régime tout entier.

Dans cette lutte, grâce à certaines conditions particulières, les démocraties populaires ont joué un rôle prépondérant. Néanmoins, nous ne nous livrerons pas à un examen détaillé de l'évolution de cette lutte et de la période révolutionnaire elle-même. Nous nous bornerons seulement à essayer de résumer ses effets sur la bureaucratie et les réactions ultérieures de celle-ci.

Après le XX^e congrès, un fait entièrement nouveau s'est produit, à côté de la lutte des fractions libérale et conservatrice de la bureaucratie. Pour la première fois depuis bien longtemps, la classe ouvrière et, avec elle, les masses opprimées ont exprimé leur opinion. Cette fois-ci, il ne s'agissait pas uniquement de divergences théoriques autour de tel ou tel choix politique, et dont la discussion ne débordait pas les organes dirigeants du parti. Bien au contraire, en 1956, dans la vie même était posée l'alternative : choisir le peuple révolutionnaire *en montée et en mouvement* ou bien le pouvoir de l'appareil. C'est la raison pour laquelle on a assisté à un processus de décomposition de la bureaucratie, et non à un simple clivage en son sein. Plus proche elle était de l'orage révolutionnaire, plus profonde et plus complète a été cette décomposition. Le plomb bureaucratique a fondu au feu de la révolution.

La bureaucratie, en tant que telle, emploie et emploiera toujours, *sans hésitation*, la force armée contre tout mouvement révolutionnaire. Au fur et à mesure que la révolution se développe, la bureaucratie se décompose et, *en tant que force contre-révolutionnaire*, apparaît comme un simple appendice de ses propres forces armées répressives, en se confondant avec elles.

Mais, comme l'exemple de la Pologne et de la Hongrie l'a montré, une partie relativement importante de la bureaucratie peut se détacher et passer du côté de la révolution. Il s'agissait, en premier lieu, de

jeunes, d'origine ouvrière et paysanne, devenus intellectuels pour la plupart : ils se trouvaient placés à la périphérie de la bureaucratie, dont ils constituaient la partie la plus dynamique, relativement facile à détacher, sensible aux pressions et aux sentiments populaires, peu soudée organiquement à la bureaucratie.

Au fur et à mesure que la révolution montait, une jonction a pu s'établir entre cette jeunesse, porte-parole naturel des masses, et les vieux révolutionnaires travaillant à la périphérie du parti, et restés en contact avec les ouvriers. Ce processus est susceptible d'atteindre les instances supérieures du parti elles-mêmes.

En même temps, la décomposition de la bureaucratie provoquait la formation d'un important courant, formé par les cadres économiques et culturels, la majorité des intellectuels petits-bourgeois, ainsi que des groupes particuliers de l'intelligentsia bureaucratique, et évoluant vers la droite.

Une ligne de démarcation séparait les Conseils Ouvriers et les Conseils du peuple révolutionnaire du pouvoir central, lié aux échelons bureaucratiques intermédiaires (partis, etc.) et, partant, à l'impérialisme ou à la bureaucratie étrangère. A l'intérieur du camp révolutionnaire, le processus de décomposition du groupe de la couche dirigeante qui s'y était joint se poursuivait autour de cet axe de la révolution.

C'est ainsi que l'aile révolutionnaire de la bureaucratie s'alliait à d'autres représentants du peuple révolutionnaire : c'est ainsi que se réalisait la « légalisation des partis soviétiques » revendiquée par le *Programme de transition*. En revanche, la majeure partie des bureaucrates révoltés se scindait en deux groupes, qui se tournaient, l'un vers l'impérialisme, l'autre vers la bureaucratie étrangère. Le premier groupe, c'était les intellectuels révoltés, dont on connaît le développement ultérieur (1) ; l'autre, s'incarnait en Kadar. L'honnêteté politique personnelle d'Imre Nagy consiste en ce que, bien que ne discernant pas la voie juste, il a cependant refusé cette fausse alternative.

La révolution hongroise et les mouvements révolutionnaires qui l'ont accompagnée, surtout en Pologne, ont montré à la bureaucratie le gouffre qui la séparait de la classe ouvrière. Elle s'est rendue compte que la « libéralisation », tout comme la politique « dure » de Staline, pouvait mener à la révolution. L'année 1956 a démontré également dans la pratique que la bureaucratie, « dure » ou « molle », « cruelle » ou « généreuse », « sérieuse » ou « souriante », en réprimant impitoyablement la révolution, s'est condamnée définitivement. En ce sens, ces révolutions ont apporté

(1) On sait que, dans l'émigration, la grande majorité d'entre eux est passée, soit au service direct de l'impérialisme, soit à son service indirect, dans les organisations réformistes.

la confirmation irréfutable de *La révolution trahie* et du *Programme de transition*.

Bien entendu, la couche dirigeante, contrainte de reconnaître que son régime recède, de toute manière, des contradictions explosives, se trouvait placée devant un nouveau dilemme : si la « libéralisation » comportait, elle aussi, des dangers révolutionnaires, fallait-il la poursuivre ou, au contraire, revenir à la politique précédente ? Autrement dit, pour contenir la révolution, quelles étaient les meilleures méthodes : celles de Staline ou celles préconisées par les « libéraux » ?

Mais, premièrement, la révolution avait montré l'isolement de la bureaucratie à l'intérieur. Devant cette menace, conservateurs et libéraux ont réagi de la même manière, par la lutte pour la destruction des forces révolutionnaires. Déjà, pendant cette lutte, il était urgent de savoir avec certitude sur quelle force s'appuyer contre la révolution. Il n'y avait que deux possibilités : retourner en arrière en s'appuyant sur la police, par les méthodes « éprouvées » de Staline, ou bien développer davantage la « libéralisation » pour rompre l'isolement de la bureaucratie.

Les révolutions ont éclaté précisément en réaction aiguë à la première orientation. La poursuite, sans changement, de la politique de Staline à l'intérieur était devenue impossible, indépendamment même des besoins plus profonds et plus complexes qui, comme nous l'avons vu dans ce qui précède, tendaient à faire adopter la seconde.

Il fallait donc combiner ces deux lignes. D'abord, sous la menace imminente de la révolution, écraser les forces révolutionnaires, contenir et repousser les ouvriers. Ensuite, pour rompre son total isolement, la bureaucratie devrait élargir sa base vers les couches intermédiaires, l'intelligentsia et la paysannerie, toutes deux séparées de la classe ouvrière.

Il semble que la montée révolutionnaire de 1956 ait apporté à la bureaucratie un élément d'appréciation supplémentaire. Après la mort de Staline, elle a essayé de réaliser une volte-face ultra-rapide, pour, précisément, prévenir une révolution montante. Les révolutions ont dévoilé la réalité, pendant longtemps artificiellement cachée derrière le rideau de terreur. Elles ont montré la position extrêmement fragile de la bureaucratie. Si la politique « libérale » était imposée par des réalités concrètes, économiques et autres, elle était incompatible avec le maintien, tel quel, du système policier. Il fallait donc desserrer les vis. Mais pour cela, il fallait créer les bases sur lesquelles, à défaut d'un régime de terreur illimitée, la bureaucratie s'appuierait. Voilà pourquoi les révolutions, malgré l'affirmation chère aux petits-bourgeois de toute sorte, ont hâté et non freiné le développement de la « libéralisation ».

La bureaucratie avait d'abord besoin de consolider son pouvoir menacé par la révolution. Cette consolidation de la bureaucratie *dans sa totalité* fut son souci principal pendant toute l'année 1957, sous le slogan

de la « lutte contre le révisionnisme ». Autour de ce mot d'ordre s'est opérée la consolidation du stalinisme international, qui s'exprimait dans la résolution des partis staliniens réunis à Moscou en 1957. A cette fin, les staliniens durent revenir aux anciennes méthodes, et rétablir la paix entre conservateurs et libéraux. Mais la nécessité plus profonde d'une réorientation générale a rendu fragile cette alliance temporaire, d'autant plus que les conservateurs, voulant profiter des événements révolutionnaires de 1956 pour imputer le danger révolutionnaire au « libéralisme », redoublaient leurs attaques. Tel fut le sens profond du regroupement conservateur baptisé par Khrouchtchev « groupe anti-parti ». La lutte des deux fractions reprenait de plus belle. Depuis la mort de Staline, certes, les conservateurs avaient déjà recommandé la prudence. Mais cette fois-ci, il ne s'agissait pas seulement d'une opposition en face de laquelle ils voulaient revenir aux méthodes de leur maître, mais d'une révolution. Ils redoublèrent leur résistance à la politique « libérale ». C'est ainsi que la révolution, même à la « périphérie », a largement contribué à approfondir la division interne du stalinisme.

Les libéraux, à leur tour, comprenant mieux les nécessités urgentes d'une réorientation politique, jugeaient inutilisables les méthodes et la politique de Staline. Ils condamnèrent la réponse donnée par Staline au problème insoluble de l'édification du socialisme isolément. Pour eux, la révolution hongroise démontrait que la tension accrue, produit naturel d'un isolement poussé à l'extrême, mène directement à la révolution. Dans leur logique, la révolution hongroise a été la condamnation de la politique de Staline, contrairement au point de vue des conservateurs qui y avaient vu la conséquence la plus manifeste de la « libéralisation ».

Nous jugeons inutile de retracer ici l'évolution de cette querelle et d'évoquer chaque problème soulevé. L'essentiel tournait autour de la question des méthodes les plus aptes pour éviter la révolution. Un compromis avait été nécessaire pour abattre la révolution, une fois cela fait, le problème se reposait, inéluctable.

Sur le plan de la politique « pure », donc en l'envisageant d'une manière idéaliste, l'issue de cette lutte de plus en plus acharnée ne dépendait que de l'habileté politique de ses acteurs ou des faits accidentels survenus en faveur de tel ou tel groupe. C'est précisément de ce point de vue que les « gauches » européennes, et avec elles tous les pseudo-marxistes, y compris les pablistes, ont assisté au déroulement de cette lutte. Ils ont calculé, souvent avec une minutie ridicule, les « chances » d'un groupe contre l'autre, tremblant à chaque instant qu'un événement « négatif », du genre d'une révolution, ne compromette les possibilités des libéraux. Or, l'issue de la lutte, abstraction faite d'un événement majeur extérieur ou intérieur, ne dépendait pas d'une quelconque habileté politique, mais de l'évolution des problèmes économique-politiques posés à l'U.R.S.S., et du rapport entre la bureaucratie et les classes, à l'intérieur du pays.

II. - La construction du socialisme « dans plusieurs pays »

I) Les problèmes économiques de l'U.R.S.S.

Le « libéralisme » trouve, nous l'avons vu, sa source principale dans la situation et les problèmes de l'économie soviétique. En examinant cette économie et ses problèmes, nous nous garderons délibérément d'une analyse et d'une description détaillées dans chaque domaine, de viser à donner un tableau complet. Nous entendons seulement poursuivre notre examen de l'orientation générale et des problèmes essentiels, esquissés dans le chapitre précédent.

a) L'agriculture, talon d'Achille.

Nous avons déjà signalé que le point le plus vulnérable de l'économie soviétique est l'agriculture. Commençons par là notre analyse, en nous remémorant le discours prononcé par Khrouchtchev à l'automne de 1953. Il y déclarait : « ... De 1940 à 1952, la production industrielle a augmenté de 2 à 3 fois, alors que la production agricole n'a augmenté que de dix pour cent ». Et de continuer : « En Sibérie, on produisait, en 1913, environ 75.000 tonnes de beurre, alors qu'on n'en a produit que 65.000 tonnes en 1952 ».

Ainsi la crise agricole était-elle révélée brusquement : la production était incapable de satisfaire les besoins du ravitaillement et de l'industrie. La bureaucratie sous Staline a maintenu la consommation à un niveau très bas, cependant qu'elle pratiquait une politique de prélèvements massifs sur la récolte. Cette politique a amené la population de

l'U.R.S.S. au bord de la révolte et, en même temps — les chiffres de la production en témoignent — a aggravé la situation au lieu de l'améliorer.

Nous avons déjà parlé des « grandes campagnes » pour le défrichage des terres vierges et pour le maïs. Mais le plus important ce fut la modification des rapports entre l'équipe dirigeante et la paysannerie, donc entre l'état et la paysannerie.

Elle a été abordée par des réformes profondes, et, d'abord, le changement des méthodes de la planification agricole en 1955. Auparavant, les organes centraux imposaient à chaque kolkhoze un plan extrêmement détaillé, qui ne laissait aucune marge à l'initiative ou tout simplement à la gestion locale. Désormais, l'état fixait seulement, en quantité, le montant des livraisons obligatoires des kolkhozes, les laissant libres de disposer de leurs surplus ou d'autres catégories de produits. En outre, le plan était, à son tour, remanié en faveur de l'agriculture par une augmentation considérable des investissements.

Parallèlement à ces encouragements à l'augmentation de la production des kolkhozes, les libéraux ont poussé à l'augmentation de celle des lopins individuels. Examinons les résultats de ces réformes.

Pour la production, les statistiques suffiront. Selon une revue belge (*Industrie*, août 1962), la production des céréales a évolué de la manière suivante :

1954 : 91 millions de tonnes	1959 : 125 millions de tonnes
1955 : 112 — —	1960 : 132 — —
1956 : 118,5 — —	1961 : 137,3 — —
1957 : 104 — —	1962 : 147 (estimation) —
1958 : 139 — —	

« ... alors que les superficies ensemencées avaient augmenté de près de 7 millions d'hectares » — ajoute la revue.

L'annuaire statistique des Nations Unies de 1961 note que la production de seigle est restée dans l'ensemble stationnaire. 15.590 millions de tonnes en 1954, contre 15.737 en 1958. (16.475 millions de tonnes en 1955 ; 16.902 en 1959.) Selon cette même source, à utiliser avec quelques réserves, il y avait, par contre, une nette augmentation dans la production de blé : 20 millions de tonnes environ de 1953 à 1960.

Nous avons mentionné aussi l'état critique de l'élevage en 1953. Pour le voir de plus près, comparons quelques chiffres, extraits, comme les suivants, des mêmes publications, relatifs à l'U.R.S.S., aux Etats-Unis, ainsi qu'à d'autres pays capitalistes.

Nombre de bovins (en milliers)

	1952-53	1953-54	1954-55	1955-56	1956-57
U.R.S.S.	56.624	63.036	64.930	67.068	70.400
Etats-Unis	94.241	95.679	96.592	96.804	95.166

Ce tableau permet de constater une augmentation du cheptel des bovins en U.R.S.S., qui reste néanmoins nettement inférieur à celui des Etats-Unis. Mais si nous prenons les chiffres de la production de viande de bœuf, nous ne retrouvons rien de tel, et l'évolution du rapport entre les deux pays se renverse :

Production de viande de bœuf (en milliers de tonnes)

	1948-52	1954	1955	1956
U.R.S.S.	2.235	2.091	2.181	2.348
Etats-Unis	4.785	6.627	6.870	7.300
France	970	1.360	1.390	1.335
Angleterre	511	757	739	738

En ce qui concerne le nombre de porcs, les données sont les suivantes :

Nombre de porcs (en milliers)

	1952-53	1953-54	1954-55	1955-56	1956-57
U.R.S.S.	28.506	47.632	51.080	52.155	56.482
Etats-Unis	51.755	45.114	50.474	55.173	52.207

Le même phénomène se répète avec la production de viande :

Production de viande de porc (en milliers de tonnes)

	1948-52	1954	1955	1956
U.R.S.S.	1.813	2.715	2.529	2.666
Etats-Unis	4.905	4.477	4.985	5.090
France	761	—	950	1.070
Allemagne	806	1.154	1.330	1.330

L'insuffisance de l'agriculture soviétique se reflète dans le commerce extérieur de l'U.R.S.S. Selon les calculs du Centre national du commerce extérieur français, dans la balance du commerce extérieur de l'U.R.S.S., l'importation des denrées alimentaires et des matières premières a augmenté considérablement depuis 1956. La valeur de ces importations, en 1958, s'élevait à 2.300 millions de roubles, c'est-à-dire qu'elle était quatre fois supérieure à celle des exportations. La même source ajoute que « ... l'importation de denrées alimentaires a beaucoup augmenté depuis la guerre, et représentait ces dernières années plus de 16 % des importations soviétiques ».

Pourtant les réformes ont eu certains effets. Si la production n'a pas enregistré l'augmentation attendue, la modification des rapports entre l'état et la paysannerie s'est révélée très rentable... pour cette dernière.

Signalons, tout d'abord, que la légère augmentation de la production

de 1953 à 1956 venait de plus en plus du secteur privé, qui, grâce à la politique favorisant les lopins individuels, a progressé, durant cette période, à un rythme beaucoup plus rapide que celle des kolkhozes. Par exemple, la production totale de viande a augmenté de 800.000 tonnes, celle du secteur privé de 600.000 tonnes. L'augmentation de la production des œufs du secteur privé s'est élevée, pour la même période, à 3,4 millions de pièces ce qui équivalait à l'augmentation totale. Une étude de l'Organisation pour l'Agriculture et l'Alimentation des Nations Unies (F.A.O.) estimait pour 1959 à un tiers la part du secteur privé dans la production totale de produits alimentaires agricoles de l'U.R.S.S.

Mais cette situation était précisément l'une des raisons de la faible augmentation de cette production totale, car, dans les conditions soviétiques, il est impossible d'accumuler au-delà d'une certaine limite dans le secteur privé. L'hésitation de la bureaucratie devant le dilemme : augmenter la production sans augmenter l'accumulation privée engendrait deux tendances contradictoires. L'une consistait à accroître le rôle du secteur privé, l'autre, en un effort pour le réduire.

La crise demeurait. Devant le progrès rapide du secteur privé, les libéraux étaient contraints de rechercher une solution qui les préserverait à la fois d'une pénurie croissante (au moins par tête d'habitant) et du rétablissement du capitalisme. En effet, depuis 1956, la bureaucratie a été obligée de freiner le développement du secteur privé en réduisant la superficie des lopins individuels et l'importance du cheptel privé en canalisant le surplus vers les kolkhozes.

Pour augmenter la production agricole, la bureaucratie a donc recouru à des stimulants qui ressuscitent la menace du riche paysan individuel. Mais ce serait une erreur de croire que ces bureaucrates contre-révolutionnaires voulaient en arriver-là : ils ne voulaient absolument pas du capitalisme, convaincus qu'ils étaient que cela signifierait leur fin, et abandonnèrent aussitôt cette « *voie de salut* » qui menait au renforcement des parcelles individuelles. Le seul effet vraiment visible, depuis 1956-57, a été l'arrêt du développement des parcelles individuelles, et la diminution progressive de leur part dans le ravitaillement. Bien entendu, elles existent encore, et assurent une très grande proportion de la production agricole. Néanmoins, les dirigeants ont réussi à canaliser le développement de l'accumulation dans l'agriculture, à le déplacer des individus vers les kolkhozes.

Ainsi, par quels moyens les staliniens qui, fidèles à leur esprit borné, étaient incapables d'imaginer le capitalisme autrement qu'en tant qu'*individus* à cigare et chapeau haut de forme, pouvaient-ils barrer la route à cette capitalisation ? Evidemment, ils avaient une solution : rendre plus important le rôle des fermes collectives, des kolkhozes, dans la production. Ainsi pensaient-ils trouver une issue communiste face au danger

des producteurs individuels. A grand renfort de tambours, un bruit toujours suspect, ils lancèrent un défi au capitalisme et leur mot d'ordre de construction du communisme, tout en s'engageant plus profondément dans la politique de réorientation « libérale ». Sachant le terrain dangereux, l'équipe dirigeante brandissait son unique calmant, le vocabulaire : baptisant ce processus « *construction du communisme* », elle entendait ainsi chasser le diable par la fumée de l'encens.

En 1958, devant l'état lamentable de la production agricole, et la dangereuse montée des paysans individuels, les dirigeants réalisaient d'autres réformes importantes, et d'abord la réforme des prix. L'état supprimait les livraisons obligatoires à bas prix et le système compliqué des prix différents, et établissait des prix standards : un seul prix d'achat par l'état pour chaque catégorie de denrées, et plus élevé. Voici un tableau comparatif des prix de revient, des prix d'achat par l'état et des prix du marché libre (*en roubles par quintal*) :

Produits	Prix de revient (1956)	Prix moyens des livraisons et achats (1956)	Prix standardisés et relevés (1958)	Prix du marché libre (1958)
Céréales	56	53	74	—
Viandes	842	364	536—1.081	1.800
Lait	130	97	115	250
Coton	192	368	340	—
Pommes de terre	26	33—53	40	120

Par cette réforme des prix, la bureaucratie donnait aux kolkhozes la possibilité d'augmenter de façon substantielle leurs revenus. Les kolkhozes les mieux dotés en moyens de production, et favorisés par la proximité des marchés urbains, progressaient rapidement aux dépens des autres : autrement dit, les libéraux donnaient ainsi plus d'importance à la rente différentielle (1) en tant que stimulant de la production.

Le revenu des kolkhozes avait déjà augmenté avant cette réforme des prix. Entre 1953 et 1957, il était passé de 49.600 millions de roubles à 95.200 millions. Or, l'augmentation totale des prix d'achat par l'état, après leur relèvement, était estimée à 50 milliards de roubles par an, c'est-à-dire presque 20 % des investissements globaux en 1958 (Alexandre Sakoff. *Evolution des exploitations agricoles en U.R.S.S.* Bulletin mensuel de la F.A.O., mai 1960).

Il est hors de doute que l'état a consenti à un déplacement de l'accumulation en faveur de la paysannerie kolkhozienne. Malheureusement,

(1) Voir la note page 41.

nous ne possédons aucun chiffre montrant la répartition de ces sommes entre les kolkhozes mais, comme elle se fait sur la base de la rente différentielle, elle a dû être fort inégale.

L'autre grande réforme de l'année 1958 était la vente aux kolkhozes du matériel des Stations de machines et tracteurs (S.M.T.). Cette réforme, en elle-même, pourrait donner lieu à des interprétations différentes ou, plus exactement, l'on pourrait souligner l'un ou l'autre de ses aspects. Ainsi, il est vrai que, ce faisant, l'état se libérait d'une grande partie de ses obligations directes, en laissant aux kolkhozes le soin de leur approvisionnement en machines et de l'entretien de celles-ci. Entendait-il d'autre part récupérer de la sorte une partie des dépenses qu'il avait dû consentir pour le relèvement du prix de ses achats agricoles ?

De toute façon, le plan septennal, commencé en 1959, exigeait un accroissement de ses capacités d'investissement. Nous savons qu'en 1959, par exemple, les investissements sur les terres vierges ont atteint le tiers du total des investissements dans l'agriculture. Aussi savons-nous que « ... l'accroissement (en 1959) de la production de viande semble, une fois de plus, avoir dépassé l'augmentation de la capacité de réfrigération et d'emballage ». Il n'est donc pas exclu que les dirigeants aient calculé cet effet économique de la réforme, puisque, comme l'écrit Sakoff, « ... les kolkhozes doivent maintenant ouvrir un nouveau chapitre de dépenses. Auparavant, l'état payait le carburant, la manutention et le salaire des ouvriers ». Mais il faut écarter cette hypothèse, car, du même coup, l'état s'est privé aussi des paiements en nature des kolkhozes aux S.M.T., qui représentaient une somme très élevée, puisqu'en 1957, par exemple, ils constituaient 51 % du grain fourni par les kolkhozes à l'état.

La véritable signification de la vente du matériel des S.M.T. aux kolkhozes est qu'elle avait pour effet de constituer, dans l'économie soviétique, des groupes spéciaux, possédant désormais d'importants moyens de production. Pour apprécier l'ampleur de ce problème, nous devons rappeler que, dans toute société de transition, et à plus forte raison au cours d'une dégénérescence bureaucratique, la lutte pour le socialisme se déroule entre l'état, représentant de la classe ouvrière, et les forces de la petite-bourgeoisie. En U.R.S.S., dans cette lutte, la direction avait déjà été contrainte à un important compromis en renonçant à la nationalisation du sol par la remise de la terre aux kolkhozes en jouissance perpétuelle. Evidemment, cela n'avait et n'a pas d'importance pratique, tant que la possibilité pour des individus ou des groupes (comme les kolkhozes) de s'approprier la rente foncière absolue (1) était ou est nulle. Pour que cette possibilité apparaisse, il faudrait que le rapport des forces entre l'état ouvrier et la paysannerie change radicalement. Comme propriétaire des S.M.T., l'état ouvrier occupait une position de plus pour

(1) Voir la note page 41.

contrebalancer la liquidation de la nationalisation du sol. En les vendant, l'état a perdu une position importante, et a renforcé la tendance au rétablissement de la rente foncière absolue.

«...Vers le milieu de 1959, 94 % des kolkhozes avaient acheté leurs machines», écrit Sakoff. Les kolkhozes étaient donc en mesure d'acheter et de payer les machines. Comment pouvaient-ils le faire ? Naturellement, grâce à leur enrichissement général, réalisé sur la base de la rente différentielle en particulier. Pour comprendre ce processus de l'enrichissement des kolkhozes et de l'évolution récente qu'il entraîne, il faut résumer brièvement leur gestion financière.

Le revenu total des kolkhozes n'a jamais été distribué entièrement entre leurs membres. Après le versement à l'état des sommes dues, le bénéfice est partagé en deux : fonds indivis et parts sociales. Le fonds indivis, non partagé, est constitué par des prélèvements spéciaux de 25 à 50 % sur les biens qu'un membre nouveau apporte au kolkhoze, ainsi que sur les constructions, les plantations à long terme, l'accroissement naturel du bétail, et par le prélèvement obligatoire d'une partie du revenu annuel en argent.

Depuis la collectivisation, l'on a assisté à un immense accroissement des fonds indivis. En 1932, ces derniers représentaient une valeur de 4.700 millions de roubles, et les parts sociales une valeur de 1.500 millions. En 1956, les premiers ont atteint le total de 98.000 millions de roubles, les secondes seulement 2.900 millions. Entre 1955 et 1957, les kolkhozes ont versé 17,6 % de leurs revenus en argent aux fonds indivis, tandis qu'en 1959, cette proportion était déjà de 23 %. Il n'est que naturel, hélas, que nous ne possédions pas de données précises, ou même approximatives, sur, d'une part, la proportion de ces fonds dans le revenu national et son évolution depuis 1950, d'autre part la répartition de ces fonds entre les kolkhozes. Néanmoins, nous pouvons affirmer que, sur la base de la rente différentielle, une énorme accumulation se poursuit en U.R.S.S. en faveur de la paysannerie. La différenciation entre les kolkhozes est devenue telle que l'étape suivante, celle de leur centralisation, était inévitable.

C'est l'évidence même que la production peut s'améliorer par la centralisation des moyens de production. Vraisemblablement, c'est ce calcul qui a amené les staliniens à pousser et à renforcer le processus de centralisation des kolkhozes. En 1940, il y avait 237.000 kolkhozes contre 85.000 en 1956 et 67.000 en 1959. Selon *The Economist*, ce processus se poursuit, réduisant ce total à 55.000 kolkhozes en 1960. En même temps, leur superficie moyenne s'est accrue de 500 à 2.200 hectares.

Mais cette centralisation est à double tranchant. Elle est susceptible de contribuer à l'augmentation de la production, mais, en même temps, ce sont les kolkhozes faibles qui perdent, sur la base de la non-rentabilité,

et les kolkhozes forts qui gagnent, en augmentant la valeur de leurs fonds indivis.

Le processus de l'accumulation et de la centralisation des kolkhozes a abouti à l'apparition de formes nouvelles dans l'agriculture soviétique, les *associations interkolkhoziennes*. Ce sont en général des entreprises de construction gérées par plusieurs kolkhozes associés. L'investissement est assuré par le versement des kolkhozes membres de l'association. Ces entreprises réalisent des bénéfices qui sont ainsi répartis : un tiers environ va au fonds indivis de l'entreprise, le reste est partagé entre les kolkhozes participants. Mais, étant donné que ces participants contribuent à l'investissement selon leurs forces, le bénéfice est réparti au prorata des investissements. Si nous ajoutons que ces entreprises, créées et gérées par une association interkolkhozienne «... emploient les paysans des kolkhozes associés, mais aussi des travailleurs salariés engagés hors des kolkhozes», le tableau d'un développement de type capitaliste se dessine sous nos yeux.

L'année 1959 a vu la consolidation de ces réformes, et aussi la modification du système de rémunération au sein des kolkhozes.

Depuis 1953 déjà, un nouveau système était apparu, qui s'est généralisé en 1958 et surtout en 1959. L'ancien système consistait en une répartition des bénéfices nets, pratiquée une fois par an, et payée en argent et en nature d'après la mesure de la journée-travail (1). Le nouveau système introduisait le paiement périodique et suivant des tarifs fixes en numéraire, comprenant, outre un salaire minimum, le gain ou prime résultant du bénéfice total. Mais la limite de la généralisation du système est, tout naturellement, dans les moyens financiers du kolkhoze. Là où le kolkhoze est riche, où son fonds indivis est important, il peut immédiatement adopter ce système de rémunération. C'est le cas surtout dans la province de Moscou, dans celle de Kalinine (entre Moscou et Léninegrad), dans les kolkhozes cotonniers du Tadjikistan, et dans les grands kolkhozes producteurs de céréales et de fruits du Caucase. Cela revient à dire que les kolkhozes bénéficiaires d'une rente différentielle élevée peuvent passer à l'application du nouveau système de rémunération. Et cela n'est pas par hasard. Mais cela signifie aussi qu'il y a une grande différence entre les revenus des kolkhoziens, selon la situation économique des kolkhozes. Puisque les kolkhozes s'enrichissent conformément à la loi d'accumulation-concentration-centralisation, cette différence de revenus ne disparaîtrait qu'en cas d'issue, favorable à l'état ouvrier, de la lutte entre les kolkhozes et lui...

Nous sommes donc bel et bien en face d'une entreprise comportant

(1) C'est-à-dire que, une fois déterminée, en argent et en nature, la valeur de la journée-travail, chaque kolkhozien reçoit une part proportionnelle au nombre de journées-travail fournies par lui.

de nombreux éléments capitalistes, où il ne s'agit pas d'une association libre des paysans travaillant avec des moyens de production étatiques, et partageant le fruit de leur travail avec l'état ouvrier, puis entre eux. L'essentiel des moyens de production est devenu la propriété d'un groupe qui accumule des ressources relativement considérables aux dépens de l'état, et, partant, des ouvriers, connaît un processus de centralisation qui concentre ses ressources et élimine les concurrents plus faibles et, enfin, transforme ses membres autonomes en véritables salariés, non de l'état, mais d'un groupe qui s'assure ainsi une plus-value.

Là encore, nous avons à faire à un processus contradictoire : il y a augmentation, d'une part, des revenus nets des kolkhozes, et, d'autre part, des revenus personnels des kolkhoziens. Le revenu moyen des membres du kolkhoze, en 1956-1957, a atteint 220-230 roubles, compte non tenu du revenu des parcelles individuelles. Il s'agit d'un revenu moyen, ce qui signifie, étant donné l'importance du rôle de la rente différentielle, et des effets du processus de la centralisation, qu'une minorité ayant le double du revenu moyen contrebalance fort bien la grande majorité des kolkhoziens pauvres, ce qu'il ne faut pas perdre de vue quand on ajoute que, entre 1957 et 1960, ce revenu moyen a augmenté de 10 %.

Dans ce domaine, nous retrouvons les staliniens libéraux aussi effrayés devant les forces individuelles que nous les avons vus l'être devant les lopins individuels. Le nouveau système de rémunération des kolkhoziens doit, à leurs yeux, régler le destin de ces forces individuelles. Or, malgré les à-coups, les décrets, les décisions gouvernementales, si abondants en

Note sur la rente foncière. — On sait que l'on appelle *rente différentielle* le revenu supplémentaire que rapporte au propriétaire d'une terre, s'il la loue à un fermier qui la travaille, soit la fertilité naturelle particulière de cette terre ou la proximité du marché où ses produits s'écoulent (rente différentielle du 1^{er} type), soit l'accroissement de la fertilité de cette terre du fait de dépenses (engrais, etc.) faites par un précédent fermier (rente différentielle du 2^e type). On appelle au contraire *rente absolue* le revenu que tire de sa terre, en la louant, le propriétaire de la terre la moins fertile et la plus éloignée du marché (pourvu, naturellement, que la demande en produits agricoles excède l'offre). En effet, les terres étant en quantité limitée, leur propriété constitue un monopole, et les produits agricoles se vendent, de ce fait, à leur valeur, et non à leur prix de production ; or, la composition organique du capital investi dans l'agriculture étant inférieure à la composition moyenne du capital social, la valeur des produits agricoles est donc supérieure à leur prix de production : l'excès de la première sur le second constitue la rente absolue.

La nationalisation du sol (même, si elle s'y était avérée possible, en régime capitaliste) a pour effet d'abolir la rente absolue (ou, si l'on préfère, de la transférer à l'état). La rente différentielle, par contre, subsiste (et joue un rôle très important en U.R.S.S. dans la différenciation des kolkhozes en « kolkhozes riches » et « kolkhozes pauvres », les premiers s'enrichissant en s'appropriant la rente différentielle). Elle ne pourrait disparaître qu'avec la socialisation complète de la terre, c'est-à-dire la disparition de tout antagonisme entre la ville et la campagne.

1958-1959, le revenu des kolkhoziens augmente. L'abondance de ces décrets en fournit du reste la preuve irréfutable. Les dirigeants, en fait, ne cherchent pas à faire disparaître, mais seulement à égaliser les effets foudroyants de la rente différentielle. Il serait d'ailleurs impossible de la faire disparaître, car, du moment que les kolkhozes absorbent une fraction croissante du revenu national, ils sont dans l'obligation de partager une part de leurs revenus entre leurs membres. Le rôle de la rente différentielle n'aurait aucun sens autrement. C'est pourquoi les staliniens eux-mêmes affirment qu'ils veulent augmenter ces revenus individuels, à condition que cela se réalise d'une manière « *équilibrée* ». Selon le Comité central (décembre 1959), il faut que « *... la rémunération du travail dans les kolkhozes ne dépasse pas le niveau des salaires pratiqué dans le même district ou la même région* ». La futilité de cette décision saute aux yeux, car ce « *niveau* » varie suivant les régions...

Nous voyons donc que, face au développement accéléré des forces individuelles dans l'agriculture, les libéraux effrayés ont trouvé la forme appropriée de leur politique économique : au lieu d'augmenter la rente différentielle individuelle, ils ont donné le feu vert à son augmentation, sous forme « *collective* ». Ils ont mis le capitalisme à la porte, mais il est revenu par la fenêtre. Sous une forme inconnue jusqu'à aujourd'hui, dans des cadres juridico-techniques entièrement nouveaux, un développement des éléments capitalistes avait fait ainsi ses premiers pas dans les campagnes de l'U.R.S.S., à la veille du plan septennal.

Nous devons éviter toute conclusion hâtive et prématurée. Ce phénomène de caractère capitaliste ne signifie absolument pas que l'U.R.S.S. est devenue un pays capitaliste, ou que les rapports capitalistes prédominent dans son agriculture. Le renforcement de ces éléments capitalistes se produit dans une société de transition basée sur un système de type socialiste. L'état, même dans sa dégénérescence actuelle, représente ce système et, en tant que tel, occupe les positions-clés dans l'économie et dans la vie politique. Il n'y a donc pas, en U.R.S.S., un capitalisme proprement dit, de la même façon qu'il n'y a pas non plus de socialisme. Le contenu essentiel de la société de transition, c'est la lutte entre les tendances contradictoires qui visent, d'une part, à développer les conquêtes socialistes, d'autre part, à les liquider. En U.R.S.S., la politique de la bureaucratie a eu pour effet de renforcer, au cours de ces dernières années, un certain nombre de forces objectives hostiles au socialisme. La bureaucratie a été amenée à abandonner plusieurs de ses positions, et c'est ainsi qu'un développement d'éléments capitalistes a pu apparaître au sein de la société de transition.

Au début du plan septennal, ce développement n'est pas parvenu, pour autant, à changer la nature même de la société, au même titre que l'apparition des forces productives capitalistes au sein du féodalisme n'a pu

transformer ce dernier sans révolution sociale (1). D'autre part, s'il est impossible d'arriver au socialisme dans un seul pays, il est doublement impossible d'analyser un système social à partir de certains phénomènes capitalistes considérés sur le seul plan de l'économie. Il est vrai que les forces objectives procapitalistes se sont renforcées. Mais nous savons que la transformation décisive d'un système dans une direction ou dans une autre n'est jamais automatique, mais dépend d'une lutte vivante entre les forces opposées. Aujourd'hui comme hier, c'est la lutte des classes, à l'échelle nationale et internationale, qui décidera du sort de l'U.R.S.S.

Il nous faut maintenant examiner les causes profondes de l'insuffisance de l'agriculture de l'U.R.S.S. et de la renonciation de la bureaucratie à une politique communiste dans ce domaine. C'est pourquoi nous devons aborder les problèmes internes de l'économie de l'U.R.S.S.

b) Industrie et agriculture.

Les raisons de la faiblesse de la production agricole résident dans les rapports entre l'industrie et l'agriculture. Ces rapports sont particulièrement vulnérables dans les conditions démographiques qui sont celles de l'U.R.S.S. Aussi commençons-nous notre étude par l'analyse des chiffres de population, et d'abord par la question préférée des observateurs bourgeois, la production à la lumière des statistiques de population.

Depuis la guerre, la population de l'U.R.S.S. augmente à un rythme spectaculaire. Selon le dernier recensement (1959), l'on y comptait 208 millions d'habitants contre 193 millions en 1939, cela après que la guerre ait causé une perte en vies humaines estimée à 28 millions d'individus. Cette croissance démographique, encouragée par l'équipe dirigeante, ne cesse de se poursuivre. Mais le plus significatif est le rapport entre la population citadine et la population rurale. On insiste souvent sur le fait qu'alors qu'en 1939 les citadins constituaient 32 % de la population totale, ce pourcentage s'est élevé en 1959 à 48 %. Pendant ce temps, la population rurale est passée de 68 % à 52 % du total. « *Si le rythme actuel d'urbanisation se maintient,* » écrit une étude démographique, « *dans vingt-cinq ans, la population urbaine de l'U.R.S.S. aura doublé, tandis que la population rurale passera de 109 millions à 97 millions...* »

Sans nous arrêter à cette hypothèse trop optimiste, constatons simplement qu'aujourd'hui la population rurale représente encore la moitié de la population totale. Relevons également une remarque de *The Economist* (n° du 16 janvier 1960), qui nous amène au cœur du problème : « *Aussi longtemps que le travailleur de l'industrie soviétique devra porter sur son dos un agriculteur improductif presque de sa taille, il sera handicapé en proportion vis-à-vis de son collègue américain.* »

(1) Dans le cas de l'U.R.S.S., il s'agirait, bien entendu, d'une contre-révolution sociale.

Contentons-nous de confronter la population globale et la production. Depuis le recensement de 1959, on estime que la population de l'U.R.S.S. s'est accrue de 11 à 13 millions d'individus. Il est donc légitime, à première vue, de voir dans cette poussée démographique une cause de l'aggravation de la crise du ravitaillement, en dépit d'une légère augmentation de la production agricole. La F.A.O., par exemple, dans son rapport annuel de 1962, annonce que la production agricole a diminué de 1 % en Europe Occidentale, mais s'est accrue de 4 % en Amérique latine et de 2 % en U.R.S.S. et en Europe Orientale. Cependant, le rapport souligne que « ... la poussée démographique est telle, dans ce second groupe de pays, que la production alimentaire par habitant n'a guère varié en Amérique latine, en Europe Orientale et en Afrique par rapport à l'avant-guerre. »

Mais, s'il est vrai que le taux d'accroissement de la population a largement contribué à l'aggravation de la crise alimentaire, il est non moins vrai qu'il n'en est pas une cause en soi, mais le devient en présence d'autres facteurs plus profonds. La « théorie » cannibale des Messieurs de la F.A.O., et, après eux, des chroniqueurs bourgeois dissimule la véritable raison : le faible rendement du travail agricole.

Selon une statistique, pourtant stalinienne, la production moyenne de pommes de terre par hectare s'est développée comme suit (*en quintaux*) :

	1934-38	1956
U.R.S.S.	86	104
Etats-Unis	78	197
Allemagne	166	236
France	113	175
Belgique	201	237

Et le rendement de la production de betteraves (également en *quintaux*) :

	1934-38	1948-52	1954	1955	1956	1957
U.R.S.S.	14	15	13	15	16	19
Etats-Unis	26	33	36	37	37	39
Allemagne	36	33	36	35	30	35
France	28	27	29	28	28	34
Belgique	29	36	38	44	37	36

Quant au rendement moyen du lait (*en kilogrammes*) :

	1953	1954	1955	1956
U.R.S.S.	1.016	1.270		1.611
Etats-Unis	2.570	2.570	2.640	2.720
Allemagne	2.860	2.920	2.940	3.010
France	1.940	2.050	2.010	
Belgique	3.710	3.760	3.760	3.760

Il est donc indéniable que l'U.R.S.S. est très loin du rendement agricole des pays capitalistes avancés, et cela, avec un taux d'accroissement de population nettement supérieur. C'est pourquoi ce dernier paraît jouer un rôle de premier plan. En réalité, ce n'est qu'une apparence, le facteur déterminant étant le rendement.

A la lumière de cette révélation fournie par le rendement, il devient clair, par exemple, que l'accroissement de la superficie des terres cultivées ne peut permettre d'accroître la production de façon décisive, sans que soit en même temps accru le rendement du travail. C'est là le nœud du problème : pour le résoudre, il serait indispensable d'assurer le concours effectif de l'industrie.

Nous savons parfaitement que l'industrie de l'U.R.S.S. se développe à un rythme inconnu dans le système capitaliste. Son taux de croissance ne peut être égalé par une économie basée sur la propriété privée et travaillant pour le profit. Mais aujourd'hui encore, presque trente ans après la parution de *La révolution trahie*, les maux dont souffre cette industrie sont exactement ceux que Trotsky a décrits. En outre, puisque l'on n'y a apporté aucun remède valable, ces maux sont devenus de plus en plus dangereux et vont en s'aggravant.

C'est, sans aucun doute, l'insuffisante capacité de l'industrie soviétique qui constitue le plus grand de ces maux, puisqu'elle est incapable de satisfaire les besoins de la société soviétique, malgré ses progrès sans précédent. La véritable raison de cette insuffisance, c'est que les besoins se sont développés à un rythme plus élevé que l'expansion industrielle. Pour saisir le rapport réel entre l'industrie et l'agriculture soviétiques, il faut commencer par une analyse de la répartition de la population active. Ce faisant, nous utiliserons délibérément la publication statistique stalinienne déjà citée, afin de montrer que les méthodes statistiques des staliniens n'ont pas beaucoup changé depuis que Trotsky les a dénoncées. Sur la base de cette publication, datant de 1959 (1), nous avons établi deux tableaux qui permettent de comparer certains chiffres relatifs à la population active de l'U.R.S.S. et de quelques pays capitalistes.

Voici d'abord la répartition de la population active entre les principales branches d'activité en U.R.S.S., aux Etats-Unis, et dans cinq autres pays capitalistes :

(1) « L'U.R.S.S. 1959 en chiffres. »

	Population active (en milliers)	Pourcentage de la population active travaillant dans :				
		l'indus- trie	l'agri- culture	le commerce et les transports	d'autres professions	l'industrie, le com- merce et les transp.
Angleterre	22.500	52,2	4,7	20,1	23,0	72,3
France	18.800	36,3	27,1	19,2	16,4	55,5
Allemagne	22.000	42,3	23,1	15,6	19,0	57,9
Etats-Unis	60.000	36,2	12,2	25,3	26,3	61,5
Italie	21.300	30,5	40,0	13,6	15,9	44,1
Espagne	10.700	25,4	49,9	9,5	15,2	34,9
U.R.S.S.	50.500	43,3	19,7	19,2	17,8	62,5

Il suffit d'y jeter un coup d'œil pour relever deux phénomènes bizarres. Il est en effet curieux que l'U.R.S.S., ayant une population totale de loin plus nombreuse que les Etats-Unis, possède une population active inférieure. Si, par exemple, nous reproduisons les chiffres de la population totale de ces deux pays, en y adjoignant ceux d'un pays industriellement avancé tel que l'Angleterre et d'un pays arriéré tel que l'Espagne, nous pouvons faire une comparaison surprenante.

	Population en millions	Pourcentage de la population active	Part de la population active dans la population totale
U.R.S.S.	208	24,3	plus que 1/4
U.S.A.	168,9	35,4	plus que 1/3
Angleterre	51,2	44,1	plus que 1/3
Espagne	29,2	36,6	plus que 1/3

Une question, pour le moins intéressante, se pose : une très grande partie de la population de l'U.R.S.S. serait-elle donc inactive ?

Avant de déchiffrer cette énigme — ce qui, en réalité, est très simple — nous pouvons épaissir encore ce mystère en dressant un autre tableau comparatif, toujours d'après la même publication. Il s'agit de l'approvisionnement de l'agriculture en tracteurs, indice classique de mécanisation de l'agriculture.

Pays	Nombre d'hectares par tracteur
Angleterre	16
France	50
Allemagne	16
Etats-Unis	41
Italie	94
Espagne	650
U.R.S.S.	248

Pour illustrer combien les méthodes statistiques stalinienne conduisent sur un terrain marécageux, citons une statistique, plus « généreuse » pour l'U.R.S.S., de l'un des journaux intimes du capital financier international. Selon *Petroleum Press Service* (septembre 1960), l'approvisionnement en tracteurs de ces pays se développait ainsi :

	Nombre de tracteurs (en milliers)			% d'augmentation entre 1949-52 et 1958	Nombre d'hectares p. tracteur
	1949-52 (moyenne)	fin 1957	fin 1958		
Angleterre	325	396	434	34	16
France	148	482	559	278	38
Allemagne	170	617	699	310	12
États-Unis	3.809	4.685	4.750	24	40
Italie	64	188	207	224	77
U.R.S.S.	971	924	996	3	154

Evidemment, les chiffres cités ne sont pas exacts. Il existe des estimations qui évaluent le nombre d'hectares par tracteurs en U.R.S.S. entre 300 et 400. L'important est la proportion : or, d'après ces chiffres, l'U.R.S.S. est non seulement loin du chiffre de 50 hectares par tracteur, à partir duquel on peut parler d'agriculture mécanisée, mais encore elle se trouve sur le même plan que les pays occidentaux arriérés, sans parler du fait que les progrès de la production des tracteurs, contre toute logique, y sont les plus lents.

On commence donc à se poser des questions. Comment se fait-il qu'en U.R.S.S., où 43,3 % de la population active travaille dans l'industrie, l'agriculture soit aussi peu mécanisée ? Comment se fait-il qu'en même temps, la population active ne soit que d'un quart de la population totale, chiffre très inférieur au chiffre normal (un tiers) ?

Cela n'est évidemment possible que parce que la paysannerie, ou la majeure partie de celle-ci n'est pas incluse dans le chiffre de la population active. En réalité, la publication stalinienne ne donne que le nombre d'ouvriers et d'employés, et non celui des paysans kolkhoziens. Il est fort intéressant de voir quels chiffres sont manipulés ou dissimulés. Curieux exemple de réflexe conditionné — surtout si l'on songe à la remarque pertinente de *The Economist*.

Le nombre des paysans — et non pas de la population rurale — par rapport à celui des ouvriers industriels est, en réalité, l'un des meilleurs indices du rapport entre l'industrie et l'agriculture. Le dissimuler, c'est vouloir, en réalité, cacher que l'industrie est incapable de libérer la main-d'œuvre rurale : ce fait est lourd de conséquences.

De l'avis général des statisticiens bourgeois, on ne peut pas disposer de statistiques sur la population des kolkhozes. Celle-ci serait, selon les

estimations, 35 à 40 % de la population soviétique totale, y compris les familles des kolkhoziens. Il ne peut en être autrement, car la mécanisation est aujourd'hui encore « sous-développée ». Nous avons vu la situation pour les tracteurs. Citons les statistiques concernant d'autres machines agricoles.

*Fourniture de matériel mécanique à l'agriculture (1) en U.R.S.S.
(en milliers d'unités)*

	1953	-1958	1959	1960
Tracteurs	76	157	144	154
Camions	68	102	76	66
Combinés à céréales	41	64	53	55
Moissonneuses	0,7	89	57	54
Charrues tractées	91	160	145	141
Semeuses tractées	95	214	127	107
Cultivateurs tractés	85	164	123	80
Faucheuses tractées	60	71	81	87
Râteaux tractés	21	10	14	24

La situation des transports, indice important de la circulation des produits, complète bien l'image du rapport entre l'industrie et l'agriculture. Voici une comparaison entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis.

	U.R.S.S.	Etats-Unis
	(en kilomètres)	
Voies ferrées	121.000	355.000
Voies fluviales	133.000	
dont exploitées	80.000	47.000
Réseau routier	1.500.000	
dont macadamisé	226.000	3.110.000
Pipe-lines	13.000	288.000

Ajoutons que la traction électrique représente 12 % du réseau ferré, la traction à vapeur 80 %. En outre, les voies routières ne transportent que 4 % du trafic total des produits, contre 75 % pour le chemin de fer. Il faut tenir compte encore d'un autre handicap particulier : « ... Il n'y a aucun autre pays du monde où les matières premières soient aussi éloignées des zones de consommation, puisque la distance moyenne de transport des bois d'œuvre est de 1.470 km, celle des produits pétroliers de 1.370 km, celle des céréales de 1.130 km... », écrit le directeur des Etudes générales de la S.N.C.F. après un séjour en U.R.S.S.

Or, le rapport, ce fameux rapport entre les deux branches fondamen-

(1) Pour ces chiffres, voir : *Notes rapides* de l'I.N.S.E.E., *Documentation française*, 7 mars 1961.

tales de l'économie, pose des problèmes bien plus complexes encore que la « simple » mécanisation de l'agriculture ; surtout aujourd'hui, à l'heure du développement grandiose de la technique. Prenons un exemple concret.

Les organisateurs de la campagne pour le maïs ont concentré leurs efforts sur l'augmentation de la superficie cultivée. Or, la modernisation de l'agriculture consiste presque exclusivement dans le développement de la productivité à l'hectare. Elle suppose un rapport très serré et complexe entre l'industrie et l'agriculture qui englobe et, partant, différencie la production agricole. Dans le cas du maïs, cela signifie l'utilisation de toute une série de machines, sélectionneuses et élévateurs, la mécanisation de la récolte, de l'emmagasinage et de l'ensilage, avec des tâches industrielles complexes, la protection du sol et, éventuellement, l'arrosage. Si, parmi ces tâches nécessaires, nous en choisissons une seule, celle de la protection du sol, nous pouvons mesurer, à travers elle, l'étendue du problème.

Dans la production mondiale de superphosphates et d'engrais azotés, l'U.R.S.S. occupe une place tristement insignifiante. Dans la production de ces deux produits chimiques *indispensables* à l'agriculture, les Etats-Unis occupent de très loin la première place. Pour les superphosphates, ce sont le Japon, l'Italie et l'Australie qui les suivent, pour les engrais azotés, le Japon et l'Allemagne occidentale. La comparaison de la production des engrais azotés entre l'Allemagne occidentale et l'U.R.S.S. nous fournit le tableau suivant :

(en milliers de tonnes)

	1956	1957	1958	1959	1960
Allemagne	752,2	895,4	1.047,4	1.050,7	1.180,3
U.R.S.S.	575,0	630,0	715,0	740,0	—

(Annuaire statistique des Nations Unies, 1961)

Dans ces conditions, accroître la superficie des terres cultivées par le défrichement signifie simplement étendre les mauvais rendements. En outre, de ce fait, l'industrie, qui ne suffisait déjà pas pour l'approvisionnement en machines et en engrais d'une superficie plus restreinte, se trouve en face de tâches et de besoins redoublés. C'est ce qui explique, en dernière analyse, que les récoltes donnent des résultats pires précisément sur les terres récemment défrichées du Kazakhstan et de Sibérie. S'être ainsi lancé dans une aventure qui, par-dessus le marché, exige de l'industrie des efforts considérables pour compenser les conditions climatologiques très défavorables, cela n'est « compréhensible » que si l'on prend en considération l'impasse où la bureaucratie se trouvait en 1953-55.

Nous avons vu comment l'agriculture soviétique était et est mal dotée par l'industrie. La tâche de la mécanisation demeure entière. Mais aujourd'hui, il ne s'agit plus seulement de rattraper l'agriculture capitaliste par la mécanisation. Cette tâche « classique » appartient au passé. Entre temps, la

technique moderne a progressé d'un pas rapide. La tâche de la modernisation ne peut plus, si toutefois elle l'a pu, se réduire à l'augmentation de la production de tracteurs et autres machines. Il faut développer le concours de l'industrie simultanément dans plusieurs domaines complexes. C'est la raison principale pour laquelle l'agriculture soviétique *doit*, de toute façon, tripler ou quadrupler sa demande à l'industrie.

Mais pourquoi cette industrie, dont la croissance formidable nous est connue, s'est-elle révélée incapable de satisfaire, non seulement les besoins accrus d'aujourd'hui, mais les besoins anciens, normaux en quelque sorte, en tracteurs, en camions, etc. ? La réponse se trouve entièrement dans le rapport des forces entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme mondial.

3) L'U.R.S.S. et l'impérialisme face à face sur le marché mondial

C'est sur ce terrain que se joue l'issue de la lutte entre les forces opposées à l'intérieur de l'U.R.S.S. Le rapport de cette dernière au marché mondial dépend de son économie et, avant tout, de son industrie. On pourrait, certes, imaginer que, si la bureaucratie fait des concessions à la paysannerie, c'est peut-être justement pour pouvoir concentrer ses forces sur le champ de bataille décisif, en renforçant son industrie, et en développant sa position sur le marché mondial. Nous devons reconnaître que c'est, en partie, de cela qu'il s'agit. Mais la question est de savoir si la bureaucratie réussira à renforcer l'U.R.S.S. et, partant, à regagner le terrain cédé à la paysannerie ou si, à l'inverse, elle fait ces concessions parce qu'elle cède à la pression gigantesque de la réalité internationale. La réponse est dans une analyse du rapport économique entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme, à partir d'un examen des problèmes de l'industrie soviétique.

a) L'économie soviétique et la « deuxième révolution industrielle ».

Notre point de départ sera cette constatation que la capacité de l'industrie de l'U.R.S.S., malgré la croissance de la production globale, reste très restreinte. Pendant l'ère de l'industrialisation, l'accent était mis sur le développement de l'industrie lourde, base indispensable d'une économie équilibrée dans un pays isolé ; à quoi la bureaucratie avait sacrifié le développement harmonieux des diverses branches industrielles. Mais lorsque, menacée par une révolution, elle fut obligée de tourner son attention vers l'industrie des biens de consommation, les exigences de l'industrie tout entière, suivant le

développement de la technologie moderne, avaient déjà radicalement changé. Après la guerre, on peut même parler d'une seconde « révolution industrielle ». Prenons un exemple.

Avant la guerre, la mesure de la capacité et de la puissance industrielle d'un pays était, *grosso modo*, le volume de production de l'acier. Bien entendu, ce n'était là qu'un indice, et qui ne pouvait justifier le caractère simpliste du raisonnement de Staline qui, en 1946, avait soigneusement calculé combien de millions de tonnes d'acier, de charbon et de pétrole il faudrait produire pour dépasser les capitalistes et, qui plus est, pour arriver au communisme. Néanmoins, l'acier, avec d'autres produits classiques, jouait — à cet époque — un rôle décisif. Aujourd'hui, l'U.R.S.S. est arrivée, après les plus grands efforts, à produire (pendant le 1^{er} trimestre de 1962) 21,4 % de la production mondiale de l'acier, contre 28 % aux Etats-Unis (Rapport du département du commerce américain, 1962). Or, entre temps, l'acier, tout en restant l'une des bases essentielles de l'industrie, a dû partager sa place avec les industries atomique et aéronautique, sinon la leur céder. La seconde révolution industrielle a transformé ou, plus exactement, est en train de transformer la structure de l'industrie en changeant sa composition. Si nous examinons, par exemple, la production industrielle de l'Europe occidentale pendant les dix dernières années, nous constatons que la production de houille est restée stationnaire, tandis que dans la production d'énergie électrique, de produits chimiques et de gaz naturel, sans parler des équipements électroniques, il y a eu un progrès considérable. Ainsi dans la structure moderne de l'industrie, ce sont les industries atomique et aéronautique, puis les industries chimique et électronique qui figurent à l'avant-garde.

Dans le système capitaliste, il est visible que ces transformations, commandées par le progrès technique, sont inconcevables à l'échelle nationale. Seuls, les Etats-Unis peuvent se permettre leur réalisation, et encore, en s'efforçant de « partager » leur fardeau avec l'Europe Occidentale. Ce qui revient à dire que la technologie moderne exige le concours d'une économie organisée à l'échelle internationale. Nous pouvons en conclure que, dans un pays isolé, aussi grand soit-il, le fardeau en est trop lourd, même pour l'économie tout entière.

Examinons, en effet, comment l'U.R.S.S. affronte ces problèmes.

Le plan septennal, commencé en 1959, reflète entièrement les exigences dont nous venons de parler. Résumons-le brièvement.

D'après les investissements qu'il prévoit, la structure de l'industrie soviétique devra changer radicalement. Ce plan accorde des investissements plusieurs fois supérieurs à ceux du plan précédent dans les domaines suivants : pétrole et gaz naturel, qui devront remplacer le charbon, industrie chimique, qui doit encore être créée, réorganisation des industries méca-

niques et, enfin, industrie du bâtiment avec les éléments pré-fabriqués. Ce sont là les investissements centraux, étatiques qui, pourtant, ne soufflent mot des industries atomique et aéronautique. Par contre, le plan prescrit « ... un nouvel accroissement de toutes les branches de la production agricole, afin que puisse être satisfaite la demande de denrées alimentaires et de matières premières d'origine agricole qui ne cesse d'augmenter dans le pays ». (Directives du plan). Mais, chose intéressante, alors que le plan, en fixant l'objectif de l'accroissement de 70 % de la production agricole, était conforme, sur ce point, à celui des cinq années précédentes, il prévoyait, par contre, le remplacement de l'aide financière de l'état par l'auto-financement de l'agriculture. Nous reviendrons sur ce fait capital, mais constatons que les seuls besoins industriels nouveaux, sans parler des industries atomique et aéronautique, semblent absorber entièrement la capacité d'investissement de l'état. Ajoutons que, selon le plan, le taux de croissance de l'industrie est nettement inférieur à celui des plans quinquennaux, et que la nécessité de l'augmentation de la productivité y est très fortement soulignée. Cela signifie, naturellement, que le plan devra affronter le problème grandissant de la main-d'œuvre, problème où vient se refléter le rapport entre l'industrie et l'agriculture.

Pour revenir à la modernisation de l'industrie en 1961, deuxième année du plan, selon l'économiste américain Warren Nutter, la production industrielle globale n'atteignait que 30 % environ de la production américaine, au lieu de 60 %, comme l'affirment les économistes soviétiques. En même temps, cet auteur établit que, contrairement à ce qui se passe pour le taux de croissance (1), qui est supérieur en U.R.S.S., les Etats-Unis développent leur avance sur le terrain de la productivité. C'est ainsi qu'en 1913, la productivité du travail en Russie était les 24,4 % de celle des Etats-Unis : ce rapport n'est plus que 21 % en 1955. Même si nous n'accordons pas une valeur absolue à ces estimations, la vérité n'en est pas éloignée, comme le suggère le tableau comparatif de productivité entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis. (Publié dans la *Monthly Labor Review*, septembre 1959).

Production annuelle par ouvrier

	Unités de mesures	Etats-Unis 1954	U.R.S.S. 1956	U.R.S.S. en % des Etats-Unis
Fonte, acier et fer laminé ...	Tonnes	443,8	217,8	49,1
Acier et fer la- miné	—	316,0	149,6	47,3

(1) Le taux de croissance désigne le pourcentage d'augmentation du produit national brut.

Acier	—	178,1	86,8	48,7
Fer laminé	—	137,9	62,7	45,5
Minerai de fer .	—	2.622	1.151	43,9
Coke	—	1.898	932	49,1
Charbon	—	1.346	515	38,3
Tissus de coton	Mètres	19.198	7.247	37,7
Chaussures	Paires	2.334	1.046	44,8
Fibres synthé- tiques	Kilogrammes	13.970	2.591	18,5
Caoutchouc syn- thétique	Tonnes	110,5	19,4	17,6
Viande	Kilogrammes	36.483	19.419	53,2
Lait et produits laitiers	Tonnes	217,8	115,5	53,0

Le retard de l'U.R.S.S. est visible, surtout dans les branches nouvelles de l'industrie. Néanmoins, le problème est complexe : il ne s'agit pas que de rattraper la productivité dans l'une ou dans l'autre branche de l'industrie, car l'économie soviétique doit concentrer ses efforts sur quelques-unes de ces branches en abandonnant momentanément les autres. Malgré le système de la planification, c'est ce déséquilibre constant qui caractérise l'industrie soviétique, déséquilibre provoqué par l'isolement du pays. Le retard chronique de l'industrie des biens de consommation est déjà un lieu commun. Si nous ajoutons que les demandes urgentes de l'industrie provoquées par le développement de la technique aggrave et accroissent ce déséquilibre, nous abordons les véritables problèmes économiques de l'U.R.S.S.

La balance du commerce extérieur soviétique en 1958, est déficitaire dans cinq rubriques. La valeur des importations dépasse celle des exportations pour les machines et équipements, minerais et concentrés, matières premières textiles et produits semi-finis, denrées alimentaires, tissus — vêtements — chaussures. Bien entendu, étant donné que, dans son ensemble, la balance est en équilibre, nous n'en tirons pas de conclusions graves. Par contre, nous nous abstenons de dire, avec certains, que, puisque la balance est équilibrée, le commerce extérieur soviétique est sain. Il n'est pas sain, car il reflète une faiblesse essentielle de l'économie soviétique : cette économie est *organiquement* incapable de satisfaire à la fois les demandes de la consommation, de l'agriculture et de la restructuration de l'industrie.

Un seul exemple suffit pour donner un aperçu de ce problème. Les machines et équipements représentaient 24 % des importations totales de l'U.R.S.S. en 1959 et celle-ci occupait le second rang des importateurs, après le Canada. La majeure partie de ces importations était composée de moyens de transport, d'équipements énergétiques, d'équipements pour

l'industrie de la construction. Dans les circonstances actuelles, où l'industrie chimique joue un rôle de plus en plus important, l'U.R.S.S. se trouve dans l'incapacité quasi-totale d'équiper cette industrie. D'où l'objectif du plan septennal concernant le commerce extérieur : l'importation accrue d'équipements pour l'industrie chimique, et de textiles artificiels. Cela équivaut à des achats de licences, donc à des dépenses astronomiques, se chiffrant par millions de dollars. Si nous voulons aller plus loin, nous pouvons approfondir ce problème par l'examen de la situation concernant, par exemple, le caoutchouc. Il est connu que l'industrie moderne tend à remplacer le caoutchouc naturel par le caoutchouc synthétique, tout en augmentant la demande en général. La production du caoutchouc synthétique entre 1948 et 1956 est passée de 41 à 123 milliers de tonnes aux Etats-Unis, et de 496 à 1.097 milliers de tonnes au Canada. Mais l'industrie soviétique s'intéresse à ce problème depuis quelques années seulement, depuis que ses besoins sont devenus insatiablés ; ils se manifestent par l'intérêt qui est porté à la construction des usines de caoutchouc synthétique, et par l'accroissement des importations soviétiques de caoutchouc naturel. « *L'U.R.S.S. est un des plus gros importateurs de caoutchouc naturel dans le monde, et importe également plusieurs sortes de caoutchouc synthétique* », écrit l'étude déjà citée du Centre national du commerce extérieur français.

Les dirigeants actuels de l'U.R.S.S. doivent, à tout prix, développer ses forces productives. Mais ce développement se fait aujourd'hui, ou, plus exactement, doit se faire, sur des bases technologiques nouvelles, au moment même où, en U.R.S.S., les forces productives « classiques » ne sont pas encore arrivées à leur épanouissement. Cette contradiction fondamentale est le fruit naturel de l'isolement, au moment où la division internationale du travail, du fait du développement de la technique, a atteint un degré qualitativement supérieur à celui d'avant-guerre. Quels en sont les résultats ?

Tout d'abord, un déséquilibre accru, au sein même de l'industrie, entre ses diverses branches, puis entre l'industrie et l'agriculture. De ces tensions on pourrait même conclure que le développement de la technique mondiale, dans les conditions d'isolement de l'U.R.S.S., a empêché le développement de sa capacité industrielle « classique ». Une plaisanterie populaire russe résume bien la situation : à Kiev, l'on raconte que, d'ici dix ans, tout le monde aura son propre hélicoptère, ce à quoi quelqu'un répond : — *Ce sera très bien, car, si l'on distribue des pommes de terre à Léningrad, nous pourrons y aller facilement*. Ces tensions ont pour résultat — inévitable — que l'U.R.S.S., malgré son développement économique, est incapable d'échapper à sa dépendance vis-à-vis du marché mondial. Qui plus est, cette dépendance est plus grande aujourd'hui qu'avant la guerre. C'est la maladie constante de l'investissement et du budget qui

est l'enfant monstrueux de ce mariage forcé entre socialisme et conditions isolées et arriérées.

Il est indéniable que, quant à la production *globale*, l'U.R.S.S. a réussi à rattraper la production des pays capitalistes dans quelques branches de base de l'industrie, ou à s'en rapprocher. Ainsi, nous avons indiqué qu'elle serre de très près les Etats-Unis dans la production de l'acier, en produisant presque le quart de la production mondiale. En ce qui concerne le charbon, sa production globale a déjà dépassé celle des Etats-Unis. Par contre, nous savons que l'économie de l'U.R.S.S. n'a absolument pas rattrapé, dans aucun autre domaine, les pays capitalistes avancés, sauf dans quelques branches sur lesquelles nous reviendrons. Son retard est particulièrement grand dans l'industrie des biens de consommation, alors que, dans cette branche, on note un développement sensible de la production dans les pays capitalistes. Voici un tableau de la production de l'Europe occidentale sans les Etats-Unis.

	(1953 = 100)			
	Produits alimentaires	Textiles	Habillements chaussures	Papiers
1954	104	105	104	115
1955	110	105	108	125
1956	114	110	114	131
1957	119	115	120	139
1958	123	109	117	141
1959	128	111	124	151
1960	134	118	132	169

(Annuaire statistique de 1966 des Nations-Unies)

Par contre, si nous jetons un coup d'œil sur les données relatives à la production soviétique, nous y voyons :

	1953	1954	1955	1956	1957	
Tissus de coton	5.285	5.590	5.905	5.452	5.640	(en milliers de mètres)
Fil de laine	137	159	168	176	—	(en milliers de tonnes)

Malheureusement, nous ne disposons pas des mêmes indices, mais, malgré cela, nous pouvons constater l'avance plus marquée de l'industrie occidentale. Pour la production du papier, nous ne disposons que de données relatives à la consommation du papier journal par tête d'habitant dans divers pays. Les voici, en kilogrammes :

	1953	1954	1955	1956
U.R.S.S.	—	1,5	1,6	1,6
Etats-Unis	34,2	33,8	35,2	38,0
Angleterre	15,9	16,5	17,5	19,0
France	7,3	8,3	9,4	10,2
Suisse	11,0	11,6	12,7	12,7

Le retard s'accroît aussi dans les diverses branches d'industrie travaillant à la fois pour les consommations industrielle et personnelle. Le plus grave est le cas de la production d'énergie. D'après la publication statistique stalinienne, les données comparatives dans ce domaine sont les suivantes :

Capacité de production d'énergie électrique en milliers de kilowatts.

	1953	1954	1955	1956
U.R.S.S.	28.602	32.815	37.236	42.800
Etats-Unis	107.354	118.878	130.896	137.258

Production annuelle d'énergie électrique en milliards de kilowatts-heure.

	1953	1954	1955	1956	1957
U.R.S.S.	134	151	170	192	210
Etats-Unis	514	545	629	684	716

Nous devons ajouter au dossier les déclarations des bureaucrates selon lesquelles cette industrie, en U.R.S.S., est dispersée en une multitude de petites centrales locales, et mal utilisée. En ce qui concerne l'industrie chimique, la construction mécanique et, en général, les industries travaillant pour l'agriculture, nous connaissons déjà leur retard chronique.

On pourrait objecter que jusqu'ici, nous avons consacré notre analyse à démontrer la faiblesse de l'économie soviétique. Or, tout le monde connaît l'expansion de cette économie, sa force, sa croissance et, parfois, la menace qu'elle constitue pour l'impérialisme. Nous répondons à ces objections que nous ne nions pas cette expansion et cette croissance ; nous soulignons, au contraire, l'importance et la signification historique de ce développement. Seulement, nous confrontons ce développement, non pas avec le niveau antérieur de l'économie soviétique, ce qui n'a qu'une importance relative, mais avec les forces économiques de l'impérialisme mondial. En outre, nous faisons cette comparaison en évoquant les faits statistiques, et en laissant délibérément de côté les déclarations solennelles dictées par les intérêts divers. En revanche, nous devons examiner quelques objections réelles qui concernent, d'une part, le progrès considérable de l'économie soviétique dans les industries atomique et aéronautique, d'autre part, ces « menaces » que constituent pour l'impérialisme le pétrole et l'or soviétiques.

b) Dépendance accrue, ou supériorité atomique et menace de dumping ?

D'immenses possibilités de développement des forces productives mondiales se sont ouvertes aujourd'hui, grâce à la découverte et aux applications de l'énergie atomique. Cependant, il faut souligner tout de suite

que ces découvertes prodigieuses de la science et de la technique sont utilisées à des fins militaires. Leur application au développement harmonieux et effectif des forces productives est, dans les conditions actuelles, exclue. Mais si l'impérialisme est incapable d'appliquer ces découvertes au développement des forces productives, s'il les utilise uniquement à la fabrication de forces de destruction, qu'en est-il de l'U.R.S.S. ?

Par suite de l'isolement du pays face à l'impérialisme, aggravé par la politique néfaste de la bureaucratie, le coupant de la classe ouvrière internationale, l'U.R.S.S. s'est vue « obligée » de tenir tête. Le fait que la course aux armements ait été imposée à l'U.R.S.S. par l'impérialisme mondial, dans les circonstances du règne de la bureaucratie, hostile à la révolution mondiale, constitue, en soi, la preuve de sa dépendance. Renonçant à la lutte des classes à l'échelle internationale, la bureaucratie ne pouvait qu'accepter la « course » voulue par l'impérialisme. Si l'impérialisme, par sa nature même, emploie pour ses armements les moyens techniques les plus modernes, elle doit en faire autant. La preuve la plus éclatante de la dépendance de l'U.R.S.S. est donc précisément ce qu'on juge généralement comme le signe de son indépendance, à savoir que l'U.R.S.S., pays du socialisme, se trouve dans l'impossibilité d'appliquer les techniques modernes au développement des forces productives, et, bien plus, se trouve contrainte de développer les forces de destruction aux dépens de toutes les autres forces sociales et économiques.

Il est vrai, pourtant, que, dans ce domaine, l'U.R.S.S. est arrivée à un niveau tel que, comme on dit, un certain équilibre des forces s'est établi. C'est exact, un tel équilibre existe. Mais la production de ces forces destructrices, ainsi que de leurs « accessoires », exige le concours de l'économie tout entière d'un très grand pays ou de plusieurs pays. Ce qui revient à dire que la fabrication de ces bombes, fusées, missiles, vaisseaux spatiaux, etc., commande le travail de plusieurs branches industrielles et absorbe une proportion très élevée des investissements. Plus l'industrie est organiquement développée, moins lourds sont ces fardeaux et, inversement, plus lourd est le poids de cette branche industrielle spéciale, plus étendu doit être le concours de l'économie entière. Le système de planification, c'est-à-dire la possibilité de concentrer les forces nécessaires, contrebalance les handicaps de l'industrie soviétique mais, en même temps, fait sentir ses faiblesses organiques à l'économie tout entière. Le prix des sputniks, c'est la stagnation de la production des tracteurs, des camions, des sélectionneuses, des chaussures, des tissus, etc. Ainsi, l'impérialisme, grâce à la pression économique qu'il exerce, et à la menace militaire qu'il fait peser sur l'U.R.S.S. a réussi à déplacer le problème de la dépendance économique de l'U.R.S.S. du domaine classique de l'acier à celui des missiles. C'est pourquoi, du point de vue économique, l'U.R.S.S. est aujourd'hui aussi dépendante qu'hier de l'impérialisme.

Néanmoins, une modification s'est produite, et qui joue, en plus, au

détriment de l'U.R.S.S. Du fait que la bureaucratie, adoptant une orientation « libérale » a dû s'engager sur la voie de la satisfaction (encore que très partielle) des besoins élémentaires de la population, le fardeau global qui pèse sur l'économie s'accroît.

La première conséquence de cet état de choses est que la situation s'est lourdement aggravée, là où le retard antérieur était le plus sensible. Ainsi le retard historique de l'agriculture et de l'industrie des biens de consommation, au moment où le centre de gravité de l'industrie mondiale se déplaçait, est devenu non seulement incurable mais catastrophique.

La seconde grande conséquence est que l'U.R.S.S., progressant à la fois dans tous les domaines économiques, et astreinte à la nécessité impérieuse de s'adapter aux forces productives modernes, se trouve de plus en plus liée au marché mondial. Plus la technique et les forces productives se développent, plus poussée est la division mondiale du travail, plus grand est le volume et complexe la diversité des échanges internationaux. Cela se traduit, pour l'U.R.S.S., par des besoins accrus en matières premières et en équipements de construction et de précision de toutes sortes.

Il y a donc une différence entre la situation d'avant-guerre et celle d'aujourd'hui. Notamment, à l'heure actuelle, la dépendance économique de l'U.R.S.S. a changé qualitativement et, du même coup, s'est alourdie. Cela se manifeste, dans le plan septennal, d'abord par l'obligation où se trouve la bureaucratie d'introduire l'auto-financement dans l'agriculture, en renonçant, au besoin, à la propriété étatique des machines ; puis, par la diminution du taux de croissance annuel du revenu national (1949-53 : 14,1 % ; 1954-56 : 11,8 % ; 1957-59 : 7,7 % ; prévision du plan : 7,2 %), et par le problème de la main-d'œuvre qualifiée.

C'est seulement de ce point de vue qu'on peut aborder le problème des exportations soviétiques de pétrole, phénomène nouveau de ces dernières années. Nous l'apprécions donc du point de vue de la dépendance économique aggravée de l'U.R.S.S., contrairement à ceux qui voient dans ces exportations un renforcement économique de l'U.R.S.S.

Selon *Petroleum Press Service* (janvier 1960), la production mondiale du pétrole brut était la suivante :

(en milliers de tonnes)

	1957	1958	1959	% d'augmentation en 1958-59
Etats-Unis	353.045	330.121	346.500	5,0
Autres pays capitalistes	416.519	449.639	484.205	7,7
Total pour les pays capitalistes	769.564	779.760	830.705	6,6
U. R. S. S.	98.340	112.900	129.000	14,1
Total pour les pays socialistes	112.722	128.205	146.230	

Du point de vue de la production, l'U.R.S.S. est encore très loin des pays capitalistes. Il est vrai, en revanche, que le rythme de l'accroissement de la production est de loin supérieur en U.R.S.S., et le plan septennal prévoit une augmentation de 11 % par an, donc une production de 230 à 240 millions de tonnes en 1965. Même en supposant la production capitaliste stationnaire pendant ces années, la production soviétique n'atteindra en 1965 que le quart de celle des pays capitalistes. Mais pourquoi supposer un niveau stationnaire de la production capitaliste, lorsque c'est le contraire qui se produit ? Le même journal écrit : « *Au cours des années 1960, la région Sahara-Lybie deviendra sans doute la première région de production du monde... La production saharienne doit passer à 10 millions de tonnes cette année, à 25 millions en 1962 ou 1963, et peut-être à 50 millions environ en 1965.* »

Devant ces faits, il est ridicule de « prévoir » que l'U.R.S.S. produira autant de pétrole que les pays capitalistes et il ne l'est pas moins d'être « inébranlablement convaincu » que les accords d'Evian constituent une défaite pour l'impérialisme... avec ou sans réforme agraire. Faute de comprendre pour qui ces accords constituent une victoire, aucune politique révolutionnaire n'est compréhensible, et les éléments les plus simples de l'économie restent d'impénétrables mystères... avec ou sans marxisme.

Poursuivons en examinant les chiffres de la productivité, dans l'industrie pétrolière, en U.R.S.S. et aux Etats-Unis. Selon les calculs de la *Monthly Labor Review*, déjà citée, la production annuelle par ouvrier de pétrole raffiné, comportant l'essence, le pétrole, les éthers, le carburant diesel, était en U.R.S.S. de 655 tonnes en 1956, de 1.510 tonnes aux Etats-Unis en 1954. Cela signifie que la productivité, en U.R.S.S., est les 43,4 % de celle des Etats-Unis.

Dans ces conditions, il est ridicule de parler d'une éventuelle « guerre pétrolière » entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme. Si nous n'abandonnons pourtant pas ce thème, c'est uniquement parce que le problème est plus complexe que la simple réfutation de cette éventualité à la lumière des faits.

Car, malgré cette situation, l'U.R.S.S. a commencé à entreprendre des exportations massives. Comment ce fait peut-il s'expliquer, quels en ont été les effets véritables, et quelles en seront les conséquences futures ?

D'abord, voyons le volume de ces exportations. Selon *Petroleum Press Service* (avril 1960), les exportations soviétiques ont augmenté de la façon suivante :

		millions de tonnes	
1953	4		
1957	7,720	—	—
1958	11,460	—	—
1959	16,845	—	—

Le même journal, cinq mois plus tard, estimait pour 1958, à 18,138 millions de tonnes et, pour 1959, à 25,362 millions de tonnes ces exportations, ajoutant que cela représente 10 % de la valeur globale des exportations de l'U.R.S.S. En mai 1962, le journal, constatant une nouvelle augmentation, évaluait ces exportations, pour 1961, à 30,4 millions de tonnes.

Chaque observateur remarque que les trois quarts de ces exportations vers les pays capitalistes ont été dirigés vers l'Europe occidentale, le reste surtout vers l'Amérique latine, l'Asie et l'Afrique. Sur les raisons éventuelles des exportations soviétiques, l'avis général des observateurs bourgeois était que l'U.R.S.S. exportait du pétrole comme moyen d'échange. Selon *Petroleum Press Service*, c'est ce qui expliquait que la majeure partie de ces exportations ait été orientée vers l'Europe occidentale, en échange de biens manufacturés ou, comme l'écrivait *The Economist* (16 juillet 1960), de biens d'équipement. Entre 1957 et 1961, les exportations soviétiques (et roumaines) sont passées de 7,7 millions de tonnes à 30,4 millions. « *L'augmentation... est liée à un accroissement des importations de produits manufacturés provenant des pays d'Europe occidentale.* » (*Le Monde*, 9 mai 1962). D'autre part, *The Economist* précisait qu'en Amérique latine, en Asie et en Afrique, l'U.R.S.S. obtient, en échange de son pétrole, des produits alimentaires et des matières premières.

Quant au motif de ces exportations, selon ces organes bourgeois, il consiste en ce que la production pétrolière de l'U.R.S.S. dépasse les besoins de son économie. Mais, plus ces besoins augmenteront et plus se réduira le volume des exportations soviétiques. L'opinion générale du capital financier est donc que ces exportations vont diminuer. C'est discutable, car, d'une part, le plan septennal prévoit une augmentation très forte de l'approvisionnement en gaz naturel (de 39 milliards de mètres cube à 150 milliards), d'autre part, le développement de la production du pétrole continue à couvrir en partie l'accroissement des importations. De toute façon, l'on peut tirer deux conclusions. La première est que ces exportations massives sont plutôt le signe d'un bas niveau industriel, comme lorsqu'un pays sous-développé exporte ses matières premières pour se procurer des biens d'équipement. La seconde est que les princes capitalistes du pétrole ne se sont pas sérieusement inquiétés, car ces exportations « ... représentent environ 4 % des mouvements pétroliers du marché international ».

Le pétrole soviétique trouvait en effet le marché international entièrement réparti entre les trusts financiers, organisé au plus haut niveau. De plus, les frais de transport du pétrole soviétique sont très élevés. Pendant ces dernières années, ces exportations gênaient pourtant l'impérialisme, surtout du fait que l'Italie, à elle seule, en importait plus de six millions de tonnes en 1961. Quelques mois avant la mort subite de Mattei, *Petroleum Press Service* écrivait que l'augmentation des importations italiennes était un signe « *un peu inquiétant* ». La cause principale en

était — et c'est là qu'il nous faut resituer le problème des exportations soviétiques — la restriction du marché international du pétrole, résultat de la réduction des importations des Etats-Unis. Comme l'écrivait une étude de la *Chase Manhattan Bank* (citée par *Pétrole Informations*, 5 septembre 1960), «... Les disponibilités d'hydrocarbures liquides et gazeux ont progressé plus vite que l'accroissement des besoins totaux d'énergie. Il est clair que si l'industrie américaine envisage de poursuivre la production et l'importation du gaz à une cadence accélérée, il faut qu'elle adopte un rythme plus lent pour le pétrole brut d'origine extérieure ou intérieure... L'industrie pétrolière souffre de surproduction pour de multiples raisons, dont la principale est l'ignorance très répandue qu'elle traverse une période de transition. »

C'était là, de la part de la forteresse du capital financier, un avertissement. Elle proposait, outre la « rationalisation intensive de l'exploitation afin d'améliorer les marges bénéficiaires », l'accroissement des ventes à l'extérieur des Etats-Unis, et un tournant vers la pétro-chimie.

Voilà pourquoi l'apparition du pétrole soviétique était gênante. Les impérialistes, tout en restant solidement sur leurs positions, réagissaient en abaissant ce qu'on appelle les prix-postés au Moyen-Orient. La *Standard Oil* a motivé cette mesure entre autres, par la pénétration du pétrole soviétique. Evidemment, les pays arabes producteurs de pétrole ont protesté, et c'est cela qui a amené, très justement, les observateurs à conclure que les exportations soviétiques contribuaient, dans une certaine mesure, à provoquer une tension entre les pays arabes et l'Occident mais, au-delà d'une certaine limite, ce facteur pouvait se renverser, et créer la même tension entre l'U.R.S.S. et ces pays producteurs.

A cette évaluation ne manquent ni la justesse, ni les précédents historiques. En 1957-58, l'U.R.S.S. a déjà essayé de manœuvrer sur le marché international par la vente massive d'étain. Les pays producteurs, surtout la Malaisie, ont très vivement protesté, et l'U.R.S.S., bon gré, mal gré, a dû se soumettre à l'*Accord international de l'étain*. Les trusts pétroliers, eux aussi, savent se défendre. En Inde, par exemple, «... les trois groupes intéressés, Shell, Stanvac et Caltex, ont opposé un refus à la demande du gouvernement de raffiner du pétrole soviétique dans leurs installations ». (*The Economist*, numéro cité).

Il est donc clair que les exportations soviétiques, loin d'inquiéter sérieusement l'impérialisme — les chiffres de production sont éloquentes — le gêne uniquement lorsque la branche concernée de l'industrie capitaliste traverse une période critique. Mais, à ce moment-là, le capital financier trouve le moyen de limiter les exportations dans le cadre et par la nature même du marché capitaliste international. Du point de vue économique, c'est plutôt la dépendance de l'économie soviétique qui en ressort, contrairement à

certaines affirmations selon lesquelles la capacité industrielle soviétique menacerait l'impérialisme. D'ailleurs, la bureaucratie soviétique s'en rend parfaitement compte, et ne cherche en aucune manière à « déranger » le marché par ses intrusions. Pour elle, le pétrole est et reste un moyen de paiement pour ses importations.

Mais il y a plus. Pendant la période de la crise pétrolière, il y avait presque 4 millions de tonnes de tankers inutilisés faute de frêt. Dans ces conditions, « ... les affrètements russes ont été le principal soutien du marché », écrit *Petroleum Press Service*. Ce qui revient à dire que, grâce aux exportations russes, la crise a été moins lourde pour les compagnies européennes. Avant de conclure quoi que ce soit, examinons le problème des prix du pétrole soviétique.

Les observateurs sont unanimes pour dire que les Soviétiques ne spéculent pas à la baisse des prix, leur unique souci étant de faire de bonnes affaires. Mais il y a une très grande différence entre les prix, selon qu'il s'agit d'un pays capitaliste ou d'une « démocratie populaire ». En Occident, le prix du pétrole russe est de 49 à 53 roubles par tonne, tandis que, pour les démocraties populaires, l'U.R.S.S. vend la même tonne de 70 à 100 roubles. Economiquement parlant, cela signifie que le prix de revient du pétrole soviétique doit être nettement supérieur au prix du marché mondial et que, pour soutenir la concurrence sur ce marché, les « démocraties populaires » et les ouvriers soviétiques doivent payer la différence. L'« aide » économique apportée aux propriétaires des tankers au moment de la crise s'est donc soldée aux dépens des ouvriers des « pays socialistes ».

Naturellement, nous ne voulons pas dire par là que la bureaucratie soviétique mène une politique économique extérieure destinée délibérément à soutenir l'impérialisme. Ce qu'il faut constater, c'est que ces mesures économiques de la bureaucratie sont entièrement subordonnées au mécanisme de l'économie internationale, et que, plus l'U.R.S.S. doit augmenter ses échanges internationaux, plus elle se trouve dépendante du marché international. Tant que l'économie soviétique sera incapable de combler la distance entre elle et l'impérialisme, cette dépendance subsistera. Et puisque cette économie, à elle seule, en sera toujours incapable, dans les conditions du développement atteint par la division mondiale du travail, l'accroissement des échanges convertit cette dépendance en un soutien objectif de la machine économique impérialiste. C'est ainsi qu'on peut apprécier la signification réelle de ces exportations. Comme *Petroleum Press Service* le remarque avec un froid réalisme : pour les exportations soviétiques « ... de nouveaux débouchés pourront cependant être trouvés, si les gouvernements se voient dans l'obligation d'imposer l'importation de pétrole soviétique en contrepartie de l'augmentation des achats soviétiques ».

Nous comprendrons mieux cette question fondamentale en examinant les problèmes monétaires mondiaux et, dans ce cadre, les ventes d'or soviétique, et la réforme du rouble opérée en janvier 1961. Soulignons que les problèmes monétaires, dépourvus d'intérêt en eux-mêmes, nous fournissent le meilleur miroir de la vie économique.

Le système monétaire international est, on le sait, fondé sur des réserves d'or qui, après la première guerre mondiale, ont été, en grande partie, remplacées par des réserves en devises. Si nous considérons que, déjà en 1928, 25 % des réserves monétaires internationales étaient constituées par des devises, et qu'en 1960, 50 % de ces réserves mondiales étaient en dollars et en fonds-sterling, nous pouvons mesurer l'importance de ces deux monnaies, surtout du dollar. Dans la liquidité internationale, par exemple, les balances-dollar représentaient 7 % en 1938, 13 % en 1949 et 26 % en 1960. Dans ces conditions, la situation financière du monde dépend essentiellement de la situation du dollar qui, à son tour, dépend de la balance des paiements américaine. Or, pendant les années 1950, le déficit de celle-ci n'a cessé de croître, atteignant, en 1959, son record, avec 4 milliards de dollars, équivalant à 1 % du revenu national. En même temps, la balance des pays européens, surtout de l'Allemagne, de l'Italie et de la France, est devenue excédentaire en dollars. En d'autres termes, cela signifiait la saturation des marchés américain et européen pour la production et les exportations américaines, et une expansion vigoureuse de la production européenne. Les Etats-Unis se trouvaient ainsi de plus en plus endettés envers l'Europe. Cela est compréhensible, si nous considérons que le système monétaire international, se fondant de plus en plus sur le dollar, est en réalité basé sur la production américaine qui, incapable de trouver des marchés, entraînait alors dans une récession. Par conséquent, les réserves d'or des Etats-Unis diminuaient, le taux d'intérêt baissait, et les capitaux commençaient une fuite vers des pays offrant un taux d'intérêt plus élevé. Cela constituait évidemment une menace très réelle de crise. Du point de vue financier, étant donné la position du dollar en tant que base du système monétaire international, la prolongation du déficit de la balance des paiements américaine aurait pu aboutir à une inflation. D'où la menace de dévaluation, de restrictions commerciales et, bien sûr, d'un arrêt général de l'expansion économique.

C'est pourquoi, le redressement de la balance des paiements américaine était et reste le souci principal et commun des impérialistes. Ces signes précurseurs d'une crise financière et, partant, d'une crise générale, reflétaient la faible participation directe des Etats-Unis au commerce extérieur européen. Entre 1955 et 1960, le commerce extérieur américain avec les pays de la Communauté Economique Européenne n'a augmenté, en valeur, que de 1,3 milliard de dollars. Pendant ce temps, celui avec l'Angleterre a augmenté encore moins, de 0,2 milliard de dollars, et celui avec les autres

pays de la Zone de Libre Echange, de 0,9 milliard. Par contre, les pays membres du Marché Commun ont augmenté leurs échanges mutuels de 5 à 10 milliards de dollars.

Pour parler le langage financier, il fallait que l'impérialisme trouvât les moyens d'empêcher la fuite de l'or, c'est-à-dire l'épuisement des réserves américaines. De ce point de vue, le maintien du prix de l'or lui paraissait indispensable. L'impérialisme international a tout fait pour empêcher une hausse de ce prix ; sacrifiant leurs « propres intérêts nationaux », les banques européennes, en général, se sont abstenues d'achats d'or massifs. Comme l'a bien remarqué Mikoyan : « ... *La différence entre ce cours (de l'or) et celui qui devrait être en vigueur représente le tribut payé par les pays qui vendent de l'or aux Etats-Unis* ». Mais, au lieu de suivre les « bons conseils » de Mikoyan, les capitalistes ont adopté plutôt des « recommandations » comme celle de l'attaché financier de la France à Berne, qui écrivait : « *Il est... essentiel de prendre des mesures susceptibles de rétablir l'équilibre de la balance des paiements américaine et d'éviter de nouvelles pertes d'or... Les autres pays peuvent y contribuer en maintenant un degré élevé d'activité économique et d'importation et en supprimant les discriminations qui subsistent à l'égard des importations en provenance de la zone dollar.* » (Ce monsieur aimait s'exprimer finement.)

Nous ne nous engagerons pas ici dans un exposé des problèmes monétaires internationaux. Nous avons voulu simplement esquisser le cadre dans lequel se font les ventes d'or soviétique.

Selon *Staff Papers*, organe du Fonds monétaire international, le développement de ces ventes fournit déjà un certain indice pour leur explication. Bien qu'il soit impossible d'en fixer avec précision le montant exact, les estimations serrent de très près la vérité. *Staff Papers* établit les chiffres suivants : au début des années 1930, ces ventes n'ont représenté que 8 % de la production annuelle du reste du monde. C'est seulement en 1937-38 que l'U.R.S.S. a vendu une très forte quantité d'or, d'une valeur de 210 à 220 millions de dollars. Cet important journal ajoute, à juste titre, que cette augmentation considérable fut la conséquence directe des purges et des procès, suivis d'une désorganisation de la production soviétique. Ces crimes de la bureaucratie, et la baisse de la production soviétique qui en résulta, furent équilibrés par l'envoi d'or sur le marché. Entre 1946 et 1956, on enregistra une baisse de ces ventes équivalente à 9 % de la production du reste du monde, et ce n'est qu'après 1956 que les ventes augmentèrent, montant jusqu'à 20 à 25 % de la production annuelle du reste du monde, c'est-à-dire à 245 millions de dollars en moyenne par an. Selon une autre estimation, établie par *L'écho de la bourse* (Bruxelles,

septembre 1960), à partir de 1953, on signale une nette augmentation des ventes d'or soviétique. Le journal publie un tableau de ces ventes :

1945-1952	1	million d'onces par an		
1953	4	—	—	—
1954	1	—	—	—
1955	2	—	—	—
1956	4,3	—	—	—
1957	7,5	—	—	—
1958	6	—	—	—
1959	7,5	—	—	—

Il est à noter que les explications fournies par ce journal pour cette augmentation coïncident parfaitement avec celles du *Staff Papers*. Elles expliquent l'augmentation des ventes d'or en 1953 par celle des importations soviétiques en biens d'équipement et, ajouterons-nous, en denrées alimentaires, et par une baisse sensible des exportations de bois et de céréales. L'augmentation des ventes, poursuivie depuis 1956 trouve sa justification, selon ce journal et toutes les sources bourgeoises « dignes de foi », dans l'aggravation du déséquilibre des échanges entre l'U.R.S.S. et les pays capitalistes. C'est ce que *Staff Papers* exprime en ces termes : l'U.R.S.S. vend son or « ... pour acquérir des devises étrangères et faire face ainsi au déficit de sa balance des paiements ». Inutile de citer le témoignage d'autres organes du capital financier. L'opinion qui s'y exprime est également que la seule raison d'être de ces ventes, pour l'U.R.S.S., c'est de contribuer à couvrir ses importations.

Sans doute, au début, ces ventes ont-elles causé un certain désarroi dans les milieux financiers. Les « savants » petits-bourgeois y ont même trouvé l'occasion d'affirmer que l'U.R.S.S. possédait une arme susceptible de ruiner le dollar et, de ce fait, d'entraîner une crise financière mondiale. Nous sommes obligés d'examiner plus à fond ces affirmations et, en général, ces problèmes, car, à notre avis, une telle analyse peut seule nous conduire à estimer, à sa juste valeur, le rapport réel entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme et le contenu actuel de ce rapport.

Revenons donc aux faits. La bureaucratie de l'U.R.S.S. accorde beaucoup d'importance à la production de l'or. On ne possède aucun chiffre certain du montant de cette production. De l'avis général, elle est très importante ; les estimations diverses vont de 220 à 630 millions de dollars par an. Si nous considérons que l'Afrique du Sud, producteur de loin le plus important, a produit, en 1941, de l'or pour 504 millions de dollars, il est certain que l'U.R.S.S. est le second producteur du monde, sinon le premier. D'après certains calculs, l'on estimait, en 1959, les réserves d'or de l'U.R.S.S. entre 4 et 6,5 milliards de dollars, mais pas plus de 8 milliards, maximum. Dans ces conditions, les ventes soviétiques ont une limite, car, outre son rôle de moyen de paiement, l'U.R.S.S. utilise l'or en tant que trésor, et réserve pour le rouble.

Nous devons à nouveau souligner que les problèmes monétaires, l'or, n'ont, en eux-mêmes, aucune importance. Ils ne font que refléter la vie économique. Dans ce cas, admettre que l'U.R.S.S. pourrait spéculer sur la baisse de l'or, c'est admettre qu'elle pourrait trouver de nouveaux moyens de payer ses importations, ou qu'elle devrait les arrêter. De telles hypothèses sont stériles. L'examen des événements et des faits réels le montrera. A l'automne 1960, le prix de l'or est monté, sur le marché de Londres, de son taux normal de 35 dollars l'once jusqu'à plus de 40 dollars. Le *Bulletin financier suisse* remarquait alors que « ... ceux qui... vendent des dollars contre de l'or... spéculent sur un relèvement du prix de l'or en dollars, c'est-à-dire sur une dévaluation de la devise nord-américaine ».

Replaçons dans ce cadre les ventes d'or soviétique, nous constatons qu'elles tendaient à stabiliser le dollar plutôt qu'à le saper. L'U.R.S.S. souhaiterait voir augmenter le prix de l'or. Mais, dans ce cas, elle devrait freiner la vente. Or c'est le contraire qu'elle fait. Comme l'écrit *Staff Papers* avec pertinence : « *Le développement des ventes d'or renforcerait... le système financier du monde non-soviétique, et faciliterait le maintien à 35 dollars l'once du cours de l'or* ». C'est parfaitement exact. Reflété dans le système monétaire mondial, le problème est le suivant : plus l'U.R.S.S. assure de débouchés aux marchandises capitalistes, plus elle est amenée à payer en or, plus elle contribue à stabiliser le système monétaire international, parce qu'elle contribue à équilibrer la balance des paiements des Etats-Unis. Ainsi, c'est la dépendance de l'U.R.S.S. à l'égard du marché mondial qui se reflète dans la progression des ventes d'or soviétique. C'est ce que confirme l'opinion des représentants du capital financier.

Écoutez *Staff Papers* : « ... Des ventes d'or atteignant un chiffre aussi élevé que 250 millions de dollars par an — soit 25 % environ de la production du reste du monde — ont tendance à être tenues pour admissibles, du point de vue rationnel et économique ; en vérité même, on peut les considérer comme utiles. » (souligné par nous.) Et, plus loin : « Un important déficit de la balance soviétique des paiements, lequel devrait nécessairement être réglé en or, augmenterait les réserves du reste du monde, comme l'ont fait les déficits des Etats-Unis en 1958 et 1959. La différence serait que, dans ce dernier cas, les réserves des Etats-Unis diminueraient, alors que, dans le premier, elles augmenteraient. »

Et le *Rapport de la banque des règlements internationaux* (4 juin 1962), après avoir remarqué que les ventes de l'or soviétique ont atteint 250 millions de dollars en 1959, 200 millions en 1960 et 260 millions en 1961, écrit : « L'accroissement des réserves officielles d'or des pays occidentaux et des institutions internationales peut être évalué pour 1961 à \$ 590 millions... C'est là un bien meilleur résultat qu'en 1960, année où la demande privée prit une ampleur absolument exceptionnelle... »

Quant au directeur du Fonds monétaire international, Per Jacobsson, il considérait déjà comme quasi-normale la « contribution » soviétique à l'augmentation des réserves mondiales. Il écrivait : « ... Pour l'ensemble du monde occidental... la hausse a été de 3 %, le total produit ayant une valeur égale à 1,2 milliard de dollars. Il semble que, grâce aux techniques modernes, il n'y ait pas de risque d'un déclin de la production d'or. Les ventes d'or russe peuvent accroître leur montant jusqu'à un total de 1,5 milliard de dollars. »

Il est clair que les ventes d'or soviétique, représentant pour l'U.R.S.S. des importations, contribuent à redresser la balance américaine des paiements car elles permettent aux Etats-Unis d'augmenter les exportations. On pourrait objecter que, comme les principaux acheteurs d'or russe étaient des Européens, ces transactions contribuaient plutôt à accroître l'endettement américain vis-à-vis de l'Europe. Les chiffres relatifs au commerce extérieur entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, d'une part, l'U.R.S.S. et l'Europe occidentale de l'autre, prouvent, eux aussi, en apparence, que le bénéficiaire principal était l'Europe. Entre 1956 et 1960, les exportations des Etats-Unis vers l'U.R.S.S. n'ont augmenté que de 35 millions de dollars, alors que celles de l'Europe occidentale, entre 1955 et 1960, ont augmenté de 450 millions. Les pays du Marché commun, à eux seuls, figuraient dans ce total pour 300 millions de dollars. (*Annuaire Statistique des Nations-Unies*, 1961.)

Mais si la bureaucratie de l'U.R.S.S. avait prétendu arriver par cette politique à ébranler le dollar et, partant, à saper l'alliance atlantique, elle se serait montrée absolument stupide. De toute façon, une telle intention de sa part ne peut être relevée dans aucun de ses actes, bien que certains « théoriciens » et économistes y aient fait allusion. Or, une telle opinion ne serait valable que si l'Europe occidentale pouvait être considérée comme complètement indépendante des Etats-Unis. Que les bureaucrates le veuillent ou non, le fait essentiel est que le système mondial de l'impérialisme repose sur l'économie des Etats-Unis. Autrement dit, c'est toujours par des symptômes qui apparaissent dans cette économie que les difficultés de ce système se révèlent, et elles sont toujours résolues aux dépens de l'économie européenne, et mondiale, avec, notons-le bien, l'assistance des bourgeoisies « nationales ». Nous avons vu comment la bourgeoisie internationale a évité, en face du déficit de la balance des paiements américaine, toutes mesures susceptibles d'augmenter le prix de l'or et de contribuer ainsi à dévaluer le dollar. En même temps, depuis 1959, et surtout depuis l'installation des démocrates au pouvoir, les Américains et leurs partenaires européens font tout pour réduire ce déficit. C'est ce qui explique leur attitude favorable au Marché commun en pleine expansion. On sait quelles méthodes ont été employées dans ce but, et qu'elles se résument toutes à une soumission de plus en plus grande de l'économie

européenne à l'économie américaine. La dernière assemblée générale du Fonds monétaire international, tenue à l'automne 1962, a marqué une étape importante dans ce processus. Ecartant la proposition d'instituer une banque internationale (« plan Maudling »), proposition qui reflétait certaines réticences européennes, surtout anglaises, à l'égard du renforcement de l'influence américaine, la majorité, s'alignant sur les suggestions des Etats-Unis, accepta qu'une partie importante des réserves américaines soit désormais constituée par des devises européennes. Autrement dit, l'économie européenne devrait céder une partie de ses bénéfices au capitalisme américain. Dans le langage commercial, cela s'appelle le *Trade Expansion Act*, déjà approuvé par le Sénat américain, et qui tend « ... à un désarmement tarifaire complet entre l'Europe et les Etats-Unis pour le tiers environ de leurs échanges et à une réduction de moitié des barrières douanières pour le reste du commerce... Les Américains seraient les gros gagnants dans l'opération... » (*Le Monde*, 23-24 septembre 1962).

Dans de telles circonstances, le dollar pourra, de l'avis général des représentants de la haute finance internationale, se maintenir, à condition que les coûts de la production n'augmentent pas. Et c'est ainsi que l'impérialisme en vient à bloquer les salaires et à imposer aux ouvriers des conditions de travail de plus en plus réactionnaires. Si nous envisageons dans ce cadre les ventes d'or soviétique, nous pouvons conclure que, par leur tendance essentielle, elles contribuent à la stabilisation de l'impérialisme sur le dos de la classe ouvrière internationale, aussi bien occidentale que soviétique.

Bien entendu, la bureaucratie soviétique ne désire pas cette stabilisation, pas plus qu'elle ne désire le rétablissement du capitalisme à l'intérieur de l'U.R.S.S. Mais, indépendamment de sa volonté, l'extension de son commerce avec les capitalistes, et celle des ventes d'or qui en résulte, tendent à renforcer le capitalisme : cela, parce que la bureaucratie prend ces mesures économiques dans des conditions politiques telles qu'elle désarme en même temps la classe ouvrière contre le capitalisme.

c) La réforme du rouble en 1961, et l'éventualité d'un « sputnik monétaire ».

C'est du même point de vue que nous abordons l'analyse de la réforme monétaire soviétique. En mai 1960, une réforme monétaire fut décidée par la bureaucratie ; le 1^{er} janvier 1961, dix anciens roubles furent échangés contre un nouveau rouble. L'échange était général et inconditionnel ; ainsi la possibilité d'une ponction des réserves individuelles était écartée. Bien que le rouble, depuis 1950, ait été rattaché à l'or, la réforme ne modifiait en rien non plus le système intérieur car, selon des proportions déterminées, les salaires furent réévalués en même temps que les prix.

Le but était donc de modifier la situation du rouble vers l'extérieur. Pourtant la réforme maintenait inchangé le taux de change du rouble avec le dollar. Le cours officiel de celui-ci, qui était de 4 roubles, devenait 40 kopeks, tandis que le cours touristique passait à 1 nouveau rouble, au lieu de 10 anciens. Mais, avec un flair remarquable, le *Times* du 18 mai 1960 écrivait : « *Il est possible de penser que la mesure... permettra aux autorités soviétiques, en perdant le moins possible la face, d'abandonner les taux de change officiels en vigueur qui surévaluent grossièrement le rouble, et de rendre ainsi possible une évolution vers un certain degré de convertibilité du rouble dans le commerce extérieur. Il y aurait là une aide certaine apportée au commerce, qui est handicapé actuellement par la « bilatéralité » qui résulte de la non-convertibilité, mais, jusqu'à présent rien n'indique qu'un tel changement de politique soit impliqué dans la réforme monétaire.* »

Rien, en effet, ne l'indiquait au mois de mai... Mais la situation est devenue plus claire le 14 novembre 1960, lorsque fut établie une nouvelle parité-or du rouble, nettement supérieure à l'ancienne. De plus, à la surprise générale, le taux de change du dollar était fixé à 90 kopeks au lieu de 40, ce qui équivalait à une réduction de 125 % de la parité du rouble vers l'extérieur (*Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen*, 1^{er} décembre 1960). En réalité, cela signifiait l'affaiblissement du rouble vis-à-vis de la plus forte monnaie étrangère, le dollar. La bourgeoisie internationale a tout de suite compris. L'importante revue financière, *The Banker* (décembre 1960), a, non sans cynisme, mis les points sur les i : « *Les gens qui, plus tard, étudieront la diplomatie de la guerre froide, devront méditer sur l'hommage rendu, dans les deux camps, au dollar, hommage dont l'exemple le plus risible a été la tentative, le mois dernier, de camoufler une dévaluation du rouble sous les espèces d'un accroissement de la parité-or, et dollar, de cette monnaie.* »

Cependant, le bruit courait en même temps de l'éventuelle création d'un rouble-or susceptible d'affaiblir le dollar, et de bouleverser les marchés et les échanges en général. L'on a même parlé d'un sputnik monétaire. Vu l'ensemble des problèmes évoqués plus haut, cela n'était absolument pas justifié. Alors que le rouble ne couvre qu'une petite fraction de la production mondiale et des échanges internationaux, et que la productivité soviétique est très basse, c'est-à-dire que les prix de revient sont plus élevés que les prix mondiaux, la convertibilité du rouble est impossible.

Mais le problème est à double tranchant. Si la convertibilité devait signifier, de la part de la bureaucratie, une volonté de compétition sur le marché mondial, elle est impossible, pour les raisons déjà dites. Par contre, si la dépendance économique de l'U.R.S.S. s'aggrave, l'irruption de l'impérialisme sur le marché russe peut devenir menaçante, et alors, le rouble risque de devenir, tôt ou tard, convertible. Le problème se joue, en définitive, autour du monopole du commerce extérieur soviétique. Que la bureaucratie, incapable de satisfaire les besoins accrus et de résister aux pressions hos-

tiles au socialisme, développe son commerce extérieur, cela, en soi, n'est pas dangereux. Néanmoins, le problème est que l'expansion de ce commerce est déjà un symptôme de l'aggravation de sa dépendance économique. Par conséquent, les forces qui tendent à briser le monopole du commerce extérieur progressent. La lutte pour le maintien ou l'abandon de ce monopole est, par excellence, une lutte politique. Cependant, l'activité économique de la bureaucratie, y compris, pour l'essentiel, sa réforme monétaire, a pour effet de miner le monopole du commerce extérieur en U.R.S.S. La bureaucratie, depuis la mort de Staline, est plus que jamais prise entre son intention de construire le socialisme et l'impossibilité de le faire dans un seul pays. C'est pourquoi les dirigeants oscillent constamment entre le maintien et l'abandon des conquêtes d'Octobre, et, parmi elles, du monopole du commerce extérieur.

C'est sous cet angle que l'on peut apprécier le développement d'ensemble de sa politique, et la réforme monétaire en particulier. La convertibilité du rouble, par exemple, devrait nécessairement commencer par celle des devises. Le *Staff Papers* résume tout ce que nous venons de dire, ainsi que son opinion devant une telle éventualité, en ces termes : « *La création à Moscou d'un marché monétaire à court terme dépend certainement de l'intervention simultanée D'IMPORTANTES CHANGEMENTS QUI AFFECTERAIENT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE L'U.R.S.S. ET LE RESTE DU MONDE. A l'heure actuelle (en 1960), ces changements paraissent tout à fait hors de question. Néanmoins, si elles apparaissent pour le moment du domaine de la fantaisie, DE TELLES TRANSFORMATIONS NE SONT PAS DU TOUT IMPOSSIBLES SI L'ON ENVISAGE L'AVENIR.* » (Souligné par nous.) Il ne faut pas oublier que cet article date d'avant la réforme monétaire, qui a généralement été considérée comme un pas vers la convertibilité.

Nous avons dit que le rapport réel entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme se traduit dans une évolution des positions autour du problème du monopole du commerce extérieur. Bien entendu, ce n'est pas un problème purement économique : il se reflète dans une lutte qui se mène sur l'arène politique. Notons seulement ici (nous y revenons par ailleurs) que la rencontre de Camp David entre Eisenhower et Khroutchev, avait lieu en 1959, quelques mois avant l'annonce de la réforme monétaire.

3) La coopération des « pays socialistes »

Nous avons parlé de l'impossibilité qu'il y a pour un pays isolé à se rendre indépendant du marché mondial. Or nous savons que, depuis 1948 au moins, toute une série de pays ont suivi l'U.R.S.S., qui n'est plus seule dans l'arène mondiale. Il faut donc examiner si cette situation nouvelle a transformé la dépendance en égalité ou en indépendance.

a) Naissance et développement de la coopération ; son caractère et sa structure.

Après la deuxième guerre mondiale, le rapport des forces entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme a changé. Il est hors de doute que, après 1948, le secteur socialiste de l'économie mondiale s'est agrandi aux dépens de l'impérialisme. Cette extension a-t-elle entraîné une supériorité du monde socialiste ou non ? C'est pour répondre à cette question qu'il convient d'examiner la coopération. Nous savons que, pour Staline, cette question ne se posait même pas ; pour lui, du moment qu'existaient les démocraties populaires, l'U.R.S.S. n'était plus seule et, puisqu'il y avait un marché mondial socialiste, on pouvait considérer comme négligeable le marché capitaliste ; l'indépendance complète était donc assurée.

Nous ne pouvons pas donner ici les chiffres relatifs aux points forts et aux points faibles de l'économie de tous les pays qui se sont détachés du système capitaliste. Un tel examen, qui nous mènerait trop loin, n'est, à vrai dire, pas nécessaire (1). Remarquons seulement que, parmi les démocraties populaires, il y a deux pays industriellement développés, l'Allemagne de l'Est et la Tchécoslovaquie, deux autres qui sont sur le chemin de l'industrialisation, mais avec une agriculture lourde à traîner, la Hongrie et la Pologne, deux pays enfin qu'on peut qualifier d'arriérés, la Roumanie et la Bulgarie.

En 1949, date de la « bolchévisation » des démocraties populaires, un organe économique commun est né qui s'appelait « Conseil d'assistance économique mutuelle » (2). Pendant le règne de Staline, cet organe ne servait pas à grand-chose. Officiellement, il était destiné à organiser les échanges techniques et scientifiques, et à coordonner le commerce extérieur des pays socialistes. Sans entrer dans les détails, nous constatons que l'organisation d'une coopération n'entraînait pas dans le cadre des plans de Staline. Visiblement, il ne savait que faire de tous ces pays, sinon pour « compléter » l'économie soviétique selon ses besoins.

Les premiers signes d'un changement coïncidèrent avec la réorientation de l'économie soviétique, en 1953-54. Dans chaque démocratie populaire, l'on assista à une réorientation semblable avec, bien entendu, plus ou moins de zèle, selon le rapport des forces intérieures. Dans le domaine de la planification en général, on réduisit le volume des investissements, et l'on modifia leur répartition en faveur de la production des biens de

(1) Celui qui veut se familiariser avec les problèmes économiques de ces pays, peut utilement consulter le livre du professeur Jan Marczewski : *Planification et croissance économique des démocraties populaires*, Presses Universitaires, Paris, 1956, 2 volumes, 560 pages.

(2) La presse occidentale le désigne fréquemment par le sigle russe de « Comecon ».

consommation. Parallèlement, en 1954, le « Conseil d'assistance » a pris plus d'importance et a dirigé son travail vers la spécialisation de la production des pays associés, et la coordination de leurs plans quinquennaux récemment élaborés pour 1956-1960.

Il n'est pas difficile de découvrir dans ces tentatives le souci d'augmenter la production pour satisfaire davantage les besoins des consommateurs, afin d'éviter l'explosion qu'avait préparé la politique d'austérité de Staline. Il est visible aussi que, pour ce faire, les dirigeants soviétiques, comme les bureaucrates de ces pays, ont eu besoin de s'entraider. De plus, une fois la réorientation amorcée, la réorganisation de la vie économique et les besoins accrus ont obligé les dirigeants à organiser la coopération sur des bases plus solides. Néanmoins, ces considérations n'étaient pas partagées par tout le monde. La bureaucratie de l'U.R.S.S. elle-même n'était pas encore entièrement convaincue de la nécessité d'un tournant, et elle hésitait. A plus forte raison, les démocraties populaires, au premier signe de cette hésitation, ont renversé la situation en revenant à la politique économique antérieure.

b) Les révolutions de 1956 et le tournant décisif dans la coopération.

La révolution hongroise et celle amorcée en Pologne ont révélé, tout d'abord, que les rapports entre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires devaient être modifiés. Elles ont révélé, en outre, la nécessité de développer d'urgence la consommation. Mais cette dernière tâche, s'ajoutant à l'expansion générale assurée par les investissements majeurs dans l'industrie lourde, demandait un très grand effort, et la coopération devenait plus nécessaire que jamais. D'autre part, la quantité des ressources disponibles obligeait aussi à mieux les répartir. Si, politiquement, les rapports entre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires devaient être modifiés, la collaboration économique, tout en répondant à ce besoin, permettait de lier plus étroitement et de manière organique l'économie de ces pays à celle de l'U.R.S.S. Il fallait répondre aux problèmes soulevés par la révolution tout en rendant impossible une telle révolution à la périphérie. Voilà pourquoi la révolution a contribué à pousser la bureaucratie dans la voie du renforcement de la coopération, que des raisons intérieures avaient déjà rendu nécessaire.

L'activité économique de l'année 1957 confirme entièrement cette appréciation. Dès la fin de 1956, les bureaucrates soviétiques se sont empressés de secourir leurs collègues des démocraties populaires, en particulier polonais et hongrois. De la fin de 1956 jusqu'au début de 1958, l'U.R.S.S. a fourni, à titre d'aide, 4 milliards de roubles devises (1) et 8 milliards de

(1) C'est-à-dire utilisables pour acheter des marchandises dans n'importe quel pays « socialiste ».

roubles en produits aux démocraties populaires. Le principal bénéficiaire était la Pologne, avec 1,6 milliard en denrées alimentaires, biens de consommation et matières premières. La Hongrie, avec 0,3 milliard, venait au second rang, étant donné que la révolution y avait déjà été écrasée.

D'autres réformes importantes montraient la peur des dirigeants soviétiques devant l'éveil des masses. La suppression des réparations de guerre, l'annulation des dettes antérieures, la révision des tarifs des échanges, toutes ces mesures étaient destinées à améliorer la position des démocraties populaires dans leurs rapports économiques avec l'U.R.S.S. Partout, les plans en cours étaient abandonnés et l'on commençait à en élaborer de plus modestes où l'on veillait à donner une place plus importante à la production de biens de consommation. En même temps, le « Conseil d'assistance » était réorganisé. Par l'organisation de commissions spécialisées permanentes, on élargissait sa structure, et l'on intensifiait son travail. Dès 1957, sur ces bases nouvelles, il se voyait assigner une importance qualitative plus grande qu'auparavant : il s'agissait de coordonner les nouveaux plans élaborés en 1957 pour les années 1961-65.

Selon les experts économiques bourgeois, la révolution de 1956 a retardé le développement de la coopération économique amorcée depuis 1954. Selon nous, c'est le contraire qui s'est passé. La bureaucratie hésitait, entre 1954 et 1956, et c'est la révolution qui l'a définitivement contrainte à affermir son « libéralisme », ce qui signifiait notamment l'organisation de la coopération. Les dates sont éloquentes : entre 1954 et 1956, la bureaucratie avait eu suffisamment de temps pour réorganiser la coopération, mais elle n'était pas pressée. Après la révolution, cette réorganisation a brusquement eu lieu dès 1957. La révolution ne constituait pas un retard, mais plutôt un catalyseur et un facteur d'accélération, dans la voie de la coopération.

c) Evolution de la coopération.

Dès 1958, les difficultés sont apparues aussi bien sur le plan national que dans la coopération. « *L'augmentation de la production par unité d'investissement a été inférieure de 1954 à 1958 à ce qu'elle avait été de 1949 à 1953* », écrit le « Centre d'Information des Nations Unies » (Paris, 2 juin 1960). Les plans souffraient partout de la pénurie générale des ressources, et nous avons vu dans le chapitre précédent que la situation était critique en U.R.S.S. même. Aussi comprenons-nous pourquoi, en 1958, celle-ci a refusé d'accorder des crédits aussi bien aux Hongrois qu'aux Polonais. Or, en même temps, elle demandait aux démocraties populaires, surtout à la Tchécoslovaquie et à l'Allemagne Orientale, de participer au programme d'aide aux pays sous-développés. Tout en aidant ces derniers, les démocraties populaires se trouvaient dans une situation difficile. Bien que la production des biens de consommation ait augmenté, l'agriculture piétinait, le ravitaillement connaissait de sérieuses difficultés, et l'expansion

sion se ralentissait. Mais la nature même de la coopération rendait impossible une entraide efficace. Le système des prix et des salaires, les coûts de revient, la productivité et les investissements variaient d'un extrême à l'autre entre ces pays. Dans ces conditions, la transition d'économies autarciques à la coopération active ne pouvait qu'accuser et souligner les défauts particuliers de chacune d'entre elles.

Nous pensons que ces problèmes ont motivé, en 1958, la première réunion des chefs des partis stalinien des démocraties populaires qui fut consacrée à la coopération. Nous n'avons naturellement pas de compte-rendu de cette réunion mais, rétrospectivement, nous pouvons conclure que les réformes annoncées en 1959 y avaient été décidées. L'année 1959 marquait la fin des années de transition où les investissements avaient fléchi ; l'industrialisation et les investissements reprenaient leur croissance. Sans doute, le souci d'augmenter la production agricole et d'en améliorer la qualité amena les dirigeants à reprendre et à terminer la collectivisation agricole. Il est intéressant de savoir où au moment même où, en U.R.S.S., l'équipe dirigeante entreprenait de renforcer les kolkhozes contre la menace du producteur individuel, les chefs des partis stalinien décidaient d'achever la collectivisation totale dans les démocraties populaires. Ce qui revient à dire que la bureaucratie de l'U.R.S.S. et d'Europe Orientale a tout essayé pour sortir de l'impasse agricole. Mais, dans leur tête, les bureaucrates ne pouvaient trouver mieux que d'arrêter le développement des forces individuelles et, ainsi rassurés, de réorganiser l'agriculture. En parfaits bureaucrates, ils croyaient trouver des remèdes dans l'organisation et la réorganisation, comme si celles-ci pouvaient, par elles-mêmes, dans la pénurie de machines et d'engrais, augmenter le rendement agricole.

C'est donc en 1959 que le « Conseil d'assistance » a abordé l'élaboration de plans « perspectifs » de quinze ans. (L'année suivante, ces plans ont été étalés sur vingt ans, 1960-1980). On a élaboré également de nouveaux plans couvrant la période 1960-65. Mais bien que, dans l'ensemble, l'industrialisation ait été reprise, la structure des nouveaux « plans coordonnés » a radicalement changé. On a mis l'accent sur l'augmentation de la production de matériel agricole, et sur le développement de l'industrie chimique. Selon les prévisions, cette dernière doit augmenter sa production de 2 à 4 fois de 1959 à 1965. Les plans prévoient une augmentation particulièrement forte dans la production des matières plastiques, des fils synthétiques et des engrais chimiques. En Allemagne Orientale, l'augmentation doit être six fois supérieure à la production de 1958, en Hongrie trois fois, et en Tchécoslovaquie deux fois et demi. Dans le problème de la restructuration de l'industrie conformément aux techniques nouvelles, dont nous avons vu l'importance à propos de l'économie soviétique, la coopération des pays socialistes devait jouer un rôle de premier rang. Plus cette restructuration devient nécessaire, d'ailleurs, plus les démocraties populaires en supportent

la charge, au sein d'une coopération qui assigne ses tâches particulières à chacune d'elles.

Cela entraîne évidemment des changements dans la forme et la nature de la coopération. C'est ainsi que, en 1959, le « Conseil d'assistance », ayant pour but une meilleure répartition internationale des tâches et des efforts ainsi que des ressources, adopte un statut qui lui assigne pour tâches l'unification des éléments différents de la statistique, la coopération technique et scientifique, la spécialisation de la production industrielle et agricole, et l'augmentation des ressources en matières premières. La coopération économique a ainsi franchi une étape importante dans la voie de l'intégration économique.

Mais, avant d'en poursuivre l'étude, nous pouvons, dès maintenant, relever que son développement procède moins de considérations de perspective découlant d'une théorie économique socialiste, que de constatations pragmatiques dictées par les difficultés économiques rencontrées dans chaque pays. Chaque nouveau pas en avant de la coopération était un signe notable de ces difficultés, qu'on escomptait ainsi éliminer par la coopération. C'est ainsi que les réformes de 1959 étaient avant tout destinées à regrouper les forces disponibles pour affronter tout un éventail de problèmes surgis en 1958-59, et que nous avons déjà essayé de résumer dans ce qui précède.

d) Les problèmes de la coopération à travers les difficultés qu'elle rencontre.

Ces difficultés semblent très sérieuses, et c'est à leur recrudescence que l'on assiste après les réformes de 1959.

La situation économique des pays « coopérants » demeurerait inquiétante. Chacun d'eux a dû augmenter ses importations et, par suite, le déficit de sa balance des paiements. Mais la composition de ces importations nous révèle beaucoup plus la maladie organique des économies de ces pays que leur volume. En effet, l'augmentation concerne l'importation de machines, d'outillage, de matières premières, de combustibles, de denrées alimentaires et de fourrages. Ces pays doivent en effet importer de plus en plus de ces articles précisément essentiels pour l'industrie et pour l'agriculture. Si nous ajoutons que, en même temps, les exportations ont diminué, c'est donc qu'il y a eu un certain appauvrissement de ces pays. Le cas typique, bien qu'exceptionnel, est celui de la Pologne.

L'économie polonaise était en partie basée sur des exportations massives de charbon. Or, sa part dans les exportations totales vers l'Occident a subi une baisse énorme. Alors qu'elle était de 32 % en 1958, elle n'est plus que de 17 % en 1959. C'est en effet dans ces années-là que s'est produite la grande crise charbonnière des pays du Marché Commun : on peut conclure sans exagération que l'économie polonaise a subi toutes les répercussions de la crise charbonnière occidentale. De ce fait, et d'autres, la

crise du ravitaillement est devenue plus aiguë en Pologne que dans les autres pays en question, et la Pologne a été seule à ne pas aborder la collectivisation totale de l'agriculture. Certains économistes, par exemple dans les rapports des Nations Unies, vont jusqu'à affirmer que la réalisation même du plan polonais dépend de l'aide américaine. De la fin de 1957 jusqu'à 1960, cette aide a atteint 500 millions de dollars. (Centre d'information des Nations Unies, Paris, 31 mars 1960 ; 28 mars 1961).

D'autre part, dans chacune des démocraties populaires, nous avons pu voir en 1960 le même phénomène que nous avons déjà signalé en U.R.S.S. : un ralentissement général des investissements, causé par la dispersion des ressources sur un trop grand nombre de projets, qu'imposait le développement mondial de la technique. Ajoutons ici une autre difficulté, à peine mentionnée dans ce qui précède : le problème de la main-d'œuvre, de la main-d'œuvre qualifiée en particulier, qui est à l'origine de difficultés plus grandes dans les démocraties populaires qu'en U.R.S.S. Déjà en 1960, dans nombre des pays dont nous nous occupons, l'augmentation de la production industrielle a été due, en grande partie, à celle de la productivité. Mais là où cela a été enregistré, comme en U.R.S.S., en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Hongrie, cette augmentation est dûe, moins à l'application générale de techniques nouvelles qu'à des révisions de normes et au renforcement de la discipline du travail. Fidèles à leur esprit, les bureaucrates ont donc essayé de résoudre le problème de la main-d'œuvre par la main-d'œuvre elle-même, c'est-à-dire sur le dos des ouvriers. Nous reviendrons sur cette question ; il nous faut maintenant tenter de résumer les problèmes généraux de la coopération économique.

En premier lieu, la coopération doit affronter le problème de la pénurie en matières premières. Sauf l'U.R.S.S., ces pays sont généralement dépourvus de matières premières. Ce qui est le plus gênant, comme l'écrit la revue russe *Questions d'économie* (janvier 1960), c'est justement que les trois pays les plus industrialisés, l'Allemagne Orientale, la Tchécoslovaquie et la Hongrie manquent presque totalement des matières premières nécessaires. Les chiffres sont d'ailleurs éloquentes : la part des importations des démocraties populaires dans leur consommation totale est de 70 à 90 % pour le pétrole et le minerai de fer ; de 55 à 65 % pour les métaux non ferreux ; de 50 % pour la houille et le coke en Allemagne Orientale et Hongrie ; de 100 % pour le bois en Hongrie. La majeure partie de ces importations, sinon la totalité, vient de l'U.R.S.S.

Importations en provenance de l'U.R.S.S. dans l'ensemble de ces pays, en % du total.

	1950	1958	1959
Minerai de fer	65,0	74,7	82
Métaux non ferreux	26,5	59,4	—
Pétrole brut	26,5	59,4	97,5
Bois sciés	12,7	63,1	—

Ajoutons qu'en 1960, 97 % des importations de minerai de fer et de manganèse, 75 % du cuivre, 86 % des laminés et 76 % du coton venaient d'U.R.S.S. Les démocraties populaires n'ont pas de matières premières pour leur industrie : elles couvrent leurs besoins par des importations massives, et toujours croissantes, venant d'U.R.S.S. Cela signifie que cette industrie dépend des matières premières russes, et aussi que son prix de revient doit être très élevé, du fait des frais de transport sur de telles distances. Signalons enfin la contradiction de plus en plus grande entre la capacité croissante de l'industrie de transformation de ces pays, et leur pénurie en matières premières, situation aggravée par le manque de combustibles, et caractérisée par la très faible production d'énergie électrique.

Il est bien naturel que, dans ces conditions, les échanges mutuels aient une importance capitale. Mais voici que la seconde grande difficulté de la coopération surgit précisément ici. En l'absence du rôle régulateur du mécanisme des prix, la coordination optimale des huit plans différents est impossible. Cette difficulté est insoluble si l'on maintient la séparation entre les économies nationales, autrement dit, sans une intégration complète suivant un seul plan. Mais on se heurte là à une autre contradiction, car dans les conditions d'oppression nationale inséparables du règne de la bureaucratie, l'intégration économique provoque des résistances nationales, insurmontables pour la bureaucratie. La bureaucratie est et sera incapable d'affronter ce problème sans une révision complète de la pratique stalinienne sur la question nationale. Or, cela lui est extrêmement difficile, eu égard à la composition multinationale de l'U.R.S.S., et à la politique réactionnaire et oppressive des dirigeants. C'est la raison pour laquelle les stalinien sont, sur ce plan encore plus que sur d'autres, infiniment pragmatiques. Comme la coopération exigeait la solution de cette difficulté, ils l'ont plusieurs fois tentée. Dès 1957, ils ont adopté la décision de créer un clearing multilatéral dont on sait peu de choses. Jusqu'à aujourd'hui, du moins, les échanges commerciaux sont restés bilatéraux, ce qui complique énormément les problèmes qu'ils posent. Ils ont, en même temps, décidé la fondation d'une banque socialiste internationale, dont on ne sait rien non plus. On peut mesurer les difficultés à cet égard, en constatant qu'en 1959 on a pris de nouveau la décision de créer cette banque. Résultat : toujours rien. Enfin, à la récente réunion du « Conseil d'assistance » à Bucarest, en décembre 1962, on a décidé, pour la troisième fois, cette création. En fait, une seule banque a été réellement fondée à Vienne, pour faciliter les échanges commerciaux avec les pays capitalistes.

La réforme des prix intérieurs, introduite dans quelques-uns de ces pays, n'a abouti à rien, les différences subsistant. De ce fait, les cours de change entre ces pays sont fictifs, et ne servent qu'à la comptabilité. En d'autres termes, dans les échanges entre ces pays, leurs monnaies respectives ne jouent aucun rôle. La coopération n'a trouvé de solution à ce problème

que dans l'utilisation du dollar, car «... les accords commerciaux sont établis sur la base des cours mondiaux». (*Notes rapides* de l'I.N.S.E.E., 16 août 1960). Naturellement, sur cette base, les échanges ont été mieux réglés et c'est ainsi que, en juin 1960, on a pu adopter un nouveau système de prix, plus proche des cours mondiaux.

Nous ne connaissons que trop bien la troisième grande difficulté, le retard, qui va en s'aggravant, de l'agriculture. A elle seule, elle a justifié la seconde réunion des chefs des partis staliniens, en février 1960. La production agricole était inférieure aux prévisions des plans, surtout pour l'élevage. La crise de ravitaillement est devenue chronique dans les démocraties populaires, se manifestant par la pénurie de l'un ou de l'autre article alimentaire. La raison principale, tout comme en U.R.S.S., c'est le faible rendement. Sans citer de chiffres relatifs au rendement agricole, notons qu'il est très inférieur à celui des pays capitalistes, et souvent inférieur même au rendement soviétique. Ici aussi, naturellement, la faiblesse du concours de l'industrie n'arrive pas à remédier à l'insuffisance du rendement. Voyons seulement un tableau, celui de l'approvisionnement en tracteurs de quelques pays capitalistes et de «démocraties populaires».

Hectares par tracteur en 1956

Tchécoslovaquie	139	France	50
Pologne	317	Hollande	27 (1955)
Hongrie	226	Suisse	14
Allemagne occidentale	130	Allemagne orientale	16

Les problèmes de l'économie soviétique, ses principales difficultés se retrouvent ainsi dans les «démocraties populaires», empêchant le développement de la coopération socialiste par l'aggravation de la dépendance générale de l'impérialisme.

Ce retard dans le développement de la coopération se manifestait surtout par la faiblesse des investissements résultant de la coopération dans l'industrie. En 1960, par exemple, il n'y en avait que très peu. La Tchécoslovaquie construisait une centrale électrique en Roumanie et, avec l'Allemagne Orientale et la Pologne, un combinat de cellulose également en Roumanie. En U.R.S.S., l'Allemagne Orientale, la Tchécoslovaquie et la Hongrie mettaient en exploitation un gisement de phosphate. Il y en a encore quelques exemples, mais rares. Une collaboration aussi réduite, qui, en dernière analyse, prouve que la coopération socialiste n'est ici qu'une formule, a fait l'objet de critiques ouvertes de la part du représentant du «chaînon le plus faible» de la chaîne des «démocraties populaires», Gomulka, en 1960. Ces difficultés expliquent la tenue d'une troisième réunion des chefs des partis staliniens en juin 1960. La reprise des investissements, en présence du retard de l'agriculture, et alors que la collaboration n'existait pratiquement pas entre ces pays, entraîna une instabilité qui se manifesta dans le remaniement en cascade des plans. Il fallait trouver une issue.

4) Vers l'intégration économique des « pays socialistes » ?

Nous cessons ici de suivre chronologiquement le développement de la coopération. Sa courte histoire nous a déjà permis d'entrevoir quelques uns des grands problèmes que nous allons maintenant essayer d'analyser.

a) Le rapport dialectique entre l'U.R.S.S. et les « démocraties populaires ».

Les staliniens, qu'ils soient conservateurs ou libéraux, ne cessent d'affirmer que l'U.R.S.S. démontre sa volonté socialiste en mettant à profit ses possibilités matérielles pour fournir une aide désintéressée aux démocraties populaires dans la construction du socialisme. A notre avis, cette affirmation demande à être profondément modifiée. Si l'on envisage ce rapport extrêmement complexe sous le seul angle d'une aide unilatérale, nous devons dire tout de suite que, premièrement, cette coopération socialiste ne peut être analysée du seul point de vue national des pays en question. Elle recouvre toute une série de problèmes, tournant, en dernière analyse, autour de la question du rapport entre pays socialistes et impérialistes. De ce point de vue, la crise charbonnière en Pologne et les crédits américains accordés à ce pays nous dispensent d'avancer d'autres arguments. Deuxièmement, si l'on parle d'une aide soviétique apportée aux démocraties populaires, il serait erroné de ne pas voir qu'il existe aussi une aide considérable des démocraties populaires à l'U.R.S.S. La coopération est la forme d'une aide mutuelle et réciproque.

Mais venons-en aux faits. On entend exprimer, à ce sujet, deux affirmations opposées. Selon les uns, l'U.R.S.S. aide les « démocraties populaires », selon les autres, elle les exploite. Où est la vérité ?

Il est tout à fait incontestable que l'expansion industrielle des démocraties populaires est assurée par l'U.R.S.S. Le ravitaillement de leur industrie en matières premières est inimaginable sans l'approvisionnement venant des mines et de l'agriculture soviétiques. Le système énergétique des démocraties populaires est, d'ores et déjà, basé sur des lignes de transport d'énergie, en voie d'achèvement, qui, partant de l'U.R.S.S., approvisionnent les démocraties populaires. Un « *Service de dispatching central de l'électricité* » a été récemment mis en place à Prague. L'oléoduc *Amitié*, transportant le pétrole soviétique, approvisionnera, en très grande partie, l'industrie des démocraties populaires en général, et leur industrie chimique

en particulier. Il est évident que, coupée du marché impérialiste dont elle dépendait directement, l'économie de ces pays n'est pas viable sans l'U.R.S.S. Mais si nous regardons d'un peu plus près les échanges entre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires, nous voyons que leur contenu varie selon qu'il s'agit des exportations de l'U.R.S.S. vers ces pays, ou de l'inverse. Nous avons déjà remarqué que, dans le premier cas, il s'agit essentiellement de matières premières et de combustibles : minerais de fer, charbon, métaux, coton, pétrole, etc., alors que, dans le second, il s'agit surtout de biens manufacturés. Comme preuve supplémentaire de la nécessité de renforcer la coopération, notons qu'en général, les échanges mutuels entre les pays coopérants se sont développés à un rythme très rapide. L'étude déjà citée du Centre national du commerce extérieur français publie le très intéressant tableau des principaux partenaires de l'U.R.S.S. dans son commerce extérieur en 1958. Le voici :

	Exportations	Importations	Total
	(en millions de roubles)		
Démocraties populaires	12.545	12.968	25.513
Pays capitalistes	4.645	4.430	9.075
Total	17.190	17.398	34.588

Mais, ce qui est le plus important, c'est la part impressionnante que quatre pays, l'Allemagne Orientale, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Pologne, prennent dans l'approvisionnement de l'U.R.S.S. en biens d'équipement. En 1958, ces pays fournissaient 78 % du total général des importations soviétiques de biens d'équipement. L'Allemagne Orientale, à elle seule, en fournissait 19 %. L'étude mentionnée conclut, à juste titre, que « ... c'est d'eux que dépend, pour une grande part, l'industrialisation de l'U.R.S.S. ». On peut constater une certaine modification des rôles économiques, depuis 1954 et surtout 1956. L'U.R.S.S. joue maintenant essentiellement le rôle de fournisseur de matières premières pour l'industrie de transformation des démocraties populaires. La dépendance mutuelle devient de plus en plus sensible, visible et inévitable. Ce fait économique dicte deux conclusions politiques. Premièrement, il s'agit bien d'une aide considérable apportée par l'U.R.S.S. aux démocraties populaires. S'il est vrai que l'U.R.S.S. seule est incapable de terminer victorieusement la construction du socialisme, il est encore plus vrai que les pays de démocratie populaire sont tout simplement incapables de faire fonctionner seuls leur économie. Peut-on parler d'une aide socialiste ? Oui, dans le sens suivant. S'il est vrai que l'U.R.S.S., état ouvrier dégénéré, accorde son aide d'une manière bureaucratique et contre-révolutionnaire, il est non moins vrai que, état ouvrier, elle n'exige pas, comme conditions à son aide, l'abolition des conquêtes socialistes. Sans aucun doute, sans l'U.R.S.S., à moins que des révolutions prolétariennes victorieuses en Europe Occidentale ne viennent

promptement à leur aide, ces pays tomberaient fatalement aux mains de l'impérialisme qui y abolirait les rapports de production socialistes. En ce sens, nous devons affirmer qu'il y a une véritable aide socialiste de l'U.R.S.S. aux « démocraties populaires » et non seulement nous ne sommes pas contre la coopération mais nous sommes au contraire pour l'intégration révolutionnaire complète (1).

Il est, d'autre part, parfaitement justifié de parler de l'aide non moins importante que ces pays apportent à l'U.R.S.S. en diminuant sa dépendance de l'impérialisme. Nous pensons ne pas être loin de la vérité en disant que la fourniture de biens manufacturés et autres par les démocraties populaires a sauvé l'U.R.S.S. d'un étranglement après la guerre. En ce sens, on peut parler d'un *ajournement* de la question de vie ou de mort de la dépendance de l'U.R.S.S. de l'impérialisme.

Evidemment, on pourrait avoir la curiosité de savoir qui gagne le plus dans ces échanges. Devant les problèmes essentiels qui sont en jeu, nous jugeons inutile d'y prêter attention. Néanmoins, d'un tout autre point de vue, nous allons analyser cette question de « qui gagne et qui exploite », car ceci nous amène au problème décisif de la coopération. En effet, nous considérons comme absolument secondaire le fait de savoir si c'est sur le dos de l'U.R.S.S. ou celui des démocraties populaires que le développement de cet ensemble économique s'accomplit, à la condition qu'il conduise à la *défaite décisive des forces ennemies*. Mais poser la question ainsi, c'est démontrer que la question vitale est ailleurs.

Dans le cas des exportations soviétiques de pétrole, nous avons vu que les démocraties populaires paient un tribut à l'U.R.S.S. Ce sont elles qui, dans ce cas, paient la différence entre prix mondial et prix de revient plus élevé en U.R.S.S. Ainsi, la bureaucratie soviétique prévient-elle, aux dépens de l'Europe Orientale, un déficit dans la balance soviétique des paiements, exactement comme les capitalistes américains s'efforcent de le faire aux dépens de l'Europe Occidentale.

Il en va de même que pour le pétrole avec le zinc, le fer, l'aluminium, l'étain, etc. (voir la *Review of Economics and Statistics*, mai 1960). Mais l'U.R.S.S. ne fait pas qu'exporter, elle importe également. Or, ces échanges mutuels se font à des prix déterminés. La question est de savoir en fonction de quel principe ils sont fixés. Nous avons signalé qu'en dépit d'un certain arbitraire, ces prix sont fixés d'après les cours mondiaux, et

(1) Il va de soi, toutefois, qu'une telle intégration n'est concevable que si elle est conforme à la volonté des peuples qui y participeraient, dans le respect intégral de leur droit à l'autodétermination ; ce qui, à son tour, suppose le renversement révolutionnaire de la bureaucratie, et l'instauration de la démocratie des Conseils.

que les paiements se font en dollars. Ces prix se réfèrent donc aux prix mondiaux, mais avec un certain retard. C'est ainsi, nous l'avons vu, qu'en juin 1960, il y a eu un réajustement de cette nature. Ce retard joue un rôle important, car il égalise les différences éventuelles qui pourraient s'établir uniquement en faveur de l'U.R.S.S. Par exemple, s'il y a une hausse des prix mondiaux, ce retard fait que, dans le cas d'exportations provenant des démocraties populaires vers l'U.R.S.S., c'est cette dernière qui gagne dans les échanges, tandis que dans ses exportations vers ces pays, elle perd. En cas d'une baisse des prix mondiaux, c'est le contraire qui se produit. Il faudrait une connaissance parfaite et complète des données statistiques des échanges mutuels de ces pays et des prix de chaque article pour établir, en fin de compte, qui a gagné durant les dix dernières années. Malgré l'absence de telles statistiques, il est possible de dire que le mécanisme international des prix, surtout à la longue, tend à égaliser bénéfices et pertes. C'est ici que nous touchons au vrai problème.

On parle d'une coopération des pays socialistes, et les staliniens affirment que ce sont les principes de la solidarité internationale qui règlent cette collaboration. En vérité, les libéraux ont rejeté la « théorie » absurde de Staline d'un marché mondial socialiste indépendant. Mais, tout en l'écartant, ils n'ont donné aucune explication tant soit peu théorique de la coopération socialiste. Ils se bornent à affirmer qu'il s'agit d'une entraide mutuelle sous le signe de la solidarité. Par rapport à Staline, la bureaucratie a donc reculé, comme d'ailleurs dans beaucoup d'autres problèmes, n'essayant même pas de construire une justification « théorique ». Ils sont en fait obligés d'adopter cette attitude extrêmement pragmatique, car, en ce qui concerne la coopération, les données fondamentales elles-mêmes interdisent toute vantardise cherchant à faire croire à une indépendance économique.

Car les faits prouvent que la coopération économique des pays socialistes est *directement* liée au mécanisme de l'économie internationale, c'est-à-dire de l'économie de l'impérialisme. Qui plus est, ce sont le dollar et le mécanisme des prix du marché mondial qui règlent et équilibrent cette coopération. Qu'est-ce que cela veut dire ? Simplement que c'est la loi de la valeur telle qu'elle s'exprime sur le marché mondial, qui régularise les rapports mutuels des pays socialistes. Bien sûr, nous savons que la loi de la valeur continue à jouer un rôle très important à l'intérieur de chacun de ces pays, et qu'il est impossible de la « supprimer ». En U.R.S.S. comme dans les démocraties populaires, de façon générale, grâce au système de la planification, et, plus particulièrement, à la politique des prix, le gouvernement peut contrôler son fonctionnement. Mais, ce qui fait la différence entre l'économie planifiée qui existe à l'intérieur d'un de ces pays, d'une part, et leur coopération économique, de l'autre, c'est que, dans le second cas, la loi de la valeur fonctionne sans aucun contrôle. C'est cela qui, par exemple, empêche, en dépit de la volonté des dirigeants,

un accroissement massif des investissements communs. La coopération économique dépend directement de l'économie capitaliste mondiale et subit chaque fluctuation au sein de cette dernière. Cela signifie que chaque crise du système impérialiste se répercute immédiatement sur la coopération, et, pour éviter qu'une grande crise éventuelle ne la disloque, les bureaucrates sont obligés de réaliser l'intégration complète. Mais la bureaucratie stalinienne se heurte ici à un obstacle énorme : celui des sentiments et des intérêts nationaux des « démocraties populaires », sentiments et intérêts qu'elle a gonflés et qui s'opposent à une intégration complète, car cette intégration signifierait, dans les conditions bureaucratiques, la liquidation réactionnaire de ces nations.

Il est visible, surtout depuis l'élaboration et le commencement de mise en application des plans perspectifs coordonnés de vingt ans, que les staliniens essayent d'échapper à cette contradiction. Ils ne sont pas encore arrivés à une confrontation sérieuse avec les problèmes nationaux, mais, pour le moment, ils essayent tout ce qu'ils peuvent pour éviter les conséquences fâcheuses du fait de la dépendance à l'égard de l'impérialisme des « pays socialistes ». Ce souci explique leurs tergiversations autour de l'« appréciation » du Marché Commun, par exemple. L'expansion industrielle des pays des Six, ainsi que leur politique douanière et préférentielle, a été durement ressentie par l'économie des pays du « Conseil d'assistance ». La crise charbonnière de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, en 1958-59, a précipité la Pologne dans une crise. La volonté de la bourgeoisie française d'obtenir une situation préférentielle pour le pétrole saharien au sein de la Communauté menaçait les exportations soviétiques, et ainsi de suite. La bureaucratie a voulu d'abord engager la lutte, puis elle s'est ensuite rendu compte rapidement que cela pouvait ruiner sa position dans le commerce international, dont elle a plus besoin que jamais. En fait, sa dépendance toujours plus étroite à l'égard de la division internationale du travail pousse l'U.R.S.S. bureaucratique, malgré des soubresauts convulsifs, vers un accord avec l'impérialisme plutôt que vers une guerre économique quelconque. Mais elle n'est pas encore disposée à l'abandon complet. Malgré son besoin d'arriver à un accord, elle veut en limiter les conséquences. Voilà pourquoi, parallèlement à l'acceptation *de facto* du Marché Commun qui, en dépit de leurs protestations, signifiait que les staliniens donnaient leur caution à la construction réactionnaire du capitalisme occidental, et, *ipso facto*, y participaient, Khroutchev a lancé sa proposition de convocation d'une conférence internationale de commerce. Derrière cette proposition, il n'est pas difficile de reconnaître le désir des bureaucrates d'arriver à une « réglementation » du commerce international qui limiterait le plus possible les conséquences ruineuses de leur dépendance. Le refus catégorique des impérialistes est, à cet égard, éloquent.

Il serait absurde, nous croyons nécessaire de l'ajouter, d'adopter le

point de vue selon lequel il faut « supprimer » la loi de la valeur. Ce n'est pas cela que nous demandons aux staliniens. Nous leur demandons d'expliquer la situation réelle en appelant les choses par leur nom et de définir ouvertement leur position. Ce à quoi nous assistons, au lieu d'une telle attitude, c'est à un battage publicitaire sur une véritable collaboration socialiste, cependant que, derrière le rideau, se déroulent les marchandages avec les capitalistes. Dans ces conditions, une crise économique qui les prendrait à l'improviste précipiterait les bureaucrates, ou bien dans les bras de l'impérialisme ou bien dans une intégration tumultueuse.

Il est superflu de continuer à énumérer les preuves de la dépendance de plus en plus visible et accusée des pays coopérants. Les staliniens eux-mêmes estiment, fort généreusement, que la part de cet ensemble économique dans la production mondiale est de 37 à 38 % ; et ceci, dans les discours solennels pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre, le 7 novembre 1962.

Quelque naïf, croyant encore au bluff des bureaucrates libéraux, pourrait soulever ici un problème « théorique ». « N'était-ce pas là un fait reconnu par tous les marxistes — dirait-il — que, si la victoire complète du socialisme est inconcevable dans un *seul* pays, en l'occurrence en U.R.S.S., cette victoire est assurée du moment que *plusieurs* pays participent à l'édification du socialisme ? Or, depuis 1948 ou au moins depuis 1956, l'isolement de l'U.R.S.S. a cessé du fait que plusieurs pays socialistes coopèrent. Ainsi — pourrait continuer notre naïf — les critiques qui condamnent la théorie du socialisme dans un seul pays ont perdu leur raison d'être. Cependant, dès 1924-25, au moment de la grande discussion entamée par l'opposition de gauche bolchévik-léniniste, Trotsky et Préobrajensky ont démontré qu'il ne s'agissait pas là d'une question arithmétique. Préobrajensky a mis en garde les bureaucrates contre leurs vues désespérément métaphysiques, lorsque ceux-ci voulaient faire croire que « *plusieurs* pays socialistes » étaient synonyme de « *plus* de forces économiques » que l'impérialisme. Il a souligné que les facteurs décisifs sont la supériorité de la production et de la productivité, et qu'ils ne peuvent trancher en faveur du socialisme tant que les pays économiquement les plus développés restent capitalistes, indépendamment du fait qu'il y a un ou plusieurs pays socialistes. Nous avons vu que la leçon des faits enseigne actuellement la même chose.

Malgré leur silence théorique, les bureaucrates laissent entendre, cependant, que, du fait de l'addition arithmétique de plusieurs pays socialistes, le problème n'existe plus. Ils donnent ainsi la preuve, par leur méthode de pensée métaphysique, qu'ils sont d'indécrottables staliniens. C'est en réalité la dialectique qui est ici la victime des bureaucrates, qui lui substituent un mode de raisonnement formel, une analyse absolument scottistique. Les libéraux suivent fidèlement ici les conceptions anti-dialectiques

de Staline qui, dans son dernier ouvrage, avait découvert le système socialiste mondial. Les libéraux raisonnent de la même manière dans la question de la guerre ou de la paix, qui signifie pour eux exactement la même chose qu'elle signifiait pour Staline en 1918 par exemple. Ce n'est pas par hasard que les références historiques des libéraux en faveur de la « coexistence pacifique » se réduisent à l'évocation du traité de Brest-Litovsk. Tout comme Staline à l'époque, ils pensent, peut-être sincèrement, qu'il ne s'agit tout simplement que d'une situation de guerre ou de paix. *« Je suis persuadé que mon but principal, qui était de rendre notre attitude sur la question de la paix aussi compréhensible que possible au prolétariat mondial, était pour Staline une considération secondaire. Il s'intéressait à « la paix dans un seul pays », exactement comme plus tard il devait s'intéresser au « socialisme dans un seul pays », écrit Trotsky, à propos de la discussion autour du traité de Brest-Litovsk.*

Les libéraux ne font que continuer la tradition anti-dialectique de Staline, aussi bien dans la question de la paix que dans celle de la signification de la coopération socialiste.

La réalité, c'est que la coopération dépend entièrement et directement de l'impérialisme. Les données fondamentales de l'existence de l'U.R.S.S. dans l'encerclement capitaliste n'ont pas changé. S'il y a un changement, c'est précisément dans le sens de l'aggravation de la dépendance, non seulement en raison des faits évoqués plus haut, mais aussi parce que cette coopération est subordonnée aux lois aveugles de l'économie capitaliste. Pragmatiques, les libéraux sentent perpétuellement la cruelle contradiction qui existe entre leur désir d'échapper à ces lois, et l'impossibilité de le faire sans réaliser l'intégration complète. Le résultat pratique, c'est une politique qui tend à réaliser l'intégration par la concentration toujours plus poussée des fonctions et des organismes économiques. Le processus de cette intégration économique est irréversible, et se manifeste par des tentatives pour créer un système monétaire uni, par la multiplication et la concentration de la spécialisation de la production, et par les efforts entrepris pour unifier les planifications. Mais ces mesures ont toujours été des demi-mesures, pleines d'hésitations, et, de plus, elles sont restées presque toujours lettre morte. Le partisan le plus farouche de cette intégration, c'est précisément Gomulka, représentant de l'une des économies les plus pauvres, qui a déclaré tout récemment : *« Les pays socialistes doivent unifier leur économie, car, pour les petits pays comme la Pologne ou les autres pays de démocratie populaire, il n'existe aucune possibilité de développement sans une telle intégration. »* (Discours de clôture prononcé le 18 décembre 1962, devant le plenum du C.C. polonais). Mais quel sera l'écho de son appel, dans les conditions que nous avons évoquées ?

De toute façon, il y a un aspect de la coopération qu'il faut clairement exposer ici. C'est que, malgré les obstacles qui s'opposent à l'intégration, nous devons envisager les « pays socialistes » en tant qu'*ensemble*

économique. C'est dire qu'il serait erroné d'examiner l'économie soviétique, ou celle d'un autre pays de démocratie populaire, prise à part, pour arriver à une appréciation des forces, des faiblesses et des problèmes de l'économie de ce même pays. Les problèmes de l'économie tchécoslovaque, par exemple, ne peuvent être analysés sur la base des seules données économiques tchécoslovaques.

Nous avons deux conclusions à en tirer. Premièrement, que l'économie soviétique a été renforcée par la coopération et que, de ce fait, elle a pu se dispenser, dans une certaine mesure et pour un certain temps, de l'extension de son commerce avec les capitalistes. Ainsi l'existence de plusieurs pays « socialistes » a dissimulé pendant quelques années et, pensons-nous, continue à dissimuler le problème capital : *la croissance et l'aggravation* de la dépendance économique du « système socialiste » dans son ensemble à l'égard de l'impérialisme. Mais, deuxièmement, c'est précisément la coopération elle-même qui contribue à cette aggravation de la dépendance, parce qu'elle rend plus vulnérable l'économie de chaque pays coopérant, y compris l'U.R.S.S., à l'égard des fluctuations du marché mondial. En dernière analyse, c'est le mécanisme économique international, assujéti à la loi de la valeur qui règle, conditionne et détermine cette coopération. Par conséquent, cette dernière a rendu plus vulnérable l'économie socialiste de chaque pays. En cas de crise de l'impérialisme, les pays socialistes subiront, outre les crises propres à l'économie de transition, qu'elles connaissent déjà, les effets de celle de l'impérialisme. Le seul moyen, dans cette situation, pour échapper à une crise de type capitaliste, c'est de réaliser l'intégration complète. Mais, dans les conditions du pouvoir bureaucratique, cela signifie le renforcement de l'oppression nationale et le bouleversement des structures économiques existantes, incapables encore pour très longtemps à une telle intégration. Le résultat d'une telle intégration, commandée, en fin de compte, elle aussi par l'impérialisme, serait une crise économique et politique, du type des crises propres à la société de transition cette fois-ci. C'est la route menant aux bouleversements et aux révolutions antibureaucratiques. A ces contradictions, créées par les liens *organiques* entre les économies socialiste et capitaliste, il y a une échappatoire, permettant le maintien simultané du pouvoir bureaucratique et de l'impérialisme. C'est l'ouverture des frontières des pays socialistes aux marchandises capitalistes.

b) Le point crucial : l'Allemagne.

L'Allemagne Orientale occupe une place à part au sein de la coopération, en particulier pour l'U.R.S.S. Son importance est également très grande pour l'impérialisme. Cette place « privilégiée » mérite une analyse particulière.

Nous avons déjà mentionné que l'Allemagne Orientale est le principal

fournisseur industriel de l'économie soviétique. Pour le rappeler, citons les chiffres de *Politique étrangère* (n° 5 de 1959) relatifs à la valeur des importations soviétiques de quelques pays.

(en millions de dollars)

	1955	1958
Allemagne Orientale	506,0	911,0
Etats-Unis	0,5	4,6
Angleterre	71,0	72,6
France	36,0	80,5

Depuis, la valeur des importations soviétiques en provenance d'Allemagne orientale n'a cessé d'augmenter. Dans un article de *Neues Deutschland* (n° du 6 décembre 1959), le défunt ministre du commerce de l'Allemagne Orientale, Heinrich Rau, a fixé la valeur des échanges avec l'U.R.S.S. pour les années 1960-65 à 50 milliards de roubles. Nous réaffirmons le fait, déjà souligné, que l'Allemagne Orientale remplace dans une certaine mesure, pour l'U.R.S.S., les fournisseurs capitalistes. Nous le réaffirmons, mais, cette fois-ci, nous en examinons les conséquences pour l'Allemagne Orientale elle-même. Cette situation a obligé ce pays à faire travailler son industrie au-dessus de ses forces normales. Les résultats des plans consécutifs en donnent un aperçu général très convaincant. En 1960, par exemple, malgré le développement enregistré, les difficultés sont devenues particulièrement grandes ; c'était là le résultat d'une politique économique de pillage suivie pendant de longues années. Le manque de main-d'œuvre, difficulté principale, a atteint une telle acuité que sa solution est devenue le but essentiel du plan septennal allemand. Ce problème a entraîné le déclin des constructions, et fut l'une des raisons pour lesquelles la bureaucratie allemande a rapidement accompli la collectivisation complète de l'agriculture. D'ailleurs, cette dernière a été loin de réaliser le plan prévu, et, par conséquent, l'industrie alimentaire non plus ne l'a pas réalisé. Il y a eu baisse même dans l'extraction du lignite, pourtant toujours considérée comme une branche industrielle en développement.

L'épuisement économique, depuis longtemps notable, est devenu chronique et augmente la tension interne, d'autant plus que cette économie a été artificiellement coupée de l'ensemble allemand dont elle n'avait pas cessé de dépendre. Les importations provenant d'U.R.S.S. n'ont pas pu guérir les tares dont souffre une économie qui s'était organiquement développée, depuis toujours, en formant un tout avec celle de l'Allemagne Occidentale. L'Allemagne Occidentale et l'Allemagne Orientale se complètent, et toutes deux ont besoin d'échanges mutuels, non seulement du point de vue de la division internationale *générale* de travail, mais aussi de celui de la division intérieure du travail *spécifique* d'un pays. L'Allemagne Orientale, par exemple, est incapable de se passer de la fonte et

de l'acier provenant de l'Allemagne de l'Ouest. Ces importations ne couvrent que 10 % de ses besoins en acier, mais cet acier est fabriqué par un procédé spécial qu'elle ne trouve pas ailleurs. C'est le cas également avec certains types de véhicules. L'industrie est-allemande doit importer d'Allemagne de l'Ouest des laminés, certaines pièces de rechange, et ainsi de suite. Autrement, elle devrait reconvertir beaucoup d'usines, avec tous les bouleversements qui s'ensuivraient dans le plan. C'est pourquoi, la part, dans le total de ses échanges commerciaux, de ceux qu'elle fait avec l'Allemagne de l'Ouest, était de 11 % en 1959. C'est moins qu'elle n'en fait avec l'U.R.S.S. ou même avec l'ensemble des pays capitalistes, mais plus qu'avec la Pologne ou la Tchécoslovaquie. (*Notes rapides* de l'I.N.S. E.E., 20 novembre 1960). Le maintien et le développement de ce commerce sont un besoin vital pour l'Allemagne Orientale.

C'est à la lumière de ces données que nous pouvons commencer notre analyse de la vulnérabilité de l'Allemagne Orientale. Etant donné que la dépendance économique de l'U.R.S.S. était et est, dans une certaine mesure, contrebalancée par la production des pays socialistes les plus industrialisés, les conséquences de cette dépendance se concentrent précisément dans ces pays. Du fait que l'Allemagne Orientale est, d'une part, le plus industrialisé de ces pays, que, d'autre part, elle est coupée d'une économie qui fait partie du capitalisme mondial, c'est dans l'économie est-allemande que se concentrent les tensions qui résultent du concours inégal entre système socialiste et système capitaliste. Le véritable rapport des forces entre ces deux systèmes, c'est la fuite des masses allemandes vers l'Ouest qui l'exprime, et cette fuite vient, à son tour, affaiblir encore plus la position de l'Allemagne de l'Est et de chaque pays socialiste. Cette situation de l'Allemagne Orientale lui vaut toutes les faiblesses organiques du « socialisme dans un seul pays », et fait d'elle le plus vulnérable des pays socialistes coopérants. Cette vulnérabilité est aggravée par les liens extra-économiques qui l'attachent à l'Allemagne Occidentale. Parmi ces liens, nous ne nous occupons que de ce qui est en jeu avec la « réunification de l'Allemagne ».

Il est indéniable que les deux parties de l'Allemagne doivent se réunir. Pour ce faire, il n'y a d'autre moyen que la révolution de la classe ouvrière allemande contre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne. Mais la nécessité d'une réunification, lien indestructible entre les deux états allemands, est devenue le moyen de chantage primordial des impérialistes — et des staliniens. Depuis le moment où l'Allemagne Orientale a réalisé les grandes transformations de type socialiste, les impérialistes n'ont pas renoncé à la possibilité de l'utiliser en tant que tremplin pour pénétrer au sein du camp socialiste. En maintenant non réglé le sort de l'Allemagne, et en refusant de reconnaître l'état est-allemand, l'impérialisme a continuellement exercé un chantage. D'autre part, l'importance économique relative

vement grande donnée à ce pays par l'U.R.S.S. a incité celle-ci à maintenir sa condition politique : la réunification allemande voulait dire l'abandon complet du système socialiste en Allemagne Orientale et, par conséquent, un affaiblissement décisif de l'économie socialiste entière.

Dans le duel politique autour du problème allemand et de Berlin, nous voyons se refléter tout un chapitre essentiel de l'histoire politique contemporaine. L'importance de ce duel s'explique par le fait que s'y trouve aujourd'hui concentrée la lutte entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme mondial. En effet, le problème allemand constitue un véritable « thermomètre politique » du degré et de la situation concrète de la dépendance du système économique-politique socialiste à l'égard de l'impérialisme. Quant aux impérialistes, leur mot d'ordre, réaffirmé par l'administration Kennedy, c'est : « *Nous n'abandonnerons jamais Berlin* ». Ils conserveront l'espoir de pénétrer, par cette voie, sur le marché russe, d'autant plus que la bureaucratie soviétique est, devant eux, en recul constant.

Derrière les cris hystériques des bureaucrates sur le problème allemand se dissimule leur faiblesse réelle. Les menaces guerrières, les cris dissimulent à la fois leur désir secret d'une concession définitive, et leur recul devant ses conséquences. Comme elle est la plus faible en Allemagne, c'est là que la bureaucratie crie le plus fort. Et elle crie fort, car, plus elle voit les impérialistes maintenir imperturbablement leurs conditions, plus elle devient hystérique. Mais, comme toujours, l'hystérie est un aveu de faiblesse. Finalement, incapables de régler cette « crise allemande », non seulement d'une manière révolutionnaire, mais même à la manière de feu Staline, Khrouchtchev et Cie ont érigé le mur. Symbole de leur faillite à trouver une solution quelconque, celui-ci signifie aussi que leur résistance s'épuise.

Les modifications récentes du plan économique allemand (ralentissement du rythme de croissance de l'industrie lourde, et priorité donnée à celle des biens de consommation) sont plus importantes pour l'ensemble économique socialiste que pour l'Allemagne Orientale prise à part. Cette réforme prend toute sa portée avec les négociations et les discours visant à normaliser et à augmenter les échanges commerciaux entre les deux Allemagnes. A l'avenir, la disparition très probable du mur de Berlin signifierait vraisemblablement la pénétration du capital allemand sur le territoire de l'Allemagne Orientale. Ainsi, il n'est pas exclu que la destruction des conquêtes socialistes en U.R.S.S. ou, plus exactement, leur abandon par les bureaucrates se fasse par l'entremise des deux Allemagnes, sous le slogan trompeur de la « solution définitive » du problème allemand — à supposer, bien entendu, que les classes ouvrières russe et allemande laissent s'accomplir un tel crime, et n'imposent pas leur propre solution, beaucoup plus définitive.

III. - Le développement de la lutte des classes et la bureaucratie

1) Rapports sociaux

a) Une nouvelle N.E.P.

LA REALITE ECONOMIQUE

Après les réformes appliquées par les dirigeants, réformes imposées par la classe ouvrière, en présence de la dépendance accrue de l'U.R.S.S. à l'égard du marché mondial, notre premier soin sera d'examiner à quels résultats a abouti le plan.

Le 9 octobre 1962, la *Pravda* a consacré son éditorial au retard de l'industrie dans l'exécution du plan, et désigné la cause principale de ce retard : « ... *La productivité industrielle est en retard par rapport aux objectifs fixés par le plan septennal* ». Comme exemple, la *Pravda* cite le cas de l'industrie ukrainienne, qui représente le tiers de l'industrie lourde soviétique tout entière, et dont le plan avait été réalisé dans les proportions suivantes :

		Fonte	Acier	Laminés	Charbon
	Juillet	99,5	96,1	95,1	100,2
1962	Août	98,5	95,2	95,3	99,7
	Septembre	99,2	97,8	95,4	100,4

La *Pravda* donnait l'alarme, car elle puisait ses informations dans le rapport de l'Institut de statistique sur les résultats obtenus pendant les neuf premiers mois de l'année 1962, ce qui signifiait qu'il s'agissait bien

là d'une tendance générale dans l'exécution du plan. C'est la disproportion entre les différentes branches économiques qui se manifestait dans ce résultat négatif. Cette disproportion, rendue inévitable par l'isolement de l'économie soviétique, et croissant au fur et à mesure que la technique mondiale progressait, entraîne des tensions budgétaires qui nous révèlent, du même coup, la véritable situation.

Commençons par la remarque de *The Economist* (citée dans *Le Monde* du 11 décembre 1962), selon laquelle les experts américains estiment que les dirigeants soviétiques devraient doubler leur budget militaire pour rattraper leur retard, dans le domaine des armes stratégiques, par rapport aux Etats-Unis. Ce retard est encore aujourd'hui considérable. L'Institut d'études stratégiques de Londres, dans sa publication annuelle de 1962, donne des chiffres comparatifs. En voici quelques-uns :

	U.R.S.S.	Occident
Fusées intercontinentales	75	450-500
Bombardiers stratégiques	200	630
Fusées de moyenne portée	700	200
Sous-marins nucléaires	15	18

Or, l'U.R.S.S. n'obtient ces résultats qu'en sacrifiant l'équilibre de son économie. Alors que, par exemple, l'accroissement des investissements se fait plus lent dans des branches économiques vitales (métallurgie, industrie chimique, construction mécanique ; réduction des crédits du logement et de la santé publique), le budget de l'année 1962 augmente les dépenses militaires. Ce processus est général, et caractérise l'économie soviétique depuis des années. Le budget militaire « ... a été augmenté du tiers au cours de l'exercice de l'an dernier, et a encore gagné un milliard de roubles cette année ». (*Le Monde*, 18 et 19 novembre 1962.) Le rapport sur le budget pour l'année 1963, présenté à la session du Soviet Suprême le 10 décembre 1962, reflète, lui aussi, les disproportions, les déséquilibres maladifs de l'économie soviétique. Il met l'accent sur ces déséquilibres, ouvertement en reconnaissant le nouveau retard de l'industrie des biens de consommation, et, indirectement, par la répartition budgétaire des investissements prévus.

Tout d'abord, il faut remarquer que le taux de croissance des investissements diminuera de nouveau. La répartition des investissements s'opérera ainsi : l'industrie chimique sera le gros bénéficiaire, avec 36 % de plus qu'en 1962 ; l'industrie légère et alimentaire la suit avec un accroissement de 22 % par rapport à l'année 1962, et l'agriculture de 18 %. Toutefois, nous pouvons être très sceptiques, car, en ce qui concerne l'agriculture, par exemple, « ... les exploitations sont invitées à effectuer, en prélevant sur leurs propres ressources, les crédits de financement qui englobent les subventions de l'état aux exploitations déficitaires, les prêts à court terme, etc. » (*Le Monde*, 12 décembre 1962.)

Nous reviendrons sur l'analyse de différents aspects de ce budget, ainsi que sur sa tendance générale ; mais, pour apprécier les difficultés de l'exécution du plan, il nous faut maintenant désigner la principale cause de tension. Elle réside dans la volonté d'accroître la production des biens de consommation, et celle de l'agriculture, tout en prétendant, en même temps, restructurer l'industrie et continuer à réaliser le programme d'armement. Le budget de défense connaît une augmentation de 500 millions de roubles qui, néanmoins, « ... est nettement plus modeste que toutes celles qui lui avaient été consenties depuis deux ans. » (*Le Monde*, 11 décembre 1962). Si nous nous rappelons l'étude citée plus haut de l'Institut d'études stratégiques, et si nous mettons immédiatement en exergue les pourcentages de l'augmentation des investissements dans l'industrie chimique et dans celle des biens de consommation, la tension nous apparaît dans toute sa signification. Il faut augmenter le budget de défense, les bureaucrates l'augmentent. Mais ce n'est pas suffisant, car il y a d'autres demandes urgentes. Il est significatif que, lors de la discussion du budget, presque tous les orateurs aient consacré une grande partie de leur intervention à des demandes de crédits supplémentaires pour telle ou telle branche de l'économie. Un autre fait révélateur est que le budget fasse appel à l'autofinancement de l'agriculture.

Voilà comment se reflète, dans la pratique, la complexité des tâches que l'U.R.S.S. doit affronter, et voilà pourquoi elle est dans l'impossibilité de les accomplir dans le cadre actuel. A la lumière de la non-exécution du plan, qui est la source de ces tensions budgétaires, mais aussi sa conséquence, la contradiction nous semble très grave. D'ailleurs, les résultats obtenus, selon l'Institut de statistique, pendant les neuf premiers mois de 1962 confirment la tendance, depuis longtemps enregistrée, à l'accentuation de la disproportion entre l'industrie et l'agriculture. Ledit institut mesure chichement les données exactes relatives à la production agricole, mais note tout de même que les anciennes « terres vierges », en Sibérie et au Kazakhstan, ont enregistré un grand retard dans la récolte. Un conseil des ministres, réuni au début de novembre 1962 pour examiner le budget de 1963, a communiqué certains chiffres de la production agricole. Ainsi savons-nous que la récolte totale de céréales pour 1962 était de 147 millions de tonnes, plus importante donc que celle de 1961. Mais, par contre, au Kazakhstan, cette récolte a été deux fois plus faible que celle obtenue en 1958, et à peine supérieure à celle de 1961, année catastrophique.

En général, ces chiffres ont été accueillis avec une certaine satisfaction, mais, selon les dirigeants eux-mêmes, la récolte ne couvre pas complètement les besoins. Si nous songeons qu'elle a été obtenue après défrichement de 11 millions d'hectares, notre conclusion doit être que le rendement agricole, très bas, est resté stationnaire. En même temps, le conseil des ministres a dû constater une baisse exceptionnelle de la production de

pommes de terre. En 1961, il y en avait 84 millions de tonnes, contre seulement 63 millions en 1962, résultat inférieur, comme le note *Le Monde* (14 novembre 1962), même à la production moyenne des dernières années de Staline. La presse soviétique a donné un large écho à cette pénurie, intervenant pendant la « construction du communisme ». La *Pravda* écrivait que les deux capitales, Moscou et Léninegrad, connaissaient déjà une grande pénurie de pommes de terre. Selon ce journal, la campagne biélorussienne ne satisferait que la moitié des besoins de Léninegrad. Il note que, le 10 octobre, 50 % seulement de la récolte de pommes de terre étaient arrachées. Les *Izvestia* écrivaient, à leur tour (12 novembre 1962), que 3.500 wagons transportant des pommes de terre étaient bloqués dans la région de Moscou. Les convois s'étendaient à 200 km environ et, étant donnée la température, 8 degrés au-dessous de zéro, les pommes de terre risquaient d'être gelées. Quel que soit le rôle joué par la lenteur de l'arrachage ou par la mauvaise organisation du transport, peu importe, la cause principale reste le mauvais rendement.

En ce qui concerne la production cotonnière, c'est Khrouchtchev lui-même qui a révélé tout récemment que son retard est dû au faible rendement du travail. Il a déclaré dans un discours prononcé à Tachkent, en octobre 1962, que «... la république de l'Ouzbékistan ne remplit pas son plan septennal de production de coton. A côté des kolkhozes d'avant-garde, qui récoltent de 40 à 45 quintaux de coton à l'hectare, vous en avez encore d'autres qui n'en obtiennent que 10 ou 15 ». La situation est à peu près la même au Turkménistan, qui «... n'a exécuté le plan de livraison de coton qu'à 31,5 % » (*Le Monde*, 14-15 octobre 1962). Mais pour qu'on sache que ce retard était dû au très faible rendement du travail, le journal cite une décision du gouvernement d'une autre république « cotonnière », le Tadjikistan. Cette décision signale «... que 30 à 40 % seulement de la population valide des kolkhozes et sovkhoses est occupée à la cueillette du coton, ce qui est insuffisant. Aussi... décide-t-il que 85 % des effectifs des fermes collectives devront désormais y participer. » La décision ajoute, et cela est très significatif, que «... la cueillette mécanisée devra s'effectuer obligatoirement jour et nuit, sans interruption. »

Dans ces conditions, l'appel des dirigeants à l'autofinancement de l'agriculture est une conséquence logique des faits. Nous avons déjà parlé de l'accumulation de ressources matérielles entre les mains des kolkhozes en général, et des kolkhozes riches en particulier. Cet état de choses a permis aux libéraux d'utiliser ces ressources pour les besoins du plan. Ainsi, par exemple, la grande campagne contre les herbages lancée par Khrouchtchev nécessitait des crédits importants. Or, son rapport du 5 mars 1962 et le discours qu'il a prononcé quelques jours plus tard montraient que la direction n'était pas en mesure de fournir ces crédits ; ce qui a été confirmé à la session du 19 octobre 1962 du Comité central du parti. A la lumière de ces faits, il est compréhensible que les dirigeants fassent

appel à l'initiative des kolkhozes, comme ils l'ont fait expressément à la session du Soviet Suprême, le 10 décembre 1962. Tout semble prouver que l'accumulation de ressources entre les mains de la paysannerie kolkhozienne, et surtout d'une minorité privilégiée dans son sein, son enrichissement, sert, en fin de compte, la réalisation du plan. Il s'agit effectivement, nous allons le voir, d'un aspect de ce processus, et les dirigeants se servent réellement de cette accumulation. *Dans ce sens*, ces biens accumulés servent à l'enrichissement général de la société. Mais nous allons voir aussi que c'est là seulement un aspect de ce développement, alors qu'il y en a d'autres qui le contredisent, et que ces derniers sont dominants et déterminants. De toute façon, la situation catastrophique de l'agriculture oblige les dirigeants à encourager les kolkhozes à augmenter leur production et le rendement agricole par tous les moyens disponibles. Pour cette même raison, ils sont contraints de tolérer l'existence et même l'activité intense des parcelles individuelles.

Nous avons dit que la bureaucratie, effrayée devant leur développement, essayait de le freiner et de le contenir dans un cadre « raisonnable ». Nous avons également remarqué que, malgré ces contre-mesures gouvernementales, et en dépit du fait que le rôle de ces parcelles dans la production globale diminuait, il restait encore très grand. Le *Bulletin mensuel* de la F.A.O. publiait, en septembre 1960, un rapport sur le rôle du secteur privé en 1959. Selon celui-ci, le rendement du travail sur les parcelles individuelles restait encore très supérieur à celui des kolkhozes :

	<i>(En quintaux par hectares)</i>	
	Secteur privé	Kolkhozes
Pommes de terre	115	66
Légumes	143,8	80,9
Tournesol	13,3	7,6

Dans l'élevage aussi, la part du secteur privé était très élevée. Elle représentait 35 % des bovins, 24 % des porcins, 27 % des troupeaux ovins, 81 % des chèvres et 75 % des volailles. Dans le ravitaillement, les parcelles individuelles fournissaient 47 % des viandes, 50 % des produits laitiers, 82 % des œufs. D'ailleurs, la campagne incessante menée contre ceux qui spéculent, qui se consacrent à leurs parcelles individuelles, prouve suffisamment que, même aujourd'hui, la production individuelle est très active. Selon *Le Monde* (2 octobre 1962), « .. la presse poursuit le *DEBAT* sur l'« esprit » des kolkhoziens par la publication des lettres de lecteurs qui critiquent la tendance répandue à négliger les biens collectifs au profit des lopins individuels ». (Souligné par nous.) Evidemment, les dirigeants essayent de freiner ce mouvement, mais ils sont incapables de l'arrêter définitivement, car la contribution de ces lopins est nécessaire pour couvrir les besoins. Il ne reste donc que les « débats », ou les demi-

mesures. Pour montrer combien la production de ces parcelles n'est pas seulement nécessaire, mais vitale, nous citerons un décret du présidium du Conseil central des syndicats, qui révèle une pénurie à peine imaginable. Ce décret interdit la vente du pain aux habitants des villes en grande quantité, cela afin de tenter d'empêcher l'élevage de volailles ou autres animaux par les citadins, qui les vendent parfois au marché. La suppression pure et simple des lopins individuels mènerait donc à une catastrophe. Aussi les dirigeants doivent-ils tolérer un certain enrichissement des paysans, sans les laisser toutefois dépasser une certaine limite. Le décret du Soviet Suprême de la république d'Ouzbékistan témoigne très bien de cette double ligne de conduite quand il prescrit que, à partir du 1^{er} janvier 1963, les familles n'auront droit qu'à un porc, une vache et un veau de 4 mois maximum. Tout supplément de bétail est *imposé*, au lieu d'être confisqué ou mis en vente obligatoire.

Le véritable encouragement à produire davantage demeure incontestablement dans les stimulants matériels. De ce point de vue, le prix des produits agricoles joue un rôle de premier plan. C'est ainsi que, le 1^{er} juin 1962, la crise de la production a amené les dirigeants à décider une importante augmentation des prix des produits agricoles, augmentation qui a surpris tout le monde, et a montré, en même temps, la gravité de la crise (1). La hausse du prix de la viande était de 30 % en moyenne : 31 % pour le bœuf, 34 % pour le mouton, 19 % pour le porc, 31 % pour la charcuterie. La hausse du prix du beurre n'était pas moins importante, de 25 % : 3,60 roubles au kilo (plus de 19 F) au lieu de 2,90 roubles, la veille. La baisse très modeste du prix du sucre (5 %) et des textiles à base de viscose (20 %) ne compensait rien, d'autant moins qu'en 1960 et en 1961 il y avait déjà eu une hausse des prix des alcools et du poisson. Sur le marché kolkhozien, annonce *Le Monde* (2 juin 1962), «... le veau valait 3,50 roubles le kilo ce matin, contre 2 roubles la veille ». Et ceci nous amène à examiner un problème très important, celui du commerce intérieur en U.R.S.S. Par malheur, il faut constater que c'est encore là un sujet sur lequel on ne possède pas de données statistiques complètes et valables. Si, par hasard, quelques faits nous parviennent, ce sont des faits partiels, établis par les autorités soviétiques avec un souci visible de camoufler les tendances réelles dans le développement du commerce intérieur. De toute façon, le commerce soviétique de détail ne peut absolument pas être étudié sans tenir compte du développement des kolkhozes et de la politique d'encouragement à leur production, ainsi que de tolérance des parcelles individuelles. Utilisant des sources

(1) Les augmentations portaient sur les prix de vente au détail des magasins d'état, mais devaient naturellement se répercuter sur les autres réseaux commerciaux (magasins coopératifs et marchés kolkhoziens). Voir plus bas à ce sujet.

soviétiques, la revue *Marketing* (avril 1960) nous fournit le tableau suivant du développement du volume des ventes au détail :

	(en milliards de roubles)					
	1940	1950	1955	1956	1957	1958
Magasins d'état	128,1	261,1	347,3	379,6	432,9	677,2
Magasins coopératifs	47,7	98,5	154,6	167,8	195,1	
Marché kolkhozien	29,1	49,2	48,9	41,4	40,0	

Ce tableau suggère que l'activité du marché kolkhozien a diminué, alors que celle du marché de l'état s'est développée à un rythme rapide. Mais il faudrait connaître la part de l'état dans la vente des produits agricoles seulement. Si le rôle du marché kolkhozien avait diminué, comme la statistique veut nous le faire croire, la politique des libéraux (encouragements multiples aux kolkhozes, augmentation des prix agricoles, etc.) n'aurait aucun sens. Il est caractéristique, d'ailleurs, que les statisticiens staliniens ne donnent pas de chiffres relatifs à la part respective prise par l'état et par les kolkhozes dans la vente des produits agricoles. Deuxièmement, il n'y a aucune raison de séparer, d'une façon absolue, le marché kolkhozien des magasins coopératifs. Selon *Marketing*, il existe aussi ce qu'on appelle le commerce à la commission, géré par les magasins coopératifs, et qui se développe à pas de géant. Cette sorte de commerce est apparue pour la première fois en 1953, et la revue nous donne à ce sujet des renseignements très importants. L'auteur de l'article, qui a visité l'U.R.S.S., écrit : « ... Moyennant une commission, ils (les magasins coopératifs) peuvent accepter les produits agricoles des kolkhozes ou des paysans. A la livraison, le producteur reçoit une avance de 50 % sur les prix de vente estimés, et le reste à la réalisation de la vente... Au 1^{er} janvier 1957, il y avait 5.165 magasins et 6.135 éventaires vendant des produits alimentaires à la commission. »

Quelles conclusions pouvons-nous tirer de l'existence et du développement du commerce à la commission ? Tout d'abord, il est clair que, derrière le développement des magasins coopératifs, c'est en réalité celui des kolkhozes qui se cache. Et ce dernier est très important, puisque le plan septennal prévoit 50 milliards de roubles d'investissements pour le commerce, dont 12,7 milliards pour les magasins coopératifs, et 17,3 milliards seulement pour le commerce d'état. (*Notes rapides de l'I.N.S.E.E.*, 13 décembre 1960.) Ensuite, nous pouvons conclure qu'une partie des bénéfices des paysans va aux magasins coopératifs. Cela veut dire que la valeur du surplus agricole conservée par les paysans est ensuite répartie entre les petites-bourgeoisies rurale et citadine, et que, d'après les chiffres concernant le développement des magasins coopératifs, il existe une petite-bourgeoisie urbaine qui se développe sur la base de l'extension du commerce non-étatique. Cette couche citadine doit être relativement importante, car l'organisation et la gestion du marché

kolkhozien sont aussi son privilège. En effet, ce marché est administré par une organisation commerciale de ville, qui n'assure pas seulement sa surveillance, mais qui organise les ventes, s'assure, en concluant des contrats, la participation des meilleurs kolkhozes, etc. Il est certain que l'augmentation des prix agricoles provoque le développement de ce commerce et, partant, le renforcement de la paysannerie et de la petite-bourgeoisie urbaine.

CRISE DE LA PLANIFICATION

Il est clair aujourd'hui que la crise économique en U.R.S.S. résulte du nouveau développement de la division internationale du travail, dont les effets se font sentir dans des conditions aggravées du fait du régime bureaucratique. Pour sortir de cette impasse, les bureaucrates ont dû recourir à des méthodes que rejetait le stalinisme de l'époque de Staline. Au cours de l'année 1962, la crise de l'économie soviétique les a contraints à faire largement appel aux « réserves » économiques. En ce qui concerne l'agriculture, l'accumulation par les kolkhozes (surtout par les kolkhozes riches) de bénéfices constitue l'un des éléments importants de ces « réserves ». Le nouveau budget exprime ouvertement la volonté des dirigeants de réaliser une grande partie des investissements agricoles au moyen de l'autofinancement des kolkhozes. Mais, étant donné que la base unique de l'autofinancement est un taux convenable de bénéfice net, les prix agricoles devaient être modifiés de façon à augmenter ces bénéfices. En ce qui concerne la politique industrielle, nous voyons la même tendance à augmenter les bénéfices s'affirmer de plus en plus. Le rapport déjà cité de l'Institut de statistique estime à 18 % l'augmentation des bénéfices des entreprises industrielles pour les neuf premiers mois de 1962. Il ne peut pas en être autrement. Le budget pour l'année 1963 est révélateur à cet égard : il prévoit une augmentation d'environ 3 milliards de roubles des recettes de l'impôt sur les bénéfices. Cela n'est possible que si, à leur tour, ces bénéfices augmentent : le budget prévoit qu'ils augmenteront de 11,6 %. L'organe bourgeois *Le Monde* a raison d'écrire (12 décembre 1962) : « ... *Le succès du plan dépendra donc... du zèle que mettront les entreprises à exécuter les directives en matière de rentabilité* ».

Nous savons que le budget d'état, malgré les camouflages qu'il comporte, exprime, sous sa forme la plus condensée, la politique du gouvernement. Or, le budget soviétique pour l'année 1963, reflète une tendance générale à étendre le rôle des bénéfices dans l'économie. Mais il est évident qu'on ne peut réaliser de bénéfices que si la production est rentable. Ceci exige un équilibre économique entre les prix de revient et les prix de vente. Depuis longtemps déjà, on avait entrepris de rajuster les prix de vente agricoles de façon à combler l'écart qui les séparait des prix de revient,

puis rendre bénéficiaires les entreprises agricoles. Le même mouvement s'opère autour des prix industriels. Commentant l'augmentation de 18 % des bénéfices industriels, *Le Monde* (17 octobre 1962) écrit : « *Il est vraisemblable que cette brusque hausse provient en partie des premières retouches apportées cette année au système des prix de gros industriels ; on sait que la tendance actuelle est d'amener ces prix à un niveau plus proche de la réalité économique, dont ils étaient fort éloignés depuis des dizaines d'années.* » Et ce journal a parfaitement raison.

L'économie soviétique est caractérisée, surtout depuis le commencement du plan septennal, par un effort de plus en plus visible pour rendre la production rentable. Mais la rentabilité économique se mesure sur le marché par les prix, qui sont régis par la loi de la valeur, au travers du jeu de l'offre et de la demande. Théoriquement parlant, et d'une façon abstraite, il y a antinomie absolue entre le système économique que régit la loi de la valeur, et le système de la planification. Le but de la production, dans le premier cas, est le bénéfice ou profit, tandis que, dans le second, c'est la satisfaction des besoins de la société, en vue de la transformer en une société sans classes. La planification est la forme d'organisation de la production dans une société de *transition*. C'est pourquoi, dans la pratique d'une telle société, les deux systèmes doivent coexister et, à plus forte raison, dans une société arriérée et isolée. Cette coexistence n'est ni pacifique, ni harmonieuse, mais contradictoire, pleine d'éléments explosifs. Dans ce cas, la planification a ses limites, déterminées par la loi de la valeur. Mais la tâche de la planification consiste précisément à ne pas permettre le jeu aveugle de cette loi, mais, au contraire, à lui imposer un contrôle, tout en l'utilisant pour aboutir, en fin de compte, à l'extinction de la loi de la valeur. La bureaucratie stalinienne, l'histoire le prouve, ne connaît qu'antinomie absolue entre les deux systèmes. Pendant les années 1920, elle s'est abandonnée complètement dans sa politique économique, à la direction aveugle de la loi de la valeur. Plus tard, Staline a été obligé d'adopter le programme de l'opposition préconisant la planification. Mais, en l'adoptant, il le défigurait en même temps. Au lieu de la planification marxiste, Staline introduisit sa caricature ultra-gauchiste.

A leur manière scolastique, incapables d'une compréhension marxiste de la « coexistence » de ces deux systèmes, Staline et la bureaucratie agissaient comme si, à partir du moment où fonctionnait la planification, la loi de la valeur n'existait plus. Cette violence arbitraire faite à la loi de la valeur a engendré une succession de crises, qui ont abouti finalement, d'une part au déclin de la production, d'autre part à la centralisation excessive de l'organisation économique. Après la mort de Staline, la bureaucratie a entrepris une réorientation économique, dont l'essentiel consistait dans l'extension du rôle assigné à la loi de la valeur. Depuis 1953, les revues économiques staliniennes ont publié sans cesse des articles

et des études sur le rôle de la loi de la valeur dans une société socialiste. Le résultat de cette grande campagne « théorique » est très maigre. Ce thème était et reste en quelque sorte la quadrature du cercle pour les « théoriciens » staliniens. Pleines de réserves mentales, ces études ne peuvent se libérer de la contradiction entre leur fiction de socialisme déjà réalisé, et une réalité qui voit s'élargir le rôle joué par la loi fondamentale du capitalisme. Les staliniens vivent dans la hantise de cette loi, véritable « grand méchant loup » des économistes soviétiques.

Dans ces conditions, tout en développant, en pratique, le rôle de la loi de la valeur par les réformes des prix et l'intensification du marché, les libéraux ont laissé en place la machine centralisée d'une planification ultra-gauchiste. La contradiction s'aiguissait, et le choc ne devait pas tarder à se produire.

Le développement de la crise de la planification en U.R.S.S., et la manière dont les bureaucrates ont essayé d'y remédier sont riches d'enseignements. Ils ont baptisé ces mesures « perfectionnement de la planification ». Le premier de ces « perfectionnements » fut la grande campagne de 1957 pour ce qu'on avait nommé décentralisation. On supprima alors plusieurs ministères industriels, et on créa les « conseils économiques régionaux », les fameux sovnarkhozes. En réalité, la création des sovnarkhozes exprimait le souci des dirigeants de reprendre en main, par le moyen d'organes de planification, le processus de la production qui désobéissait de plus en plus au plan. Par conséquent, bien qu'apparemment une décentralisation, cette réforme était, en vérité, une tentative de préserver le contrôle central sur le mécanisme économique. Au moment où se développait le rôle de la loi de la valeur, l'établissement des sovnarkhozes représentait l'ultime forme, le sommet de la planification stalinienne. Mais, comme tels, les sovnarkhozes renfermaient en même temps le potentiel d'un développement plus rapide du système opposé à la planification. Organes locaux du pouvoir central, ils étaient destinés à contrôler le développement économique conformément au plan. Organes régionaux, ils étaient forcés de représenter ce développement local, accompli de plus en plus sur la base de la rentabilité. La crise de la planification soviétique se refléta ainsi avec une clarté particulière dans le destin des sovnarkhozes. Les ministères supprimés en 1957 revinrent l'un après l'autre, sous la forme de Comités d'état. En 1960, les staliniens créaient de nouveaux organes, les sovnarkhozes de républiques, et, en 1961, ils agrandissaient les régions appartenant à un même sovnarkhoze. On pourrait dire qu'il s'agissait d'une re-centralisation ; celle-ci eut, bien entendu, pour effet d'aggraver la crise de la planification.

Cette crise révèle l'impasse de la planification stalinienne mieux que n'importe quelle critique. Mais les libéraux, incapables d'affronter le véritable problème, essaient tout pour esquiver le choix entre planification

« monolithique » ultra-centralisée, et jeu non contrôlé de la loi de la valeur. Pour eux, il n'y a que cette alternative. C'est l'une des raisons qui explique pourquoi ils essaient de résoudre cette crise par l'organisation et la réorganisation des organes économiques. L'autre raison en est que les bureaucrates, par leur nature même, réduisent la solution de chaque problème à des changements d'ordre technique et organisationnel.

La crise de la planification se développe cependant : « ... *La région de Kharkov a vu son plan changer trente-sept fois en 1961, et vingt-quatre fois pour les neuf premiers mois de 1962* », annonce *Le Monde* (18-19 novembre 1962). La planification stalinienne, amendée par les libéraux également staliniens, doit reculer devant les forces que représente la « rentabilité ». C'est le sens profond de la crise de la planification, et des réformes appliquées par les dirigeants. Cette crise est devenue ouverte, en 1962, avec la remise publique en question du système actuel de planification. Nous y reviendrons en détail. Notons seulement maintenant que l'ancien système est devenu intenable. En 1962, les dirigeants l'ont reconnu. Voulant éviter de s'engager sur un terrain aussi brûlant, ils ont eu un dernier sursaut. Horrifiés devant l'obligation de « légaliser » la loi de la valeur, ils ont effectué un nouveau et spectaculaire « perfectionnement » de la planification. Ils ont sacrifié le parti unique, en le transformant en deux organes de contrôle économique. Ce n'est pas par hasard que, pendant qu'on attendait la réponse du pouvoir à la discussion menée autour de la planification, sur laquelle nous revenons plus loin, les dirigeants ont, à la surprise générale, réagi par une réforme organisationnelle aussi profonde que la suppression du parti politique. C'est là l'une des significations de la réorganisation du parti. Mais cette réforme-là est pleine de conséquences menaçantes pour le système soviétique tout entier. Disons tout de suite que la nouvelle réforme approfondira la crise au lieu de la résoudre, car elle augmentera le poids de la machine bureaucratique centralisée, tout en encourageant la politique des bénéfices. Mais ni ces bénéfices, ni la planification ne sont des notions abstraites. Ce sont des politiques économiques qui reflètent la réalité vivante des forces sociales en lutte. A ce point de vue, la crise de la planification n'est pas autre chose que le reflet du développement de la lutte des classes en U.R.S.S.

LA N.E.P. DE LENINE ET CELLE DES BUREAUCRATES

En 1921, les bolchéviks furent contraints d'introduire la N.E.P., qui consistait en une « libération » partielle de la loi de la valeur par le jeu du rétablissement et de l'extension du marché libre. Etant donné l'état arriéré de l'U.R.S.S., l'alliance des ouvriers et des paysans, base sociale de la dictature du prolétariat, était d'une importance primordiale.

Le renforcement de cette dictature était conditionné par le développement socialiste de l'alliance. La N.E.P. était un *moyen* pour la consolider afin de renforcer la dictature. Mais, étant donné que la N.E.P. consistait en concessions faites à la paysannerie moyenne et riche, et à d'autres éléments capitalistes, les bolchéviks savaient pertinemment que cette politique était à double tranchant : tout en consolidant économiquement et politiquement la dictature, elle était susceptible de renforcer les bases sociales du capitalisme.

On peut donc dire, au point de vue économique, que les staliniens libéraux ont actuellement mis en vigueur une nouvelle N.E.P. Mais, pour mieux apprécier cette nouvelle N.E.P. et juger de son caractère, il nous faut évoquer l'histoire du parti bolchévik, où tous les problèmes essentiels d'une telle politique ont été déjà abordés. Ce résumé historique nous permettra de mieux comprendre l'évolution de la politique des bureaucrates et la nature de leur N.E.P.

Après la mort de Lénine, les conséquences néfastes de la N.E.P. ont entraîné, au sein du parti, de grandes discussions. La direction du parti, Staline et Boukharine, ne voyait aucune raison de modifier la N.E.P. Trotsky et l'Opposition, par contre, sonnaient l'alarme devant les dangers capitalistes qu'elle nourrissait : affaiblissement de l'état ouvrier sur le marché, renforcement des népmen et des koulaks, etc. Contre ces dangers, Trotsky proposait une modification profonde de la N.E.P. Selon lui, il ne fallait pas la supprimer, car l'économie arriérée de l'U.R.S.S. ne pouvait nullement se passer d'un rôle relativement grand du marché libre. Mais, dans le cadre même de la N.E.P., l'état ouvrier devait passer à l'offensive en poussant l'industrialisation au moyen de la planification de la production tout entière. Préobrajensky, théoricien économique de l'Opposition, a systématisé cette politique : la société de transition arriérée a besoin d'une « accumulation socialiste primitive », qui impose des limites à l'accumulation privée. En d'autres termes, Préobrajensky proposait l'« exploitation » de la paysannerie pour financer l'industrialisation. Evidemment, il s'agissait de canaliser le surplus provenant des koulaks vers l'industrie, et non d'une exploitation proprement dite. Selon Préobrajensky, seule l'augmentation rapide des ressources de l'état permettrait celle des salaires ouvriers et des revenus paysans. Bien que, sur deux points, Trotsky n'ait pas été d'accord avec Préobrajensky, l'Opposition était unanime à revendiquer une offensive socialiste dans le cadre de la N.E.P. Toutefois, ces désaccords étaient importants, car Trotsky n'approuvait, ni la formule « exploitation de la paysannerie », ni la conception générale qu'impliquait la thèse de Préobrajensky, et selon laquelle cette « accumulation socialiste primitive » pourrait mener à la victoire définitive du socialisme dans un seul pays. Mais, contre la direction du parti, l'Opposition revendiquait en bloc la limitation de l'enrichissement continu des paysans riches, et menait campagne pour l'industrialisation dans le cadre de la planification.

Staline, incapable sur le plan théorique, laissait à Boukharine le soin de formuler la position de la direction. Ce dernier affirmait que la N.E.P. signifiait le développement des ressources nationales et que l'enrichissement des particuliers, dans le cadre d'un état ouvrier, conduisait à l'enrichissement de la société tout entière. Pour lui, les intérêts des classes, dans les divers secteurs de l'économie, étaient harmonieux et contribuaient tous à l'accumulation étatique. Cette vue scolastique ne tenait pas compte de ce que l'enrichissement des uns exige l'appauvrissement des autres et entraîne, par conséquent, un changement dans le rapport des forces, et une lutte dont l'enjeu est la nature de classe de l'état. L'enrichissement n'est pas une catégorie abstraite, mais se développe dans une société divisée en classes et renforce précisément celles qui sont hostiles au socialisme. D'autre part, si l'enrichissement se fait aux dépens de l'état ouvrier, il tend à réduire l'accumulation dans le secteur socialiste. Boukharine, pour qui les intérêts des particuliers convergeaient en un intérêt commun socialiste, répondant à Préobrajensky, affirmait que l'industrie socialiste ne peut pas se développer sur la base de l'« exploitation » du secteur privé. Il soulignait qu'un tel développement n'était concevable que par la force propre de l'industrie. Or, continuait-il, seul le marché paysan peut former, par une demande accrue des paysans en produits industriels, la base de l'expansion de l'industrie. Si le parti suivait la voie proposée par Préobrajensky et l'Opposition, il créerait, toujours selon Boukharine, une économie étatique, bureaucratique et parasitaire, à contre-sens du socialisme. Face à une telle éventualité, seule l'activité paysanne libre peut constituer le contre-poids nécessaire. A ces affirmations, Préobrajensky rétorquait que la proposition de Boukharine consistait, en dernière analyse, à établir l'économie soviétique sur la notion de profit, incompatible avec le socialisme. Quant à la bureaucratisation de l'économie étatique, il voyait dans l'élargissement réel et la garantie totale de la démocratie ouvrière le principal moyen de la combattre : vie démocratique au sein du parti, contrôle ouvrier, rôle renforcé des syndicats, etc.

Mais bien que, dans ces discussions, chaque problème de la N.E.P. ou, plus généralement, chaque problème de l'économie de la société de transition ait été posé, ni Boukharine, ni Préobrajensky, ni même Trotsky ne pouvaient imaginer en 1924-27 la variante que Staline a finalement imposée. Détruisant l'Opposition, celui-ci fut obligé, sous la menace grandissante des nepmen et des koulaks, d'entreprendre un tournant. Chassant à leur tour Boukharine et ses amis, il dût adopter le programme de l'Opposition. Mais comme il ne comprenait absolument pas le caractère dialectiquement contradictoire de la N.E.P., l'industrialisation, la collectivisation agricole et la planification économique signifiaient pour lui la liquidation totale de la N.E.P. Il a ainsi réalisé toutes les craintes légitimes de Boukharine sur l'état parasitaire, tout en accumulant sur la dictature

du prolétariat les dangers qui préoccupaient l'Opposition. Cette politique culmina avec l'approche effective de la révolution, qui contraignit la bureaucratie à réorienter sa politique. Notre résumé historique est destiné à faire ressortir la question suivante : après les possibilités évoquées dans ces discussions, de quelle *nouvelle* réorientation peut-il bien s'agir ?

Il est évident que la bureaucratie stalinienne a rompu avec le Staline des années 1929-52, celui qui a « aboli » la N.E.P. Khrouchtchev et Cie étaient placés devant la nécessité impérieuse de rétablir les éléments « supprimés » de la N.E.P. Ils ne faisaient, en apparence, que se conformer aux avertissements de Trotsky qui, dès 1932, écrivait : *« La collectivisation ne peut être viable que dans la mesure où elle est capable d'intéresser les kolkhozes individuellement, en élaborant leurs relations réciproques, ainsi que les relations des kolkhozes avec le monde présent, sur la base d'un calcul commercial. Cela signifie qu'un établissement économique correct de la collectivisation, à l'étape présente, devait conduire non pas à la disparition de la N.E.P., mais à une refonte continue de ses méthodes. »* (Trotsky, *Ecrits*, tome I, p. 127.)

En ce sens, l'autofinancement des kolkhozes et le renforcement du marché libre entre la ville et la campagne indiquent bien qu'il s'agit de cette « refonte », de la réhabilitation de la N.E.P. Mais n'affirmons pas trop rapidement que les libéraux sont en train de réaliser la N.E.P. léniniste. En ce qui concerne les marchés kolkhoziens, Trotsky lançait, dans le même article, cet avertissement : *« Le commerce des marchés, même fait par le kolkhoze, en tant qu'un tout, est une spéculation sur les besoins de la ville la plus proche en produits alimentaires, et qui, par les conséquences qu'il comporte, conduit à des différenciations sociales, c'est-à-dire à l'enrichissement de la minorité de kolkhozes qui sont les mieux situés. Mais la place principale dans le commerce des kolkhozes est occupée, non par les kolkhozes, mais par les kolkhoziens individuels, au même titre que les paysans individuels. Le commerce des kolkhoziens qui écoulent leur production à des prix de spéculation, conduit à la différenciation à l'intérieur des kolkhozes. »* (Idem, p. 128.)

Nous avons analysé la situation de l'agriculture en U.R.S.S., et elle confirme entièrement les prévisions de Trotsky. En effet, les bolchéviks, en introduisant la N.E.P., savaient fort bien qu'il s'agissait d'une concession importante, d'un recul imposé par le retard de la révolution mondiale. Ils ont maintes fois précisé que la N.E.P., en tant que politique de concessions aux éléments capitalistes, était pleine de dangers, qu'elle comportait le risque d'ouvrir la voie au rétablissement du capitalisme. Contre ce péril, l'état ouvrier, disposant de leviers de commande économiques et politiques, devait contrôler le marché à la fois par une politique socialiste des prix et par la mobilisation de la classe ouvrière pour qu'elle exerce son contrôle. Les discussions ont prouvé que, malgré le rôle dirigeant de l'état ouvrier, une évolution vers le capitalisme a effectivement

commencé, contre laquelle l'Opposition préconisait la planification et, dans ce cadre, l'industrialisation. Mais aujourd'hui les dirigeants, tout en renouvelant la N.E.P., gardent un silence total sur les concessions au capitalisme que comporte leur politique. Pour eux, il ne s'agit pas de recul ou de concessions, mais, au contraire, d'une avance vers le communisme. Alors que les bolchéviks prenaient la N.E.P. pour un « *mal nécessaire* », Khrouchtchev et Cie la baptisent « *construction du communisme* ».

Le fondement de cette attitude est, entre autres choses, une certaine « *auto-suggestion* » (l'expression est de Trotsky) de la bureaucratie, qui prend au sérieux sa propre affirmation sur le socialisme réalisé en U.R.S.S. Cette vue a sa source dans la façon bureaucratique de penser qui, rejetant l'analyse marxiste des classes, se contente de considérer superficiellement les formes juridiques ou organisationnelles. Ainsi, de la constatation que l'agriculture est principalement constituée par des fermes collectives, elle conclut que le socialisme est réalisé dans l'agriculture.

Mais il y a des différences entre la politique de Boukharine et celle qui est réalisée aujourd'hui. La première est que la bureaucratie, tout en faisant une politique qui ressemble étrangement à celle proposée par Boukharine, n'a pas de Boukharine dans ses rangs. Celui-ci, malgré ses vues scolastiques, était un penseur marxiste qui n'a jamais pris la N.E.P. pour le socialisme, mais seulement pour un moyen de le construire. Cette différence est beaucoup plus profonde qu'il ne le paraît à première vue, car, pour Boukharine aussi, la N.E.P. était un « *mal nécessaire* », un recul. La bureaucratie « libérale », par contre, appelle cette politique « *construction du communisme* », sans aucune restriction, d'autant plus facilement qu'elle l'identifie au développement de la consommation. Le malheur est que ce développement est inimaginable sans l'extension de la N.E.P., qui, même si les dirigeants veulent l'ignorer, ne change pas sa nature fondamentale du fait de la veulmentation des cadres de la production.

La deuxième grande différence consiste précisément en ce qu'aujourd'hui, les formes socialistes de la production agricole dissimulent le caractère néfaste de la N.E.P. et désarment la vigilance. C'est cela qui explique les louanges « théoriques » qu'adressent les économistes staliniens à la nature socialiste de la N.E.P. d'aujourd'hui. Nous avons vu que, malgré ces formes socialistes, la loi de la valeur, lorsque son « utilisation » s'élargit, a des conséquences fatales. La différenciation entre les kolkhozes, entre les kolkhoziens au sein des kolkhozes, puis l'apparition et le renforcement de couches urbaines de spéculateurs dans le commerce et autour des entreprises, l'extension et la différenciation de la bureaucratie, tout ceci est le fruit naturel de la N.E.P. Dans ce processus, les formes socialistes constituant, cela va de soi, un obstacle sérieux. Un obstacle sérieux, mais pas absolu. Parce que, d'une part, il n'y a pas d'incompatibilité absolue entre certaines formes collectives de production et un caractère capitaliste de cette même production et que, d'autre part, le capitalisme est bien

décidé à écarter les obstacles les plus sérieux : autrement dit, le rétablissement du capitalisme en tant que résultat final de la N.E.P. n'aurait absolument pas les formes classiques du capitalisme. La forme collective de la production agricole ne contredit nullement le capitalisme. Il y a longtemps déjà que l'Opposition sonnait à juste titre l'alarme contre la croyance absolue et mythique à la forme collectivisée de l'agriculture. Dans la *Plate-forme de l'Opposition de gauche* (1927), nous pouvons lire ces lignes : « *La coopération de production et de consommation servira de chemin vers le socialisme seulement dans les conditions suivantes : 1) Si elle se trouve essentiellement sous l'impulsion économique et politique des éléments socialistes de l'économie, en premier lieu sous l'impulsion de la grosse industrie et des syndicats ; 2) si le processus du développement de la coopération agricole de consommation est orienté vers le renforcement du collectivisme à la campagne.* »

Mais qu'en est-il aujourd'hui ? Nous avons déjà mentionné la tendance générale du budget de l'année 1963, qui stimule ouvertement la pratique économique basée sur les bénéfices. L'aspiration de la bureaucratie à combler le retard de l'U.R.S.S., retard accru par suite des nouveaux développements de la division internationale du travail, s'exprime également dans ce budget. Mais, de ce fait, elle est plus ou moins obligée de légaliser une tendance qui s'observait depuis longtemps dans ses rangs. Cette tendance s'est manifestée pour la première fois en 1953, dans le programme de Malenkov, qui proposait d'abandonner la priorité de l'industrie lourde en faveur de l'industrie des biens de consommation. La majorité des bureaucrates a réagi alors avec véhémence en écartant rapidement Malenkov de la direction. Cet intermède montrait bien les frictions qui existent au sein de la bureaucratie autour de ce problème. Or, depuis la victoire définitive des libéraux, c'est précisément cette tendance qui, d'année en année, gagne du terrain dans la politique économique de l'U.R.S.S. Aujourd'hui, même les bienveillantes et prudentes analyses « académiques » des spécialistes bourgeois admettent que la priorité de l'industrie lourde est compromise. Ils ajoutent tout de suite, en prenant au sérieux les dires de sources soviétiques, que « *le rapprochement récent des taux d'accroissement a pour but principal d'éliminer les disproportions apparues dans le passé. Il est très possible qu'un renversement des proportions intervienne, et cela en faveur de l'industrie lourde.* » (Serge Mawrizki, *L'industrie lourde en Union Soviétique*. Genève-Paris, 1961, p. 151). Les budgets suivants, et surtout le dernier, contredisent l'idée d'un « renversement » du courant actuel, alors que, au contraire, le rôle de l'industrie lourde diminue constamment et que, face aux nombreux besoins urgents, la priorité est donnée à telle ou telle autre branche de l'économie.

L'importance de ce problème est immense. Dans un pays isolé, l'industrialisation est la seule contrepartie aux conséquences capitalistes de la N.E.P. Les documents de l'Opposition de gauche montrent bien que les

marxistes russes étaient parfaitement au courant de ce fait. Or, une telle industrialisation, dans un pays isolé, ne peut être basée que sur le développement prioritaire de l'industrie lourde. En ce sens, le développement socialiste de l'agriculture collectivisée est conditionné par le progrès de l'industrie. Autrement dit, la condition primordiale d'un développement socialiste de la N.E.P. est l'industrialisation croissante. L'abandon de la priorité de l'industrie lourde, dans les conditions actuelles de l'U.R.S.S., implique l'affaiblissement du commandement socialiste face aux forces de la N.E.P. Cette situation peut intensifier la tentation de recourir au marché capitaliste, pour contrebalancer ainsi les insuffisances de l'industrie soviétique.

Ainsi, la N.E.P. actuelle est très loin de suivre les conseils de l'Opposition, sans parler du fait que les syndicats sous tutelle étatique ne jouent aucun rôle dans l'orientation économique.

Quant à l'autre avertissement de l'Opposition, nous savons déjà suffisamment que le développement de l'agriculture soviétique ne va pas « vers le renforcement du collectivisme ». Bien au contraire, c'est la différenciation qui se développe à pas de géant. Le contrôle de la N.E.P. se fait, de la part de l'état, par la politique des prix. Nous avons déjà parlé de la nécessité de refermer les deux branches des « ciseaux », entre les bas prix agricoles et les hauts prix industriels. Car, si la N.E.P. doit être dirigée vers le socialisme, c'est-à-dire accroître le rôle et élever le niveau de vie de la classe ouvrière, elle doit, pour cela, renforcer l'alliance ouvrière et paysanne par la baisse des prix industriels. Le problème des « ciseaux » n'est pas un problème économique. Il ne s'agit pas de refermer à tout prix, mais seulement de façon que l'alliance ouvrière et paysanne se renforce. Or, cette alliance doit être dirigée par la classe ouvrière, et ce n'est qu'ainsi que la N.E.P. peut être l'instrument de la construction du socialisme. Agissant en sens directement opposé, les dirigeants soviétiques ont augmenté les prix agricoles : en « fermant les ciseaux » de cette manière, au lieu de renforcer l'alliance ouvrière et paysanne, ils l'ont gravement compromise et ont renversé les rôles. C'est la paysannerie, de plus en plus différenciée, qui est la principale bénéficiaire de la N.E.P. actuelle. Il est probable que, en cas d'abandon définitif de la priorité de l'industrie lourde, la fermeture des « ciseaux » par la baisse des prix industriels deviendra de plus en plus difficile. Cependant, cette politique s'efforçant de « fermer les ciseaux » nous semble être une tendance permanente du stalinisme actuel.

L'autre aspect de la politique des prix dans les conditions de la N.E.P. nous amène à poser le problème du rôle de la loi de la valeur dans la formation des prix. Par sa nature même, la N.E.P. réduit la marge d'action de l'état dans l'établissement des prix, et y augmente le rôle de la loi de la valeur. Or, aujourd'hui, les bureaucrates sont en

train d'ajuster les bas prix de gros industriels aux prix de revient élevés, et de rendre ainsi rentable la production. Mais l'introduction de la rentabilité dans la production entraîne déjà cette première conséquence, l'ajustement des prix de gros, qui conduit à l'augmentation des prix industriels de détail. Nous pouvons l'affirmer car, si le prix de revient est très élevé, c'est à cause de la basse productivité. Nous voyons tout de suite ce que cela signifie pour les ouvriers : tout d'abord, l'intensification du travail, la chasse aux rendements et, éventuellement, le maintien du bas niveau des salaires pour réduire les coûts de production. Mais si les prix de détail industriels augmentent, la conséquence en sera la réouverture des « ciseaux ». Dans une telle éventualité, les paysans ont tout intérêt à augmenter les prix agricoles, portant ainsi un coup nouveau et sérieux au niveau de vie des ouvriers. Même si cette perspective peut être écartée, la conséquence inévitable d'une telle hausse des prix industriels serait l'appauvrissement de la majorité des paysans et, par conséquent, une nouvelle vague de centralisation des kolkhozes. En même temps, la minorité riche de la paysannerie fera tout pour acquérir à bas prix des machines ou d'autres produits industriels.

La généralisation de la rentabilité et la hausse des prix industriels qui en résulte conduiront ainsi à une lutte acharnée des kolkhozes riches pour rejeter le fardeau sur le dos des ouvriers, et inciteront à rechercher une entente avec les fournisseurs impérialistes de machines bon marché.

Ces développements potentiels de la nouvelle N.E.P. ne deviendraient des réalités que si la lutte qui est actuellement engagée entre, d'une part, la classe ouvrière soviétique et, d'autre part, la paysannerie riche alliée à la bureaucratie de l'industrie et à la petite-bourgeoisie se termine par la défaite des ouvriers. Il serait pourtant erroné de considérer que ce sont là des problèmes du futur. Avec la conquête de certaines positions organisationnelles, en premier lieu par la création d'un « parti paysan », sur laquelle nous reviendrons, les nouveaux nepmen ou « nep-groupes » ont occupé une position stratégique importante. La propriété des moyens de production agricole, sauf le sol, en est une autre. Inutile d'énumérer ici, de nouveau, d'autres concessions significatives ou secondaires que l'équipe dirigeante stalinienne a déjà faites à ces groupes sociaux. Contentons-nous de constater que, sous la couverture rassurante de la « construction du communisme », et en dépit des formes sociales de la production agricole, la N.E.P. est susceptible de conduire l'U.R.S.S. au rétablissement du capitalisme.

Peut-être sommes-nous injustes en condamnant la bureaucratie ? N'était-il pas nécessaire d'abandonner la politique ultra-gauchiste de Staline ? Il ne s'agit pas de cela. A la lumière de l'histoire du parti, nous devons affirmer que la bureaucratie est incapable de réaliser une politique juste, une N.E.P. marxiste. Elle ne peut pas rétablir la démocratie ouvrière, condition *sine qua non* d'une telle politique. Par conséquent,

elle ne peut être que scolastique, et choisir, soit la politique ultra-gauche de Staline, soit la N.E.P. boukharinienne. Elle a été obligée de rejeter la pratique absurde de Staline qui l'avait menée au bord de la catastrophe. Bien entendu, nous approuvons tout à fait ce rejet. Mais de là, nous ne pouvons aller jusqu'à approuver aussi la N.E.P. bureaucratique actuelle. Il est vrai que la bureaucratie ne peut fournir que ces deux variantes de la politique stalinienne : ultra-gauchisme ou boukharinisme ; « abolition » de la loi de la valeur ou soumission à elle ; « suppression » de la N.E.P. ou suppression de la planification. La bureaucratie se trouve enfermée dans ce cercle vicieux, incapable d'en sortir. Dans les conditions bureaucratiques, il n'y a vraiment pas d'autre possibilité. Et c'est la troisième grande différence entre la N.E.P. actuelle, et la politique préconisée par Boukharine. Cette dernière politique a été rejetée, et Staline s'est engagé sur la voie de la réalisation du programme défiguré de l'Opposition. La théorie de Boukharine n'a pas été appliquée : elle se révélait dangereuse même aux yeux de Staline. Aujourd'hui, dans l'impossibilité de continuer la politique ultra-gauche, Khrouchev et Cie *doivent réaliser* et réalisent cette politique de droite, sans même regarder en face ses dangers. Le rétablissement de la N.E.P. était une nécessité vitale, mais la N.E.P. boukharinienne d'aujourd'hui constitue un danger mortel. Entre les deux variantes bureaucratiques il n'y a pas de choix : le seul remède, c'est le renversement de la bureaucratie pour établir la N.E.P. léniniste.

b) La classe ouvrière, sa situation...

L'U.R.S.S. est un état ouvrier. La planification y représente les intérêts historiques de la classe ouvrière. Mais celle-ci a, depuis longtemps, été écartée de la vie politique. La bureaucratie l'a réduite à un rôle passif en se substituant à elle. Néanmoins, par le maintien des conquêtes fondamentales de la révolution d'Octobre, entre autres de la planification, cette bureaucratie est restée liée aux ouvriers. Dans ce sens, nous pouvons dire que, malgré la destruction des forces révolutionnaires, les bureaucrates furent obligés d'adopter une politique réalisant les intérêts historiques de la classe ouvrière. Avec la planification, et bien que d'une manière bureaucratique, ils ont maintenu l'essentiel des rapports sociaux instaurés par la révolution d'Octobre. Quelle réalité sociale se cache donc derrière la crise de la planification ?

Prenons pour point de départ cette constatation générale : l'extension du rôle du marché libre favorise ceux qui vendent et défavorise ceux qui achètent. Or, les ouvriers sont les principaux acheteurs : comme l'on aime dissimuler ce fait derrière le mot neutre de « consommateur », disons qu'ils constituent l'écrasante majorité des consommateurs. La hausse des prix agricoles a donc été un coup dur pour les ouvriers. Cela devient très clair lorsque nous replaçons cette hausse dans le cadre des rapports entre ouvriers et paysans.

Nous savons qu'en 1958, l'état a augmenté les prix de gros agricoles. Mais, plus tard, cette augmentation s'est révélée insuffisante. Contrainte de restreindre ses investissements, la bureaucratie ne pouvait accorder de nouvelle hausse ; celle-ci était pourtant devenue urgente et nécessaire. Avec cette optique, nous pouvons comprendre la signification de ces lignes, extraites du *Monde* du 2 juin 1962 : « ... La hausse des prix de détail coïncide à peu près exactement avec celle qui est amorcée en même temps sur les prix de gros ». Cela veut dire que l'état fait payer aux ouvriers la différence entre le prix de revient élevé et le prix d'achat relativement bas par l'état des produits agricoles. Autrement dit, le faible rendement agricole est contrebalancé par un supplément demandé aux ouvriers. Ou, comme *Le Monde* l'a remarqué (5 juin 1962) : « ... Aujourd'hui, le parti demande aux consommateurs de se serrer la ceinture, pour que les agriculteurs tirent un plus grand profit de leur travail et soient intéressés à produire davantage ». La hausse des prix agricoles, sur la base de la situation actuelle de l'agriculture, signifie une augmentation nette et considérable de la rente différentielle en général, et de l'inégalité entre kolkhozes en particulier. Elle signifie aussi le renforcement des couches intermédiaires, et un nouvel enrichissement des commerçants urbains. En d'autres termes, l'élargissement du rôle joué par la loi de la valeur équivaut à l'appauvrissement des ouvriers.

Evidemment, cette tendance néfaste peut et devrait être équilibrée par une politique favorable aux salaires ouvriers. C'est pourquoi il est indispensable d'examiner ceux-ci d'un peu plus près. L'arme principale de l'état ouvrier pour combattre les tendances inévitables de la loi de la valeur, c'est la politique des prix et des salaires. Nous avons vu les prix, voyons maintenant les salaires.

« ... Le salaire moyen est estimé généralement à soixante-dix roubles par mois (soit environ 380 F), le minimum étant de quarante roubles environ », écrit *Le Monde*. Ce minimum de 40 roubles est pourtant très officiel, car c'est seulement le 20 septembre 1959 qu'un décret gouvernemental a décidé de porter le salaire minimum à 40 roubles. Il est très difficile de dire dans quelle mesure ce décret a été appliqué, c'est-à-dire quel est aujourd'hui le niveau réel du minimum. Il est encore plus difficile de déterminer le salaire moyen véritable. De toute façon, la somme de 70 roubles nous semble exagérée, et un chiffre allant de 50 à 60 roubles nous paraît plus proche de la réalité ; d'autant plus que le niveau des salaires est conditionné par la situation de la productivité ; c'est uniquement l'augmentation de cette dernière qui peut justifier, aux yeux des dirigeants, un relèvement des salaires. Comme Volkov, dirigeant du Comité d'état du travail et des salaires, le déclarait devant le Comité central du parti, le 19 octobre 1962 : « Il est indispensable de continuer à stimuler matériellement les travailleurs, mais la hausse des salaires implique l'accroissement

de la productivité... » (*Le Monde*, 22 novembre 1962.) En tout cas, nous n'avons pas connaissance d'une hausse générale de salaires depuis des années, excepté la promesse contenue dans le décret que nous venons de citer.

Maintenant, prenons le salaire moyen, et acceptons le chiffre officiel de 70 roubles par mois. Confrontons-le à la hausse des prix agricoles ; une baisse considérable du salaire réel en ressort clairement ; ce qui confirme que ce sont les ouvriers qui ont fait les frais de cette hausse des prix. On pourrait dire que ce n'est que provisoire, et que, par une hausse des salaires intervenant dans un proche avenir, ce déséquilibre pourra être redressé. Théoriquement, c'est exact. Mais, en pratique, il n'y a aucune chance que les salaires augmentent prochainement. Une autre décision du 1^{er} juin a fortement souligné et accentué la tendance à diminuer les salaires réels. Il s'agit de l'ajournement de la suppression de l'impôt sur les salaires. Cette suppression avait été promise en 1960, lors de la réforme monétaire. En l'ajournant, l'état gagne quelques milliards de roubles, car l'impôt représente 7,5 % du salaire, soit environ 5 à 6 roubles par ouvrier. Le gros de la perte de salaire réel retombe sur ceux qui touchent 60 à 80 roubles par mois, c'est-à-dire sur la grande majorité de la classe ouvrière. Les bureaucrates reconnaissent ouvertement dans leur décret que, s'il était nécessaire d'ajourner la suppression de l'impôt, c'est que le gouvernement ne peut réduire ses dépenses, notamment celles pour l'agriculture. Donc, non seulement il n'y a pas eu de hausse des salaires compensant la hausse des prix, mais, de plus, une telle hausse a été écartée pour longtemps par une mesure supplémentaire réduisant davantage le salaire réel. Et c'est ici qu'il nous faut comparer les revenus paysans et les salaires ouvriers pour établir la base du rapport réel entre les classes, et la tendance principale de son développement.

D'après une source soviétique, nous l'avons déjà signalé, le revenu moyen mensuel des kolkhoziens a atteint en 1958-59, de 200 à 250 roubles anciens (de 20 à 25 roubles nouveaux), sans compter le revenu des parcelles individuelles. Une rapide estimation va nous permettre d'établir que les membres des riches kolkhozes devraient toucher au moins 40 roubles par mois en numéraire (soit le double du chiffre moyen), et que leurs parcelles individuelles leur procurent au moins de 10 à 15 roubles supplémentaires. N'oublions pas que, entre 1958 et 1962, les revenus des kolkhoziens se sont développés en absorbant la différence entre les salaires réels anciens et nouveaux des ouvriers. Nous supposons donc qu'aujourd'hui le revenu moyen des membres des kolkhozes riches a atteint le niveau du salaire moyen des ouvriers (qui, répétons-le, ne dépasse certainement pas, en réalité, 50 à 60 roubles). Naturellement, faute de statistiques complètes et précises, nous sommes obligés de procéder d'une manière indirecte et fort incertaine. Néanmoins notre hypothèse est réaliste, tout au moins

en tant que tendance ; si, à l'heure actuelle, cette égalisation ne s'est pas encore réalisée pleinement et complètement, cela viendra dans un proche avenir. Nous ne devons pas condamner abstraitement une telle égalisation, et ce d'autant moins que, si elle est réalisée, c'est que la base des « ciseaux » économiques entre prix industriels et prix agricoles est en train de disparaître. Or, le problème des « ciseaux » constitue le point névralgique de l'économie de transition, puisqu'il est la meilleure mesure de la situation de l'alliance ouvrière et paysanne, base de la dictature du prolétariat. Trotsky a inlassablement lutté pour que l'écart entre les deux branches des « ciseaux » diminue, pour que l'équilibre entre prix industriels et agricoles se rétablisse. C'est de cette manière que la « coexistence » de la planification et de la loi de la valeur s'exprime, en tant que rapport entre classes, dans une société de transition. On pourrait donc dire que les dirigeants actuels sont en train de réaliser précisément cet équilibre qu'a préconisé en vain, pendant longtemps. Trotsky. « Seulement », il y a une différence entre la méthode révolutionnaire et la manière bureaucratique. Trotsky n'a jamais proposé l'égalisation de ces prix par la hausse des prix agricoles. Bien au contraire, il a maintes fois souligné que, seul, le développement de l'industrie peut fournir la base qui est nécessaire pour diminuer les prix industriels, et combler ainsi l'écart entre les branches des « ciseaux ». Autrement dit, il s'agissait, pour Trotsky, de renforcer la planification face à la loi de la valeur, et la classe ouvrière face aux autres classes. Or, sans même parler du fait que, par suite de la politique stalinienne, les « ciseaux » se rouvrent, à peine fermés, du fait de la hausse des prix industriels, l'égalisation à laquelle nous assistons actuellement entre les salaires des ouvriers et les revenus des paysans riches se fait aux dépens de la classe ouvrière soviétique, c'est-à-dire que la situation des ouvriers empire au profit des kolkhoziens riches, des commerçants et de la bureaucratie en général.

Mais le salaire et son niveau ne donnent qu'un indice relatif de la situation des ouvriers. Il faut examiner les conditions d'existence réelles de la classe ouvrière pour connaître sa situation véritable.

Parmi d'autres raisons des retards dans l'exécution du plan, les dirigeants désignent, en premier lieu, le bas niveau de la productivité. A juste titre, car l'augmentation substantielle de la productivité, et elle seule, pourrait donner un espoir (qui serait lui aussi finalement vain, d'ailleurs) de gagner la bataille économique. Mais, en même temps, ils ont tort de ne pas voir que le niveau de la productivité, à son tour, est conditionné par d'autres facteurs plus importants, et, d'abord, par l'isolement économique de l'U.R.S.S. Parce qu'ils ne veulent pas voir cette vérité, et parce qu'ils sont partiellement dans le vrai, les dirigeants font tout leur possible pour augmenter la productivité. Cette bataille, devenue surtout depuis le commencement du plan septennal une question de vie ou de mort, est menée par

tous les moyens. En U.R.S.S. et dans les « démocraties populaires », les bureaucrates ont mis l'accent sur la productivité, et ils s'attendent à ce que le développement industriel soit assuré, dans une large mesure, par le relèvement de son niveau. Nous avons cité déjà la *Pravda* qui, devant les résultats piteux du plan, désignait le bas niveau de la productivité, comme cause de tout le mal. Dans un autre article, le même journal définit la ligne à suivre : « ... l'élévation *par tous les moyens* de la productivité du travail ». (16 octobre 1962. Souligné par nous.) Mais, étant donné que la productivité n'est pas uniquement une catégorie technologique, mais qu'elle est liée aussi aux conditions de travail des ouvriers, nous pouvons affirmer que l'augmentation de la productivité se réalise, en grande partie, par l'aggravation des conditions faites aux ouvriers dans le processus de la production.

Cette aggravation ressort clairement d'une confrontation de certains faits. Dans le décret gouvernemental déjà cité du 20 septembre 1959, les bureaucrates ont ordonné la réalisation, par étapes, de la réduction de la durée du travail. En 1960, au début du plan septennal, la journée de 7 heures a été généralisée. En même temps, le plan prévoit une augmentation de 45 à 50 % de la productivité générale par ouvrier. Cela veut dire qu'un ouvrier doit produire davantage pendant 7 heures qu'auparavant pendant 8 heures, car le niveau technique de la production reste, *en général*, à peu près le même. N'oublions pas que la production doit s'accroître selon les prévisions du plan, que, comme le décret le précise, chaque organisation du parti, des syndicats et économique doit veiller à ce que, malgré la réduction de la durée du travail, aucun bouleversement n'intervienne dans l'exécution du plan. En réalité, cette aventure propagandiste, les ouvriers la paient par une intensification du travail qui leur enlève complètement le bénéfice réel de la réduction de la journée de travail. Nous savons que la bourgeoisie, depuis longtemps, utilise l'intensification du travail pour s'approprier davantage de plus-value malgré la réduction de la durée du travail.

Le caractère d'aventure que présente cette réduction de la journée de travail est souligné par le fait que l'économie soviétique a encore besoin aujourd'hui de ces heures de travail perdues. La presse soviétique et les discours des dirigeants ne cessent de s'élever contre les heures supplémentaires « excessives ». Cela signifie deux choses : premièrement, que les dirigeants des usines sont contraints de recourir aux heures supplémentaires pour réaliser le plan, car, malgré toutes les contraintes, tout le système des normes et du contrôle, tout le développement technique, la productivité n'augmente en réalité que très peu ; deuxièmement, que les ouvriers acceptent volontiers les heures supplémentaires pour augmenter leurs salaires. Le système des heures supplémentaires « excessives » est le signe de la pauvreté, à la fois de l'économie et des ouvriers. La

bureaucratie utilise tous les moyens, comme la *Pravda* l'a recommandé, pour obliger les ouvriers à produire davantage. Les ouvriers, naturellement, résistent ou, du moins, veulent obtenir certaines contreparties. Une lutte acharnée couve entre la classe ouvrière soviétique et les bureaucrates. Pour présenter cette lutte autour de la productivité, citons le rapport de Victor Grichine, président de l'Union des syndicats, devant son Comité central, le 27 décembre 1962, rapport dans lequel il a critiqué « ... *le faible rendement de certaines fractions de la main-d'œuvre... et dénoncé l'absentéisme, la violation de la discipline du travail, l'abus de la pratique des heures supplémentaires et la non-exécution des normes EN PARTICULIER PAR LES JEUNES TRAVAILLEURS* ». (*Le Monde*, 28 décembre 1962. Souligné par nous.)

Nous avons dit quelques mots, au début de cette étude, sur la situation spécialement difficile des jeunes et des femmes travailleuses. C'est pourquoi nous n'y reviendrons donc pas maintenant, sinon pour souligner les conditions de vie extrêmement dures que connaissent particulièrement ces deux catégories de travailleurs.

Voilà donc comment les difficultés économiques provoquées par le retard accru de l'U.R.S.S. ont abouti à ce glissement social qui se manifeste, tout d'abord, par l'aggravation des conditions d'existence de la classe ouvrière soviétique. Elle porte, sans aucune contrepartie, le fardeau d'un concours économique déraisonnable entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme. Autre conséquence de ce glissement social, le renforcement d'une partie de la paysannerie kolkhozienne, au sein de laquelle une différenciation se développe. Parallèlement, l'agrandissement et le renforcement des couches sociales intermédiaires sont devenus inévitables. En premier lieu, nous assistons à la floraison de la petite-bourgeoisie urbaine, qui accapare une partie de la rente différentielle. En même temps, se développe une différenciation au sein de la bureaucratie, où des couches spéciales se forment et s'agrandissent. Tout d'abord, l'armée des fonctionnaires de l'état et du parti se différencie d'une autre couche, la bureaucratie de l'industrie. Cette dernière se gonfle en faisant sa « soudure » avec les éléments qui contrôlent le commerce et le troc, tels qu'ils se développent entre les entreprises, comme entre celles-ci et les kolkhozes. En définitive, c'est dans ce processus que nous pouvons résumer les rapports entre les classes et leur évolution à l'intérieur de l'U.R.S.S. Cela signifie une modification de la situation sociale au détriment de la classe ouvrière et au profit de la petite-bourgeoisie, avec les diverses couches qui la constituent. Mais les modifications dans les rapports entre les classes ne sont pas statiques, elles ont leur dynamique propre, qui tend à s'exprimer sur le plan politique. Le glissement social s'est manifesté immédiatement dans une lutte politique, qui tend à changer les caractéristiques formelles de l'état. Le premier pas dans cette lutte, c'est une transformation des cadres organisationnels de la vie politique qui garantisse des conditions plus

favorables aux forces ennemies de la classe ouvrière. C'est ce processus qui se développe aujourd'hui en U.R.S.S., où le nouveau rapport des forces entre la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie se reflète dans la marche en avant de cette dernière.

La bureaucratie « libérale » avait déclaré que la société soviétique entrait dans la phase de la construction du communisme, où les antagonismes de classes cédaient la place à une collaboration amicale. Sur cette base, l'équipe dirigeante a répandu une nouvelle « théorie », selon laquelle la dictature du prolétariat n'est plus nécessaire, car le caractère de la société a changé. Ainsi, l'état prolétarien doit censément se transformer en un état populaire représentant le peuple soviétique tout entier. Contrairement à ces affirmations, la réalité est que cette société a été contrainte de donner un rôle accru à la loi de la valeur. Les rapports sociaux s'y développent, non d'après les déclarations solennelles sur la construction du communisme et l'amitié entre les classes, mais dans le cadre du rôle plus étendu joué par cette loi capitaliste. Au lieu d'une atténuation de la division en classes, une différenciation a commencé, et continue de se développer au détriment des ouvriers. Dans ces conditions, la modification de la définition formelle de l'état signifie un premier pas sur la voie de la marche au pouvoir de la petite-bourgeoisie, mise de la sorte sur un pied d'égalité formelle avec les ouvriers vis-à-vis de l'état. Cette égalité théorique dissimule, en réalité, le renforcement social et politique de la petite-bourgeoisie aux dépens de la classe ouvrière. Ainsi, le caractère « populaire » attribué à l'état n'est que l'expression, sur le plan politique, du processus de modification en cours dans les rapports entre les classes. Evidemment, cela n'était qu'un début. La petite-bourgeoisie renforcée ne se satisfait pas de conquêtes politiques qui ne s'accompagnent pas d'effets concrets ; ce à quoi elle aspire, c'est à stabiliser définitivement son enrichissement, stabilisation inconcevable sans un changement du caractère même de la société. A cette fin, il lui faut poursuivre sa progression politique, en s'assurant des moyens nécessaires à la lutte pour le pouvoir. De ce point de vue, la réorganisation du parti et des organes économiques, décidée le 19 novembre 1962 par le Comité Central, constitue une nouvelle victoire politique de la petite-bourgeoisie. De quoi s'agit-il ?

Tout d'abord, de la suppression du parti en tant qu'organisation politique. La coupure du parti en deux organisations, l'une dans l'industrie, l'autre dans l'agriculture, le prive définitivement de son unité, condition essentielle pour toute organisation politique. Désormais, il y a deux organisations parallèles qui ne se rencontrent qu'au présidium du Comité Central de chaque république, et au présidium du C.C. de l'U.R.S.S. On a même supprimé le Comité Central unique, en constituant à sa place deux bureaux, l'un agricole, et l'autre industriel. Il est donc clair que la bureaucratie a constitué ainsi deux organisations de caractère corporatif.

Mais c'est seulement l'un des aspects de la réforme, qui doit être considérée aussi par rapport à la réalité sociale.

De ce point de vue, la suppression du parti politique unique nous apparaît comme le prélude à la création de deux partis. Le corporatisme, en réalité, donne la possibilité d'un développement menant à la représentation politique ouverte et reconnue de la paysannerie. La coupure du parti, sa suppression, signifiera ainsi la création du parti politique de la petite-bourgeoisie rurale. Comme la bourgeoisie lucide l'a exprimé dans *Le Monde* (21 novembre 1962) : « ... *L'impression s'impose que deux partis coexisteront désormais... celui des paysans et celui des ouvriers* ». Naturellement, nous contestons cette caractérisation. Il s'agit d'une minorité de paysans, la couche dirigeante des kolkhozes riches. D'autre part, la branche industrielle de ce nouvel organisme pourra devenir le parti de la bureaucratie industrielle. Les ouvriers, eux, n'ont pas de parti, pas plus que les kolkhoziens pauvres. L'évolution des rapports entre les classes se fait sur la base de l'enrichissement d'une minorité et de la dégradation de l'immense majorité.

La situation réelle des classes sociales, les mouvements divers au sein de ces classes le démontrent suffisamment. La meilleure preuve nous en est fournie par d'autres dispositions prises à la même session du Comité Central, deux décisions surtout, qui révèlent la position de la bureaucratie vis-à-vis de la crise de la planification et, partant, des rapports entre les classes en U.R.S.S. Le C.C. a décidé un agrandissement général, une centralisation poussée des sovnarkhozes, en les dotant de droits beaucoup plus larges, notamment d'une certaine autonomie, ainsi qu'« ... *une nouvelle extension des droits des directeurs d'entreprises* ». (*Le Monde*, 25-26 novembre 1962.) Une autre décision a créé un Conseil de l'économie nationale, organe central des sovnarkhozes agrandis. Ce Conseil s'est vu attribuer plusieurs tâches d'importance capitale, jusque-là réservées au « Gosplan », organe central de la planification. Il est significatif qu'à la session du C.C. « ... *la plupart des délégués qui sont intervenus ont critiqué le Gosplan* ». (*Le Monde*, 24 novembre 1962.) A la session du Soviet suprême du 10 décembre 1962, c'est Dymchitz, récemment promu à la présidence de ce nouveau Conseil de l'économie, qui jouait le rôle de vedette, à côté du ministre des finances, dans la présentation et la discussion du budget. En outre, ici aussi, les délégués critiquaient sévèrement le Gosplan. En vérité, ces décisions signifient que, dans la crise de la planification, les libéraux ont adopté une politique qui, par la création de ce Conseil, donne une forme organisationnelle à la représentation des forces économiques hostiles à la planification. Il est évident que, par le truchement de ce nouvel organe, un rassemblement des partisans de la rentabilité économique peut s'opérer contre la représentation des intérêts globaux de la société incarnés, en l'occurrence, par le Gosplan. Par conséquent, les formes organisationnelles d'une progression des forces petites-bourgeoises

ont été mises en place par la bureaucratie régnante. Dans les rapports entre les classes, le glissement vers la petite-bourgeoisie a été ainsi codifié. Il a été souligné par la coupure des syndicats et du Komsomol, mettant l'accent sur le rôle de « transmission » des syndicats ouvriers, tel qu'il se reflète dans les dernières consignes de Grichine. La classe ouvrière soviétique a perdu toute possibilité organisationnelle, même purement formelle, de préserver les conquêtes ouvrières, et la petite-bourgeoisie, qui leur est hostile, a gagné du terrain. Tel est le contenu politique actuel des rapports entre les classes en U.R.S.S.

... et ses luttes.

Que la petite-bourgeoisie aspire au rétablissement du capitalisme, c'est une chose. Que les staliniens, par leur politique, lui facilitent la tâche, c'est aussi une chose. Mais la façon dont réagit la classe ouvrière... en est une tout autre.

L'enrichissement des couches intermédiaires se fait par l'appauvrissement des ouvriers. L'obligation d'augmenter la productivité les écrase. La N.E.P. « renouvelée » ne peut s'accomplir que sur leur dos. Les forces qui tendent à restaurer le capitalisme tendent à asservir les ouvriers.

Ainsi, la classe ouvrière est-elle *obligée* de combattre ces tendances. Plus la petite-bourgeoisie avancera, plus grand sera le fardeau des ouvriers, plus ils seront entraînés dans la lutte. Il s'agit de leur peau, de leur vie quotidienne. Aujourd'hui, la classe ouvrière soviétique a déjà commencé le combat.

Nous avons mentionné le discours de Grichine, président des syndicats, qui a avoué que *les jeunes ouvriers surtout* manifestent leur hostilité, allant jusqu'au sabotage de la production. Au début d'octobre 1962, à une réunion du comité du parti pour la région de Léninegrad, le secrétaire Laurikov a déclaré qu'en 1961 « ... deux millions et demi de journées de travail ont été perdues dans les entreprises industrielles de Léninegrad, du fait des absences **NON MOTIVÉES** et des retards des travailleurs. » (Souligné par nous.) Au Comité Central du parti, le 19 novembre, Volkov, le dirigeant du Comité d'état du travail et des salaires, annonçait que la fluidité de la main-d'œuvre coûte près de 2 milliards de roubles par an à l'économie. Par ce terme de « fluidité », les bureaucrates entendent le mouvement des ouvriers qui quittent les usines, et changent de place pour fuir des conditions intolérables. Cette migration de la main-d'œuvre est une des formes actuelles de la lutte ouvrière, et gagne une importante proportion de la classe tout entière. Le journal *Sovietskaya Rossia* écrit à propos de Kemerovo, ville industrielle de Sibérie centrale, que « ... mécontents de la confusion qui règne et des bas salaires, des groupes entiers d'ouvriers quittent leur travail. L'an dernier (en 1961), l'entreprise de construction régionale a perdu plus des deux tiers de son personnel. » Et le journal révèle que, pendant les six premiers mois de 1962, 47.000 ouvriers ont fait

la grève à Kemerovo. Bien que l'agence de presse soviétique ait démenti cette nouvelle, sa protestation équivalait à une confirmation. Elle a dû reconnaître cette migration de masse, en lui donnant l'aspect de « mouvement de personnel ». Mais le meilleur démenti de ce « démenti » se trouve dans le discours de Grichine où il annonçait une fuite massive des ouvriers de la région de Krasnoïarsk, à cause de conditions insupportables de logement, etc. Pendant les neuf premiers mois de 1962, 80.000 (!) ouvriers ont quitté les entreprises de cette région, selon Grichine lui-même. Nous pouvons donc supposer, sans crainte d'erreur, qu'en réalité ces mouvements doivent avoir une ampleur beaucoup plus grande.

Ces migrations, les absences, les retards, le gaspillage, dénoncés violemment par les bureaucrates, ce sont les formes que prend le grand sabotage inorganisé de la classe ouvrière soviétique. Les ouvriers sont privés de moyens normaux de lutte, en premier lieu, de syndicats. Ceux-ci remplissent le même rôle que sous le règne de Staline : parties intégrantes de la machine étatique, ils transmettent, telle une « courroie », les ordres de l'état, obligeant, forçant les ouvriers à intensifier leur travail. Or, la classe ouvrière doit se battre contre son asservissement. Privée de moyens, elle choisit le plus élémentaire, le sabotage. Ouvrier, tu es privé de ton syndicat, ton niveau de vie baisse, tes conditions de travail empirent de plus en plus : Sabote la production par tous les moyens ! C'est ainsi que la classe ouvrière soviétique arrive à la pratique du sabotage en masse.

Le niveau actuel de la lutte ouvrière n'a atteint qu'une forme primitive et instinctive engendrée dans la classe par ses conditions d'existence. C'est ce même instinct qui conduit les ouvriers soviétiques à d'autres formes élémentaires de lutte, les révoltes spontanées, sporadiques et isolées. Ces révoltes, absolument inorganisées, constituent une forme de lutte plus élevée, car elles sont des signes de combativité chez les ouvriers. Elles sont lourdes de tensions révolutionnaires, et indiquent que la classe est en train de se restructurer, car elle est prête à se battre.

Au cours de l'été 1962, après le relèvement des prix agricoles, une révolte a éclaté dans la région de Rostov-sur-le-Don et autour de Novotcherkask, région et villes industrielles importantes. Nous avons très peu d'informations à ce sujet. Pourtant, il est certain qu'il y a eu des manifestations, et des escarmouches avec la police qui ont fait plusieurs morts et blessés. Les autorités soviétiques ont ordonné, le 18 juillet, un couvre-feu dans la région, fait très important, *pour tous les jeunes de moins de 16 ans*. Sur les incidents de Novotcherkask, *Le Monde* (10 octobre 1962) nous apprend que « ... les jeunes ouvriers et étudiants des écoles techniques, qui composent environ le sixième de la population de la ville, auraient constitué la majeure partie des manifestants ». A Moscou, le 16 décembre 1962, à la journée de la poésie, un groupe imposant de jeunes ouvriers et étudiants a manifesté. « Un jeune homme qui disait des vers « pessimistes » a été arrêté pour « ivresse publique » et conduit au poste, malgré les protestations

d'une soixantaine de garçons de son âge», rapporte le correspondant à Moscou du *Monde*, le 18 décembre 1962.

A côté des mouvements d'ouvriers, se manifestent des signes particuliers du mécontentement paysan. La majorité de la paysannerie n'appartient pas aux bénéficiaires de la rente différentielle. Surtout dans les régions lointaines, la paysannerie kolkhozienne n'a tiré aucun profit de la N.E.P., elle subit les conséquences de la différenciation au sein de la paysannerie. L'existence, le développement, la virulence même des sectes religieuses sont un signe incontestable de la misère paysanne. L'apparition des sectes religieuses est un phénomène social propre à la paysannerie. Le paysan pauvre, écrasé par la misère, tenu par l'immense poids de l'appareil étatique, perdant tout espoir de changer sa vie, tourne ses yeux vers le ciel. L'église traditionnelle lui paraît, à juste titre, loin de sa vie quotidienne, à la hauteur de l'état. Il s'évade vers les communautés religieuses des sectes, formées à sa manière, proches de lui. On connaît la triste et émouvante histoire des sectes paysannes enfermées dans l'étau cruel et inhumain de la société abjecte de l'Europe Orientale entre les deux guerres. Nous pouvons imaginer la tragédie d'une réalité qui semble sans issue aux paysans, les poursuites, les procès, les arrestations, que l'appareil policier et judiciaire soviétique inflige aux sectes telles que les Témoins de Jéhovah. Derrière ces informations, rapportées très souvent dans les faits divers, se dissimule un drame social profond. Les paysans, par eux-mêmes, ne peuvent arriver qu'à des formes primitives de lutte. Si ces formes de lutte leur semblent impossibles, ils vont, non vers des formes plus avancées comme les ouvriers, mais vers Jéhovah. Le développement de ces sectes en U.R.S.S. est, en soi, éloquent. Un événement tel que la fuite de trente personnes appartenant à une secte de Tchernogorsk (Sibérie) à l'ambassade américaine de Moscou, montre la profondeur du problème, non parce que ces paysans sont allés à cette ambassade, mais parce qu'ils sont arrivés à Moscou, ce qui serait inimaginable sans une sympathie profonde de la population, qui les a aidés à traverser des milliers de kilomètres, sans que les autorités interviennent.

Ces mouvements d'ouvriers, ces formes de résistance passive des paysans constituent aujourd'hui les méthodes élémentaires de l'action de classe dans la profondeur des masses. Faute de renseignements, nous ne pouvons pas les analyser en détail, mais quelques constatations générales s'imposent. Tout d'abord, ces mouvements s'étendent à tout le territoire de l'U.R.S.S., et il serait erroné de les localiser, soit à Moscou, soit dans les régions riches comme l'Ukraine, ou déshéritées comme la Sibérie. Ensuite, l'avant-garde de ces mouvements ouvriers, c'est la jeunesse, qui engage et mène la bataille et détermine sa nature. Cette prédominance de la jeunesse est la caractéristique d'une montée révolutionnaire, de son dynamisme et de sa combativité.

2) Les forces sociales antagonistes dans le miroir des discussions publiques

La N.E.P. comporte, théoriquement, à la fois la possibilité d'un renforcement des tendances socialistes et celle d'un renforcement des tendances pro-capitalistes ; mais il faut réaffirmer ici que son évolution dans une direction ou dans l'autre n'est nullement fatale. Elle s'accomplit, sur la base d'un rapport des forces donné, par une lutte entre les forces antagonistes, la politique de l'oligarchie dirigeante étant à la fois le produit et l'un des facteurs du déroulement de cette lutte. En U.R.S.S., l'application droitrière de la N.E.P. a eu pour effet de modifier le rapport des forces en faveur de la petite-bourgeoisie urbaine et rurale ; cette dernière s'est engagée dans une lutte ouverte pour le pouvoir.

La lutte se déroule devant nos yeux, entre autres, sous la forme de discussions autour des problèmes essentiels de l'économie et de la culture soviétiques.

De l'économie...

Les journaux, les revues, la radio et même la télévision soviétiques ont publié, depuis plusieurs années, et surtout en 1962, des propositions visant à réformer l'économie soviétique. Devant la crise de la planification, les représentants de diverses tendances en viennent à s'exprimer plus hardiment, en proposant leurs solutions. L'étude de ces discussions nous permet ainsi de mesurer les répercussions du changement intervenu dans le rapport des forces.

Retraçons tout d'abord sommairement l'historique de cette discussion. En 1958-1959, la bourgeoisie occidentale écarquillait les yeux devant un remue-ménage nettement perceptible parmi les économistes soviétiques. Une vague d'économistes de la « nouvelle école mathématique » commençait à émerger, et à livrer bataille aux « dogmatiques ». La principale préoccupation de cette nouvelle école consistait apparemment à introduire les méthodes modernes de calcul, utilisées par les économistes occidentaux, dans l'économie soviétique. Notons, cependant, que ces économistes s'intéressaient surtout aux méthodes scientifiques de la fixation des prix et de la « rémunération des investissements » (quelle belle expression !). Cette nouvelle école faisait une large propagande pour des méthodes telles que l'économétrie, l'input-output (1), etc. Ses représentants travaillaient surtout dans les instituts de recherche et dans les organes de plani-

(1) Méthode de calcul détaillé des « entrées » et des « sorties », appliquée à une entreprise, à une branche d'industrie, ou à l'économie d'un pays tout entière.

fication. Ils se heurtaient à la résistance des « dogmatiques », retranchés, en premier lieu, dans les universités. Il est bien évident que les méthodes mathématiques, dans le domaine de l'économie comme dans tout autre, ne constituent qu'un outil ; en elles-mêmes, elles ne sont ni pro-socialistes, ni pro-capitalistes ; tout dépend des conceptions d'ensemble de ceux qui les emploient. De telles méthodes peuvent et doivent être utilisées dans une économie socialiste, où elles facilitent la « comptabilité générale » de la planification. La discussion entre cette nouvelle école et les « dogmatiques » ne portait donc pas sur les véritables problèmes en litige, comme c'est d'ailleurs le cas de toute discussion entre staliniens. Cependant, il ne faut pas oublier que cette discussion n'est pas née par hasard. Elle s'est développée dans les conditions d'une crise de la planification. Elle exprimait la lutte en cours autour de la solution de cette crise, et les différentes opinions avancées représentaient les intérêts de diverses forces sociales. L'introduction de méthodes modernes de calcul peut aussi servir à torpiller la planification. L'application de ces méthodes conduit à poser sérieusement le problème du taux d'intérêt et, partant, ceux de la rentabilité et de la formation des prix ; or, faire de la rentabilité de chaque entreprise d'état la règle d'après laquelle seront fixés les prix, y compris les prix des moyens de production vendus par une entreprise d'état à une autre, c'est en fait se dresser non pas tellement contre les *méthodes staliniennes* de planification que contre la planification tout court.

Ce n'est pas par hasard que les représentants principaux de la « nouvelle école » sont les académiciens Nemtchinov et Stroumiline, et le chercheur Kantorovitch. Or, l'octogénaire Stroumiline, statisticien du tsar pendant la première guerre mondiale, fut l'un des économistes qui se mirent au service de Staline dans sa lutte contre l'Opposition ; l'académicien Nemtchinov est le président du sovnarkhoze de Kharkov et il est, nous le verrons plus loin, très engagé dans les discussions actuelles ; quant à Kantorovitch, son livre sur le capitalisme actuel a causé certains remous en U.R.S.S., car il y remet en question la validité de certaines des lois découvertes par Marx, entre autres celle de la paupérisation. Il ne s'est pas contenté de critiquer les absurdités à la Thorez, mais a « modifié » Marx. Ici aussi, ce n'est pas l'introduction de méthodes mathématiques qui est dangereuse en elle-même. L'affirmer, comme l'ont fait les « dogmatiques », est une stupidité. La question est de savoir, compte tenu de l'évolution du rapport des forces, et des conceptions générales de ceux qui les emploient, dans quelle direction leur utilisation engage l'économie soviétique : or, c'est précisément la modification du rapport des forces en faveur de la petite-bourgeoisie qui se manifestait dans l'évolution des positions économiques théoriques de ceux qui mettent en cause la direction de l'état. En 1959, Kantorovitch réclamait seulement

que les économistes accordent plus d'attention à certaines méthodes de calcul ; aujourd'hui, on va beaucoup plus loin.

Au mois de septembre 1962, la *Pravda* publiait un long article de Liberman, professeur à l'Université de Kharkov ; celui-ci proposait de changer les méthodes de la planification. Selon lui, il faudrait supprimer les indices multiples émanant des organes centraux de la planification, et qui constituent une véritable tutelle sur les entreprises ; au lieu de cette multitude de prescriptions venant du centre, il faudrait donner seulement des indices obligatoires de quantité, de qualité et de livraison ; les usines devraient être libres en ce qui concerne l'organisation intérieure de la production. Et le professeur Liberman proposait d'organiser des rapports étroits entre producteurs et consommateurs et, par conséquent, de juger l'activité des entreprises d'après le seul critère de la rentabilité.

En somme, ces propositions tendent à affaiblir le contrôle central de la planification, et à renforcer le contrôle par le marché ; donc à baser l'activité des usines sur le critère du « profit » (1). Evidemment, dans leur forme, elles mélangent encore la conservation de la planification avec la « libération » entière de la loi de la valeur. Mais il n'en est pas moins clair que leur réalisation augmenterait l'influence du marché libre au détriment de celle de la planification. En ce sens, avec le plan du professeur Liberman, la petite-bourgeoisie passait à l'offensive. Il n'y a rien d'étonnant à ce que cet article ait provoqué de très vives réactions et le début d'une lutte. En octobre 1962, les partisans du plan Liberman ne formaient encore que la minorité, composée de professeurs, d'intellectuels en général et de directeurs d'usine. Dans sa lutte contre ce groupe, la majorité prenait pour cible la notion de rentabilité, affirmant, à juste titre, qu'il est impossible d'en faire le critère unique de l'activité des entreprises dans l'économie soviétique.

Liberman a repris et développé ses thèses, en octobre 1962, devant la télévision moscovite. Devant les téléspectateurs, il a avancé ses idées sur l'autonomie des entreprises, proposé la liberté d'embauche pour les directeurs, la pratique de la « souplesse des salaires », et le droit pour les entreprises de conserver une partie de leurs bénéfices à des fins d'auto-financement. En même temps, la *Pravda* publiait un article de l'académicien Nemtchinov qui, sous une forme beaucoup plus voilée, préconisait des réformes semblables : perfectionnement du mécanisme des prix, intro-

(1) Les économistes soviétiques désignent, depuis toujours, sous le nom de « profit » d'une entreprise d'état, la différence entre ses recettes et ses dépenses annuelles. Dans le cadre d'une économie planifiée, protégée par le monopole du commerce extérieur, ce « profit » revêt un caractère profondément différent de celui qu'il affecte dans une économie capitaliste, dont il constitue le moteur. Proposer de faire du « profit » le critère du plan, c'est donc proposer l'extension de l'empire de la loi de la valeur aux moyens de production eux-mêmes, aux dépens des forces conscientes de la planification.

duction de normes de rentabilité à long terme, extension des droits des entreprises. Nemtchinov écrivait notamment : « ... *Le système de planification doit être réformé de façon à ce que les entreprises et ceux qui y travaillent soient matériellement intéressés, non seulement à l'accroissement de la production, mais aussi à la diminution des prix de revient* » (cité par *Le Monde* du 9 octobre 1962).

Notons en passant que Nemtchinov et Liberman sont également de Kharkov, centre important d'une riche région ukrainienne ; le président du sovnarkhoze et le professeur de l'Université de Kharkov sont ainsi les théoriciens principaux de la politique vers laquelle tend à s'orienter Khroutchev, lui-même originaire de Kharkov. Mais bien qu'il y ait un « groupe de Kharkov », on ne peut en faire une réalité géographique, car il existe bien d'autres représentants de la nouvelle ligne. C'est ainsi que Borovitsky, directeur d'une usine de pneumatiques à Omsk, a critiqué dans la *Pravda*, les « principales fautes de la planification actuelle ». Selon lui, ce sont, d'abord, le fait que le centre réclame une quantité toujours croissante de produits, ce qui entraîne leur mauvaise qualité, ensuite, la pratique selon laquelle les directeurs d'usines ne participent pas aux décisions centrales. En apparence, Borovitsky est plus modeste, il ne propose pas tout un système. Mais, à côté d'une critique adressée au Gosplan (1), critique très à la mode actuellement en U.R.S.S., il revendique ni plus ni moins que l'intégration de la bureaucratie industrielle dans la gestion directe de l'économie soviétique. Vint ensuite, au début de novembre 1962, dans les *Izvestia*, le professeur Birman, vice-recteur de l'Institut économique Plekhanov, plus modéré que le « groupe de Kharkov » et moins brutal que Borovitsky. Il présenta son plan comme un plan socialiste pour une autonomie plus large des entreprises, afin de leur permettre de faire face à leurs obligations, car, par exemple, certaines d'entre elles, au bord de la faillite, sont incapables de payer les salaires. Il s'efforçait donc de démontrer que les ouvriers avaient intérêt à l'autonomie des usines. Ainsi, l'augmentation du pourcentage de leurs bénéfices conservé par les entreprises, argumentait-il, est nécessaire aussi pour augmenter la part distribuée aux ouvriers. Il semble que le professeur Birman ne soit pas devenu par hasard vice-recteur de l'Institut Plekhanov...

Naturellement, il y a eu des articles hostiles à ces propositions : avec plus ou moins de réserves, ils défendent l'état actuel du régime économique, argumentent contre la rentabilité, défendent le Gosplan, et ainsi de suite. Mais l'évolution se fait en faveur des « novateurs » car la bureaucratie de l'état et du parti, tout en évitant de prendre une position nette, favorise leurs propositions. « ... *Les avis semblent très*

(1) Rappelons que le Gosplan est, ou plutôt était, jusqu'aux décisions du C. C. de novembre 1962, l'organe central de la planification.

partagés sur la question capitale de l'autonomie à accorder aux entreprises et des stimulants, à leur fournir », écrit le correspondant du *Monde*. « De même, la remise en ordre du système des prix de gros industriels — que l'on voudrait faire reposer sur des indices plus authentiquement économiques que ceux utilisés jusqu'ici — semble se heurter à de grosses difficultés. » (26 septembre 1962).

C'est donc une véritable lutte qui se reflète dans cette discussion. Quelle est la position des « libéraux » au pouvoir ? Le numéro de novembre 1962 du *Kommunist* recommande la prudence à l'égard des propositions formulées. Malgré cette recommandation, la révision des prix de gros industriels, condition préalable d'un régime économique basé sur la rentabilité, se poursuit. La tendance de la politique actuelle des bureaucrates consiste à satisfaire l'appétit de pouvoir de la petite-bourgeoisie ; cette tendance a prévalu à la session du C.C. du 19 novembre 1962. Bien entendu, la suppression du parti unique était déjà un important recul de l'état ouvrier. Les autres aspects de cette réunion témoignent aussi de la faveur témoignée par le C.C. à la petite-bourgeoisie. Contrairement à certains comptes rendus des journalistes bourgeois, Khrouchtchev a ouvertement pris position sur plusieurs problèmes soulevés dans la discussion. Dans son rapport, il a proposé de transformer radicalement les organes de planification, et de perfectionner leurs méthodes. En ce qui concerne la rentabilité et la question des bénéfices, il a déclaré : « Sans une solution correcte des problèmes de la formation des prix, sans leur fixation scientifique, il est impossible d'éliminer les fautes sérieuses de la planification et... d'assurer les conditions de la rentabilité des entreprises ». Après avoir affirmé que l'économie socialiste tout entière ne travaille pas pour le bénéfice, il continue sans sourciller : « ... Mais, lorsqu'il s'agit d'une entreprise, le bénéfice prend une grande importance en tant qu'indice économique de l'efficacité de l'activité de cette entreprise. » A propos de la discussion qui s'est déroulée dans la presse, il recommande vivement d'examiner les « nouveautés », et lance un appel à l'étude soigneuse des propositions avancées. Les libéraux, dirigés par Khrouchtchev, ont donc choisi de renforcer la petite-bourgeoisie dans sa lutte pour le pouvoir.

C'est à travers cette lutte que nous pouvons mieux comprendre les décisions du C.C., instaurant le *Conseil de l'économie nationale*, élargissant les *sovmarkhozes* et recommandant une autonomie plus large des entreprises. Ces décisions semblent contredire dans une certaine mesure les propositions de Khrouchtchev, qui voulait doter les *sovmarkhozes* eux-mêmes d'un pouvoir de planification. Au lieu de cela, le C.C. a créé ledit Conseil, qui est tout de même un organe central. Cette modification, ainsi que la différence entre l'attitude du *Kommunist* et celle de la *Pravda*, par exemple, indiquent qu'il existe une divergence au sein de la direction

suprême. Comme le remarque *Le Monde* : « ... Les décisions... apparaissent plutôt comme le résultat d'un laborieux compromis négocié... entre diverses tendances au sein de l'appareil du parti... » (21 novembre 1962.) C'est cette divergence qui se reflète dans la position prudente, contradictoire et peu nette de la bureaucratie.

Le C.C. a pourtant donné le feu vert aux attaques petites-bourgeoises, indiquant ainsi quelle est la tendance dominante. Après cette victoire, la petite-bourgeoisie a immédiatement essayé de consolider et d'élargir ses positions. C'est ainsi que, le 30 novembre 1962, le jour même où le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. discutait de « l'amélioration de la planification », la *Pravda* publiait le programme de Berman, directeur d'une usine de machines-outils à Moscou ; ce programme systématisait et développait les propositions antérieures et, selon le commentaire de la *Pravda*, était « ... lié à la prochaine mise au point d'une loi de l'entreprise socialiste ». Selon Berman, il faut développer le rôle du nouveau Conseil de l'économie nationale, et diminuer celui du Gosplan. Ce dernier ne doit qu'élaborer « ... des perspectives qu'il ferait parvenir, par le truchement des sovnarkhozes, sous forme de chiffres de contrôle, pour deux ou trois ans ». Mais, éventuellement, le Conseil pourrait corriger ces chiffres, s'ils contredisent la réalité économique. Il en découle qu'« ... il faut donner aux entreprises individuelles le droit de dresser d'une façon indépendante leurs plans ». Et, conséquence logique, ces entreprises devraient « ... nouer des contacts directs avec les fournisseurs et les consommateurs, compte tenu des chiffres de contrôle » — ajoute prudemment Berman. En ce qui concerne les droits des directeurs, le programme est généreux. Il propose que les directeurs aient le droit de déterminer la structure du personnel de l'usine, de fixer les salaires qui peuvent être plus élevés que les salaires-type, de fixer les nouveaux prix, de disposer de crédits qui resteraient la propriété de l'usine. Ce programme reste jusqu'ici le sommet de la discussion. Il semble, d'après la remarque de la *Pravda*, qu'il sera bientôt adopté par une loi, qui fixerait ainsi le résultat provisoire de la lutte.

En signalant qu'une discussion moins bruyante mais aussi hardie se déroule autour de la priorité de l'industrie lourde, nous avons fait le tour des principaux enjeux de la lutte. Il s'agit aujourd'hui d'une attaque lancée par la petite-bourgeoisie contre la planification pour rétablir le libre jeu de la loi de la valeur. Comme objectifs de cette attaque, la petite-bourgeoisie avance la revendication du critère de la rentabilité, qu'elle oppose à la liberté de décision de l'état dans le domaine économique, celle de l'autonomie des entreprises, jusques et y compris la suppression de cette arme essentielle de l'état ouvrier qu'est le contrôle des prix et des salaires, et celle de l'abandon de la priorité de l'industrie lourde.

Bien entendu, nous savons très bien que la planification stalinienne créait une situation de plus en plus intenable, et que sa crise provenait en grande partie de ce qu'elle reposait sur une centralisation extrême et bureaucratique de l'économie. Cette planification-là mérite les critiques les plus impitoyables. Mais, le constater, ce n'est pas approuver n'importe quelle modification. Pour parler net, nous sommes partisans de cette seule méthode : la planification dirigée par la classe ouvrière, à travers son assemblée de députés des Conseils, contrôlée par les Conseils. Or, dans la discussion actuelle, les critiques justes formulées à l'égard de la planification stalinienne ne contiennent rien qui y ressemble. Contre la centralisation extrême de la planification, elles luttent pour la décentralisation. Mais, dans les conditions actuelles de renforcement des couches intermédiaires, bureaucratie industrielle et petite-bourgeoisie urbaine et rurale, la décentralisation signifie la participation accrue de ces couches à la direction de l'économie et, partant, de l'état. Le directeur d'usine qui lutte contre le *Gosplan* veut arriver à se voir attribuer, entre autres, le droit de fixer les salaires. Pour remettre ensuite ce droit entre les mains des ouvriers ? Ne soyons pas ridicules ! Il suffit de poser ces problèmes, non abstraitement, mais dans leur contexte social réel, pour comprendre le contenu de classe, au moins potentiel, de ces discussions.

Les critiques visant à affaiblir la position de l'état ouvrier ont déjà abouti à des résultats concrets. Dans la question capitale : « Qui dispose du revenu national ? », le rapport des forces entre l'état ouvrier et la petite-bourgeoisie s'est modifié. Cette dernière vise maintenant à briser la planification, le monopole étatique des prix et des salaires. Si elle arrivait à imposer ses revendications, la conséquence inévitable serait le rétablissement du capitalisme. Ce serait un développement de la différenciation sociale aboutissant à l'apparition d'une classe bourgeoise achevée, qui, vers l'extérieur, ferait sa jonction avec l'impérialisme. Ce n'est évidemment pas là ce que souhaite l'oligarchie dirigeante ; elle veut, au contraire, éviter une telle évolution. Cela explique ses hésitations. Mais, en même temps, elle fait des concessions à l'offensive petite-bourgeoise, qui influence déjà sa politique. La peur d'une évolution qui renforce les tendances bourgeoises s'exprime dans les discussions. Et les représentants de la petite-bourgeoisie sont parfois rejetés sur la défensive. Le directeur Berman, par exemple, a dû défendre le professeur Liberman contre les observateurs bourgeois clairvoyants. Mais il le soutient comme la corde soutient le pendu. Écoutons sa plaidoirie : Liberman « ... considère le bénéfice non pas en tant qu'objectif de la production, mais simplement en tant qu'un indice commode pour juger de l'activité des entreprises... ; il ne propose nullement... de développer en priorité les branches industrielles rentables ». (*Études Soviétiques*, décembre 1962. Souligné par nous.) Les opposants soviétiques à ces idées

ont raison d'écrire que, critère ou indice, la rentabilité influence même la politique des prix de l'état par l'offre et la demande, par l'utilité de l'article fabriqué, etc. Ils ne veulent de la rentabilité ni comme critère, ni comme indice. Leur attitude est plus conséquente que celle du groupe dirigeant de la bureaucratie qui, en modifiant le régime, renforce, qu'il le veuille ou non, la petite-bourgeoisie. Sur la base du rapport des forces, chaque modification de la planification stalinienne se réalise dans ce sens, quels que soient les souhaits des dirigeants. A l'heure actuelle, il nous est impossible de discerner d'autres tendances dans ces discussions économiques. Dans le groupe « dogmatique », par exemple, nous ne savons pas dans quelle mesure se trouvent des gens qui, tout en défendant les principes de la planification, seraient susceptibles de balayer, malgré tout, le régime de la planification *stalinienne*. Nous ne savons pas, non plus, si, parmi les critiques, il s'en trouve qui, attaquant vigoureusement la planification stalinienne, s'élèvent, en même temps, contre les tendances petites-bourgeoises. Aujourd'hui, la classe ouvrière n'est encore représentée dans cette discussion que d'une manière défigurée et bureaucratique, à travers la défense des positions de l'état ouvrier.

Mais la lutte se développe sur d'autres terrains. La discussion économique en est la forme la plus directe, dans le sens que c'est là que cette lutte est la plus consciente et la plus politisée. Dans le domaine artistique et littéraire se révèlent d'autres aspects du conflit.

... à la littérature.

Il y a des années que sont apparues dans l'art et la littérature soviétiques des œuvres défiant le soi-disant « réalisme socialiste », c'est-à-dire le conformisme stalinien. Ce n'est qu'en avril 1962 que ces tendances ont pris corps dans un changement d'ordre organisationnel, lors des élections de la direction de l'*Union des écrivains de Moscou*. Rappelons que cette *Union* représente en réalité la quasi-totalité des écrivains soviétiques. Son conformisme et son conservatisme stalinien sans bornes s'exprimaient dans sa composition : sur 1.300 membres, il n'y avait que 18 personnes de moins de trente ans et une seule de moins de vingt-cinq ans ! Le caractère stalinien sans réserves de l'Union était confirmé par le fait que ses membres âgés sont des survivants ! A l'exception d'une poignée d'écrivains non-staliniens (Pasternak, par exemple), tous ceux qui se sont élevés, soit contre la politique stalinienne en général, soit contre le stupide réalisme socialiste, ont disparu. Or, c'est dans cette forteresse du stalinisme qu'un changement est intervenu. Aux élections d'avril 1962, le parti s'est abstenu de présenter les candidatures des personnes les plus compromises ; c'était là une manœuvre pour canaliser le mécontentement contre les représentants de l'ancienne ligne stalinienne.

Mais, à la surprise générale, malgré ces précautions, huit des candidats officiels ont été battus, dont le directeur de la rubrique littéraire de la *Pravda*. En revanche, la majorité a voté pour l'entrée dans la direction des jeunes poètes Evtouchenko et Voznessenski. A partir de cette élection, une lutte intense s'est développée entre les dogmatiques et les « novateurs ». Mais, contrairement à ce qui se passe dans la discussion économique, il semble que les « novateurs » artistiques et littéraires ne soient pas des représentants de la petite-bourgeoisie ou, du moins, que la représentation de cette dernière soit mieux dissimulée.

Evtouchenko, petit-fils d'un général de l'armée rouge fusillé sous Staline, exclu du Komsomol en 1957, écrit des poèmes vigoureux, non seulement contre les héritiers de Staline mais aussi, comme « *Gredin dans son bain* », contre les signes d'embourgeoisement de la vie soviétique. Dans le journal cubain *Revolucion*, il évoque « ... les temps héroïques de la révolution d'Octobre », et il se demande « si les Soviétiques d'aujourd'hui n'ont pas perdu l'illusion romantique... » (cité par *Le Monde*, 2-3 décembre 1962). Il dénonce l'antisémitisme soviétique, défend, contre Khroutchev lui-même, le compositeur Chostakovitch et l'art abstrait. Co-rédacteur, avec Bella Akhmadoullina, autre représentant de ces « novateurs », de la revue *Iounost* (Jeunesse), il lutte contre les personnes compromises dans l'affaire Babel. Voznessenski, l'autre représentant de cette ligne, fut l'orateur le plus écouté des 15.000 personnes réunies au stade Lénine. Cette assemblée, en majorité jeune, l'applaudit lorsqu'il récita son poème « ... sur Lénine, qui, pour la première fois, décrit le règne de Staline comme une autocratie ». (*Le Monde*, 2-3 décembre 1962.) Contre ces « novateurs » de la littérature, les dogmatiques se sont groupés autour de Koçchetov, rédacteur de la revue *Octobre*, et attaquent les jeunes, en particulier Evtouchenko, Voznessenski et Axenov, qui osent critiquer le passé.

Sans aucun doute, les « novateurs » littéraires diffèrent beaucoup de ceux qui attaquent le stalinisme ultra-gauchiste sur le plan économique. Une des raisons en est la différence de nature entre art et littérature, d'une part, économie de l'autre. Le non-conformisme littéraire ne tolère pas la tutelle bornée du stalinisme ultra-gauche ou libéral, mais il ne tolère pas non plus les progrès de la petite-bourgeoisie. Le goût petit-bourgeois stalinien ne diffère en rien du goût traditionnel de la petite-bourgeoisie tout court. Les « dogmatiques » et les « novateurs » économiques sont vraisemblablement d'accord avec les dogmatiques littéraires : cela est, du moins, dans la nature des choses. Mais la cause principale de cette différence est que, alors que les « novateurs » économiques expriment les intérêts d'une petite-bourgeoisie bien définie, les « novateurs » littéraires se font l'écho des sentiments de la jeunesse ouvrière et étudiante. C'est dans ce contenu social qu'il faut chercher les racines de la différence. Il en résulte que, dans l'évolution de la discussion économique, on

peut mesurer les progrès de la petite-bourgeoisie, tandis qu'à travers la lutte littéraire, l'on peut diagnostiquer, au moins indirectement, le niveau de combativité des travailleurs et leurs positions. Les « novateurs » économiques s'inspirent de la science économique bourgeoise ; les « novateurs » littéraires, par contre, évoquent Lénine et la révolution d'Octobre. Il convient, cependant, de dire qu'il serait absurde de considérer ces deux formes actuelles de la lutte entre forces sociales antagonistes de façon scolastique. Aujourd'hui, la lutte réelle qui se déroule dans les profondeurs de la société entre la classe ouvrière et les forces petites-bourgeoises n'est pas arrivée à s'exprimer directement sous la forme de deux programmes et de deux organisations opposées. Elle s'exprime actuellement de façon voilée à travers ces discussions. Son développement dépend, d'une part, de l'attitude adoptée par l'oligarchie dirigeante, d'autre part, de l'évolution de la lutte menée par la classe ouvrière elle-même.

IV. - De la coexistence pacifique à l'alliance contre la révolution chinoise

La politique extérieure d'un pays, il y a longtemps que le marxisme l'a démontré, reflète fondamentalement le même contenu social, les mêmes intérêts que sa politique intérieure. La crise actuelle du régime bureaucratique en U.R.S.S. n'a pu manquer d'avoir sur la politique extérieure du Kremlin des effets aussi lourds de conséquences que sur sa politique intérieure. C'est l'évolution de cette politique extérieure que nous allons maintenant examiner brièvement, en commençant par quelques rappels historiques et théoriques.

1) Stalinisme et marxisme

a) Du « malentendu tragi-comique »...

Dès la fin de 1934, tirant le bilan de onze années de direction stalinienne de l'Internationale Communiste, Trotsky pouvait écrire :

« A l'égard de l'U.R.S.S., le rôle de la bureaucratie, comme nous l'avons dit, est double ; d'un côté, elle protège, avec les méthodes qui lui sont propres, l'état ouvrier, de l'autre, elle désorganise et freine le développement de l'économie et de la culture, en réprimant l'activité créatrice des masses. Par contre, dans le domaine du mouvement ouvrier international, il ne reste pas trace de cette dualité ; ici, la bureaucratie stalinienne joue,

d'un bout à l'autre, un rôle de désorganisation et de démoralisation, un rôle funeste. »

Et, dans *« La Révolution trahie »*, il a démontré comment, *« de la politique du socialisme dans un seul pays, la transition est toute naturelle à la théorie de la révolution dans un seul pays »*. Staline avait d'ailleurs donné le 1^{er} mars 1935, au journaliste américain Roy Howard, une interview justement fameuse :

Howard. — *Qu'en est-il de vos plans et de vos intentions de révolution mondiale ?*

Staline. — *Nous n'avons jamais eu de semblables desseins.*

Howard. — *Mais pourtant...*

Staline. — *C'est le fait d'un malentendu.*

Howard. — *Un tragique malentendu ?*

Staline. — *Non, comique, ou plutôt tragi-comique.*

On le voit, la politique de Khroutchév se fonde sur une tradition déjà ancienne. La bureaucratie, qui n'a pu accéder au pouvoir que grâce à un équilibre, historiquement transitoire, entre les forces de classe fondamentales, tant à l'intérieur de l'U.R.S.S. que sur la scène mondiale, ne peut que rêver du statu quo dans tous les domaines, tant dans les rapports entre états que dans les rapports entre classes. Et, en 1938, Trotsky pouvait écrire que *« L'Internationale Communiste est définitivement passée du côté de l'ordre bourgeois »*, cependant que la diplomatie soviétique, par la bouche de Staline, avait proclamé le rêve le plus cher de la bureaucratie : *« Nous ne voulons pas un pouce de territoire étranger, mais nous n'en céderons pas un du nôtre »*.

Ainsi, pour la bureaucratie, la ligne de démarcation entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme ne coïncidait plus avec le front de la lutte de classe internationale du prolétariat, mais bien avec la frontière géographique de l'état soviétique. Une telle conception, impliquée par la théorie du *« socialisme dans un seul pays »*, constituait une révision profonde de la théorie léniniste de l'impérialisme. Lénine a démontré que l'impérialisme constitue un système social mondial, le stade suprême du capitalisme ; pour la bureaucratie au contraire, l'impérialisme, c'était essentiellement désormais une politique d'expansion, aux dépens notamment de l'U.R.S.S., pratiquée par les états capitalistes, ou par certains d'entre eux (voire par certains *« groupes de capitalistes »*). Cette politique pouvait donc être modifiée sans que change le régime social.

Cependant, les rêves utopiques de statu quo dans tous les domaines n'en sont pas, pour être nourris par le Kremlin, devenus une réalité historique. Le statu quo n'a pas, en fait, cessé d'être remis en question par les travailleurs et exploités du monde entier, que le développement

des contradictions objectives du capitalisme conduit toujours de nouveau, malgré les efforts acharnés de leurs directions réformistes, nationalistes ou staliniennes, à se mobiliser contre l'impérialisme. Et le statu quo n'a pas non plus cessé d'être remis en question par ce dernier qui, étouffant dans les limites toujours plus resserrées du marché mondial, ne peut manquer d'œuvrer, directement ou indirectement, à réintégrer sous son contrôle l'économie des pays « socialistes ».

... au partage du monde.

La deuxième guerre mondiale devait ainsi bouleverser, dans bien des domaines, le statu quo. Placés devant ce qui était, pour l'un comme pour l'autre, le principal danger, la menace d'une révolution socialiste européenne, Staline et Roosevelt concluaient en 1943 les accords de Yalta. En échange d'une occupation militaire de la moitié orientale de l'Europe, où l'armée de l'U.R.S.S. se chargerait de canaliser les mouvements de masses, et d'étouffer brutalement toute tentative d'action autonome de leur part, Staline mettait les P.C. d'Europe occidentale au service de la remise en selle du capitalisme défaillant. Sur ce point au moins, les accords furent fidèlement respectés. Et l'impérialisme mit naturellement à profit le refoulement de la révolution en Europe pour accentuer sa pression sur l'U.R.S.S. (plan Marshall et politique des bases aériennes), prenant ainsi l'initiative de la guerre froide.

La bureaucratie du Kremlin, qui avait cru pouvoir assurer son contrôle sur les « démocraties populaires » en y laissant subsister l'essentiel des rapports de production capitalistes, dut alors constater à quel point une telle politique, pourtant conforme à la conception de la lutte entre états substituée à celle de la lutte des classes, rendait sa situation précaire dans une Europe Orientale soumise à l'attraction puissante du marché capitaliste. Il lui fallut alors hâtivement remédier à cet état de choses, nationaliser l'industrie des « démocraties populaires » en totalité, y entreprendre une collectivisation bureaucratique de l'agriculture, et y commencer la « construction du socialisme » sous l'égide du plan d'état. Le « coup de Prague » restera comme le symbole de ce tournant brusque imposé au Kremlin par les manifestations actives de la véritable nature de l'impérialisme en tant que régime social mondial.

b) La « coexistence » après Staline.

Le déclenchement de la guerre froide par l'impérialisme, et les contre-mesures que dut prendre la bureaucratie de l'U.R.S.S. créèrent une situation nouvelle, qui fut théorisée par Jdanov : à la lutte des classes inter-

nationale se substituait désormais la lutte du « bloc des états socialistes » contre le bloc des états capitalistes.

L'impérialisme américain ayant entrepris son réarmement à outrance, l'U.R.S.S. se voyait contrainte de l'imiter. Nous avons vu quel fardeau écrasant ce réarmement a fait peser sur l'économie de l'U.R.S.S., dont la productivité demeure très inférieure à celle des Etats-Unis, et comment, dans ces conditions, le réarmement a pu accélérer et intensifier la crise de la planification bureaucratique. La situation se trouvait encore aggravée du fait de la rupture presque complète du commerce entre les deux blocs, sous l'égide de la « théorie » des deux marchés mondiaux indépendants.

La politique extérieure de Staline aboutissait donc, comme sa politique intérieure, à une impasse ou, plus exactement, sa politique extérieure contribuait à aggraver encore les conséquences de sa politique intérieure. Pratiquant « génialement » la politique de l'autruche, Staline, en décembre 1952, annonça que, désormais, des guerres entre états impérialistes étaient plus probables qu'un conflit entre les deux blocs !

Pour ses successeurs, aux prises avec la menace d'une montée révolutionnaire des masses, la « coexistence » allait devenir, non plus un souhait, mais un impératif qu'ils allaient élever au rang d'une théorie. Il fallait développer le commerce avec l'impérialisme pour se procurer sur le marché mondial les denrées indispensables à la satisfaction, même très relative, des besoins des masses russes ; il fallait, à plus long terme, tendre à alléger le fardeau insupportable de la course aux armements.

C'est dans ces conditions que Khrouchtchev et C¹⁰ firent de la « lutte pour la paix » l'*objectif principal* du mouvement stalinien mondial ; il leur fallait donc « démontrer » que cet objectif était accessible. Du moment que la lutte entre « systèmes » a remplacé la lutte des classes, affirmer que la guerre peut être évitée indéfiniment, c'est affirmer que les deux systèmes peuvent devenir compatibles — donc qu'ils ne sont pas, par nature, incompatibles. Pour être plus précis : si les staliniens mobilisent leurs forces pour *préserv*er la paix à l'échelle internationale, c'est qu'ils mobilisent pour préserver le statu quo international. Ce statu quo est dominé par l'impérialisme ; l'*objectif essentiel* des staliniens devenait donc la préservation de l'impérialisme. C'est ici que les chemins des staliniens conservateurs et libéraux se sont séparés. Les premiers sont restés fidèles à la « lutte de classes » stalinienne envisagée sous la forme de la politique des blocs militaires. Les seconds ont trouvé l'issue de cette contradiction par un nouveau « développement théorique ». Selon eux, aujourd'hui, il faut réaliser une « coexistence pacifique » entre régimes et systèmes différents, une coexistence à la fois nécessaire et possible. Le développement des armes nucléaires arrivait à point pour démontrer la nécessité de la « coexistence ».

Voici où conduit la logique stalinienne. Evidemment, il n'y a que fort peu de gens pour souhaiter une guerre nucléaire comme, d'ailleurs, aucune autre guerre. Mais les staliniens, les petits-bourgeois de tous les pays, et autres « intellectuels de gauche », ont beau répéter sur tous les tons que la seule alternative de la guerre nucléaire c'est la coexistence pacifique, cela ne suffit pas pour qu'il en soit réellement ainsi. Pour la classe ouvrière internationale, la lutte quotidienne contre l'exploitation capitaliste est la substance même de son existence, que la guerre doive d'ailleurs se mener avec des armes nucléaires ou avec des flèches. Lénine écrivait en 1915 : « *La rêverie sur la paix sans proclamations d'actions révolutionnaires ne traduit autre chose qu'une peur de la guerre qui n'a rien à voir avec le socialisme* (1). » « Rien à voir... » c'est-à-dire, que cet « argument » n'est autre chose qu'un prétexte pour abandonner complètement la lutte des classes.

c) Le pacifisme stalinien...

Depuis bien longtemps, les staliniens déploient une énergie immense pour l'organisation internationale du « mouvement de la paix ». Ils ont commencé à le faire pendant le règne de Staline, et les libéraux n'ont fait que développer cette politique en lui donnant un essor nouveau. Tout d'abord, il y a l'organisation internationale pour la paix, ensuite, il y a les mouvements et les bureaux nationaux de la paix. Les staliniens ont supprimé la III^e Internationale ; mais ils ont bâti l'organisation internationale du « mouvement de la paix ». Mais la trahison de la lutte des classes par le stalinisme ne s'arrête pas avec ce changement de forme, qui revêt une signification profonde : le mouvement stalinien international, dans ses formes les plus diverses — partis, syndicats, organisations de jeunesse, de femmes, etc. — a été subordonné au « mouvement de la paix ».

Bien entendu, le « pacifisme des opprimés » a un « caractère progressif », comme l'a écrit Trotsky dans le *Programme de transition*. Notre haine contre l'impérialisme est d'autant plus grande qu'il menace l'humanité et, en premier lieu, les masses opprimées, de toutes les souffrances des guerres, nucléaires ou « classiques » — voire d'un anéantissement total. Mais la politique stalinienne de préservation de la paix sous le signe de la « coexistence pacifique » conduit, à l'intérieur des pays impérialistes, à l'abandon de la lutte de classe. Les mouvements staliniens, luttant pour la paix, collaborent avec la bourgeoisie pour le maintien de l'ordre social existant. Pour démasquer la véritable nature de cette politique, il ne sera pas inutile de citer des textes, trop peu connus aujourd'hui, de Lénine qui,

(1) Lénine : *Les philanthropes bourgeois et la social-démocratie révolutionnaire*.

au moment de la première guerre mondiale, a dit, à ce sujet, tout l'essentiel :

« La guerre n'est pas un hasard, elle n'est pas un « crime », comme pensent les curés chrétiens (qui ne distribuent pas plus mal que les opportunistes les bonnes paroles sur... l'amour du prochain et sur la paix), mais un stade inévitable du capitalisme, la forme légale de la vie capitaliste de même que la paix. » (La situation de l'Internationale et ses tâches, 1914.)

Et, dans La conférence des sections à l'étranger du parti ouvrier social-démocrate de Russie (1915) :

« L'une des formes de la duperie de la classe ouvrière est la publicité abstraite du pacifisme et de la paix. Dans le capitalisme, et surtout dans sa phase impérialiste, les guerres sont inévitables... faire de la propagande pour la paix de telle façon qu'on n'appelle pas les masses aux actions révolutionnaires, cela ne peut qu'engendrer des illusions, que contaminer le prolétariat, lui donnant confiance en l'humanisme de la bourgeoisie et ne peut que conduire le prolétariat à devenir le jouet de la diplomatie secrète... Il est particulièrement erroné de croire que la soi-disant paix démocratique serait possible sans toute une série de révolutions. »

Voici encore ce qu'il écrivait en 1915, dans son article cité déjà sur « les philanthropes bourgeois » :

« Messieurs les bourgeois savent... que les phrases déclamées sur la paix démocratique — ne sont qu'une utopie vide et imbécile jusqu'au moment où, effectivement, les « forces antérieures dirigeant la diplomatie », c'est-à-dire jusqu'à l'expropriation de la classe capitaliste. »

Lénine, comme s'il avait connu d'avance les « arguments » des staliniens, écrivait, toujours dans le même article :

« Les éléments de l'avant-garde consciente du prolétariat, les social-démocrates révolutionnaires observent d'une manière vigilante l'ambiance des masses. Ils n'abusent pas de leurs aspirations grandissantes à la paix pour soutenir les utopies futiles sur les rêveries d'une paix « démocratique » dans le capitalisme ou pour renforcer les espoirs basés sur les philanthropes, sur les autorités, sur la bourgeoisie, mais ils les utilisent pour développer l'ambiance révolutionnaire confuse en une ambiance révolutionnaire claire. »

En 1915, dans son article *La question de la paix*, Lénine est encore plus net, si cela est possible.

« On peut proclamer le mot d'ordre de paix ou bien en connexion avec des conditions déterminées de paix ou bien sans aucune condition comme une lutte pour une paix indéterminée, pour la paix en général. Il est évident que, dans ce dernier cas, le mot d'ordre n'est pas socialiste mais complètement vide de sens... On doit mettre en avant les mots d'ordre

pour que nous fassions comprendre aux masses, par la voie de la propagande et de l'agitation, le contraste irréconciliable entre socialisme et capitalisme (impérialisme), et non pour qu'à l'aide d'un terme qui « unifie » les choses les plus diverses, nous réconciliions les deux classes et les deux politiques hostiles. » (Souligné par Lénine.) Et, plus loin :

« Nous ne luttons pas pour le statu quo, ni pour éviter les grandes guerres, utopie petite-bourgeoise. Nous voulons la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme, c'est-à-dire contre le capitalisme. » (Souligné par Lénine.)

« On ne peut arracher une paix plus ou moins démocratique que par des révolutions, si l'on engage la lutte révolutionnaire dans chaque pays contre son propre gouvernement. » (Souligné par Lénine.) Et il termine :

« Il faut choisir :... lutte révolutionnaire ou bien l'arbitrage devant l'impérialisme. Il n'y a point de milieu. »

Lénine n'était donc pas de façon abstraite contre le mot d'ordre de la paix, mais il a bien précisé que la lutte pour la paix doit s'accompagner d'une lutte révolutionnaire pour renverser la bourgeoisie, et, précisément, assurer ainsi la paix. Or, à la politique de paix des staliniens à l'échelle internationale s'ajoute un mouvement de paix à l'intérieur de chaque pays, à l'intérieur des pays impérialistes. Les staliniens affirment que la lutte des classes se déroule entre les deux systèmes ; ils affirment, en outre, que, étant donné l'existence des armes atomiques, cette lutte doit devenir « pacifique ». La politique de coexistence est ainsi appliquée à l'intérieur des pays impérialistes, ce qui aboutit à l'abandon de la lutte des classes. Cela se présente sous deux formes essentielles de la politique actuelle des staliniens. D'abord, par une alliance sans principe avec la petite-bourgeoisie et même la bourgeoisie sous l'égide du « mouvement de la paix » ; ensuite, par le crétinisme parlementaire réduisant le mouvement ouvrier à être une opposition loyale à l'ordre bourgeois existant.

On pourrait nous opposer ici de nouveau l'argument stalinien selon lequel l'existence des armes nucléaires change qualitativement la nature de l'impérialisme. Cet « argument » n'est autre chose qu'un chantage. Entre les deux voies, guerre nucléaire et paix à tout prix, qui conduisent en réalité dans une même impasse, il y a la voie de la lutte révolutionnaire ; c'est seulement dans cette voie qu'il est possible d'en finir une fois pour toute avec la terreur nucléaire et la terreur tout court. Une deuxième objection pourrait revêtir la forme suivante : la politique de « coexistence pacifique » ne pourrait-elle réussir à éviter à l'U.R.S.S. d'être attaquée, du moins assez longtemps pour qu'elle se renforce suffisamment, et que l'impérialisme, rongé par ses contradictions internes, s'écroule ? Il y a là deux illusions dangereuses : celle que l'U.R.S.S. puisse « duper » l'impéria-

lisme, et échapper ainsi à ses attaques ; celle que l'impérialisme puisse s'écrouler sans révolutions ouvrières. Nous allons voir précisément à travers la pratique actuelle de la « coexistence pacifique », combien ces deux affirmations sont fausses, anti-marxistes et petites-bourgeoises.

... et la nature de l'impérialisme.

Les staliniens ont lancé leur mot d'ordre de désarmement général et complet. Ils invitent les impérialistes à conclure un accord avec l'U.R.S.S. et, depuis, 1955, ils ont entamé les négociations sur les modalités du désarmement. Posons la question : un tel désarmement est-il possible ?

Et, de nouveau, écoutons Lénine. Dans son article *Le programme militaire de la révolution prolétarienne*, il écrit :

« L'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat est le fait le plus significatif, le plus fondamental, le plus important de la société capitaliste moderne. Et pourtant, malgré ce fait, on propose aux social-démocrates qu'ils mettent en avant la « revendication » sur le « désarmement ». Cela équivaut à l'abandon complet de la lutte de classe, à la négation complète de la révolution. Notre mot d'ordre, c'est l'armement du prolétariat, pour la soumission, l'expropriation et le désarmement de la bourgeoisie — c'est l'unique tactique possible de la classe révolutionnaire qui découle de tout le développement objectif du militarisme capitaliste et qui est motivé et prescrit par ce développement. » (Souligné par Lénine.) Et Lénine poursuit :

« Le caractère fondamental de l'opportunisme régnant est... qu'il passe sous silence et dissimule la question concrète du rapport... entre la guerre et la révolution ainsi que les autres problèmes concrets de celle-ci... La lacune principale de la revendication du désarmement est justement le fait qu'elle évite chaque question concrète de la révolution. Cu les fidèles du désarmement sont-ils pour une quelconque révolution désarmée, de type nouveau ? »

Les staliniens établissent effectivement une relation étroite entre leur politique de « paix » et les « voies parlementaires du socialisme » « développées » par Khrouchtchev. La « coexistence pacifique » est une « théorie » et une pratique, non seulement à l'échelle internationale mais aussi à l'intérieur de chaque pays. Ce rapport inévitable était déjà parfaitement connu de Lénine qui l'a découvert chez les opportunistes de la II^e Internationale. Il adresse aux ouvriers ces lignes admirables dans *« La faillite de la II^e Internationale (1915) »* :

« Aujourd'hui, on te donne entre les mains un bulletin de vote — accepte-le et apprends à l'utiliser pour battre tes ennemis, et non pour

installer dans de mous fauteuils du parlement, quelques hommes, qui s'y accrocheront, car ils ont peur de la prison. Demain, on t'arrachera le bulletin de vote, l'on te donnera entre les mains une arme, un excellent canon à tir rapide, acquisition d'une technique ultra-moderne — saisis cette arme de mort et de destruction, n'écoute pas les gémissements sentimentaux de ceux qui ont peur de la guerre ; il y a encore beaucoup de choses dans ce monde que tu dois supprimer par le fer et par le feu pour que la classe ouvrière puisse se libérer.» (Souligné par Lénine.) Et, dans son article *Sur le mot d'ordre du « désarmement »*, il écrit :

« Celui qui attend la réalisation du socialisme sans la révolution sociale et la dictature du prolétariat, n'est pas un socialiste... Si nous prenions le « désarmement » dans notre programme, c'est comme si nous disions en général : nous sommes contre l'emploi des armes... En réalité, le « désarmement » ne sert qu'à détourner les ouvriers de la lutte révolutionnaire. » (Souligné par Lénine.)

C'est un lieu commun très répandu parmi les économistes et même parmi les non-spécialistes, que l'économie impérialiste est incapable de tourner sans programme d'armement. Il n'est pas nécessaire d'être marxiste pour constater que, si les commandes de l'armée étaient brusquement supprimées, l'économie impérialiste serait, d'un jour à l'autre, plongée dans le chaos. Sans parler de la militarisation générale de la vie, prenons simplement l'aspect économique du problème. La capacité industrielle du monde impérialiste, de l'ensemble comme de chaque pays pris à part, demeure chroniquement en partie inutilisée. C'est uniquement le programme d'armement qui permet d'utiliser la capacité « optimum » assurant encore un semblant de vie à l'économie. Dans une étude de l'officielle *Agence du désarmement*, les capitalistes américains estiment « ... qu'un dixième des ressources totales de la nation, et un pourcentage presque égal de la main-d'œuvre, sont actuellement consacrés à la défense nationale. » (*Le Monde*, 11 mai 1962.) Nous pouvons être assurés qu'en réalité cette proportion est beaucoup plus grande. Tout cela se reflète dans les budgets de chaque état impérialiste, d'une manière discrète mais visible. Le 17 janvier 1963, le président Kennedy a présenté au congrès américain le budget pour l'année 1963. Le budget de la défense dépassait de 2.400 millions de dollars celui de l'année précédente, et de 10 milliards de dollars (!) celui de la dernière année de l'administration Eisenhower. N'oublions pas d'ajouter le budget, présenté séparément, du programme spatial qui, avec 2.400 millions de dollars, augmente de 75 % par rapport à l'année précédente. Les prévisions militaires du budget français augmentent elles aussi d'une façon vertigineuse. Le cas de l'Angleterre est également typique pour apprécier la place privilégiée que l'armement occupe dans l'économie impérialiste.

Dans ces conditions, la politique du désarmement prônée par les

staliniens équivaut à duper odieusement la classe ouvrière, en semant l'illusion que l'impérialisme serait capable d'abandonner sa politique d'armements, comme si cette politique ne faisait pas partie intégrante du régime social qu'est l'impérialisme. Les staliniens sèment l'illusion qu'il est possible de désarmer l'impérialisme sans le renverser. A la vérité, la politique stalinienne du désarmement admet que l'impérialisme a cessé d'être impérialiste, et qu'il ne s'agit plus que d'hommes de bonne ou mauvaise volonté. Les staliniens dénoncent donc les « fauteurs de guerre », Adenauer et les revanchards allemands, ou « les cercles (!) militaristes du Pentagone ». Ils opposent à ces méchantes gens la politique « sage et compréhensive » d'autres politiciens, qui sont, suivant les circonstances, Stevenson, Thant, Kennedy ou autres. Il y a donc dans l'arène internationale de bons et de mauvais capitalistes, et ces derniers font souvent échouer les tentatives de l'U.R.S.S., soutenue par les premiers, de réaliser un accord sur le désarmement. Ce « raisonnement » na évidemment rien à voir avec une analyse marxiste du caractère de l'impérialisme. Le système impérialiste est un et indivisible. L'impérialisme est resté le même système capitaliste d'exploitation et d'oppression, indépendamment du degré technique de l'équipement militaire. En face de cette réalité, que chaque ouvrier de Detroit, Birmingham, Alger ou ailleurs sent peser sur lui, Khrouchtchev déclare à l'ambassadeur américain : « ... *Cn peut s'aimer ou ne pas s'aimer. Mais, pour maintenir la paix, il faut s'embrasser ou, en tout cas, se serrer la main.* » (*Le Monde*, 9 novembre 1962.) Et ces mots ont été prononcés à la réception organisée pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre...

2) La diplomatie de la « coexistence »

Nous examinons maintenant comment s'est traduite, dans l'évolution de la situation internationale, la nouvelle politique extérieure des « libéraux » au pouvoir à Moscou.

a) « L'esprit de Camp David ».

Quel ues mots, tout d'abord, des négociations menées à Camp David, lors de la rencontre entre Khrouchtchev et Eisenhower, en septembre 1959. Nous verrons ainsi ce que fut, en réalité, cet « esprit de Camp David » que Khrouchtchev se plaisait à invoquer bien des mois plus tard. Ces négociations étaient et sont restées secrètes, malgré quelques rares indications. Il est donc difficile de les analyser à fond. Profitons-en pour souligner combien

grande est l'erreur de ceux qui prétendent que le mot d'ordre du *Programme de transition* : « *A bas la diplomatie secrète* », a perdu toute raison d'être...

Nous savons qu'à Camp David, on a surtout abordé le problème du commerce entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis. L'histoire de ce commerce montre qu'il avait déjà atteint une certaine importance en 1930, avec une valeur de 240 millions de dollars, chiffre record, si l'on excepte les années de guerre (en 1944, par exemple, il a dépassé 4 milliards de dollars). Depuis, les échanges mutuels ont diminué, pour aboutir, parallèlement au commencement de la « guerre froide », à une stagnation presque complète. L'U.R.S.S. a essayé de substituer des échanges avec l'Europe au commerce avec les Etats-Unis, qui ont établi un contrôle rigoureux sur les échanges avec l'U.R.S.S. C'est seulement en 1956 que les positions antérieures ont commencé à se modifier. Ce n'est pas un hasard si cela s'est produit après la première rencontre des chefs d'état, au moment de la transition et de la réorientation de l'économie soviétique, et en pleine lutte entre « conservateurs » et « libéraux ». Les Américains commencèrent par soustraire au contrôle plusieurs articles, et les bureaucrates soviétiques, à leur tour, déclenchèrent une campagne d'offres russes aux « hommes d'affaires » américains. La bourgeoisie américaine ne nourrissait aucune illusion sur le commerce avec l'U.R.S.S., mais voulait obtenir du gouvernement américain la levée des restrictions et les mêmes possibilités que la bourgeoisie européenne. Le déficit de la balance des paiements pesait lourd sur cette attitude. Le représentant politique des bourgeois « éclairés », le sénateur Fullbright, a clairement manifesté ces intentions dans sa lettre, en juillet 1959, au Département d'état, où il demandait à celui-ci de préciser sa position vis-à-vis des offres soviétiques. La réponse indiquait que des échanges accrus entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S., ainsi qu'un crédit à cette dernière, signifieraient une aide notable à un pays opposé au système occidental. Autrement dit, bon nombre de capitalistes américains, devant la menace d'une crise, voulaient s'assurer des débouchés soviétiques. Mais les représentants politiques du capitalisme américain opposaient à l'intérêt à court terme des capitalistes l'intérêt général de leur classe : exercer une pression croissante sur l'U.R.S.S., afin d'amener celle-ci à se transformer en un pays « amical ».

Pendant ce temps, les bureaucrates soviétiques harcelaient à la fois le gouvernement américain et les capitalistes privés, allant jusqu'à affirmer par un discours de Kozlov, en 1959, que les échanges mutuels pourraient s'élever à un montant de quelques milliards de dollars par an.

Certains capitalistes américains étaient prêts à engager un tel commerce avec l'U.R.S.S., mais ils se heurtaient au gouvernement américain, qui maintenait ses conditions politiques, afin d'inciter les bureaucrates à abandonner les conquêtes d'Octobre. Malgré ses difficultés, l'équipe dirigeante de l'U.R.S.S. n'était pas prête à céder. D'où ses tentatives pour

faire appel aux capitalistes privés, et s'efforcer de les inciter à faire pression sur leur propre gouvernement. C'est sur ce terrain que s'épanouit l'émouvante amitié de Khrouchev avec Cyrus Eaton.

A Camp David, dans ces conditions, Khrouchev se montra hostile à la discussion d'accords d'ensemble, espérant peut-être que l'affaire pourrait se régler par l'entremise de ses nouveaux amis. En même temps, il ouvrait la voie à des négociations ultérieures. En ce qui concerne, par exemple, la dette soviétique, il rejetait d'abord les réclamations américaines, mais devait ensuite céder devant l'insistance de ses interlocuteurs, qui considéraient le paiement de cette dette comme une condition préalable à tout commerce. Un accord fut conclu pour la reprise des négociations sur le paiement de la dette, interrompues au début de la « guerre froide ». L'on précisa, néanmoins — curieuse façon de se rassurer — que les règlements ne comprendraient ni l'ancienne dette du tsar, ni celle du gouvernement Kerensky ! Khrouchev rejeta de même un accord général sur les brevets et les licences, déclarant que de tels accords pouvaient être traités directement avec les entreprises intéressées. C'est ainsi que le gouvernement soviétique a payé des royalties arriérées à la société Du Pont de Nemours pour un montant de 1,5 million de dollars. Les Américains, de leur côté, ont accepté tout cela dans l'espoir d'une issue favorable des négociations, et pour faciliter le commerce par la levée successive des restrictions.

Bien que, sur le fond, il n'y ait pas eu d'accord général, et que la bureaucratie se soit bien gardée de faire des concessions essentielles, ces négociations ont marqué une étape dans son évolution. Comme l'écrivait un observateur bourgeois : « *Khrouchev paraît avoir accepté de « payer » par un règlement du « Prêt-bail » (1) la normalisation des relations économiques avec les Etats-Unis, alors qu'en 1958, Mikoyan avait refusé toute négociation sur ce point, pensant qu'il était possible d'arriver à des résultats commerciaux sans modifier le climat politique général.* » (*Politique étrangère*, numéro 5 de 1959.)

b) Le test de l'accord nucléaire.

A travers les négociations menées depuis des années autour d'un accord sur le désarmement, nous pouvons diagnostiquer plusieurs phénomènes importants. Tout d'abord, elles nous permettent d'évaluer la véritable nature de l'impérialisme. Ensuite, elles nous montrent le contenu réel de la politique de désarmement et, du même coup, la « valeur » de l'illusion stalinienne sur la possibilité de duper l'impérialisme. Enfin, elles démasquent les dirigeants soviétiques.

Nous concédons que, pour beaucoup de lecteurs, l'examen des nég-

(1) Fournitures faites à crédit pendant la guerre par les Etats-Unis à leurs alliés.

ciations menées autour du problème du désarmement et, problème connexe, pour un accord sur l'interdiction des essais nucléaires, semblera bien ennuyeux. Cependant, dans notre histoire contemporaine, il n'y a pas de sujet plus intéressant ni plus dramatique. Nous ne nous occupons, cette fois-ci, que de son histoire, en 1962, et seulement dans les grandes lignes. Néanmoins, il faut revenir à la rencontre de Kennedy et Khrouchtchev à Vienne (juin 1961), pour introduire le sujet.

D'après différentes sources, le problème des essais nucléaires n'y a pas été abordé directement. Mais, tout de suite après, le 17 juin 1961, les États-Unis et l'Angleterre ont remis une note commune à l'U.R.S.S. concernant leurs propositions pour un accord nucléaire, résumées en six points :

1. *Il faut fixer le nombre des inspections annuelles sur le territoire des trois pays intéressés entre 12 et 20.*
2. *Il faut réduire le nombre des postes de contrôle en U.R.S.S.*
3. *Il faut créer une commission de contrôle.*
4. *Il faut instituer des moyens de contrôle des essais exosphériques.*
5. *Il faut porter à trois ans le moratoire.*
6. *Il faut ouvrir à l'inspection intérieure et extérieure les dispositifs nucléaires qui serviront à des recherches « sur la détection des essais, ou pour les utilisations techniques pacifiques ».*

Dans leur note, ils remarquent que l'U.R.S.S., lors de la reprise des négociations sur l'interdiction des essais, le 21 mars 1961, est revenue sur le principe, déjà accepté, d'un administrateur impartial unique du système de contrôle. Ils écrivent qu'« elle soutient maintenant que la conclusion d'un accord sur l'interdiction des essais devrait être subordonnée à la solution des autres problèmes posés par le désarmement, en dépit du fait que c'est l'Union soviétique qui, au départ, avait insisté pour que les deux questions fussent disjointes. »

Nous voilà dans le vif du sujet. La bureaucratie, devant l'insistance des impérialistes sur la nécessité d'un contrôle efficace du désarmement, avait opté pour la disjonction du problème des essais nucléaires, espérant ainsi éviter son dilemme central, le contrôle sur place. En effet, c'est le contrôle sur place qui constitue l'enjeu des négociations. Les bureaucrates savent pertinemment que l'acceptation d'un contrôle de l'armement sur le territoire de l'U.R.S.S. constituerait l'ouverture d'une brèche qui permettrait à l'impérialisme de s'infiltrer dans l'économie planifiée, menaçant de démantèlement le monopole du commerce extérieur. Les stades intermédiaires pourraient revêtir des formes variées et multiples en commençant, par exemple, par un contrôle sur l'industrie de l'armement et, partant, sur le budget de l'état. Voici la route tracée du rétablissement du capitalisme en U.R.S.S., qui deviendrait ainsi une colonie spéciale de

l'impérialisme. Evidemment, les impérialistes, eux aussi, connaissent bien l'enjeu du problème, et ne cèdent pas d'un pouce concernant la revendication du contrôle sur place.

Nous avons vu quelles réalités économiques et politiques ont amené la bureaucratie soviétique à adopter une orientation diplomatique susceptible d'aboutir à la réduction des dépenses militaires. Pour elle, devant la menace d'une révolution à l'intérieur, l'entente avec les impérialistes sur le désarmement est devenue une question de vie ou de mort. Mais les impérialistes ne donnent pas gratuitement leur accord. Ils en ont fixé le prix : la capitulation. C'est ce qui explique les efforts de la diplomatie soviétique pour échapper au dilemme. Les impérialistes posent comme condition d'un accord le contrôle sur place du désarmement général ? La diplomatie soviétique abandonne ses propositions, et pose le problème d'un accord « seulement » sur l'interdiction des essais nucléaires. Les impérialistes insistent, puis posent leur condition : le contrôle sur place des essais nucléaires. Les bureaucrates sont dans l'embarras ; ils posent, de nouveau, l'ensemble du problème du désarmement. Nous en sommes là, au moment où les Anglo-américains veulent poursuivre la discussion : leur note du 17 juin 1961 insiste sur la nécessité du contrôle sur place. Les bureaucrates avancent alors leur proposition de l'auto-inspection de chacun des pays intéressés. Les impérialistes la rejettent, naturellement.

Pendant les mois qui suivent, la diplomatie américaine a accepté le principe de discussions portant sur le désarmement « *général et complet* ». Au mois de septembre 1961, un accord sur ce point est intervenu entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis. A l'automne, pour impressionner ses interlocuteurs, Khrouchev a pourtant rompu le moratoire en faisant exploser une super-bombe. En décembre, une résolution spéciale de l'O.N.U. approuvait l'accord U.R.S.S. - Etats-Unis, ainsi que la composition nouvelle du comité du désarmement. Le renouvellement de la composition du comité avait été demandé par l'U.R.S.S. Il est possible que la bureaucratie, effrayée par la souplesse de la diplomatie américaine, ait voulu introduire d'éventuels partenaires. D'autre part, l'explosion de la bombe soviétique montrait que l'U.R.S.S. se proposait de lancer une offensive diplomatique pour obliger les Américains à accepter ses propositions. Ceux-ci, à leur tour, ont essayé d'écarter cette offre pour la participation des « neutres », mais sans succès. L'O.N.U. a mis sur pied le « Comité des dix-huit », en y incorporant huit états « neutres » : Inde, Birmanie, R.A.U., Nigeria, Ethiopie, Brésil, Mexique, Suède. La France a refusé de participer et ce sont donc dix-sept états qui ouvrirent la discussion, le 14 mars 1962.

Mais, avant même l'ouverture de la conférence, sa préparation a bien montré les dispositions des deux camps. Le 7 février 1962, Kennedy et Macmillan précisent dans une lettre à Khrouchev que ce sont les ministres des

affaires étrangères des dix-huit pays qui participeront à la préparation de la conférence. Dans sa réponse du 10 février, Khrouchev insiste pour que la conférence se tienne « au sommet », entre chefs d'état. Le 14 février, Kennedy et Macmillan répondent qu'ils n'acceptent le « sommet » que s'il y a des « progrès réels » dans les négociations. Entre temps, le 8 février, pour souligner leur fermeté, les Etats-Unis et l'Angleterre décident de reprendre leurs essais nucléaires.

L'offensive des bureaucrates était donc enrayée. Les impérialistes laissent entendre qu'ils maintiennent leurs conditions essentielles et, jusqu'à leur acceptation par l'U.R.S.S., considèrent la conférence comme secondaire. Par « progrès réel » ils entendaient évidemment l'acceptation, au moins partielle, de l'inspection sur place. La diplomatie soviétique essaie de rompre « l'unité » des impérialistes : le 10 février, Khrouchev envoie un message à de Gaulle sur le désarmement. Dans sa réponse du 17, celui-ci décline ces avances en écrivant qu'« il est nécessaire que la négociation ait lieu entre les puissances qui disposent d'armes nucléaires ». Le 3 mars, dans un discours, Kennedy montre sa détermination à ne pas céder : il annonce la reprise des essais nucléaires dans l'atmosphère, souligne la fermeté occidentale et déclare que les Soviétiques peuvent modifier leur position.

Est-ce que nous assistons à un durcissement de cette position ? Apparemment oui. Le bruit fait autour de Berlin est à son plus haut point, le monde est dans l'angoisse. Et pourtant... Comme toujours, le cliquetis des armes de la bureaucratie dissimule, en réalité, sa disposition à céder. Dès le 9 février, l'échange des espions Powers et Abel en est le signe. Et puis, que faire d'autre ? Khrouchev répond gentiment, le 5 mars, à Kennedy et à Macmillan, et accepte que la conférence soit tenue au niveau des ministres.

A l'ouverture de la conférence, le délégué soviétique propose un désarmement « général et complet » et, pour les essais nucléaires, un moratoire. La réponse est évidemment que, sans contrôle efficace, il est impossible de réaliser de désarmement. Les Nations Unies insistent, elles aussi, autant sur la nécessité du contrôle que sur celle du désarmement. Pour les impérialistes, il ne fait aucun doute que c'est l'U.R.S.S. qui doit céder. Le *Daily Telegraph* (16 mars 1962) écrit : « Si seulement on pouvait percer en un point cette barrière réciproque de méfiance, un accord important pourrait s'ensuivre... Telle est la possibilité que certains éléments nouveaux dans le plan américain tentent de sonder... Il est possible que l'on puisse trouver une solution de désarmement contrôlé, que les Russes puissent être amenés à accepter sans éprouver le sentiment qu'ils sacrifient leur principale arme secrète : le secret lui-même. »

Les impérialistes sérient les problèmes : d'abord un accord nucléaire.

Le 9 avril, Kennedy et Macmillan proposent à Khrouchev un accord sur l'arrêt des essais nucléaires avec contrôle international. Le 12 avril, ce dernier refuse l'idée même d'un contrôle. Le même jour, Kennedy et Macmillan refusent, à leur tour, le moratoire des essais, proposé à la conférence. Ce match dramatique, dont l'enjeu est l'existence de l'U.R.S.S. elle-même, aboutit, de nouveau, à une impasse. Néanmoins, nous pouvons voir que, malgré leurs sursauts, leurs tergiversations, leurs refus, les bureaucrates *continuent* la discussion et laissent entrevoir qu'ils sont disposés, dans une certaine mesure, à céder. Les impérialistes sont implacables : le contrôle, encore le contrôle, et toujours le contrôle. Ils ne laissent aux bureaucrates nul espoir d'échapper à cette revendication. Pourquoi alors ceux-ci continuent-ils à négocier ? Ils continuent, car ils cherchent des voies moins brutales, plus subtiles, de capitulation. Le sens profond de leur obstination à continuer ces négociations est la recherche d'une issue commode et rassurante pour le pouvoir de la bureaucratie, d'une capitulation peu voyante.

Le 16 avril, les huit pays neutres, pour sortir la conférence de l'impasse, proposent un compromis sur la vérification internationale des essais. Ils écartent le problème des inspections sur place, et proposent l'interdiction immédiate des essais dans l'atmosphère et sous l'eau. Deux jours plus tard, Dean, le délégué américain, dépose un projet de désarmement général et complet en trois étapes. Le lendemain, l'U.R.S.S. accepte la proposition des neutres. Le 25 avril, les Etats-Unis reprennent leurs essais nucléaires dans l'atmosphère. Dialogue de sourds ? Non. Nous voyons que l'U.R.S.S. accepte immédiatement toutes les propositions qui ne comportent pas le contrôle sur place. D'autre part, si les Américains utilisent une réponse aussi brutale que la reprise des essais, c'est pour souligner leur détermination de maintenir leur condition essentielle. Nouvelle impasse.

Macmillan montre des velléités à recourir à une rencontre au sommet pour en sortir. Les Américains s'y opposent énergiquement. Le 28 avril, rencontre Kennedy-Macmillan à Washington, où ce dernier déclare qu'une rencontre au sommet entre l'Est et l'Ouest n'est vraiment plus urgente. Le 15 juin, on ajourne la conférence du désarmement au 16 juillet.

La reprise des négociations ne promet pas de progrès. Déjà, les signes précurseurs sont défavorables. Le 9 juillet, les Américains font exploser une bombe H dans le Pacifique et, le 10 juillet, devant le congrès mondial pour la paix et pour le désarmement, Khrouchev met en avant la solution du problème de Berlin. La conférence s'occupe surtout du problème du Laos, et un accord intervient sur la neutralisation de ce pays. Le 22 juillet, le gouvernement soviétique annonce qu'il est contraint de reprendre ses essais nucléaires. Dans ces conditions, la poursuite des négociations est bien difficile. Jusqu'à la fin d'août, il n'y a qu'un seul événement remar-

quable : le 15 août, l'Italie accepte les propositions des neutres. Il s'ensuit une véritable tempête. Le *New York Times* écrit : « *La solidarité des puissances occidentales, déjà compromise par le boycott français, a encore été affaiblie.* » (17 août 1962.) Le mécanisme impérialiste se met rapidement en branle et, le 17 août, le délégué italien se range, tel un enfant sage, du côté des Occidentaux.

Avant de passer à la nouvelle étape des négociations, qui n'a commencé qu'après l'« affaire cubaine », examinons les positions respectives de l'U.R.S.S. et des impérialistes à la fin du mois d'août 1962.

Le 27 août, les délégués américain et anglais assouplissent leur position. Ils proposent à l'U.R.S.S. un accord limité sur la cessation des essais nucléaires en haute altitude, sans souffler mot de l'inspection. Le *Times* précise le lendemain que cet accord « *ne serait pas inutile, même s'il ne faisait qu'empêcher la dispersion des armes nucléaires, surtout quand on connaît les progrès que fait la Chine dans ce domaine.* ». On voit vers quelle sorte de solution évolue le problème. Nous reviendrons sur l'analyse du rôle que joue la Chine dans les relations russo-américaines. Signalons dès maintenant que, si les impérialistes montraient une plus grande souplesse, c'était avec l'espoir d'arriver à un accord partiel directement dirigé contre la Chine.

La *Pravda* du 27 août résume la position de la bureaucratie soviétique. Elle condamne le projet américain antérieur, et écrit : « *Le but de ce document est d'imposer à l'Union soviétique des inspections « sur place » et, en conséquence, il ne saurait servir de base à un accord.* » Quant au second projet, visant à interdire les explosions en haute altitude, elle remarque qu'il conduit à poursuivre les essais souterrains. Néanmoins, elle ajoute que l'U.R.S.S. « *... est prête à discuter des questions de contrôle, bien qu'elle soit persuadée que les moyens de détection nationaux soient très suffisants pour déceler les expériences.* ». Voilà le reflet du désarroi et de l'embarras où se trouvait la bureaucratie devant l'intransigeance des impérialistes et leurs tentatives de mettre en jeu la Chine. Cependant, elle semble disposée à conclure un accord sur le dos de la Chine.

Malgré ces assouplissements des positions respectives, l'impasse était visible. Ce n'est qu'après l'« affaire cubaine » que le problème de l'interdiction des essais a été de nouveau posé, et ce n'est pas par hasard. Nous reviendrons plus loin sur cette affaire ainsi que sur son rapport avec le problème chinois ; pour le moment, enregistrons seulement qu'elle se solda par une capitulation de la bureaucratie devant l'impérialisme. Ce dernier a donc pu espérer que celle-ci se répercuterait dans les « affaires nucléaires ». Il en fut effectivement ainsi. Le ton de la nouvelle attitude soviétique a été donné par Khrouchev lui-même, lors de la réception donnée pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre. Interrogé sur le problème de l'interdiction des essais nucléaires, le chef de la

bureaucratie soviétique a démasqué la « coexistence pacifique » mieux que n'importe quel critique. Il a déclaré : « *Comment débarrasser l'humanité de ce genre de souffrances ? Si vous êtes marxistes, vous dites : en liquidant le capitalisme, en donnant le pouvoir aux travailleurs, ainsi, il n'y aura évidemment plus de combats. Mais si nous exigeons que d'autres pays changent leur système social et adoptent le nôtre, nous serions en contradiction avec la coexistence pacifique. Le fait d'imposer un système à un autre pays, conduirait à la guerre... Nous vivons sur une base de concessions mutuelles. Si nous voulons la paix, il nous faudra édifier des relations pacifiques sur la base de concessions mutuelles acceptables.* » (*Le Monde*, 9 novembre 1962.) Ces lignes se passent de commentaire.

Parallèlement, la presse soviétique a entrepris de présenter les concessions que l'U.R.S.S. envisageait sur le contrôle de l'interdiction des essais nucléaires. Le point principal de désaccord était le contrôle des essais souterrains qui, selon les Américains, nécessitait l'inspection sur place. Maintenant, au début de novembre 1962, la presse soviétique commençait une campagne de publicité en faveur des appareils sismographiques inventés par les savants soviétiques, et qui, d'une façon automatique, seraient capables d'enregistrer les explosions souterraines. Les bureaucrates, pour éluder le problème essentiel de l'inspection sur place, menaient campagne en affirmant que ces appareils automatiques (les fameuses « boîtes noires ») pourraient être installés sur le territoire des pays intéressés, et contrôlerait *automatiquement, sans inspection*, les explosions. Il suffirait de les placer sous la responsabilité des gouvernements desdits territoires. Le *New York Times* a immédiatement répondu que l'inspection au sol resterait nationale, donc inefficace, et ne remplacerait aucunement l'inspection internationale sur place. Evitant le problème politique essentiel par cet enfantillage technique, la bureaucratie pensait-elle réellement duper ainsi les impérialistes ? Naturellement non, mais elle savait que cette proposition favorisait plutôt l'approche d'un dénouement. Le jeu se fit plus serré.

Le 23 novembre 1962, Macmillan se livrait à une véritable explication scientifique pour prouver que les « boîtes noires » ne suffisent pas à détecter les explosions souterraines. Il maintenait que la seule méthode efficace était l'inspection sur le territoire. Khrouchtchev, devant l'ambassadeur anglais quittant l'U.R.S.S., déclarait « ... qu'il comprenait fort bien que le système des « boîtes noires » ne satisfasse pas entièrement la Grande-Bretagne et les Etats-Unis... (il) se serait montré disposé à ouvrir de sérieuses négociations à ce sujet ». (*Le Monde*, 24 novembre 1962.) Chaque observateur bourgeois a remarqué que l'« assouplissement » de l'attitude soviétique à l'égard de l'interdiction des essais était une conséquence de la crise cubaine.

Avant la reprise des négociations de la conférence des dix-sept, les

délégués américain et anglais font connaître leurs propositions : ne cédant en rien sur la nécessité de l'inspection sur place, ils jugent utile une réunion des savants, en marge de la conférence, pour discuter la valeur effective des « boîtes noires ». A la reprise des négociations, le 26 novembre, chaque commentateur évoque « le souvenir de la récente crise des Caraïbes », qui domine les pourparlers. Dean, le délégué américain, précise cette évocation en disant que la première séance de la conférence « ... avait révélé l'existence d'un bon esprit et d'une volonté certaine de coopération ». En dépit de ce « bon esprit », le délégué suédois présente un projet, forme révisée de la proposition antérieure des neutres, que le délégué soviétique Tsarapkin considère comme raisonnable. Les Anglo-américains le rejettent, insistant sur la nécessité de l'inspection sur place. Riposte de Tsarapkin : « ... Il n'y a qu'une seule issue à la question : oublier les inspections en territoire soviétique. » Malgré les tentatives de compromis, présentées par la Suède, puis le Mexique et l'Inde, le 3 décembre, Tsarapkin refuse toute entente, en soulignant que chacun de ces projets maintient au minimum l'inspection sur place. C'était vrai. Les « neutres », y compris le « peuple ami », l'Inde, soutiennent fermement, bien que d'une façon plus souple, la position anglo-américaine. Le 7 décembre, les discussions continuent sur les « boîtes noires », que Dean qualifie de « système obscur ». Nouvelle impasse ? Il semble que oui.

Mais, à la surprise générale, le 11 décembre, Tsarapkin, le même Tsarapkin qui voulait que l'on oublie l'inspection sur place, annonce solennellement que l'U.R.S.S. accepte le contrôle d'une commission internationale en des lieux précis, bien définis et très limités en nombre, où seront placées les stations enregistreuses automatiques scellées par cette commission. Pour la première fois, la bureaucratie soviétique est amenée à faire une concession importante. Elle accepte qu'une commission internationale installe des « boîtes noires » en trois endroits sur le territoire soviétique. Les précisions concernant cette inspection sont prudentes et, à cet égard, révélatrices : « S'il était nécessaire d'utiliser du personnel étranger pour placer les boîtes, puis pour les transporter au centre international de contrôle, l'U.R.S.S. y consentirait, pourvu qu'elle puisse prendre les mesures de sécurité appropriées. » (*Le Monde*, 12 décembre 1962.)

Mais les impérialistes ne se laissent pas émouvoir. Tsarapkin ne peut qu'à peine dissimuler sa déception derrière des mots acerbes, lorsqu'il voit que les délégués anglo-américains continuent leurs attaques. Godber, le délégué anglais, déclare : « Il est intéressant que les Soviétiques aient fait une offre spécifique. C'est un rayon d'espoir, mais nous pensons à un nombre plus réaliste de « boîtes noires ». Ce nombre doit avoir au moins trois chiffres, et, en outre, il doit y avoir une inspection sur place. » (*Le Monde*, 13 décembre 1962.) Non, on ne peut vraiment pas duper l'impérialisme. De plus, pendant ce temps, un savant affirme qu'il n'y a

pas de différence entre les enregistrements automatiques d'explosions nucléaires souterraines et ceux de tremblements de terre. Vraiment, ces impérialistes sont forts. Faut-il donc choisir la lutte de classe contre cet ennemi redoutable ? La conclusion des bureaucrates soviétiques est naturellement différente. Malgré le refus catégorique de ce « cadeau de Noël », comme Dean qualifie la proposition soviétique sur l'installation des boîtes noires, l'U.R.S.S. est désireuse de continuer la discussion. Pourtant, le 20 décembre, on ajourne la conférence pour trois semaines, et, le 5 janvier 1963, Dean, le délégué américain, démissionne. Cinq jours plus tard, la conférence, sur l'initiative commune de l'ambassadeur soviétique à Washington et du directeur de l'Agence américaine du désarmement, Foster, décide de s'ajourner au 12 février.

En réalité, cet ajournement correspond à l'exclusion des indésirables. Il y a quelques mois, l'U.R.S.S. insistait encore sur l'importance de la présence des pays neutres. Maintenant, dans les coulisses, les Américains et les bureaucrates soviétiques ont conclu un accord pour poursuivre les négociations à Washington, à deux, sans même un délégué anglais. Les discussions ont repris, à un niveau plus élevé, le 14 janvier 1963, entre Foster, délégué américain, Fedorenko, délégué soviétique permanent auprès des Nations Unies, et Tsarapkin. Le lendemain, Kennedy, dans son *« Message sur l'état de l'Union »*, lance un appel de sirène : *« ... Si toutes les tendances actuelles peuvent persuader l'Union soviétique d'emprunter le chemin de la paix, alors, qu'elle sache que toutes les nations libres l'accompagneront. »* (*Le Monde*, 16 janvier 1963.) Khrouchtchev entend la sirène. Le 22 janvier, la presse annonce que l'U.R.S.S. a définitivement accepté l'installation de trois stations sismiques sur son territoire, et deux ou trois inspections annuelles dans les régions où des oscillations suspectes se seraient produites. *Le Monde* commente cette importante concession : *« Il est permis de penser que la crise survenue dans les Caraïbes, et plus encore les attaques redoublées dont il fait l'objet depuis lors de la part des communistes chinois, qui condamnent sa politique de prudence... ont définitivement convaincu M. Khrouchtchev de l'urgence d'un accord. Le chef du gouvernement soviétique fait donc un pas en avant. »* (22 janvier 1963.)

Si nous passons en revue cette rapide histoire de l'affrontement soviéto-américain, nous devons dire que l'impasse n'est qu'apparente. En vérité, on peut déceler un recul de la part de l'U.R.S.S. devant l'intransigeance des impérialistes et leur volonté de pénétrer, finalement, sur le territoire soviétique. Ils veulent obtenir cette concession essentielle pour détruire, en fin de compte, les conquêtes d'Octobre. Ils ne reculent pas devant les slogans platoniques de paix. La nature de l'impérialisme, c'est cela. Il ne veut pas de désarmement, il veut pénétrer en U.R.S.S. Si cela se fait sous le couvert du slogan de désarmement, tant mieux. Que les bureaucrates veuillent duper le monde, c'est leur affaire. Les impéria-

listes, eux, sont plus réalistes : ils utilisent le chantage atomique, reprennent ou suspendent les essais nucléaires, refusent un sommet sans « progrès réel », revendiquent l'inspection sur place mais, devant une concession limitée, ils recommencent tout à nouveau... c'est cela l'impérialisme.

Il est facile de comprendre que les bureaucrates soviétiques mentent lorsqu'ils disent que le désarmement est possible. Ils savent bien que la condition d'un tel « désarmement » serait leur capitulation livrant l'U.R.S.S. aux impérialistes. En réalité, ils avancent dans cette voie, mais, chaque fois qu'ils ont fait quelques pas, effrayés, ils font demi-tour. Mais lentement et sûrement, la pression des impérialistes s'impose, et c'est un recul constant de la bureaucratie qui ressort de l'histoire des négociations. Le refus des dirigeants soviétiques de rompre les pourparlers et, en même temps, leurs concessions successives montrent bien que, sous le couvert de leur politique mensongère de désarmement, ils sont prêts à marchander l'héritage socialiste de la révolution d'Octobre. Pour le moment, ils conservent encore une attitude hésitante, mais au prix d'une trahison ignoble de la révolution chinoise. Nous reviendrons plus en détail sur ce problème. Mais il nous faut noter ici cet autre point central des négociations actuelles sur l'interdiction des essais nucléaires.

Sous la pression formidable de l'impérialisme, les dirigeants soviétiques essayent de sacrifier la Chine. Nous avons déjà remarqué que, surtout depuis un ou deux ans, on parle de plus en plus du « *danger d'une dissémination des armes nucléaires* ». Les journalistes hypocrites préfèrent mentionner, pudiquement, l'énorme danger qui en résulterait pour l'humanité si l'Égypte et Israël, par exemple, possédaient de telles armes. Ces tartuffes bourgeois, cependant, savent bien que, en réalité, il s'agit de la Chine. En effet, derrière la recherche soviéto-américaine d'un compromis, « l'assouplissement » des positions respectives, il y a un but tout à fait clair : désarmer la Chine. Il est caractéristique que la bureaucratie soviétique se soit montrée tout à fait disposée à signer un accord sur l'interdiction des essais à haute altitude et sous l'eau (proposition des « neutres »). Une telle interdiction rendrait impossible l'armement de la Chine face aux impérialistes disposant des armes nucléaires. D'autre part, elle servirait de prétexte pour prendre n'importe quelles mesures de discrimination contre la Chine, pour l'isoler et, finalement, la livrer. L'espoir des bureaucrates est d'arriver à un accord nucléaire et de réaliser ainsi la « coexistence pacifique ». Ils ont déjà trahi la Chine socialiste sous le signe de cette « coexistence ». Mais cela même ne les a pas sauvés : l'impérialisme utilise ce « cadeau », mais ne remercie pas. Il maintient toujours ses conditions, qui tendent à obtenir la capitulation complète de l'U.R.S.S. elle-même. Il n'y a pas d'issue pour la bureaucratie.

3) Les mouvements coloniaux et Cuba

Eu égard à tout ce qui précède, nous nous contenterons ici d'un bref résumé. Les événements, au jour le jour, fournissent une documentation qui nous dispensera d'avancer telle ou telle preuve supplémentaire.

La « théorie » du socialisme dans un seul pays défigurait l'analyse marxiste de l'impérialisme, en le réduisant à n'être, comme nous l'avons vu, qu'une politique particulière d'oppression des nations, surtout des colonies, pratiquée par les états capitalistes avancés ; c'est cette conception qui est au fond de la pratique stalinienne consistant à saluer chaque pas en avant de n'importe quel mouvement de libération nationale contre l'oppression impérialiste comme une victoire du socialisme. Il est évident que ces mouvements affaiblissent l'impérialisme et que, par conséquent, la politique révolutionnaire doit les soutenir. Mais le problème n'est pas là. Il est dans le fait que des *mouvements nationaux* remplacent, pour les staliniens, la lutte des classes ; si bien que la naissance d'un nouvel état politiquement indépendant en Afrique, par exemple, équivaut pour eux à la victoire de la révolution socialiste dans ce pays. Or, ces nouveaux états restent entièrement liés à l'impérialisme, et font partie de son système mondial. Ces mouvements et la naissance de ces états ne peuvent être compris que dans le contexte international où ils naissent.

L'existence et le renforcement d'un état ouvrier, l'exemple de la révolution d'Octobre ont éveillé les masses coloniales. Après 1917, les mouvements coloniaux se sont renforcés. Mais le renforcement de ces luttes est allé de pair avec la dégénérescence de l'état ouvrier en U.R.S.S. Aujourd'hui, dans le rapport des forces international, la bourgeoisie coloniale a dû céder l'avant-scène politique aux révolutionnaires petits-bourgeois. Ceux-ci mettent en avant des slogans socialistes, mais le véritable contenu de ces mouvements reste bourgeois. L'objectif que poursuit la bourgeoisie des pays coloniaux est d'obliger l'impérialisme à lui céder sa part des fruits de l'exploitation des travailleurs ; mais, sans l'aide des masses, elle n'arriverait jamais à réaliser cet objectif. Et, pour mobiliser les masses, il lui faut laisser la direction des mouvements aux révolutionnaires petits-bourgeois, avec leurs slogans socialistes. La phrase « révolutionnaire », combinée avec la soumission devant la force, c'est l'essence même de l'attitude de la petite bourgeoisie.

C'est la dégénérescence de l'U.R.S.S. qui, amenant la bureaucratie à présenter la lutte des classes comme une lutte entre deux « systèmes », fait apparaître les mouvements coloniaux comme une « troisième force ». Leur nature politique petite-bourgeoise convient à merveille à une politique d'oscillation entre les deux systèmes mondiaux, cédant toujours au plus fort. Et le mirage d'une « troisième force » ne fait que refléter le rapport

des forces entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme. Dans les conditions de la « coexistence pacifique », le rôle de ces nouveaux états est multiple. Tout d'abord, ils servent d'argument à la bureaucratie soviétique pour prouver qu'elle mène une lutte contre l'impérialisme, puisqu'elle appuie et soutient ces mouvements nationaux. En même temps, cela lui permet de maintenir de bonnes relations avec l'impérialisme, car l'indépendance politique de ces états ne modifie pas fondamentalement le rapport des forces. Enfin, ces mouvements nationalistes bourgeois permettent de détourner l'attention de la lutte de la classe ouvrière internationale, et de présenter la révolution socialiste comme périmée dans les pays industrialisés.

D'autre part, la petite-bourgeoisie coloniale, promue artificiellement à ce rang élevé à la fois par les impérialistes et par les staliniens, devient en même temps leur principal trait d'union. Elle joue le rôle d'avant-garde de la « coexistence pacifique » ; ce qui revient à dire que les mouvements coloniaux et les nouveaux états « indépendants » servent de baromètre précis du rapport des forces entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme.

Et c'est précisément là où les mouvements coloniaux nationaux sont capables d'aller jusqu'à l'expropriation sans indemnité de l'impérialisme que le statu quo international et la « coexistence pacifique » se trouvent immédiatement mis en question. Depuis 1945, il n'y a eu dans les pays arriérés que deux mouvements révolutionnaires qui aient entamé de façon décisive les positions de l'impérialisme : la révolution chinoise et la révolution cubaine. Partout ailleurs, sans exception, les mouvements, aussi « révolutionnaires » soient-ils en paroles, se sont arrêtés au seuil d'un véritable bouleversement des rapports de propriété, ou sont revenus à la « raison ». C'est là un fait contrôlable et vérifié dans le cas de chaque état ayant accédé à « l'indépendance » depuis 1945, de l'Inde à l'Egypte, de l'Indonésie au Ghana, et de la Guinée à l'Algérie. Les seules exceptions, et nous laissons de côté ici les différences profondes qui existent entre elles, sont la Chine et Cuba.

Mais justement ces deux révolutions, qui ont ébranlé l'impérialisme en lui portant des coups sérieux, ont provoqué la haine des impérialistes et la méfiance des bureaucrates. Nous ne nous occupons ici ni de l'histoire de ces révolutions, ni de l'analyse de leur caractère. Nous constatons simplement qu'elles se sont révélées capables de renverser le capitalisme. Et nous constatons aussi que les attaques dont elles sont l'objet sont précisément menées sous le signe de la « coexistence ».

Evouons ici quelques aspects de ce qu'on appelle « l'affaire cubaine ». D'abord, le destin de cette révolution a été artificiellement lié à l'U.R.S.S. et séparé de la lutte des classes en Amérique. Dès lors, les perspectives et, par conséquent, les tâches de cette révolution ont été sérieusement endommagées et défigurées. La révolution cubaine, face à la citadelle

de l'impérialisme, aurait dû immédiatement établir une liaison concrète avec la lutte des classes en Amérique. Elle aurait dû se constituer en noyau de la révolution en Amérique du Nord et du Sud. Oublieux de ce devoir révolutionnaire, les dirigeants cubains ne pouvaient que lier leur sort à la bureaucratie soviétique. Cette alliance étroite, à son tour, est entrée de plus en plus en contradiction avec leur devoir initial : l'extension de la révolution. Pourquoi ? Parce que la politique soviétique avait et a comme base la « coexistence pacifique », et comme but la préservation de la « paix ». Cuba, alliée à l'U.R.S.S., ne pouvait et ne devait, en aucune façon, ébranler la situation « pacifique » de l'Amérique. Mais du moment que cette révolution était contenue dans le cadre mutilant de la « coexistence », son propre destin dépendait de l'évolution de celle-ci. Au fur et à mesure que la révolution montait en Amérique latine, le capitalisme nord-américain devait en finir avec l'exemple cubain. A partir de ce moment, la révolution cubaine dépendait d'un marchandage. La contradiction entre la révolution socialiste et la « coexistence » se révèle ici d'une façon concrète. Plus la révolution monte en Amérique, plus grande est la pression américaine sur Cuba, et plus fortes sont les tentatives soviétiques de « sauver la paix ».

Il est hors de doute que l'envoi par l'U.R.S.S. d'armes nucléaires à Cuba n'était qu'une provocation. Les Chinois ont fortement souligné ce rôle d'agent provocateur des bureaucrates soviétiques. Après cela, la livraison de Cuba à l'infiltration de l'impérialisme, sous la forme du désarmement avec inspection sur place des Nations Unies, cette trahison fut présentée comme un « sauvetage de la paix ». C'est *uniquement* grâce à la résistance des révolutionnaires cubains que la manœuvre n'a pas réussi. La mission de les « convaincre » était confiée à Mikoyan lui-même qui, n'ayant pas totalement réussi, a pu ensuite s'arranger avec Kennedy. Et Khrouchtchev brandissait la « garantie » américaine de ne pas envahir Cuba, la parole donnée par Kennedy ! Cette trahison de la révolution cubaine a démontré la véritable nature de la « coexistence pacifique », et le rapport des forces réel entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme. Dès lors, un processus international s'est développé. D'une part, l'impérialisme s'est renforcé, et celui-ci, jetant son masque de négociateur, donne de plus en plus à ses « recommandations » la forme de diktats. D'autre part, la petite-bourgeoisie internationale évolue vers la droite, elle s'aligne de plus en plus sur la position occidentale. Dans divers pays, les formations politiques petites-bourgeoises s'inclinent devant le pouvoir capitaliste, tandis que les pays « neutres » s'orientent vers l'impérialisme. Là où il y a une réticence, celui-ci ne recule plus devant le renversement direct du régime en question, sous le regard bienveillant des staliniens. Mais la « coexistence pacifique », c'est-à-dire ce « larbinisme devant l'impérialisme », a provoqué un autre phénomène, sans doute le plus important de notre époque : la scission du mouvement stalinien international.

4) L'impérialisme et la bureaucratie contre la Chine

a) La deuxième trahison de la révolution chinoise.

L'histoire de la politique néfaste de l'Internationale communiste vis-à-vis de la révolution chinoise, pendant les années décisives 1925-1927 et depuis, est bien connue. L'essentiel de la politique de Staline-Boukharine était de subordonner le mouvement révolutionnaire à la direction du parti bourgeois, le Kuomintang. Celui-ci n'a pas hésité à massacrer, le moment venu, des milliers d'ouvriers et de paysans révolutionnaires, alors qu'il bénéficiait du soutien du parti communiste chinois, suivant les directives du Komintern. C'est ainsi que la révolution chinoise fut trahie, livrée à l'ennemi. Néanmoins, nous devons souligner fermement que l'attitude du Komintern dirigé par Boukharine et Staline n'était pas le produit d'une trahison délibérée. Ni Boukharine, ni Staline, ni, en général, la bureaucratie, ne voulaient la défaite de la révolution, mais la logique interne, le contenu objectif de leur politique y conduisaient. La révolution chinoise a été ainsi refoulée pour de longues années, et la Chine affaiblie devant l'attaque japonaise. Nous croyons que les révolutionnaires chinois ont beaucoup appris, au prix d'énormes sacrifices, de la politique bureaucratique des staliniens russes. Il serait de la plus haute importance d'écrire l'histoire entière des relations entre la révolution chinoise et la bureaucratie soviétique, depuis les dernières analyses de Trotsky jusqu'à nos jours.

Nous la reprenons, dans le présent travail, à partir des années 1961-62. Bien que les rapports entre l'U.R.S.S. et la révolution chinoise victorieuse aient connu mainte difficulté, il est indéniable que leurs relations mutuelles, placées sous le signe de l'amitié, étaient étroites et multiples. Toute étude, article, document traitant, par exemple, des relations économiques, soulignait l'importance qu'on leur donnait de chaque côté. Bien entendu, l'examen des faits démontrait que l'U.R.S.S. fournissait une aide matérielle plus importante à l'Inde qu'à la Chine. Mais, en même temps, parmi les démocraties populaires, la Chine occupait la seconde place quant au volume des échanges commerciaux avec l'U.R.S.S. Telle était la situation pendant les années 1958-59, période très difficile pour la Chine, qui connaissait le déclin inquiétant du « grand bond en avant », la menace de la famine, bref, une catastrophe économique. C'est à cause de l'incapacité de la Chine à en fournir que l'U.R.S.S. a dû chercher ailleurs, en 1960, du saindoux, des arachides et du soja, par exemple. Au printemps de 1961,

les observateurs bourgeois ne voyaient encore rien d'anormal dans les relations économiques sino-soviétiques, à part ces difficultés. En ce qui concerne la situation économique de la Chine, chaque nouvelle ou étude, sans exception, soulignait son caractère catastrophique en 1960 et 1961 : rationnement très sévère, famine, baisse de la production.

C'est précisément dans cette situation difficile que la Chine s'est vue privée de l'aide soviétique. Le rapport du G.A.T.T. sur le commerce international en 1961 publiait des chiffres surprenants. Citons un passage de ce rapport, d'après *Le Monde* (7-8 octobre 1962) : « *Le commerce sino-soviétique... a diminué de 55 % entre 1959 et 1961, pour se retrouver au-dessous du niveau de 1950. Si bien que la part de ces échanges dans le commerce extérieur total de l'Union Soviétique est tombée de 20 à 8 %, tandis que, dans le même temps, le commerce de l'U.R.S.S. avec le reste du monde progressait de 30 %.* » Naturellement, tout le monde pourrait dire que, du moment que la Chine ne pouvait remplir ses obligations commerciales, la diminution du commerce était normale. Nous écartons cette objection : justement parce que la Chine se trouvait dans une situation extrêmement difficile, le devoir socialiste de l'U.R.S.S. aurait dû être de lui fournir une aide beaucoup plus importante qu'auparavant. Même le système capitaliste connaît « l'aide » apportée au pays frappé par une calamité de la nature.

Le 4 juin 1961, le nouveau chef de la politique américaine avait une entrevue avec Khrouchtchev à Vienne. On a publié beaucoup d'articles sur cette rencontre, mais l'essentiel des négociations est resté secret. Nous sommes donc contraints de dégager quelque chose de ce qui a été publié, et cela, bien entendu, allonge notre analyse.

La presse bourgeoise internationale a commencé, immédiatement après l'annonce de la rencontre, à faire un énorme bruit autour du problème allemand et de Berlin. On a eu l'impression que ces deux Messieurs venaient de discuter à fond l'affaire berlinoise et la question allemande. La presse allemande, elle, pourtant très susceptible à ce sujet, estimait, tout de suite après la rencontre, que Khrouchtchev s'abstiendrait de provoquer une crise allemande. La *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, le grand journal allemand, écrivait, le 5 juin : « ... *Bien que les Soviétiques eussent sans doute préféré mettre l'accent sur ces problèmes...* », ils ne les ont discutés « ... *qu'à la fin des entretiens* ». La presse internationale unanime reconnaissait qu'elle ne savait pas grand-chose de ce qui s'était passé, mais que cette entrevue avait été *très utile*, en dépit de ce que *rien* n'avait changé... (?) On se frotte les yeux : le public devait croire que le but de cette réunion n'était autre que de permettre à Kennedy et Khrouchtchev de se regarder dans le blanc des yeux. La presse italienne et espagnole était plus sérieuse... en prétendant que Vienne signifiait l'entente des deux super-grands par-dessus la tête des autres. Entente ?... Oui ! Mais sur quoi ?.. A

quel sujet ? La *Stampa* (6 juin) parle de « *manœuvre soviétique* ». Il y a là matière à réfléchir. Le même Kennedy qui refuse toute rencontre au sommet au sujet du désarmement, jusqu'au moment où il y aura « *progrès réel* », se déplace brusquement, arrive à Vienne, pour ne parler... de rien ou, mieux encore, pour servir une manœuvre soviétique. Allons donc !

Si l'on examine le bref communiqué commun publié après les négociations, les yeux commencent à s'ouvrir. Il annonce que les deux parties reconnaissent ne pouvoir ni l'une ni l'autre gagner une guerre et que, *par conséquent*, il faut tenter d'*organiser le monde en commun*. C'est ainsi qu'on arrive à la paix perfectionnée par des compromis mutuels. Le but de cette rencontre n'était autre que l'*organisation en commun du monde*. « Les parties » ne se sont pas contentées d'un accord de principe. Elles sont passées à sa réalisation. La presque totalité du communiqué est consacrée au problème du Laos. Il y est dit que les deux parties « *...ont réaffirmé leur appui pour un Laos neutre et indépendant sous un gouvernement choisi par les Laotiens eux-mêmes, et pour des accords internationaux destinés à assurer cette neutralité et cette indépendance. A cet égard, elles ont retenu l'importance d'un cessez-le-feu effectif.* »

Voici donc l'essentiel de ce qui s'est passé lors de cette rencontre : ils ont commencé à « *organiser le monde* », justement au voisinage de la Chine. C'est cela, le contenu de la « *coexistence pacifique* ». Le *New York Times* du 6 juin s'intéresse surtout au problème laotien. Il écrit qu'il n'y a rien à espérer, car Khrouchev doit peut-être d'abord s'entendre avec les Chinois, les Vietnamiens et les Laotiens, mais, malgré tout, il y a là une amorce. Les staliniens préparent le terrain. Dans son compte rendu de l'entrevue de Vienne, Khrouchev ne mentionne même pas le Laos, mais consacre l'essentiel de son discours au problème... allemand ! *Neues Deutschland* est plus explicite, car le journal de Berlin-Est accuse les partisans de la guerre froide... en Allemagne de l'Ouest (!) de vouloir la continuer par le bombardement de Cuba et du Laos (!), au lieu de rechercher une entente. « Ces ultras sont dangereux ! » s'écrie-t-il le 5 juin. Le discours radiodiffusé de Kennedy (6 juin) est plus intéressant. Le président américain ne mentionne qu'en passant le problème des essais nucléaires et celui de Berlin, mais parle longuement du Laos : « *... Le seul domaine qui ait offert quelques perspectives immédiates d'accord a été le Laos. Les deux parties ont reconnu la nécessité de réduire les dangers que présente la situation. Les deux parties ont souscrit à la conception d'un Laos neutre et indépendant, à peu près à la façon de la Birmanie ou du Cambodge.* ». A peu près, oui. Cependant, au Laos, il y avait une guerre civile menée par le Pathet-Lao contre les impérialistes et leurs serviteurs laotiens. Et Kennedy de poursuivre son discours : « *M. Khrouchev a souligné un point que je désire évoquer. IL A DIT OÙ IL SE PRODUIT DE NOMBREUX DESORDRES DANS LE MONDE ET*

QUE TOUS NE DOIVENT PAS LUI ETRE IMPUTES. IL A TOUT A FAIT RAISON. » (Souligné par nous.)

— Mais bien sûr, M. Kennedy, moi, le bon, le sage Khrouchev, je ne suis pas capable de faire de... « chinoiseries »... ce sont les Chinois à qui le désordre doit « être imputé ». Vous voyez, comment ils ont liquidé le pauvre Kuomintang, malgré nos avertissements. Ils sont capables de tout ; le diable seul sait ce qu'ils pensent ou ce qu'ils veulent. Ainsi parlait le « sage élève » dans la classe de Vienne, devant le sévère instituteur. Mais en politique, cela se déroule autrement et s'appelle autrement. Nous serions curieux de connaître les détails non divulgués de cette rencontre.

« L'organisation du monde » dans la « coexistence » ou, si l'on préfère, la « coexistence » dans une « organisation du monde », devait commencer par freiner et liquider les mouvements révolutionnaires au voisinage de la Chine. L'exemple chinois menaçait les positions de l'impérialisme en Asie. Il fallait absolument mettre fin à ces « désordres », nullement « imputables » au paisible Khrouchev. Par ce pacte, la bureaucratie soviétique a donné libre cours aux manœuvres tendant à l'encerclement de la Chine, et à la préparation d'une attaque armée.

Les négociations sur les modalités de cet accord furent confiées à une commission qui, dans le cadre de la conférence du désarmement, discuterait la réalisation de la paix au Laos. Remarquons qu'à l'ouverture de cette conférence, le 14 mars 1962, ce pays constituait encore un très grave problème, et les obstacles semblaient insurmontables. Il est permis d'en déduire que Khrouchev n'arrivait pas, depuis juin 1961, à imposer totalement son point de vue aux Chinois. Une étude approfondie et minutieuse de ces négociations devra nous éclaircir à ce sujet. Nous pensons, cependant, qu'il y a eu des divergences, qui ont certainement contribué à faire reconsidérer par la bureaucratie soviétique son aide à la Chine. Finalement, le 9 juillet 1962, la déclaration de neutralité du Laos aboutissait à l'accord complet. Le Laos se déclarait prêt à observer rigoureusement les conditions de la neutralité : adhésion aux cinq principes de Bandoung, refus de toute alliance militaire, refus d'installation de toute base militaire, refus d'ingérence dans ses affaires intérieures. Deux faits soulignent la nature réelle de cet accord. Sous les attaques de ses ultras, Kennedy a dû reconnaître que l'accord laotien constitue un recul, tout en soulignant, en même temps, qu'il ouvrait des possibilités ultérieures. Sans un tel accord, la situation laotienne menaçait de se détériorer définitivement en faveur des communistes. Selon Kennedy, cet accord a servi, d'une part, à arrêter le développement de la révolution, d'autre part, à ouvrir des « possibilités ». Ces dernières signifient l'encerclement de la Chine. La remarque de *Christian Science Monitor*, du 24 juillet 1962 dévoile le rôle de la bureaucratie soviétique dans cette affaire :

« Si, après avoir signé un accord dans ces conditions, l'Union Soviétique permet à ses collègues et à ses agents situés à l'intérieur ou au voisinage du Laos de le violer, alors le monde entier saura pourquoi l'accord n'a pu fonctionner... »

Pourquoi, demande-t-on alors, les Chinois ont-ils signé l'accord ? Les raisons concrètes pourraient être très nombreuses et, entre autres, il est possible que les Chinois aient été dupés, malgré leur méfiance accrue vis-à-vis de leurs « frères soviétiques ». C'est ici qu'une vue d'ensemble s'impose. A partir de l'accord sur le Laos, les positions respectives sur l'interdiction des essais nucléaires s'assouplissent. Les deux « grands » font visiblement des tentatives pour trouver dans ce domaine un accord partiel. Simple coïncidence ? En politique, il n'y a pas de *telles* coïncidences. La grande « organisation du monde » commençait concrètement par l'encercllement de la Chine. L'accord laotien, la position sans principe sur l'interdiction des essais nucléaires et la suppression de toute aide économique à la Chine illustrent la deuxième grande trahison de la bureaucratie de l'U.R.S.S. envers la révolution chinoise. Mais, cette fois-ci, la nature de cette trahison est quelque peu différente de celle de 1925-27. C'est consciemment et directement que Moscou négocie pour livrer la Chine à l'impérialisme.

b) Pour la défense de la Chine !

La réaction chinoise devait cependant se produire un jour ou l'autre. Il est bien possible que l'attaque de l'armée chinoise contre l'Inde ait été la réponse de la Chine aux préparatifs d'encercllement. Il semble probable que, par l'offensive lancée le 20 octobre 1962, la Chine voulait dévoiler le véritable but des manœuvres de Khrouchtchev, troubler le processus d'encercllement et obliger ainsi, aussi bien les impérialistes que les Soviétiques à abattre leurs cartes. En ce sens, la question de la responsabilité du déclenchement des opérations militaires, nullement décisive d'ailleurs, a déjà été tranchée par la mise en place du dispositif d'encercllement. N'est-ce pas Nehru lui-même qui, le 11 octobre, déclarait avoir ordonné la libération du territoire indien aux frontières du Nord-Est ?

La guerre sino-indienne ne peut être séparée du contexte international et considérée en elle-même. Elle fait partie intégrante de l'ensemble du plan impérialiste en Asie, dont le premier pas fut la « neutralisation » du Laos. Dans un cadre plus large, elle démontre que la pression exercée par l'impérialisme a, momentanément, déplacé son point d'application de l'U.R.S.S. vers la Chine. Car la bureaucratie stalinienne, prise de panique devant la menace d'une révolution, s'est alliée à l'impérialisme contre la Chine. En donnant ce contenu concret, nullement pacifique, à sa politique de coexistence, la bureaucratie soviétique a ratifié dans les faits les

plans de l'impérialisme. Il faut reprendre en détail la brève histoire de cette courte guerre pour mettre en lumière ces divers aspects.

Au préalable, l'interdépendance qui existe entre « l'affaire cubaine » et la question chinoise nous impose de signaler quelques faits relatifs à Cuba, en liaison étroite avec la guerre sino-indienne. Ainsi, c'est trois jours après le début de l'offensive chinoise, le 23 octobre, que Kennedy ordonne le blocus de Cuba. La détermination des impérialistes de passer à l'offensive générale est devenue très claire. Le 26 octobre, le gouvernement indien proclame l'état d'urgence et, deux jours plus tard, l'U.R.S.S. et les Etats-Unis se mettent d'accord sur Cuba. Cette capitulation soviétique était parachevée par la mission de Mikoyan, envoyé pour « convaincre » Castro, le 31 octobre. Ainsi rassurés, les impérialistes déclenchaient une action de grande envergure. Le 1^{er} novembre, Krishna Menon abandonne le ministère de la défense à Nehru. Plus tard, Averell Harriman, conseiller spécial de Kennedy pour l'Extrême-Orient, dévoilera les dessous de cette affaire en ces termes : K. Menon « ... paraissait vouloir s'entendre avec les communistes chinois, et être convaincu qu'il y parviendrait ». C'est-à-dire que Menon préférait les négociations à la guerre avec les Chinois, ce qui lui a valu d'être contraint à démissionner. Autrement dit, l'impérialisme ne tolérerait aucune voix préconisant une « coexistence pacifique »... avec la Chine. Les armes américaines étaient déjà attendues dans les ports indiens. « Les Anglais... se préoccupent d'accélérer leurs livraisons d'équipements militaires. » (*Le Monde*, 3 novembre 1962.) Le champion égyptien du « non-engagement » signale, lui aussi, son ardent désir d'envoyer des armes, à côté des impérialistes, à son ami indien « non-engagé ». L'U.R.S.S. « ... demeure silencieuse, et l'on chercherait en vain dans les journaux de Moscou la trace d'un encouragement à la Chine dans son différend avec l'Inde. » (*Le Monde*, 3 novembre 1962.) Cette « neutralité » dans la lutte d'un pays socialiste contre l'impérialisme, à peine dissimulé derrière le dos de Nehru, constitue une trahison sans précédent même dans l'histoire de la bureaucratie. Le parti communiste indien, pour la première fois dans l'histoire, adopte l'attitude qui fut celle des partis social-démocrates pendant la première guerre mondiale. Son conseil national, après deux jours de discussion, vote une résolution pour la « défense de la patrie » contre « l'agression chinoise ». Et c'est faire pis que la II^e Internationale, car, cette fois-ci, « l'agresseur » est un état ouvrier, et la « patrie », ce sont les impérialistes. Malgré cette trahison, répétons-le, sans précédent, ces derniers ne se laissent pas impressionner. Le 5 novembre, on annonce l'arrestation de 40 communistes. Le parti reconsidère-t-il sa résolution ? Non...

Pour juger l'attitude soviétique face à l'encerclement et à l'attaque de la Chine, rappelons qu'en 1961, Nehru a demandé aux Américains de contribuer à l'armement de l'Inde. Plus tard, il a renouvelé sa demande,

pressant le président Kennedy d'envoyer des armes. De la part de l'U.R.S.S., on n'a enregistré aucune réaction. Les protestations venaient du Pakistan, de Turquie, de Thaïlande et de Formose qui, pour une raison ou pour une autre, faisaient tout un vacarme contre ces projets d'armement de l'Inde. Le silence soviétique était déjà un signe important. Maintenant «... l'annonce de la livraison à l'Inde d'armes américaines, et les articles décrivant le « pont aérien » créé pour amener rapidement à pied d'œuvre ces fournitures n'ont, même apparemment, provoqué aucune réaction à Moscou.» (*Le Monde*, 10 novembre 1962. Souligné par nous.) Le 11 novembre, Nehru exprime l'espoir que l'U.R.S.S. tiendra ses engagements de livrer à l'Inde des chasseurs MIG-21, et d'installer une chaîne de montage de ces chasseurs. Nous connaissons la prudence proverbiale de Nehru. S'il s'est permis de préférer une insolence pareille, c'est qu'il était absolument certain de la bienveillance soviétique. Les signes en sont multiples en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires : manifestations culturelles pour l'Inde, expositions portant sur divers aspects de la vie indienne, etc. Au mois de novembre, un consulat indien s'ouvre à Odessa.

C'est « l'affaire cubaine » qui a déclenché les attaques virulentes des Chinois (et des Albanais) contre les capitulards soviétiques, mais ces attaques ont été alimentées par les expériences toutes récentes faites dans les affaires chinoises. Le 15 novembre, le *Quotidien du peuple* de Pékin dénonce la capitulation de Khrouchev à Cuba. Deux jours plus tard, le *Drapeau rouge* (organe théorique du P.C. chinois) évoque déjà l'exemple de la lutte de Lénine contre l'opportunisme de la II^e Internationale. Le même jour, les Chinois reprennent une offensive militaire de grande envergure, et avancent rapidement à l'intérieur de l'Inde. Le 22 novembre est le jour de l'accord sur le retrait des bombardiers soviétiques de Cuba, et de la levée du blocus américain : les impérialistes ont désormais les mains libres.

Du point de vue de la guerre sino-indienne et, en général, de l'installation et du renforcement de l'impérialisme en Asie, l'accord sur Cuba, outre sa signification générale et « cubaine », revêtait un caractère particulier, bien précis. Cet acte de « coexistence pacifique » libérait les dispositifs impérialistes contre la Chine, et rendait possible immédiatement une mobilisation accrue des forces. En sacrifiant la révolution cubaine, les bureaucrates soviétiques ont rendu possible la généralisation d'une guerre impérialiste contre la révolution chinoise. Les historiens futurs établiront dans quelle mesure les dirigeants soviétiques ont cherché consciemment à livrer la Chine.

De toute façon, les Chinois, eux, ont compris ce qui se passait. Avec une rapidité étonnante, ils réagissaient en ordonnant un cessez-le-feu immédiat, annonçant un repli général derrière la ligne de démarcation

antérieure, et proposaient une rencontre Chou-En-lai - Nehru. Stupéfaction générale ! Personne ne peut comprendre les Chinois : qu'ont-ils derrière la tête ? Evidemment, les acteurs principaux comprennent. La première phase de la guerre est close ; il faut maintenant faire bouger les pions sur l'échiquier de l'encerclement, et que cela se voie.

L'avance rapide des Chinois a révélé le mauvais état de l'armée indienne et les points faibles des préparatifs de l'encerclement. Les troupes indiennes étaient sérieusement menacées. Les Etats-Unis et l'Angleterre, sans même se soucier des apparences, avaient envoyé, chacun de leur côté, une mission militaire. L'importance du problème était démontrée par le fait que Duncan Sandys et Averell Harriman, deux hauts fonctionnaires de leurs gouvernements respectifs, les conduisaient. Kennedy avait déjà commencé à étudier sérieusement les modalités d'une aide militaire massive. D'autre part, le soutien apporté à l'Inde dévoilait l'autre grande faiblesse de l'encerclement : le système d'alliance contre la Chine n'était pas du tout solidement édifié. Le Pakistan, surtout, s'opposait énergiquement à l'aide militaire fournie à l'Inde. Il fallait aussi s'assurer de la « neutralité » plus active de l'U.R.S.S. Lord Home, le ministre anglais des affaires étrangères déclarait le 23 novembre qu'il envisageait « ... la transformation de la doctrine stérile et négative de la coexistence en une coopération active avec tous les pays d'Europe actuellement communistes et, parmi ceux-ci, l'U.R.S.S... (car) un jour, et peut-être plus tôt qu'on ne le pense, les dirigeants de l'Union Soviétique se rendront compte que leur pays appartient à l'Occident... » (*Le Monde*, 23 novembre 1962. Souligné par nous.) Le bon Lord encourageait la bureaucratie, « actuellement » communiste, à rompre avec « l'Asie », à déployer une « coopération active » à cet égard, car la coexistence ne suffisait plus. Les efforts indiens avaient le même but, servant, de ce côté aussi, les visées anglo-américaines.

Les missions anglaise et américaine arrivent à New Delhi, mais, le 28 novembre, Duncan Sandys est au Pakistan, où il s'entretient avec Ayoub Khan et l'Assemblée nationale pakistanaise. Le but de ces négociations est de calmer l'opposition à l'aide militaire apportée à l'Inde, et de presser les Pakistanais de régler leur conflit avec l'Inde au sujet du Cachemire. Au moment où ces négociations sont menées ouvertement, les « hommes de gauche », en Europe, s'empressent honteusement de condamner « l'agression chinoise ». L'activité débordante des missions militaires et diplomatiques est, en elle-même, un symptôme plein d'intérêt. Sandys, négociant avec les Pakistanais, le 28, repart pour New Delhi le 29, mais, le soir du même jour, il est, de nouveau, au Pakistan. Pendant qu'il était à New Delhi, c'est Harriman qui continuait le débat avec les Pakistanais... On croirait que ces missions ont perdu leur chemin, et que c'est le Pakistan qu'elles patronnent contre « l'agresseur ». Le jeu diplo-

matique est serré. Les Chinois ont très bien compris la situation et la maîtrisent, non seulement par leur propre activité diplomatique, mais aussi par cette excellente mise en scène où chaque acteur doit jouer ouvertement son rôle. Ceci mérite une attention minutieuse de notre part, car, de tous côtés, les masques tombent. Les événements de diverses natures se précipitent, et il nous faut employer un style télégraphique. C'est de ces mosaïques, de ce kaléidoscope d'événements que ressort la véritable physionomie de chacun des acteurs.

Le 28 novembre, Chou En-lai déclare au chargé d'affaires indien : « *Nous désirons demeurer amis* ». Evidemment, Nehru doit réfléchir, comme l'indiquent les journaux, sur sa réponse aux propositions chinoises pour un arrangement amical. Un « sommet » afro-asiatique, convoqué par Mme Banuaraneike pour servir d'intermédiaire dans le conflit, se prépare à Colombo. Harriman regagne Washington et, le 1^{er} décembre, fait son rapport. Il trouve alarmante la situation de l'armée indienne. Pourtant, comme *Le Monde* le remarque, « ... c'est politiquement d'abord que la mission Harriman voudrait chercher à reresser la situation au sous-continent asiatique ». Les Anglo-américains veulent, en tout premier lieu, régler le problème du Cachemire. Nehru a déjà déclaré qu'il est prêt à discuter. Mais il y a des difficultés. On rapporte du Pakistan que l'opposition à l'idée d'une négociation sur le Cachemire y est extrêmement forte. Les entretiens amicaux Kennedy-Mikoyan se poursuivent exactement au même moment à Washington. Nehru réfléchit toujours sur sa réponse, qui doit être « non-alignée », tandis que « ... les préparatifs militaires se poursuivent aussi activement qu'au plus fort de la crise. (*Le Monde*, 4 décembre 1962.) Finalement, la réponse, digne d'une politique de « non-alignement », est une note à la Chine, le 3 décembre, qui annonce la fermeture des consulats indiens à Changhai et à Lhassa. Elle invite gentiment les Chinois à agir de même avec leurs consulats de Bombay et de Calcutta.

Un fait important : alors que, le 22 juin encore, l'U.R.S.S. pour la centième fois, utilisait son veto au Conseil de sécurité contre le règlement du problème du Cachemire, maintenant, on se passe allègrement d'elle. Et elle ne fait rien contre les manœuvres anglo-américaines au Pakistan. Par contre, au congrès du P.C. italien, Kozlov déclare : « *Ce conflit nuit sérieusement aux intérêts du peuple chinois frère, comme aux intérêts de l'Inde amie.* » (*Le Monde*, 5 décembre 1962.) Naturellement, une guerre nuit aux intérêts des belligérants. Dange, le dirigeant nationaliste du P.C. indien, part pour Moscou, le 4 décembre. Harriman dévoile les objectifs de la politique américaine aux téléspectateurs : « ... *Il est de l'intérêt des Etats-Unis que l'Inde entretienne des relations amicales avec l'U.R.S.S.* » (*Le Monde*, 11 décembre 1962.) Mais Kozlov a déjà répondu affirmativement à cette recommandation. « *L'ennemi de mon*

frère est mon ami», est-ce là l'un de ces proverbes russes qu'aime à citer Khroustchev ?

Les Américains agissent en conséquence. Le 5 décembre, l'A.F.P. annonce qu'une délégation commerciale japonaise à Washington «... serait soumise à une pression politique du président Kennedy, qui demande au Japon d'apporter une coopération précise à la lutte contre la Chine populaire». Un journal japonais répond : « Si on essaye de nous faire adopter une position d'hostilité inflexible envers la Chine, on va provoquer une tempête, non seulement au Japon, mais dans toute l'Asie. » (*Le Monde*, 6 décembre 1962.) L'encerclement de la Chine n'est pas facile. Les Américains s'en rendent compte. D'autant plus précieuse est la « neutralité » amicale, la chère coexistence pacifique de la bureaucratie soviétique. Dans son article du 11 décembre, intitulé « Les Américains séduits par la « Realpolitik », André Fontaine résume ainsi, dans *Le Monde*, la situation : « Au Sud-Vietnam... les troupes américaines sont activement engagées contre les guérillas communistes, et le Trésor fédéral consacre à cette lutte un million de dollars par jour... (En Inde) ils n'ont pas perdu de temps pour envoyer des avions avec des équipages américains... ils commencent à retirer le bénéfice de ce placement à la conférence du désarmement, où le délégué indien, M. Lall, s'est sensiblement rapproché de leur point de vue sur la nécessité des inspections sur place. » M. Fontaine sait rattacher, on le voit, les effets aux causes. Et le vacarme entretenu autour de « l'agression chinoise » ne doit pas nous faire oublier qu'au même moment, l'armée américaine combat la révolution vietnamienne et livre de rudes batailles. En fait, il s'agit d'un seul grand problème : extension de la révolution en Asie, ou stabilisation de l'impérialisme qui prépare une agression contre la Chine en l'isolant. La signification de l'attitude indienne de « non-alignement » est éclairée par le « rapprochement » dont parle le journaliste du *Monde*.

Cependant, l'activité diplomatique s'intensifie. Une personnalité chinoise visite l'un après l'autre les pays de la conférence de Colombo. Les Indiens en font autant avec deux délégations. On remarque la présence des Yougoslaves : Popovitch, ministre des affaires étrangères, est au Caire, et Kardelj, en Indonésie, d'où il s'apprête à partir pour New Delhi. Que font-ils dans cette affaire ? Nous le saurons le 19 décembre, à l'arrivée de Kardelj dans la capitale indienne. Le correspondant du *Monde* (21 décembre) câble : « ... Que, dans cette affaire, le gouvernement de Belgrade fasse de son mieux pour promouvoir les thèses de New Delhi, n'est guère mis en doute. » Parole significative : on comprend mieux ce que signifie le désir de Kardelj de voir le conflit résolu à des « conditions honorables ». On parle, en outre, des tentatives faites par le dirigeant yougoslave pour élargir la conférence de Colombo, « trop influencée », selon lui, par la présence des pays voisins de la Chine. Il craint que des sentiments « pro-chinois » ne dominent la conférence. Nous retrouvons

Nehru, Kardelj, le prudent Khrouchev, les intellectuels occidentaux, tous indignés de « l'agression » chinoise. Le malheur est que Sandys et Harriman s'indignent avec eux et que, derrière ce noble sentiment, il y a la réalité de l'intervention américaine en Inde, au Vietnam et ailleurs. Ces « révolutionnaires » sont sérieux : ils protestent : ils sont graves : tout cela est dommage « pour les frères et les amis ». Mais ils restent aveugles — ou en tout cas muets — devant ce que même un Fontaine remarque. Ils protestent contre la présence de troupes chinoises en Inde, mais ne protestent pas contre celle des forces américaines au Vietnam, ce qui serait difficile, il est vrai, car ce serait une mauvaise politique de coexistence de protester contre Harriman, qui « comprend » si bien leur indignation devant « l'agression chinoise ».

Les six pays de Colombo se sont mis d'accord et chargent Mme Bandaranaike d'une mission de conciliation à Pékin et à New Delhi. Le même jour, Khrouchev reçoit Dange, chef du P.C. Indien. On ne sait rien de leur conversation mais, en URSS., l'amitié soviéto-indienne est exaltée. Or, les « amis » indiens ne veulent plus de la paix. La méfiance est générale contre toute idée de conciliation, et contre les « bons offices » de Colombo. Bien entendu, Khrouchev tient à l'écart la diplomatie soviétique. Le sale travail revient à Kardelj. Les bureaucrates soviétiques, pour leur part, « se contentent » de redoubler de violence contre les Chinois. Que la mission commerciale soviétique à Chanohai regagne Moscou, et que les consulats chinois en U.R.S.S. soient déjà fermés, ce n'est « rien ». Le 17 décembre, l'A.F.P. annonce un message de Khrouchev à Nehru qui, dit-on, assure ce dernier de la sympathie de l'U.R.S.S. et l'informe que celle-ci a essayé sans succès de contenir les Chinois. On affirme que ce message contient une promesse de Khrouchev de soutenir à fond les Indiens. Un tel message a-t-il existé ? Ce n'est pas important. Car il serait, en tout cas, pleinement conforme à la politique soviétique : d'autre part, aucun démenti de la dépêche de l'A.F.P. ne viendra du côté soviétique.

Pourtant, on voit bien qu'en fait, ce n'est pas de l'Inde qu'il s'agit ici. Même si l'on sépare artificiellement ce pays du contexte de l'impérialisme mondial, il n'y a pas une minute d'hésitation possible pour un marxiste, quant un état ouvrier est en danger. De toutes façons, il est impossible de considérer isolément l'Inde, ou n'importe quel autre pays capitaliste. Les événements, les faits de cette guerre, l'un après l'autre, nous fournissent une documentation impressionnante sur la nature de l'impérialisme, un et indivisible, sous la conduite du capital américain. Le contenu concret de la politique de l'impérialisme c'est, précisément, d'organiser l'encerclement de la révolution chinoise, et de se préparer à l'attaquer.

Le 15 décembre s'ouvre à Washington une série d'entretiens entre

Harriman et les ambassadeurs américains au Pakistan et en Inde. L'objet de ces conversations est de trouver les moyens les meilleurs et les plus rapides pour approvisionner l'Inde en équipement militaire moderne, et pour faciliter le rapprochement indo-pakistanaï. Trois jours plus tard, le correspondant du *Monde* rapporte de New Delhi que les Américains menacent l'Inde de ne plus lui fournir des armes, si un accord n'intervient pas entre elle et le Pakistan ; il relève que les Américains «... voudraient noyer toutes les petites rivalités nationales et locales dans un grand courant de résistance à l'impérialisme chinois». Le soi-disant « non-alignement » et la neutralité de l'Inde ont déjà fondu. Le 19 décembre, l'Inde vote le projet américain concernant la Corée à la commission politique de l'O.N.U.

Mais la bataille diplomatique n'est pas facile. Le 21 décembre, la Chine rend à l'Inde le matériel militaire capturé par elle. Cinq jours plus tard, c'est la signature d'un accord frontalier entre la Chine et la Mongolie extérieure. Le lendemain, enfin, une délégation indienne part pour le Pakistan. Mais, à peine arrivée, elle apprend le résultat des négociations sino-pakistanaïses : un accord de principe sur les frontières communes. Le même jour, le 28 décembre, signature d'un accord entre une délégation commerciale japonaise et la Chine. Les négociations indo-pakistanaïses commencent dans une très mauvaise atmosphère. Le 31 décembre, Mme Bandaranaike arrive à Pékin et, notons-le tout de suite, le 22 janvier 1963, le gouvernement chinois acceptera les propositions de Colombo comme base de négociations. Le 3 janvier, c'est une délégation commerciale chinoise qui arrive au Pakistan et, deux jours plus tard, un accord commercial est conclu. Pendant ce temps, de grandes manifestations d'amitié sino-cevlanaïse se déroulent à Pékin. Les Chinois conduisent diablement bien leurs affaires extérieures. Face à cette habileté et à ce succès, la perspective d'un encerclement s'éloigne, et « nécessite » des interventions brutales des Américains. Ils menacent maintenant Ceylan de suspendre l'aide économique. Au début de janvier 1963, on annonce de grandes batailles entre le Vietcong et les Américains : lourdes pertes de ces derniers. Selon une enquête américaine, il est possible que Pékin soutienne activement le Vietcong. Le 9 janvier, le commandant en chef des forces américaines dans le Pacifique, l'amiral Felt en personne arrive à Saigon pour organiser et renforcer l'intervention. Le 12, entretien entre Kouznetsov et Harriman à Washington ; ce dernier demande à l'U.R.S.S. de hâter le départ des soldats vietnamiens du Laos. Le même jour, l'ambassadeur américain à Vientiane offre au gouvernement laotien des avions de transport, violant ainsi l'accord de neutralité. Et, tandis que Tchao Kai-chek coule un navire de guerre appartenant à la Chine populaire, Gromyko porte un toast à l'amitié soviéto-indienne au cours d'un déjeuner à l'ambassade de l'Inde, en présence de Malinovsky.

Nous nous arrêtons ici. Les jeux sont suffisamment découverts. Chacun

a montré son véritable visage. Mais cette lutte n'est pas encore finie. Dans le cadre de la « coexistence pacifique », les préparatifs contre la Chine se poursuivent. Notre voix doit s'élever : contre la trahison des staliniens, commise au nom de la « coexistence », et pour la défense de la révolution chinoise !

5) Scission au sein du stalinisme

Confronté avec la menace d'une révolution, et, par voie de conséquence, avec de graves problèmes mondiaux, le stalinisme international connaît une crise profonde. Les éléments composants du stalinisme ont commencé une lutte qui les conduit à la rupture.

Le signe le plus marquant de cette rupture, c'est l'attitude du parti indien, qui a ouvertement pris position aux côtés, et de son gouvernement bourgeois, et de l'impérialisme contre la Chine. Immédiatement après vient le parti yougoslave, promoteur, sur le plan théorique et pratique, de la « coexistence », et de plus, éminence grise de la politique d'encouragement à la bourgeoisie indienne. Entre ces partis et le parti chinois, il est difficile d'imaginer une réconciliation.

Le révisionnisme caractérise les partis staliniens. La majorité d'entre eux, dont celui de l'U.R.S.S., n'est pas encore arrivée à partager ouvertement l'attitude du parti indien. Ce révisionnisme joue un rôle centriste entre les deux pôles actuels du stalinisme international : chinois et indien. En réalité, il combat la position révolutionnaire du parti chinois, il protège et encourage la trahison ouverte du parti indien. Dans le débat qui se développe de plus en plus, et que, volontairement, nous omettons d'analyser en détail, le stalinisme international tout entier est engagé. La discussion se déroule entre la position capitularde de « coexistence pacifique » et la position révolutionnaire de lutte de classe. Au stade actuel, la décomposition du stalinisme n'a fait que commencer, et elle se cristallise dans le fait que l'immense majorité a pris une position centriste sans principe, s'exprimant dans les tentatives de « surmonter » les discussions par des compromis et des concessions réciproques.

A la vérité, cette situation équivoque dissimule le fait que la discussion se déroule autour d'une fausse alternative. Les bases de la critique chinoise sont confuses. Les communistes chinois laissent entrevoir qu'il sont partisans d'un retour à la politique de Staline, en opposition au cours « libéral » de Khrouchtchev. La question principale est de savoir comment l'alternative révolutionnaire de la « coexistence pacifique » est présentée et comprise par les Chinois. Il nous semble que, tant qu'ils maintiennent leur alliance

sans principe avec l'assassin Enver Hodja, tant qu'ils saluent comme authentiquement révolutionnaire le régime bourgeois de Ben Bella et ainsi de suite, leur critique de Khrouchtchev reste dans le cadre des conceptions stalinienne. Cela s'exprime aussi dans le fait qu'ils s'adressent aux directions des autres partis, escomptant visiblement les amener à accepter leur position. C'est là une grave illusion. Dans le domaine du stalinisme, les Russes sont plus forts, non parce qu'ils seraient plus intelligents dans la discussion, mais parce que le stalinisme est la politique de la bureaucratie petite-bourgeoise de l'U.R.S.S. Or, les partis staliniens, partout dans le monde, sont organisés de telle façon que leur direction exprime les intérêts de cette couche sociale. Ainsi, un débat engagé sur des bases staliniennes peut mener, ou bien à la réconciliation sur un compromis sans principe, ou bien à l'isolement du parti chinois.

Celui-ci s'adresse aujourd'hui aux directions qui englobent la composante petite-bourgeoise du stalinisme. Or, les partis staliniens, même aujourd'hui, recèlent une potentialité révolutionnaire ; non par eux-mêmes, mais par le fait qu'ils encadrent et influencent la classe ouvrière, directement ou indirectement. La condition fondamentale pour que cette potentialité puisse se développer, c'est, pour les Chinois, de tourner le dos à ces directions, de s'adresser directement aux ouvriers et aux révolutionnaires, c'est d'avoir une théorie et une pratique marxistes révolutionnaires. Cela suppose l'abandon complet et critique de la position stalinienne du socialisme dans un seul pays en faveur de celle de la révolution de la classe ouvrière internationale. Les éléments principaux d'une telle politique sont, d'abord, une lutte conséquente et hardie contre la bureaucratie, qui est, en même temps, une lutte pour la réalisation de la démocratie ouvrière ; puis, sur le plan international, une rupture totale, non seulement avec l'impérialisme (cette rupture est un fait de la part des communistes chinois), mais aussi avec la petite-bourgeoisie stalinienne pseudo-révolutionnaire. Démocratie ouvrière à l'intérieur, rupture avec les tendances petites-bourgeoises de toute sorte à l'extérieur, politique d'alliance avec la classe ouvrière internationale, une telle orientation peut seule fournir une base véritablement révolutionnaire à la discussion menée contre le stalinisme révisionniste. C'est la seule attitude, de la part du P.C. chinois, qui serait capable de séparer la classe ouvrière de la direction pourrie des staliniens.

Est-il possible que celui-ci arrive à adopter une telle position ? C'est une question à laquelle nous ne pouvons pas répondre catégoriquement. La situation intérieure de la Chine nous fait craindre une bureaucratisation qui va à l'encontre de la démocratie ouvrière. Une telle tendance s'est affirmée par la mise à l'écart de l'aile révolutionnaire en 1957-58. Mais, d'autre part, les communistes chinois ont réalisé eux-mêmes leur propre révolution précisément contre la politique stalinienne, et ceci, il n'y a pas

longtemps. Nous ne pouvons donc pas écarter, *a priori*, l'éventualité d'un redressement de ce parti. Le contexte international joue un rôle de catalyseur. La politique de « coexistence pacifique » est imposée à la bureaucratie soviétique. Mais les communistes chinois doivent combattre cette politique, qui signifie l'encercllement de la Chine et la préparation d'une attaque contre elle. Tel est le choix : capitulation, ou alliance révolutionnaire avec la classe ouvrière internationale. Cette pression internationale placera, tôt ou tard, le parti et les communistes chinois devant ce choix fondamental.

Mais indépendamment de leur choix, entre le chemin de la capitulation ou celui de la révolution, la « coexistence pacifique » introduit, et a déjà introduit, les éléments d'une rupture au sein du stalinisme. Cela est visible, mais cette rupture ne sera pas automatique. Même une discussion autour d'une alternative fautive a ébranlé l'unité de ces partis. Il est d'autant plus important de savoir que cette rupture et la décomposition du stalinisme sont inimaginables sans que soit mise en avant la véritable position révolutionnaire. Il faut démasquer le stalinisme devant les masses ouvrières, devant les révolutionnaires. C'est l'unique moyen de transformer la possibilité de rupture en un fait réel, et ce fait réel en un processus vraiment important. Les Chinois ont déjà amorcé ce développement. Un travail persévérant et hardi sur une position révolutionnaire, à l'échelle internationale et dans chaque pays, est nécessaire pour qu'il se poursuive. L'objectif, c'est la nouvelle direction révolutionnaire de la classe ouvrière internationale, condition indispensable des victoires révolutionnaires de demain.

V. - Perspectives et tâches

I) Que signifie, aujourd'hui, la détense de l'U.R.S.S. ?

Les révolutions de 1956, et, plus particulièrement, la révolution hongroise, ont pleinement confirmé les analyses de Trotsky, tant sur la « nature » de l'U.R.S.S. que sur les tâches stratégiques qui en résultent pour la classe ouvrière internationale. On a peine à concevoir qu'il y ait aujourd'hui des personnes pour continuer à débattre dans l'abstrait de la nature de l'U.R.S.S., sans analyser sérieusement un mouvement *réel* aussi grandiose que la révolution hongroise. Cette méthode idéaliste, si elle leur permet de s'opposer plus aisément aux analyses et à la politique trotskystes, ne fait que refléter leur éloignement du combat réel. C'est ainsi qu'ils ne voient rien d'autre, dans la révolution hongroise, que le mouvement des Conseils ouvriers. Certes, nous sommes les derniers à nier l'importance et la signification des conseils : mais cette importance ne réside pas tant dans la *forme* des Conseils, que dans le *contenu* du mouvement qui s'est manifesté sous cette forme. Or, les Conseils ouvriers hongrois ont exprimé et formulé leurs aspirations et leurs buts. Ils les

ont même réalisés au fur et à mesure, pour autant, tout au moins, que le rapport des forces leur a permis de le faire.

Certes, la révolution hongroise, menée avant tout par la classe ouvrière, a entièrement détruit le régime bureaucratique. Les ouvriers et, avec eux, tout le peuple révolutionnaire, ont bouleversé de fond en comble ce régime de mensonge. Dans le feu de la révolution, chaque institution bureaucratique et l'« ordre » existant tout entier, ont été anéantis. C'était bien une révolution. Mais le premier souci des ouvriers, tel qu'ils l'ont exprimé dans leurs Conseils, était de déclarer clairement et nettement leur volonté résolue de défendre la propriété collective des moyens de production, et la planification de l'économie. En prenant une telle position, les Conseils, formes politiques de la lutte engagée par les masses, ont précisément démontré qu'ils avaient acquis un contenu socialiste et révolutionnaire. Bien entendu, ils ne songèrent pas un instant à conserver les formes politiques de gestion et de contrôle de l'économie planifiée qu'avait instaurées le régime bureaucratique ; ces formes politiques, ils n'en laissèrent rien subsister, mais pour mieux en conserver le contenu, où s'exprimait la nature de classe de l'état.

Est-il vraiment possible, après la révolution hongroise, de ne pas voir que, dans une révolution contre le capitalisme, la nature socialiste des Conseils ouvriers s'exprimera par une politique tendant à bouleverser les rapports sociaux de production et de propriété ; alors que, dans une révolution contre le régime de la bureaucratie, cette même nature socialiste des Conseils s'est exprimée et s'exprimera par une politique de défense des rapports sociaux existant, une politique tendant à permettre, par la destruction des institutions politiques de la bureaucratie, le plein développement des rapports sociaux résultant de la collectivisation et de la planification ?

Il suffit de poser la question pour constater que l'histoire a pleinement confirmé les analyses et le programme de Trotsky, et réfuté ceux de ses adversaires.

En quels termes se pose aujourd'hui le problème ? Sur l'arène mondiale, plus la bureaucratie soviétique reculera devant l'impérialisme, juscu'à ce que, finalement, les bases sociales mêmes de l'état ouvrier soient menacées en U.R.S.S., et plus l'impérialisme renforcera sa pression. Mais, en même temps, la mise en question de plus en plus sérieuse des conquêtes d'Octobre éveille et renforce la résistance du prolétariat dans les pays de régime stalinien. La révolution hongroise fut le premier signe historique de l'aptitude de la classe ouvrière à renverser la bureaucratie. Depuis, cette aptitude augmente au fur et à mesure que la caste

dirigeante s'avance sur la route de la capitulation. Par cette lutte révolutionnaire grandissante, les ouvriers des pays de régime stalinien dissiperont les illusions de leurs frères occidentaux concernant le stalinisme, ce qui accroîtra leur propre aptitude à combattre l'impérialisme.

Bien entendu, nous savons combien nous avons simplifié ce processus. L'évolution de la lutte, telle que nous l'avons esquissée ici, n'est, en réalité, nullement automatique ou fatale. Mais nous nous servons de ce schéma uniquement pour mieux saisir l'importance, à l'échelle mondiale, d'une analyse correcte de la nature de l'U.R.S.S. et de la stratégie de défense de l'U.R.S.S. qui en découle. Contrairement aux ultra-gauches de toute sorte, nous disons qu'aujourd'hui encore, les conquêtes essentielles d'Octobre subsistent en U.R.S.S. : la propriété collective des moyens de production, le système de planification, le monopole du commerce extérieur et, sur ces bases, un développement poussé de l'économie et de la culture. Personne n'a avancé jusqu'à aujourd'hui d'arguments contredisant ces faits. Par contre, la nature bureaucratique du régime politique en U.R.S.S. compromet constamment ces conquêtes, les défigure, renforce les forces qui y sont hostiles et, finalement, ces changements quantitatifs sont susceptibles de conduire à la transformation qualitative de la société. Si cette transformation se produit, c'est-à-dire une contre-révolution sociale, et alors seulement, on pourra parler de la nature non ouvrière de l'état en U.R.S.S.

Nous nous élevons ici contre les deux variantes à la mode dans la petite-bourgeoisie. Contre ceux pour qui la dégénérescence politique de l'état ouvrier en U.R.S.S. équivaut à la destruction de ses fondements dans les rapports sociaux ; et contre ceux qui, à l'inverse, considèrent que les bases économique-sociales de l'U.R.S.S. sont définitivement assurées, et ne comprennent pas que la « superstructure » bureaucratique peut, à son tour, détruire les bases socialistes de l'U.R.S.S. Cette façon de voir, anti-dialectique comme la première, conduit ces derniers à soutenir la bureaucratie et, ironie du sort, leur soutien se développe d'autant plus que la bureaucratie tend, comme nous l'avons vu concrètement, à capituler.

Le premier courant met les staliniens dans le même panier que les « technocrates » (en faisant d'ailleurs une classe nouvelle), tandis que le second les salue dans leur marche vers... la « démocratie prolétarienne » (?). Ni l'un, ni l'autre courant n'ont compris le caractère contradictoire de la bureaucratie.

Nous avons essayé de démontrer, dans les chapitres précédents, que cette contradiction n'est pas éternelle. Nous pouvons constater que, pour le moment, cette bureaucratie n'a pas encore franchi la ligne de démarcation qui la transformerait en une classe sociale. Mais elle évolue vers

cette frontière, et notre analyse s'efforce justement de montrer qu'elle s'en approche dangereusement depuis quelques années. Pour ceux qui considèrent l'U.R.S.S. actuelle, soit comme un capitalisme d'état, soit comme un pays avançant vers la démocratie prolétarienne, les problèmes que nous avons examinés ne signifient rien. Tout simplement, ils ne se les posent même pas.

Or, les tendances principales de l'histoire se concentrent actuellement autour de ces problèmes, et elles vont en se renforçant, précipitant ainsi l'heure d'un dénouement mondial. Cette expression n'a rien d'exagéré. Si la révolution d'Octobre a marqué l'histoire mondiale depuis 1917, l'approche du dénouement concernant son destin ne peut être qu'un phénomène de portée mondiale. C'est en cela que consiste l'importance capitale du problème de la défense de l'U.R.S.S. Trotsky a maintes fois souligné que celle-ci s'identifie à la défense des conquêtes socialistes d'Octobre. Il écrit :

« Que défendons-nous en U.R.S.S. ? Non pas ce par quoi elle ressemble aux pays capitalistes, mais ce par quoi elle en diffère... En U.R.S.S., le renversement de la bureaucratie est nécessaire pour sauvegarder la propriété étatique. C'est seulement en ce sens que nous sommes pour la défense de l'U.R.S.S. » Et, plus loin :

« La défense de l'U.R.S.S. ne signifie nullement un rapprochement avec la bureaucratie du Kremlin, l'acceptation de sa politique ou une adaptation à la politique de ses alliés. Dans cette question comme dans les autres, nous restons entièrement sur le terrain de la lutte des classes internationale... »

... La défense de l'U.R.S.S., selon l'interprétation du Komintern, est basée... sur l'abandon de toute politique indépendante de classe... Nous défendons l'U.R.S.S. comme nous défendons les colonies, comme nous résolvons toutes nos tâches, non pas en soutenant certains gouvernements impérialistes contre d'autres, mais par la méthode de la lutte des classes internationale, dans les colonies comme dans les métropoles... Nous ne sommes pas un parti gouvernemental ; nous sommes un parti d'opposition implacable, non seulement dans les pays capitalistes, mais aussi en U.R.S.S. Nous ne réalisons pas nos tâches, y compris la défense de l'U.R.S.S., par l'entremise des gouvernements bourgeois, ni même par celle du gouvernement de l'U.R.S.S., mais exclusivement par l'éducation des masses, par l'agitation, en expliquant aux ouvriers ce qu'il faut défendre et ce qu'il faut conserver (1). »

Dans l'essentiel, il n'y a rien de nouveau à ajouter. Tout simplement il faut comprendre Trotsky. Pour lui, il ne s'agit pas du tout de défendre

(1) Extrait de « In defense of Marxism » ; ce qui est souligné l'est par nous.

la politique intérieure ou extérieure de l'U.R.S.S., c'est-à-dire de la bureaucratie. C'est plus que visible. Mais ce qui gêne les adeptes de la logique formelle, c'est qu'en outre, Trotsky précise la défense militaire de l'U.R.S.S. contre une attaque impérialiste en tant que tâche des révolutionnaires. Ils sont incapables de comprendre, à partir de ce moment, «... ce que nous défendons au juste, comment nous le défendons, contre qui nous le défendons.» (Souligné par Trotsky.) Bien que Trotsky ait analysé cette ligne stratégique dans la signification *complète*, c'est-à-dire en tant que lutte révolutionnaire à la fois contre l'impérialisme et la bureaucratie, le mot « défense » est devenu pour nos « aristotéliens » la chose essentielle. Ce mot joue exactement le même rôle magique et déterminant chez ces « théoriciens » anti-dialectiques que les mots « bureaucrates-technocrates », « égalité-inégalité », « classe », « nouvelle classe », et ainsi de suite.

Nous trouvons la stratégie préconisée par Trotsky entièrement valable. Mieux encore : sur la base de notre analyse, elle est plus actuelle que jamais. Mais ce qui est aujourd'hui nécessaire, c'est de *préciser* son contenu actuel. La nécessité d'une telle précision est évidente. D'abord, parce que par sa formule, Trotsky a souligné la défense de l'U.R.S.S. contre les impérialistes. N'oublions pas qu'il a décrit les lignes citées plus haut en 1939 et que le titre même de l'article dont elles sont extraites : « *L'U.R.S.S. en guerre* » indique clairement la nécessité qui existait alors de mettre l'accent sur le caractère défensif de cette stratégie. Nous soutenons fermement cet aspect de la stratégie préconisée par Trotsky, dans le cas d'une attaque impérialiste. Mais si, aujourd'hui, nous sommes forcés de reconnaître que, depuis 1939, certaines modifications essentielles se sont produites, il est important de préciser et de souligner l'aspect *actif* de cette même ligne stratégique.

Il s'agit de ce que, aujourd'hui, une attaque de l'U.R.S.S. à l'intérieur, sous la forme de la capitulation complète de la bureaucratie, est une perspective plus réelle qu'auparavant. Pour dissiper tout malentendu, nous précisons qu'une telle menace, inhérente à la bureaucratie, a toujours pesé sur l'U.R.S.S. depuis la défaite de la révolution mondiale après la première guerre. Mais, pendant les premières années d'existence de l'U.R.S.S., la lutte de l'opposition, puis la nécessité de résister à l'attaque armée de l'impérialisme ont empêché, modifié et ajourné cette capitulation complète. Depuis, les forces implacables de l'histoire ont démontré aux bureaucrates que la résistance, à la *manière bureaucratique*, à l'impérialisme, accroissant les tensions intérieures et extérieures, épuisant les ressources du pays, coupé du prolétariat international, mène directement à une révolution contre leur régime. Ils étaient donc « obligés » d'opter pour la seconde voie, qui conduit au démantèlement graduel des conquêtes d'Octobre.

Trotsky a annoncé depuis longtemps la possibilité d'un tel processus.

Mais ce qui n'était qu'une possibilité en 1936-39, est devenu aujourd'hui une menace concrète, qui prend des formes de plus en plus inquiétantes. Face à cette menace, la stratégie de « défense » des conquêtes d'Octobre doit être pleinement comprise comme une lutte *active*. Seule une telle lutte révolutionnaire, menée par la classe ouvrière soviétique, peut finalement empêcher la bureaucratie de capituler, en la renversant. Cette lutte ne peut nullement avoir un caractère défensif. Au contraire, il est temps que nous formulions et soulignons la nature offensive de notre stratégie. En même temps, la défense de l'U.R.S.S. doit être comprise dans sa signification véritable, c'est-à-dire, non en tant que défense de tel ou tel pays contre un autre, mais en tant que défense des conquêtes socialistes. Dans ce sens, par exemple, nous devons compléter ce mot d'ordre par la défense de la Chine et de Cuba, à la fois contre l'impérialisme et la bureaucratie de l'U.R.S.S.

Le cours actuel suivi par cette bureaucratie conduit à la liquidation progressive des conquêtes d'Octobre. Cette tendance de leur politique intérieure accentue le caractère contre-révolutionnaire du stalinisme à l'extérieur. Il s'ensuit que, si l'on ne comprend pas la stratégie de la « défense de l'U.R.S.S. », on peut aboutir, comme cela est arrivé aux pablistes, à justifier la politique de la bureaucratie précisément dans son cours droitier actuel ; cela, alors même que le cours droitier s'exprime dans la trahison des révolutions chinoise et cubaine. C'est ainsi que les pablistes se trouvent devant un faux dilemme, qu'ils ont eux-mêmes choisi : s'identifier à la politique de Moscou, ou à celle de Pékin. Faire de la stratégie de défense de l'U.R.S.S., en la vidant de sa substance dialectique, un mot d'ordre formel, c'est s'engager dans l'impasse où se trouvent les pablistes. Notre devoir, au contraire, est de lui donner tout son sens, en formulant avec précision son contenu actuel. Ce contenu, c'est une lutte révolutionnaire contre la bureaucratie à l'intérieur de l'U.R.S.S. ; et la tâche la plus urgente est de l'organiser.

2) La montée révolutionnaire en U.R.S.S.

Comme courant politique, le stalinisme actuel s'est installé aujourd'hui définitivement à droite. Pour la bureaucratie, les chemins d'une politique de gauche sont d'autant plus impraticables que l'ultra-gauchisme du temps de Staline est discrédité. Son cours droitier, en revanche, lui semble la protéger du danger révolutionnaire. De plus, elle se croit assurée contre le rétablissement du capitalisme, car les formes de la production se sont transformées depuis 1924-29. Mais ce qui est le plus important, c'est que

la pression accrue de l'impérialisme l'oblige à s'engager dans la voie de la capitulation. C'est sa tendance actuelle et, jusqu'à un certain point, elle est irréversible. Pourtant, il serait absurde de nier la possibilité d'un revirement des staliniens. Il reste possible, par exemple, sous la menace imminente d'une attaque armée de l'impérialisme contre l'U.R.S.S. Une telle menace existe-t-elle ? Historiquement, elle existe depuis la naissance de l'U.R.S.S. Politiquement, ce serait une erreur dangereuse que d'écarter une telle éventualité. Néanmoins, sans relâcher la vigilance à cet égard, *pour le moment*, une telle attaque est improbable, essentiellement pour deux raisons. Premièrement, parce que les relations entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme se fondent sur le marchandage entre eux, contre la révolution mondiale. A l'heure actuelle, ce sont les révolutions chinoise et cubaine qui en font les frais. De ce fait, une attaque combinée, armée et économique, contre la Chine et Cuba, est non seulement à l'ordre du jour, mais se déroule déjà. Le rythme de cette attaque et son développement sont conditionnés par le niveau de « préparation » de la bureaucratie soviétique elle-même. Deuxièmement, le rapport actuel de l'impérialisme à l'U.R.S.S. est déterminé, non par le désir d'une attaque armée du premier, mais par ses calculs réalistes escomptant une capitulation « pacifique » de la bureaucratie. Et c'est effectivement cela qui ressort de son empressement pour la « coexistence pacifique ».

L'évolution de la bureaucratie, à l'intérieur de l'U.R.S.S., tend à la liquidation des conquêtes d'Octobre ; elle s'accomplit aux dépens des ouvriers. Ces derniers sont ainsi objectivement amenés à renforcer leur lutte contre la bureaucratie capitularde. Cet éveil de la lutte de la classe ouvrière pourra être accéléré par l'indignation révolutionnaire provoquée par la trahison des révolutions chinoise et cubaine. La capitulation de la bureaucratie soviétique mène à la révolution de la classe ouvrière.

L'une et l'autre variantes, ultra-gauche et droite, du stalinisme, préparent la révolution. La politique de la bureaucratie consiste à osciller entre ces deux pôles : elle est conditionnée avant tout par la peur de cette révolution. Son pouvoir, autrement dit, le destin du socialisme en U.R.S.S., dépend de la montée révolutionnaire et de la conscience de la classe ouvrière soviétique. Quelles sont les possibilités d'une telle lutte ?

Si l'on considère le tableau général de la lutte actuelle en U.R.S.S. du côté des mouvements révolutionnaires, quelques conclusions peuvent être tirées. Les mouvements de masses sont spontanés, isolés et inorganisés, et leur forme varie, allant du sabotage à la révolte spontanée. Ils sont entrepris principalement par la jeunesse. D'autre part, nous voyons les discussions artistiques et littéraires où la jeunesse surtout évoque Octobre et le léninisme, et dirige ses critiques à la fois contre l'ultra-

gauchisme stalinien et contre la politique actuelle de la bureaucratie. En ce sens, ces discussions recèlent un contenu révolutionnaire. Il faut constater, cependant, que dans la phase actuelle, il n'y a aucun contact réel et valable entre ces deux formes de lutte, entre la classe ouvrière et « ses représentants » parmi les intellectuels. Les débats n'en sont pas encore arrivés à poser le problème des conditions de vie des masses ouvrières et paysannes. Personne, jusqu'à aujourd'hui, n'a soulevé dans la discussion le thème vraiment important, celui de la situation et de la place de la classe ouvrière dans la société soviétique. D'un autre côté, nous ne possédons aucun fait qui indique une tentative de la part des ouvriers de s'organiser et de faire entendre leur voix dans les discussions. Le problème fondamental de la lutte actuelle en U.R.S.S., c'est précisément de réaliser cette jonction. Si elle peut s'opérer, cela signifiera qu'une phase nouvelle s'ouvre, accélérant la montée révolutionnaire. Pouvons-nous l'espérer ? On ne peut l'affirmer, puisqu'il s'agit d'une lutte en cours, qui, certes, posera ce problème dans son développement, mais ne le résoudra pas automatiquement. Toutefois, certains faits nous permettent de dire que les conditions concrètes d'une telle jonction sont désormais réunies. La jeunesse ouvrière de Moscou et de Léninegrad participe activement à la vie littéraire, et c'est elle qui remplit en majorité les salles qui écoutent les récitals des jeunes poètes. Imposera-t-elle à l'ordre du jour la discussion de ses problèmes ? C'est possible.

De toute façon, la jeunesse, tant ouvrière qu'étudiante, manque d'expérience et de connaissances, et cela freine considérablement le développement de la lutte. Elle a des illusions, ne connaît ses aînés que par des mensonges, prend une lutte révolutionnaire en U.R.S.S. pour un non-sens. Elle doit découvrir les véritables idées de l'Opposition bolchévique. Sur cette voie, la réhabilitation des détenus politiques, leur libération des camps de concentration donnent la possibilité de faire connaître ces idées. Ces vieux révolutionnaires parlent certainement. La bureaucratie a elle-même ouvert l'écluse par la publication d'« Une journée d'Ivan Denissovitch ». « Si l'on se souvient que tous les prisonniers libérés en 1954 et 1955 ont dû s'engager à tenir secrète leur aventure, on se rend compte que la lecture d'un tel récit produit sur eux l'effet d'une seconde délivrance. » Le correspondant du *Monde*, en écrivant ces lignes ne savait pas que la signification de ce fait est beaucoup plus importante qu'il ne le pense. Beaucoup de ces anciens prisonniers ne font pas de concessions à la bureaucratie ; plusieurs familles ont refusé les compensations matérielles offertes par le gouvernement. C'est ainsi que Serebri-kova, veuve de l'un des membres éminents de l'Opposition, a montré qu'elle n'était pas prête à se faire la complice des assassins de son mari et de

ses camarades (1). Ces vieux parleront et ouvriront les yeux de la jeunesse, qui réalisera ainsi une deuxième jonction, cette fois-ci avec les idées de l'Opposition bolchévik. Jonction entre la jeunesse ouvrière et estudiantine, entre cette jeunesse et les idées de l'Opposition, l'une inséparable de l'autre, voilà l'étape suivante de la lutte révolutionnaire. Mais à quelles conditions et sous quelles formes cette lutte se développera-t-elle ? Il est impossible de répondre d'une façon catégorique, mais nous pouvons esquisser sa marche probable.

Tout d'abord, il ne s'agira pas d'un développement linéaire, où la lutte évoluerait sans interruption, tout droit vers la révolution. Il y aura des avances et des reculs, son cours prendra parfois des voies sinueuses. Ensuite, il n'y a aucune révolution sans la formulation préalable des revendications générales. Générales dans un double sens : d'une part, elles doivent englober l'ensemble de la vie sociale, économique, politique et culturelle, d'autre part, elles doivent être les revendications de tous, aussi bien à Moscou qu'à Kemerovo ou à Bakou. Cela suppose l'existence d'une opinion publique orientée vers ces problèmes et soulevée par eux. Actuellement, la tâche principale des révolutionnaires soviétiques consiste à former cette opinion publique : en d'autres termes, la lutte doit aboutir à la créer en réalisant ainsi le terrain naturel de la double jonction mentionnée plus haut, ce qui est inconcevable sans une lutte plus vive entre la bureaucratie et le porte-parole éventuel du développement révolutionnaire, la jeunesse intellectuelle, les poètes et artistes qui nourrissent encore l'illusion d'un redressement possible du régime bureaucratique. Ils la perdront, et aiguiseront leur lutte contre le régime, si celui-ci, pris de panique devant l'évolution de la jeunesse, a recours à la répression et tente de la faire taire. C'est précisément dans cette lutte que la jeunesse établira son forum où se cristalliseront les revendications générales. Ce forum, sous la forme d'un organisme comparable à ce que fut le Cercle Petöfi, à Budapest, ou d'un journal jouant le rôle qui fut celui de *Po Prostu*, à Varsovie, servira aussi de moyen pour former l'opinion publique. C'est là la voie de la fermentation révolutionnaire. Sans ces étapes intermédiaires, il n'y aura pas de révolution, quel que soit le nombre des révoltes sporadiques.

Nous ne savons pas exactement sous quelles formes précises et concrètes se créera en U.R.S.S. le centre de l'effervescence soulevée par la formulation des revendications, et par les heurts avec la bureaucratie. Aussi ne saurions-nous pas prévoir de délai nécessaire pour sa formation. De toute façon, elle est nécessaire et constituera le prélude de la révolution.

(1) A l'occasion de la réunion des écrivains convoqués par le C.C. du P.C.U.S., Serebriakova, a traité comme il le méritait l'ex-laquais de Staline Ilya Ehrenbourg, rappelant qu'il avait dénoncé des écrivains à son maître, les condamnant ainsi à disparaître.

3) L'indépendance de la classe ouvrière et le rôle spécial de la petite-bourgeoisie

Bien que, objectivement parlant, l'évolution de l'U.R.S.S. et du stalinisme doive imposer à la classe ouvrière soviétique une lutte renforcée, ces perspectives qui ouvrent la voie à la révolution mondiale, sont loin d'être fatales. La bureaucratie a prouvé son aptitude à se sortir d'une crise révolutionnaire. Elle n'hésitera pas à recourir à l'assistance directe de l'impérialisme, ou à l'installation d'une dictature militaire contre le mouvement révolutionnaire des masses, d'autant plus que c'est précisément le danger révolutionnaire qui pousse, en dernière analyse, les staliniens à s'allier à l'impérialisme. Plus ce danger grandit, plus ils renforcent cette alliance, destinée à contenir les ouvriers soviétiques. A l'inverse, plus le stalinisme se démasquera devant les ouvriers occidentaux, plus l'impérialisme aura besoin de l'assistance stalinienne pour les anéantir. Le caractère international de l'alliance du stalinisme et de l'impérialisme oblige les ouvriers à dresser leur propre internationalisme contre cette « Sainte Alliance ». Seule la lutte de la classe ouvrière à l'échelle internationale peut empêcher l'échec de la révolution en U.R.S.S., échec qui rejetterait l'humanité en arrière pour longtemps. Dans les conditions présentes, c'est vraisemblablement la classe ouvrière soviétique qui entrera la première dans la phase de montée révolutionnaire. C'est elle qui commencera la révolution, qui sonnera le prélude de la révolution mondiale. Elle se trouve, de nouveau, à la pointe de la lutte. Mais sa victoire est inconcevable sans la révolution des ouvriers occidentaux. Sans elle, l'alliance du stalinisme et de l'impérialisme conduirait à l'écrasement de la nouvelle révolution russe. Une attaque armée impérialiste contre l'U.R.S.S. bureaucratique, pour le moment, est improbable : une telle attaque contre l'U.R.S.S. révolutionnaire est absolument certaine, si les ouvriers occidentaux ne paralysent pas l'impérialisme par leur action.

Une lutte révolutionnaire, aussi bien en U.R.S.S. qu'en Occident, n'est possible que sur l'unique base de l'indépendance de la classe ouvrière internationale à l'égard du stalinisme et de l'impérialisme. La perspective d'un combat international, que l'évolution de la situation actuelle imposera à la classe ouvrière, l'oblige à réaliser son indépendance de classe, sur le plan théorique, politique et d'organisation, et à l'échelle internationale.

A l'heure actuelle, l'évolution du stalinisme peut duper la classe ouvrière par la fausse alternative « conservateurs ou libéraux ». La lutte

au sein du stalinisme international prend cet aspect mensonger — ce qui peut semer des illusions et empêcher ainsi la lutte révolutionnaire. Lorsque nous posons ce problème à la lumière de la rupture inévitable du stalinisme, l'indépendance de classe, répétons-le, à la fois théoriquement, politiquement et organisationnellement, à l'échelle internationale, prend toute son importance.

Mais ceux qui affirment, depuis longtemps déjà, qu'il est possible de redresser les partis staliniens de l'intérieur, ont-ils raison ? Et ceci d'autant plus qu'aujourd'hui les contours d'une rupture au sein de ces partis se dessinent ? Autrement dit, ne faudrait-il pas faire des concessions, ne serait-ce que temporaires, sur le terrain de l'indépendance à l'égard du stalinisme ? Puisqu'on parle d'une rupture possible, n'est-il pas concevable d'imaginer que les partis staliniens, ou certaines de leurs fractions, condamnant la bureaucratie capitularde, pourraient se redresser ?

Notre seule réponse est que cela est absolument impossible. Le stalinisme et les partis staliniens ne sont que les reflets fidèles de la bureaucratie petite-bourgeoise. Il est exact de dire que ces partis renferment des éléments ouvriers et révolutionnaires mais, à leurs côtés, nous trouvons une masse de petits-bourgeois. C'est cette base amorphe qui explique la présence de trois composantes politiques dans le stalinisme : les instruments directs de la bureaucratie du Kremlin, les ouvriers révolutionnaires trompés par ces derniers, enfin les carriéristes petits-bourgeois de plus en plus nombreux. L'histoire a confirmé cette analyse de Trotsky. L'issue de la lutte de l'Opposition au sein du parti communiste soviétique a prouvé que le parti stalinien s'appuie sur la bureaucratie essentiellement petite-bourgeoise contre la classe ouvrière. Les expériences récentes des oppositions hongroise et polonaise en 1956 ont, de nouveau, confirmé cette vérité. Ces deux oppositions ont essayé, avec des moyens et des possibilités non négligeables, de redresser ces deux partis au cours de l'année 1956. Quels ont été les résultats ? Lors de la révolution hongroise, l'Opposition se trouva prisonnière du parti stalinien, et ses éléments révolutionnaires ne purent s'en détacher qu'en rompant définitivement avec le parti, et en se basant sur la révolution elle-même. Mais ces militants furent pris à l'improviste, la conséquence de leur rupture tardive fut la destruction (et l'auto-destruction) complète de l'Opposition. En Pologne, la bureaucratie, par ses habiles manœuvres, a pu éviter la rupture, en évitant l'insurrection armée. Les résultats sont exactement les mêmes qu'en Hongrie.

Le redressement des partis staliniens présuppose qu'ils cessent d'exprimer les intérêts de la bureaucratie pour exprimer ceux de la classe ouvrière. Cela est impossible. Toutefois, il ne faut pas confondre le mot d'ordre stratégique d'indépendance de classe, avec le devoir tactique de

travailler au sein du mouvement stalinien. Un tel travail n'est nullement condamnable : il est même nécessaire. Mais son unique justification est qu'il consiste à en détacher les éléments révolutionnaires. Et cela n'est possible que dans le cadre d'une politique d'indépendance de classe du prolétariat.

Les perspectives actuelles nous indiquent, comme *tâche la plus importante* à réaliser, l'indépendance de la classe ouvrière internationale. Sur la voie de sa réalisation, la petite-bourgeoisie joue un rôle spécialement néfaste. Le processus de la capitulation de la bureaucratie devant l'impérialisme consiste à renforcer et à stabiliser la petite-bourgeoisie en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires. C'est précisément dans ce processus que les politiciens petits-bourgeois occidentaux voient la « normalisation » de l'U.R.S.S. Sur cette base, une alliance internationale s'est constituée, qui va en se renforçant. La politique de la petite-bourgeoisie consiste à osciller entre le capitalisme et le prolétariat, selon le rapport des forces. Aujourd'hui, son rôle spécial consiste à jeter un pont sur lequel puisse s'établir une jonction organique du stalinisme et de l'impérialisme. La fonction de la « IV^e Internationale » pabliste est essentiellement de construire ce pont du côté des bureaucrates, ce qui est résumé dans leur affirmation : l'U.R.S.S. va vers la démocratie, elle se déstalinise. C'est ici qu'on peut comprendre le rôle politique des différentes « théories » actuellement à la mode dans chaque groupement petit-bourgeois sur la ressemblance entre bureaucratie et « technocratie ». Quand les pablistes expliquent que l'U.R.S.S. va vers la démocratie, les petits-bourgeois occidentaux se sentent rassurés. A leur tour, ils expliquent que l'impérialisme a changé de nature, qu'il est devenu autre, et ceci rassure, bien entendu, leurs collègues des démocraties populaires. Le résultat, c'est l'empoisonnement international de la conscience, fort utile pour les staliniens et les impérialistes.

Les « théories » sur la similitude des états impérialistes et soviétique, sur le règne mondial des « technocrates », de la soi-disant « société technique », n'ont qu'une fonction politique : dissimuler le glissement de la bureaucratie soviétique vers la capitulation complète, et dissimuler les préparatifs de l'impérialisme pour abattre la classe ouvrière internationale, en détruisant les conquêtes qu'elle a réalisées dans quelques pays. Ces « théories » désarment la classe, en semant les illusions. Leur acharnement à subordonner la classe ouvrière, soit aux intérêts de l'impérialisme, soit à ceux de la bureaucratie soviétique, rend l'indépendance de classe d'autant plus importante lorsqu'il s'agit de cette « coexistence pacifique ».

Ne prenons qu'un seul exemple, celui de la lutte contre la guerre atomique. Contre ce crime, il n'y a qu'une seule arme : la lutte pour la révolution prolétarienne. Mais les « hommes de gauche » de toutes sortes

luttent pour l'interdiction des armes nucléaires, pour la paix. Si la classe ouvrière lutte pour ces objectifs, en réalité, elle lutte pour un rapprochement de l'impérialisme et du stalinisme, donc pour la capitulation de l'U.R.S.S. La base réelle d'un tel rapprochement, c'est leur lutte commune contre la révolution. Ce mécanisme véritable de la « lutte pour la paix » s'est révélé avec une brutalité inouïe dans le cas de Cuba. Ce n'est pas par hasard que la petite-bourgeoisie internationale, faisant chorus avec les staliniens, a salué la trahison de Cuba comme un sauvetage de la paix. Ce n'est pas par hasard, non plus, que depuis, les fervents admirateurs petits-bourgeois de Castro ne soufflent mot de la défense de la révolution cubaine. La lutte pour l'interdiction des armes nucléaires est la forme petite-bourgeoise de la politique qui tend à la liquidation des conquêtes d'Octobre. A la lumière de la possibilité actuelle de cette liquidation, la subordination de la lutte ouvrière à la lutte pour la paix est un crime honteux.

Ceux-là qui défendent « l'idée » d'une « Anti-War International » (1) sont dupes de la propagande pacifiste de la petite-bourgeoisie. Mais, quand ils avancent cette proposition *contre* l'indépendance de classe sur le plan d'organisation, ils ne sont que les porte-parole de cette petite-bourgeoisie. La confusion sur la nature de l'U.R.S.S. aboutit ainsi à l'abandon de l'indépendance du prolétariat, même si l'on continue à reconnaître en paroles la nécessité de cette indépendance. L'argument souvent employé est qu'une lutte contre la guerre atomique entraînera la classe ouvrière, et que c'est ainsi qu'on prépare la phase suivante, celle de la révolution socialiste. Mais, en réalité, l'analyse des faits et événements actuels prouve que, de cette manière, on peut seulement renforcer l'alliance de l'impérialisme et du stalinisme, tout en désarmant la classe ouvrière. Dans la lutte pour l'indépendance de classe des ouvriers, qui est aujourd'hui la tâche principale, la petite-bourgeoisie et ses « théories » constituent le plus grand danger.

4) Pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

En terminant notre analyse, nous devons constater qu'il n'y a rien d'essentiel à ajouter au programme de la Quatrième Internationale. Nous devons le préciser, y apporter certains éléments de détail, mais le *Programme de transition* reste notre charte fondamentale. C'est pourquoi notre tâche n'est pas l'élaboration d'un nouveau programme et, partant, d'une

(1) Internationale contre la guerre.

nouvelle organisation, d'une quelconque V^e Internationale, mais reste toujours de bâtir une organisation de la Quatrième Internationale adéquate à son programme.

a) Tâches générales.

En tout premier lieu, nous devons formuler nos tâches générales, telles qu'elles découlent du *Programme de transition*, mais précisées conformément à la situation concrète actuelle. Il serait impardonnable de répéter, comme des perroquets, les formules générales du programme sans les adapter aux réalités *actuelles*. Notre première tâche consiste à suivre avec une vigilance redoublée l'évolution du stalinisme international, et ceci dans un double domaine. D'abord, le processus du développement intérieur de l'U.R.S.S. : l'évolution des kolkhozes et des entreprises industrielles, le rapport des forces, tel qu'il se reflète dans le parti coupé en deux et dans les organismes économiques, ainsi que l'évolution des formes diverses de la lutte révolutionnaire. Ensuite, la modification des rapports entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme : les négociations sur le désarmement et l'interdiction des essais nucléaires, les accords commerciaux internationaux et les préparatifs de guerre contre la Chine. Cette vigilance est nécessaire si nous ne voulons pas être pris à l'improviste par de nouvelles concessions de la bureaucratie à l'impérialisme, menaçant les bases mêmes des conquêtes d'Octobre.

Une lutte implacable, de la plus haute importance, doit être menée contre la petite-bourgeoisie, contre ses idées, ses théories et sa pratique, qui servent de soutien principal à une entente entre l'impérialisme et le stalinisme. La petite-bourgeoisie internationale est le véhicule de la capitulation du stalinisme, de la trahison générale. Son idéologie est donc le principal obstacle sur la voie de la réalisation de l'indépendance de classe. Démasquer les illusions sur l'évolution démocratique de la bureaucratie, sur les mouvements coloniaux de libération, ainsi que sur les divers substituts à l'organisation des ouvriers, tels est notre deuxième but.

Naturellement, cela n'est concevable que sur la base d'une orientation juste qui, à partir du *Programme de transition*, devra formuler notre réponse *concrète* aux questions que pose et posera l'évolution de la situation mondiale aux révolutionnaires. Il est inconcevable de rester sur la base des généralités face aux problèmes concrets autour desquels chaque formation politique définit son attitude. Il est important, par exemple, que dans la fausse alternative : pour les staliniens russes ou pour le P.C. chinois ? une orientation concrète soit formulée. Sans une telle orientation, ou, si l'on préfère, sans un programme *précis* concernant les problèmes de notre époque (guerre et paix, mouvements coloniaux, stalinisme, etc.), il serait vain d'attendre la cristallisation des forces révolutionnaires autour du *Programme de transition*. D'autre part, sans avoir défini concrètement

une telle position, il est impossible de fournir les bases nécessaires pour orienter la montée révolutionnaire en U.R.S.S. et ailleurs. Il est également impossible de combattre les idées petites-bourgeoises sans définir notre position. Ce travail de propagande et d'éducation est une condition indispensable pour la construction des organisations marxistes révolutionnaires. En même temps, c'est précisément cette construction des organisations qui constitue son but principal.

Il serait erroné de penser qu'on pourrait construire des organisations révolutionnaires, instruments valables de la lutte de classe ouvrière, de façon abstraite, en dehors des problèmes posés justement dans ces luttes. C'est pourquoi il ne suffit pas de réciter le *Programme de transition* pour construire de telles organisations.

En U.R.S.S. et dans les démocraties populaires, la construction de ces organisations suppose que l'on apporte des réponses concrètes aux problèmes posés aux forces révolutionnaires. Le problème fondamental, c'est l'internationalisme prolétarien et sa signification actuelle. Nous devons répondre à nos camarades soviétiques, concrètement, au chantage stalinien de « guerre ou paix », de « conservateurs ou libéraux », et ainsi de suite.

Le chemin de la révolution en Occident passe aussi par la défaite du stalinisme. En ce sens, la tâche principale de construction des organisations marxistes réside dans la formulation de notre programme contre la pratique stalinienne. Il ne peut être question pour nous d'entrer ici dans les détails. Ce travail est inconcevable s'il n'est conçu en fonction de la lutte internationale, ce qui signifie concrètement réorganiser la IV^e Internationale.

b) Réorganisons la Quatrième Internationale.

Actuellement, la IV^e Internationale n'existe pas. Il n'y a pas de politique internationale basée sur le programme et adaptée aux tâches concrètes. Notre devoir est de l'organiser et de la construire. Que signifie cette tâche, envisagée non pour demain, mais pour aujourd'hui, non d'une façon générale et vague, mais concrètement ?

Cela signifie l'élaboration d'une ligne *politique* générale et concrète. Il n'existe pas, au moins dans l'ensemble de telle ligne politique. Le Programme est la base de l'activité politique pour toute une époque. Ce qui nous manque, c'est le résultat de son application concrète à la situation présente, avec la définition précise des tâches : un programme d'action international. Nous devons construire immédiatement un centre de cristallisation international autour d'une *telle ligne politique*. C'est seulement sur cette voie concrète que nous arriverons à construire finalement l'Internationale au cours même de la lutte pour elle.

Mars 1963.

NOTES DE LECTURE

Le FANTOME et le PHILISTIN

« Il lèche les mains
Il lèche les pieds
Il lèche le dos
Il lèche plus bas... »
Maïakowsky.

Si les mots ont un sens, et l'histoire, et la lutte des hommes qui n'ont pas renoncé à intervenir, en toute conscience des choses et selon leurs moyens, dans le débat, en définitive décisif, où se heurtèrent et continuent de se heurter en termes de présent et d'avenir les derniers bolchéviques sur la terre et les fourriers, tous les fourriers de Thermidor et ses supporters, alors, cet essai Sur Staline d'un certain Emmanuel d'Astier n'est qu'un ramassis de lieux communs, au hasard desquels le calomniateur chevronné côtoie l'exégète chloroformé par la trop fameuse soumission au fait accompli.

Il y a de tout dans cet ouvrage archi-grotesque où l'ignorance, et la mauvaise foi le disputent au décousu main et à la prétention. Il y a de tout, et d'abord des énormités à la manière de : « ...Toutes les religions, qu'elles s'appellent catholicisme au X^e siècle ou marxisme au XX^e... » (p. 16), ou bien, parlant de la bureaucratie : « ... Il s'agit d'une nouvelle classe destinée par profession à diriger l'Etat Socialiste, cet état où il y a trois classes : l'appareil, les communistes, les sans-parti » (p. 24) — Qui dit mieux ? Ou bien encore : « C'est l'époque d'un progressisme, des Jean XXIII et des Khroustchev — si différents soient-ils — qui combattent à leur façon le manichéisme, et qui, quoi qu'on en dise, peuvent concilier le communisme et le christianisme » (p. 26). Ou cela, pas mal non plus : « Si Lénine refuse le rôle de dictateur, Trotsky, L'UNIVERSITAIRE, le petit bourgeois juif, Staline le Géorgien, le fils de savetier, le convoitent tous les deux, l'un pour sa révolution permanente, l'autre pour sa RÉVOLUTION dans un seul pays, qui sera mise en thèse plus tardivement » (p. 64). C'est moi qui souligne.

Cela, juste pour donner le ton, le niveau de sérieux où se situent ces « nouveaux

éléments d'appréciation » qu'est censé nous fournir ce distingué journaliste, militant de la paix bien connu, travesti en minable explorateur de ce drame gigantesque, de ce saut dans l'avenir, tragique et formidable, qui a nom révolution russe, avec ses conséquences et dans le temps et dans le monde.

Ah ! si notre essayiste avait eu le courage d'écrire, ne serait-ce que cela, il y a seulement quinze ans, on aurait pu faire semblant de chercher quelques circonstances atténuantes à son incompréhension manifeste des lois de l'histoire, à son non-marxisme affligeant. Mais cette façon qu'il a, aujourd'hui, dix ans après la disparition de « la plus sinistre figure de l'histoire » de traduire dans le plus pur style du philistin de « gôche » les demi-aveux, les « enseignements », les accusations, les retournements calculés, les quarts de doctrine, les mots d'ordre et autres condiments des XX^e et XXII^e congrès du P.C.U.S., n'appelle, selon nous, qu'un mépris que tempère à peine l'ironie.

Est-ce impuissance congénitale à regarder en face certaines vérités pas toujours folâtres, ou plutôt cynisme de dilettante — dilettante de la politique, dilettante des « idées », dilettante aussi de la conscience ? Apparemment. Et c'est un phénomène courant que cette répulsion physique, ce réflexe apeuré du petit bourgeois bien nourri, gaulliste à certaines heures, et, à d'autres, messenger du pacifisme le plus bêlant, lorsqu'il se trouve face, à la fois, à l'idée et surtout à la réalité d'une authentique et intégrale révolution, telle que le bolchévisme des grandes années avait su l'incarner dans ses exigences les plus dures.

Mais heureusement Staline était là. Ah ! comme ils savent s'accommoder de Thermidor, tous ces écrivassiers du dimanche : Staline fut peut-être le mal, mais il fut nécessaire. Cette pseudo-dialectique de père fouettard est à vomir. D'autant, d'ailleurs, qu'elle ne nous épargne pas les couplets du genre : « Trotsky, ce juif errant, rêveur impénitent, intellectuel et bavard, enfoncé dans un débat scholastique, stratège vaincu éloquent et découvert, vagabond chéri de quelques centaines de milliers d'hommes répartis dans le monde, s'il fut l'artisan de sa défaite, le fut dans une grandeur et dans une poésie... Aboyant sans trêve à la lune, écrivant une vie de Staline, il attend les balles et la mort, etc. etc. »

Soit. Mais je ne ferai pas au Vieux l'injure de le défendre contre les insolences sentimentales et la veulerie sentencieuse d'un tel cuistre.

En conclusion : un pape est mort, Khrouchtchev veut la paix, Béria était une basse crapule, la pédérastie mentale ça existe, le communisme qu'est-ce que c'est, la Volga se jette dans la Caspienne et je plains les lecteurs de Libération.

14 juillet 1963.

(E. d'Astier. — Sur Staline)

G.L.V.

La « CITÉ de la VIE SOCIALISTE »

Quelle est la part du scandale — si l'on peut dire de la « découverte » des camps de concentration staliniens qu'elle est un scandale à proprement parler ! — dans le succès remporté, tant à l'étranger qu'en Union soviétique, par « Une journée d'Ivan Denissovitch » d'Alexandre Soljénitsyne (né en 1918 à Rostov, déporté en 1945, envoyé en résidence forcée, puis réhabilité, actuellement professeur de mathématiques à Riazan) ? Sa publication, en même temps qu'événement littéraire, n'est-elle pas le symptôme d'un tournant significatif de la politique littéraire post-stalinienne ? Telles peuvent être les questions qui viennent à l'esprit.

« Ivan Denissovitch » est l'exposé clinique d'une captivité vue pour ainsi dire à la loupe. Le procédé littéraire dont use Soljénitsyne est familier aux romanciers modernes, c'est une sorte de monologue intérieur, d'autoscopie à la troisième personne : le héros de ce chaos concentrationnaire parle et se meut comme s'il pouvait être placé devant un miroir. Grâce à un style très économique et surtout parce qu'ils ont été vécus, littéralement paragraphe par paragraphe, les faits traduisent l'essentiel, à savoir les crimes commis contre le peuple russe par les déportations staliniennes.

Pour toute captivité, la notion de temps joue un rôle primordial dans le développement de l'automatisme du corps et de la « pensée » : le travail, les fouilles et les repas règlent avec précision cette « Journée » d'un détenu, dont l'activité se réduit à ce que l'homme peut avoir d'animal, mais d'un animal minuté. Il faut défendre sa peau et produire, quoique on s'en « arrange », ce qu'exigent les normes de rendement, quitte à mourir de faim ou d'épuisement. On a l'impression d'une misérable existence aux confins de l'humain, l'homme réduit à des allers-retours cadencés, en dissonance avec le gigantisme du décor, la neige à perte de vue, où une mesure est à peine concevable.

Ce camp ne diffère des camps décrits jusqu'alors que par la température (— 27° à — 40°) et parce que les rapports d'homme à homme se dénouent sur le mot « communisme ». Ce synonyme de liberté est devenu, contradiction caractéristique, un moyen de pression. A travers cette falsification du langage, il y a dans la phrase qui suit une terrible mise en accusation du stalinisme : « La "Cité de la Vie socialiste", c'est un espace nu où l'on enfonce dans la neige et, avant d'y faire quoi que ce soit, il faut creuser des trous, planter des poteaux et tendre des barbelés contre soi-même pour qu'on ne puisse pas s'enfuir. »

Huit ans de « journées » comme celle-ci, où rien ne se passe, ont, semble-t-il, éteint tout sentiment de révolte chez Choukhov (le camp est une mauvaise chance). Il ne distingue plus l'injustice de sa condition, sa volonté est axée sur deux objectifs : se nourrir, se chauffer... ce sont les moteurs du récit. Pris sur le vif, il analyse ce qui est à sa portée avec la pénétration dont peut être capable un paysan roué et inculte. Alors que la totalité le dépasse et qu'il ne la comprend pas, dans le particulier qui le concerne Choukhov est roi : il a appris à ne rien donner qui ne lui soit dû, c'est un expert du système « D ». Il a fort à faire dans un camp qui est le domaine du vol (les détenus se volent entre eux, les gardiens volent les détenus) et du gaspillage (les détenus, par exemple, font du bois de chauffage avec des panneaux préfabriqués).

Plus on s'élève dans la hiérarchie de ce camp, plus les droits augmentent et les devoirs s'estompent. Même chose pour la bureaucratie. On n'a jamais mieux vérifié cette théorie de Daniel Defoe selon laquelle le baigne n'est qu'un abrégé du monde sur lequel il éclôt. Or, ici les détenus n'ont qu'une chose à faire pour rester en vie : graisser la patte « à qui de droit ». Cette expression revient souvent (pp. 30, 32, 37, 57, 69, 74, 77, 94, 107, 200, 216, etc.). L'homme est monnayable aux yeux des gardes, des mouchards, du coiffeur, du responsable du service des colis, de celui du réfectoire, de l'employé des bains, du docteur... Par contre, il se crée, au niveau où l'homme n'a plus rien à échanger, un grand élan de solidarité.

« La Maison de Matriona », nouvelle du même auteur, nous apprend qu'il n'y a pas de salut dans la société elle-même. La corruption, le vol, le gaspillage, le mensonge, la surexploitation des plus faibles (le kolkhoze du village de Choukhov est tenu par des femmes ; c'est sur Matriona, âgée de 68 ans, que l'on compte pour la récolte) sont les clichés ordinaires de ce pourrissement. La femme de Choukhov lui écrit qu'il n'a qu'à devenir peintre sur tapis et lui-même ne « sait plus très bien s'il désire être libre ». Huit ans ont passé comme un laminoir sur la société. A quoi bon retourner chez lui, échanger un enfer contre un autre ? On nous apprend que les camps n'existent plus : c'est couper l'oreille gangrenée d'un homme atteint de cancer généralisé et, sous le couvert des mots, prétendre qu'il est guéri. Mais on ne donne pas le change à Choukhov ; inconsciemment il nous montre quel est le remède, le seul.

« Le travail, ça a deux bouts », médite-t-il, « quand on travaille pour des hommes, on en met un coup ; quand c'est pour des cons, on fait semblant ». Un bout du bâton est pointé vers le poste de garde où Choukhov se fait traiter d'ordure en lavant le plancher, l'autre au chantier, où avec une truelle volée il se met à monter « son » mur

avec un enthousiasme incompréhensible si l'on ne pense pas qu'à ce moment-là les limites inhumaines où il est enfermé s'écroulent, qu'il vit pleinement, qu'il crée quelque chose de sa propre initiative. Pouvons-nous dire que ces aspirations secrètes de construction, traduites moins par le parler trop rudimentaire de Choukhov que par ses gestes mêmes, expriment, contre l'autodestruction qui lui est imposée, ce qu'il aurait pu devenir dans une société socialiste, ou ce qu'il deviendra quand il aura compris que seule la Révolution peut étendre son geste, et non pas simplement sa mise en liberté ? Cette sorte de catharsis par le travail est la seule éclaircie de la « Journée ».

Mobilisé le 23 juin 1941, Choukhov a été accusé d'espionnage à la solde des Allemands, il aurait effectué une « mission » après son retour des camps allemands. Quel genre de « mission » ? Le juge d'instruction n'a pas su le dire. En même temps que des millions d'« ennemis du peuple », Choukhov est victime de la politique du bouc émissaire, qui consistait ici, pendant la « grande guerre de la patrie », à justifier par les déportations massives de faux espions la débâcle de 1941.

Vêtus d'un même caban, deux autres hommes sont avec Choukhov les figures majeures du récit : Bouïnovski et Aliochka. Parce que Bouïnovski, ex-capitaine de frégate tsariste qui ne « savait pas ce que c'est de vivre sans épaulettes », est nouveau venu au camp, nous voyons en lui une conscience, pour le moins bourgeoise, rendue disponible par la Révolution, qu'il faudrait patiemment essayer de rééduquer à l'intérieur de la société, mais que le camp de concentration n'a fonction que de briser entièrement, pour faire de cet « ancien officier de marine, à la voix tonnante, un détenu aux mouvements calculés, plein de circonspection », un pantin qui filera doux. Sa lente dégradation au physique et au moral anéantira son individualité, alors que la dictature du prolétariat aurait exigé et employé ce qu'il avait de meilleur.

Quant à Aliochka le baptiste, cela ne lui fait ni chaud ni froid d'être au camp. Le culte de sa souffrance, sa résignation en font un « agneau » (l'expression n'est pas de moi, mais de Soljénitsyne, et par lui d'un certain Jésus-Christé) exploité même par sa brigade ; les créatures bureaucratiques ou quasi bureaucratiques du camp s'estompent devant la figure béate du détenu le plus arriéré et le plus impuissant. C'est un crime de plus du stalinisme d'avoir renvoyé à leur « opium » cette partie des masses que la Révolution d'octobre avait voulu libérer. En même temps qu'il ouvrait des camps, Staline rouvrait les églises, et permettait ainsi au christianisme, philosophie de la douleur et de la mort, de paraître préférable à ce qui avait été la désaliénation de l'homme.

C'est à l'échelle de tels crimes que l'on peut mesurer tout le mal qu'un Staline et son régime ont pu causer à l'idée même de socialisme, de communisme dans le monde. Leurs pires ennemis n'auraient pu rêver mieux et n'avaient rien à inventer pour jeter le discrédit sur une réalité « soviétique » qui se suffisait à elle-même, porteuse, qu'on le veuille ou non, de par son origine, d'un immense espoir, dénaturé, trahi, foulé aux pieds par Caïn-Djougachvili, fossoyeur de la Révolution.

La bureaucratie a dû frapper, dans tous les milieux et toutes les nationalités, des individus que définit, pour la plupart, leur innocence subjective : un étudiant en lettres arrêté en deuxième année de faculté, un « réactionnaire », « exclu des rangs de l'armée en tant que fils de koulak », qui s'est vainement débattu contre ce stigmaté, un directeur-« traître », lècheur de gamelles et quémendeur de mégots, deux Lettons, « pas plus mauvais que les autres », un jeune metteur en scène condamné avant d'avoir terminé son premier film parce qu'il se refuse à flagorner le régime, un réchappé de Buchenwald, classé comme « espion » lui aussi, ou encore ce vieillard dont le visage a la « sombre apparence de la pierre de taille », auquel « dès qu'il finit une peine de dix ans, on en recolle une autre ». Le grand absent de cette énumération est, nous « comprenons » le silence de l'auteur à ce sujet, le bureaucrate lui-même.

Avec Soljénitsyne apparaît une nouvelle génération d'écrivains, de jeunes romanciers de trente ans qui déclarent : on ne peut plus écrire comme avant, cherchons un style nouveau. En fait, la génération précédente était réduite au silence (je ne parle pas des valets et des faiseurs) : on écrivait en prison, on disait tout bas ce qu'on ne pouvait ni écrire ni dire en liberté. « Ivan Denissovitch », malgré ses qualités narratives, correspond trop au tournant stalinien dans la littérature pour n'y pas voir une œuvre de circonstance. C'en est une, bien sûr, parce qu'un homme qui a vécu dix ans de camp, Soljénitsyne, a enfin le droit de parler. Mais combien de Soljénitsyne et d'autres « réalistes » la bureaucratie ne donnerait-elle pour s'éviter une révolution. Durement secouée depuis 1953, elle joue avec le feu et croit pouvoir se permettre des « satires féroces de la bureaucratie » dans le genre du « Terkine dans l'autre monde » de Tvardovski, des chansonniers, des persifleurs et, pourquoi pas ? de pseudo-révélation fracassantes sur les camps de concentration.

« Je ne voudrais pas d'un chef-d'œuvre qui ne soit pas lucide », disait Valéry. Nous ne sommes pas peut-être en face d'un chef-d'œuvre, mais nous souhaitons à l'auteur qu'il ait clairement élaboré son œuvre, tout au moins aussi lucidement que nous essayons de l'examiner. Toujours est-il que la pourriture où vivent les prisonniers, mensonges, vols, combines, privilèges, crapulerie, l'homme plus bas que terre — qu'est-ce en fait sinon le Thermidor stalinien aux prises avec la réalité qu'il porte en lui comme un châtiment de l'histoire ? Le socialisme trahi par la barbarie. Octobre livré aux coups d'un passé non révolu et qui ressort comme une lèpre sur tout le corps de la société soviétique.

Il peut paraître paradoxal que la prétendue « révélation » apportée par ce récit le soit dans le pays où son objet semblerait impossible, mais quoi d'étonnant à cette incursion dans la terreur froide, lente, planifiée, quand la littérature soviétique a été, pendant plus de trente ans, une « littérature » de « vaniteux larbins » et de fonctionnaires obtus. Cette « Journée » est la secousse préméditée et plus ou moins violente que rendaient inévitable ensemble les décrets de Jdanov, la mort de Staline et les XX^e et XXII^e congrès. On n'attend plus que le réveil des intellectuels russes et le

prochain livre de Soljénitsyne, intitulé « Pour le bien de la cause », pour juger jusqu'où ira sa virulence...

Post-scriptum. — Le P.C.F. mène à tout. Nous le savons. Mais, dans le genre infâme et reptilien, le nommé Pierre Daix aurait vraiment mérité le prix Staline du cynisme servile. Le même pitoyable jocrisse qui, en 1949, lors du procès Kravchenko, nous disait :

« Les camps de rééducation soviétiques sont le parachèvement d'autre chose, de la suppression complète de l'homme par l'homme, la marque décisive de l'effort, par le socialisme vainqueur, d'achever la libération des hommes de cette exploitation en libérant les oppresseurs esclaves de leur oppression même. » (Lettres françaises du 17 novembre 1949),

aujourd'hui, nous affirme qu'il ne peut, « bien sûr, parler qu'au nom de ceux qui refusèrent de croire qu'au pays de Stalingrad, au pays qui versa le sang de tant de millions des siens pour anéantir l'hitlérisme, il pouvait exister des camps de concentration. Sans doute étions-nous victimes des mensonges politiques qu'impliqua la stalinisme, mais aussi, nous refusions de voir certaines choses en face... »

On se perd à essayer d'imaginer ce que de tels individus peuvent bien avoir dans le cœur, dans les yeux, dans la cervelle. De la merde, et du fiel. Plein ce qui leur sert de conscience.

A. MALDE.

(A. Soljénitsyne. — Une journée d'Ivan Denissovitch. Julliard, éd.)

TABLE

POSTFACE	I
INTRODUCTION	8
I. — REVOLUTION EN 56	
1. <i>Le développement de la classe ouvrière en U.R.S.S., et la crise de la bureaucratie</i>	10
a) <i>Croissance numérique et évolution du pouvoir de la bureaucratie</i>	10
b) <i>Les problèmes fondamentaux du pouvoir de la bureaucratie...</i>	12
<i>Qu'est-ce que le stalinisme ?</i>	12
<i>Staline et le stalinisme</i>	14
... et de l'économie de l'U.R.S.S.	17
c) <i>La menace révolutionnaire, et les mesures prises d'urgence pour l'affaiblir</i>	20
2. <i>Vers une alliance contre-révolutionnaire mondiale</i>	22
3. <i>Révolutions en Europe Orientale</i>	29
II. — LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME « DANS PLUSIEURS PAYS »	
1. <i>Les problèmes économiques de l'U.R.S.S.</i>	33
a) <i>L'agriculture, talon d'Achille</i>	33
b) <i>Industrie et agriculture</i>	43
2. <i>L'U.R.S.S. et l'impérialisme face à face sur le marché mondial</i> ...	50
a) <i>L'économie soviétique et la « deuxième révolution industrielle »</i>	50
b) <i>Dépendance accrue ou supériorité atomique et menace de dumping ?</i>	56
c) <i>La réforme du rouble en 1961, et l'éventualité d'un « spoutnik monétaire »</i>	68
3. <i>La coopération des pays socialistes</i>	70
a) <i>Naissance et développement de la coopération ; son caractère et sa structure</i>	71
b) <i>Les révolutions de 1956 et le tournant décisif dans la coopération</i>	72
c) <i>Evolution de la coopération</i>	73
d) <i>Les problèmes de la coopération à travers les difficultés qu'elle rencontre</i>	75
4. <i>Vers l'intégration économique des « pays socialistes » ?</i>	79
a) <i>Le rapport dialectique entre l'U.R.S.S. et les « démocraties populaires »</i>	79
b) <i>Le point crucial : l'Allemagne</i>	86

III. — LE DEVELOPPEMENT DE LA LUTTE DES CLASSES ET LA BUREAUCRATIE

1. <i>Rapports sociaux</i>	90
a) <i>Une nouvelle N.E.P.</i>	90
La réalité économique	90
Crise de la planification	90
La N.E.P. de Lénine et celle des bureaucrates	100
b) <i>La classe ouvrière, sa situation...</i>	108
... et ses luttes	116
2. <i>Les forces sociales antagonistes dans le miroir des discussions publiques</i>	119
<i>De l'économie...</i>	119
<i>... à la littérature</i>	126

IV. — DE LA COEXISTENCE PACIFIQUE A L'ALLIANCE CONTRE LA REVOLUTION CHINOISE

1. <i>Stalinisme et marxisme</i>	129
a) <i>Du « malentendu tragi-comique »...</i>	129
... au partage du monde	131
b) <i>La « coexistence » après Staline</i>	131
c) <i>Le pacifisme stalinien...</i>	133
... et la nature de l'impérialisme	136
2. <i>La diplomatie de la « coexistence »</i>	138
a) <i>« L'esprit de Camp David »</i>	138
b) <i>Le test de l'accord nucléaire</i>	140
3. <i>Les mouvements coloniaux et Cuba</i>	150
4. <i>L'impérialisme et la bureaucratie contre la Chine</i>	153
a) <i>La deuxième trahison de la révolution chinoise</i>	153
b) <i>Pour la défense de la Chine !</i>	157
5. <i>Scission au sein du stalinisme</i>	165

V. — PERSPECTIVES ET TACHES

1. <i>Que signifie aujourd'hui la « défense de l'U.R.S.S. » ?</i>	168
2. <i>La montée révolutionnaire en U.R.S.S.</i>	173
3. <i>L'indépendance de la classe ouvrière et le rôle spécial de la petite- bourgeoisie</i>	177
4. <i>Pour la reconstruction de la Quatrième Internationale</i>	180
a) <i>Tâches générales</i>	181
b) <i>Réorganisons la Quatrième Internationale</i>	182
NOTES DE LECTURE	183
<i>Le fantôme et le philistin</i>	183
<i>La « cité de la vie socialiste »</i>	185



qui k'iest ki ah tout
li ? c'è moa !



la vérité

revue trotskyste

octobre - novembre 1963

N° spécial - Nos 525 - 526 - 3,50 f.

**dix ans après la mort
de Staline**

**sept ans après l'octobre
hongrois**

où va l'U.R.S.S.

*aux sources du conflit
sino-russe*

la vérité

Rédaction et administration :
5, rue de Charonne, PARIS-XI^e

L'étude de Michel Varga, que nous publions dans ce numéro double de *La Vérité*, est consacrée aux problèmes vitaux du mouvement ouvrier international. Elle analyse, à partir de l'évolution économique et sociale récente de l'U.R.S.S., les racines de la politique de « coexistence pacifique » suivie par Khrouchtchev, et le contenu véritable du conflit sino-russe. Ecrite avant la conclusion du traité de Moscou, elle permet néanmoins d'en comprendre les causes et le caractère : celui d'un pacte de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin contre la révolution chinoise.

Une discussion doit s'ouvrir sur ces problèmes décisifs. *La Vérité* invite ses lecteurs à faire connaître leur point de vue, tant sur l'argumentation centrale développée par Michel Varga, que sur les diverses conclusions particulières auxquelles il est arrivé.

Nous publierons, dans un prochain numéro, les contributions à cette discussion qui nous seront parvenues.

Notre prochain numéro paraîtra fin décembre 1963.

La Vérité.

ABONNEMENTS :

Abonnement ordinaire, 1 an (4 numéros) : 7,50 F.
Etranger : 8,50 F.

Abonnement combiné, donnant droit aux brochures publiées en supplément. 1 an (4 numéros) : 10 F.
Etranger : 11,50 F.

Tous versements au C.C.P. SPEL Paris 6032-01.

Post-face

Des difficultés matérielles ont retardé l'impression de cette étude, dont la rédaction est achevée depuis mars 1963. Dans l'intervalle, les événements de toute sorte semblent avoir confirmé l'analyse qu'elle contient. Il est incontestable que parmi ces événements récents, il en est un qui, par son importance et par sa signification, dépasse de loin les autres.

Nous avons démontré que le contenu essentiel de la « coexistence pacifique », c'est l'alliance contre-révolutionnaire de la bureaucratie soviétique et de l'impérialisme pour l'encerclement de la Chine et pour l'étranglement de la révolution chinoise. L'évolution de cette politique et sa réalisation sont aujourd'hui de plus en plus manifestes et, sur cette base, les relations russo-chinoises se détériorent. Ainsi, la défense de la révolution chinoise est devenue une tâche primordiale pour tous les révolutionnaires. Par conséquent, il est important d'examiner plus en détail les problèmes qu'elle pose, d'essayer d'apprécier l'évolution probable de la situation et de définir notre attitude.

Encerclement de la Chine et préparatifs de guerre

Rongé par les crises partielles résultant de la saturation du marché mondial, l'impérialisme s'efforçait naguère de s'ouvrir de nouveaux marchés en pénétrant en U.R.S.S. Nous avons vu quelle pression impitoyable il exerçait au cours des discussions sur le désarmement et l'interdiction des armes nucléaires.

Or, depuis quelque temps, l'on a pu remarquer un changement sensible. Les discussions acharnées autour du nombre des inspections sur le territoire de l'U.R.S.S. ont cédé la place, bien que temporairement, à la conclusion d'accords partiels. La bureaucratie, nullement apte à renoncer ouvertement à la défense de l'U.R.S.S., a désespérément essayé de détourner la pression impérialiste qui s'exerçait sur elle ; elle y a,

provisoirement, réussi. Ce fut elle qui proposa aux impérialistes de s'entendre sur l'interdiction partielle des expériences nucléaires. Les accords de Moscou, qui interdisent ces expériences dans l'atmosphère et sous l'eau, signifient que les puissances nucléaires, qui sont en mesure de continuer leurs expériences souterraines et disposent de stocks énormes d'armes nucléaires dûment expérimentées, prétendent désormais interdire ces armes aux pays qui n'en disposent pas encore.

Nous nous abstenons d'analyser ici chaque aspect de cet accord. Le principal, c'est de désarmer la Chine, tout en l'accusant d'intentions belliqueuses, parce qu'elle refuse de signer les accords, à seule fin de justifier ainsi la préparation d'une agression dont elle serait victime. La bureaucratie soviétique a donc dévié la pression de l'impérialisme en direction de la Chine, abandonnant celle-ci aux convoitises du capital financier.

La guerre sino-indienne a révélé qu'une attaque directe contre la révolution chinoise serait encore prématurée. Les impérialistes se sont donc fixé deux objectifs. En premier lieu, organiser, non seulement un « cordon sanitaire », c'est-à-dire l'isolement complet de la Chine, mais aussi et surtout une gigantesque tête de pont asiatique dirigée contre celle-ci. D'autre part, s'assurer la neutralité, sinon la bienveillance, de la bureaucratie soviétique à l'égard de ces préparatifs guerriers. Par les accords nucléaires de Moscou, ils ont atteint ce second objectif et, depuis, Khrouchtchev est devenu le chevalier sans peur et sans reproche des impérialistes.

Mais il est devenu beaucoup plus difficile de préparer effectivement les bases de départ d'une guerre contre la Chine. Aujourd'hui, le Sud-Est asiatique est devenu la zone la plus névralgique du monde.

Les impérialistes ont dû, en effet, entreprendre en toute hâte de préparer les états bourgeois d'Asie en vue d'une guerre contre la Chine. Pour ce faire, ils doivent, tout d'abord, renforcer ces états, stabiliser leurs gouvernements, s'assurer de leur fidélité à la fois anti-chinoise et pro-impérialiste. En outre, il faudrait les rendre aptes à supporter le fardeau des armements, ou les armer convenablement. Les gouvernements réactionnaires font tout leur possible, comme nous le voyons par l'attitude d'un Nehru, pour faire face à ces « obligations ». Mais ils ne peuvent surmonter les contradictions inhérentes à leur système, à la domination impérialiste. Ces gouvernements sont obligés de compter avec leurs peuples. La contradiction principale consiste en ce que personne

n'est capable de prévoir l'attitude d'une masse indienne armée ! Il est bien possible, voire probable, que ces masses exploitées et affamées tournent leurs armes contre « leurs » maharadjahs et bourgeois, c'est-à-dire contre l'impérialisme.

Dans le cas du Vietnam, par exemple, nous trouvons tous les éléments réunis. La présence d'un Cabot Lodge montre suffisamment l'importance que les impérialistes attribuent à cette affaire ; il leur faut à tout prix assurer la stabilité nécessaire d'un régime pourri. En même temps, l'effervescence du Vietnam est le signe éloquent des difficultés qu'éprouve l'impérialisme à dompter les peuples.

Aujourd'hui, il est impossible de prédire le résultat et les étapes diverses de cette tentative d'encerclement agressif de la Chine ; d'autant plus, qu'en définitive, l'attitude des masses opprimées constitue un facteur inconnu et non le moindre ; et que, d'autre part, son évolution est largement subordonnée à celle de la lutte des classes à l'échelle internationale.

Lutte de classe pour la défense de la Chine

Aujourd'hui, la défense de la révolution chinoise est une tâche centrale pour les révolutionnaires. L'attitude adoptée sur ce problème constitue une ligne de démarcation entre révolutionnaires et alliés, avoués ou honteux, de l'impérialisme.

La principale force de la révolution chinoise, c'est le prolétariat international, y compris le prolétariat chinois et soviétique. Les travailleurs de tous les pays doivent défendre la révolution chinoise, comme l'une de leurs principales conquêtes, l'un de leurs principaux bastions dans leur combat international contre l'impérialisme.

Lorsque les bureaucrates soviétiques accusent les Chinois de ne représenter que leurs intérêts nationaux, nous reconnaissons là sans difficulté le réflexe stalinien ; écho lointain du « socialisme dans un seul pays », cette affirmation, lancée comme une accusation, se retourne comme un boomerang, et dévoile l'essence même de la bureaucratie soviétique,

son nationalisme borné. D'autre part, si les Chinois défendent leurs intérêts « nationaux », ils ont raison en ceci que, actuellement, la plus importante tâche du mouvement prolétarien international, c'est précisément la défense de la révolution chinoise contre l'alliance contre-révolutionnaire de l'impérialisme et de la bureaucratie soviétique.

Que le lecteur ne s'y méprenne pas ! Si notre position est, sans réserve aucune, la défense de la Chine populaire, cela ne veut pas dire que nous justifions les positions de ses dirigeants. Malgré certaines critiques chinoises justifiées contre la bureaucratie soviétique, il nous semble que cette dernière puise ses arguments contre les communistes chinois dans l'attitude et dans la position incontestablement erronées de ceux-ci.

Il s'agit, en premier lieu, de la confusion qu'ils continuent à faire régner autour du point essentiel : à savoir, que le conflit fondamental est entre le prolétariat mondial, d'une part, l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne, de l'autre. Qui plus est, ils affirment que ce sont les peuples coloniaux de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique Latine qui mènent la lutte décisive contre l'impérialisme. Or, le resserrement des liens entre l'impérialisme et les nouveaux états bourgeois d'Afrique et d'Asie, la canaillerie de plus en plus flagrante d'un Ben Bella, d'un Sekou Touré ou de n'importe quel autre « révolutionnaire » de cet acabit, prouvent ce que nous affirmons : la politique de coexistence pacifique jette inévitablement ces pays dans les bras de l'impérialisme, révélant ainsi brutalement leur caractère bourgeois, cependant qu'on étouffe les cris des révolutionnaires massacrés ou emprisonnés. Le voyage prolongé de Castro en U.R.S.S. et son alignement quasi-complet sur la politique de Khroutchev ; parallèlement, l'œuvre de consolidation de l'impérialisme américain en Amérique Latine, et l'attitude de la petite bourgeoisie intellectuelle, « oubliant les barbudos », ne font que souligner le sens principal de ce processus.

Les peuples opprimés, même politiquement « indépendants », sont incapables de se libérer de l'impérialisme sans la direction effective du prolétariat international, et finalement sans sa victoire. Ces peuples sont des alliés naturels pour le prolétariat des pays avancés, ils ne constituent nullement son avant-garde. La leçon des faits prouve abondamment que même un pays « socialiste » aussi fort que l'U.R.S.S., coupé du prolétariat international, se révèle incapable d'orienter ces peuples contre l'impérialisme, et de les faire accéder à des régimes de transition ayant le socialisme pour perspective. Dans ces conditions, qu'est-ce que les

communistes chinois peuvent espérer de ces peuples, en dehors du prolétariat international ? Seul ce dernier, en renversant l'impérialisme dans ses forteresses elles-mêmes, est capable, et de mettre fin au régime de l'impérialisme, et, par conséquent, de libérer définitivement ces peuples. Le mot d'ordre du parti chinois, selon lequel « ... la cause de la révolution prolétarienne mondiale dépend donc du résultat de la lutte révolutionnaire des peuples de ces pays » (lettre du P.C. chinois au P.C. soviétique, le 14 juin 1963), ce mot d'ordre devrait être libellé exactement en sens inverse !

Pour la défense de la révolution chinoise, le parti communiste chinois devrait chercher ses véritables alliés, avant tout, dans le prolétariat international, particulièrement en Occident. Il lui faudrait donc cesser de participer à une concurrence sans principe pour la faveur des directions des partis staliniens pourris. Le prolétariat international ne s'identifie nullement avec les états-majors staliniens.

Comme le lecteur le constate, nous n'excluons pas la possibilité de voir le parti communiste chinois se redresser contre ses ennemis et renouer avec la classe ouvrière internationale. Mais nous sommes convaincus, en effet, qu'une telle possibilité ne peut devenir réalité qu'à condition que ce parti s'oriente vers le programme de la Quatrième Internationale. Ainsi, la pierre de touche de l'évolution ultérieure du parti communiste chinois, c'est son attitude à l'égard de ce programme.

Il est possible que, sous la menace de l'encerclement et d'une guerre, les éléments bureaucratiques l'emportent, persistant dans leur hostilité au programme de la Quatrième Internationale. Dans ce cas, ils établiront un régime policier de plus en plus rigide à l'intérieur, et continueront à chercher principalement des alliés parmi les états-majors staliniens et les dirigeants petits-bourgeois des mouvements nationaux. C'est le chemin de l'isolement à l'extérieur et des troubles à l'intérieur. La persistance dans les positions erronées, le renforcement de ces positions par un tournant bureaucratique marqué, faciliterait donc la tâche des impérialistes.

Toutefois, il est également possible que le parti communiste chinois se rapproche du programme de la Quatrième Internationale. Si les menaces impérialistes deviennent plus concrètes, si une guerre éclate entre le cheval de Troie impérialiste, l'Inde, et la Chine, le parti chinois pourrait chercher un appui plus large dans les masses, tant à l'intérieur qu'à

l'extérieur. La responsabilité qui lui incombe de la défense des conquêtes socialistes pourrait l'amener à instaurer un régime de démocratie ouvrière et paysanne, sous la direction de la classe ouvrière. Ceci suppose une modification dans la vie du parti et de l'état, dans le sens du programme de la Quatrième Internationale. Dans cette voie, nous voyons la possibilité de ce que ce parti rompe définitivement avec les partis staliniens et établisse un front uni basé sur l'internationalisme prolétarien en alliance avec les peuples opprimés.

Actuellement, ces deux possibilités d'évolution sont ouvertes. Mais « les hommes font leur propre histoire » ; c'est la lutte entre les forces vivantes qui, finalement, décidera laquelle des deux possibilités deviendra réalité.

Quelles sont ces forces en présence ?

Le facteur déterminant, la force principale, c'est la classe ouvrière internationale. En cas de danger imminent de guerre contre la Chine, les ouvriers chinois, guidés par leurs éléments les plus clairvoyants et les plus dévoués, peuvent et doivent barrer la route aux éléments conservateurs, et œuvrer pour le redressement du parti. En tout cas, il est inimaginable de supposer que le parti chinois puisse éviter la lutte autour du problème capital de son orientation définitive.

Devant cette même menace, cet immense contingent des forces du prolétariat international que sont les ouvriers soviétiques ne peut pas suivre les bureaucrates, contre lesquels ils luttent déjà aujourd'hui. Leur indignation devant la trahison des bureaucrates à l'égard de la Chine pourrait fort bien les amener à entrer en lutte ouverte. Nul ne peut, certes, prédire que le combat définitif aura lieu pour cette raison, mais nul ne peut non plus prédire que le combat définitif ne sera pas déclenché justement par cette indignation révolutionnaire des travailleurs de l'U.R.S.S.

Les forces du prolétariat international se trouvent encore paralysées par les directions staliniennes et social-démocrates. La trahison de ces directions traditionnelles ne peut pas empêcher indéfiniment les ouvriers de combattre l'impérialisme. La défense de la révolution chinoise peut devenir un élément catalyseur pour que les ouvriers se libèrent de la tutelle des staliniens et, empêchant les impérialistes d'attaquer la Chine, renversent la situation.

Il se peut également que les impérialistes n'arrivent pas à mobiliser les peuples d'Asie contre la Chine, à condition que ces peuples puissent s'appuyer sur la lutte du prolétariat international. La question est de savoir si les impérialistes « dompteront » ces peuples, avec l'assistance des staliniens, ou bien si le prolétariat international réussira à établir son alliance avec les peuples opprimés.

Il ne faut pas non plus oublier que l'impérialisme et ses serviteurs staliniens font partie, eux aussi, des forces en présence. L'évolution de la politique stalinienne, par exemple, qu'on peut entrevoir à la lumière du traité de Moscou, peut précipiter l'éveil du prolétariat et sa libération de cette odieuse tutelle.

L'interdépendance entre ces éléments divers n'est que trop visible ; quoi qu'il en soit, la tâche principale est d'œuvrer à la reconstitution de la direction révolutionnaire du prolétariat mondial sous le mot d'ordre : défense de la révolution chinoise. Dans cette tâche, les responsabilités des communistes chinois est immense, et notre devoir est de contribuer à ce qu'ils surmontent cette crise en réalisant leur jonction avec les divers secteurs du prolétariat international.

M. V.

Septembre 1963.

Introduction

En mettant l'accent sur les prémisses *subjectives* de la révolution socialiste, dans le texte du *Programme de transition* et par le fait même de la fondation de la IV^e Internationale, Trotsky a tracé une ligne de démarcation dans l'histoire du mouvement ouvrier.

La signification historique de l'analyse de Trotsky consiste en ce que, malgré la maturité de la situation objective pour l'avènement du socialisme, la révolution socialiste n'a pu être accomplie du fait de la trahison des appareils passés « *du côté de l'ordre bourgeois* ». La réorganisation socialiste de l'humanité ne dépend donc plus que de la solution définitive de la « *crise historique de la direction du prolétariat* ».

De ce point de vue, une analyse du phénomène stalinien, tel qu'il est aujourd'hui, doit aboutir à poser sérieusement le problème des perspectives de la révolution mondiale.

Bien entendu, cette analyse doit être complétée par un examen approfondi et concret du capitalisme et, en général, des prémisses objectives. Nous n'avons pas l'intention de nous engager ici dans cet examen ; et cela d'autant moins qu'à nos yeux, la constatation de Trotsky est valable, aujourd'hui plus encore qu'hier. Pour cette raison, le stalinisme, dans son sens le plus large, reste le problème fondamental de la révolution mondiale ; et, inversement, la question de la révolution mondiale est celle du règlement des comptes de la classe ouvrière internationale avec le stalinisme.

I. - Révolutions en 1956

C'est la capacité grandissante du prolétariat à combattre la bureaucratie stalinienne qui a obligé cette dernière à opérer certaines modifications dans sa politique. En dépit de ces modifications, les événements révolutionnaires de l'année 1956 ont démontré, d'une façon indiscutable, que la classe ouvrière est parfaitement capable d'abattre la bureaucratie. La signification historique de la révolution hongroise (et de la révolution polonaise) consiste en ce qu'elles révélèrent pour la première fois, sur l'arène de la politique mondiale, que l'aptitude du prolétariat à combattre les ennemis du socialisme s'étend aussi à la bureaucratie stalinienne. Ainsi, ces révolutions ne furent pas seulement un maillon important dans la chaîne historique des luttes du prolétariat, mais aussi le premier signe de grande envergure que celui-ci avait pris conscience du caractère du stalinisme, et de sa capacité de le combattre. De l'écrasement de la révolution hongroise, nous ne concluons pas à une victoire décisive de la bureaucratie et, partant, à la victoire mondiale d'une nouvelle classe soi-disant homogène, la « technocratie ». Au contraire, nous sommes convaincus, non sur la base d'un optimisme bon marché, mais sur la base de la situation sociale réelle du « camp socialiste », que le processus historique dont la « révolution hongroise » fut le prototype va en se développant aujourd'hui, et c'est ce que nous nous proposons de démontrer dans ce document. Nous ne prendrons pas rang parmi les imitateurs de Bogdanov, théoriciens du désespoir et de la désertion après la défaite de la révolution de 1905. Au contraire, nous affirmons, comme Lénine l'a affirmé à propos de la révolution de 1905, qu'aujourd'hui celle de 1956 est le signe avant-coureur de la montée révolutionnaire du prolétariat. La lutte décisive entre socialisme et barbarie n'est pas encore jouée. La classe ouvrière internationale n'a pas encore dit son dernier mot. « 1917 » suivra « 1905 ».

1) Le développement de la classe ouvrière en U. R. S. S., et la crise du pouvoir de la bureaucratie.

a) Croissance numérique et évolution du pouvoir de la bureaucratie.

Depuis le premier plan quinquennal, la classe ouvrière s'est accrue en nombre sur un rythme dont l'histoire ne connaît pas d'autre exemple. En 1928, il y avait 10,8 millions d'ouvriers ; en 1932, 22,6 millions ; en 1936, 31,2 millions ; en 1945, à cause de la guerre, « seulement » 27,3 millions ; en 1950, 38,9 millions et en 1959, 56,3 millions (le plan septennal en prévoit 66,5 millions pour 1965) (1).

Ainsi, il y avait en 1928, en chiffres ronds, dix millions de travailleurs des villes sur une population totale de cent cinquante millions, en U.R.S.S. ; il y en a aujourd'hui soixante millions sur deux cent vingt. C'est là un changement fondamental, dont la portée sociale et politique est immense.

Quant à la situation véritable de la classe ouvrière de l'U.R.S.S., du point de vue de ses conditions d'existence, elle ne peut, moins encore que dans les pays capitalistes, être appréciée en prenant seulement en considération le salaire des travailleurs masculins. Faute de chiffres exacts et certains, il ne nous est, bien entendu, pas possible d'aller au fond du problème. Nous pouvons, cependant, soulever deux questions essentielles : la situation des ouvrières et celle de la jeunesse travailleuse.

Cette immense armée d'ouvriers comprend une proportion très élevée de femmes. En 1958, selon *Economie et Politique* (numéro de janvier-février 1960), les femmes constituaient 55 % de la main-d'œuvre totale. Le « Centre d'Information des Nations-Unies » estimait le 28 mars 1961, qu'en 1959 la proportion des femmes dans l'ensemble de l'économie avait atteint 48 %, et dans la main-d'œuvre civile seulement, 53,4 %. Or, le nombre de places dans les crèches n'était, en 1957, que de 1,04 millions, pour 14 millions d'enfants en bas âge. Il n'y avait que 2,06 millions de places dans les jardins d'enfants, pour 16 millions d'enfants entre 4 et 7 ans. Nous ne connaissons pas le nombre exact de restaurants, mais, selon *Economie et Politique*, les employés et les ouvriers du commerce ne comptaient que pour 5 % de la main-d'œuvre totale, et le personnel des

(1) « L'U.R.S.S. 1959 en chiffres ». Bien que la statistique russe réunisse sous la même rubrique les ouvriers et les employés (donc aussi les bureaucraties), le nombre réel d'ouvriers d'usine ne doit pas beaucoup différer du total.

restaurants doit y être compté. Dans une telle situation, l'intensification du travail, qu'exigent les bureaucrates sur tous les tons, signifie la dégradation immédiate des conditions de vie des ouvrières et de leurs enfants, c'est-à-dire de la prochaine génération de la classe ouvrière.

Les véritables conditions de vie des travailleurs commencent ainsi à se dessiner devant nous. Au XXII^e congrès, une déléguée a demandé l'abolition des équipes de nuit pour les femmes. La réponse de Khrouchtchev fut un refus catégorique, résumant l'attitude des staliniens sur cette question. Les ouvrières, cette quasi-majorité de la classe, doivent prolonger leur double exploitation pour produire davantage. Elles ne gagnent, par mois, que 70 roubles au maximum, mais elles doivent donner 3,60 roubles pour 1 kilo de beurre, 3,50 roubles pour 1 kilo de veau, et ainsi de suite. Des crèches ?.. Il n'y a pas de places pour leurs enfants. Pas de travail de nuit ?.. Mais si, et encore il faut augmenter la productivité de 45 à 50 % de 1959 à 1965.

Les conditions de logement sont-elles meilleures ? Voici un seul exemple, tiré de la presse soviétique. Les *Izvestia*, le 1^{er} décembre 1962, publiaient la « lettre » d'une famille annonçant qu'elle prend en mains la réparation de son logement, au lieu de la demander à l'état. Celui-ci diminue les crédits pour le logement, car il doit faire face à de multiples besoins d'investissements. Le journal salue l'« initiative » de cette famille qu'il faudrait, selon lui, généraliser. En outre, il saisit l'occasion pour dénoncer les « destructeurs » de logements, et propose leur renvoi devant les tribunaux. Quels rapports y a-t-il entre les ouvrières — et ouvriers — et la rédaction de ce journal ? Et quelle est la véritable situation du logement, autre facteur majeur des conditions de vie ouvrière ?

Une autre grande composante de la classe ouvrière est la jeunesse. Le plan septennal prévoit une augmentation de 12 millions du nombre des ouvriers. Le recrutement principal se fera parmi les jeunes. Mais, selon le plan, le développement industriel doit être le plus important dans les régions orientales de l'Union, qui produiront à peu près 45 % de la production totale de fonte, d'acier, de laminés, de charbon, de pétrole, d'énergie électrique, de bois d'œuvre. Il ne s'agit donc pas seulement d'un recrutement normal de la main-d'œuvre, mais de sa mobilisation, de son transfert dans les régions lointaines. A cette fin, il n'y a que la jeunesse qui puisse être mobilisée en masse. Comme c'est le cas sur les terres vierges, ce sont les jeunes qui constituent l'écrasante majorité des ouvriers d'usines en Sibérie. La presse soviétique publie reportage sur reportage à propos des villes ouvrières orientales où l'âge moyen est de 23 à 25 ans. Or c'est précisément dans ces régions que les conditions de salaires, de logement, de nourriture, et même de travail, sont les pires ; selon la presse soviétique, elles sont souvent intolérables. C'est la jeunesse ouvrière soviétique qui

porte aujourd'hui le fardeau accablant de la restructuration économique de l'U.R.S.S., restructuration qui se fait, comme nous le verrons, pour la sauvegarde et l'extension des privilèges de la bureaucratie.

b) Les problèmes fondamentaux du pouvoir de la bureaucratie...

QU'EST-CE QUE LE STALINISME ?

Il est impossible de dresser le bilan actuel du stalinisme sans essayer de définir ce phénomène, à la fois historique, social et politique.

Tout d'abord, nous rejetons toute « définition » métaphysique qui, venant aussi bien des bureaucrates staliniens que des bourgeois ou de leur avant-garde intellectuelle, cherche à le résumer par une expression ou une phrase vides de contenu : les définitions métaphysiques selon lesquelles le stalinisme équivaldrait au culte de la personnalité, ou à la violation de la légalité, ou encore à une centralisation poussée à l'extrême, n'ont rien à voir avec la réalité telle qu'elle apparaît dans l'histoire contemporaine. Ces affirmations, à elles seules, suffisent à démasquer les bureaucrates et leurs compagnons de route comme des idéalistes et des jongleurs en métaphysique.

Il faut, d'autre part, prendre garde aux formules qui définissent le stalinisme comme le fruit de conditions sociales et de circonstances historiques déterminées (bien qu'il le soit en effet). Mais on aboutit alors, en dépit d'une analyse marxiste des conditions et circonstances historiques dans lesquelles s'est formé le stalinisme, à une conclusion abstraite, qu'on « applique » ensuite à l'U.R.S.S. et aux partis staliniens.

Or, c'est précisément parce que le stalinisme était, et est encore, le résultat de conditions spécifiques, que l'attention doit, en premier lieu, se porter sur l'analyse de l'évolution de ces conditions. Autrement dit, le phénomène stalinien, conformément à sa nature déterminée par des facteurs changeants, doit être examiné dans son développement. Bien entendu, comme tout phénomène historique, le stalinisme a, lui aussi, certaines caractéristiques propres. Mais même ces traits « spécifiques » ne sont que des éléments secondaires par rapport à sa vraie nature, à son essence.

Le stalinisme s'est formé en tant qu'expression politique de la bureaucratie de l'état ouvrier dégénéré. Mais comme cette dégénérescence a été déterminée par des circonstances précises, notre point de départ doit consister dans le rappel de ces conditions.

Dans *Cours Nouveau*, Trotsky avait déjà signalé, en 1923, les dangers que courait l'état ouvrier si la classe ouvrière occidentale ne faisait pas de révolution. Il relevait les problèmes essentiels que l'état ouvrier doit affronter et résoudre. Aujourd'hui, l'on ne voit que trop clairement la justesse de l'appréciation portée par Trotsky.

Pour lui, l'état ouvrier, dans les conditions arriérées de la Russie, était menacé par l'encerclement capitaliste prolongeant le danger d'une intervention militaire ; par l'état arriéré du pays se reflétant dans l'antagonisme et la tension entre la ville et la campagne ; par l'impossibilité de maintenir un régime socialiste authentique du fait de la division du travail à l'échelle internationale. C'est pourquoi le maintien de l'état ouvrier était avant tout conditionné par la révolution de la classe ouvrière occidentale, et par conséquent, par une politique internationaliste révolutionnaire de la part du parti bolchévik.

Mais nous savons à quel point les conditions arriérées de la Russie ont déterminé l'issue défavorable de la lutte menée pour une solution révolutionnaire de ces problèmes. Dans *La révolution trahie*, Trotsky a analysé les circonstances historiques et sociales qui ont finalement abouti à la victoire de la bureaucratie et, partant, à la dégénérescence de l'état ouvrier. Dans sa lutte contre les bolchéviks, la bureaucratie, contre-révolutionnaire par nature, a renoncé à la révolution mondiale, à l'internationalisme, et s'est engagée sur la voie de l'édification du socialisme dans un seul pays : voilà le point de départ fondamental du stalinisme. Mais, en dépit de leur refus de reconnaître l'analyse marxiste, les bureaucrates n'en restaient pas moins soumis à une réalité sociale que cette analyse avait correctement appréciée, et qui ne laissait aucune place à leurs prétentions d'édifier le socialisme dans un seul pays. Cette contradiction, en dernière analyse, recouvrait celle qui existe entre les conquêtes socialistes d'Octobre et la situation de l'U.R.S.S. en tant que pays isolé. Dans sa lutte désespérée avec ces réalités, la bureaucratie a été amenée à pratiquer une politique de zigzags, ainsi que Trotsky l'a montré dans *La révolution trahie*.

Malgré les concessions que la bureaucratie a dû faire, et les pertes importantes qu'elle a subies, elle n'a jamais renoncé à sa politique. Il lui aurait fallu, pour cela, changer de nature. D'autre part, il lui était impossible de capituler complètement devant l'impérialisme, car, s'il est vrai qu'elle a été conditionnée par l'isolement et l'état arriéré de l'U.R.S.S., il est non moins vrai que les limites de sa politique bureaucratique étaient données par les conquêtes d'Octobre.

Le stalinisme, en tant que phénomène historique, n'est donc pas autre chose que la position et la politique de la bureaucratie, aux prises avec l'impossibilité de réaliser son programme d'édification du socialisme dans un seul pays, et ne pouvant pourtant pas abandonner ouvertement ce même programme. Il s'agit donc d'une contradiction. Mais l'examen et la caractérisation du stalinisme exigent l'analyse approfondie des conditions primordiales qui le déterminent. Comme ces conditions ne sont pas immuables, comme le rapport entre leurs différents aspects se modifie, le stalinisme, lui aussi, change de forme, et emprunte des visages divers.

Il ne faut pas oublier non plus que, quelles qu'aient été les variations

de leurs relations mutuelles, de leurs formes et de leur importance relative, les conditions extérieures et intérieures de l'U.R.S.S. ont été et sont restées identiques. C'est la raison pour laquelle le stalinisme peut être défini d'après certaines caractéristiques plus ou moins constantes. Ajoutons tout de suite que ces caractéristiques, bien qu'elles nous semblent essentielles, ne sont que des traits secondaires pour une époque historique donnée. C'est pourquoi ressasser perpétuellement ces traits, c'est-à-dire caractériser le stalinisme d'après son visage de 1938 ou de 1950, ne nous avance en rien.

La bureaucratie, placée devant la dure réalité de la menace de l'intervention militaire, de l'état arriéré du pays et de sa dépendance du marché mondial, a voulu « édifier le socialisme » par la contrainte. C'est pourquoi, partant du rejet de l'internationalisme, le stalinisme est devenu, en premier lieu, nationaliste, pour parer, d'une manière bureaucratique, au danger de l'intervention. La centralisation excessive, la violation de la légalité et autres traits bien connus se sont formés pendant les années de l'avènement de la bureaucratie : rien ne prouve qu'ils restent toujours propres au stalinisme.

STALINE ET LE STALINISME

C'est évidemment une erreur de considérer le stalinisme comme le fruit de l'activité personnelle de Staline. Staline, par une politique et par une façon de penser, a exprimé, à une époque déterminée, les intérêts de la bureaucratie tout entière. C'est pourquoi la politique de la bureaucratie a été baptisée « stalinisme ». La politique de la bureaucratie de l'U.R.S.S. reste toujours stalinienne, car elle est l'expression des intérêts de cette bureaucratie dans des conditions qui sont déterminées, d'une part, par les conquêtes d'Octobre, d'autre part, par les circonstances mentionnées plus haut.

En ce qui concerne le rôle de Staline, il faut admettre qu'il n'a exprimé les intérêts de la bureaucratie que pendant un certain temps. À partir des grandes épurations, et surtout après la deuxième guerre mondiale, il a exprimé ces intérêts en établissant progressivement une dictature bonapartiste qui, à son tour, est devenue une menace pour ces mêmes intérêts.

La bureaucratie ne peut se permettre de pousser « à l'extrême », ni son idéologie, foncièrement idéaliste, ni sa politique, foncièrement averturiste. Ce sont ses propres intérêts en tant que détentrice du pouvoir qui limitent ces excès.

Or, la politique de Staline, son bonapartisme, à partir d'un certain moment, ont sérieusement mis en danger le pouvoir même de la bureaucratie. A cet égard, l'étude des matériaux du XX^e congrès du parti communiste soviétique nous semble convaincante. Tout semble prouver que Staline était entré en conflit avec les intérêts directs de la bureaucratie. D'après

le rapport secret de Khrouchev, l'on pourrait même fixer la date de cette transformation. Khrouchev, justifiant entièrement la politique de Staline avant 1934 (« Là, Staline a joué un rôle positif »), la critique de manière très vive à partir de cette date. Résumons les faits d'après Khrouchev.

Pour lui, le XVII^e congrès, tenu en 1934, était le « congrès des vainqueurs », le congrès des bureaucrates, vainqueurs des bolchéviks. Mais, précisément, et il le déplore, à cette époque « ... Staline s'était élevé à un tel point au-dessus du parti et au-dessus de la nation qu'il avait cessé de prendre en considération le Comité central ou le parti ». Staline, en outre, a mené une politique de répression « ... non seulement contre ses véritables ennemis, mais aussi contre des individus qui n'avaient commis aucun crime contre le parti et le gouvernement soviétique ». « Cela, bien entendu, ajoute Khrouchev, ne contribua pas à l'unité dans les rangs du parti, ni parmi les différentes couches de la classe laborieuse. »

Naturellement, pour Khrouchev, la répression contre les bolchéviks était justifiée ; par contre, il déplore la perte des « bons communistes », tous staliniens. Il est donc clair que la répression massive a constitué une menace pour la bureaucratie. Mais l'extermination même des « bons communistes », la menace de l'assassinat, suspendue comme l'épée de Damoclès au-dessus des membres de la bureaucratie, n'était pas encore un motif urgent de conflit entre Staline et la bureaucratie. Le danger est devenu grave lorsque Staline a suivi une politique contraire au bon sens bureaucratique sur des problèmes essentiels. L'évolution de la politique de Staline à l'égard du danger de l'intervention militaire, par exemple, a plusieurs fois mené la bureaucratie au bord de la catastrophe.

Dans son célèbre rapport secret, Khrouchev reflète inconsciemment la peur démesurée de la bureaucratie face à Staline. A la veille de la guerre, ce dernier a épuré l'armée, ce qui a coûté la vie à environ 30.000 officiers. « Des conséquences très graves, dit Khrouchev, résultèrent de l'élimination par Staline de nombreux chefs militaires et fonctionnaires politiques entre 1937 et 1941 ». Quant à la préparation à la guerre, écoutons Khrouchev : « Avant la guerre, notre presse et tout notre travail politico-éducatif étaient caractérisés par un ton bravache ; qu'un ennemi viole le sol soviétique sacré, et pour chacun de ses coups il en recevra trois... Mais ces déclarations positives n'étaient pas fondées dans tous les secteurs sur des faits concrets, qui eussent réellement garanti l'immunité de nos frontières ». En outre, alors que l'attaque des hitlériens était imminente, Staline, négligeant les avertissements des bureaucrates eux-mêmes, a laissé quasi-ouvertes les frontières. Pendant la guerre, la direction catastrophique de Staline a été la cause de la perte de millions de vies humaines et d'immenses dommages matériels.

Khrouchev laisse entendre que le problème numéro un de l'U.R.S.S.,

sa défense, était négligé par Staline, de telle sorte qu'il y avait des frictions au sein même de la bureaucratie.

L'évolution de la contradiction entre les intérêts de la bureaucratie, dont l'expression est le stalinisme, et Staline lui-même, a pris un tour plus aigu après la guerre. Sur les problèmes essentiels de la bureaucratie, c'est-à-dire ceux qui mettent en cause son existence même, Staline a suivi une politique dangereuse. Au lieu de diminuer les possibilités d'une intervention militaire, il a pratiqué une politique internationale qui consistait à créer des tensions, une atmosphère pleine de risques d'explosions. Or, la bureaucratie soviétique a parfaitement conscience que, dans un conflit armé, elle ne peut que perdre. Cette politique a réellement amené l'U.R.S.S. au bord de la guerre en 1950-52. Comme le disait Khrouchtchev au XX^e congrès : « ... *Nos relations pacifiques avec d'autres nations avaient été souvent menacées, car les décisions d'un seul pouvaient provoquer et provoquaient en fait souvent de grandes complications* ».

Mais le problème de l'encerclement capitaliste ne recouvre pas seulement le danger d'une intervention militaire ; il est encore indissolublement lié au fait que le système capitaliste mondial tient l'U.R.S.S. dans sa dépendance économique par l'intermédiaire du marché mondial. Une politique de tension à l'égard du bloc capitaliste n'aggrave pas seulement le danger d'une intervention, mais aussi, et du même coup, les conséquences de la dépendance économique de l'U.R.S.S. à l'égard du marché mondial, en contribuant à l'en couper davantage.

La politique de Staline, en créant ces difficultés internationales, isolait l'U.R.S.S. Sa brochure *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, parue à la veille du XIX^e congrès (1), a démontré à quelles absurdités peut aboutir cette « conception ». Staline y a formellement déclaré que l'unité du marché mondial n'existe plus puisque l'U.R.S.S. et les démocraties populaires en constituent un second. Il arrivait ainsi à la conclusion que l'existence d'un marché mondial socialiste rend l'économie soviétique parfaitement indépendante. Négligeant ainsi arbitrairement la division mondiale du travail, il aboutissait à une politique désastreuse dans les secteurs où l'économie soviétique était la plus faible. Sans parler des exagérations grossières de sa brochure concernant l'agriculture, par exemple, nous pouvons souligner que c'étaient les ouvriers et les paysans qui payaient les conséquences de la théorie du « *marché mondial socialiste* ». L'agriculture, privée de l'aide massive de l'industrie, a végété dans une situation difficile. Qui plus est, Staline a voulu compenser les pertes économiques par des taxes élevées sur les paysans et par la baisse du niveau de vie des ouvriers. Ce qui n'a pas seulement empêché la paysannerie d'augmenter les rendements agricoles, mais l'a amenée au bord de la révolte.

(1) Le XIX^e congrès du P.C.U.S. s'est tenu en octobre 1952, et Staline est mort au début de mars 1953.

De plus, Staline a cherché à exterminer ses propres collaborateurs, c'est-à-dire le sommet de la bureaucratie. A cet égard, il suffit de citer le cas de Voznessensky, Kouznetzov et Rodionov (1949), et les révélations de Khrouchev disant que Staline, après le XIX^e congrès, « ... visait à l'élimination des anciens membres du Bureau Politique et à l'entrée de personnes moins expérimentées ». Notons aussi que, entre 1945 et 1953, 233 chefs militaires soviétiques, en majorité des généraux, sont décédés.

Le comportement ultérieur de la bureaucratie soviétique nous confirme dans l'idée que le bonapartisme de Staline avait cessé d'être compatible avec la sécurité du pouvoir politique de la bureaucratie. En développant l'un des aspects du stalinisme, la négligence des réalités internationales et intérieures, jusqu'à ses conséquences extrêmes, il était devenu inutilisable, voire néfaste. Comme Khrouchev le déclare dans son rapport secret : « ... La direction, telle qu'elle était pratiquée durant les dernières années de Staline, était devenue un obstacle sérieux sur la voie du développement social de l'Union soviétique ».

Khrouchev parle des dernières années : ce n'est pas par hasard. La bureaucratie a considéré Staline comme un Bonaparte abusant de son pouvoir. Nous savons que toute analogie historique est boiteuse. Mais, tout en faisant cette réserve, il nous faut rappeler le cas de Napoléon 1^{er}, qui, au début, a clairement exprimé les intérêts de la bourgeoisie française qui avait récemment conquis le pouvoir. Pour elle, la lutte de Bonaparte contre le monopole anglais du commerce ou contre les royalistes, sa lutte contre les sans-culottes surtout, étaient indispensables. Mais lorsque Napoléon 1^{er} s'est mis à l'imposer lourdement pour ses guerres, et à la limiter dans son épanouissement, elle a trouvé le moyen de se débarrasser de lui, car il « s'était élevé au-dessus de la nation ». De même Khrouchev approuve la lutte menée par Staline contre « ceux qui tentaient de conduire le pays en dehors de la voie léniniste correcte », c'est-à-dire contre les marxistes révolutionnaires. « Cette lutte était indispensable », poursuit-il. Mais, plus tard, Staline, abusant de plus en plus du pouvoir, entama la lutte contre d'éminents chefs du parti et du gouvernement ».

Il y avait incontestablement antagonisme entre la politique personnelle de Staline et les intérêts de la bureaucratie ; cela apparaît d'ailleurs clairement, comme nous le verrons un peu plus loin, dans la politique suivie par elle après la mort de Staline.

... et de l'économie de l'U.R.S.S.

Les problèmes économiques, la situation de l'industrie et de l'agriculture, leurs rapports mutuels ainsi que celui de l'économie soviétique avec le marché mondial, sont à la base du phénomène stalinien. Nous devons donc les analyser plus en détail. Mais, pour le moment, nous résu-

merons simplement quelques éléments essentiels, caractéristiques des premières années de la nouvelle direction. Déjà en 1952, l'exécution du 4^e plan quinquennal lancé en 1950, s'était révélée pleine de difficultés. A la base, il y avait l'insuffisance de l'agriculture soviétique qui, depuis la grande collectivisation, restait stagnante. La politique aventuriste de collectivisation de l'agriculture sans base matérielle-technique suffisante trouvait ainsi sa punition.

En 1950, le plan quinquennal prévoyait une augmentation de 70 % de la production industrielle. Mais il ne prévoyait que 19 % d'augmentation de la production de tracteurs, et 20 % de celle de l'automobile. Pourtant, l'agriculture avait un besoin vital de ces machines, et la capacité industrielle aurait permis une production plus poussée, si... Si d'autres besoins n'avaient pas réduit cette capacité générale à sa « juste » proportion. Or, au bout d'un an, ces prévisions, pourtant modestes, se sont révélées irréalisables. Parmi les besoins à satisfaire, la première place revenait à l'armement. C'était l'époque où Staline préférait les tanks aux tracteurs, dans l'atmosphère tendue de la guerre de Corée.

L'agriculture soviétique était incapable de satisfaire les besoins du ravitaillement. Nous connaissons, par exemple, les chiffres ahurissants, concernant l'élevage, que Khrouchtchev a cités dans son grand discours sur l'agriculture en septembre 1953 :

Années	Bovins (en millions de têtes de bétail)	Porcs
1916	58,4	23
1941	54,5	27,5
1953	56,6	28,5

C'était une stagnation, sinon une dégradation. La crise du ravitaillement était sérieuse : pénurie de lait, de beurre et de viande. En 1958, la production de viande, malgré les mesures énergiques prises dans ces années-là, ne représentait que moins de la moitié de la production américaine. (*Centre national du commerce extérieur français*, 1961).

Nous nous abstenons ici d'une analyse plus poussée de l'économie soviétique : un tel examen s'impose plus loin. Nous avons simplement motivé, par l'indication de ces difficultés majeures, le tournant politique de la bureaucratie soviétique.

Devant l'impossibilité de satisfaire l'agriculture par l'industrie, unique moyen d'augmenter la production agricole, Staline a très durement taxé les démocraties populaires. Voilà pourquoi l'austérité économique, dont le fardeau retombait sur les épaules des ouvriers et des paysans, a *précipité*

— sans en être la cause — les démocraties populaires vers la révolte en nourrissant leurs sentiments anti-russes.

Pendant le règne de Staline, les rapports économiques entre pays socialistes consistaient grosso modo, pour les autres pays que l'U.R.S.S., à ravitailler celle-ci, et à combler les lacunes de son économie. D'autre part, chacun de ces pays, copiant l'U.R.S.S., a édifié sa propre économie autarcique. Ainsi la théorie et la pratique du « *socialisme dans un seul pays* » se multipliait-elle en « *beaucoup de petits socialismes en beaucoup de petits pays* », forcés de jeter les bases matérielles-techniques du socialisme, sans se soucier pour autant de savoir s'ils disposaient de ressources économiques suffisantes. De cette façon, « *la tragédie de l'U.R.S.S. se répétait comme une farce* »... multipliée à divers exemplaires.

Ayant reçu cet héritage de son « *plus grand chef* », la nouvelle direction — collective par-dessus le marché — devait réagir. Il lui était impossible de continuer à taxer les démocraties populaires : les mouvements qui s'y produisaient le prouvaient.

Tout d'abord, il fallait diminuer la menace de révolte intérieure. Comme mesures immédiates, les dirigeants décidèrent une baisse générale des prix suivie d'une hausse des salaires. Ainsi, le pouvoir d'achat augmentait : 53 milliards de roubles pour les salaires, mais sans que la production puisse satisfaire la demande accrue. Aussi durent-ils recourir à des importations de viande, de beurre et de conserves, surtout du Danemark, de Hollande et d'Australie. Les négociations avec cette dernière prévoyaient l'exportation d'or comme moyen de paiement, car l'U.R.S.S., à ce moment-là, n'avait rien à exporter.

Il n'y avait pas moyen d'employer les vieilles méthodes, comme l'emprunt forcé. Il était impossible de débloquer les stocks. La bureaucratie devait choisir : ou bien faire des importations massives, ou bien réorienter et réorganiser l'économie.

C'est ainsi qu'à plus longue échéance, la nouvelle direction a commencé à réorienter l'économie soviétique et, partant, à remanier les « théories » économiques de Staline. La réorientation a débuté par la révision du plan quinquennal et la grande campagne pour l'amélioration de l'agriculture. Dans la révision du plan, la nouvelle ligne s'est manifestée par ce qu'on a appelé le « cours nouveau », où la production des biens de consommation devenait l'un des facteurs les plus importants.

La nécessité d'un revirement était tellement impérieuse, devant l'accumulation de forces explosives, que celui-ci a été réalisé dans une véritable panique, engendrant le chaos. C'est ainsi que la réorientation économique s'est traduite par une reconversion trop brusque des usines, source d'un grand désordre. Toute une série d'usines d'aviation, d'armement et d'autres branches de l'industrie lourde, ont dû produire, du jour au lendemain, prati-

quement sans aucune transition, des réfrigérateurs, des montres, des sommiers métalliques, des bicyclettes, etc. Chose remarquable pourtant, malgré sa panique, la bureaucratie a dirigé la reconversion de telle façon que la production des biens de consommation s'oriente plus vers les réfrigérateurs et les aspirateurs, par exemple, et beaucoup moins vers les chaussures et les lainages. Les bureaucrates ont tout d'abord pensé à leurs propres ménages.

L'autre terrain des efforts économiques a naturellement été l'agriculture. Au mois de septembre 1953, dans un véritable feu d'artifice de discours de Khrouchtchev et de résolutions, l'agriculture fut évoquée pratiquement sous tous ses aspects. Selon Khrouchtchev, l'état catastrophique de l'agriculture était dû à ce qu'on avait oublié «...*l'un des principes fondamentaux de l'économie socialiste : le principe de l'intérêt matériel d'une entreprise et de chaque travailleur en particulier dans le fruit de son travail*».

c) La menace révolutionnaire, et les mesures prises d'urgence pour l'affaiblir.

Staline, poussant à l'extrême l'un des aspects fondamentaux du stalinisme, celui de la politique d'isolement complet dont les implications créaient une situation révolutionnaire, effrayait la bureaucratie. Aussi, sa mort a-t-elle été si opportune que plusieurs observateurs ont trouvé des arguments assez convaincants pour affirmer qu'elle n'était nullement naturelle. Toujours est-il que la bureaucratie, en s'emparant totalement des leviers de commande, a agi avec décision, sachant quelle politique suivre.

D'abord, elle a réorganisé le pouvoir suprême. D'un seul coup la composition du praesidium du parti est redevenue la même qu'à la veille du XIX^e congrès : les nouveaux larbins de Staline en étaient éliminés.

Pour se rassurer elle-même, comme un gamin qui siffle dans le noir, la nouvelle équipe a condamné, du moins en paroles, le culte de la personnalité, tout en établissant une direction collective. Ensuite, avec une rapidité étonnante, elle a pris des mesures et des décisions de grande envergure destinées à... renforcer son pouvoir, mais d'une autre manière que Staline. Pour bien réaliser à quel point ce pouvoir était directement menacé, mentionnons quelques-unes de ces décisions et quelques faits, se rapportant tous aux deux ou trois mois qui suivirent la mort de Staline.

La nouvelle équipe a ordonné une amnistie assez importante et, par ce geste, a essayé de réduire la tension intérieure provoquée par le régime policier. Il n'empêche qu'au mois de juillet 1953, une grève a éclaté à Vorkhouta, l'un des plus grands camps de concentration, où se trouvaient environ 100.000 prisonniers.

Des phénomènes analogues se sont également produits dans les démocraties populaires, où les grèves, menant quelquefois à la révolte ouverte, ont révélé que le pouvoir de la bureaucratie chancelait. En Tchécoslovaquie, entre le 1^{er} et le 16 juin, dans des centres industriels comme Pilsen et Ostrava, les ouvriers ont débrayé et manifesté. Le soulèvement des ouvriers de Berlin-Est, le 17 juin, qui amena les tanks russes à intervenir, est bien connu ; l'on sait moins qu'au même moment, les ouvriers manifestaient contre le régime d'Ulbricht dans 19 autres villes importantes d'Allemagne Orientale ; on sait moins encore que, dans les campagnes polonaises et hongroises, dans divers villages, les paysans refusaient les livraisons obligatoires et expulsaient les autorités locales chargées de les recueillir.

Ce serait une erreur de croire que ces mouvements n'étaient dûs qu'à une stabilité moindre des régimes des « démocraties populaires », et à un niveau de vie plus élevé des masses dans ces contrées. Ces facteurs ont eu leur importance, mais, fondamentalement, ce sont les problèmes économiques que nous avons vu plus haut qui ont joué le rôle déterminant. C'est pourquoi la nouvelle direction de la bureaucratie devait, Staline à peine embaumé, entreprendre d'urgence de desserrer les liens qui étrangeaient déjà presque l'économie soviétique.

Prise entre la crainte d'une révolution et celle d'une offensive économique de l'impérialisme, la bureaucratie devait s'efforcer d'adopter une politique de juste milieu. Louvoyant entre Charybde et Scylla, elle importait suffisamment pour satisfaire les besoins les plus criants des masses, mais pas assez pour ouvrir le marché russe aux impérialistes. Elle augmentait la production de biens de consommation, tout en renforçant ainsi la base de ses propres privilèges. Ses actes essentiels, les plus symptomatiques, parce que de conséquences durables et profondes, sont ceux qui ont directement touché l'agriculture.

Dès ce moment, les dirigeants mettaient en avant, avec prudence, leur slogan de l'intéressement personnel à la production. Ils se rendaient parfaitement compte de la nécessité de prendre des mesures réelles et concrètes pour que, une fois l'intérêt personnel satisfait, la production augmente effectivement. Mais l'intérêt personnel ne sert à l'édification du socialisme que dans la mesure où les facteurs historiques prédominants tendent à le réaliser. Dans les conditions de l'U.R.S.S., la mise en avant de ce slogan, accompagnée de sa réalisation concrète, aurait signifié un changement trop brusque. Pendant la première phase de son règne, la nouvelle direction renonçait donc à tenir pleinement cette promesse dans l'agriculture. Mais elle ne pouvait aucunement renoncer à une augmentation réelle de la production.

D'où la découverte fantastique des terres vierges, permettant à la bureaucratie d'échapper à ses soucis agricoles, comme certains intellectuels

veulent échapper à la nécessité de prendre position en invoquant les problèmes cosmiques... Elle n'était pas encore préparée à faire un pas décisif, mais devait, en même temps, augmenter la production. Le résultat de cette hésitation, de cette position ambiguë, fut la décision de déclencher la campagne de défrichement des terres vierges. Cette aventure, destinée à masquer le fond du problème, prenait l'allure d'un typique calcul d'écolier : plus il y aura de terres cultivées, plus grande sera la production.

L'autre remède, pour parer immédiatement à la crise du ravitaillement, était destiné à tirer l'élevage de sa stagnation. Puisque l'élevage dépend quasi-entièrement de la production de fourrage, puisque la base de celle-ci est incontestablement le maïs, l'on a déclenché la dernière grande campagne, celle pour l'augmentation de la production des plantes fourragères, en particulier du maïs. De toute façon, cette campagne-là était infiniment plus réaliste que celle du défrichement des terres vierges. Pour les « experts » du type des collaborateurs de « *L'Express* », le culte du maïs était une manie personnelle de Khrouchev ou presque. Celui-ci s'est évidemment hâté de répandre cette idée en guise de camouflage de l'incapacité organique de la bureaucratie à apporter une solution tant soit peu adéquate aux problèmes agricoles. Avec une certaine malice, nous pourrions même nous demander si l'affection personnelle de Khrouchev pour le maïs a été pour quelque chose dans la promotion de cette céréale, ou si ce fut l'inverse : « problème intéressant » à débattre dans le milieu petit-bourgeois où trônent nos « experts ».

La bureaucratie se trouvait placée devant un dilemme. Comment éviter une révolution intérieure : par des concessions ou des mesures imprudentes qui risquaient de menacer directement l'U.R.S.S. ou bien en adoptant la ligne du moindre mal ? Elle a, finalement, opté pour la seconde solution, la réorientation et la réorganisation de l'économie. Mais pour cela, il lui fallait faire à la fois des concessions à l'intérieur de l'U.R.S.S. et sur le plan international.

2) Vers une alliance contre-révolutionnaire mondiale.

La modification de la politique économique de la bureaucratie exigeait un changement notable dans sa politique internationale. Les héritiers de Staline devaient reconnaître l'impossibilité pour l'économie soviétique de se passer du marché mondial, c'est-à-dire d'un commerce important avec le monde capitaliste. Cet impératif a irrésistiblement poussé la bureaucratie à chercher les moyens de s'entendre avec l'impérialisme.

Ne soyons pas injustes, et notons tout de suite que l'opportunisme n'était certes pas étranger au stalinisme d'hier ! Bien au contraire, l'entente profonde avec l'impérialisme contre la révolution est un trait essentiel du stalinisme depuis sa naissance. La bureaucratie ne peut en effet, avec ou sans Staline, mener une politique révolutionnaire hors de l'U.R.S.S., lorsqu'elle étouffe la révolution à l'intérieur de l'U.R.S.S. La politique étrangère est la continuation de la politique intérieure. Depuis l'écrasement des révolutions chinoise de 1927 et espagnole de 1936-38, l'on a suffisamment eu de preuves de l'intimité profonde qui, contre la révolution mondiale, resserre les liens entre le stalinisme et l'impérialisme.

En outre, le caractère profondément contre-révolutionnaire et anti-socialiste de la politique stalinienne a considérablement transformé les institutions (état, parti, etc.) mises en place par la révolution d'Octobre. Ces institutions, devenues bureaucratiques, centralisées et éloignées des ouvriers, influencent aussi à leur tour, de façon quasi-indépendante, leurs fonctionnaires. Leur politique opportuniste, et le poids hautement conservateur de ces appareils bureaucratiques rendent absolument naturel le fait que les staliniens s'entendent plus facilement avec les « capitaines » de l'industrie capitaliste qu'avec les « destructeurs » révolutionnaires. Cependant, tout en soulignant cette constante du stalinisme, nous devons noter un changement sensible après la mort de Staline. Pour mieux le mesurer et l'analyser, nous pouvons rappeler brièvement l'évolution de la politique internationale après la mort de Staline.

Déjà, dans son oraison funèbre à l'enterrement de Staline, Malenkov a lancé le mot d'ordre de la politique internationale de l'U.R.S.S. : coexistence pacifique avec toutes les nations. Il est significatif que l'impérialisme international ait réagi avec une rapidité et une clairvoyance stupéfiantes. Le 16 avril 1953, Eisenhower déclarait : « *Le monde entier sait qu'une ère a pris fin avec la mort de Staline* ». Le 20 avril, Churchill lançait un ballon d'essai en parlant d'une conférence internationale « *... à l'échelon le plus élevé, même si cette conférence devait être officieuse et d'un caractère privé* ». Trois semaines plus tard, il réitérait son invitation, en précisant que « *... la conférence devrait avoir lieu à l'échelon le plus élevé, comprendre le moins de puissances possible, et se dérouler à huis clos* ».

La bureaucratie ne restait pas non plus inactive. Pendant les mois de juin et de juillet, elle bombardait de notes les différentes capitales ; notes favorables, voire chaleureuses, à la Turquie, Israël et la Yougoslavie, qui diminuent considérablement la tension internationale.

Il est impossible de ne pas voir dans ces actes, de part et d'autre, un tâtonnement, une recherche d'un terrain d'entente.

Aux yeux des impérialistes, les changements survenus après la mort

de Staline signifiaient la possibilité de reprendre contact avec l'U.R.S.S. sur la base de concessions importantes de sa part. Ces concessions, qu'ils attendaient ou tentaient d'arracher depuis la naissance de l'U.R.S.S., visaient précisément les conquêtes d'Octobre. Ils s'efforçaient donc de connaître les limites exactes fixées aux concessions par la nouvelle équipe de la bureaucratie. Ils étaient parfaitement au courant des difficultés qui obligeaient les bureaucrates à reculer. La voix de sirène d'Eisenhower n'était autre chose qu'une avance courtoise, un encouragement. Et il n'est pas difficile de reconnaître, dans l'invitation de Churchill, à la fois l'avidité impérialiste et un certain clin d'œil complice à l'intention de la bureaucratie.

Cette dernière, ayant renoncé à la politique de Staline, s'est réalignée, devant la menace d'une révolution intérieure, sur la politique de « coexistence pacifique ». Son activité diplomatique, après la mort de Staline, prouve qu'elle a, elle aussi, cherché les limites de son entente avec l'impérialisme.

La conférence de Berlin, aux mois de janvier-février 1954, à laquelle ces tâtonnements ont abouti, a montré que le souci principal de la bureaucratie consistait à assurer et à renforcer sa position internationale avant d'aborder les négociations sur le fond. La conclusion du pacte de Varsovie, l'accord et le traité d'état avec l'Autriche, le voyage de Khrouchev et Boulganine en Yougoslavie ont eu pour but de stabiliser la position de l'U.R.S.S. Pendant l'année 1955, l'offensive diplomatique du « sourire », comme on l'a qualifiée, servait ce même but. Enfin, au mois de juillet 1955, la confrontation directe a eu lieu à Genève.

Eisenhower est entré dans le vif du sujet en proposant d'échanger les plans d'installations militaires, et de faire des reconnaissances aériennes mutuelles sur les territoires respectifs de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis. Ceci signifiait, dans le mur du système soviétique, une brèche par laquelle l'impérialisme pourrait pénétrer militairement, puis en contrôlant d'abord l'industrie de l'armement, et finalement l'économie soviétique tout entière. Une autre proposition des Occidentaux visait à améliorer les échanges commerciaux et culturels, ainsi qu'à réaliser la libre circulation des personnes et idées.

Le changement dans l'attitude de la bureaucratie vis-à-vis de l'impérialisme occidental se reflétait dans la réponse de Khrouchev. Il n'a pas accepté la proposition concernant les reconnaissances militaires, mais il ne l'a pas refusée non plus nettement et catégoriquement. Il a accepté l'amélioration des échanges commerciaux, mais a refusé la libre circulation de personnes et idées.

La réunion des ministres des affaires étrangères qui suivit cette conférence, était encore plus concrète. Le discours de Molotov, le 8 novembre,

contenait des passages instructifs montrant les limites des dispositions d'alors de la bureaucratie : «... Cette fusion artificielle de l'Allemagne, au moyen d'élections que l'on appelle libres, conduirait à priver les travailleurs de la R.D.A. des avantages qu'ils ont conquis. Cela est naturellement impossible. C'est seulement *en tenant compte de l'existence des deux Etats allemands*, et du fait que la réunification de l'Allemagne ne peut être obtenue que *par un accord de ces deux Etats*, qu'il sera possible de trouver une solution acceptable du problème allemand... Le problème de la réunification allemande ne peut être résolu que d'une manière progressive, étape par étape, *au moyen d'un rapprochement et d'une collaboration* entre la R.D.A. et la R.F.A. » (souligné par nous).

Ce discours était clair. La bureaucratie stalinienne n'entendait nullement renoncer aux résultats positifs obtenus, moins encore à sa position stratégique. Par contre, elle était parfaitement disposée à maintenir le statu-quo dans l'esprit d'une collaboration. Pour elle, l'unification de l'Allemagne devait se faire non par la voie d'une révolution, mais seulement par la collaboration entre capitalistes et bureaucrates.

Sur plus d'une douzaine de propositions occidentales, Molotov et C^{ie} en ont refusé certaines et accepté d'autres. Mais ce qui est intéressant, c'est de savoir que ce sont celles qui visaient à un meilleur change du rouble et à l'ouverture de centres d'informations dans les capitales respectives, qui ont été refusées le plus énergiquement.

Cependant, nous avons parlé d'un tournant. Il consiste, en effet, en ce que la bureaucratie, non encore disposée à faire des concessions essentielles, prenait grand soin de laisser la porte ouverte, en tentant de préserver un équilibre difficile entre le maintien des conquêtes socialistes et les concessions nécessaires à l'impérialisme. Cet équilibre est, bien sûr, difficile à réaliser, mais le stalinisme a trouvé sa devise absolument biblique avec le mot d'ordre de « coexistence pacifique », selon lequel le lion impérialiste est censé contempler pacifiquement la croissance harmonieuse de l'agneau socialiste.

Quant aux partis staliniens occidentaux, ils se sont naturellement alignés sur la position « nouvelle » de coexistence pacifique.

Le P.C.F. a brusquement changé d'objectif, en se lançant dans une campagne nationaliste anti-allemande et en cherchant à élargir son alliance «... à tous les Français, quels qu'ils soient — nous disons bien : quels qu'ils soient — qui, comme nous, ne veulent pas d'une nouvelle Wehrmacht... ».

Contrairement au Front Populaire de 1936, ce nouveau « front » lancé par les staliniens n'avait pas de prétention à un contenu social. Thorez

l'a publiquement affirmé : « ... *L'indépendance nationale est maintenant posée avec force et se trouve placée au centre de toute la vie politique de la France. Pour remédier aux maux qui accablent aujourd'hui le pays, il est nécessaire, avant tout, de changer l'orientation de sa politique extérieure. La situation n'est donc pas exactement la même qu'il y a une vingtaine d'années... Quant aux revendications économiques, faut-il rappeler que tous les travailleurs parviennent aujourd'hui à la compréhension du rapport évident entre leurs difficultés et la politique atlantique de guerre ?* » .

Le parti italien, malgré des positions plus fortes que celles du parti français, s'est affaibli du fait de sa politique anti-allemande dirigée par Moscou. Les coups portés par la bourgeoisie italienne l'ont atteint plus facilement.

La « coexistence pacifique » s'est traduite, en Italie, par une politique propre à obtenir « ... *la plus large union de toutes les forces démocratiques* », politique qui fut adoptée officiellement au début de janvier 1955. Togliatti, qui a un penchant à « approfondir » les choses, s'est expliqué : « *Aujourd'hui, les progrès de la détente internationale rendent possible de plus en plus une politique nouvelle et concrète de paix à l'intérieur... par une action parlementaire qui consent à s'acheminer encore une fois vers la réalisation d'une large union des forces populaires sur laquelle puisse s'appuyer un gouvernement respectueux de la Constitution.* »

Les partis staliniens occidentaux, dans le cadre international de la coexistence pacifique, en s'assimilant au système capitaliste avec son parlement, sont devenus les plus solides piliers du capitalisme.

Il est parfaitement inutile de traiter ici en détail de leur évolution depuis la mort de Staline. Par contre, sur la base d'une analyse plus large du stalinisme, il est indispensable, pour les révolutionnaires, de suivre et d'analyser dans le moindre détail la politique stalinienne de leurs propres pays.

L'analyse du stalinisme dans les démocraties populaires présente, en revanche, certains aspects bien plus significatifs du stalinisme après Staline.

La politique de la bureaucratie de ces pays, de la mort de Staline au XX^e congrès du parti communiste soviétique, a fidèlement copié les changements opérés par les bureaucrates de l'U.R.S.S., avec, cependant, quelques modifications dues aux particularités de ces pays.

D'une manière générale, la bureaucratie y a ralenti le rythme de l'industrialisation et modifié les plans en cours. L'essence de cette modification consistait à modifier brusquement la répartition des investissements en faveur de la production de biens de consommation et de l'agriculture. De cette manière, la bureaucratie entendait réduire la tension accrue entre

l'industrialisation forcée et l'agriculture exploitée, entre les villes et la campagne, entre les ouvriers et les paysans et elle-même.

Pour compléter ces mesures, tout comme en U.R.S.S., les bureaucrates ont rapidement accordé certaines baisses de prix et des augmentations de salaires pour quelques catégories. La réorganisation économique, dictée en premier lieu par le Kremlin, à la fois freinée et poussée par des craintes opposées, a introduit un désordre plus grand encore dans l'économie de ces pays.

Contrairement à la pratique antérieure, l'exploitation massive des démocraties populaires a connu un certain relâchement. Les staliniens soviétiques ont veillé à ce que la réorientation économique de ces pays s'accompagne de gestes symboliques de tolérance. En Roumanie, on a liquidé les célèbres « sociétés mixtes », en Bulgarie, l'accord soviéto-bulgare a prévu la spécialisation de l'économie bulgare dans l'agriculture, etc.

En réalité, la bureaucratie soviétique avait une peur démesurée, non seulement d'une révolte en U.R.S.S., mais aussi d'une révolte dans les démocraties populaires. Dans une telle situation, la Yougoslavie, par sa politique hérétique, par ses réformes imitant, au moins dans la forme, la démocratie ouvrière, représentait un danger mortel pour le Kremlin. Tito, en effet, s'était permis d'offrir une alternative pour les démocraties populaires en cas de révolte anti-bureaucratique et anti-russe. Dans ses cauchemars, la bureaucratie soviétique voyait avec épouvante les démocraties populaires passer du côté de Tito.

Voilà pourquoi elle a préféré s'humilier publiquement devant les Yougoslaves, et admettre la possibilité de voies différentes menant au socialisme. Il fallait à tout prix gagner Tito. Du même coup, elle espérait semer des illusions désarmantes sur ses intentions. En acceptant cet accord profondément contre-révolutionnaire, Tito a définitivement trahi la classe ouvrière internationale.

Cependant, la bureaucratie, comme l'apprenti sorcier, se trouvait emportée par la force qu'elle avait elle-même aidé à libérer : elle avait dû reconnaître la légitimité du régime yougoslave, la possibilité de voies différentes menant au socialisme. Il était urgent de résumer et de fixer la nouvelle politique stalinienne, et de la consacrer par la législation du parti : c'est le XX^e congrès du parti communiste soviétique qui a codifié la nouvelle politique de la bureaucratie, réplique de celle-ci à la menace révolutionnaire. Il fallait cette soupape pour canaliser les forces multiples surgissant contre son pouvoir.

Nous nous abstenons délibérément d'une analyse détaillée de ce congrès. Nous estimons que le caractère à la fois libéral et limité du changement de la politique stalinienne a été suffisamment exposé et que ce caractère

se révélera beaucoup plus encore par la suite des événements. Nous nous efforcerons seulement d'éclaircir l'un des aspects de ce congrès.

Le XX^e congrès a ouvert le feu contre Staline et les anciennes méthodes du stalinisme, tout en révélant les difficultés internes de la bureaucratie, partagée entre partisans et adversaires de la réorientation. Bien que le besoin d'un tel changement ait été évident, une lutte de plus en plus ouverte a commencé après 1953 entre deux fractions du stalinisme. L'enjeu étant grand et le changement brusque, les frictions au sein de la bureaucratie se sont développées, depuis 1953, en une opposition entre staliniens « conservateurs » et « libéraux ». Les « conservateurs » redoutaient tout changement important dans la politique et les méthodes staliniennes. Ils ne voulaient faire de concessions durables, ni sur le plan intérieur, ni sur le plan extérieur. Leur caractère conservateur consistait en ce qu'ils se cramponnaient désespérément aux méthodes de Staline, sans pouvoir offrir d'issue à la crise dans laquelle ces mêmes méthodes avaient plongé l'U.R.S.S. Par contre, ceux que nous appelons « libéraux », sous la direction de Khrouchtchev, ont ouvert la voie des concessions. Ce faisant, ils étaient obligés de combattre la politique de Staline : ils pouvaient ainsi, d'abord, faire retomber sur lui la responsabilité, ensuite, gagner la confiance de la masse des bureaucrates en se débarrassant, pas à pas, des « conservateurs ».

La majorité de la bureaucratie suivait donc la politique « libérale », à long terme victorieuse, car, dans la fausse alternative largement répandue : « conservateurs » ou « libéraux », la majorité choisit évidemment ces derniers, d'autant plus que la population, les ouvriers et les jeunes les préfèrent, au moins jusqu'à un certain point.

Entre 1953 et 1956, la lutte dans le mouvement stalinien est devenue internationale. Elle a provoqué des changements importants dans la politique et la composition des directions de partis. Néanmoins, les forces des deux fractions, aussi bien en U.R.S.S. que dans le mouvement international, se sont fait équilibre. Or, cet équilibre condamnait la politique stalinienne à une impasse où chaque avance des « libéraux » était contrebalancée ou annulée par une mise en garde ou par une contre-attaque de type « conservateur ». Il se traduisait par une politique de zigzags, à courte durée, bloquant toute solution durable des problèmes économiques et politiques.

C'est cette impasse qui a finalement poussé les libéraux à jouer leurs cartes jusqu'au bout. Le XX^e congrès du parti communiste de l'U.R.S.S. a donné ainsi le signal de l'offensive définitive contre les conservateurs. Mais, comme la lutte était engagée entre deux fractions d'une même bureaucratie, la condamnation du stalinisme se fit sur une base bureaucratique et restreinte.

3) Révolutions en Europe Orientale.

Fidèle à une politique souvent inspirée par la panique, l'aile la plus « réaliste » de la couche dirigeante s'est hâtée de condamner la politique de Staline. Pour mieux mettre en relief les crimes de celui-ci, elle fut contrainte de se référer à Lénine. Malgré l'insuffisance et la déformation de ces références, que même certains bureaucrates comme Togliatti ont remarquées, le recours au léninisme a immédiatement déclenché une lutte, d'abord au sein du parti contre les fidèles de Staline, ensuite dans les masses contre la bureaucratie tout entière. Celle-ci, dans sa terreur de la révolution, essayait de s'abriter derrière le dos de Lénine ; mais l'ombre, même faiblement silhouettée, du dirigeant d'Octobre était suffisante pour ébranler le régime tout entier.

Dans cette lutte, grâce à certaines conditions particulières, les démocraties populaires ont joué un rôle prépondérant. Néanmoins, nous ne nous livrerons pas à un examen détaillé de l'évolution de cette lutte et de la période révolutionnaire elle-même. Nous nous bornerons seulement à essayer de résumer ses effets sur la bureaucratie et les réactions ultérieures de celle-ci.

Après le XX^e congrès, un fait entièrement nouveau s'est produit, à côté de la lutte des fractions libérale et conservatrice de la bureaucratie. Pour la première fois depuis bien longtemps, la classe ouvrière et, avec elle, les masses opprimées ont exprimé leur opinion. Cette fois-ci, il ne s'agissait pas uniquement de divergences théoriques autour de tel ou tel choix politique, et dont la discussion ne débordait pas les organes dirigeants du parti. Bien au contraire, en 1956, dans la vie même était posée l'alternative : choisir le peuple révolutionnaire *en montée et en mouvement* ou bien le pouvoir de l'appareil. C'est la raison pour laquelle on a assisté à un processus de décomposition de la bureaucratie, et non à un simple clivage en son sein. Plus proche elle était de l'orage révolutionnaire, plus profonde et plus complète a été cette décomposition. Le plomb bureaucratique a fondu au feu de la révolution.

La bureaucratie, en tant que telle, emploie et emploiera toujours, *sans hésitation*, la force armée contre tout mouvement révolutionnaire. Au fur et à mesure que la révolution se développe, la bureaucratie se décompose et, *en tant que force contre-révolutionnaire*, apparaît comme un simple appendice de ses propres forces armées répressives, en se confondant avec elles.

Mais, comme l'exemple de la Pologne et de la Hongrie l'a montré, une partie relativement importante de la bureaucratie peut se détacher et passer du côté de la révolution. Il s'agissait, en premier lieu, de

jeunes, d'origine ouvrière et paysanne, devenus intellectuels pour la plupart : ils se trouvaient placés à la périphérie de la bureaucratie, dont ils constituaient la partie la plus dynamique, relativement facile à détacher, sensible aux pressions et aux sentiments populaires, peu soudée organiquement à la bureaucratie.

Au fur et à mesure que la révolution montait, une jonction a pu s'établir entre cette jeunesse, porte-parole naturel des masses, et les vieux révolutionnaires travaillant à la périphérie du parti, et restés en contact avec les ouvriers. Ce processus est susceptible d'atteindre les instances supérieures du parti elles-mêmes.

En même temps, la décomposition de la bureaucratie provoquait la formation d'un important courant, formé par les cadres économiques et culturels, la majorité des intellectuels petits-bourgeois, ainsi que des groupes particuliers de l'intelligentsia bureaucratique, et évoluant vers la droite.

Une ligne de démarcation séparait les Conseils Ouvriers et les Conseils du peuple révolutionnaire du pouvoir central, lié aux échelons bureaucratiques intermédiaires (partis, etc.) et, partant, à l'impérialisme ou à la bureaucratie étrangère. A l'intérieur du camp révolutionnaire, le processus de décomposition du groupe de la couche dirigeante qui s'y était joint se poursuivait autour de cet axe de la révolution.

C'est ainsi que l'aile révolutionnaire de la bureaucratie s'alliait à d'autres représentants du peuple révolutionnaire : c'est ainsi que se réalisait la « légalisation des partis soviétiques » revendiquée par le *Programme de transition*. En revanche, la majeure partie des bureaucrates révoltés se scindait en deux groupes, qui se tournaient, l'un vers l'impérialisme, l'autre vers la bureaucratie étrangère. Le premier groupe, c'était les intellectuels révoltés, dont on connaît le développement ultérieur (1) ; l'autre, s'incarnait en Kadar. L'honnêteté politique personnelle d'Imre Nagy consiste en ce que, bien que ne discernant pas la voie juste, il a cependant refusé cette fausse alternative.

La révolution hongroise et les mouvements révolutionnaires qui l'ont accompagnée, surtout en Pologne, ont montré à la bureaucratie le gouffre qui la séparait de la classe ouvrière. Elle s'est rendue compte que la « libéralisation », tout comme la politique « dure » de Staline, pouvait mener à la révolution. L'année 1956 a démontré également dans la pratique que la bureaucratie, « dure » ou « molle », « cruelle » ou « généreuse », « sérieuse » ou « souriante », en réprimant impitoyablement la révolution, s'est condamnée définitivement. En ce sens, ces révolutions ont apporté

(1) On sait que, dans l'émigration, la grande majorité d'entre eux est passée, soit au service direct de l'impérialisme, soit à son service indirect, dans les organisations réformistes.

la confirmation irréfutable de *La révolution trahie* et du *Programme de transition*.

Bien entendu, la couche dirigeante, contrainte de reconnaître que son régime recède, de toute manière, des contradictions explosives, se trouvait placée devant un nouveau dilemme : si la « libéralisation » comportait, elle aussi, des dangers révolutionnaires, fallait-il la poursuivre ou, au contraire, revenir à la politique précédente ? Autrement dit, pour contenir la révolution, quelles étaient les meilleures méthodes : celles de Staline ou celles préconisées par les « libéraux » ?

Mais, premièrement, la révolution avait montré l'isolement de la bureaucratie à l'intérieur. Devant cette menace, conservateurs et libéraux ont réagi de la même manière, par la lutte pour la destruction des forces révolutionnaires. Déjà, pendant cette lutte, il était urgent de savoir avec certitude sur quelle force s'appuyer contre la révolution. Il n'y avait que deux possibilités : retourner en arrière en s'appuyant sur la police, par les méthodes « éprouvées » de Staline, ou bien développer davantage la « libéralisation » pour rompre l'isolement de la bureaucratie.

Les révolutions ont éclaté précisément en réaction aiguë à la première orientation. La poursuite, sans changement, de la politique de Staline à l'intérieur était devenue impossible, indépendamment même des besoins plus profonds et plus complexes qui, comme nous l'avons vu dans ce qui précède, tendaient à faire adopter la seconde.

Il fallait donc combiner ces deux lignes. D'abord, sous la menace imminente de la révolution, écraser les forces révolutionnaires, contenir et repousser les ouvriers. Ensuite, pour rompre son total isolement, la bureaucratie devrait élargir sa base vers les couches intermédiaires, l'intelligentsia et la paysannerie, toutes deux séparées de la classe ouvrière.

Il semble que la montée révolutionnaire de 1956 ait apporté à la bureaucratie un élément d'appréciation supplémentaire. Après la mort de Staline, elle a essayé de réaliser une volte-face ultra-rapide, pour, précisément, prévenir une révolution montante. Les révolutions ont dévoilé la réalité, pendant longtemps artificiellement cachée derrière le rideau de terreur. Elles ont montré la position extrêmement fragile de la bureaucratie. Si la politique « libérale » était imposée par des réalités concrètes, économiques et autres, elle était incompatible avec le maintien, tel quel, du système policier. Il fallait donc desserrer les vis. Mais pour cela, il fallait créer les bases sur lesquelles, à défaut d'un régime de terreur illimitée, la bureaucratie s'appuierait. Voilà pourquoi les révolutions, malgré l'affirmation chère aux petits-bourgeois de toute sorte, ont hâté et non freiné le développement de la « libéralisation ».

La bureaucratie avait d'abord besoin de consolider son pouvoir menacé par la révolution. Cette consolidation de la bureaucratie *dans sa totalité* fut son souci principal pendant toute l'année 1957, sous le slogan

de la « *lutte contre le révisionnisme* ». Autour de ce mot d'ordre s'est opérée la consolidation du stalinisme international, qui s'exprimait dans la résolution des partis staliniens réunis à Moscou en 1957. A cette fin, les staliniens durent revenir aux anciennes méthodes, et rétablir la paix entre conservateurs et libéraux. Mais la nécessité plus profonde d'une réorientation générale a rendu fragile cette alliance temporaire, d'autant plus que les conservateurs, voulant profiter des événements révolutionnaires de 1956 pour imputer le danger révolutionnaire au « libéralisme », redoublaient leurs attaques. Tel fut le sens profond du regroupement conservateur baptisé par Khrouchtchev « *groupe anti-parti* ». La lutte des deux fractions reprenait de plus belle. Depuis la mort de Staline, certes, les conservateurs avaient déjà recommandé la prudence. Mais cette fois-ci, il ne s'agissait pas seulement d'une opposition en face de laquelle ils voulaient revenir aux méthodes de leur maître, mais d'une révolution. Ils redoublèrent leur résistance à la politique « libérale ». C'est ainsi que la révolution, même à la « périphérie », a largement contribué à approfondir la division interne du stalinisme.

Les libéraux, à leur tour, comprenant mieux les nécessités urgentes d'une réorientation politique, jugeaient inutilisables les méthodes et la politique de Staline. Ils condamnèrent la réponse donnée par Staline au problème insoluble de l'édification du socialisme isolément. Pour eux, la révolution hongroise démontrait que la tension accrue, produit naturel d'un isolement poussé à l'extrême, mène directement à la révolution. Dans leur logique, la révolution hongroise a été la condamnation de la politique de Staline, contrairement au point de vue des conservateurs qui y avaient vu la conséquence la plus manifeste de la « libéralisation ».

Nous jugeons inutile de retracer ici l'évolution de cette querelle et d'évoquer chaque problème soulevé. L'essentiel tournait autour de la question des méthodes les plus aptes pour éviter la révolution. Un compromis avait été nécessaire pour abattre la révolution, une fois cela fait, le problème se reposait, inéluctable.

Sur le plan de la politique « pure », donc en l'envisageant d'une manière idéaliste, l'issue de cette lutte de plus en plus acharnée ne dépendait que de l'habileté politique de ses acteurs ou des faits accidentels survenus en faveur de tel ou tel groupe. C'est précisément de ce point de vue que les « gauches » européennes, et avec elles tous les pseudo-marxistes, y compris les pablistes, ont assisté au déroulement de cette lutte. Ils ont calculé, souvent avec une minutie ridicule, les « chances » d'un groupe contre l'autre, tremblant à chaque instant qu'un événement « négatif », du genre d'une révolution, ne compromette les possibilités des libéraux. Or, l'issue de la lutte, abstraction faite d'un événement majeur extérieur ou intérieur, ne dépendait pas d'une quelconque habileté politique, mais de l'évolution des problèmes économique-politiques posés à l'U.R.S.S., et du rapport entre la bureaucratie et les classes, à l'intérieur du pays.

II. - La construction du socialisme « dans plusieurs pays »

I) Les problèmes économiques de l'U.R.S.S.

Le « libéralisme » trouve, nous l'avons vu, sa source principale dans la situation et les problèmes de l'économie soviétique. En examinant cette économie et ses problèmes, nous nous garderons délibérément d'une analyse et d'une description détaillées dans chaque domaine, de viser à donner un tableau complet. Nous entendons seulement poursuivre notre examen de l'orientation générale et des problèmes essentiels, esquissés dans le chapitre précédent.

a) L'agriculture, talon d'Achille.

Nous avons déjà signalé que le point le plus vulnérable de l'économie soviétique est l'agriculture. Commençons par là notre analyse, en nous remémorant le discours prononcé par Khrouchtchev à l'automne de 1953. Il y déclarait : « ... De 1940 à 1952, la production industrielle a augmenté de 2 à 3 fois, alors que la production agricole n'a augmenté que de dix pour cent ». Et de continuer : « En Sibérie, on produisait, en 1913, environ 75.000 tonnes de beurre, alors qu'on n'en a produit que 65.000 tonnes en 1952 ».

Ainsi la crise agricole était-elle révélée brusquement : la production était incapable de satisfaire les besoins du ravitaillement et de l'industrie. La bureaucratie sous Staline a maintenu la consommation à un niveau très bas, cependant qu'elle pratiquait une politique de prélèvements massifs sur la récolte. Cette politique a amené la population de

l'U.R.S.S. au bord de la révolte et, en même temps — les chiffres de la production en témoignent — a aggravé la situation au lieu de l'améliorer.

Nous avons déjà parlé des « grandes campagnes » pour le défrichage des terres vierges et pour le maïs. Mais le plus important ce fut la modification des rapports entre l'équipe dirigeante et la paysannerie, donc entre l'état et la paysannerie.

Elle a été abordée par des réformes profondes, et, d'abord, le changement des méthodes de la planification agricole en 1955. Auparavant, les organes centraux imposaient à chaque kolkhoze un plan extrêmement détaillé, qui ne laissait aucune marge à l'initiative ou tout simplement à la gestion locale. Désormais, l'état fixait seulement, en quantité, le montant des livraisons obligatoires des kolkhozes, les laissant libres de disposer de leurs surplus ou d'autres catégories de produits. En outre, le plan était, à son tour, remanié en faveur de l'agriculture par une augmentation considérable des investissements.

Parallèlement à ces encouragements à l'augmentation de la production des kolkhozes, les libéraux ont poussé à l'augmentation de celle des lopins individuels. Examinons les résultats de ces réformes.

Pour la production, les statistiques suffiront. Selon une revue belge (*Industrie*, août 1962), la production des céréales a évolué de la manière suivante :

1954 : 91 millions de tonnes	1959 : 125 millions de tonnes
1955 : 112 — —	1960 : 132 — —
1956 : 118,5 — —	1961 : 137,3 — —
1957 : 104 — —	1962 : 147 (estimation) —
1958 : 139 — —	

« ... alors que les superficies ensemencées avaient augmenté de près de 7 millions d'hectares » — ajoute la revue.

L'annuaire statistique des Nations Unies de 1961 note que la production de seigle est restée dans l'ensemble stationnaire. 15.590 millions de tonnes en 1954, contre 15.737 en 1958. (16.475 millions de tonnes en 1955 ; 16.902 en 1959.) Selon cette même source, à utiliser avec quelques réserves, il y avait, par contre, une nette augmentation dans la production de blé : 20 millions de tonnes environ de 1953 à 1960.

Nous avons mentionné aussi l'état critique de l'élevage en 1953. Pour le voir de plus près, comparons quelques chiffres, extraits, comme les suivants, des mêmes publications, relatifs à l'U.R.S.S., aux Etats-Unis, ainsi qu'à d'autres pays capitalistes.

Nombre de bovins (en milliers)

	1952-53	1953-54	1954-55	1955-56	1956-57
U.R.S.S.	56.624	63.036	64.930	67.068	70.400
Etats-Unis	94.241	95.679	96.592	96.804	95.166

Ce tableau permet de constater une augmentation du cheptel des bovins en U.R.S.S., qui reste néanmoins nettement inférieur à celui des Etats-Unis. Mais si nous prenons les chiffres de la production de viande de bœuf, nous ne retrouvons rien de tel, et l'évolution du rapport entre les deux pays se renverse :

Production de viande de bœuf (en milliers de tonnes)

	1948-52	1954	1955	1956
U.R.S.S.	2.235	2.091	2.181	2.348
Etats-Unis	4.785	6.627	6.870	7.300
France	970	1.360	1.390	1.335
Angleterre	511	757	739	738

En ce qui concerne le nombre de porcs, les données sont les suivantes :

Nombre de porcs (en milliers)

	1952-53	1953-54	1954-55	1955-56	1956-57
U.R.S.S.	28.506	47.632	51.080	52.155	56.482
Etats-Unis	51.755	45.114	50.474	55.173	52.207

Le même phénomène se répète avec la production de viande :

Production de viande de porc (en milliers de tonnes)

	1948-52	1954	1955	1956
U.R.S.S.	1.813	2.715	2.529	2.666
Etats-Unis	4.905	4.477	4.985	5.090
France	761	—	950	1.070
Allemagne	806	1.154	1.330	1.330

L'insuffisance de l'agriculture soviétique se reflète dans le commerce extérieur de l'U.R.S.S. Selon les calculs du Centre national du commerce extérieur français, dans la balance du commerce extérieur de l'U.R.S.S., l'importation des denrées alimentaires et des matières premières a augmenté considérablement depuis 1956. La valeur de ces importations, en 1958, s'élevait à 2.300 millions de roubles, c'est-à-dire qu'elle était quatre fois supérieure à celle des exportations. La même source ajoute que « ... l'importation de denrées alimentaires a beaucoup augmenté depuis la guerre, et représentait ces dernières années plus de 16 % des importations soviétiques ».

Pourtant les réformes ont eu certains effets. Si la production n'a pas enregistré l'augmentation attendue, la modification des rapports entre l'état et la paysannerie s'est révélée très rentable... pour cette dernière.

Signalons, tout d'abord, que la légère augmentation de la production

de 1953 à 1956 venait de plus en plus du secteur privé, qui, grâce à la politique favorisant les lopins individuels, a progressé, durant cette période, à un rythme beaucoup plus rapide que celle des kolkhozes. Par exemple, la production totale de viande a augmenté de 800.000 tonnes, celle du secteur privé de 600.000 tonnes. L'augmentation de la production des œufs du secteur privé s'est élevée, pour la même période, à 3,4 millions de pièces ce qui équivalait à l'augmentation totale. Une étude de l'Organisation pour l'Agriculture et l'Alimentation des Nations Unies (F.A.O.) estimait pour 1959 à un tiers la part du secteur privé dans la production totale de produits alimentaires agricoles de l'U.R.S.S.

Mais cette situation était précisément l'une des raisons de la faible augmentation de cette production totale, car, dans les conditions soviétiques, il est impossible d'accumuler au-delà d'une certaine limite dans le secteur privé. L'hésitation de la bureaucratie devant le dilemme : augmenter la production sans augmenter l'accumulation privée engendrait deux tendances contradictoires. L'une consistait à accroître le rôle du secteur privé, l'autre, en un effort pour le réduire.

La crise demeurait. Devant le progrès rapide du secteur privé, les libéraux étaient contraints de rechercher une solution qui les préserverait à la fois d'une pénurie croissante (au moins par tête d'habitant) et du rétablissement du capitalisme. En effet, depuis 1956, la bureaucratie a été obligée de freiner le développement du secteur privé en réduisant la superficie des lopins individuels et l'importance du cheptel privé en canalisant le surplus vers les kolkhozes.

Pour augmenter la production agricole, la bureaucratie a donc recouru à des stimulants qui ressuscitent la menace du riche paysan individuel. Mais ce serait une erreur de croire que ces bureaucrates contre-révolutionnaires voulaient en arriver-là : ils ne voulaient absolument pas du capitalisme, convaincus qu'ils étaient que cela signifierait leur fin, et abandonnèrent aussitôt cette « *voie de salut* » qui menait au renforcement des parcelles individuelles. Le seul effet vraiment visible, depuis 1956-57, a été l'arrêt du développement des parcelles individuelles, et la diminution progressive de leur part dans le ravitaillement. Bien entendu, elles existent encore, et assurent une très grande proportion de la production agricole. Néanmoins, les dirigeants ont réussi à canaliser le développement de l'accumulation dans l'agriculture, à le déplacer des individus vers les kolkhozes.

Ainsi, par quels moyens les staliniens qui, fidèles à leur esprit borné, étaient incapables d'imaginer le capitalisme autrement qu'en tant qu'*individus* à cigare et chapeau haut de forme, pouvaient-ils barrer la route à cette capitalisation ? Evidemment, ils avaient une solution : rendre plus important le rôle des fermes collectives, des kolkhozes, dans la production. Ainsi pensaient-ils trouver une issue communiste face au danger

des producteurs individuels. A grand renfort de tambours, un bruit toujours suspect, ils lancèrent un défi au capitalisme et leur mot d'ordre de construction du communisme, tout en s'engageant plus profondément dans la politique de réorientation « libérale ». Sachant le terrain dangereux, l'équipe dirigeante brandissait son unique calmant, le vocabulaire : baptisant ce processus « *construction du communisme* », elle entendait ainsi chasser le diable par la fumée de l'encens.

En 1958, devant l'état lamentable de la production agricole, et la dangereuse montée des paysans individuels, les dirigeants réalisaient d'autres réformes importantes, et d'abord la réforme des prix. L'état supprimait les livraisons obligatoires à bas prix et le système compliqué des prix différents, et établissait des prix standards : un seul prix d'achat par l'état pour chaque catégorie de denrées, et plus élevé. Voici un tableau comparatif des prix de revient, des prix d'achat par l'état et des prix du marché libre (*en roubles par quintal*) :

Produits	Prix de revient (1956)	Prix moyens des livraisons et achats (1956)	Prix standardisés et relevés (1958)	Prix du marché libre (1958)
Céréales	56	53	74	—
Viandes	842	364	536—1.081	1.800
Lait	130	97	115	250
Coton	192	368	340	—
Pommes de terre	26	33—53	40	120

Par cette réforme des prix, la bureaucratie donnait aux kolkhozes la possibilité d'augmenter de façon substantielle leurs revenus. Les kolkhozes les mieux dotés en moyens de production, et favorisés par la proximité des marchés urbains, progressaient rapidement aux dépens des autres : autrement dit, les libéraux donnaient ainsi plus d'importance à la rente différentielle (1) en tant que stimulant de la production.

Le revenu des kolkhozes avait déjà augmenté avant cette réforme des prix. Entre 1953 et 1957, il était passé de 49.600 millions de roubles à 95.200 millions. Or, l'augmentation totale des prix d'achat par l'état, après leur relèvement, était estimée à 50 milliards de roubles par an, c'est-à-dire presque 20 % des investissements globaux en 1958 (Alexandre Sakoff. *Evolution des exploitations agricoles en U.R.S.S.* Bulletin mensuel de la F.A.O., mai 1960).

Il est hors de doute que l'état a consenti à un déplacement de l'accumulation en faveur de la paysannerie kolkhozienne. Malheureusement,

(1) Voir la note page 41.

nous ne possédons aucun chiffre montrant la répartition de ces sommes entre les kolkhozes mais, comme elle se fait sur la base de la rente différentielle, elle a dû être fort inégale.

L'autre grande réforme de l'année 1958 était la vente aux kolkhozes du matériel des Stations de machines et tracteurs (S.M.T.). Cette réforme, en elle-même, pourrait donner lieu à des interprétations différentes ou, plus exactement, l'on pourrait souligner l'un ou l'autre de ses aspects. Ainsi, il est vrai que, ce faisant, l'état se libérait d'une grande partie de ses obligations directes, en laissant aux kolkhozes le soin de leur approvisionnement en machines et de l'entretien de celles-ci. Entendait-il d'autre part récupérer de la sorte une partie des dépenses qu'il avait dû consentir pour le relèvement du prix de ses achats agricoles ?

De toute façon, le plan septennal, commencé en 1959, exigeait un accroissement de ses capacités d'investissement. Nous savons qu'en 1959, par exemple, les investissements sur les terres vierges ont atteint le tiers du total des investissements dans l'agriculture. Aussi savons-nous que « ... l'accroissement (en 1959) de la production de viande semble, une fois de plus, avoir dépassé l'augmentation de la capacité de réfrigération et d'emballage ». Il n'est donc pas exclu que les dirigeants aient calculé cet effet économique de la réforme, puisque, comme l'écrit Sakoff, « ... les kolkhozes doivent maintenant ouvrir un nouveau chapitre de dépenses. Auparavant, l'état payait le carburant, la manutention et le salaire des ouvriers ». Mais il faut écarter cette hypothèse, car, du même coup, l'état s'est privé aussi des paiements en nature des kolkhozes aux S.M.T., qui représentaient une somme très élevée, puisqu'en 1957, par exemple, ils constituaient 51 % du grain fourni par les kolkhozes à l'état.

La véritable signification de la vente du matériel des S.M.T. aux kolkhozes est qu'elle avait pour effet de constituer, dans l'économie soviétique, des groupes spéciaux, possédant désormais d'importants moyens de production. Pour apprécier l'ampleur de ce problème, nous devons rappeler que, dans toute société de transition, et à plus forte raison au cours d'une dégénérescence bureaucratique, la lutte pour le socialisme se déroule entre l'état, représentant de la classe ouvrière, et les forces de la petite-bourgeoisie. En U.R.S.S., dans cette lutte, la direction avait déjà été contrainte à un important compromis en renonçant à la nationalisation du sol par la remise de la terre aux kolkhozes en jouissance perpétuelle. Evidemment, cela n'avait et n'a pas d'importance pratique, tant que la possibilité pour des individus ou des groupes (comme les kolkhozes) de s'approprier la rente foncière absolue (1) était ou est nulle. Pour que cette possibilité apparaisse, il faudrait que le rapport des forces entre l'état ouvrier et la paysannerie change radicalement. Comme propriétaire des S.M.T., l'état ouvrier occupait une position de plus pour

(1) Voir la note page 41.

contrebalancer la liquidation de la nationalisation du sol. En les vendant, l'état a perdu une position importante, et a renforcé la tendance au rétablissement de la rente foncière absolue.

«...Vers le milieu de 1959, 94 % des kolkhozes avaient acheté leurs machines», écrit Sakoff. Les kolkhozes étaient donc en mesure d'acheter et de payer les machines. Comment pouvaient-ils le faire ? Naturellement, grâce à leur enrichissement général, réalisé sur la base de la rente différentielle en particulier. Pour comprendre ce processus de l'enrichissement des kolkhozes et de l'évolution récente qu'il entraîne, il faut résumer brièvement leur gestion financière.

Le revenu total des kolkhozes n'a jamais été distribué entièrement entre leurs membres. Après le versement à l'état des sommes dues, le bénéfice est partagé en deux : fonds indivis et parts sociales. Le fonds indivis, non partagé, est constitué par des prélèvements spéciaux de 25 à 50 % sur les biens qu'un membre nouveau apporte au kolkhoze, ainsi que sur les constructions, les plantations à long terme, l'accroissement naturel du bétail, et par le prélèvement obligatoire d'une partie du revenu annuel en argent.

Depuis la collectivisation, l'on a assisté à un immense accroissement des fonds indivis. En 1932, ces derniers représentaient une valeur de 4.700 millions de roubles, et les parts sociales une valeur de 1.500 millions. En 1956, les premiers ont atteint le total de 98.000 millions de roubles, les secondes seulement 2.900 millions. Entre 1955 et 1957, les kolkhozes ont versé 17,6 % de leurs revenus en argent aux fonds indivis, tandis qu'en 1959, cette proportion était déjà de 23 %. Il n'est que naturel, hélas, que nous ne possédions pas de données précises, ou même approximatives, sur, d'une part, la proportion de ces fonds dans le revenu national et son évolution depuis 1950, d'autre part la répartition de ces fonds entre les kolkhozes. Néanmoins, nous pouvons affirmer que, sur la base de la rente différentielle, une énorme accumulation se poursuit en U.R.S.S. en faveur de la paysannerie. La différenciation entre les kolkhozes est devenue telle que l'étape suivante, celle de leur centralisation, était inévitable.

C'est l'évidence même que la production peut s'améliorer par la centralisation des moyens de production. Vraisemblablement, c'est ce calcul qui a amené les staliniens à pousser et à renforcer le processus de centralisation des kolkhozes. En 1940, il y avait 237.000 kolkhozes contre 85.000 en 1956 et 67.000 en 1959. Selon *The Economist*, ce processus se poursuit, réduisant ce total à 55.000 kolkhozes en 1960. En même temps, leur superficie moyenne s'est accrue de 500 à 2.200 hectares.

Mais cette centralisation est à double tranchant. Elle est susceptible de contribuer à l'augmentation de la production, mais, en même temps, ce sont les kolkhozes faibles qui perdent, sur la base de la non-rentabilité,

et les kolkhozes forts qui gagnent, en augmentant la valeur de leurs fonds indivis.

Le processus de l'accumulation et de la centralisation des kolkhozes a abouti à l'apparition de formes nouvelles dans l'agriculture soviétique, les *associations interkolkhoziennes*. Ce sont en général des entreprises de construction gérées par plusieurs kolkhozes associés. L'investissement est assuré par le versement des kolkhozes membres de l'association. Ces entreprises réalisent des bénéfices qui sont ainsi répartis : un tiers environ va au fonds indivis de l'entreprise, le reste est partagé entre les kolkhozes participants. Mais, étant donné que ces participants contribuent à l'investissement selon leurs forces, le bénéfice est réparti au prorata des investissements. Si nous ajoutons que ces entreprises, créées et gérées par une association interkolkhozienne « ... emploient les paysans des kolkhozes associés, mais aussi des travailleurs salariés engagés hors des kolkhozes », le tableau d'un développement de type capitaliste se dessine sous nos yeux.

L'année 1959 a vu la consolidation de ces réformes, et aussi la modification du système de rémunération au sein des kolkhozes.

Depuis 1953 déjà, un nouveau système était apparu, qui s'est généralisé en 1958 et surtout en 1959. L'ancien système consistait en une répartition des bénéfices nets, pratiquée une fois par an, et payée en argent et en nature d'après la mesure de la journée-travail (1). Le nouveau système introduisait le paiement périodique et suivant des tarifs fixes en numéraire, comprenant, outre un salaire minimum, le gain ou prime résultant du bénéfice total. Mais la limite de la généralisation du système est, tout naturellement, dans les moyens financiers du kolkhoze. Là où le kolkhoze est riche, où son fonds indivis est important, il peut immédiatement adopter ce système de rémunération. C'est le cas surtout dans la province de Moscou, dans celle de Kalinine (entre Moscou et Léninegrad), dans les kolkhozes cotonniers du Tadjikistan, et dans les grands kolkhozes producteurs de céréales et de fruits du Caucase. Cela revient à dire que les kolkhozes bénéficiaires d'une rente différentielle élevée peuvent passer à l'application du nouveau système de rémunération. Et cela n'est pas par hasard. Mais cela signifie aussi qu'il y a une grande différence entre les revenus des kolkhoziens, selon la situation économique des kolkhozes. Puisque les kolkhozes s'enrichissent conformément à la loi d'accumulation-concentration-centralisation, cette différence de revenus ne disparaîtrait qu'en cas d'issue, favorable à l'état ouvrier, de la lutte entre les kolkhozes et lui...

Nous sommes donc bel et bien en face d'une entreprise comportant

(1) C'est-à-dire que, une fois déterminée, en argent et en nature, la valeur de la journée-travail, chaque kolkhozien reçoit une part proportionnelle au nombre de journées-travail fournies par lui.

de nombreux éléments capitalistes, où il ne s'agit pas d'une association libre des paysans travaillant avec des moyens de production étatiques, et partageant le fruit de leur travail avec l'état ouvrier, puis entre eux. L'essentiel des moyens de production est devenu la propriété d'un groupe qui accumule des ressources relativement considérables aux dépens de l'état, et, partant, des ouvriers, connaît un processus de centralisation qui concentre ses ressources et élimine les concurrents plus faibles et, enfin, transforme ses membres autonomes en véritables salariés, non de l'état, mais d'un groupe qui s'assure ainsi une plus-value.

Là encore, nous avons à faire à un processus contradictoire : il y a augmentation, d'une part, des revenus nets des kolkhozes, et, d'autre part, des revenus personnels des kolkhoziens. Le revenu moyen des membres du kolkhoze, en 1956-1957, a atteint 220-230 roubles, compte non tenu du revenu des parcelles individuelles. Il s'agit d'un revenu moyen, ce qui signifie, étant donné l'importance du rôle de la rente différentielle, et des effets du processus de la centralisation, qu'une minorité ayant le double du revenu moyen contrebalance fort bien la grande majorité des kolkhoziens pauvres, ce qu'il ne faut pas perdre de vue quand on ajoute que, entre 1957 et 1960, ce revenu moyen a augmenté de 10 %.

Dans ce domaine, nous retrouvons les staliniens libéraux aussi effrayés devant les forces individuelles que nous les avons vus l'être devant les lopins individuels. Le nouveau système de rémunération des kolkhoziens doit, à leurs yeux, régler le destin de ces forces individuelles. Or, malgré les à-coups, les décrets, les décisions gouvernementales, si abondants en

Note sur la rente foncière. — On sait que l'on appelle *rente différentielle* le revenu supplémentaire que rapporte au propriétaire d'une terre, s'il la loue à un fermier qui la travaille, soit la fertilité naturelle particulière de cette terre ou la proximité du marché où ses produits s'écoulent (rente différentielle du 1^{er} type), soit l'accroissement de la fertilité de cette terre du fait de dépenses (engrais, etc.) faites par un précédent fermier (rente différentielle du 2^e type). On appelle au contraire *rente absolue* le revenu que tire de sa terre, en la louant, le propriétaire de la terre la moins fertile et la plus éloignée du marché (pourvu, naturellement, que la demande en produits agricoles excède l'offre). En effet, les terres étant en quantité limitée, leur propriété constitue un monopole, et les produits agricoles se vendent, de ce fait, à leur valeur, et non à leur prix de production ; or, la composition organique du capital investi dans l'agriculture étant inférieure à la composition moyenne du capital social, la valeur des produits agricoles est donc supérieure à leur prix de production : l'excès de la première sur le second constitue la rente absolue.

La nationalisation du sol (même, si elle s'y était avérée possible, en régime capitaliste) a pour effet d'abolir la rente absolue (ou, si l'on préfère, de la transférer à l'état). La rente différentielle, par contre, subsiste (et joue un rôle très important en U.R.S.S. dans la différenciation des kolkhozes en « kolkhozes riches » et « kolkhozes pauvres », les premiers s'enrichissant en s'appropriant la rente différentielle). Elle ne pourrait disparaître qu'avec la socialisation complète de la terre, c'est-à-dire la disparition de tout antagonisme entre la ville et la campagne.

1958-1959, le revenu des kolkhoziens augmente. L'abondance de ces décrets en fournit du reste la preuve irréfutable. Les dirigeants, en fait, ne cherchent pas à faire disparaître, mais seulement à égaliser les effets foudroyants de la rente différentielle. Il serait d'ailleurs impossible de la faire disparaître, car, du moment que les kolkhozes absorbent une fraction croissante du revenu national, ils sont dans l'obligation de partager une part de leurs revenus entre leurs membres. Le rôle de la rente différentielle n'aurait aucun sens autrement. C'est pourquoi les staliniens eux-mêmes affirment qu'ils veulent augmenter ces revenus individuels, à condition que cela se réalise d'une manière « *équilibrée* ». Selon le Comité central (décembre 1959), il faut que « *... la rémunération du travail dans les kolkhozes ne dépasse pas le niveau des salaires pratiqué dans le même district ou la même région* ». La futilité de cette décision saute aux yeux, car ce « *niveau* » varie suivant les régions...

Nous voyons donc que, face au développement accéléré des forces individuelles dans l'agriculture, les libéraux effrayés ont trouvé la forme appropriée de leur politique économique : au lieu d'augmenter la rente différentielle individuelle, ils ont donné le feu vert à son augmentation, sous forme « *collective* ». Ils ont mis le capitalisme à la porte, mais il est revenu par la fenêtre. Sous une forme inconnue jusqu'à aujourd'hui, dans des cadres juridico-techniques entièrement nouveaux, un développement des éléments capitalistes avait fait ainsi ses premiers pas dans les campagnes de l'U.R.S.S., à la veille du plan septennal.

Nous devons éviter toute conclusion hâtive et prématurée. Ce phénomène de caractère capitaliste ne signifie absolument pas que l'U.R.S.S. est devenue un pays capitaliste, ou que les rapports capitalistes prédominent dans son agriculture. Le renforcement de ces éléments capitalistes se produit dans une société de transition basée sur un système de type socialiste. L'état, même dans sa dégénérescence actuelle, représente ce système et, en tant que tel, occupe les positions-clés dans l'économie et dans la vie politique. Il n'y a donc pas, en U.R.S.S., un capitalisme proprement dit, de la même façon qu'il n'y a pas non plus de socialisme. Le contenu essentiel de la société de transition, c'est la lutte entre les tendances contradictoires qui visent, d'une part, à développer les conquêtes socialistes, d'autre part, à les liquider. En U.R.S.S., la politique de la bureaucratie a eu pour effet de renforcer, au cours de ces dernières années, un certain nombre de forces objectives hostiles au socialisme. La bureaucratie a été amenée à abandonner plusieurs de ses positions, et c'est ainsi qu'un développement d'éléments capitalistes a pu apparaître au sein de la société de transition.

Au début du plan septennal, ce développement n'est pas parvenu, pour autant, à changer la nature même de la société, au même titre que l'apparition des forces productives capitalistes au sein du féodalisme n'a pu

transformer ce dernier sans révolution sociale (1). D'autre part, s'il est impossible d'arriver au socialisme dans un seul pays, il est doublement impossible d'analyser un système social à partir de certains phénomènes capitalistes considérés sur le seul plan de l'économie. Il est vrai que les forces objectives procapitalistes se sont renforcées. Mais nous savons que la transformation décisive d'un système dans une direction ou dans une autre n'est jamais automatique, mais dépend d'une lutte vivante entre les forces opposées. Aujourd'hui comme hier, c'est la lutte des classes, à l'échelle nationale et internationale, qui décidera du sort de l'U.R.S.S.

Il nous faut maintenant examiner les causes profondes de l'insuffisance de l'agriculture de l'U.R.S.S. et de la renonciation de la bureaucratie à une politique communiste dans ce domaine. C'est pourquoi nous devons aborder les problèmes internes de l'économie de l'U.R.S.S.

b) Industrie et agriculture.

Les raisons de la faiblesse de la production agricole résident dans les rapports entre l'industrie et l'agriculture. Ces rapports sont particulièrement vulnérables dans les conditions démographiques qui sont celles de l'U.R.S.S. Aussi commençons-nous notre étude par l'analyse des chiffres de population, et d'abord par la question préférée des observateurs bourgeois, la production à la lumière des statistiques de population.

Depuis la guerre, la population de l'U.R.S.S. augmente à un rythme spectaculaire. Selon le dernier recensement (1959), l'on y comptait 208 millions d'habitants contre 193 millions en 1939, cela après que la guerre ait causé une perte en vies humaines estimée à 28 millions d'individus. Cette croissance démographique, encouragée par l'équipe dirigeante, ne cesse de se poursuivre. Mais le plus significatif est le rapport entre la population citadine et la population rurale. On insiste souvent sur le fait qu'alors qu'en 1939 les citadins constituaient 32 % de la population totale, ce pourcentage s'est élevé en 1959 à 48 %. Pendant ce temps, la population rurale est passée de 68 % à 52 % du total. « *Si le rythme actuel d'urbanisation se maintient,* » écrit une étude démographique, « *dans vingt-cinq ans, la population urbaine de l'U.R.S.S. aura doublé, tandis que la population rurale passera de 109 millions à 97 millions...* »

Sans nous arrêter à cette hypothèse trop optimiste, constatons simplement qu'aujourd'hui la population rurale représente encore la moitié de la population totale. Relevons également une remarque de *The Economist* (n° du 16 janvier 1960), qui nous amène au cœur du problème : « *Aussi longtemps que le travailleur de l'industrie soviétique devra porter sur son dos un agriculteur improductif presque de sa taille, il sera handicapé en proportion vis-à-vis de son collègue américain.* »

(1) Dans le cas de l'U.R.S.S., il s'agirait, bien entendu, d'une contre-révolution sociale.

Contentons-nous de confronter la population globale et la production. Depuis le recensement de 1959, on estime que la population de l'U.R.S.S. s'est accrue de 11 à 13 millions d'individus. Il est donc légitime, à première vue, de voir dans cette poussée démographique une cause de l'aggravation de la crise du ravitaillement, en dépit d'une légère augmentation de la production agricole. La F.A.O., par exemple, dans son rapport annuel de 1962, annonce que la production agricole a diminué de 1 % en Europe Occidentale, mais s'est accrue de 4 % en Amérique latine et de 2 % en U.R.S.S. et en Europe Orientale. Cependant, le rapport souligne que « ... la poussée démographique est telle, dans ce second groupe de pays, que la production alimentaire par habitant n'a guère varié en Amérique latine, en Europe Orientale et en Afrique par rapport à l'avant-guerre. »

Mais, s'il est vrai que le taux d'accroissement de la population a largement contribué à l'aggravation de la crise alimentaire, il est non moins vrai qu'il n'en est pas une cause en soi, mais le devient en présence d'autres facteurs plus profonds. La « théorie » cannibale des Messieurs de la F.A.O., et, après eux, des chroniqueurs bourgeois dissimule la véritable raison : le faible rendement du travail agricole.

Selon une statistique, pourtant stalinienne, la production moyenne de pommes de terre par hectare s'est développée comme suit (*en quintaux*) :

	1934-38	1956
U.R.S.S.	86	104
Etats-Unis	78	197
Allemagne	166	236
France	113	175
Belgique	201	237

Et le rendement de la production de betteraves (également en *quintaux*) :

	1934-38	1948-52	1954	1955	1956	1957
U.R.S.S.	14	15	13	15	16	19
Etats-Unis	26	33	36	37	37	39
Allemagne	36	33	36	35	30	35
France	28	27	29	28	28	34
Belgique	29	36	38	44	37	36

Quant au rendement moyen du lait (*en kilogrammes*) :

	1953	1954	1955	1956
U.R.S.S.	1.016	1.270		1.611
Etats-Unis	2.570	2.570	2.640	2.720
Allemagne	2.860	2.920	2.940	3.010
France	1.940	2.050	2.010	
Belgique	3.710	3.760	3.760	3.760

Il est donc indéniable que l'U.R.S.S. est très loin du rendement agricole des pays capitalistes avancés, et cela, avec un taux d'accroissement de population nettement supérieur. C'est pourquoi ce dernier paraît jouer un rôle de premier plan. En réalité, ce n'est qu'une apparence, le facteur déterminant étant le rendement.

A la lumière de cette révélation fournie par le rendement, il devient clair, par exemple, que l'accroissement de la superficie des terres cultivées ne peut permettre d'accroître la production de façon décisive, sans que soit en même temps accru le rendement du travail. C'est là le nœud du problème : pour le résoudre, il serait indispensable d'assurer le concours effectif de l'industrie.

Nous savons parfaitement que l'industrie de l'U.R.S.S. se développe à un rythme inconnu dans le système capitaliste. Son taux de croissance ne peut être égalé par une économie basée sur la propriété privée et travaillant pour le profit. Mais aujourd'hui encore, presque trente ans après la parution de *La révolution trahie*, les maux dont souffre cette industrie sont exactement ceux que Trotsky a décrits. En outre, puisque l'on n'y a apporté aucun remède valable, ces maux sont devenus de plus en plus dangereux et vont en s'aggravant.

C'est, sans aucun doute, l'insuffisante capacité de l'industrie soviétique qui constitue le plus grand de ces maux, puisqu'elle est incapable de satisfaire les besoins de la société soviétique, malgré ses progrès sans précédent. La véritable raison de cette insuffisance, c'est que les besoins se sont développés à un rythme plus élevé que l'expansion industrielle. Pour saisir le rapport réel entre l'industrie et l'agriculture soviétiques, il faut commencer par une analyse de la répartition de la population active. Ce faisant, nous utiliserons délibérément la publication statistique stalinienne déjà citée, afin de montrer que les méthodes statistiques des staliniens n'ont pas beaucoup changé depuis que Trotsky les a dénoncées. Sur la base de cette publication, datant de 1959 (1), nous avons établi deux tableaux qui permettent de comparer certains chiffres relatifs à la population active de l'U.R.S.S. et de quelques pays capitalistes.

Voici d'abord la répartition de la population active entre les principales branches d'activité en U.R.S.S., aux Etats-Unis, et dans cinq autres pays capitalistes :

(1) « L'U.R.S.S. 1959 en chiffres. »

	Population active (en milliers)	Pourcentage de la population active travaillant dans :				
		l'indus- trie	l'agri- culture	le commerce et les transports	d'autres professions	l'industrie, le com- merce et les transp.
Angleterre	22.500	52,2	4,7	20,1	23,0	72,3
France	18.800	36,3	27,1	19,2	16,4	55,5
Allemagne	22.000	42,3	23,1	15,6	19,0	57,9
Etats-Unis	60.000	36,2	12,2	25,3	26,3	61,5
Italie	21.300	30,5	40,0	13,6	15,9	44,1
Espagne	10.700	25,4	49,9	9,5	15,2	34,9
U.R.S.S.	50.500	43,3	19,7	19,2	17,8	62,5

Il suffit d'y jeter un coup d'œil pour relever deux phénomènes bizarres. Il est en effet curieux que l'U.R.S.S., ayant une population totale de loin plus nombreuse que les Etats-Unis, possède une population active inférieure. Si, par exemple, nous reproduisons les chiffres de la population totale de ces deux pays, en y adjoignant ceux d'un pays industriellement avancé tel que l'Angleterre et d'un pays arriéré tel que l'Espagne, nous pouvons faire une comparaison surprenante.

	Population en millions	Pourcentage de la population active	Part de la population active dans la population totale
U.R.S.S.	208	24,3	plus que 1/4
U.S.A.	168,9	35,4	plus que 1/3
Angleterre	51,2	44,1	plus que 1/3
Espagne	29,2	36,6	plus que 1/3

Une question, pour le moins intéressante, se pose : une très grande partie de la population de l'U.R.S.S. serait-elle donc inactive ?

Avant de déchiffrer cette énigme — ce qui, en réalité, est très simple — nous pouvons épaissir encore ce mystère en dressant un autre tableau comparatif, toujours d'après la même publication. Il s'agit de l'approvisionnement de l'agriculture en tracteurs, indice classique de mécanisation de l'agriculture.

Pays	Nombre d'hectares par tracteur
Angleterre	16
France	50
Allemagne	16
Etats-Unis	41
Italie	94
Espagne	650
U.R.S.S.	248

Pour illustrer combien les méthodes statistiques staliniennes conduisent sur un terrain marécageux, citons une statistique, plus « généreuse » pour l'U.R.S.S., de l'un des journaux intimes du capital financier international. Selon *Petroleum Press Service* (septembre 1960), l'approvisionnement en tracteurs de ces pays se développait ainsi :

	Nombre de tracteurs (en milliers)			% d'augmentation entre 1949-52 et 1958	Nombre d'hectares p. tracteur
	1949-52 (moyenne)	fin 1957	fin 1958		
Angleterre	325	396	434	34	16
France	148	482	559	278	38
Allemagne	170	617	699	310	12
États-Unis	3.809	4.685	4.750	24	40
Italie	64	188	207	224	77
U.R.S.S.	971	924	996	3	154

Evidemment, les chiffres cités ne sont pas exacts. Il existe des estimations qui évaluent le nombre d'hectares par tracteurs en U.R.S.S. entre 300 et 400. L'important est la proportion : or, d'après ces chiffres, l'U.R.S.S. est non seulement loin du chiffre de 50 hectares par tracteur, à partir duquel on peut parler d'agriculture mécanisée, mais encore elle se trouve sur le même plan que les pays occidentaux arriérés, sans parler du fait que les progrès de la production des tracteurs, contre toute logique, y sont les plus lents.

On commence donc à se poser des questions. Comment se fait-il qu'en U.R.S.S., où 43,3 % de la population active travaille dans l'industrie, l'agriculture soit aussi peu mécanisée ? Comment se fait-il qu'en même temps, la population active ne soit que d'un quart de la population totale, chiffre très inférieur au chiffre normal (un tiers) ?

Cela n'est évidemment possible que parce que la paysannerie, ou la majeure partie de celle-ci n'est pas incluse dans le chiffre de la population active. En réalité, la publication stalinienne ne donne que le nombre d'ouvriers et d'employés, et non celui des paysans kolkhoziens. Il est fort intéressant de voir quels chiffres sont manipulés ou dissimulés. Curieux exemple de réflexe conditionné — surtout si l'on songe à la remarque pertinente de *The Economist*.

Le nombre des paysans — et non pas de la population rurale — par rapport à celui des ouvriers industriels est, en réalité, l'un des meilleurs indices du rapport entre l'industrie et l'agriculture. Le dissimuler, c'est vouloir, en réalité, cacher que l'industrie est incapable de libérer la main-d'œuvre rurale : ce fait est lourd de conséquences.

De l'avis général des statisticiens bourgeois, on ne peut pas disposer de statistiques sur la population des kolkhozes. Celle-ci serait, selon les

estimations, 35 à 40 % de la population soviétique totale, y compris les familles des kolkhoziens. Il ne peut en être autrement, car la mécanisation est aujourd'hui encore « sous-développée ». Nous avons vu la situation pour les tracteurs. Citons les statistiques concernant d'autres machines agricoles.

*Fourniture de matériel mécanique à l'agriculture (1) en U.R.S.S.
(en milliers d'unités)*

	1953	-1958	1959	1960
Tracteurs	76	157	144	154
Camions	68	102	76	66
Combinés à céréales	41	64	53	55
Moissonneuses	0,7	89	57	54
Charrues tractées	91	160	145	141
Semeuses tractées	95	214	127	107
Cultivateurs tractés	85	164	123	80
Faucheuses tractées	60	71	81	87
Râteaux tractés	21	10	14	24

La situation des transports, indice important de la circulation des produits, complète bien l'image du rapport entre l'industrie et l'agriculture. Voici une comparaison entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis.

	U.R.S.S.	Etats-Unis
	(en kilomètres)	
Voies ferrées	121.000	355.000
Voies fluviales	133.000	
dont exploitées	80.000	47.000
Réseau routier	1.500.000	
dont macadamisé	226.000	3.110.000
Pipe-lines	13.000	288.000

Ajoutons que la traction électrique représente 12 % du réseau ferré, la traction à vapeur 80 %. En outre, les voies routières ne transportent que 4 % du trafic total des produits, contre 75 % pour le chemin de fer. Il faut tenir compte encore d'un autre handicap particulier : « ... Il n'y a aucun autre pays du monde où les matières premières soient aussi éloignées des zones de consommation, puisque la distance moyenne de transport des bois d'œuvre est de 1.470 km, celle des produits pétroliers de 1.370 km, celle des céréales de 1.130 km... », écrit le directeur des Etudes générales de la S.N.C.F. après un séjour en U.R.S.S.

Or, le rapport, ce fameux rapport entre les deux branches fondamen-

(1) Pour ces chiffres, voir : *Notes rapides* de l'I.N.S.E.E., *Documentation française*, 7 mars 1961.

tales de l'économie, pose des problèmes bien plus complexes encore que la « simple » mécanisation de l'agriculture ; surtout aujourd'hui, à l'heure du développement grandiose de la technique. Prenons un exemple concret.

Les organisateurs de la campagne pour le maïs ont concentré leurs efforts sur l'augmentation de la superficie cultivée. Or, la modernisation de l'agriculture consiste presque exclusivement dans le développement de la productivité à l'hectare. Elle suppose un rapport très serré et complexe entre l'industrie et l'agriculture qui englobe et, partant, différencie la production agricole. Dans le cas du maïs, cela signifie l'utilisation de toute une série de machines, sélectionneuses et élévateurs, la mécanisation de la récolte, de l'emmagasinage et de l'ensilage, avec des tâches industrielles complexes, la protection du sol et, éventuellement, l'arrosage. Si, parmi ces tâches nécessaires, nous en choisissons une seule, celle de la protection du sol, nous pouvons mesurer, à travers elle, l'étendue du problème.

Dans la production mondiale de superphosphates et d'engrais azotés, l'U.R.S.S. occupe une place tristement insignifiante. Dans la production de ces deux produits chimiques *indispensables* à l'agriculture, les Etats-Unis occupent de très loin la première place. Pour les superphosphates, ce sont le Japon, l'Italie et l'Australie qui les suivent, pour les engrais azotés, le Japon et l'Allemagne occidentale. La comparaison de la production des engrais azotés entre l'Allemagne occidentale et l'U.R.S.S. nous fournit le tableau suivant :

(en milliers de tonnes)

	1956	1957	1958	1959	1960
Allemagne	752,2	895,4	1.047,4	1.050,7	1.180,3
U.R.S.S.	575,0	630,0	715,0	740,0	—

(Annuaire statistique des Nations Unies, 1961)

Dans ces conditions, accroître la superficie des terres cultivées par le défrichement signifie simplement étendre les mauvais rendements. En outre, de ce fait, l'industrie, qui ne suffisait déjà pas pour l'approvisionnement en machines et en engrais d'une superficie plus restreinte, se trouve en face de tâches et de besoins redoublés. C'est ce qui explique, en dernière analyse, que les récoltes donnent des résultats pires précisément sur les terres récemment défrichées du Kazakhstan et de Sibérie. S'être ainsi lancé dans une aventure qui, par-dessus le marché, exige de l'industrie des efforts considérables pour compenser les conditions climatologiques très défavorables, cela n'est « compréhensible » que si l'on prend en considération l'impasse où la bureaucratie se trouvait en 1953-55.

Nous avons vu comment l'agriculture soviétique était et est mal dotée par l'industrie. La tâche de la mécanisation demeure entière. Mais aujourd'hui, il ne s'agit plus seulement de rattraper l'agriculture capitaliste par la mécanisation. Cette tâche « classique » appartient au passé. Entre temps, la

technique moderne a progressé d'un pas rapide. La tâche de la modernisation ne peut plus, si toutefois elle l'a pu, se réduire à l'augmentation de la production de tracteurs et autres machines. Il faut développer le concours de l'industrie simultanément dans plusieurs domaines complexes. C'est la raison principale pour laquelle l'agriculture soviétique *doit*, de toute façon, tripler ou quadrupler sa demande à l'industrie.

Mais pourquoi cette industrie, dont la croissance formidable nous est connue, s'est-elle révélée incapable de satisfaire, non seulement les besoins accrus d'aujourd'hui, mais les besoins anciens, normaux en quelque sorte, en tracteurs, en camions, etc. ? La réponse se trouve entièrement dans le rapport des forces entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme mondial.

3) L'U.R.S.S. et l'impérialisme face à face sur le marché mondial

C'est sur ce terrain que se joue l'issue de la lutte entre les forces opposées à l'intérieur de l'U.R.S.S. Le rapport de cette dernière au marché mondial dépend de son économie et, avant tout, de son industrie. On pourrait, certes, imaginer que, si la bureaucratie fait des concessions à la paysannerie, c'est peut-être justement pour pouvoir concentrer ses forces sur le champ de bataille décisif, en renforçant son industrie, et en développant sa position sur le marché mondial. Nous devons reconnaître que c'est, en partie, de cela qu'il s'agit. Mais la question est de savoir si la bureaucratie réussira à renforcer l'U.R.S.S. et, partant, à regagner le terrain cédé à la paysannerie ou si, à l'inverse, elle fait ces concessions parce qu'elle cède à la pression gigantesque de la réalité internationale. La réponse est dans une analyse du rapport économique entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme, à partir d'un examen des problèmes de l'industrie soviétique.

a) L'économie soviétique et la « deuxième révolution industrielle ».

Notre point de départ sera cette constatation que la capacité de l'industrie de l'U.R.S.S., malgré la croissance de la production globale, reste très restreinte. Pendant l'ère de l'industrialisation, l'accent était mis sur le développement de l'industrie lourde, base indispensable d'une économie équilibrée dans un pays isolé ; à quoi la bureaucratie avait sacrifié le développement harmonieux des diverses branches industrielles. Mais lorsque, menacée par une révolution, elle fut obligée de tourner son attention vers l'industrie des biens de consommation, les exigences de l'industrie tout entière, suivant le

développement de la technologie moderne, avaient déjà radicalement changé. Après la guerre, on peut même parler d'une seconde « révolution industrielle ». Prenons un exemple.

Avant la guerre, la mesure de la capacité et de la puissance industrielle d'un pays était, *grosso modo*, le volume de production de l'acier. Bien entendu, ce n'était là qu'un indice, et qui ne pouvait justifier le caractère simpliste du raisonnement de Staline qui, en 1946, avait soigneusement calculé combien de millions de tonnes d'acier, de charbon et de pétrole il faudrait produire pour dépasser les capitalistes et, qui plus est, pour arriver au communisme. Néanmoins, l'acier, avec d'autres produits classiques, jouait — à cet époque — un rôle décisif. Aujourd'hui, l'U.R.S.S. est arrivée, après les plus grands efforts, à produire (pendant le 1^{er} trimestre de 1962) 21,4 % de la production mondiale de l'acier, contre 28 % aux Etats-Unis (Rapport du département du commerce américain, 1962). Or, entre temps, l'acier, tout en restant l'une des bases essentielles de l'industrie, a dû partager sa place avec les industries atomique et aéronautique, sinon la leur céder. La seconde révolution industrielle a transformé ou, plus exactement, est en train de transformer la structure de l'industrie en changeant sa composition. Si nous examinons, par exemple, la production industrielle de l'Europe occidentale pendant les dix dernières années, nous constatons que la production de houille est restée stationnaire, tandis que dans la production d'énergie électrique, de produits chimiques et de gaz naturel, sans parler des équipements électroniques, il y a eu un progrès considérable. Ainsi dans la structure moderne de l'industrie, ce sont les industries atomique et aéronautique, puis les industries chimique et électronique qui figurent à l'avant-garde.

Dans le système capitaliste, il est visible que ces transformations, commandées par le progrès technique, sont inconcevables à l'échelle nationale. Seuls, les Etats-Unis peuvent se permettre leur réalisation, et encore, en s'efforçant de « partager » leur fardeau avec l'Europe Occidentale. Ce qui revient à dire que la technologie moderne exige le concours d'une économie organisée à l'échelle internationale. Nous pouvons en conclure que, dans un pays isolé, aussi grand soit-il, le fardeau en est trop lourd, même pour l'économie tout entière.

Examinons, en effet, comment l'U.R.S.S. affronte ces problèmes.

Le plan septennal, commencé en 1959, reflète entièrement les exigences dont nous venons de parler. Résumons-le brièvement.

D'après les investissements qu'il prévoit, la structure de l'industrie soviétique devra changer radicalement. Ce plan accorde des investissements plusieurs fois supérieurs à ceux du plan précédent dans les domaines suivants : pétrole et gaz naturel, qui devront remplacer le charbon, industrie chimique, qui doit encore être créée, réorganisation des industries méca-

niques et, enfin, industrie du bâtiment avec les éléments pré-fabriqués. Ce sont là les investissements centraux, étatiques qui, pourtant, ne soufflent mot des industries atomique et aéronautique. Par contre, le plan prescrit « ... un nouvel accroissement de toutes les branches de la production agricole, afin que puisse être satisfaite la demande de denrées alimentaires et de matières premières d'origine agricole qui ne cesse d'augmenter dans le pays ». (Directives du plan). Mais, chose intéressante, alors que le plan, en fixant l'objectif de l'accroissement de 70 % de la production agricole, était conforme, sur ce point, à celui des cinq années précédentes, il prévoyait, par contre, le remplacement de l'aide financière de l'état par l'auto-financement de l'agriculture. Nous reviendrons sur ce fait capital, mais constatons que les seuls besoins industriels nouveaux, sans parler des industries atomique et aéronautique, semblent absorber entièrement la capacité d'investissement de l'état. Ajoutons que, selon le plan, le taux de croissance de l'industrie est nettement inférieur à celui des plans quinquennaux, et que la nécessité de l'augmentation de la productivité y est très fortement soulignée. Cela signifie, naturellement, que le plan devra affronter le problème grandissant de la main-d'œuvre, problème où vient se refléter le rapport entre l'industrie et l'agriculture.

Pour revenir à la modernisation de l'industrie en 1961, deuxième année du plan, selon l'économiste américain Warren Nutter, la production industrielle globale n'atteignait que 30 % environ de la production américaine, au lieu de 60 %, comme l'affirment les économistes soviétiques. En même temps, cet auteur établit que, contrairement à ce qui se passe pour le taux de croissance (1), qui est supérieur en U.R.S.S., les Etats-Unis développent leur avance sur le terrain de la productivité. C'est ainsi qu'en 1913, la productivité du travail en Russie était les 24,4 % de celle des Etats-Unis : ce rapport n'est plus que 21 % en 1955. Même si nous n'accordons pas une valeur absolue à ces estimations, la vérité n'en est pas éloignée, comme le suggère le tableau comparatif de productivité entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis. (Publié dans la *Monthly Labor Review*, septembre 1959).

Production annuelle par ouvrier

	Unités de mesures	Etats-Unis 1954	U.R.S.S. 1956	U.R.S.S. en % des Etats-Unis
Fonte, acier et fer laminé ...	Tonnes	443,8	217,8	49,1
Acier et fer la- miné	—	316,0	149,6	47,3

(1) Le taux de croissance désigne le pourcentage d'augmentation du produit national brut.

Acier	—	178,1	86,8	48,7
Fer laminé	—	137,9	62,7	45,5
Minerai de fer .	—	2.622	1.151	43,9
Coke	—	1.898	932	49,1
Charbon	—	1.346	515	38,3
Tissus de coton	Mètres	19.198	7.247	37,7
Chaussures	Paires	2.334	1.046	44,8
Fibres synthé- tiques	Kilogrammes	13.970	2.591	18,5
Caoutchouc syn- thétique	Tonnes	110,5	19,4	17,6
Viande	Kilogrammes	36.483	19.419	53,2
Lait et produits laitiers	Tonnes	217,8	115,5	53,0

Le retard de l'U.R.S.S. est visible, surtout dans les branches nouvelles de l'industrie. Néanmoins, le problème est complexe : il ne s'agit pas que de rattraper la productivité dans l'une ou dans l'autre branche de l'industrie, car l'économie soviétique doit concentrer ses efforts sur quelques-unes de ces branches en abandonnant momentanément les autres. Malgré le système de la planification, c'est ce déséquilibre constant qui caractérise l'industrie soviétique, déséquilibre provoqué par l'isolement du pays. Le retard chronique de l'industrie des biens de consommation est déjà un lieu commun. Si nous ajoutons que les demandes urgentes de l'industrie provoquées par le développement de la technique aggravent et accroissent ce déséquilibre, nous abordons les véritables problèmes économiques de l'U.R.S.S.

La balance du commerce extérieur soviétique en 1958, est déficitaire dans cinq rubriques. La valeur des importations dépasse celle des exportations pour les machines et équipements, minerais et concentrés, matières premières textiles et produits semi-finis, denrées alimentaires, tissus — vêtements — chaussures. Bien entendu, étant donné que, dans son ensemble, la balance est en équilibre, nous n'en tirons pas de conclusions graves. Par contre, nous nous abstenons de dire, avec certains, que, puisque la balance est équilibrée, le commerce extérieur soviétique est sain. Il n'est pas sain, car il reflète une faiblesse essentielle de l'économie soviétique : cette économie est *organiquement* incapable de satisfaire à la fois les demandes de la consommation, de l'agriculture et de la restructuration de l'industrie.

Un seul exemple suffit pour donner un aperçu de ce problème. Les machines et équipements représentaient 24 % des importations totales de l'U.R.S.S. en 1959 et celle-ci occupait le second rang des importateurs, après le Canada. La majeure partie de ces importations était composée de moyens de transport, d'équipements énergétiques, d'équipements pour

l'industrie de la construction. Dans les circonstances actuelles, où l'industrie chimique joue un rôle de plus en plus important, l'U.R.S.S. se trouve dans l'incapacité quasi-totale d'équiper cette industrie. D'où l'objectif du plan septennal concernant le commerce extérieur : l'importation accrue d'équipements pour l'industrie chimique, et de textiles artificiels. Cela équivaut à des achats de licences, donc à des dépenses astronomiques, se chiffrant par millions de dollars. Si nous voulons aller plus loin, nous pouvons approfondir ce problème par l'examen de la situation concernant, par exemple, le caoutchouc. Il est connu que l'industrie moderne tend à remplacer le caoutchouc naturel par le caoutchouc synthétique, tout en augmentant la demande en général. La production du caoutchouc synthétique entre 1948 et 1956 est passée de 41 à 123 milliers de tonnes aux Etats-Unis, et de 496 à 1.097 milliers de tonnes au Canada. Mais l'industrie soviétique s'intéresse à ce problème depuis quelques années seulement, depuis que ses besoins sont devenus insatiablés ; ils se manifestent par l'intérêt qui est porté à la construction des usines de caoutchouc synthétique, et par l'accroissement des importations soviétiques de caoutchouc naturel. « *L'U.R.S.S. est un des plus gros importateurs de caoutchouc naturel dans le monde, et importe également plusieurs sortes de caoutchouc synthétique* », écrit l'étude déjà citée du Centre national du commerce extérieur français.

Les dirigeants actuels de l'U.R.S.S. doivent, à tout prix, développer ses forces productives. Mais ce développement se fait aujourd'hui, ou, plus exactement, doit se faire, sur des bases technologiques nouvelles, au moment même où, en U.R.S.S., les forces productives « classiques » ne sont pas encore arrivées à leur épanouissement. Cette contradiction fondamentale est le fruit naturel de l'isolement, au moment où la division internationale du travail, du fait du développement de la technique, a atteint un degré qualitativement supérieur à celui d'avant-guerre. Quels en sont les résultats ?

Tout d'abord, un déséquilibre accru, au sein même de l'industrie, entre ses diverses branches, puis entre l'industrie et l'agriculture. De ces tensions on pourrait même conclure que le développement de la technique mondiale, dans les conditions d'isolement de l'U.R.S.S., a empêché le développement de sa capacité industrielle « classique ». Une plaisanterie populaire russe résume bien la situation : à Kiev, l'on raconte que, d'ici dix ans, tout le monde aura son propre hélicoptère, ce à quoi quelqu'un répond : — *Ce sera très bien, car, si l'on distribue des pommes de terre à Léningrad, nous pourrons y aller facilement*. Ces tensions ont pour résultat — inévitable — que l'U.R.S.S., malgré son développement économique, est incapable d'échapper à sa dépendance vis-à-vis du marché mondial. Qui plus est, cette dépendance est plus grande aujourd'hui qu'avant la guerre. C'est la maladie constante de l'investissement et du budget qui

est l'enfant monstrueux de ce mariage forcé entre socialisme et conditions isolées et arriérées.

Il est indéniable que, quant à la production *globale*, l'U.R.S.S. a réussi à rattraper la production des pays capitalistes dans quelques branches de base de l'industrie, ou à s'en rapprocher. Ainsi, nous avons indiqué qu'elle serre de très près les Etats-Unis dans la production de l'acier, en produisant presque le quart de la production mondiale. En ce qui concerne le charbon, sa production globale a déjà dépassé celle des Etats-Unis. Par contre, nous savons que l'économie de l'U.R.S.S. n'a absolument pas rattrapé, dans aucun autre domaine, les pays capitalistes avancés, sauf dans quelques branches sur lesquelles nous reviendrons. Son retard est particulièrement grand dans l'industrie des biens de consommation, alors que, dans cette branche, on note un développement sensible de la production dans les pays capitalistes. Voici un tableau de la production de l'Europe occidentale sans les Etats-Unis.

	(1953 = 100)			
	Produits alimentaires	Textiles	Habilllements chaussures	Papiers
1954	104	105	104	115
1955	110	105	108	125
1956	114	110	114	131
1957	119	115	120	139
1958	123	109	117	141
1959	128	111	124	151
1960	134	118	132	169

(Annuaire statistique de 1966 des Nations-Unies)

Par contre, si nous jetons un coup d'œil sur les données relatives à la production soviétique, nous y voyons :

	1953	1954	1955	1956	1957	
Tissus de coton	5.285	5.590	5.905	5.452	5.640	(en milliers de mètres)
Fil de laine	137	159	168	176	—	(en milliers de tonnes)

Malheureusement, nous ne disposons pas des mêmes indices, mais, malgré cela, nous pouvons constater l'avance plus marquée de l'industrie occidentale. Pour la production du papier, nous ne disposons que de données relatives à la consommation du papier journal par tête d'habitant dans divers pays. Les voici, en kilogrammes :

	1953	1954	1955	1956
U.R.S.S.	—	1,5	1,6	1,6
Etats-Unis	34,2	33,8	35,2	38,0
Angleterre	15,9	16,5	17,5	19,0
France	7,3	8,3	9,4	10,2
Suisse	11,0	11,6	12,7	12,7

Le retard s'accroît aussi dans les diverses branches d'industrie travaillant à la fois pour les consommations industrielle et personnelle. Le plus grave est le cas de la production d'énergie. D'après la publication statistique stalinienne, les données comparatives dans ce domaine sont les suivantes :

Capacité de production d'énergie électrique en milliers de kilowatts.

	1953	1954	1955	1956
U.R.S.S.	28.602	32.815	37.236	42.800
Etats-Unis	107.354	118.878	130.896	137.258

Production annuelle d'énergie électrique en milliards de kilowatts-heure.

	1953	1954	1955	1956	1957
U.R.S.S.	134	151	170	192	210
Etats-Unis	514	545	629	684	716

Nous devons ajouter au dossier les déclarations des bureaucrates selon lesquelles cette industrie, en U.R.S.S., est dispersée en une multitude de petites centrales locales, et mal utilisée. En ce qui concerne l'industrie chimique, la construction mécanique et, en général, les industries travaillant pour l'agriculture, nous connaissons déjà leur retard chronique.

On pourrait objecter que jusqu'ici, nous avons consacré notre analyse à démontrer la faiblesse de l'économie soviétique. Or, tout le monde connaît l'expansion de cette économie, sa force, sa croissance et, parfois, la menace qu'elle constitue pour l'impérialisme. Nous répondons à ces objections que nous ne nions pas cette expansion et cette croissance ; nous soulignons, au contraire, l'importance et la signification historique de ce développement. Seulement, nous confrontons ce développement, non pas avec le niveau antérieur de l'économie soviétique, ce qui n'a qu'une importance relative, mais avec les forces économiques de l'impérialisme mondial. En outre, nous faisons cette comparaison en évoquant les faits statistiques, et en laissant délibérément de côté les déclarations solennelles dictées par les intérêts divers. En revanche, nous devons examiner quelques objections réelles qui concernent, d'une part, le progrès considérable de l'économie soviétique dans les industries atomique et aéronautique, d'autre part, ces « menaces » que constituent pour l'impérialisme le pétrole et l'or soviétiques.

b) Dépendance accrue, ou supériorité atomique et menace de dumping ?

D'immenses possibilités de développement des forces productives mondiales se sont ouvertes aujourd'hui, grâce à la découverte et aux applications de l'énergie atomique. Cependant, il faut souligner tout de suite

que ces découvertes prodigieuses de la science et de la technique sont utilisées à des fins militaires. Leur application au développement harmonieux et effectif des forces productives est, dans les conditions actuelles, exclue. Mais si l'impérialisme est incapable d'appliquer ces découvertes au développement des forces productives, s'il les utilise uniquement à la fabrication de forces de destruction, qu'en est-il de l'U.R.S.S. ?

Par suite de l'isolement du pays face à l'impérialisme, aggravé par la politique néfaste de la bureaucratie, le coupant de la classe ouvrière internationale, l'U.R.S.S. s'est vue « obligée » de tenir tête. Le fait que la course aux armements ait été imposée à l'U.R.S.S. par l'impérialisme mondial, dans les circonstances du règne de la bureaucratie, hostile à la révolution mondiale, constitue, en soi, la preuve de sa dépendance. Renonçant à la lutte des classes à l'échelle internationale, la bureaucratie ne pouvait qu'accepter la « course » voulue par l'impérialisme. Si l'impérialisme, par sa nature même, emploie pour ses armements les moyens techniques les plus modernes, elle doit en faire autant. La preuve la plus éclatante de la dépendance de l'U.R.S.S. est donc précisément ce qu'on juge généralement comme le signe de son indépendance, à savoir que l'U.R.S.S., pays du socialisme, se trouve dans l'impossibilité d'appliquer les techniques modernes au développement des forces productives, et, bien plus, se trouve contrainte de développer les forces de destruction aux dépens de toutes les autres forces sociales et économiques.

Il est vrai, pourtant, que, dans ce domaine, l'U.R.S.S. est arrivée à un niveau tel que, comme on dit, un certain équilibre des forces s'est établi. C'est exact, un tel équilibre existe. Mais la production de ces forces destructrices, ainsi que de leurs « accessoires », exige le concours de l'économie tout entière d'un très grand pays ou de plusieurs pays. Ce qui revient à dire que la fabrication de ces bombes, fusées, missiles, vaisseaux spatiaux, etc., commande le travail de plusieurs branches industrielles et absorbe une proportion très élevée des investissements. Plus l'industrie est organiquement développée, moins lourds sont ces fardeaux et, inversement, plus lourd est le poids de cette branche industrielle spéciale, plus étendu doit être le concours de l'économie entière. Le système de planification, c'est-à-dire la possibilité de concentrer les forces nécessaires, contrebalance les handicaps de l'industrie soviétique mais, en même temps, fait sentir ses faiblesses organiques à l'économie tout entière. Le prix des sputniks, c'est la stagnation de la production des tracteurs, des camions, des sélectionneuses, des chaussures, des tissus, etc. Ainsi, l'impérialisme, grâce à la pression économique qu'il exerce, et à la menace militaire qu'il fait peser sur l'U.R.S.S. a réussi à déplacer le problème de la dépendance économique de l'U.R.S.S. du domaine classique de l'acier à celui des missiles. C'est pourquoi, du point de vue économique, l'U.R.S.S. est aujourd'hui aussi dépendante qu'hier de l'impérialisme.

Néanmoins, une modification s'est produite, et qui joue, en plus, au

détriment de l'U.R.S.S. Du fait que la bureaucratie, adoptant une orientation « libérale » a dû s'engager sur la voie de la satisfaction (encore que très partielle) des besoins élémentaires de la population, le fardeau global qui pèse sur l'économie s'accroît.

La première conséquence de cet état de choses est que la situation s'est lourdement aggravée, là où le retard antérieur était le plus sensible. Ainsi le retard historique de l'agriculture et de l'industrie des biens de consommation, au moment où le centre de gravité de l'industrie mondiale se déplaçait, est devenu non seulement incurable mais catastrophique.

La seconde grande conséquence est que l'U.R.S.S., progressant à la fois dans tous les domaines économiques, et astreinte à la nécessité impérieuse de s'adapter aux forces productives modernes, se trouve de plus en plus liée au marché mondial. Plus la technique et les forces productives se développent, plus poussée est la division mondiale du travail, plus grand est le volume et complexe la diversité des échanges internationaux. Cela se traduit, pour l'U.R.S.S., par des besoins accrus en matières premières et en équipements de construction et de précision de toutes sortes.

Il y a donc une différence entre la situation d'avant-guerre et celle d'aujourd'hui. Notamment, à l'heure actuelle, la dépendance économique de l'U.R.S.S. a changé qualitativement et, du même coup, s'est alourdie. Cela se manifeste, dans le plan septennal, d'abord par l'obligation où se trouve la bureaucratie d'introduire l'auto-financement dans l'agriculture, en renonçant, au besoin, à la propriété étatique des machines ; puis, par la diminution du taux de croissance annuel du revenu national (1949-53 : 14,1 % ; 1954-56 : 11,8 % ; 1957-59 : 7,7 % ; prévision du plan : 7,2 %), et par le problème de la main-d'œuvre qualifiée.

C'est seulement de ce point de vue qu'on peut aborder le problème des exportations soviétiques de pétrole, phénomène nouveau de ces dernières années. Nous l'apprécions donc du point de vue de la dépendance économique aggravée de l'U.R.S.S., contrairement à ceux qui voient dans ces exportations un renforcement économique de l'U.R.S.S.

Selon *Petroleum Press Service* (janvier 1960), la production mondiale du pétrole brut était la suivante :

(en milliers de tonnes)

	1957	1958	1959	% d'augmentation en 1958-59
Etats-Unis	353.045	330.121	346.500	5,0
Autres pays capitalistes	416.519	449.639	484.205	7,7
Total pour les pays capitalistes	769.564	779.760	830.705	6,6
U. R. S. S.	98.340	112.900	129.000	14,1
Total pour les pays socialistes	112.722	128.205	146.230	

Du point de vue de la production, l'U.R.S.S. est encore très loin des pays capitalistes. Il est vrai, en revanche, que le rythme de l'accroissement de la production est de loin supérieur en U.R.S.S., et le plan septennal prévoit une augmentation de 11 % par an, donc une production de 230 à 240 millions de tonnes en 1965. Même en supposant la production capitaliste stationnaire pendant ces années, la production soviétique n'atteindra en 1965 que le quart de celle des pays capitalistes. Mais pourquoi supposer un niveau stationnaire de la production capitaliste, lorsque c'est le contraire qui se produit ? Le même journal écrit : « *Au cours des années 1960, la région Sahara-Lybie deviendra sans doute la première région de production du monde... La production saharienne doit passer à 10 millions de tonnes cette année, à 25 millions en 1962 ou 1963, et peut-être à 50 millions environ en 1965.* »

Devant ces faits, il est ridicule de « prévoir » que l'U.R.S.S. produira autant de pétrole que les pays capitalistes et il ne l'est pas moins d'être « inébranlablement convaincu » que les accords d'Evian constituent une défaite pour l'impérialisme... avec ou sans réforme agraire. Faute de comprendre pour qui ces accords constituent une victoire, aucune politique révolutionnaire n'est compréhensible, et les éléments les plus simples de l'économie restent d'impénétrables mystères... avec ou sans marxisme.

Poursuivons en examinant les chiffres de la productivité, dans l'industrie pétrolière, en U.R.S.S. et aux Etats-Unis. Selon les calculs de la *Monthly Labor Review*, déjà citée, la production annuelle par ouvrier de pétrole raffiné, comportant l'essence, le pétrole, les éthers, le carburant diesel, était en U.R.S.S. de 655 tonnes en 1956, de 1.510 tonnes aux Etats-Unis en 1954. Cela signifie que la productivité, en U.R.S.S., est les 43,4 % de celle des Etats-Unis.

Dans ces conditions, il est ridicule de parler d'une éventuelle « guerre pétrolière » entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme. Si nous n'abandonnons pourtant pas ce thème, c'est uniquement parce que le problème est plus complexe que la simple réfutation de cette éventualité à la lumière des faits.

Car, malgré cette situation, l'U.R.S.S. a commencé à entreprendre des exportations massives. Comment ce fait peut-il s'expliquer, quels en ont été les effets véritables, et quelles en seront les conséquences futures ?

D'abord, voyons le volume de ces exportations. Selon *Petroleum Press Service* (avril 1960), les exportations soviétiques ont augmenté de la façon suivante :

		millions de tonnes	
1953	4	—	—
1957	7,720	—	—
1958	11,460	—	—
1959	16,845	—	—

Le même journal, cinq mois plus tard, estimait pour 1958, à 18,138 millions de tonnes et, pour 1959, à 25,362 millions de tonnes ces exportations, ajoutant que cela représente 10 % de la valeur globale des exportations de l'U.R.S.S. En mai 1962, le journal, constatant une nouvelle augmentation, évaluait ces exportations, pour 1961, à 30,4 millions de tonnes.

Chaque observateur remarque que les trois quarts de ces exportations vers les pays capitalistes ont été dirigés vers l'Europe occidentale, le reste surtout vers l'Amérique latine, l'Asie et l'Afrique. Sur les raisons éventuelles des exportations soviétiques, l'avis général des observateurs bourgeois était que l'U.R.S.S. exportait du pétrole comme moyen d'échange. Selon *Petroleum Press Service*, c'est ce qui expliquait que la majeure partie de ces exportations ait été orientée vers l'Europe occidentale, en échange de biens manufacturés ou, comme l'écrivait *The Economist* (16 juillet 1960), de biens d'équipement. Entre 1957 et 1961, les exportations soviétiques (et roumaines) sont passées de 7,7 millions de tonnes à 30,4 millions. « *L'augmentation... est liée à un accroissement des importations de produits manufacturés provenant des pays d'Europe occidentale.* » (*Le Monde*, 9 mai 1962). D'autre part, *The Economist* précisait qu'en Amérique latine, en Asie et en Afrique, l'U.R.S.S. obtient, en échange de son pétrole, des produits alimentaires et des matières premières.

Quant au motif de ces exportations, selon ces organes bourgeois, il consiste en ce que la production pétrolière de l'U.R.S.S. dépasse les besoins de son économie. Mais, plus ces besoins augmenteront et plus se réduira le volume des exportations soviétiques. L'opinion générale du capital financier est donc que ces exportations vont diminuer. C'est discutable, car, d'une part, le plan septennal prévoit une augmentation très forte de l'approvisionnement en gaz naturel (de 39 milliards de mètres cube à 150 milliards), d'autre part, le développement de la production du pétrole continue à couvrir en partie l'accroissement des importations. De toute façon, l'on peut tirer deux conclusions. La première est que ces exportations massives sont plutôt le signe d'un bas niveau industriel, comme lorsqu'un pays sous-développé exporte ses matières premières pour se procurer des biens d'équipement. La seconde est que les princes capitalistes du pétrole ne se sont pas sérieusement inquiétés, car ces exportations « ... représentent environ 4 % des mouvements pétroliers du marché international ».

Le pétrole soviétique trouvait en effet le marché international entièrement réparti entre les trusts financiers, organisé au plus haut niveau. De plus, les frais de transport du pétrole soviétique sont très élevés. Pendant ces dernières années, ces exportations gênaient pourtant l'impérialisme, surtout du fait que l'Italie, à elle seule, en importait plus de six millions de tonnes en 1961. Quelques mois avant la mort subite de Mattei, *Petroleum Press Service* écrivait que l'augmentation des importations italiennes était un signe « *un peu inquiétant* ». La cause principale en

était — et c'est là qu'il nous faut resituer le problème des exportations soviétiques — la restriction du marché international du pétrole, résultat de la réduction des importations des Etats-Unis. Comme l'écrivait une étude de la *Chase Manhattan Bank* (citée par *Pétrole Informations*, 5 septembre 1960), «... Les disponibilités d'hydrocarbures liquides et gazeux ont progressé plus vite que l'accroissement des besoins totaux d'énergie. Il est clair que si l'industrie américaine envisage de poursuivre la production et l'importation du gaz à une cadence accélérée, il faut qu'elle adopte un rythme plus lent pour le pétrole brut d'origine extérieure ou intérieure... L'industrie pétrolière souffre de surproduction pour de multiples raisons, dont la principale est l'ignorance très répandue qu'elle traverse une période de transition. »

C'était là, de la part de la forteresse du capital financier, un avertissement. Elle proposait, outre la « rationalisation intensive de l'exploitation afin d'améliorer les marges bénéficiaires », l'accroissement des ventes à l'extérieur des Etats-Unis, et un tournant vers la pétro-chimie.

Voilà pourquoi l'apparition du pétrole soviétique était gênante. Les impérialistes, tout en restant solidement sur leurs positions, réagissaient en abaissant ce qu'on appelle les prix-postés au Moyen-Orient. La *Standard Oil* a motivé cette mesure entre autres, par la pénétration du pétrole soviétique. Evidemment, les pays arabes producteurs de pétrole ont protesté, et c'est cela qui a amené, très justement, les observateurs à conclure que les exportations soviétiques contribuaient, dans une certaine mesure, à provoquer une tension entre les pays arabes et l'Occident mais, au-delà d'une certaine limite, ce facteur pouvait se renverser, et créer la même tension entre l'U.R.S.S. et ces pays producteurs.

A cette évaluation ne manquent ni la justesse, ni les précédents historiques. En 1957-58, l'U.R.S.S. a déjà essayé de manœuvrer sur le marché international par la vente massive d'étain. Les pays producteurs, surtout la Malaisie, ont très vivement protesté, et l'U.R.S.S., bon gré, mal gré, a dû se soumettre à l'*Accord international de l'étain*. Les trusts pétroliers, eux aussi, savent se défendre. En Inde, par exemple, «... les trois groupes intéressés, Shell, Stanvac et Caltex, ont opposé un refus à la demande du gouvernement de raffiner du pétrole soviétique dans leurs installations ». (*The Economist*, numéro cité).

Il est donc clair que les exportations soviétiques, loin d'inquiéter sérieusement l'impérialisme — les chiffres de production sont éloquentes — le gêne uniquement lorsque la branche concernée de l'industrie capitaliste traverse une période critique. Mais, à ce moment-là, le capital financier trouve le moyen de limiter les exportations dans le cadre et par la nature même du marché capitaliste international. Du point de vue économique, c'est plutôt la dépendance de l'économie soviétique qui en ressort, contrairement à

certaines affirmations selon lesquelles la capacité industrielle soviétique menacerait l'impérialisme. D'ailleurs, la bureaucratie soviétique s'en rend parfaitement compte, et ne cherche en aucune manière à « déranger » le marché par ses intrusions. Pour elle, le pétrole est et reste un moyen de paiement pour ses importations.

Mais il y a plus. Pendant la période de la crise pétrolière, il y avait presque 4 millions de tonnes de tankers inutilisés faute de frêt. Dans ces conditions, « ... les affrètements russes ont été le principal soutien du marché », écrit *Petroleum Press Service*. Ce qui revient à dire que, grâce aux exportations russes, la crise a été moins lourde pour les compagnies européennes. Avant de conclure quoi que ce soit, examinons le problème des prix du pétrole soviétique.

Les observateurs sont unanimes pour dire que les Soviétiques ne spéculent pas à la baisse des prix, leur unique souci étant de faire de bonnes affaires. Mais il y a une très grande différence entre les prix, selon qu'il s'agit d'un pays capitaliste ou d'une « démocratie populaire ». En Occident, le prix du pétrole russe est de 49 à 53 roubles par tonne, tandis que, pour les démocraties populaires, l'U.R.S.S. vend la même tonne de 70 à 100 roubles. Economiquement parlant, cela signifie que le prix de revient du pétrole soviétique doit être nettement supérieur au prix du marché mondial et que, pour soutenir la concurrence sur ce marché, les « démocraties populaires » et les ouvriers soviétiques doivent payer la différence. L'« aide » économique apportée aux propriétaires des tankers au moment de la crise s'est donc soldée aux dépens des ouvriers des « pays socialistes ».

Naturellement, nous ne voulons pas dire par là que la bureaucratie soviétique mène une politique économique extérieure destinée délibérément à soutenir l'impérialisme. Ce qu'il faut constater, c'est que ces mesures économiques de la bureaucratie sont entièrement subordonnées au mécanisme de l'économie internationale, et que, plus l'U.R.S.S. doit augmenter ses échanges internationaux, plus elle se trouve dépendante du marché international. Tant que l'économie soviétique sera incapable de combler la distance entre elle et l'impérialisme, cette dépendance subsistera. Et puisque cette économie, à elle seule, en sera toujours incapable, dans les conditions du développement atteint par la division mondiale du travail, l'accroissement des échanges convertit cette dépendance en un soutien objectif de la machine économique impérialiste. C'est ainsi qu'on peut apprécier la signification réelle de ces exportations. Comme *Petroleum Press Service* le remarque avec un froid réalisme : pour les exportations soviétiques « ... de nouveaux débouchés pourront cependant être trouvés, si les gouvernements se voient dans l'obligation d'imposer l'importation de pétrole soviétique en contrepartie de l'augmentation des achats soviétiques ».

Nous comprendrons mieux cette question fondamentale en examinant les problèmes monétaires mondiaux et, dans ce cadre, les ventes d'or soviétique, et la réforme du rouble opérée en janvier 1961. Soulignons que les problèmes monétaires, dépourvus d'intérêt en eux-mêmes, nous fournissent le meilleur miroir de la vie économique.

Le système monétaire international est, on le sait, fondé sur des réserves d'or qui, après la première guerre mondiale, ont été, en grande partie, remplacées par des réserves en devises. Si nous considérons que, déjà en 1928, 25 % des réserves monétaires internationales étaient constituées par des devises, et qu'en 1960, 50 % de ces réserves mondiales étaient en dollars et en fonds-sterling, nous pouvons mesurer l'importance de ces deux monnaies, surtout du dollar. Dans la liquidité internationale, par exemple, les balances-dollar représentaient 7 % en 1938, 13 % en 1949 et 26 % en 1960. Dans ces conditions, la situation financière du monde dépend essentiellement de la situation du dollar qui, à son tour, dépend de la balance des paiements américaine. Or, pendant les années 1950, le déficit de celle-ci n'a cessé de croître, atteignant, en 1959, son record, avec 4 milliards de dollars, équivalant à 1 % du revenu national. En même temps, la balance des pays européens, surtout de l'Allemagne, de l'Italie et de la France, est devenue excédentaire en dollars. En d'autres termes, cela signifiait la saturation des marchés américain et européen pour la production et les exportations américaines, et une expansion vigoureuse de la production européenne. Les Etats-Unis se trouvaient ainsi de plus en plus endettés envers l'Europe. Cela est compréhensible, si nous considérons que le système monétaire international, se fondant de plus en plus sur le dollar, est en réalité basé sur la production américaine qui, incapable de trouver des marchés, entraînait alors dans une récession. Par conséquent, les réserves d'or des Etats-Unis diminuaient, le taux d'intérêt baissait, et les capitaux commençaient une fuite vers des pays offrant un taux d'intérêt plus élevé. Cela constituait évidemment une menace très réelle de crise. Du point de vue financier, étant donné la position du dollar en tant que base du système monétaire international, la prolongation du déficit de la balance des paiements américaine aurait pu aboutir à une inflation. D'où la menace de dévaluation, de restrictions commerciales et, bien sûr, d'un arrêt général de l'expansion économique.

C'est pourquoi, le redressement de la balance des paiements américaine était et reste le souci principal et commun des impérialistes. Ces signes précurseurs d'une crise financière et, partant, d'une crise générale, reflétaient la faible participation directe des Etats-Unis au commerce extérieur européen. Entre 1955 et 1960, le commerce extérieur américain avec les pays de la Communauté Economique Européenne n'a augmenté, en valeur, que de 1,3 milliard de dollars. Pendant ce temps, celui avec l'Angleterre a augmenté encore moins, de 0,2 milliard de dollars, et celui avec les autres

pays de la Zone de Libre Echange, de 0,9 milliard. Par contre, les pays membres du Marché Commun ont augmenté leurs échanges mutuels de 5 à 10 milliards de dollars.

Pour parler le langage financier, il fallait que l'impérialisme trouvât les moyens d'empêcher la fuite de l'or, c'est-à-dire l'épuisement des réserves américaines. De ce point de vue, le maintien du prix de l'or lui paraissait indispensable. L'impérialisme international a tout fait pour empêcher une hausse de ce prix ; sacrifiant leurs « propres intérêts nationaux », les banques européennes, en général, se sont abstenues d'achats d'or massifs. Comme l'a bien remarqué Mikoyan : « ... *La différence entre ce cours (de l'or) et celui qui devrait être en vigueur représente le tribut payé par les pays qui vendent de l'or aux Etats-Unis* ». Mais, au lieu de suivre les « bons conseils » de Mikoyan, les capitalistes ont adopté plutôt des « recommandations » comme celle de l'attaché financier de la France à Berne, qui écrivait : « *Il est... essentiel de prendre des mesures susceptibles de rétablir l'équilibre de la balance des paiements américaine et d'éviter de nouvelles pertes d'or... Les autres pays peuvent y contribuer en maintenant un degré élevé d'activité économique et d'importation et en supprimant les discriminations qui subsistent à l'égard des importations en provenance de la zone dollar.* » (Ce monsieur aimait s'exprimer finement.)

Nous ne nous engagerons pas ici dans un exposé des problèmes monétaires internationaux. Nous avons voulu simplement esquisser le cadre dans lequel se font les ventes d'or soviétique.

Selon *Staff Papers*, organe du Fonds monétaire international, le développement de ces ventes fournit déjà un certain indice pour leur explication. Bien qu'il soit impossible d'en fixer avec précision le montant exact, les estimations serrent de très près la vérité. *Staff Papers* établit les chiffres suivants : au début des années 1930, ces ventes n'ont représenté que 8 % de la production annuelle du reste du monde. C'est seulement en 1937-38 que l'U.R.S.S. a vendu une très forte quantité d'or, d'une valeur de 210 à 220 millions de dollars. Cet important journal ajoute, à juste titre, que cette augmentation considérable fut la conséquence directe des purges et des procès, suivis d'une désorganisation de la production soviétique. Ces crimes de la bureaucratie, et la baisse de la production soviétique qui en résulta, furent équilibrés par l'envoi d'or sur le marché. Entre 1946 et 1956, on enregistra une baisse de ces ventes équivalente à 9 % de la production du reste du monde, et ce n'est qu'après 1956 que les ventes augmentèrent, montant jusqu'à 20 à 25 % de la production annuelle du reste du monde, c'est-à-dire à 245 millions de dollars en moyenne par an. Selon une autre estimation, établie par *L'écho de la bourse* (Bruxelles,

septembre 1960), à partir de 1953, on signale une nette augmentation des ventes d'or soviétique. Le journal publie un tableau de ces ventes :

1945-1952	1	million d'onces par an		
1953	4	—	—	—
1954	1	—	—	—
1955	2	—	—	—
1956	4,3	—	—	—
1957	7,5	—	—	—
1958	6	—	—	—
1959	7,5	—	—	—

Il est à noter que les explications fournies par ce journal pour cette augmentation coïncident parfaitement avec celles du *Staff Papers*. Elles expliquent l'augmentation des ventes d'or en 1953 par celle des importations soviétiques en biens d'équipement et, ajouterons-nous, en denrées alimentaires, et par une baisse sensible des exportations de bois et de céréales. L'augmentation des ventes, poursuivie depuis 1956 trouve sa justification, selon ce journal et toutes les sources bourgeoises « dignes de foi », dans l'aggravation du déséquilibre des échanges entre l'U.R.S.S. et les pays capitalistes. C'est ce que *Staff Papers* exprime en ces termes : l'U.R.S.S. vend son or « ... pour acquérir des devises étrangères et faire face ainsi au déficit de sa balance des paiements ». Inutile de citer le témoignage d'autres organes du capital financier. L'opinion qui s'y exprime est également que la seule raison d'être de ces ventes, pour l'U.R.S.S., c'est de contribuer à couvrir ses importations.

Sans doute, au début, ces ventes ont-elles causé un certain désarroi dans les milieux financiers. Les « savants » petits-bourgeois y ont même trouvé l'occasion d'affirmer que l'U.R.S.S. possédait une arme susceptible de ruiner le dollar et, de ce fait, d'entraîner une crise financière mondiale. Nous sommes obligés d'examiner plus à fond ces affirmations et, en général, ces problèmes, car, à notre avis, une telle analyse peut seule nous conduire à estimer, à sa juste valeur, le rapport réel entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme et le contenu actuel de ce rapport.

Revenons donc aux faits. La bureaucratie de l'U.R.S.S. accorde beaucoup d'importance à la production de l'or. On ne possède aucun chiffre certain du montant de cette production. De l'avis général, elle est très importante ; les estimations diverses vont de 220 à 630 millions de dollars par an. Si nous considérons que l'Afrique du Sud, producteur de loin le plus important, a produit, en 1941, de l'or pour 504 millions de dollars, il est certain que l'U.R.S.S. est le second producteur du monde, sinon le premier. D'après certains calculs, l'on estimait, en 1959, les réserves d'or de l'U.R.S.S. entre 4 et 6,5 milliards de dollars, mais pas plus de 8 milliards, maximum. Dans ces conditions, les ventes soviétiques ont une limite, car, outre son rôle de moyen de paiement, l'U.R.S.S. utilise l'or en tant que trésor, et réserve pour le rouble.

Nous devons à nouveau souligner que les problèmes monétaires, l'or, n'ont, en eux-mêmes, aucune importance. Ils ne font que refléter la vie économique. Dans ce cas, admettre que l'U.R.S.S. pourrait spéculer sur la baisse de l'or, c'est admettre qu'elle pourrait trouver de nouveaux moyens de payer ses importations, ou qu'elle devrait les arrêter. De telles hypothèses sont stériles. L'examen des événements et des faits réels le montrera. A l'automne 1960, le prix de l'or est monté, sur le marché de Londres, de son taux normal de 35 dollars l'once jusqu'à plus de 40 dollars. Le *Bulletin financier suisse* remarquait alors que « ... ceux qui... vendent des dollars contre de l'or... spéculent sur un relèvement du prix de l'or en dollars, c'est-à-dire sur une dévaluation de la devise nord-américaine ».

Replaçons dans ce cadre les ventes d'or soviétique, nous constatons qu'elles tendaient à stabiliser le dollar plutôt qu'à le saper. L'U.R.S.S. souhaiterait voir augmenter le prix de l'or. Mais, dans ce cas, elle devrait freiner la vente. Or c'est le contraire qu'elle fait. Comme l'écrit *Staff Papers* avec pertinence : « *Le développement des ventes d'or renforcerait... le système financier du monde non-soviétique, et faciliterait le maintien à 35 dollars l'once du cours de l'or* ». C'est parfaitement exact. Reflété dans le système monétaire mondial, le problème est le suivant : plus l'U.R.S.S. assure de débouchés aux marchandises capitalistes, plus elle est amenée à payer en or, plus elle contribue à stabiliser le système monétaire international, parce qu'elle contribue à équilibrer la balance des paiements des Etats-Unis. Ainsi, c'est la dépendance de l'U.R.S.S. à l'égard du marché mondial qui se reflète dans la progression des ventes d'or soviétique. C'est ce que confirme l'opinion des représentants du capital financier.

Écoutons *Staff Papers* : « ... Des ventes d'or atteignant un chiffre aussi élevé que 250 millions de dollars par an — soit 25 % environ de la production du reste du monde — ont tendance à être tenues pour admissibles, du point de vue rationnel et économique ; en vérité même, on peut les considérer comme utiles. » (souligné par nous.) Et, plus loin : « Un important déficit de la balance soviétique des paiements, lequel devrait nécessairement être réglé en or, augmenterait les réserves du reste du monde, comme l'ont fait les déficits des Etats-Unis en 1958 et 1959. La différence serait que, dans ce dernier cas, les réserves des Etats-Unis diminueraient, alors que, dans le premier, elles augmenteraient. »

Et le *Rapport de la banque des règlements internationaux* (4 juin 1962), après avoir remarqué que les ventes de l'or soviétique ont atteint 250 millions de dollars en 1959, 200 millions en 1960 et 260 millions en 1961, écrit : « L'accroissement des réserves officielles d'or des pays occidentaux et des institutions internationales peut être évalué pour 1961 à \$ 590 millions... C'est là un bien meilleur résultat qu'en 1960, année où la demande privée prit une ampleur absolument exceptionnelle... »

Quant au directeur du Fonds monétaire international, Per Jacobsson, il considérait déjà comme quasi-normale la « contribution » soviétique à l'augmentation des réserves mondiales. Il écrivait : « ... Pour l'ensemble du monde occidental... la hausse a été de 3 %, le total produit ayant une valeur égale à 1,2 milliard de dollars. Il semble que, grâce aux techniques modernes, il n'y ait pas de risque d'un déclin de la production d'or. Les ventes d'or russe peuvent accroître leur montant jusqu'à un total de 1,5 milliard de dollars. »

Il est clair que les ventes d'or soviétique, représentant pour l'U.R.S.S. des importations, contribuent à redresser la balance américaine des paiements car elles permettent aux Etats-Unis d'augmenter les exportations. On pourrait objecter que, comme les principaux acheteurs d'or russe étaient des Européens, ces transactions contribuaient plutôt à accroître l'endettement américain vis-à-vis de l'Europe. Les chiffres relatifs au commerce extérieur entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, d'une part, l'U.R.S.S. et l'Europe occidentale de l'autre, prouvent, eux aussi, en apparence, que le bénéficiaire principal était l'Europe. Entre 1956 et 1960, les exportations des Etats-Unis vers l'U.R.S.S. n'ont augmenté que de 35 millions de dollars, alors que celles de l'Europe occidentale, entre 1955 et 1960, ont augmenté de 450 millions. Les pays du Marché commun, à eux seuls, figuraient dans ce total pour 300 millions de dollars. (*Annuaire Statistique des Nations-Unies*, 1961.)

Mais si la bureaucratie de l'U.R.S.S. avait prétendu arriver par cette politique à ébranler le dollar et, partant, à saper l'alliance atlantique, elle se serait montrée absolument stupide. De toute façon, une telle intention de sa part ne peut être relevée dans aucun de ses actes, bien que certains « théoriciens » et économistes y aient fait allusion. Or, une telle opinion ne serait valable que si l'Europe occidentale pouvait être considérée comme complètement indépendante des Etats-Unis. Que les bureaucrates le veuillent ou non, le fait essentiel est que le système mondial de l'impérialisme repose sur l'économie des Etats-Unis. Autrement dit, c'est toujours par des symptômes qui apparaissent dans cette économie que les difficultés de ce système se révèlent, et elles sont toujours résolues aux dépens de l'économie européenne, et mondiale, avec, notons-le bien, l'assistance des bourgeoisies « nationales ». Nous avons vu comment la bourgeoisie internationale a évité, en face du déficit de la balance des paiements américaine, toutes mesures susceptibles d'augmenter le prix de l'or et de contribuer ainsi à dévaluer le dollar. En même temps, depuis 1959, et surtout depuis l'installation des démocrates au pouvoir, les Américains et leurs partenaires européens font tout pour réduire ce déficit. C'est ce qui explique leur attitude favorable au Marché commun en pleine expansion. On sait quelles méthodes ont été employées dans ce but, et qu'elles se résument toutes à une soumission de plus en plus grande de l'économie

européenne à l'économie américaine. La dernière assemblée générale du Fonds monétaire international, tenue à l'automne 1962, a marqué une étape importante dans ce processus. Ecartant la proposition d'instituer une banque internationale (« plan Maudling »), proposition qui reflétait certaines réticences européennes, surtout anglaises, à l'égard du renforcement de l'influence américaine, la majorité, s'alignant sur les suggestions des Etats-Unis, accepta qu'une partie importante des réserves américaines soit désormais constituée par des devises européennes. Autrement dit, l'économie européenne devrait céder une partie de ses bénéfices au capitalisme américain. Dans le langage commercial, cela s'appelle le *Trade Expansion Act*, déjà approuvé par le Sénat américain, et qui tend « ... à un désarmement tarifaire complet entre l'Europe et les Etats-Unis pour le tiers environ de leurs échanges et à une réduction de moitié des barrières douanières pour le reste du commerce... Les Américains seraient les gros gagnants dans l'opération... » (*Le Monde*, 23-24 septembre 1962).

Dans de telles circonstances, le dollar pourra, de l'avis général des représentants de la haute finance internationale, se maintenir, à condition que les coûts de la production n'augmentent pas. Et c'est ainsi que l'impérialisme en vient à bloquer les salaires et à imposer aux ouvriers des conditions de travail de plus en plus réactionnaires. Si nous envisageons dans ce cadre les ventes d'or soviétique, nous pouvons conclure que, par leur tendance essentielle, elles contribuent à la stabilisation de l'impérialisme sur le dos de la classe ouvrière internationale, aussi bien occidentale que soviétique.

Bien entendu, la bureaucratie soviétique ne désire pas cette stabilisation, pas plus qu'elle ne désire le rétablissement du capitalisme à l'intérieur de l'U.R.S.S. Mais, indépendamment de sa volonté, l'extension de son commerce avec les capitalistes, et celle des ventes d'or qui en résulte, tendent à renforcer le capitalisme : cela, parce que la bureaucratie prend ces mesures économiques dans des conditions politiques telles qu'elle désarme en même temps la classe ouvrière contre le capitalisme.

c) La réforme du rouble en 1961, et l'éventualité d'un « sputnik monétaire ».

C'est du même point de vue que nous abordons l'analyse de la réforme monétaire soviétique. En mai 1960, une réforme monétaire fut décidée par la bureaucratie ; le 1^{er} janvier 1961, dix anciens roubles furent échangés contre un nouveau rouble. L'échange était général et inconditionnel ; ainsi la possibilité d'une ponction des réserves individuelles était écartée. Bien que le rouble, depuis 1950, ait été rattaché à l'or, la réforme ne modifiait en rien non plus le système intérieur car, selon des proportions déterminées, les salaires furent réévalués en même temps que les prix.

Le but était donc de modifier la situation du rouble vers l'extérieur. Pourtant la réforme maintenait inchangé le taux de change du rouble avec le dollar. Le cours officiel de celui-ci, qui était de 4 roubles, devenait 40 kopeks, tandis que le cours touristique passait à 1 nouveau rouble, au lieu de 10 anciens. Mais, avec un flair remarquable, le *Times* du 18 mai 1960 écrivait : « *Il est possible de penser que la mesure... permettra aux autorités soviétiques, en perdant le moins possible la face, d'abandonner les taux de change officiels en vigueur qui surévaluent grossièrement le rouble, et de rendre ainsi possible une évolution vers un certain degré de convertibilité du rouble dans le commerce extérieur. Il y aurait là une aide certaine apportée au commerce, qui est handicapé actuellement par la « bilatéralité » qui résulte de la non-convertibilité, mais, jusqu'à présent rien n'indique qu'un tel changement de politique soit impliqué dans la réforme monétaire.* »

Rien, en effet, ne l'indiquait au mois de mai... Mais la situation est devenue plus claire le 14 novembre 1960, lorsque fut établie une nouvelle parité-or du rouble, nettement supérieure à l'ancienne. De plus, à la surprise générale, le taux de change du dollar était fixé à 90 kopeks au lieu de 40, ce qui équivalait à une réduction de 125 % de la parité du rouble vers l'extérieur (*Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen*, 1^{er} décembre 1960). En réalité, cela signifiait l'affaiblissement du rouble vis-à-vis de la plus forte monnaie étrangère, le dollar. La bourgeoisie internationale a tout de suite compris. L'importante revue financière, *The Banker* (décembre 1960), a, non sans cynisme, mis les points sur les i : « *Les gens qui, plus tard, étudieront la diplomatie de la guerre froide, devront méditer sur l'hommage rendu, dans les deux camps, au dollar, hommage dont l'exemple le plus risible a été la tentative, le mois dernier, de camoufler une dévaluation du rouble sous les espèces d'un accroissement de la parité-or, et dollar, de cette monnaie.* »

Cependant, le bruit courait en même temps de l'éventuelle création d'un rouble-or susceptible d'affaiblir le dollar, et de bouleverser les marchés et les échanges en général. L'on a même parlé d'un sputnik monétaire. Vu l'ensemble des problèmes évoqués plus haut, cela n'était absolument pas justifié. Alors que le rouble ne couvre qu'une petite fraction de la production mondiale et des échanges internationaux, et que la productivité soviétique est très basse, c'est-à-dire que les prix de revient sont plus élevés que les prix mondiaux, la convertibilité du rouble est impossible.

Mais le problème est à double tranchant. Si la convertibilité devait signifier, de la part de la bureaucratie, une volonté de compétition sur le marché mondial, elle est impossible, pour les raisons déjà dites. Par contre, si la dépendance économique de l'U.R.S.S. s'aggrave, l'irruption de l'impérialisme sur le marché russe peut devenir menaçante, et alors, le rouble risque de devenir, tôt ou tard, convertible. Le problème se joue, en définitive, autour du monopole du commerce extérieur soviétique. Que la bureaucratie, incapable de satisfaire les besoins accrus et de résister aux pressions hos-

tiles au socialisme, développe son commerce extérieur, cela, en soi, n'est pas dangereux. Néanmoins, le problème est que l'expansion de ce commerce est déjà un symptôme de l'aggravation de sa dépendance économique. Par conséquent, les forces qui tendent à briser le monopole du commerce extérieur progressent. La lutte pour le maintien ou l'abandon de ce monopole est, par excellence, une lutte politique. Cependant, l'activité économique de la bureaucratie, y compris, pour l'essentiel, sa réforme monétaire, a pour effet de miner le monopole du commerce extérieur en U.R.S.S. La bureaucratie, depuis la mort de Staline, est plus que jamais prise entre son intention de construire le socialisme et l'impossibilité de le faire dans un seul pays. C'est pourquoi les dirigeants oscillent constamment entre le maintien et l'abandon des conquêtes d'Octobre, et, parmi elles, du monopole du commerce extérieur.

C'est sous cet angle que l'on peut apprécier le développement d'ensemble de sa politique, et la réforme monétaire en particulier. La convertibilité du rouble, par exemple, devrait nécessairement commencer par celle des devises. Le *Staff Papers* résume tout ce que nous venons de dire, ainsi que son opinion devant une telle éventualité, en ces termes : « *La création à Moscou d'un marché monétaire à court terme dépend certainement de l'intervention simultanée D'IMPORTANTES CHANGEMENTS QUI AFFECTERAIENT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE L'U.R.S.S. ET LE RESTE DU MONDE. A l'heure actuelle (en 1960), ces changements paraissent tout à fait hors de question. Néanmoins, si elles apparaissent pour le moment du domaine de la fantaisie, DE TELLES TRANSFORMATIONS NE SONT PAS DU TOUT IMPOSSIBLES SI L'ON ENVISAGE L'AVENIR.* » (Souligné par nous.) Il ne faut pas oublier que cet article date d'avant la réforme monétaire, qui a généralement été considérée comme un pas vers la convertibilité.

Nous avons dit que le rapport réel entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme se traduit dans une évolution des positions autour du problème du monopole du commerce extérieur. Bien entendu, ce n'est pas un problème purement économique : il se reflète dans une lutte qui se mène sur l'arène politique. Notons seulement ici (nous y revenons par ailleurs) que la rencontre de Camp David entre Eisenhower et Khroutchev, avait lieu en 1959, quelques mois avant l'annonce de la réforme monétaire.

3) La coopération des « pays socialistes »

Nous avons parlé de l'impossibilité qu'il y a pour un pays isolé à se rendre indépendant du marché mondial. Or nous savons que, depuis 1948 au moins, toute une série de pays ont suivi l'U.R.S.S., qui n'est plus seule dans l'arène mondiale. Il faut donc examiner si cette situation nouvelle a transformé la dépendance en égalité ou en indépendance.

a) Naissance et développement de la coopération ; son caractère et sa structure.

Après la deuxième guerre mondiale, le rapport des forces entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme a changé. Il est hors de doute que, après 1948, le secteur socialiste de l'économie mondiale s'est agrandi aux dépens de l'impérialisme. Cette extension a-t-elle entraîné une supériorité du monde socialiste ou non ? C'est pour répondre à cette question qu'il convient d'examiner la coopération. Nous savons que, pour Staline, cette question ne se posait même pas ; pour lui, du moment qu'existaient les démocraties populaires, l'U.R.S.S. n'était plus seule et, puisqu'il y avait un marché mondial socialiste, on pouvait considérer comme négligeable le marché capitaliste ; l'indépendance complète était donc assurée.

Nous ne pouvons pas donner ici les chiffres relatifs aux points forts et aux points faibles de l'économie de tous les pays qui se sont détachés du système capitaliste. Un tel examen, qui nous mènerait trop loin, n'est, à vrai dire, pas nécessaire (1). Remarquons seulement que, parmi les démocraties populaires, il y a deux pays industriellement développés, l'Allemagne de l'Est et la Tchécoslovaquie, deux autres qui sont sur le chemin de l'industrialisation, mais avec une agriculture lourde à traîner, la Hongrie et la Pologne, deux pays enfin qu'on peut qualifier d'arriérés, la Roumanie et la Bulgarie.

En 1949, date de la « bolchévisation » des démocraties populaires, un organe économique commun est né qui s'appelait « Conseil d'assistance économique mutuelle » (2). Pendant le règne de Staline, cet organe ne servait pas à grand-chose. Officiellement, il était destiné à organiser les échanges techniques et scientifiques, et à coordonner le commerce extérieur des pays socialistes. Sans entrer dans les détails, nous constatons que l'organisation d'une coopération n'entraînait pas dans le cadre des plans de Staline. Visiblement, il ne savait que faire de tous ces pays, sinon pour « compléter » l'économie soviétique selon ses besoins.

Les premiers signes d'un changement coïncidèrent avec la réorientation de l'économie soviétique, en 1953-54. Dans chaque démocratie populaire, l'on assista à une réorientation semblable avec, bien entendu, plus ou moins de zèle, selon le rapport des forces intérieures. Dans le domaine de la planification en général, on réduisit le volume des investissements, et l'on modifia leur répartition en faveur de la production des biens de

(1) Celui qui veut se familiariser avec les problèmes économiques de ces pays, peut utilement consulter le livre du professeur Jan Marczewski : *Planification et croissance économique des démocraties populaires*, Presses Universitaires, Paris, 1956, 2 volumes, 560 pages.

(2) La presse occidentale le désigne fréquemment par le sigle russe de « Comecon ».

consommation. Parallèlement, en 1954, le « Conseil d'assistance » a pris plus d'importance et a dirigé son travail vers la spécialisation de la production des pays associés, et la coordination de leurs plans quinquennaux récemment élaborés pour 1956-1960.

Il n'est pas difficile de découvrir dans ces tentatives le souci d'augmenter la production pour satisfaire davantage les besoins des consommateurs, afin d'éviter l'explosion qu'avait préparé la politique d'austérité de Staline. Il est visible aussi que, pour ce faire, les dirigeants soviétiques, comme les bureaucrates de ces pays, ont eu besoin de s'entraider. De plus, une fois la réorientation amorcée, la réorganisation de la vie économique et les besoins accrus ont obligé les dirigeants à organiser la coopération sur des bases plus solides. Néanmoins, ces considérations n'étaient pas partagées par tout le monde. La bureaucratie de l'U.R.S.S. elle-même n'était pas encore entièrement convaincue de la nécessité d'un tournant, et elle hésitait. A plus forte raison, les démocraties populaires, au premier signe de cette hésitation, ont renversé la situation en revenant à la politique économique antérieure.

b) Les révolutions de 1956 et le tournant décisif dans la coopération.

La révolution hongroise et celle amorcée en Pologne ont révélé, tout d'abord, que les rapports entre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires devaient être modifiés. Elles ont révélé, en outre, la nécessité de développer d'urgence la consommation. Mais cette dernière tâche, s'ajoutant à l'expansion générale assurée par les investissements majeurs dans l'industrie lourde, demandait un très grand effort, et la coopération devenait plus nécessaire que jamais. D'autre part, la quantité des ressources disponibles obligeait aussi à mieux les répartir. Si, politiquement, les rapports entre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires devaient être modifiés, la collaboration économique, tout en répondant à ce besoin, permettait de lier plus étroitement et de manière organique l'économie de ces pays à celle de l'U.R.S.S. Il fallait répondre aux problèmes soulevés par la révolution tout en rendant impossible une telle révolution à la périphérie. Voilà pourquoi la révolution a contribué à pousser la bureaucratie dans la voie du renforcement de la coopération, que des raisons intérieures avaient déjà rendu nécessaire.

L'activité économique de l'année 1957 confirme entièrement cette appréciation. Dès la fin de 1956, les bureaucrates soviétiques se sont empressés de secourir leurs collègues des démocraties populaires, en particulier polonais et hongrois. De la fin de 1956 jusqu'au début de 1958, l'U.R.S.S. a fourni, à titre d'aide, 4 milliards de roubles devises (1) et 8 milliards de

(1) C'est-à-dire utilisables pour acheter des marchandises dans n'importe quel pays « socialiste ».

roubles en produits aux démocraties populaires. Le principal bénéficiaire était la Pologne, avec 1,6 milliard en denrées alimentaires, biens de consommation et matières premières. La Hongrie, avec 0,3 milliard, venait au second rang, étant donné que la révolution y avait déjà été écrasée.

D'autres réformes importantes montraient la peur des dirigeants soviétiques devant l'éveil des masses. La suppression des réparations de guerre, l'annulation des dettes antérieures, la révision des tarifs des échanges, toutes ces mesures étaient destinées à améliorer la position des démocraties populaires dans leurs rapports économiques avec l'U.R.S.S. Partout, les plans en cours étaient abandonnés et l'on commençait à en élaborer de plus modestes où l'on veillait à donner une place plus importante à la production de biens de consommation. En même temps, le « Conseil d'assistance » était réorganisé. Par l'organisation de commissions spécialisées permanentes, on élargissait sa structure, et l'on intensifiait son travail. Dès 1957, sur ces bases nouvelles, il se voyait assigner une importance qualitative plus grande qu'auparavant : il s'agissait de coordonner les nouveaux plans élaborés en 1957 pour les années 1961-65.

Selon les experts économiques bourgeois, la révolution de 1956 a retardé le développement de la coopération économique amorcée depuis 1954. Selon nous, c'est le contraire qui s'est passé. La bureaucratie hésitait, entre 1954 et 1956, et c'est la révolution qui l'a définitivement contrainte à affermir son « libéralisme », ce qui signifiait notamment l'organisation de la coopération. Les dates sont éloquentes : entre 1954 et 1956, la bureaucratie avait eu suffisamment de temps pour réorganiser la coopération, mais elle n'était pas pressée. Après la révolution, cette réorganisation a brusquement eu lieu dès 1957. La révolution ne constituait pas un retard, mais plutôt un catalyseur et un facteur d'accélération, dans la voie de la coopération.

c) Evolution de la coopération.

Dès 1958, les difficultés sont apparues aussi bien sur le plan national que dans la coopération. « *L'augmentation de la production par unité d'investissement a été inférieure de 1954 à 1958 à ce qu'elle avait été de 1949 à 1953* », écrit le « Centre d'Information des Nations Unies » (Paris, 2 juin 1960). Les plans souffraient partout de la pénurie générale des ressources, et nous avons vu dans le chapitre précédent que la situation était critique en U.R.S.S. même. Aussi comprenons-nous pourquoi, en 1958, celle-ci a refusé d'accorder des crédits aussi bien aux Hongrois qu'aux Polonais. Or, en même temps, elle demandait aux démocraties populaires, surtout à la Tchécoslovaquie et à l'Allemagne Orientale, de participer au programme d'aide aux pays sous-développés. Tout en aidant ces derniers, les démocraties populaires se trouvaient dans une situation difficile. Bien que la production des biens de consommation ait augmenté, l'agriculture piétinait, le ravitaillement connaissait de sérieuses difficultés, et l'expansion

sion se ralentissait. Mais la nature même de la coopération rendait impossible une entraide efficace. Le système des prix et des salaires, les coûts de revient, la productivité et les investissements variaient d'un extrême à l'autre entre ces pays. Dans ces conditions, la transition d'économies autarciques à la coopération active ne pouvait qu'accuser et souligner les défauts particuliers de chacune d'entre elles.

Nous pensons que ces problèmes ont motivé, en 1958, la première réunion des chefs des partis stalinien des démocraties populaires qui fut consacrée à la coopération. Nous n'avons naturellement pas de compte-rendu de cette réunion mais, rétrospectivement, nous pouvons conclure que les réformes annoncées en 1959 y avaient été décidées. L'année 1959 marquait la fin des années de transition où les investissements avaient fléchi ; l'industrialisation et les investissements reprenaient leur croissance. Sans doute, le souci d'augmenter la production agricole et d'en améliorer la qualité amena les dirigeants à reprendre et à terminer la collectivisation agraire. Il est intéressant de savoir où au moment même où, en U.R.S.S., l'équipe dirigeante entreprenait de renforcer les kolkhozes contre la menace du producteur individuel, les chefs des partis stalinien décidaient d'achever la collectivisation totale dans les démocraties populaires. Ce qui revient à dire que la bureaucratie de l'U.R.S.S. et d'Europe Orientale a tout essayé pour sortir de l'impasse agricole. Mais, dans leur tête, les bureaucrates ne pouvaient trouver mieux que d'arrêter le développement des forces individuelles et, ainsi rassurés, de réorganiser l'agriculture. En parfaits bureaucrates, ils croyaient trouver des remèdes dans l'organisation et la réorganisation, comme si celles-ci pouvaient, par elles-mêmes, dans la pénurie de machines et d'engrais, augmenter le rendement agricole.

C'est donc en 1959 que le « Conseil d'assistance » a abordé l'élaboration de plans « perspectifs » de quinze ans. (L'année suivante, ces plans ont été étalés sur vingt ans, 1960-1980). On a élaboré également de nouveaux plans couvrant la période 1960-65. Mais bien que, dans l'ensemble, l'industrialisation ait été reprise, la structure des nouveaux « plans coordonnés » a radicalement changé. On a mis l'accent sur l'augmentation de la production de matériel agricole, et sur le développement de l'industrie chimique. Selon les prévisions, cette dernière doit augmenter sa production de 2 à 4 fois de 1959 à 1965. Les plans prévoient une augmentation particulièrement forte dans la production des matières plastiques, des fils synthétiques et des engrais chimiques. En Allemagne Orientale, l'augmentation doit être six fois supérieure à la production de 1958, en Hongrie trois fois, et en Tchécoslovaquie deux fois et demi. Dans le problème de la restructuration de l'industrie conformément aux techniques nouvelles, dont nous avons vu l'importance à propos de l'économie soviétique, la coopération des pays socialistes devait jouer un rôle de premier rang. Plus cette restructuration devient nécessaire, d'ailleurs, plus les démocraties populaires en supportent

la charge, au sein d'une coopération qui assigne ses tâches particulières à chacune d'elles.

Cela entraîne évidemment des changements dans la forme et la nature de la coopération. C'est ainsi que, en 1959, le « Conseil d'assistance », ayant pour but une meilleure répartition internationale des tâches et des efforts ainsi que des ressources, adopte un statut qui lui assigne pour tâches l'unification des éléments différents de la statistique, la coopération technique et scientifique, la spécialisation de la production industrielle et agricole, et l'augmentation des ressources en matières premières. La coopération économique a ainsi franchi une étape importante dans la voie de l'intégration économique.

Mais, avant d'en poursuivre l'étude, nous pouvons, dès maintenant, relever que son développement procède moins de considérations de perspective découlant d'une théorie économique socialiste, que de constatations pragmatiques dictées par les difficultés économiques rencontrées dans chaque pays. Chaque nouveau pas en avant de la coopération était un signe notable de ces difficultés, qu'on escomptait ainsi éliminer par la coopération. C'est ainsi que les réformes de 1959 étaient avant tout destinées à regrouper les forces disponibles pour affronter tout un éventail de problèmes surgis en 1958-59, et que nous avons déjà essayé de résumer dans ce qui précède.

d) Les problèmes de la coopération à travers les difficultés qu'elle rencontre.

Ces difficultés semblent très sérieuses, et c'est à leur recrudescence que l'on assiste après les réformes de 1959.

La situation économique des pays « coopérants » demeurerait inquiétante. Chacun d'eux a dû augmenter ses importations et, par suite, le déficit de sa balance des paiements. Mais la composition de ces importations nous révèle beaucoup plus la maladie organique des économies de ces pays que leur volume. En effet, l'augmentation concerne l'importation de machines, d'outillage, de matières premières, de combustibles, de denrées alimentaires et de fourrages. Ces pays doivent en effet importer de plus en plus de ces articles précisément essentiels pour l'industrie et pour l'agriculture. Si nous ajoutons que, en même temps, les exportations ont diminué, c'est donc qu'il y a eu un certain appauvrissement de ces pays. Le cas typique, bien qu'exceptionnel, est celui de la Pologne.

L'économie polonaise était en partie basée sur des exportations massives de charbon. Or, sa part dans les exportations totales vers l'Occident a subi une baisse énorme. Alors qu'elle était de 32 % en 1958, elle n'est plus que de 17 % en 1959. C'est en effet dans ces années-là que s'est produite la grande crise charbonnière des pays du Marché Commun : on peut conclure sans exagération que l'économie polonaise a subi toutes les répercussions de la crise charbonnière occidentale. De ce fait, et d'autres, la

crise du ravitaillement est devenue plus aiguë en Pologne que dans les autres pays en question, et la Pologne a été seule à ne pas aborder la collectivisation totale de l'agriculture. Certains économistes, par exemple dans les rapports des Nations Unies, vont jusqu'à affirmer que la réalisation même du plan polonais dépend de l'aide américaine. De la fin de 1957 jusqu'à 1960, cette aide a atteint 500 millions de dollars. (Centre d'information des Nations Unies, Paris, 31 mars 1960 ; 28 mars 1961).

D'autre part, dans chacune des démocraties populaires, nous avons pu voir en 1960 le même phénomène que nous avons déjà signalé en U.R.S.S. : un ralentissement général des investissements, causé par la dispersion des ressources sur un trop grand nombre de projets, qu'imposait le développement mondial de la technique. Ajoutons ici une autre difficulté, à peine mentionnée dans ce qui précède : le problème de la main-d'œuvre, de la main-d'œuvre qualifiée en particulier, qui est à l'origine de difficultés plus grandes dans les démocraties populaires qu'en U.R.S.S. Déjà en 1960, dans nombre des pays dont nous nous occupons, l'augmentation de la production industrielle a été due, en grande partie, à celle de la productivité. Mais là où cela a été enregistré, comme en U.R.S.S., en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Hongrie, cette augmentation est dûe, moins à l'application générale de techniques nouvelles qu'à des révisions de normes et au renforcement de la discipline du travail. Fidèles à leur esprit, les bureaucrates ont donc essayé de résoudre le problème de la main-d'œuvre par la main-d'œuvre elle-même, c'est-à-dire sur le dos des ouvriers. Nous reviendrons sur cette question ; il nous faut maintenant tenter de résumer les problèmes généraux de la coopération économique.

En premier lieu, la coopération doit affronter le problème de la pénurie en matières premières. Sauf l'U.R.S.S., ces pays sont généralement dépourvus de matières premières. Ce qui est le plus gênant, comme l'écrit la revue russe *Questions d'économie* (janvier 1960), c'est justement que les trois pays les plus industrialisés, l'Allemagne Orientale, la Tchécoslovaquie et la Hongrie manquent presque totalement des matières premières nécessaires. Les chiffres sont d'ailleurs éloquentes : la part des importations des démocraties populaires dans leur consommation totale est de 70 à 90 % pour le pétrole et le minerai de fer ; de 55 à 65 % pour les métaux non ferreux ; de 50 % pour la houille et le coke en Allemagne Orientale et Hongrie ; de 100 % pour le bois en Hongrie. La majeure partie de ces importations, sinon la totalité, vient de l'U.R.S.S.

Importations en provenance de l'U.R.S.S. dans l'ensemble de ces pays, en % du total.

	1950	1958	1959
Minerai de fer	65,0	74,7	82
Métaux non ferreux	26,5	59,4	—
Pétrole brut	26,5	59,4	97,5
Bois sciés	12,7	63,1	—

Ajoutons qu'en 1960, 97 % des importations de minerai de fer et de manganèse, 75 % du cuivre, 86 % des laminés et 76 % du coton venaient d'U.R.S.S. Les démocraties populaires n'ont pas de matières premières pour leur industrie : elles couvrent leurs besoins par des importations massives, et toujours croissantes, venant d'U.R.S.S. Cela signifie que cette industrie dépend des matières premières russes, et aussi que son prix de revient doit être très élevé, du fait des frais de transport sur de telles distances. Signalons enfin la contradiction de plus en plus grande entre la capacité croissante de l'industrie de transformation de ces pays, et leur pénurie en matières premières, situation aggravée par le manque de combustibles, et caractérisée par la très faible production d'énergie électrique.

Il est bien naturel que, dans ces conditions, les échanges mutuels aient une importance capitale. Mais voici que la seconde grande difficulté de la coopération surgit précisément ici. En l'absence du rôle régulateur du mécanisme des prix, la coordination optimale des huit plans différents est impossible. Cette difficulté est insoluble si l'on maintient la séparation entre les économies nationales, autrement dit, sans une intégration complète suivant un seul plan. Mais on se heurte là à une autre contradiction, car dans les conditions d'oppression nationale inséparables du règne de la bureaucratie, l'intégration économique provoque des résistances nationales, insurmontables pour la bureaucratie. La bureaucratie est et sera incapable d'affronter ce problème sans une révision complète de la pratique stalinienne sur la question nationale. Or, cela lui est extrêmement difficile, eu égard à la composition multinationale de l'U.R.S.S., et à la politique réactionnaire et oppressive des dirigeants. C'est la raison pour laquelle les staliniens sont, sur ce plan encore plus que sur d'autres, infiniment pragmatiques. Comme la coopération exigeait la solution de cette difficulté, ils l'ont plusieurs fois tentée. Dès 1957, ils ont adopté la décision de créer un clearing multilatéral dont on sait peu de choses. Jusqu'à aujourd'hui, du moins, les échanges commerciaux sont restés bilatéraux, ce qui complique énormément les problèmes qu'ils posent. Ils ont, en même temps, décidé la fondation d'une banque socialiste internationale, dont on ne sait rien non plus. On peut mesurer les difficultés à cet égard, en constatant qu'en 1959 on a pris de nouveau la décision de créer cette banque. Résultat : toujours rien. Enfin, à la récente réunion du « Conseil d'assistance » à Bucarest, en décembre 1962, on a décidé, pour la troisième fois, cette création. En fait, une seule banque a été réellement fondée à Vienne, pour faciliter les échanges commerciaux avec les pays capitalistes.

La réforme des prix intérieurs, introduite dans quelques-uns de ces pays, n'a abouti à rien, les différences subsistant. De ce fait, les cours de change entre ces pays sont fictifs, et ne servent qu'à la comptabilité. En d'autres termes, dans les échanges entre ces pays, leurs monnaies respectives ne jouent aucun rôle. La coopération n'a trouvé de solution à ce problème

que dans l'utilisation du dollar, car «... les accords commerciaux sont établis sur la base des cours mondiaux». (*Notes rapides* de l'I.N.S.E.E., 16 août 1960). Naturellement, sur cette base, les échanges ont été mieux réglés et c'est ainsi que, en juin 1960, on a pu adopter un nouveau système de prix, plus proche des cours mondiaux.

Nous ne connaissons que trop bien la troisième grande difficulté, le retard, qui va en s'aggravant, de l'agriculture. A elle seule, elle a justifié la seconde réunion des chefs des partis staliniens, en février 1960. La production agricole était inférieure aux prévisions des plans, surtout pour l'élevage. La crise de ravitaillement est devenue chronique dans les démocraties populaires, se manifestant par la pénurie de l'un ou de l'autre article alimentaire. La raison principale, tout comme en U.R.S.S., c'est le faible rendement. Sans citer de chiffres relatifs au rendement agricole, notons qu'il est très inférieur à celui des pays capitalistes, et souvent inférieur même au rendement soviétique. Ici aussi, naturellement, la faiblesse du concours de l'industrie n'arrive pas à remédier à l'insuffisance du rendement. Voyons seulement un tableau, celui de l'approvisionnement en tracteurs de quelques pays capitalistes et de «démocraties populaires».

Hectares par tracteur en 1956

Tchécoslovaquie	139	France	50
Pologne	317	Hollande	27 (1955)
Hongrie	226	Suisse	14
Allemagne occidentale	130	Allemagne orientale	16

Les problèmes de l'économie soviétique, ses principales difficultés se retrouvent ainsi dans les «démocraties populaires», empêchant le développement de la coopération socialiste par l'aggravation de la dépendance générale de l'impérialisme.

Ce retard dans le développement de la coopération se manifestait surtout par la faiblesse des investissements résultant de la coopération dans l'industrie. En 1960, par exemple, il n'y en avait que très peu. La Tchécoslovaquie construisait une centrale électrique en Roumanie et, avec l'Allemagne Orientale et la Pologne, un combinat de cellulose également en Roumanie. En U.R.S.S., l'Allemagne Orientale, la Tchécoslovaquie et la Hongrie mettaient en exploitation un gisement de phosphate. Il y en a encore quelques exemples, mais rares. Une collaboration aussi réduite, qui, en dernière analyse, prouve que la coopération socialiste n'est ici qu'une formule, a fait l'objet de critiques ouvertes de la part du représentant du «chaînon le plus faible» de la chaîne des «démocraties populaires», Gomulka, en 1960. Ces difficultés expliquent la tenue d'une troisième réunion des chefs des partis staliniens en juin 1960. La reprise des investissements, en présence du retard de l'agriculture, et alors que la collaboration n'existait pratiquement pas entre ces pays, entraîna une instabilité qui se manifesta dans le remaniement en cascade des plans. Il fallait trouver une issue.

4) Vers l'intégration économique des « pays socialistes » ?

Nous cessons ici de suivre chronologiquement le développement de la coopération. Sa courte histoire nous a déjà permis d'entrevoir quelques uns des grands problèmes que nous allons maintenant essayer d'analyser.

a) Le rapport dialectique entre l'U.R.S.S. et les « démocraties populaires ».

Les staliniens, qu'ils soient conservateurs ou libéraux, ne cessent d'affirmer que l'U.R.S.S. démontre sa volonté socialiste en mettant à profit ses possibilités matérielles pour fournir une aide désintéressée aux démocraties populaires dans la construction du socialisme. A notre avis, cette affirmation demande à être profondément modifiée. Si l'on envisage ce rapport extrêmement complexe sous le seul angle d'une aide unilatérale, nous devons dire tout de suite que, premièrement, cette coopération socialiste ne peut être analysée du seul point de vue national des pays en question. Elle recouvre toute une série de problèmes, tournant, en dernière analyse, autour de la question du rapport entre pays socialistes et impérialistes. De ce point de vue, la crise charbonnière en Pologne et les crédits américains accordés à ce pays nous dispensent d'avancer d'autres arguments. Deuxièmement, si l'on parle d'une aide soviétique apportée aux démocraties populaires, il serait erroné de ne pas voir qu'il existe aussi une aide considérable des démocraties populaires à l'U.R.S.S. La coopération est la forme d'une aide mutuelle et réciproque.

Mais venons-en aux faits. On entend exprimer, à ce sujet, deux affirmations opposées. Selon les uns, l'U.R.S.S. aide les « démocraties populaires », selon les autres, elle les exploite. Où est la vérité ?

Il est tout à fait incontestable que l'expansion industrielle des démocraties populaires est assurée par l'U.R.S.S. Le ravitaillement de leur industrie en matières premières est inimaginable sans l'approvisionnement venant des mines et de l'agriculture soviétiques. Le système énergétique des démocraties populaires est, d'ores et déjà, basé sur des lignes de transport d'énergie, en voie d'achèvement, qui, partant de l'U.R.S.S., approvisionnent les démocraties populaires. Un « *Service de dispatching central de l'électricité* » a été récemment mis en place à Prague. L'oléoduc *Amitié*, transportant le pétrole soviétique, approvisionnera, en très grande partie, l'industrie des démocraties populaires en général, et leur industrie chimique

en particulier. Il est évident que, coupée du marché impérialiste dont elle dépendait directement, l'économie de ces pays n'est pas viable sans l'U.R.S.S. Mais si nous regardons d'un peu plus près les échanges entre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires, nous voyons que leur contenu varie selon qu'il s'agit des exportations de l'U.R.S.S. vers ces pays, ou de l'inverse. Nous avons déjà remarqué que, dans le premier cas, il s'agit essentiellement de matières premières et de combustibles : minerais de fer, charbon, métaux, coton, pétrole, etc., alors que, dans le second, il s'agit surtout de biens manufacturés. Comme preuve supplémentaire de la nécessité de renforcer la coopération, notons qu'en général, les échanges mutuels entre les pays coopérants se sont développés à un rythme très rapide. L'étude déjà citée du Centre national du commerce extérieur français publie le très intéressant tableau des principaux partenaires de l'U.R.S.S. dans son commerce extérieur en 1958. Le voici :

	Exportations	Importations	Total
	(en millions de roubles)		
Démocraties populaires	12.545	12.968	25.513
Pays capitalistes	4.645	4.430	9.075
Total	17.190	17.398	34.588

Mais, ce qui est le plus important, c'est la part impressionnante que quatre pays, l'Allemagne Orientale, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Pologne, prennent dans l'approvisionnement de l'U.R.S.S. en biens d'équipement. En 1958, ces pays fournissaient 78 % du total général des importations soviétiques de biens d'équipement. L'Allemagne Orientale, à elle seule, en fournissait 19 %. L'étude mentionnée conclut, à juste titre, que « ... c'est d'eux que dépend, pour une grande part, l'industrialisation de l'U.R.S.S. ». On peut constater une certaine modification des rôles économiques, depuis 1954 et surtout 1956. L'U.R.S.S. joue maintenant essentiellement le rôle de fournisseur de matières premières pour l'industrie de transformation des démocraties populaires. La dépendance mutuelle devient de plus en plus sensible, visible et inévitable. Ce fait économique dicte deux conclusions politiques. Premièrement, il s'agit bien d'une aide considérable apportée par l'U.R.S.S. aux démocraties populaires. S'il est vrai que l'U.R.S.S. seule est incapable de terminer victorieusement la construction du socialisme, il est encore plus vrai que les pays de démocratie populaire sont tout simplement incapables de faire fonctionner seuls leur économie. Peut-on parler d'une aide socialiste ? Oui, dans le sens suivant. S'il est vrai que l'U.R.S.S., état ouvrier dégénéré, accorde son aide d'une manière bureaucratique et contre-révolutionnaire, il est non moins vrai que, état ouvrier, elle n'exige pas, comme conditions à son aide, l'abolition des conquêtes socialistes. Sans aucun doute, sans l'U.R.S.S., à moins que des révolutions prolétariennes victorieuses en Europe Occidentale ne viennent

promptement à leur aide, ces pays tomberaient fatalement aux mains de l'impérialisme qui y abolirait les rapports de production socialistes. En ce sens, nous devons affirmer qu'il y a une véritable aide socialiste de l'U.R.S.S. aux « démocraties populaires » et non seulement nous ne sommes pas contre la coopération mais nous sommes au contraire pour l'intégration révolutionnaire complète (1).

Il est, d'autre part, parfaitement justifié de parler de l'aide non moins importante que ces pays apportent à l'U.R.S.S. en diminuant sa dépendance de l'impérialisme. Nous pensons ne pas être loin de la vérité en disant que la fourniture de biens manufacturés et autres par les démocraties populaires a sauvé l'U.R.S.S. d'un étranglement après la guerre. En ce sens, on peut parler d'un *ajournement* de la question de vie ou de mort de la dépendance de l'U.R.S.S. de l'impérialisme.

Evidemment, on pourrait avoir la curiosité de savoir qui gagne le plus dans ces échanges. Devant les problèmes essentiels qui sont en jeu, nous jugeons inutile d'y prêter attention. Néanmoins, d'un tout autre point de vue, nous allons analyser cette question de « qui gagne et qui exploite », car ceci nous amène au problème décisif de la coopération. En effet, nous considérons comme absolument secondaire le fait de savoir si c'est sur le dos de l'U.R.S.S. ou celui des démocraties populaires que le développement de cet ensemble économique s'accomplit, à la condition qu'il conduise à la *défaite décisive des forces ennemies*. Mais poser la question ainsi, c'est démontrer que la question vitale est ailleurs.

Dans le cas des exportations soviétiques de pétrole, nous avons vu que les démocraties populaires paient un tribut à l'U.R.S.S. Ce sont elles qui, dans ce cas, paient la différence entre prix mondial et prix de revient plus élevé en U.R.S.S. Ainsi, la bureaucratie soviétique prévient-elle, aux dépens de l'Europe Orientale, un déficit dans la balance soviétique des paiements, exactement comme les capitalistes américains s'efforcent de le faire aux dépens de l'Europe Occidentale.

Il en va de même que pour le pétrole avec le zinc, le fer, l'aluminium, l'étain, etc. (voir la *Review of Economics and Statistics*, mai 1960). Mais l'U.R.S.S. ne fait pas qu'exporter, elle importe également. Or, ces échanges mutuels se font à des prix déterminés. La question est de savoir en fonction de quel principe ils sont fixés. Nous avons signalé qu'en dépit d'un certain arbitraire, ces prix sont fixés d'après les cours mondiaux, et

(1) Il va de soi, toutefois, qu'une telle intégration n'est concevable que si elle est conforme à la volonté des peuples qui y participeraient, dans le respect intégral de leur droit à l'autodétermination ; ce qui, à son tour, suppose le renversement révolutionnaire de la bureaucratie, et l'instauration de la démocratie des Conseils.

que les paiements se font en dollars. Ces prix se réfèrent donc aux prix mondiaux, mais avec un certain retard. C'est ainsi, nous l'avons vu, qu'en juin 1960, il y a eu un réajustement de cette nature. Ce retard joue un rôle important, car il égalise les différences éventuelles qui pourraient s'établir uniquement en faveur de l'U.R.S.S. Par exemple, s'il y a une hausse des prix mondiaux, ce retard fait que, dans le cas d'exportations provenant des démocraties populaires vers l'U.R.S.S., c'est cette dernière qui gagne dans les échanges, tandis que dans ses exportations vers ces pays, elle perd. En cas d'une baisse des prix mondiaux, c'est le contraire qui se produit. Il faudrait une connaissance parfaite et complète des données statistiques des échanges mutuels de ces pays et des prix de chaque article pour établir, en fin de compte, qui a gagné durant les dix dernières années. Malgré l'absence de telles statistiques, il est possible de dire que le mécanisme international des prix, surtout à la longue, tend à égaliser bénéfices et pertes. C'est ici que nous touchons au vrai problème.

On parle d'une coopération des pays socialistes, et les staliniens affirment que ce sont les principes de la solidarité internationale qui règlent cette collaboration. En vérité, les libéraux ont rejeté la « théorie » absurde de Staline d'un marché mondial socialiste indépendant. Mais, tout en l'écartant, ils n'ont donné aucune explication tant soit peu théorique de la coopération socialiste. Ils se bornent à affirmer qu'il s'agit d'une entraide mutuelle sous le signe de la solidarité. Par rapport à Staline, la bureaucratie a donc reculé, comme d'ailleurs dans beaucoup d'autres problèmes, n'essayant même pas de construire une justification « théorique ». Ils sont en fait obligés d'adopter cette attitude extrêmement pragmatique, car, en ce qui concerne la coopération, les données fondamentales elles-mêmes interdisent toute vantardise cherchant à faire croire à une indépendance économique.

Car les faits prouvent que la coopération économique des pays socialistes est *directement* liée au mécanisme de l'économie internationale, c'est-à-dire de l'économie de l'impérialisme. Qui plus est, ce sont le dollar et le mécanisme des prix du marché mondial qui règlent et équilibrent cette coopération. Qu'est-ce que cela veut dire ? Simplement que c'est la loi de la valeur telle qu'elle s'exprime sur le marché mondial, qui régularise les rapports mutuels des pays socialistes. Bien sûr, nous savons que la loi de la valeur continue à jouer un rôle très important à l'intérieur de chacun de ces pays, et qu'il est impossible de la « supprimer ». En U.R.S.S. comme dans les démocraties populaires, de façon générale, grâce au système de la planification, et, plus particulièrement, à la politique des prix, le gouvernement peut contrôler son fonctionnement. Mais, ce qui fait la différence entre l'économie planifiée qui existe à l'intérieur d'un de ces pays, d'une part, et leur coopération économique, de l'autre, c'est que, dans le second cas, la loi de la valeur fonctionne sans aucun contrôle. C'est cela qui, par exemple, empêche, en dépit de la volonté des dirigeants,

un accroissement massif des investissements communs. La coopération économique dépend directement de l'économie capitaliste mondiale et subit chaque fluctuation au sein de cette dernière. Cela signifie que chaque crise du système impérialiste se répercute immédiatement sur la coopération, et, pour éviter qu'une grande crise éventuelle ne la disloque, les bureaucrates sont obligés de réaliser l'intégration complète. Mais la bureaucratie stalinienne se heurte ici à un obstacle énorme : celui des sentiments et des intérêts nationaux des « démocraties populaires », sentiments et intérêts qu'elle a gonflés et qui s'opposent à une intégration complète, car cette intégration signifierait, dans les conditions bureaucratiques, la liquidation réactionnaire de ces nations.

Il est visible, surtout depuis l'élaboration et le commencement de mise en application des plans perspectifs coordonnés de vingt ans, que les staliens essayent d'échapper à cette contradiction. Ils ne sont pas encore arrivés à une confrontation sérieuse avec les problèmes nationaux, mais, pour le moment, ils essayent tout ce qu'ils peuvent pour éviter les conséquences fâcheuses du fait de la dépendance à l'égard de l'impérialisme des « pays socialistes ». Ce souci explique leurs tergiversations autour de l'« appréciation » du Marché Commun, par exemple. L'expansion industrielle des pays des Six, ainsi que leur politique douanière et préférentielle, a été durement ressentie par l'économie des pays du « Conseil d'assistance ». La crise charbonnière de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, en 1958-59, a précipité la Pologne dans une crise. La volonté de la bourgeoisie française d'obtenir une situation préférentielle pour le pétrole saharien au sein de la Communauté menaçait les exportations soviétiques, et ainsi de suite. La bureaucratie a voulu d'abord engager la lutte, puis elle s'est ensuite rendu compte rapidement que cela pouvait ruiner sa position dans le commerce international, dont elle a plus besoin que jamais. En fait, sa dépendance toujours plus étroite à l'égard de la division internationale du travail pousse l'U.R.S.S. bureaucratique, malgré des soubresauts convulsifs, vers un accord avec l'impérialisme plutôt que vers une guerre économique quelconque. Mais elle n'est pas encore disposée à l'abandon complet. Malgré son besoin d'arriver à un accord, elle veut en limiter les conséquences. Voilà pourquoi, parallèlement à l'acceptation *de facto* du Marché Commun qui, en dépit de leurs protestations, signifiait que les staliens donnaient leur caution à la construction réactionnaire du capitalisme occidental, et, *ipso facto*, y participaient, Khroutchev a lancé sa proposition de convocation d'une conférence internationale de commerce. Derrière cette proposition, il n'est pas difficile de reconnaître le désir des bureaucrates d'arriver à une « réglementation » du commerce international qui limiterait le plus possible les conséquences ruineuses de leur dépendance. Le refus catégorique des impérialistes est, à cet égard, éloquent.

Il serait absurde, nous croyons nécessaire de l'ajouter, d'adopter le

point de vue selon lequel il faut « supprimer » la loi de la valeur. Ce n'est pas cela que nous demandons aux staliniens. Nous leur demandons d'expliquer la situation réelle en appelant les choses par leur nom et de définir ouvertement leur position. Ce à quoi nous assistons, au lieu d'une telle attitude, c'est à un battage publicitaire sur une véritable collaboration socialiste, cependant que, derrière le rideau, se déroulent les marchandages avec les capitalistes. Dans ces conditions, une crise économique qui les prendrait à l'improviste précipiterait les bureaucrates, ou bien dans les bras de l'impérialisme ou bien dans une intégration tumultueuse.

Il est superflu de continuer à énumérer les preuves de la dépendance de plus en plus visible et accusée des pays coopérants. Les staliniens eux-mêmes estiment, fort généreusement, que la part de cet ensemble économique dans la production mondiale est de 37 à 38 % ; et ceci, dans les discours solennels pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre, le 7 novembre 1962.

Quelque naïf, croyant encore au bluff des bureaucrates libéraux, pourrait soulever ici un problème « théorique ». « N'était-ce pas là un fait reconnu par tous les marxistes — dirait-il — que, si la victoire complète du socialisme est inconcevable dans un *seul* pays, en l'occurrence en U.R.S.S., cette victoire est assurée du moment que *plusieurs* pays participent à l'édification du socialisme ? Or, depuis 1948 ou au moins depuis 1956, l'isolement de l'U.R.S.S. a cessé du fait que plusieurs pays socialistes coopèrent. Ainsi — pourrait continuer notre naïf — les critiques qui condamnent la théorie du socialisme dans un seul pays ont perdu leur raison d'être. Cependant, dès 1924-25, au moment de la grande discussion entamée par l'opposition de gauche bolchévik-léniniste, Trotsky et Préobrajensky ont démontré qu'il ne s'agissait pas là d'une question arithmétique. Préobrajensky a mis en garde les bureaucrates contre leurs vues désespérément métaphysiques, lorsque ceux-ci voulaient faire croire que « *plusieurs* pays socialistes » étaient synonyme de « *plus* de forces économiques » que l'impérialisme. Il a souligné que les facteurs décisifs sont la supériorité de la production et de la productivité, et qu'ils ne peuvent trancher en faveur du socialisme tant que les pays économiquement les plus développés restent capitalistes, indépendamment du fait qu'il y a un ou plusieurs pays socialistes. Nous avons vu que la leçon des faits enseigne actuellement la même chose.

Malgré leur silence théorique, les bureaucrates laissent entendre, cependant, que, du fait de l'addition arithmétique de plusieurs pays socialistes, le problème n'existe plus. Ils donnent ainsi la preuve, par leur méthode de pensée métaphysique, qu'ils sont d'indécrottables staliniens. C'est en réalité la dialectique qui est ici la victime des bureaucrates, qui lui substituent un mode de raisonnement formel, une analyse absolument scottastique. Les libéraux suivent fidèlement ici les conceptions anti-dialectiques

de Staline qui, dans son dernier ouvrage, avait découvert le système socialiste mondial. Les libéraux raisonnent de la même manière dans la question de la guerre ou de la paix, qui signifie pour eux exactement la même chose qu'elle signifiait pour Staline en 1918 par exemple. Ce n'est pas par hasard que les références historiques des libéraux en faveur de la « coexistence pacifique » se réduisent à l'évocation du traité de Brest-Litovsk. Tout comme Staline à l'époque, ils pensent, peut-être sincèrement, qu'il ne s'agit tout simplement que d'une situation de guerre ou de paix. *« Je suis persuadé que mon but principal, qui était de rendre notre attitude sur la question de la paix aussi compréhensible que possible au prolétariat mondial, était pour Staline une considération secondaire. Il s'intéressait à « la paix dans un seul pays », exactement comme plus tard il devait s'intéresser au « socialisme dans un seul pays », écrit Trotsky, à propos de la discussion autour du traité de Brest-Litovsk.*

Les libéraux ne font que continuer la tradition anti-dialectique de Staline, aussi bien dans la question de la paix que dans celle de la signification de la coopération socialiste.

La réalité, c'est que la coopération dépend entièrement et directement de l'impérialisme. Les données fondamentales de l'existence de l'U.R.S.S. dans l'encerclement capitaliste n'ont pas changé. S'il y a un changement, c'est précisément dans le sens de l'aggravation de la dépendance, non seulement en raison des faits évoqués plus haut, mais aussi parce que cette coopération est subordonnée aux lois aveugles de l'économie capitaliste. Pragmatiques, les libéraux sentent perpétuellement la cruelle contradiction qui existe entre leur désir d'échapper à ces lois, et l'impossibilité de le faire sans réaliser l'intégration complète. Le résultat pratique, c'est une politique qui tend à réaliser l'intégration par la concentration toujours plus poussée des fonctions et des organismes économiques. Le processus de cette intégration économique est irréversible, et se manifeste par des tentatives pour créer un système monétaire uni, par la multiplication et la concentration de la spécialisation de la production, et par les efforts entrepris pour unifier les planifications. Mais ces mesures ont toujours été des demi-mesures, pleines d'hésitations, et, de plus, elles sont restées presque toujours lettre morte. Le partisan le plus farouche de cette intégration, c'est précisément Gomulka, représentant de l'une des économies les plus pauvres, qui a déclaré tout récemment : *« Les pays socialistes doivent unifier leur économie, car, pour les petits pays comme la Pologne ou les autres pays de démocratie populaire, il n'existe aucune possibilité de développement sans une telle intégration. »* (Discours de clôture prononcé le 18 décembre 1962, devant le plenum du C.C. polonais). Mais quel sera l'écho de son appel, dans les conditions que nous avons évoquées ?

De toute façon, il y a un aspect de la coopération qu'il faut clairement exposer ici. C'est que, malgré les obstacles qui s'opposent à l'intégration, nous devons envisager les « pays socialistes » en tant qu'*ensemble*

économique. C'est dire qu'il serait erroné d'examiner l'économie soviétique, ou celle d'un autre pays de démocratie populaire, prise à part, pour arriver à une appréciation des forces, des faiblesses et des problèmes de l'économie de ce même pays. Les problèmes de l'économie tchécoslovaque, par exemple, ne peuvent être analysés sur la base des seules données économiques tchécoslovaques.

Nous avons deux conclusions à en tirer. Premièrement, que l'économie soviétique a été renforcée par la coopération et que, de ce fait, elle a pu se dispenser, dans une certaine mesure et pour un certain temps, de l'extension de son commerce avec les capitalistes. Ainsi l'existence de plusieurs pays « socialistes » a dissimulé pendant quelques années et, pensons-nous, continue à dissimuler le problème capital : *la croissance et l'aggravation* de la dépendance économique du « système socialiste » dans son ensemble à l'égard de l'impérialisme. Mais, deuxièmement, c'est précisément la coopération elle-même qui contribue à cette aggravation de la dépendance, parce qu'elle rend plus vulnérable l'économie de chaque pays coopérant, y compris l'U.R.S.S., à l'égard des fluctuations du marché mondial. En dernière analyse, c'est le mécanisme économique international, assujéti à la loi de la valeur qui règle, conditionne et détermine cette coopération. Par conséquent, cette dernière a rendu plus vulnérable l'économie socialiste de chaque pays. En cas de crise de l'impérialisme, les pays socialistes subiront, outre les crises propres à l'économie de transition, qu'ils connaissent déjà, les effets de celle de l'impérialisme. Le seul moyen, dans cette situation, pour échapper à une crise de type capitaliste, c'est de réaliser l'intégration complète. Mais, dans les conditions du pouvoir bureaucratique, cela signifie le renforcement de l'oppression nationale et le bouleversement des structures économiques existantes, incapables encore pour très longtemps à une telle intégration. Le résultat d'une telle intégration, commandée, en fin de compte, elle aussi par l'impérialisme, serait une crise économique et politique, du type des crises propres à la société de transition cette fois-ci. C'est la route menant aux bouleversements et aux révolutions antibureaucratiques. A ces contradictions, créées par les liens *organiques* entre les économies socialiste et capitaliste, il y a une échappatoire, permettant le maintien simultané du pouvoir bureaucratique et de l'impérialisme. C'est l'ouverture des frontières des pays socialistes aux marchandises capitalistes.

b) Le point crucial : l'Allemagne.

L'Allemagne Orientale occupe une place à part au sein de la coopération, en particulier pour l'U.R.S.S. Son importance est également très grande pour l'impérialisme. Cette place « privilégiée » mérite une analyse particulière.

Nous avons déjà mentionné que l'Allemagne Orientale est le principal

fournisseur industriel de l'économie soviétique. Pour le rappeler, citons les chiffres de *Politique étrangère* (n° 5 de 1959) relatifs à la valeur des importations soviétiques de quelques pays.

(en millions de dollars)

	1955	1958
Allemagne Orientale	506,0	911,0
Etats-Unis	0,5	4,6
Angleterre	71,0	72,6
France	36,0	80,5

Depuis, la valeur des importations soviétiques en provenance d'Allemagne orientale n'a cessé d'augmenter. Dans un article de *Neues Deutschland* (n° du 6 décembre 1959), le défunt ministre du commerce de l'Allemagne Orientale, Heinrich Rau, a fixé la valeur des échanges avec l'U.R.S.S. pour les années 1960-65 à 50 milliards de roubles. Nous réaffirmons le fait, déjà souligné, que l'Allemagne Orientale remplace dans une certaine mesure, pour l'U.R.S.S., les fournisseurs capitalistes. Nous le réaffirmons, mais, cette fois-ci, nous en examinons les conséquences pour l'Allemagne Orientale elle-même. Cette situation a obligé ce pays à faire travailler son industrie au-dessus de ses forces normales. Les résultats des plans consécutifs en donnent un aperçu général très convaincant. En 1960, par exemple, malgré le développement enregistré, les difficultés sont devenues particulièrement grandes ; c'était là le résultat d'une politique économique de pillage suivie pendant de longues années. Le manque de main-d'œuvre, difficulté principale, a atteint une telle acuité que sa solution est devenue le but essentiel du plan septennal allemand. Ce problème a entraîné le déclin des constructions, et fut l'une des raisons pour lesquelles la bureaucratie allemande a rapidement accompli la collectivisation complète de l'agriculture. D'ailleurs, cette dernière a été loin de réaliser le plan prévu, et, par conséquent, l'industrie alimentaire non plus ne l'a pas réalisé. Il y a eu baisse même dans l'extraction du lignite, pourtant toujours considérée comme une branche industrielle en développement.

L'épuisement économique, depuis longtemps notable, est devenu chronique et augmente la tension interne, d'autant plus que cette économie a été artificiellement coupée de l'ensemble allemand dont elle n'avait pas cessé de dépendre. Les importations provenant d'U.R.S.S. n'ont pas pu guérir les tares dont souffre une économie qui s'était organiquement développée, depuis toujours, en formant un tout avec celle de l'Allemagne Occidentale. L'Allemagne Occidentale et l'Allemagne Orientale se complètent, et toutes deux ont besoin d'échanges mutuels, non seulement du point de vue de la division internationale *générale* de travail, mais aussi de celui de la division intérieure du travail *spécifique* d'un pays. L'Allemagne Orientale, par exemple, est incapable de se passer de la fonte et

de l'acier provenant de l'Allemagne de l'Ouest. Ces importations ne couvrent que 10 % de ses besoins en acier, mais cet acier est fabriqué par un procédé spécial qu'elle ne trouve pas ailleurs. C'est le cas également avec certains types de véhicules. L'industrie est-allemande doit importer d'Allemagne de l'Ouest des laminés, certaines pièces de rechange, et ainsi de suite. Autrement, elle devrait reconvertir beaucoup d'usines, avec tous les bouleversements qui s'ensuivraient dans le plan. C'est pourquoi, la part, dans le total de ses échanges commerciaux, de ceux qu'elle fait avec l'Allemagne de l'Ouest, était de 11 % en 1959. C'est moins qu'elle n'en fait avec l'U.R.S.S. ou même avec l'ensemble des pays capitalistes, mais plus qu'avec la Pologne ou la Tchécoslovaquie. (*Notes rapides* de l'I.N.S. E.E., 20 novembre 1960). Le maintien et le développement de ce commerce sont un besoin vital pour l'Allemagne Orientale.

C'est à la lumière de ces données que nous pouvons commencer notre analyse de la vulnérabilité de l'Allemagne Orientale. Etant donné que la dépendance économique de l'U.R.S.S. était et est, dans une certaine mesure, contrebalancée par la production des pays socialistes les plus industrialisés, les conséquences de cette dépendance se concentrent précisément dans ces pays. Du fait que l'Allemagne Orientale est, d'une part, le plus industrialisé de ces pays, que, d'autre part, elle est coupée d'une économie qui fait partie du capitalisme mondial, c'est dans l'économie est-allemande que se concentrent les tensions qui résultent du concours inégal entre système socialiste et système capitaliste. Le véritable rapport des forces entre ces deux systèmes, c'est la fuite des masses allemandes vers l'Ouest qui l'exprime, et cette fuite vient, à son tour, affaiblir encore plus la position de l'Allemagne de l'Est et de chaque pays socialiste. Cette situation de l'Allemagne Orientale lui vaut toutes les faiblesses organiques du « socialisme dans un seul pays », et fait d'elle le plus vulnérable des pays socialistes coopérants. Cette vulnérabilité est aggravée par les liens extra-économiques qui l'attachent à l'Allemagne Occidentale. Parmi ces liens, nous ne nous occupons que de ce qui est en jeu avec la « réunification de l'Allemagne ».

Il est indéniable que les deux parties de l'Allemagne doivent se réunir. Pour ce faire, il n'y a d'autre moyen que la révolution de la classe ouvrière allemande contre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne. Mais la nécessité d'une réunification, lien indestructible entre les deux états allemands, est devenue le moyen de chantage primordial des impérialistes — et des staliniens. Depuis le moment où l'Allemagne Orientale a réalisé les grandes transformations de type socialiste, les impérialistes n'ont pas renoncé à la possibilité de l'utiliser en tant que tremplin pour pénétrer au sein du camp socialiste. En maintenant non réglé le sort de l'Allemagne, et en refusant de reconnaître l'état est-allemand, l'impérialisme a continuellement exercé un chantage. D'autre part, l'importance économique relative

vement grande donnée à ce pays par l'U.R.S.S. a incité celle-ci à maintenir sa condition politique : la réunification allemande voulait dire l'abandon complet du système socialiste en Allemagne Orientale et, par conséquent, un affaiblissement décisif de l'économie socialiste entière.

Dans le duel politique autour du problème allemand et de Berlin, nous voyons se refléter tout un chapitre essentiel de l'histoire politique contemporaine. L'importance de ce duel s'explique par le fait que s'y trouve aujourd'hui concentrée la lutte entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme mondial. En effet, le problème allemand constitue un véritable « thermomètre politique » du degré et de la situation concrète de la dépendance du système économico-politique socialiste à l'égard de l'impérialisme. Quant aux impérialistes, leur mot d'ordre, réaffirmé par l'administration Kennedy, c'est : « *Nous n'abandonnerons jamais Berlin* ». Ils conserveront l'espoir de pénétrer, par cette voie, sur le marché russe, d'autant plus que la bureaucratie soviétique est, devant eux, en recul constant.

Derrière les cris hystériques des bureaucrates sur le problème allemand se dissimule leur faiblesse réelle. Les menaces guerrières, les cris dissimulent à la fois leur désir secret d'une concession définitive, et leur recul devant ses conséquences. Comme elle est la plus faible en Allemagne, c'est là que la bureaucratie crie le plus fort. Et elle crie fort, car, plus elle voit les impérialistes maintenir imperturbablement leurs conditions, plus elle devient hystérique. Mais, comme toujours, l'hystérie est un aveu de faiblesse. Finalement, incapables de régler cette « crise allemande », non seulement d'une manière révolutionnaire, mais même à la manière de feu Staline, Khrouchtchev et Cie ont érigé le mur. Symbole de leur faillite à trouver une solution quelconque, celui-ci signifie aussi que leur résistance s'épuise.

Les modifications récentes du plan économique allemand (ralentissement du rythme de croissance de l'industrie lourde, et priorité donnée à celle des biens de consommation) sont plus importantes pour l'ensemble économique socialiste que pour l'Allemagne Orientale prise à part. Cette réforme prend toute sa portée avec les négociations et les discours visant à normaliser et à augmenter les échanges commerciaux entre les deux Allemagnes. A l'avenir, la disparition très probable du mur de Berlin signifierait vraisemblablement la pénétration du capital allemand sur le territoire de l'Allemagne Orientale. Ainsi, il n'est pas exclu que la destruction des conquêtes socialistes en U.R.S.S. ou, plus exactement, leur abandon par les bureaucrates se fasse par l'entremise des deux Allemagnes, sous le slogan trompeur de la « solution définitive » du problème allemand — à supposer, bien entendu, que les classes ouvrières russe et allemande laissent s'accomplir un tel crime, et n'imposent pas leur propre solution, beaucoup plus définitive.

III. - Le développement de la lutte des classes et la bureaucratie

1) Rapports sociaux

a) Une nouvelle N.E.P.

LA REALITE ECONOMIQUE

Après les réformes appliquées par les dirigeants, réformes imposées par la classe ouvrière, en présence de la dépendance accrue de l'U.R.S.S. à l'égard du marché mondial, notre premier soin sera d'examiner à quels résultats a abouti le plan.

Le 9 octobre 1962, la *Pravda* a consacré son éditorial au retard de l'industrie dans l'exécution du plan, et désigné la cause principale de ce retard : « ... *La productivité industrielle est en retard par rapport aux objectifs fixés par le plan septennal* ». Comme exemple, la *Pravda* cite le cas de l'industrie ukrainienne, qui représente le tiers de l'industrie lourde soviétique tout entière, et dont le plan avait été réalisé dans les proportions suivantes :

		Fonte	Acier	Laminés	Charbon
	Juillet	99,5	96,1	95,1	100,2
1962	Août	98,5	95,2	95,3	99,7
	Septembre	99,2	97,8	95,4	100,4

La *Pravda* donnait l'alarme, car elle puisait ses informations dans le rapport de l'Institut de statistique sur les résultats obtenus pendant les neuf premiers mois de l'année 1962, ce qui signifiait qu'il s'agissait bien

là d'une tendance générale dans l'exécution du plan. C'est la disproportion entre les différentes branches économiques qui se manifestait dans ce résultat négatif. Cette disproportion, rendue inévitable par l'isolement de l'économie soviétique, et croissant au fur et à mesure que la technique mondiale progressait, entraîne des tensions budgétaires qui nous révèlent, du même coup, la véritable situation.

Commençons par la remarque de *The Economist* (citée dans *Le Monde* du 11 décembre 1962), selon laquelle les experts américains estiment que les dirigeants soviétiques devraient doubler leur budget militaire pour rattraper leur retard, dans le domaine des armes stratégiques, par rapport aux Etats-Unis. Ce retard est encore aujourd'hui considérable. L'Institut d'études stratégiques de Londres, dans sa publication annuelle de 1962, donne des chiffres comparatifs. En voici quelques-uns :

	U.R.S.S.	Occident
Fusées intercontinentales	75	450-500
Bombardiers stratégiques	200	630
Fusées de moyenne portée	700	200
Sous-marins nucléaires	15	18

Or, l'U.R.S.S. n'obtient ces résultats qu'en sacrifiant l'équilibre de son économie. Alors que, par exemple, l'accroissement des investissements se fait plus lent dans des branches économiques vitales (métallurgie, industrie chimique, construction mécanique ; réduction des crédits du logement et de la santé publique), le budget de l'année 1962 augmente les dépenses militaires. Ce processus est général, et caractérise l'économie soviétique depuis des années. Le budget militaire « ... a été augmenté du tiers au cours de l'exercice de l'an dernier, et a encore gagné un milliard de roubles cette année ». (*Le Monde*, 18 et 19 novembre 1962.) Le rapport sur le budget pour l'année 1963, présenté à la session du Soviet Suprême le 10 décembre 1962, reflète, lui aussi, les disproportions, les déséquilibres maladifs de l'économie soviétique. Il met l'accent sur ces déséquilibres, ouvertement en reconnaissant le nouveau retard de l'industrie des biens de consommation, et, indirectement, par la répartition budgétaire des investissements prévus.

Tout d'abord, il faut remarquer que le taux de croissance des investissements diminuera de nouveau. La répartition des investissements s'opérera ainsi : l'industrie chimique sera le gros bénéficiaire, avec 36 % de plus qu'en 1962 ; l'industrie légère et alimentaire la suit avec un accroissement de 22 % par rapport à l'année 1962, et l'agriculture de 18 %. Toutefois, nous pouvons être très sceptiques, car, en ce qui concerne l'agriculture, par exemple, « ... les exploitations sont invitées à effectuer, en prélevant sur leurs propres ressources, les crédits de financement qui englobent les subventions de l'état aux exploitations déficitaires, les prêts à court terme, etc. » (*Le Monde*, 12 décembre 1962.)

Nous reviendrons sur l'analyse de différents aspects de ce budget, ainsi que sur sa tendance générale ; mais, pour apprécier les difficultés de l'exécution du plan, il nous faut maintenant désigner la principale cause de tension. Elle réside dans la volonté d'accroître la production des biens de consommation, et celle de l'agriculture, tout en prétendant, en même temps, restructurer l'industrie et continuer à réaliser le programme d'armement. Le budget de défense connaît une augmentation de 500 millions de roubles qui, néanmoins, « ... est nettement plus modeste que toutes celles qui lui avaient été consenties depuis deux ans. » (*Le Monde*, 11 décembre 1962). Si nous nous rappelons l'étude citée plus haut de l'Institut d'études stratégiques, et si nous mettons immédiatement en exergue les pourcentages de l'augmentation des investissements dans l'industrie chimique et dans celle des biens de consommation, la tension nous apparaît dans toute sa signification. Il faut augmenter le budget de défense, les bureaucrates l'augmentent. Mais ce n'est pas suffisant, car il y a d'autres demandes urgentes. Il est significatif que, lors de la discussion du budget, presque tous les orateurs aient consacré une grande partie de leur intervention à des demandes de crédits supplémentaires pour telle ou telle branche de l'économie. Un autre fait révélateur est que le budget fasse appel à l'autofinancement de l'agriculture.

Voilà comment se reflète, dans la pratique, la complexité des tâches que l'U.R.S.S. doit affronter, et voilà pourquoi elle est dans l'impossibilité de les accomplir dans le cadre actuel. A la lumière de la non-exécution du plan, qui est la source de ces tensions budgétaires, mais aussi sa conséquence, la contradiction nous semble très grave. D'ailleurs, les résultats obtenus, selon l'Institut de statistique, pendant les neuf premiers mois de 1962 confirment la tendance, depuis longtemps enregistrée, à l'accentuation de la disproportion entre l'industrie et l'agriculture. Ledit institut mesure chichement les données exactes relatives à la production agricole, mais note tout de même que les anciennes « terres vierges », en Sibérie et au Kazakhstan, ont enregistré un grand retard dans la récolte. Un conseil des ministres, réuni au début de novembre 1962 pour examiner le budget de 1963, a communiqué certains chiffres de la production agricole. Ainsi savons-nous que la récolte totale de céréales pour 1962 était de 147 millions de tonnes, plus importante donc que celle de 1961. Mais, par contre, au Kazakhstan, cette récolte a été deux fois plus faible que celle obtenue en 1958, et à peine supérieure à celle de 1961, année catastrophique.

En général, ces chiffres ont été accueillis avec une certaine satisfaction, mais, selon les dirigeants eux-mêmes, la récolte ne couvre pas complètement les besoins. Si nous songeons qu'elle a été obtenue après défrichement de 11 millions d'hectares, notre conclusion doit être que le rendement agricole, très bas, est resté stationnaire. En même temps, le conseil des ministres a dû constater une baisse exceptionnelle de la production de

pommes de terre. En 1961, il y en avait 84 millions de tonnes, contre seulement 63 millions en 1962, résultat inférieur, comme le note *Le Monde* (14 novembre 1962), même à la production moyenne des dernières années de Staline. La presse soviétique a donné un large écho à cette pénurie, intervenant pendant la « construction du communisme ». La *Pravda* écrivait que les deux capitales, Moscou et Léninegrad, connaissaient déjà une grande pénurie de pommes de terre. Selon ce journal, la campagne biélorussienne ne satisferait que la moitié des besoins de Léninegrad. Il note que, le 10 octobre, 50 % seulement de la récolte de pommes de terre étaient arrachées. Les *Izvestia* écrivaient, à leur tour (12 novembre 1962), que 3.500 wagons transportant des pommes de terre étaient bloqués dans la région de Moscou. Les convois s'étendaient à 200 km environ et, étant donnée la température, 8 degrés au-dessous de zéro, les pommes de terre risquaient d'être gelées. Quel que soit le rôle joué par la lenteur de l'arrachage ou par la mauvaise organisation du transport, peu importe, la cause principale reste le mauvais rendement.

En ce qui concerne la production cotonnière, c'est Khrouchtchev lui-même qui a révélé tout récemment que son retard est dû au faible rendement du travail. Il a déclaré dans un discours prononcé à Tachkent, en octobre 1962, que «... la république de l'Ouzbékistan ne remplit pas son plan septennal de production de coton. A côté des kolkhozes d'avant-garde, qui récoltent de 40 à 45 quintaux de coton à l'hectare, vous en avez encore d'autres qui n'en obtiennent que 10 ou 15 ». La situation est à peu près la même au Turkménistan, qui «... n'a exécuté le plan de livraison de coton qu'à 31,5 % » (*Le Monde*, 14-15 octobre 1962). Mais pour qu'on sache que ce retard était dû au très faible rendement du travail, le journal cite une décision du gouvernement d'une autre république « cotonnière », le Tadjikistan. Cette décision signale «... que 30 à 40 % seulement de la population valide des kolkhozes et sovkhoses est occupée à la cueillette du coton, ce qui est insuffisant. Aussi... décide-t-il que 85 % des effectifs des fermes collectives devront désormais y participer. » La décision ajoute, et cela est très significatif, que «... la cueillette mécanisée devra s'effectuer obligatoirement jour et nuit, sans interruption. »

Dans ces conditions, l'appel des dirigeants à l'autofinancement de l'agriculture est une conséquence logique des faits. Nous avons déjà parlé de l'accumulation de ressources matérielles entre les mains des kolkhozes en général, et des kolkhozes riches en particulier. Cet état de choses a permis aux libéraux d'utiliser ces ressources pour les besoins du plan. Ainsi, par exemple, la grande campagne contre les herbages lancée par Khrouchtchev nécessitait des crédits importants. Or, son rapport du 5 mars 1962 et le discours qu'il a prononcé quelques jours plus tard montraient que la direction n'était pas en mesure de fournir ces crédits ; ce qui a été confirmé à la session du 19 octobre 1962 du Comité central du parti. A la lumière de ces faits, il est compréhensible que les dirigeants fassent

appel à l'initiative des kolkhozes, comme ils l'ont fait expressément à la session du Soviet Suprême, le 10 décembre 1962. Tout semble prouver que l'accumulation de ressources entre les mains de la paysannerie kolkhozienne, et surtout d'une minorité privilégiée dans son sein, son enrichissement, sert, en fin de compte, la réalisation du plan. Il s'agit effectivement, nous allons le voir, d'un aspect de ce processus, et les dirigeants se servent réellement de cette accumulation. *Dans ce sens*, ces biens accumulés servent à l'enrichissement général de la société. Mais nous allons voir aussi que c'est là seulement un aspect de ce développement, alors qu'il y en a d'autres qui le contredisent, et que ces derniers sont dominants et déterminants. De toute façon, la situation catastrophique de l'agriculture oblige les dirigeants à encourager les kolkhozes à augmenter leur production et le rendement agricole par tous les moyens disponibles. Pour cette même raison, ils sont contraints de tolérer l'existence et même l'activité intense des parcelles individuelles.

Nous avons dit que la bureaucratie, effrayée devant leur développement, essayait de le freiner et de le contenir dans un cadre « raisonnable ». Nous avons également remarqué que, malgré ces contre-mesures gouvernementales, et en dépit du fait que le rôle de ces parcelles dans la production globale diminuait, il restait encore très grand. Le *Bulletin mensuel* de la F.A.O. publiait, en septembre 1960, un rapport sur le rôle du secteur privé en 1959. Selon celui-ci, le rendement du travail sur les parcelles individuelles restait encore très supérieur à celui des kolkhozes :

	<i>(En quintaux par hectares)</i>	
	Secteur privé	Kolkhozes
Pommes de terre	115	66
Légumes	143,8	80,9
Tournesol	13,3	7,6

Dans l'élevage aussi, la part du secteur privé était très élevée. Elle représentait 35 % des bovins, 24 % des porcins, 27 % des troupeaux ovins, 81 % des chèvres et 75 % des volailles. Dans le ravitaillement, les parcelles individuelles fournissaient 47 % des viandes, 50 % des produits laitiers, 82 % des œufs. D'ailleurs, la campagne incessante menée contre ceux qui spéculent, qui se consacrent à leurs parcelles individuelles, prouve suffisamment que, même aujourd'hui, la production individuelle est très active. Selon *Le Monde* (2 octobre 1962), « .. la presse poursuit le *DEBAT* sur l'« esprit » des kolkhoziens par la publication des lettres de lecteurs qui critiquent la tendance répandue à négliger les biens collectifs au profit des lopins individuels ». (Souligné par nous.) Evidemment, les dirigeants essayent de freiner ce mouvement, mais ils sont incapables de l'arrêter définitivement, car la contribution de ces lopins est nécessaire pour couvrir les besoins. Il ne reste donc que les « débats », ou les demi-

mesures. Pour montrer combien la production de ces parcelles n'est pas seulement nécessaire, mais vitale, nous citerons un décret du présidium du Conseil central des syndicats, qui révèle une pénurie à peine imaginable. Ce décret interdit la vente du pain aux habitants des villes en grande quantité, cela afin de tenter d'empêcher l'élevage de volailles ou autres animaux par les citadins, qui les vendent parfois au marché. La suppression pure et simple des lopins individuels mènerait donc à une catastrophe. Aussi les dirigeants doivent-ils tolérer un certain enrichissement des paysans, sans les laisser toutefois dépasser une certaine limite. Le décret du Soviet Suprême de la république d'Ouzbékistan témoigne très bien de cette double ligne de conduite quand il prescrit que, à partir du 1^{er} janvier 1963, les familles n'auront droit qu'à un porc, une vache et un veau de 4 mois maximum. Tout supplément de bétail est *imposé*, au lieu d'être confisqué ou mis en vente obligatoire.

Le véritable encouragement à produire davantage demeure incontestablement dans les stimulants matériels. De ce point de vue, le prix des produits agricoles joue un rôle de premier plan. C'est ainsi que, le 1^{er} juin 1962, la crise de la production a amené les dirigeants à décider une importante augmentation des prix des produits agricoles, augmentation qui a surpris tout le monde, et a montré, en même temps, la gravité de la crise (1). La hausse du prix de la viande était de 30 % en moyenne : 31 % pour le bœuf, 34 % pour le mouton, 19 % pour le porc, 31 % pour la charcuterie. La hausse du prix du beurre n'était pas moins importante, de 25 % : 3,60 roubles au kilo (plus de 19 F) au lieu de 2,90 roubles, la veille. La baisse très modeste du prix du sucre (5 %) et des textiles à base de viscose (20 %) ne compensait rien, d'autant moins qu'en 1960 et en 1961 il y avait déjà eu une hausse des prix des alcools et du poisson. Sur le marché kolkhozien, annonce *Le Monde* (2 juin 1962), «... le veau valait 3,50 roubles le kilo ce matin, contre 2 roubles la veille ». Et ceci nous amène à examiner un problème très important, celui du commerce intérieur en U.R.S.S. Par malheur, il faut constater que c'est encore là un sujet sur lequel on ne possède pas de données statistiques complètes et valables. Si, par hasard, quelques faits nous parviennent, ce sont des faits partiels, établis par les autorités soviétiques avec un souci visible de camoufler les tendances réelles dans le développement du commerce intérieur. De toute façon, le commerce soviétique de détail ne peut absolument pas être étudié sans tenir compte du développement des kolkhozes et de la politique d'encouragement à leur production, ainsi que de tolérance des parcelles individuelles. Utilisant des sources

(1) Les augmentations portaient sur les prix de vente au détail des magasins d'état, mais devaient naturellement se répercuter sur les autres réseaux commerciaux (magasins coopératifs et marchés kolkhoziens). Voir plus bas à ce sujet.

soviétiques, la revue *Marketing* (avril 1960) nous fournit le tableau suivant du développement du volume des ventes au détail :

	(en milliards de roubles)					
	1940	1950	1955	1956	1957	1958
Magasins d'état	128,1	261,1	347,3	379,6	432,9	677,2
Magasins coopératifs	47,7	98,5	154,6	167,8	195,1	
Marché kolkhozien	29,1	49,2	48,9	41,4	40,0	

Ce tableau suggère que l'activité du marché kolkhozien a diminué, alors que celle du marché de l'état s'est développée à un rythme rapide. Mais il faudrait connaître la part de l'état dans la vente des produits agricoles seulement. Si le rôle du marché kolkhozien avait diminué, comme la statistique veut nous le faire croire, la politique des libéraux (encouragements multiples aux kolkhozes, augmentation des prix agricoles, etc.) n'aurait aucun sens. Il est caractéristique, d'ailleurs, que les statisticiens staliniens ne donnent pas de chiffres relatifs à la part respective prise par l'état et par les kolkhozes dans la vente des produits agricoles. Deuxièmement, il n'y a aucune raison de séparer, d'une façon absolue, le marché kolkhozien des magasins coopératifs. Selon *Marketing*, il existe aussi ce qu'on appelle le commerce à la commission, géré par les magasins coopératifs, et qui se développe à pas de géant. Cette sorte de commerce est apparue pour la première fois en 1953, et la revue nous donne à ce sujet des renseignements très importants. L'auteur de l'article, qui a visité l'U.R.S.S., écrit : « ... Moyennant une commission, ils (les magasins coopératifs) peuvent accepter les produits agricoles des kolkhozes ou des paysans. A la livraison, le producteur reçoit une avance de 50 % sur les prix de vente estimés, et le reste à la réalisation de la vente... Au 1^{er} janvier 1957, il y avait 5.165 magasins et 6.135 éventaires vendant des produits alimentaires à la commission. »

Quelles conclusions pouvons-nous tirer de l'existence et du développement du commerce à la commission ? Tout d'abord, il est clair que, derrière le développement des magasins coopératifs, c'est en réalité celui des kolkhozes qui se cache. Et ce dernier est très important, puisque le plan septennal prévoit 50 milliards de roubles d'investissements pour le commerce, dont 12,7 milliards pour les magasins coopératifs, et 17,3 milliards seulement pour le commerce d'état. (*Notes rapides* de l'I.N.S.E.E., 13 décembre 1960.) Ensuite, nous pouvons conclure qu'une partie des bénéfices des paysans va aux magasins coopératifs. Cela veut dire que la valeur du surplus agricole conservée par les paysans est ensuite répartie entre les petites-bourgeoisies rurale et citadine, et que, d'après les chiffres concernant le développement des magasins coopératifs, il existe une petite-bourgeoisie urbaine qui se développe sur la base de l'extension du commerce non-étatique. Cette couche citadine doit être relativement importante, car l'organisation et la gestion du marché

kolkhozien sont aussi son privilège. En effet, ce marché est administré par une organisation commerciale de ville, qui n'assure pas seulement sa surveillance, mais qui organise les ventes, s'assure, en concluant des contrats, la participation des meilleurs kolkhozes, etc. Il est certain que l'augmentation des prix agricoles provoque le développement de ce commerce et, partant, le renforcement de la paysannerie et de la petite-bourgeoisie urbaine.

CRISE DE LA PLANIFICATION

Il est clair aujourd'hui que la crise économique en U.R.S.S. résulte du nouveau développement de la division internationale du travail, dont les effets se font sentir dans des conditions aggravées du fait du régime bureaucratique. Pour sortir de cette impasse, les bureaucrates ont dû recourir à des méthodes que rejetait le stalinisme de l'époque de Staline. Au cours de l'année 1962, la crise de l'économie soviétique les a contraints à faire largement appel aux « réserves » économiques. En ce qui concerne l'agriculture, l'accumulation par les kolkhozes (surtout par les kolkhozes riches) de bénéfices constitue l'un des éléments importants de ces « réserves ». Le nouveau budget exprime ouvertement la volonté des dirigeants de réaliser une grande partie des investissements agricoles au moyen de l'autofinancement des kolkhozes. Mais, étant donné que la base unique de l'autofinancement est un taux convenable de bénéfice net, les prix agricoles devaient être modifiés de façon à augmenter ces bénéfices. En ce qui concerne la politique industrielle, nous voyons la même tendance à augmenter les bénéfices s'affirmer de plus en plus. Le rapport déjà cité de l'Institut de statistique estime à 18 % l'augmentation des bénéfices des entreprises industrielles pour les neuf premiers mois de 1962. Il ne peut pas en être autrement. Le budget pour l'année 1963 est révélateur à cet égard : il prévoit une augmentation d'environ 3 milliards de roubles des recettes de l'impôt sur les bénéfices. Cela n'est possible que si, à leur tour, ces bénéfices augmentent : le budget prévoit qu'ils augmenteront de 11,6 %. L'organe bourgeois *Le Monde* a raison d'écrire (12 décembre 1962) : « ... Le succès du plan dépendra donc... du zèle que mettront les entreprises à exécuter les directives en matière de rentabilité ».

Nous savons que le budget d'état, malgré les camouflages qu'il comporte, exprime, sous sa forme la plus condensée, la politique du gouvernement. Or, le budget soviétique pour l'année 1963, reflète une tendance générale à étendre le rôle des bénéfices dans l'économie. Mais il est évident qu'on ne peut réaliser de bénéfices que si la production est rentable. Ceci exige un équilibre économique entre les prix de revient et les prix de vente. Depuis longtemps déjà, on avait entrepris de rajuster les prix de vente agricoles de façon à combler l'écart qui les séparait des prix de revient,

puis rendre bénéficiaires les entreprises agricoles. Le même mouvement s'opère autour des prix industriels. Commentant l'augmentation de 18 % des bénéfices industriels, *Le Monde* (17 octobre 1962) écrit : « *Il est vraisemblable que cette brusque hausse provient en partie des premières retouches apportées cette année au système des prix de gros industriels ; on sait que la tendance actuelle est d'amener ces prix à un niveau plus proche de la réalité économique, dont ils étaient fort éloignés depuis des dizaines d'années.* » Et ce journal a parfaitement raison.

L'économie soviétique est caractérisée, surtout depuis le commencement du plan septennal, par un effort de plus en plus visible pour rendre la production rentable. Mais la rentabilité économique se mesure sur le marché par les prix, qui sont régis par la loi de la valeur, au travers du jeu de l'offre et de la demande. Théoriquement parlant, et d'une façon abstraite, il y a antinomie absolue entre le système économique que régit la loi de la valeur, et le système de la planification. Le but de la production, dans le premier cas, est le bénéfice ou profit, tandis que, dans le second, c'est la satisfaction des besoins de la société, en vue de la transformer en une société sans classes. La planification est la forme d'organisation de la production dans une société de *transition*. C'est pourquoi, dans la pratique d'une telle société, les deux systèmes doivent coexister et, à plus forte raison, dans une société arriérée et isolée. Cette coexistence n'est ni pacifique, ni harmonieuse, mais contradictoire, pleine d'éléments explosifs. Dans ce cas, la planification a ses limites, déterminées par la loi de la valeur. Mais la tâche de la planification consiste précisément à ne pas permettre le jeu aveugle de cette loi, mais, au contraire, à lui imposer un contrôle, tout en l'utilisant pour aboutir, en fin de compte, à l'extinction de la loi de la valeur. La bureaucratie stalinienne, l'histoire le prouve, ne connaît qu'antinomie absolue entre les deux systèmes. Pendant les années 1920, elle s'est abandonnée complètement dans sa politique économique, à la direction aveugle de la loi de la valeur. Plus tard, Staline a été obligé d'adopter le programme de l'opposition préconisant la planification. Mais, en l'adoptant, il le défigurait en même temps. Au lieu de la planification marxiste, Staline introduisit sa caricature ultra-gauchiste.

A leur manière scolastique, incapables d'une compréhension marxiste de la « coexistence » de ces deux systèmes, Staline et la bureaucratie agissaient comme si, à partir du moment où fonctionnait la planification, la loi de la valeur n'existait plus. Cette violence arbitraire faite à la loi de la valeur a engendré une succession de crises, qui ont abouti finalement, d'une part au déclin de la production, d'autre part à la centralisation excessive de l'organisation économique. Après la mort de Staline, la bureaucratie a entrepris une réorientation économique, dont l'essentiel consistait dans l'extension du rôle assigné à la loi de la valeur. Depuis 1953, les revues économiques staliniennes ont publié sans cesse des articles

et des études sur le rôle de la loi de la valeur dans une société socialiste. Le résultat de cette grande campagne « théorique » est très maigre. Ce thème était et reste en quelque sorte la quadrature du cercle pour les « théoriciens » staliniens. Pleines de réserves mentales, ces études ne peuvent se libérer de la contradiction entre leur fiction de socialisme déjà réalisé, et une réalité qui voit s'élargir le rôle joué par la loi fondamentale du capitalisme. Les staliniens vivent dans la hantise de cette loi, véritable « grand méchant loup » des économistes soviétiques.

Dans ces conditions, tout en développant, en pratique, le rôle de la loi de la valeur par les réformes des prix et l'intensification du marché, les libéraux ont laissé en place la machine centralisée d'une planification ultra-gauchiste. La contradiction s'aiguissait, et le choc ne devait pas tarder à se produire.

Le développement de la crise de la planification en U.R.S.S., et la manière dont les bureaucrates ont essayé d'y remédier sont riches d'enseignements. Ils ont baptisé ces mesures « perfectionnement de la planification ». Le premier de ces « perfectionnements » fut la grande campagne de 1957 pour ce qu'on avait nommé décentralisation. On supprima alors plusieurs ministères industriels, et on créa les « conseils économiques régionaux », les fameux *sovmarkhozes*. En réalité, la création des *sovmarkhozes* exprimait le souci des dirigeants de reprendre en main, par le moyen d'organes de planification, le processus de la production qui désobéissait de plus en plus au plan. Par conséquent, bien qu'apparemment une décentralisation, cette réforme était, en vérité, une tentative de préserver le contrôle central sur le mécanisme économique. Au moment où se développait le rôle de la loi de la valeur, l'établissement des *sovmarkhozes* représentait l'ultime forme, le sommet de la planification stalinienne. Mais, comme tels, les *sovmarkhozes* renfermaient en même temps le potentiel d'un développement plus rapide du système opposé à la planification. Organes locaux du pouvoir central, ils étaient destinés à contrôler le développement économique conformément au plan. Organes régionaux, ils étaient forcés de représenter ce développement local, accompli de plus en plus sur la base de la rentabilité. La crise de la planification soviétique se refléta ainsi avec une clarté particulière dans le destin des *sovmarkhozes*. Les ministères supprimés en 1957 revinrent l'un après l'autre, sous la forme de Comités d'état. En 1960, les staliniens créaient de nouveaux organes, les *sovmarkhozes* de républiques, et, en 1961, ils agrandissaient les régions appartenant à un même *sovmarkhoze*. On pourrait dire qu'il s'agissait d'une re-centralisation ; celle-ci eut, bien entendu, pour effet d'aggraver la crise de la planification.

Cette crise révèle l'impasse de la planification stalinienne mieux que n'importe quelle critique. Mais les libéraux, incapables d'affronter le véritable problème, essaient tout pour esquisser le choix entre planification

« monolithique » ultra-centralisée, et jeu non contrôlé de la loi de la valeur. Pour eux, il n'y a que cette alternative. C'est l'une des raisons qui explique pourquoi ils essaient de résoudre cette crise par l'organisation et la réorganisation des organes économiques. L'autre raison en est que les bureaucrates, par leur nature même, réduisent la solution de chaque problème à des changements d'ordre technique et organisationnel.

La crise de la planification se développe cependant : « ... *La région de Kharkov a vu son plan changer trente-sept fois en 1961, et vingt-quatre fois pour les neuf premiers mois de 1962* », annonce *Le Monde* (18-19 novembre 1962). La planification stalinienne, amendée par les libéraux également staliniens, doit reculer devant les forces que représente la « rentabilité ». C'est le sens profond de la crise de la planification, et des réformes appliquées par les dirigeants. Cette crise est devenue ouverte, en 1962, avec la remise publique en question du système actuel de planification. Nous y reviendrons en détail. Notons seulement maintenant que l'ancien système est devenu intenable. En 1962, les dirigeants l'ont reconnu. Voulant éviter de s'engager sur un terrain aussi brûlant, ils ont eu un dernier sursaut. Horrifiés devant l'obligation de « légaliser » la loi de la valeur, ils ont effectué un nouveau et spectaculaire « perfectionnement » de la planification. Ils ont sacrifié le parti unique, en le transformant en deux organes de contrôle économique. Ce n'est pas par hasard que, pendant qu'on attendait la réponse du pouvoir à la discussion menée autour de la planification, sur laquelle nous revenons plus loin, les dirigeants ont, à la surprise générale, réagi par une réforme organisationnelle aussi profonde que la suppression du parti politique. C'est là l'une des significations de la réorganisation du parti. Mais cette réforme-là est pleine de conséquences menaçantes pour le système soviétique tout entier. Disons tout de suite que la nouvelle réforme approfondira la crise au lieu de la résoudre, car elle augmentera le poids de la machine bureaucratique centralisée, tout en encourageant la politique des bénéfices. Mais ni ces bénéfices, ni la planification ne sont des notions abstraites. Ce sont des politiques économiques qui reflètent la réalité vivante des forces sociales en lutte. A ce point de vue, la crise de la planification n'est pas autre chose que le reflet du développement de la lutte des classes en U.R.S.S.

LA N.E.P. DE LENINE ET CELLE DES BUREAUCRATES

En 1921, les bolchéviks furent contraints d'introduire la N.E.P., qui consistait en une « libération » partielle de la loi de la valeur par le jeu du rétablissement et de l'extension du marché libre. Etant donné l'état arriéré de l'U.R.S.S., l'alliance des ouvriers et des paysans, base sociale de la dictature du prolétariat, était d'une importance primordiale.

Le renforcement de cette dictature était conditionné par le développement socialiste de l'alliance. La N.E.P. était un *moyen* pour la consolider afin de renforcer la dictature. Mais, étant donné que la N.E.P. consistait en concessions faites à la paysannerie moyenne et riche, et à d'autres éléments capitalistes, les bolchéviks savaient pertinemment que cette politique était à double tranchant : tout en consolidant économiquement et politiquement la dictature, elle était susceptible de renforcer les bases sociales du capitalisme.

On peut donc dire, au point de vue économique, que les staliniens libéraux ont actuellement mis en vigueur une nouvelle N.E.P. Mais, pour mieux apprécier cette nouvelle N.E.P. et juger de son caractère, il nous faut évoquer l'histoire du parti bolchévik, où tous les problèmes essentiels d'une telle politique ont été déjà abordés. Ce résumé historique nous permettra de mieux comprendre l'évolution de la politique des bureaucrates et la nature de leur N.E.P.

Après la mort de Lénine, les conséquences néfastes de la N.E.P. ont entraîné, au sein du parti, de grandes discussions. La direction du parti, Staline et Boukharine, ne voyait aucune raison de modifier la N.E.P. Trotsky et l'Opposition, par contre, sonnaient l'alarme devant les dangers capitalistes qu'elle nourrissait : affaiblissement de l'état ouvrier sur le marché, renforcement des népmen et des koulaks, etc. Contre ces dangers, Trotsky proposait une modification profonde de la N.E.P. Selon lui, il ne fallait pas la supprimer, car l'économie arriérée de l'U.R.S.S. ne pouvait nullement se passer d'un rôle relativement grand du marché libre. Mais, dans le cadre même de la N.E.P., l'état ouvrier devait passer à l'offensive en poussant l'industrialisation au moyen de la planification de la production tout entière. Préobrajensky, théoricien économique de l'Opposition, a systématisé cette politique : la société de transition arriérée a besoin d'une « accumulation socialiste primitive », qui impose des limites à l'accumulation privée. En d'autres termes, Préobrajensky proposait l'« exploitation » de la paysannerie pour financer l'industrialisation. Evidemment, il s'agissait de canaliser le surplus provenant des koulaks vers l'industrie, et non d'une exploitation proprement dite. Selon Préobrajensky, seule l'augmentation rapide des ressources de l'état permettrait celle des salaires ouvriers et des revenus paysans. Bien que, sur deux points, Trotsky n'ait pas été d'accord avec Préobrajensky, l'Opposition était unanime à revendiquer une offensive socialiste dans le cadre de la N.E.P. Toutefois, ces désaccords étaient importants, car Trotsky n'approuvait, ni la formule « exploitation de la paysannerie », ni la conception générale qu'impliquait la thèse de Préobrajensky, et selon laquelle cette « accumulation socialiste primitive » pourrait mener à la victoire définitive du socialisme dans un seul pays. Mais, contre la direction du parti, l'Opposition revendiquait en bloc la limitation de l'enrichissement continu des paysans riches, et menait campagne pour l'industrialisation dans le cadre de la planification.

Staline, incapable sur le plan théorique, laissait à Boukharine le soin de formuler la position de la direction. Ce dernier affirmait que la N.E.P. signifiait le développement des ressources nationales et que l'enrichissement des particuliers, dans le cadre d'un état ouvrier, conduisait à l'enrichissement de la société tout entière. Pour lui, les intérêts des classes, dans les divers secteurs de l'économie, étaient harmonieux et contribuaient tous à l'accumulation étatique. Cette vue scolastique ne tenait pas compte de ce que l'enrichissement des uns exige l'appauvrissement des autres et entraîne, par conséquent, un changement dans le rapport des forces, et une lutte dont l'enjeu est la nature de classe de l'état. L'enrichissement n'est pas une catégorie abstraite, mais se développe dans une société divisée en classes et renforce précisément celles qui sont hostiles au socialisme. D'autre part, si l'enrichissement se fait aux dépens de l'état ouvrier, il tend à réduire l'accumulation dans le secteur socialiste. Boukharine, pour qui les intérêts des particuliers convergeaient en un intérêt commun socialiste, répondant à Préobrajensky, affirmait que l'industrie socialiste ne peut pas se développer sur la base de l'« exploitation » du secteur privé. Il soulignait qu'un tel développement n'était concevable que par la force propre de l'industrie. Or, continuait-il, seul le marché paysan peut former, par une demande accrue des paysans en produits industriels, la base de l'expansion de l'industrie. Si le parti suivait la voie proposée par Préobrajensky et l'Opposition, il créerait, toujours selon Boukharine, une économie étatique, bureaucratique et parasitaire, à contre-sens du socialisme. Face à une telle éventualité, seule l'activité paysanne libre peut constituer le contre-poids nécessaire. A ces affirmations, Préobrajensky rétorquait que la proposition de Boukharine consistait, en dernière analyse, à établir l'économie soviétique sur la notion de profit, incompatible avec le socialisme. Quant à la bureaucratisation de l'économie étatique, il voyait dans l'élargissement réel et la garantie totale de la démocratie ouvrière le principal moyen de la combattre : vie démocratique au sein du parti, contrôle ouvrier, rôle renforcé des syndicats, etc.

Mais bien que, dans ces discussions, chaque problème de la N.E.P. ou, plus généralement, chaque problème de l'économie de la société de transition ait été posé, ni Boukharine, ni Préobrajensky, ni même Trotsky ne pouvaient imaginer en 1924-27 la variante que Staline a finalement imposée. Détruisant l'Opposition, celui-ci fut obligé, sous la menace grandissante des nepmen et des koulaks, d'entreprendre un tournant. Chassant à leur tour Boukharine et ses amis, il dût adopter le programme de l'Opposition. Mais comme il ne comprenait absolument pas le caractère dialectiquement contradictoire de la N.E.P., l'industrialisation, la collectivisation agraire et la planification économique signifiaient pour lui la liquidation totale de la N.E.P. Il a ainsi réalisé toutes les craintes légitimes de Boukharine sur l'état parasitaire, tout en accumulant sur la dictature

du prolétariat les dangers qui préoccupaient l'Opposition. Cette politique culmina avec l'approche effective de la révolution, qui contraignit la bureaucratie à réorienter sa politique. Notre résumé historique est destiné à faire ressortir la question suivante : après les possibilités évoquées dans ces discussions, de quelle *nouvelle* réorientation peut-il bien s'agir ?

Il est évident que la bureaucratie stalinienne a rompu avec le Staline des années 1929-52, celui qui a « aboli » la N.E.P. Khrouchtchev et Cie étaient placés devant la nécessité impérieuse de rétablir les éléments « supprimés » de la N.E.P. Ils ne faisaient, en apparence, que se conformer aux avertissements de Trotsky qui, dès 1932, écrivait : *« La collectivisation ne peut être viable que dans la mesure où elle est capable d'intéresser les kolkhozes individuellement, en élaborant leurs relations réciproques, ainsi que les relations des kolkhozes avec le monde présent, sur la base d'un calcul commercial. Cela signifie qu'un établissement économique correct de la collectivisation, à l'étape présente, devait conduire non pas à la disparition de la N.E.P., mais à une refonte continue de ses méthodes. »* (Trotsky, *Ecrits*, tome I, p. 127.)

En ce sens, l'autofinancement des kolkhozes et le renforcement du marché libre entre la ville et la campagne indiquent bien qu'il s'agit de cette « refonte », de la réhabilitation de la N.E.P. Mais n'affirmons pas trop rapidement que les libéraux sont en train de réaliser la N.E.P. léniniste. En ce qui concerne les marchés kolkhoziens, Trotsky lançait, dans le même article, cet avertissement : *« Le commerce des marchés, même fait par le kolkhoze, en tant qu'un tout, est une spéculation sur les besoins de la ville la plus proche en produits alimentaires, et qui, par les conséquences qu'il comporte, conduit à des différenciations sociales, c'est-à-dire à l'enrichissement de la minorité de kolkhozes qui sont les mieux situés. Mais la place principale dans le commerce des kolkhozes est occupée, non par les kolkhozes, mais par les kolkhoziens individuels, au même titre que les paysans individuels. Le commerce des kolkhoziens qui écoulent leur production à des prix de spéculation, conduit à la différenciation à l'intérieur des kolkhozes. »* (Idem, p. 128.)

Nous avons analysé la situation de l'agriculture en U.R.S.S., et elle confirme entièrement les prévisions de Trotsky. En effet, les bolchéviks, en introduisant la N.E.P., savaient fort bien qu'il s'agissait d'une concession importante, d'un recul imposé par le retard de la révolution mondiale. Ils ont maintes fois précisé que la N.E.P., en tant que politique de concessions aux éléments capitalistes, était pleine de dangers, qu'elle comportait le risque d'ouvrir la voie au rétablissement du capitalisme. Contre ce péril, l'état ouvrier, disposant de leviers de commande économiques et politiques, devait contrôler le marché à la fois par une politique socialiste des prix et par la mobilisation de la classe ouvrière pour qu'elle exerce son contrôle. Les discussions ont prouvé que, malgré le rôle dirigeant de l'état ouvrier, une évolution vers le capitalisme a effectivement

commencé, contre laquelle l'Opposition préconisait la planification et, dans ce cadre, l'industrialisation. Mais aujourd'hui les dirigeants, tout en renouvelant la N.E.P., gardent un silence total sur les concessions au capitalisme que comporte leur politique. Pour eux, il ne s'agit pas de recul ou de concessions, mais, au contraire, d'une avance vers le communisme. Alors que les bolchéviks prenaient la N.E.P. pour un « *mal nécessaire* », Khrouchtchev et Cie la baptisent « *construction du communisme* ».

Le fondement de cette attitude est, entre autres choses, une certaine « *auto-suggestion* » (l'expression est de Trotsky) de la bureaucratie, qui prend au sérieux sa propre affirmation sur le socialisme réalisé en U.R.S.S. Cette vue a sa source dans la façon bureaucratique de penser qui, rejetant l'analyse marxiste des classes, se contente de considérer superficiellement les formes juridiques ou organisationnelles. Ainsi, de la constatation que l'agriculture est principalement constituée par des fermes collectives, elle conclut que le socialisme est réalisé dans l'agriculture.

Mais il y a des différences entre la politique de Boukharine et celle qui est réalisée aujourd'hui. La première est que la bureaucratie, tout en faisant une politique qui ressemble étrangement à celle proposée par Boukharine, n'a pas de Boukharine dans ses rangs. Celui-ci, malgré ses vues scolastiques, était un penseur marxiste qui n'a jamais pris la N.E.P. pour le socialisme, mais seulement pour un moyen de le construire. Cette différence est beaucoup plus profonde qu'il ne le paraît à première vue, car, pour Boukharine aussi, la N.E.P. était un « *mal nécessaire* », un recul. La bureaucratie « libérale », par contre, appelle cette politique « *construction du communisme* », sans aucune restriction, d'autant plus facilement qu'elle l'identifie au développement de la consommation. Le malheur est que ce développement est inimaginable sans l'extension de la N.E.P., qui, même si les dirigeants veulent l'ignorer, ne change pas sa nature fondamentale du fait de la veulmentation des cadres de la production.

La deuxième grande différence consiste précisément en ce qu'aujourd'hui, les formes socialistes de la production agricole dissimulent le caractère néfaste de la N.E.P. et désarment la vigilance. C'est cela qui explique les louanges « théoriques » qu'adressent les économistes staliniens à la nature socialiste de la N.E.P. d'aujourd'hui. Nous avons vu que, malgré ces formes socialistes, la loi de la valeur, lorsque son « utilisation » s'élargit, a des conséquences fatales. La différenciation entre les kolkhozes, entre les kolkhoziens au sein des kolkhozes, puis l'apparition et le renforcement de couches urbaines de spéculateurs dans le commerce et autour des entreprises, l'extension et la différenciation de la bureaucratie, tout ceci est le fruit naturel de la N.E.P. Dans ce processus, les formes socialistes constituent, cela va de soi, un obstacle sérieux. Un obstacle sérieux, mais pas absolu. Parce que, d'une part, il n'y a pas d'incompatibilité absolue entre certaines formes collectives de production et un caractère capitaliste de cette même production et que, d'autre part, le capitalisme est bien

décidé à écarter les obstacles les plus sérieux : autrement dit, le rétablissement du capitalisme en tant que résultat final de la N.E.P. n'aurait absolument pas les formes classiques du capitalisme. La forme collective de la production agricole ne contredit nullement le capitalisme. Il y a longtemps déjà que l'Opposition sonnait à juste titre l'alarme contre la croyance absolue et mythique à la forme collectivisée de l'agriculture. Dans la *Plate-forme de l'Opposition de gauche* (1927), nous pouvons lire ces lignes : « *La coopération de production et de consommation servira de chemin vers le socialisme seulement dans les conditions suivantes : 1) Si elle se trouve essentiellement sous l'impulsion économique et politique des éléments socialistes de l'économie, en premier lieu sous l'impulsion de la grosse industrie et des syndicats ; 2) si le processus du développement de la coopération agricole de consommation est orienté vers le renforcement du collectivisme à la campagne.* »

Mais qu'en est-il aujourd'hui ? Nous avons déjà mentionné la tendance générale du budget de l'année 1963, qui stimule ouvertement la pratique économique basée sur les bénéfices. L'aspiration de la bureaucratie à combler le retard de l'U.R.S.S., retard accru par suite des nouveaux développements de la division internationale du travail, s'exprime également dans ce budget. Mais, de ce fait, elle est plus ou moins obligée de légaliser une tendance qui s'observait depuis longtemps dans ses rangs. Cette tendance s'est manifestée pour la première fois en 1953, dans le programme de Malenkov, qui proposait d'abandonner la priorité de l'industrie lourde en faveur de l'industrie des biens de consommation. La majorité des bureaucrates a réagi alors avec véhémence en écartant rapidement Malenkov de la direction. Cet intermède montrait bien les frictions qui existent au sein de la bureaucratie autour de ce problème. Or, depuis la victoire définitive des libéraux, c'est précisément cette tendance qui, d'année en année, gagne du terrain dans la politique économique de l'U.R.S.S. Aujourd'hui, même les bienveillantes et prudentes analyses « académiques » des spécialistes bourgeois admettent que la priorité de l'industrie lourde est compromise. Ils ajoutent tout de suite, en prenant au sérieux les dires de sources soviétiques, que « *le rapprochement récent des taux d'accroissement a pour but principal d'éliminer les disproportions apparues dans le passé. Il est très possible qu'un renversement des proportions intervienne, et cela en faveur de l'industrie lourde.* » (Serge Mawrizki, *L'industrie lourde en Union Soviétique*. Genève-Paris, 1961, p. 151). Les budgets suivants, et surtout le dernier, contredisent l'idée d'un « renversement » du courant actuel, alors que, au contraire, le rôle de l'industrie lourde diminue constamment et que, face aux nombreux besoins urgents, la priorité est donnée à telle ou telle autre branche de l'économie.

L'importance de ce problème est immense. Dans un pays isolé, l'industrialisation est la seule contrepartie aux conséquences capitalistes de la N.E.P. Les documents de l'Opposition de gauche montrent bien que les

marxistes russes étaient parfaitement au courant de ce fait. Or, une telle industrialisation, dans un pays isolé, ne peut être basée que sur le développement prioritaire de l'industrie lourde. En ce sens, le développement socialiste de l'agriculture collectivisée est conditionné par le progrès de l'industrie. Autrement dit, la condition primordiale d'un développement socialiste de la N.E.P. est l'industrialisation croissante. L'abandon de la priorité de l'industrie lourde, dans les conditions actuelles de l'U.R.S.S., implique l'affaiblissement du commandement socialiste face aux forces de la N.E.P. Cette situation peut intensifier la tentation de recourir au marché capitaliste, pour contrebalancer ainsi les insuffisances de l'industrie soviétique.

Ainsi, la N.E.P. actuelle est très loin de suivre les conseils de l'Opposition, sans parler du fait que les syndicats sous tutelle étatique ne jouent aucun rôle dans l'orientation économique.

Quant à l'autre avertissement de l'Opposition, nous savons déjà suffisamment que le développement de l'agriculture soviétique ne va pas « vers le renforcement du collectivisme ». Bien au contraire, c'est la différenciation qui se développe à pas de géant. Le contrôle de la N.E.P. se fait, de la part de l'état, par la politique des prix. Nous avons déjà parlé de la nécessité de refermer les deux branches des « ciseaux », entre les bas prix agricoles et les hauts prix industriels. Car, si la N.E.P. doit être dirigée vers le socialisme, c'est-à-dire accroître le rôle et élever le niveau de vie de la classe ouvrière, elle doit, pour cela, renforcer l'alliance ouvrière et paysanne par la baisse des prix industriels. Le problème des « ciseaux » n'est pas un problème économique. Il ne s'agit pas de refermer à tout prix, mais seulement de façon que l'alliance ouvrière et paysanne se renforce. Or, cette alliance doit être dirigée par la classe ouvrière, et ce n'est qu'ainsi que la N.E.P. peut être l'instrument de la construction du socialisme. Agissant en sens directement opposé, les dirigeants soviétiques ont augmenté les prix agricoles : en « fermant les ciseaux » de cette manière, au lieu de renforcer l'alliance ouvrière et paysanne, ils l'ont gravement compromise et ont renversé les rôles. C'est la paysannerie, de plus en plus différenciée, qui est la principale bénéficiaire de la N.E.P. actuelle. Il est probable que, en cas d'abandon définitif de la priorité de l'industrie lourde, la fermeture des « ciseaux » par la baisse des prix industriels deviendra de plus en plus difficile. Cependant, cette politique s'efforçant de « fermer les ciseaux » nous semble être une tendance permanente du stalinisme actuel.

L'autre aspect de la politique des prix dans les conditions de la N.E.P. nous amène à poser le problème du rôle de la loi de la valeur dans la formation des prix. Par sa nature même, la N.E.P. réduit la marge d'action de l'état dans l'établissement des prix, et y augmente le rôle de la loi de la valeur. Or, aujourd'hui, les bureaucrates sont en

train d'ajuster les bas prix de gros industriels aux prix de revient élevés, et de rendre ainsi rentable la production. Mais l'introduction de la rentabilité dans la production entraîne déjà cette première conséquence, l'ajustement des prix de gros, qui conduit à l'augmentation des prix industriels de détail. Nous pouvons l'affirmer car, si le prix de revient est très élevé, c'est à cause de la basse productivité. Nous voyons tout de suite ce que cela signifie pour les ouvriers : tout d'abord, l'intensification du travail, la chasse aux rendements et, éventuellement, le maintien du bas niveau des salaires pour réduire les coûts de production. Mais si les prix de détail industriels augmentent, la conséquence en sera la réouverture des « ciseaux ». Dans une telle éventualité, les paysans ont tout intérêt à augmenter les prix agricoles, portant ainsi un coup nouveau et sérieux au niveau de vie des ouvriers. Même si cette perspective peut être écartée, la conséquence inévitable d'une telle hausse des prix industriels serait l'appauvrissement de la majorité des paysans et, par conséquent, une nouvelle vague de centralisation des kolkhozes. En même temps, la minorité riche de la paysannerie fera tout pour acquérir à bas prix des machines ou d'autres produits industriels.

La généralisation de la rentabilité et la hausse des prix industriels qui en résulte conduiront ainsi à une lutte acharnée des kolkhozes riches pour rejeter le fardeau sur le dos des ouvriers, et inciteront à rechercher une entente avec les fournisseurs impérialistes de machines bon marché.

Ces développements potentiels de la nouvelle N.E.P. ne deviendraient des réalités que si la lutte qui est actuellement engagée entre, d'une part, la classe ouvrière soviétique et, d'autre part, la paysannerie riche alliée à la bureaucratie de l'industrie et à la petite-bourgeoisie se termine par la défaite des ouvriers. Il serait pourtant erroné de considérer que ce sont là des problèmes du futur. Avec la conquête de certaines positions organisationnelles, en premier lieu par la création d'un « parti paysan », sur laquelle nous reviendrons, les nouveaux nepmen ou « nep-groupes » ont occupé une position stratégique importante. La propriété des moyens de production agricole, sauf le sol, en est une autre. Inutile d'énumérer ici, de nouveau, d'autres concessions significatives ou secondaires que l'équipe dirigeante stalinienne a déjà faites à ces groupes sociaux. Contentons-nous de constater que, sous la couverture rassurante de la « construction du communisme », et en dépit des formes sociales de la production agricole, la N.E.P. est susceptible de conduire l'U.R.S.S. au rétablissement du capitalisme.

Peut-être sommes-nous injustes en condamnant la bureaucratie ? N'était-il pas nécessaire d'abandonner la politique ultra-gauchiste de Staline ? Il ne s'agit pas de cela. A la lumière de l'histoire du parti, nous devons affirmer que la bureaucratie est incapable de réaliser une politique juste, une N.E.P. marxiste. Elle ne peut pas rétablir la démocratie ouvrière, condition *sine qua non* d'une telle politique. Par conséquent,

elle ne peut être que scolastique, et choisir, soit la politique ultra-gauche de Staline, soit la N.E.P. boukharinienne. Elle a été obligée de rejeter la pratique absurde de Staline qui l'avait menée au bord de la catastrophe. Bien entendu, nous approuvons tout à fait ce rejet. Mais de là, nous ne pouvons aller jusqu'à approuver aussi la N.E.P. bureaucratique actuelle. Il est vrai que la bureaucratie ne peut fournir que ces deux variantes de la politique stalinienne : ultra-gauchisme ou boukharinisme ; « abolition » de la loi de la valeur ou soumission à elle ; « suppression » de la N.E.P. ou suppression de la planification. La bureaucratie se trouve enfermée dans ce cercle vicieux, incapable d'en sortir. Dans les conditions bureaucratiques, il n'y a vraiment pas d'autre possibilité. Et c'est la troisième grande différence entre la N.E.P. actuelle, et la politique préconisée par Boukharine. Cette dernière politique a été rejetée, et Staline s'est engagé sur la voie de la réalisation du programme défiguré de l'Opposition. La théorie de Boukharine n'a pas été appliquée : elle se révélait dangereuse même aux yeux de Staline. Aujourd'hui, dans l'impossibilité de continuer la politique ultra-gauche, Khrouchev et Cie *doivent réaliser* et réalisent cette politique de droite, sans même regarder en face ses dangers. Le rétablissement de la N.E.P. était une nécessité vitale, mais la N.E.P. boukharinienne d'aujourd'hui constitue un danger mortel. Entre les deux variantes bureaucratiques il n'y a pas de choix : le seul remède, c'est le renversement de la bureaucratie pour établir la N.E.P. léniniste.

b) La classe ouvrière, sa situation...

L'U.R.S.S. est un état ouvrier. La planification y représente les intérêts historiques de la classe ouvrière. Mais celle-ci a, depuis longtemps, été écartée de la vie politique. La bureaucratie l'a réduite à un rôle passif en se substituant à elle. Néanmoins, par le maintien des conquêtes fondamentales de la révolution d'Octobre, entre autres de la planification, cette bureaucratie est restée liée aux ouvriers. Dans ce sens, nous pouvons dire que, malgré la destruction des forces révolutionnaires, les bureaucrates furent obligés d'adopter une politique réalisant les intérêts historiques de la classe ouvrière. Avec la planification, et bien que d'une manière bureaucratique, ils ont maintenu l'essentiel des rapports sociaux instaurés par la révolution d'Octobre. Quelle réalité sociale se cache donc derrière la crise de la planification ?

Prenons pour point de départ cette constatation générale : l'extension du rôle du marché libre favorise ceux qui vendent et défavorise ceux qui achètent. Or, les ouvriers sont les principaux acheteurs : comme l'on aime dissimuler ce fait derrière le mot neutre de « consommateur », disons qu'ils constituent l'écrasante majorité des consommateurs. La hausse des prix agricoles a donc été un coup dur pour les ouvriers. Cela devient très clair lorsque nous replaçons cette hausse dans le cadre des rapports entre ouvriers et paysans.

Nous savons qu'en 1958, l'état a augmenté les prix de gros agricoles. Mais, plus tard, cette augmentation s'est révélée insuffisante. Contrainte de restreindre ses investissements, la bureaucratie ne pouvait accorder de nouvelle hausse ; celle-ci était pourtant devenue urgente et nécessaire. Avec cette optique, nous pouvons comprendre la signification de ces lignes, extraites du *Monde* du 2 juin 1962 : « ... La hausse des prix de détail coïncide à peu près exactement avec celle qui est amorcée en même temps sur les prix de gros ». Cela veut dire que l'état fait payer aux ouvriers la différence entre le prix de revient élevé et le prix d'achat relativement bas par l'état des produits agricoles. Autrement dit, le faible rendement agricole est contrebalancé par un supplément demandé aux ouvriers. Ou, comme *Le Monde* l'a remarqué (5 juin 1962) : « ... Aujourd'hui, le parti demande aux consommateurs de se serrer la ceinture, pour que les agriculteurs tirent un plus grand profit de leur travail et soient intéressés à produire davantage ». La hausse des prix agricoles, sur la base de la situation actuelle de l'agriculture, signifie une augmentation nette et considérable de la rente différentielle en général, et de l'inégalité entre kolkhozes en particulier. Elle signifie aussi le renforcement des couches intermédiaires, et un nouvel enrichissement des commerçants urbains. En d'autres termes, l'élargissement du rôle joué par la loi de la valeur équivaut à l'appauvrissement des ouvriers.

Evidemment, cette tendance néfaste peut et devrait être équilibrée par une politique favorable aux salaires ouvriers. C'est pourquoi il est indispensable d'examiner ceux-ci d'un peu plus près. L'arme principale de l'état ouvrier pour combattre les tendances inévitables de la loi de la valeur, c'est la politique des prix et des salaires. Nous avons vu les prix, voyons maintenant les salaires.

« ... Le salaire moyen est estimé généralement à soixante-dix roubles par mois (soit environ 380 F), le minimum étant de quarante roubles environ », écrit *Le Monde*. Ce minimum de 40 roubles est pourtant très officiel, car c'est seulement le 20 septembre 1959 qu'un décret gouvernemental a décidé de porter le salaire minimum à 40 roubles. Il est très difficile de dire dans quelle mesure ce décret a été appliqué, c'est-à-dire quel est aujourd'hui le niveau réel du minimum. Il est encore plus difficile de déterminer le salaire moyen véritable. De toute façon, la somme de 70 roubles nous semble exagérée, et un chiffre allant de 50 à 60 roubles nous paraît plus proche de la réalité ; d'autant plus que le niveau des salaires est conditionné par la situation de la productivité ; c'est uniquement l'augmentation de cette dernière qui peut justifier, aux yeux des dirigeants, un relèvement des salaires. Comme Volkov, dirigeant du Comité d'état du travail et des salaires, le déclarait devant le Comité central du parti, le 19 octobre 1962 : « Il est indispensable de continuer à stimuler matériellement les travailleurs, mais la hausse des salaires implique l'accroissement

de la productivité... » (*Le Monde*, 22 novembre 1962.) En tout cas, nous n'avons pas connaissance d'une hausse générale de salaires depuis des années, excepté la promesse contenue dans le décret que nous venons de citer.

Maintenant, prenons le salaire moyen, et acceptons le chiffre officiel de 70 roubles par mois. Confrontons-le à la hausse des prix agricoles ; une baisse considérable du salaire réel en ressort clairement ; ce qui confirme que ce sont les ouvriers qui ont fait les frais de cette hausse des prix. On pourrait dire que ce n'est que provisoire, et que, par une hausse des salaires intervenant dans un proche avenir, ce déséquilibre pourra être redressé. Théoriquement, c'est exact. Mais, en pratique, il n'y a aucune chance que les salaires augmentent prochainement. Une autre décision du 1^{er} juin a fortement souligné et accentué la tendance à diminuer les salaires réels. Il s'agit de l'ajournement de la suppression de l'impôt sur les salaires. Cette suppression avait été promise en 1960, lors de la réforme monétaire. En l'ajournant, l'état gagne quelques milliards de roubles, car l'impôt représente 7,5 % du salaire, soit environ 5 à 6 roubles par ouvrier. Le gros de la perte de salaire réel retombe sur ceux qui touchent 60 à 80 roubles par mois, c'est-à-dire sur la grande majorité de la classe ouvrière. Les bureaucrates reconnaissent ouvertement dans leur décret que, s'il était nécessaire d'ajourner la suppression de l'impôt, c'est que le gouvernement ne peut réduire ses dépenses, notamment celles pour l'agriculture. Donc, non seulement il n'y a pas eu de hausse des salaires compensant la hausse des prix, mais, de plus, une telle hausse a été écartée pour longtemps par une mesure supplémentaire réduisant davantage le salaire réel. Et c'est ici qu'il nous faut comparer les revenus paysans et les salaires ouvriers pour établir la base du rapport réel entre les classes, et la tendance principale de son développement.

D'après une source soviétique, nous l'avons déjà signalé, le revenu moyen mensuel des kolkhoziens a atteint en 1958-59, de 200 à 250 roubles anciens (de 20 à 25 roubles nouveaux), sans compter le revenu des parcelles individuelles. Une rapide estimation va nous permettre d'établir que les membres des riches kolkhozes devraient toucher au moins 40 roubles par mois en numéraire (soit le double du chiffre moyen), et que leurs parcelles individuelles leur procurent au moins de 10 à 15 roubles supplémentaires. N'oublions pas que, entre 1958 et 1962, les revenus des kolkhoziens se sont développés en absorbant la différence entre les salaires réels anciens et nouveaux des ouvriers. Nous supposons donc qu'aujourd'hui le revenu moyen des membres des kolkhozes riches a atteint le niveau du salaire moyen des ouvriers (qui, répétons-le, ne dépasse certainement pas, en réalité, 50 à 60 roubles). Naturellement, faute de statistiques complètes et précises, nous sommes obligés de procéder d'une manière indirecte et fort incertaine. Néanmoins notre hypothèse est réaliste, tout au moins

en tant que tendance ; si, à l'heure actuelle, cette égalisation ne s'est pas encore réalisée pleinement et complètement, cela viendra dans un proche avenir. Nous ne devons pas condamner abstraitement une telle égalisation, et ce d'autant moins que, si elle est réalisée, c'est que la base des « ciseaux » économiques entre prix industriels et prix agricoles est en train de disparaître. Or, le problème des « ciseaux » constitue le point névralgique de l'économie de transition, puisqu'il est la meilleure mesure de la situation de l'alliance ouvrière et paysanne, base de la dictature du prolétariat. Trotsky a inlassablement lutté pour que l'écart entre les deux branches des « ciseaux » diminue, pour que l'équilibre entre prix industriels et agricoles se rétablisse. C'est de cette manière que la « coexistence » de la planification et de la loi de la valeur s'exprime, en tant que rapport entre classes, dans une société de transition. On pourrait donc dire que les dirigeants actuels sont en train de réaliser précisément cet équilibre qu'a préconisé en vain, pendant longtemps. Trotsky. « Seulement », il y a une différence entre la méthode révolutionnaire et la manière bureaucratique. Trotsky n'a jamais proposé l'égalisation de ces prix par la hausse des prix agricoles. Bien au contraire, il a maintes fois souligné que, seul, le développement de l'industrie peut fournir la base qui est nécessaire pour diminuer les prix industriels, et combler ainsi l'écart entre les branches des « ciseaux ». Autrement dit, il s'agissait, pour Trotsky, de renforcer la planification face à la loi de la valeur, et la classe ouvrière face aux autres classes. Or, sans même parler du fait que, par suite de la politique stalinienne, les « ciseaux » se rouvrent, à peine fermés, du fait de la hausse des prix industriels, l'égalisation à laquelle nous assistons actuellement entre les salaires des ouvriers et les revenus des paysans riches se fait aux dépens de la classe ouvrière soviétique, c'est-à-dire que la situation des ouvriers empire au profit des kolkhoziens riches, des commerçants et de la bureaucratie en général.

Mais le salaire et son niveau ne donnent qu'un indice relatif de la situation des ouvriers. Il faut examiner les conditions d'existence réelles de la classe ouvrière pour connaître sa situation véritable.

Parmi d'autres raisons des retards dans l'exécution du plan, les dirigeants désignent, en premier lieu, le bas niveau de la productivité. A juste titre, car l'augmentation substantielle de la productivité, et elle seule, pourrait donner un espoir (qui serait lui aussi finalement vain, d'ailleurs) de gagner la bataille économique. Mais, en même temps, ils ont tort de ne pas voir que le niveau de la productivité, à son tour, est conditionné par d'autres facteurs plus importants, et, d'abord, par l'isolement économique de l'U.R.S.S. Parce qu'ils ne veulent pas voir cette vérité, et parce qu'ils sont partiellement dans le vrai, les dirigeants font tout leur possible pour augmenter la productivité. Cette bataille, devenue surtout depuis le commencement du plan septennal une question de vie ou de mort, est menée par

tous les moyens. En U.R.S.S. et dans les « démocraties populaires », les bureaucrates ont mis l'accent sur la productivité, et ils s'attendent à ce que le développement industriel soit assuré, dans une large mesure, par le relèvement de son niveau. Nous avons cité déjà la *Pravda* qui, devant les résultats piteux du plan, désignait le bas niveau de la productivité, comme cause de tout le mal. Dans un autre article, le même journal définit la ligne à suivre : « ... l'élévation *par tous les moyens* de la productivité du travail ». (16 octobre 1962. Souligné par nous.) Mais, étant donné que la productivité n'est pas uniquement une catégorie technologique, mais qu'elle est liée aussi aux conditions de travail des ouvriers, nous pouvons affirmer que l'augmentation de la productivité se réalise, en grande partie, par l'aggravation des conditions faites aux ouvriers dans le processus de la production.

Cette aggravation ressort clairement d'une confrontation de certains faits. Dans le décret gouvernemental déjà cité du 20 septembre 1959, les bureaucrates ont ordonné la réalisation, par étapes, de la réduction de la durée du travail. En 1960, au début du plan septennal, la journée de 7 heures a été généralisée. En même temps, le plan prévoit une augmentation de 45 à 50 % de la productivité générale par ouvrier. Cela veut dire qu'un ouvrier doit produire davantage pendant 7 heures qu'auparavant pendant 8 heures, car le niveau technique de la production reste, *en général*, à peu près le même. N'oublions pas que la production doit s'accroître selon les prévisions du plan, que, comme le décret le précise, chaque organisation du parti, des syndicats et économique doit veiller à ce que, malgré la réduction de la durée du travail, aucun bouleversement n'intervienne dans l'exécution du plan. En réalité, cette aventure propagandiste, les ouvriers la paient par une intensification du travail qui leur enlève complètement le bénéfice réel de la réduction de la journée de travail. Nous savons que la bourgeoisie, depuis longtemps, utilise l'intensification du travail pour s'approprier davantage de plus-value malgré la réduction de la durée du travail.

Le caractère d'aventure que présente cette réduction de la journée de travail est souligné par le fait que l'économie soviétique a encore besoin aujourd'hui de ces heures de travail perdues. La presse soviétique et les discours des dirigeants ne cessent de s'élever contre les heures supplémentaires « excessives ». Cela signifie deux choses : premièrement, que les dirigeants des usines sont contraints de recourir aux heures supplémentaires pour réaliser le plan, car, malgré toutes les contraintes, tout le système des normes et du contrôle, tout le développement technique, la productivité n'augmente en réalité que très peu ; deuxièmement, que les ouvriers acceptent volontiers les heures supplémentaires pour augmenter leurs salaires. Le système des heures supplémentaires « excessives » est le signe de la pauvreté, à la fois de l'économie et des ouvriers. La

bureaucratie utilise tous les moyens, comme la *Pravda* l'a recommandé, pour obliger les ouvriers à produire davantage. Les ouvriers, naturellement, résistent ou, du moins, veulent obtenir certaines contreparties. Une lutte acharnée couve entre la classe ouvrière soviétique et les bureaucrates. Pour présenter cette lutte autour de la productivité, citons le rapport de Victor Grichine, président de l'Union des syndicats, devant son Comité central, le 27 décembre 1962, rapport dans lequel il a critiqué « ... *le faible rendement de certaines fractions de la main-d'œuvre... et dénoncé l'absentéisme, la violation de la discipline du travail, l'abus de la pratique des heures supplémentaires et la non-exécution des normes EN PARTICULIER PAR LES JEUNES TRAVAILLEURS* ». (*Le Monde*, 28 décembre 1962. Souligné par nous.)

Nous avons dit quelques mots, au début de cette étude, sur la situation spécialement difficile des jeunes et des femmes travailleuses. C'est pourquoi nous n'y reviendrons donc pas maintenant, sinon pour souligner les conditions de vie extrêmement dures que connaissent particulièrement ces deux catégories de travailleurs.

Voilà donc comment les difficultés économiques provoquées par le retard accru de l'U.R.S.S. ont abouti à ce glissement social qui se manifeste, tout d'abord, par l'aggravation des conditions d'existence de la classe ouvrière soviétique. Elle porte, sans aucune contrepartie, le fardeau d'un concours économique déraisonnable entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme. Autre conséquence de ce glissement social, le renforcement d'une partie de la paysannerie kolkhoziennne, au sein de laquelle une différenciation se développe. Parallèlement, l'agrandissement et le renforcement des couches sociales intermédiaires sont devenus inévitables. En premier lieu, nous assistons à la floraison de la petite-bourgeoisie urbaine, qui accapare une partie de la rente différentielle. En même temps, se développe une différenciation au sein de la bureaucratie, où des couches spéciales se forment et s'agrandissent. Tout d'abord, l'armée des fonctionnaires de l'état et du parti se différencie d'une autre couche, la bureaucratie de l'industrie. Cette dernière se gonfle en faisant sa « soudure » avec les éléments qui contrôlent le commerce et le troc, tels qu'ils se développent entre les entreprises, comme entre celles-ci et les kolkhozes. En définitive, c'est dans ce processus que nous pouvons résumer les rapports entre les classes et leur évolution à l'intérieur de l'U.R.S.S. Cela signifie une modification de la situation sociale au détriment de la classe ouvrière et au profit de la petite-bourgeoisie, avec les diverses couches qui la constituent. Mais les modifications dans les rapports entre les classes ne sont pas statiques, elles ont leur dynamique propre, qui tend à s'exprimer sur le plan politique. Le glissement social s'est manifesté immédiatement dans une lutte politique, qui tend à changer les caractéristiques formelles de l'état. Le premier pas dans cette lutte, c'est une transformation des cadres organisationnels de la vie politique qui garantisse des conditions plus

favorables aux forces ennemies de la classe ouvrière. C'est ce processus qui se développe aujourd'hui en U.R.S.S., où le nouveau rapport des forces entre la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie se reflète dans la marche en avant de cette dernière.

La bureaucratie « libérale » avait déclaré que la société soviétique entrait dans la phase de la construction du communisme, où les antagonismes de classes cédaient la place à une collaboration amicale. Sur cette base, l'équipe dirigeante a répandu une nouvelle « théorie », selon laquelle la dictature du prolétariat n'est plus nécessaire, car le caractère de la société a changé. Ainsi, l'état prolétarien doit censément se transformer en un état populaire représentant le peuple soviétique tout entier. Contrairement à ces affirmations, la réalité est que cette société a été contrainte de donner un rôle accru à la loi de la valeur. Les rapports sociaux s'y développent, non d'après les déclarations solennelles sur la construction du communisme et l'amitié entre les classes, mais dans le cadre du rôle plus étendu joué par cette loi capitaliste. Au lieu d'une atténuation de la division en classes, une différenciation a commencé, et continue de se développer au détriment des ouvriers. Dans ces conditions, la modification de la définition formelle de l'état signifie un premier pas sur la voie de la marche au pouvoir de la petite-bourgeoisie, mise de la sorte sur un pied d'égalité formelle avec les ouvriers vis-à-vis de l'état. Cette égalité théorique dissimule, en réalité, le renforcement social et politique de la petite-bourgeoisie aux dépens de la classe ouvrière. Ainsi, le caractère « populaire » attribué à l'état n'est que l'expression, sur le plan politique, du processus de modification en cours dans les rapports entre les classes. Evidemment, cela n'était qu'un début. La petite-bourgeoisie renforcée ne se satisfait pas de conquêtes politiques qui ne s'accompagnent pas d'effets concrets ; ce à quoi elle aspire, c'est à stabiliser définitivement son enrichissement, stabilisation inconcevable sans un changement du caractère même de la société. A cette fin, il lui faut poursuivre sa progression politique, en s'assurant des moyens nécessaires à la lutte pour le pouvoir. De ce point de vue, la réorganisation du parti et des organes économiques, décidée le 19 novembre 1962 par le Comité Central, constitue une nouvelle victoire politique de la petite-bourgeoisie. De quoi s'agit-il ?

Tout d'abord, de la suppression du parti en tant qu'organisation politique. La coupure du parti en deux organisations, l'une dans l'industrie, l'autre dans l'agriculture, le prive définitivement de son unité, condition essentielle pour toute organisation politique. Désormais, il y a deux organisations parallèles qui ne se rencontrent qu'au présidium du Comité Central de chaque république, et au présidium du C.C. de l'U.R.S.S. On a même supprimé le Comité Central unique, en constituant à sa place deux bureaux, l'un agricole, et l'autre industriel. Il est donc clair que la bureaucratie a constitué ainsi deux organisations de caractère corporatif.

Mais c'est seulement l'un des aspects de la réforme, qui doit être considérée aussi par rapport à la réalité sociale.

De ce point de vue, la suppression du parti politique unique nous apparaît comme le prélude à la création de deux partis. Le corporatisme, en réalité, donne la possibilité d'un développement menant à la représentation politique ouverte et reconnue de la paysannerie. La coupure du parti, sa suppression, signifiera ainsi la création du parti politique de la petite-bourgeoisie rurale. Comme la bourgeoisie lucide l'a exprimé dans *Le Monde* (21 novembre 1962) : « ... *L'impression s'impose que deux partis coexisteront désormais... celui des paysans et celui des ouvriers* ». Naturellement, nous contestons cette caractérisation. Il s'agit d'une minorité de paysans, la couche dirigeante des kolkhozes riches. D'autre part, la branche industrielle de ce nouvel organisme pourra devenir le parti de la bureaucratie industrielle. Les ouvriers, eux, n'ont pas de parti, pas plus que les kolkhoziens pauvres. L'évolution des rapports entre les classes se fait sur la base de l'enrichissement d'une minorité et de la dégradation de l'immense majorité.

La situation réelle des classes sociales, les mouvements divers au sein de ces classes le démontrent suffisamment. La meilleure preuve nous en est fournie par d'autres dispositions prises à la même session du Comité Central, deux décisions surtout, qui révèlent la position de la bureaucratie vis-à-vis de la crise de la planification et, partant, des rapports entre les classes en U.R.S.S. Le C.C. a décidé un agrandissement général, une centralisation poussée des sovnarkhozes, en les dotant de droits beaucoup plus larges, notamment d'une certaine autonomie, ainsi qu'« ... *une nouvelle extension des droits des directeurs d'entreprises* ». (*Le Monde*, 25-26 novembre 1962.) Une autre décision a créé un Conseil de l'économie nationale, organe central des sovnarkhozes agrandis. Ce Conseil s'est vu attribuer plusieurs tâches d'importance capitale, jusque-là réservées au « Gosplan », organe central de la planification. Il est significatif qu'à la session du C.C. « ... *la plupart des délégués qui sont intervenus ont critiqué le Gosplan* ». (*Le Monde*, 24 novembre 1962.) A la session du Soviet suprême du 10 décembre 1962, c'est Dymchitz, récemment promu à la présidence de ce nouveau Conseil de l'économie, qui jouait le rôle de vedette, à côté du ministre des finances, dans la présentation et la discussion du budget. En outre, ici aussi, les délégués critiquaient sévèrement le Gosplan. En vérité, ces décisions signifient que, dans la crise de la planification, les libéraux ont adopté une politique qui, par la création de ce Conseil, donne une forme organisationnelle à la représentation des forces économiques hostiles à la planification. Il est évident que, par le truchement de ce nouvel organe, un rassemblement des partisans de la rentabilité économique peut s'opérer contre la représentation des intérêts globaux de la société incarnés, en l'occurrence, par le Gosplan. Par conséquent, les formes organisationnelles d'une progression des forces petites-bourgeoises

ont été mises en place par la bureaucratie régnante. Dans les rapports entre les classes, le glissement vers la petite-bourgeoisie a été ainsi codifié. Il a été souligné par la coupure des syndicats et du Komsomol, mettant l'accent sur le rôle de « transmission » des syndicats ouvriers, tel qu'il se reflète dans les dernières consignes de Grichine. La classe ouvrière soviétique a perdu toute possibilité organisationnelle, même purement formelle, de préserver les conquêtes ouvrières, et la petite-bourgeoisie, qui leur est hostile, a gagné du terrain. Tel est le contenu politique actuel des rapports entre les classes en U.R.S.S.

... et ses luttes.

Que la petite-bourgeoisie aspire au rétablissement du capitalisme, c'est une chose. Que les staliniens, par leur politique, lui facilitent la tâche, c'est aussi une chose. Mais la façon dont réagit la classe ouvrière... en est une tout autre.

L'enrichissement des couches intermédiaires se fait par l'appauvrissement des ouvriers. L'obligation d'augmenter la productivité les écrase. La N.E.P. « renouvelée » ne peut s'accomplir que sur leur dos. Les forces qui tendent à restaurer le capitalisme tendent à asservir les ouvriers.

Ainsi, la classe ouvrière est-elle *obligée* de combattre ces tendances. Plus la petite-bourgeoisie avancera, plus grand sera le fardeau des ouvriers, plus ils seront entraînés dans la lutte. Il s'agit de leur peau, de leur vie quotidienne. Aujourd'hui, la classe ouvrière soviétique a déjà commencé le combat.

Nous avons mentionné le discours de Grichine, président des syndicats, qui a avoué que *les jeunes ouvriers surtout* manifestent leur hostilité, allant jusqu'au sabotage de la production. Au début d'octobre 1962, à une réunion du comité du parti pour la région de Léninegrad, le secrétaire Laurikov a déclaré qu'en 1961 « ... deux millions et demi de journées de travail ont été perdues dans les entreprises industrielles de Léninegrad, du fait des absences **NON MOTIVÉES** et des retards des travailleurs. » (Souligné par nous.) Au Comité Central du parti, le 19 novembre, Volkov, le dirigeant du Comité d'état du travail et des salaires, annonçait que la fluidité de la main-d'œuvre coûte près de 2 milliards de roubles par an à l'économie. Par ce terme de « fluidité », les bureaucrates entendent le mouvement des ouvriers qui quittent les usines, et changent de place pour fuir des conditions intolérables. Cette migration de la main-d'œuvre est une des formes actuelles de la lutte ouvrière, et gagne une importante proportion de la classe tout entière. Le journal *Sovietskaya Rossia* écrit à propos de Kemerovo, ville industrielle de Sibérie centrale, que « ... mécontents de la confusion qui règne et des bas salaires, des groupes entiers d'ouvriers quittent leur travail. L'an dernier (en 1961), l'entreprise de construction régionale a perdu plus des deux tiers de son personnel. » Et le journal révèle que, pendant les six premiers mois de 1962, 47.000 ouvriers ont fait

la grève à Kemerovo. Bien que l'agence de presse soviétique ait démenti cette nouvelle, sa protestation équivalait à une confirmation. Elle a dû reconnaître cette migration de masse, en lui donnant l'aspect de « mouvement de personnel ». Mais le meilleur démenti de ce « démenti » se trouve dans le discours de Grichine où il annonçait une fuite massive des ouvriers de la région de Krasnoïarsk, à cause de conditions insupportables de logement, etc. Pendant les neuf premiers mois de 1962, 80.000 (!) ouvriers ont quitté les entreprises de cette région, selon Grichine lui-même. Nous pouvons donc supposer, sans crainte d'erreur, qu'en réalité ces mouvements doivent avoir une ampleur beaucoup plus grande.

Ces migrations, les absences, les retards, le gaspillage, dénoncés violemment par les bureaucrates, ce sont les formes que prend le grand sabotage inorganisé de la classe ouvrière soviétique. Les ouvriers sont privés de moyens normaux de lutte, en premier lieu, de syndicats. Ceux-ci remplissent le même rôle que sous le règne de Staline : parties intégrantes de la machine étatique, ils transmettent, telle une « courroie », les ordres de l'état, obligeant, forçant les ouvriers à intensifier leur travail. Or, la classe ouvrière doit se battre contre son asservissement. Privée de moyens, elle choisit le plus élémentaire, le sabotage. Ouvrier, tu es privé de ton syndicat, ton niveau de vie baisse, tes conditions de travail empirent de plus en plus : Sabote la production par tous les moyens ! C'est ainsi que la classe ouvrière soviétique arrive à la pratique du sabotage en masse.

Le niveau actuel de la lutte ouvrière n'a atteint qu'une forme primitive et instinctive engendrée dans la classe par ses conditions d'existence. C'est ce même instinct qui conduit les ouvriers soviétiques à d'autres formes élémentaires de lutte, les révoltes spontanées, sporadiques et isolées. Ces révoltes, absolument inorganisées, constituent une forme de lutte plus élevée, car elles sont des signes de combativité chez les ouvriers. Elles sont lourdes de tensions révolutionnaires, et indiquent que la classe est en train de se restructurer, car elle est prête à se battre.

Au cours de l'été 1962, après le relèvement des prix agricoles, une révolte a éclaté dans la région de Rostov-sur-le-Don et autour de Novotcherkask, région et villes industrielles importantes. Nous avons très peu d'informations à ce sujet. Pourtant, il est certain qu'il y a eu des manifestations, et des escarmouches avec la police qui ont fait plusieurs morts et blessés. Les autorités soviétiques ont ordonné, le 18 juillet, un couvre-feu dans la région, fait très important, *pour tous les jeunes de moins de 16 ans*. Sur les incidents de Novotcherkask, *Le Monde* (10 octobre 1962) nous apprend que « ... les jeunes ouvriers et étudiants des écoles techniques, qui composent environ le sixième de la population de la ville, auraient constitué la majeure partie des manifestants ». A Moscou, le 16 décembre 1962, à la journée de la poésie, un groupe imposant de jeunes ouvriers et étudiants a manifesté. « Un jeune homme qui disait des vers « pessimistes » a été arrêté pour « ivresse publique » et conduit au poste, malgré les protestations

d'une soixantaine de garçons de son âge», rapporte le correspondant à Moscou du *Monde*, le 18 décembre 1962.

A côté des mouvements d'ouvriers, se manifestent des signes particuliers du mécontentement paysan. La majorité de la paysannerie n'appartient pas aux bénéficiaires de la rente différentielle. Surtout dans les régions lointaines, la paysannerie kolkhozienne n'a tiré aucun profit de la N.E.P., elle subit les conséquences de la différenciation au sein de la paysannerie. L'existence, le développement, la virulence même des sectes religieuses sont un signe incontestable de la misère paysanne. L'apparition des sectes religieuses est un phénomène social propre à la paysannerie. Le paysan pauvre, écrasé par la misère, tenu par l'immense poids de l'appareil étatique, perdant tout espoir de changer sa vie, tourne ses yeux vers le ciel. L'église traditionnelle lui paraît, à juste titre, loin de sa vie quotidienne, à la hauteur de l'état. Il s'évade vers les communautés religieuses des sectes, formées à sa manière, proches de lui. On connaît la triste et émouvante histoire des sectes paysannes enfermées dans l'étau cruel et inhumain de la société abjecte de l'Europe Orientale entre les deux guerres. Nous pouvons imaginer la tragédie d'une réalité qui semble sans issue aux paysans, les poursuites, les procès, les arrestations, que l'appareil policier et judiciaire soviétique inflige aux sectes telles que les Témoins de Jéhovah. Derrière ces informations, rapportées très souvent dans les faits divers, se dissimule un drame social profond. Les paysans, par eux-mêmes, ne peuvent arriver qu'à des formes primitives de lutte. Si ces formes de lutte leur semblent impossibles, ils vont, non vers des formes plus avancées comme les ouvriers, mais vers Jéhovah. Le développement de ces sectes en U.R.S.S. est, en soi, éloquent. Un événement tel que la fuite de trente personnes appartenant à une secte de Tchernogorsk (Sibérie) à l'ambassade américaine de Moscou, montre la profondeur du problème, non parce que ces paysans sont allés à cette ambassade, mais parce qu'ils sont arrivés à Moscou, ce qui serait inimaginable sans une sympathie profonde de la population, qui les a aidés à traverser des milliers de kilomètres, sans que les autorités interviennent.

Ces mouvements d'ouvriers, ces formes de résistance passive des paysans constituent aujourd'hui les méthodes élémentaires de l'action de classe dans la profondeur des masses. Faute de renseignements, nous ne pouvons pas les analyser en détail, mais quelques constatations générales s'imposent. Tout d'abord, ces mouvements s'étendent à tout le territoire de l'U.R.S.S., et il serait erroné de les localiser, soit à Moscou, soit dans les régions riches comme l'Ukraine, ou déshéritées comme la Sibérie. Ensuite, l'avant-garde de ces mouvements ouvriers, c'est la jeunesse, qui engage et mène la bataille et détermine sa nature. Cette prédominance de la jeunesse est la caractéristique d'une montée révolutionnaire, de son dynamisme et de sa combativité.

2) Les forces sociales antagonistes dans le miroir des discussions publiques

La N.E.P. comporte, théoriquement, à la fois la possibilité d'un renforcement des tendances socialistes et celle d'un renforcement des tendances pro-capitalistes ; mais il faut réaffirmer ici que son évolution dans une direction ou dans l'autre n'est nullement fatale. Elle s'accomplit, sur la base d'un rapport des forces donné, par une lutte entre les forces antagonistes, la politique de l'oligarchie dirigeante étant à la fois le produit et l'un des facteurs du déroulement de cette lutte. En U.R.S.S., l'application droitière de la N.E.P. a eu pour effet de modifier le rapport des forces en faveur de la petite-bourgeoisie urbaine et rurale ; cette dernière s'est engagée dans une lutte ouverte pour le pouvoir.

La lutte se déroule devant nos yeux, entre autres, sous la forme de discussions autour des problèmes essentiels de l'économie et de la culture soviétiques.

De l'économie...

Les journaux, les revues, la radio et même la télévision soviétiques ont publié, depuis plusieurs années, et surtout en 1962, des propositions visant à réformer l'économie soviétique. Devant la crise de la planification, les représentants de diverses tendances en viennent à s'exprimer plus hardiment, en proposant leurs solutions. L'étude de ces discussions nous permet ainsi de mesurer les répercussions du changement intervenu dans le rapport des forces.

Retraçons tout d'abord sommairement l'historique de cette discussion. En 1958-1959, la bourgeoisie occidentale écarquillait les yeux devant un remue-ménage nettement perceptible parmi les économistes soviétiques. Une vague d'économistes de la « nouvelle école mathématique » commençait à émerger, et à livrer bataille aux « dogmatiques ». La principale préoccupation de cette nouvelle école consistait apparemment à introduire les méthodes modernes de calcul, utilisées par les économistes occidentaux, dans l'économie soviétique. Notons, cependant, que ces économistes s'intéressaient surtout aux méthodes scientifiques de la fixation des prix et de la « rémunération des investissements » (quelle belle expression !). Cette nouvelle école faisait une large propagande pour des méthodes telles que l'économétrie, l'input-output (1), etc. Ses représentants travaillaient surtout dans les instituts de recherche et dans les organes de plani-

(1) Méthode de calcul détaillé des « entrées » et des « sorties », appliquée à une entreprise, à une branche d'industrie, ou à l'économie d'un pays tout entière.

fication. Ils se heurtaient à la résistance des « dogmatiques », retranchés, en premier lieu, dans les universités. Il est bien évident que les méthodes mathématiques, dans le domaine de l'économie comme dans tout autre, ne constituent qu'un outil ; en elles-mêmes, elles ne sont ni pro-socialistes, ni pro-capitalistes ; tout dépend des conceptions d'ensemble de ceux qui les emploient. De telles méthodes peuvent et doivent être utilisées dans une économie socialiste, où elles facilitent la « comptabilité générale » de la planification. La discussion entre cette nouvelle école et les « dogmatiques » ne portait donc pas sur les véritables problèmes en litige, comme c'est d'ailleurs le cas de toute discussion entre staliniens. Cependant, il ne faut pas oublier que cette discussion n'est pas née par hasard. Elle s'est développée dans les conditions d'une crise de la planification. Elle exprimait la lutte en cours autour de la solution de cette crise, et les différentes opinions avancées représentaient les intérêts de diverses forces sociales. L'introduction de méthodes modernes de calcul peut aussi servir à torpiller la planification. L'application de ces méthodes conduit à poser sérieusement le problème du taux d'intérêt et, partant, ceux de la rentabilité et de la formation des prix ; or, faire de la rentabilité de chaque entreprise d'état la règle d'après laquelle seront fixés les prix, y compris les prix des moyens de production vendus par une entreprise d'état à une autre, c'est en fait se dresser non pas tellement contre les *méthodes staliniennes* de planification que contre la planification tout court.

Ce n'est pas par hasard que les représentants principaux de la « nouvelle école » sont les académiciens Nemtchinov et Stroumiline, et le chercheur Kantorovitch. Or, l'octogénaire Stroumiline, statisticien du tsar pendant la première guerre mondiale, fut l'un des économistes qui se mirent au service de Staline dans sa lutte contre l'Opposition ; l'académicien Nemtchinov est le président du sovnarkhoze de Kharkov et il est, nous le verrons plus loin, très engagé dans les discussions actuelles ; quant à Kantorovitch, son livre sur le capitalisme actuel a causé certains remous en U.R.S.S., car il y remet en question la validité de certaines des lois découvertes par Marx, entre autres celle de la paupérisation. Il ne s'est pas contenté de critiquer les absurdités à la Thorez, mais a « modifié » Marx. Ici aussi, ce n'est pas l'introduction de méthodes mathématiques qui est dangereuse en elle-même. L'affirmer, comme l'ont fait les « dogmatiques », est une stupidité. La question est de savoir, compte tenu de l'évolution du rapport des forces, et des conceptions générales de ceux qui les emploient, dans quelle direction leur utilisation engage l'économie soviétique : or, c'est précisément la modification du rapport des forces en faveur de la petite-bourgeoisie qui se manifestait dans l'évolution des positions économiques théoriques de ceux qui mettent en cause la direction de l'état. En 1959, Kantorovitch réclamait seulement

que les économistes accordent plus d'attention à certaines méthodes de calcul ; aujourd'hui, on va beaucoup plus loin.

Au mois de septembre 1962, la *Pravda* publiait un long article de Liberman, professeur à l'Université de Kharkov ; celui-ci proposait de changer les méthodes de la planification. Selon lui, il faudrait supprimer les indices multiples émanant des organes centraux de la planification, et qui constituent une véritable tutelle sur les entreprises ; au lieu de cette multitude de prescriptions venant du centre, il faudrait donner seulement des indices obligatoires de quantité, de qualité et de livraison ; les usines devraient être libres en ce qui concerne l'organisation intérieure de la production. Et le professeur Liberman proposait d'organiser des rapports étroits entre producteurs et consommateurs et, par conséquent, de juger l'activité des entreprises d'après le seul critère de la rentabilité.

En somme, ces propositions tendent à affaiblir le contrôle central de la planification, et à renforcer le contrôle par le marché ; donc à baser l'activité des usines sur le critère du « profit » (1). Evidemment, dans leur forme, elles mélangent encore la conservation de la planification avec la « libération » entière de la loi de la valeur. Mais il n'en est pas moins clair que leur réalisation augmenterait l'influence du marché libre au détriment de celle de la planification. En ce sens, avec le plan du professeur Liberman, la petite-bourgeoisie passait à l'offensive. Il n'y a rien d'étonnant à ce que cet article ait provoqué de très vives réactions et le début d'une lutte. En octobre 1962, les partisans du plan Liberman ne formaient encore que la minorité, composée de professeurs, d'intellectuels en général et de directeurs d'usine. Dans sa lutte contre ce groupe, la majorité prenait pour cible la notion de rentabilité, affirmant, à juste titre, qu'il est impossible d'en faire le critère unique de l'activité des entreprises dans l'économie soviétique.

Liberman a repris et développé ses thèses, en octobre 1962, devant la télévision moscovite. Devant les téléspectateurs, il a avancé ses idées sur l'autonomie des entreprises, proposé la liberté d'embauche pour les directeurs, la pratique de la « souplesse des salaires », et le droit pour les entreprises de conserver une partie de leurs bénéfices à des fins d'auto-financement. En même temps, la *Pravda* publiait un article de l'académicien Nemtchinov qui, sous une forme beaucoup plus voilée, préconisait des réformes semblables : perfectionnement du mécanisme des prix, intro-

(1) Les économistes soviétiques désignent, depuis toujours, sous le nom de « profit » d'une entreprise d'état, la différence entre ses recettes et ses dépenses annuelles. Dans le cadre d'une économie planifiée, protégée par le monopole du commerce extérieur, ce « profit » revêt un caractère profondément différent de celui qu'il affecte dans une économie capitaliste, dont il constitue le moteur. Proposer de faire du « profit » le critère du plan, c'est donc proposer l'extension de l'empire de la loi de la valeur aux moyens de production eux-mêmes, aux dépens des forces conscientes de la planification.

duction de normes de rentabilité à long terme, extension des droits des entreprises. Nemtchinov écrivait notamment : « ... *Le système de planification doit être réformé de façon à ce que les entreprises et ceux qui y travaillent soient matériellement intéressés, non seulement à l'accroissement de la production, mais aussi à la diminution des prix de revient* » (cité par *Le Monde* du 9 octobre 1962).

Notons en passant que Nemtchinov et Liberman sont également de Kharkov, centre important d'une riche région ukrainienne ; le président du sovnarkhoze et le professeur de l'Université de Kharkov sont ainsi les théoriciens principaux de la politique vers laquelle tend à s'orienter Khroustchev, lui-même originaire de Kharkov. Mais bien qu'il y ait un « groupe de Kharkov », on ne peut en faire une réalité géographique, car il existe bien d'autres représentants de la nouvelle ligne. C'est ainsi que Borovitsky, directeur d'une usine de pneumatiques à Omsk, a critiqué dans la *Pravda*, les « principales fautes de la planification actuelle ». Selon lui, ce sont, d'abord, le fait que le centre réclame une quantité toujours croissante de produits, ce qui entraîne leur mauvaise qualité, ensuite, la pratique selon laquelle les directeurs d'usines ne participent pas aux décisions centrales. En apparence, Borovitsky est plus modeste, il ne propose pas tout un système. Mais, à côté d'une critique adressée au Gosplan (1), critique très à la mode actuellement en U.R.S.S., il revendique ni plus ni moins que l'intégration de la bureaucratie industrielle dans la gestion directe de l'économie soviétique. Vint ensuite, au début de novembre 1962, dans les *Izvestia*, le professeur Birman, vice-recteur de l'Institut économique Plekhanov, plus modéré que le « groupe de Kharkov » et moins brutal que Borovitsky. Il présenta son plan comme un plan socialiste pour une autonomie plus large des entreprises, afin de leur permettre de faire face à leurs obligations, car, par exemple, certaines d'entre elles, au bord de la faillite, sont incapables de payer les salaires. Il s'efforçait donc de démontrer que les ouvriers avaient intérêt à l'autonomie des usines. Ainsi, l'augmentation du pourcentage de leurs bénéfices conservé par les entreprises, argumentait-il, est nécessaire aussi pour augmenter la part distribuée aux ouvriers. Il semble que le professeur Birman ne soit pas devenu par hasard vice-recteur de l'Institut Plekhanov...

Naturellement, il y a eu des articles hostiles à ces propositions : avec plus ou moins de réserves, ils défendent l'état actuel du régime économique, argumentent contre la rentabilité, défendent le Gosplan, et ainsi de suite. Mais l'évolution se fait en faveur des « novateurs » car la bureaucratie de l'état et du parti, tout en évitant de prendre une position nette, favorise leurs propositions. « ... *Les avis semblent très*

(1) Rappelons que le Gosplan est, ou plutôt était, jusqu'aux décisions du C. C. de novembre 1962, l'organe central de la planification.

partagés sur la question capitale de l'autonomie à accorder aux entreprises et des stimulants, à leur fournir », écrit le correspondant du *Monde*. « De même, la remise en ordre du système des prix de gros industriels — que l'on voudrait faire reposer sur des indices plus authentiquement économiques que ceux utilisés jusqu'ici — semble se heurter à de grosses difficultés. » (26 septembre 1962).

C'est donc une véritable lutte qui se reflète dans cette discussion. Quelle est la position des « libéraux » au pouvoir ? Le numéro de novembre 1962 du *Kommunist* recommande la prudence à l'égard des propositions formulées. Malgré cette recommandation, la révision des prix de gros industriels, condition préalable d'un régime économique basé sur la rentabilité, se poursuit. La tendance de la politique actuelle des bureaucrates consiste à satisfaire l'appétit de pouvoir de la petite-bourgeoisie ; cette tendance a prévalu à la session du C.C. du 19 novembre 1962. Bien entendu, la suppression du parti unique était déjà un important recul de l'état ouvrier. Les autres aspects de cette réunion témoignent aussi de la faveur témoignée par le C.C. à la petite-bourgeoisie. Contrairement à certains comptes rendus des journalistes bourgeois, Khrouchtchev a ouvertement pris position sur plusieurs problèmes soulevés dans la discussion. Dans son rapport, il a proposé de transformer radicalement les organes de planification, et de perfectionner leurs méthodes. En ce qui concerne la rentabilité et la question des bénéfices, il a déclaré : « Sans une solution correcte des problèmes de la formation des prix, sans leur fixation scientifique, il est impossible d'éliminer les fautes sérieuses de la planification et... d'assurer les conditions de la rentabilité des entreprises ». Après avoir affirmé que l'économie socialiste tout entière ne travaille pas pour le bénéfice, il continue sans sourciller : « ... Mais, lorsqu'il s'agit d'une entreprise, le bénéfice prend une grande importance en tant qu'indice économique de l'efficacité de l'activité de cette entreprise. » A propos de la discussion qui s'est déroulée dans la presse, il recommande vivement d'examiner les « nouveautés », et lance un appel à l'étude soigneuse des propositions avancées. Les libéraux, dirigés par Khrouchtchev, ont donc choisi de renforcer la petite-bourgeoisie dans sa lutte pour le pouvoir.

C'est à travers cette lutte que nous pouvons mieux comprendre les décisions du C.C., instaurant le *Conseil de l'économie nationale*, élargissant les *sovmarkhozes* et recommandant une autonomie plus large des entreprises. Ces décisions semblent contredire dans une certaine mesure les propositions de Khrouchtchev, qui voulait doter les *sovmarkhozes* eux-mêmes d'un pouvoir de planification. Au lieu de cela, le C.C. a créé ledit Conseil, qui est tout de même un organe central. Cette modification, ainsi que la différence entre l'attitude du *Kommunist* et celle de la *Pravda*, par exemple, indiquent qu'il existe une divergence au sein de la direction

suprême. Comme le remarque *Le Monde* : « ... Les décisions... apparaissent plutôt comme le résultat d'un laborieux compromis négocié... entre diverses tendances au sein de l'appareil du parti... » (21 novembre 1962.) C'est cette divergence qui se reflète dans la position prudente, contradictoire et peu nette de la bureaucratie.

Le C.C. a pourtant donné le feu vert aux attaques petites-bourgeoises, indiquant ainsi quelle est la tendance dominante. Après cette victoire, la petite-bourgeoisie a immédiatement essayé de consolider et d'élargir ses positions. C'est ainsi que, le 30 novembre 1962, le jour même où le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. discutait de « l'amélioration de la planification », la *Pravda* publiait le programme de Berman, directeur d'une usine de machines-outils à Moscou ; ce programme systématisait et développait les propositions antérieures et, selon le commentaire de la *Pravda*, était « ... lié à la prochaine mise au point d'une loi de l'entreprise socialiste ». Selon Berman, il faut développer le rôle du nouveau Conseil de l'économie nationale, et diminuer celui du Gosplan. Ce dernier ne doit qu'élaborer « ... des perspectives qu'il ferait parvenir, par le truchement des sovnarkhozes, sous forme de chiffres de contrôle, pour deux ou trois ans ». Mais, éventuellement, le Conseil pourrait corriger ces chiffres, s'ils contredisent la réalité économique. Il en découle qu'« ... il faut donner aux entreprises individuelles le droit de dresser d'une façon indépendante leurs plans ». Et, conséquence logique, ces entreprises devraient « ... nouer des contacts directs avec les fournisseurs et les consommateurs, compte tenu des chiffres de contrôle » — ajoute prudemment Berman. En ce qui concerne les droits des directeurs, le programme est généreux. Il propose que les directeurs aient le droit de déterminer la structure du personnel de l'usine, de fixer les salaires qui peuvent être plus élevés que les salaires-type, de fixer les nouveaux prix, de disposer de crédits qui resteraient la propriété de l'usine. Ce programme reste jusqu'ici le sommet de la discussion. Il semble, d'après la remarque de la *Pravda*, qu'il sera bientôt adopté par une loi, qui fixerait ainsi le résultat provisoire de la lutte.

En signalant qu'une discussion moins bruyante mais aussi hardie se déroule autour de la priorité de l'industrie lourde, nous avons fait le tour des principaux enjeux de la lutte. Il s'agit aujourd'hui d'une attaque lancée par la petite-bourgeoisie contre la planification pour rétablir le libre jeu de la loi de la valeur. Comme objectifs de cette attaque, la petite-bourgeoisie avance la revendication du critère de la rentabilité, qu'elle oppose à la liberté de décision de l'état dans le domaine économique, celle de l'autonomie des entreprises, jusques et y compris la suppression de cette arme essentielle de l'état ouvrier qu'est le contrôle des prix et des salaires, et celle de l'abandon de la priorité de l'industrie lourde.

Bien entendu, nous savons très bien que la planification stalinienne créait une situation de plus en plus intenable, et que sa crise provenait en grande partie de ce qu'elle reposait sur une centralisation extrême et bureaucratique de l'économie. Cette planification-là mérite les critiques les plus impitoyables. Mais, le constater, ce n'est pas approuver n'importe quelle modification. Pour parler net, nous sommes partisans de cette seule méthode : la planification dirigée par la classe ouvrière, à travers son assemblée de députés des Conseils, contrôlée par les Conseils. Or, dans la discussion actuelle, les critiques justes formulées à l'égard de la planification stalinienne ne contiennent rien qui y ressemble. Contre la centralisation extrême de la planification, elles luttent pour la décentralisation. Mais, dans les conditions actuelles de renforcement des couches intermédiaires, bureaucratie industrielle et petite-bourgeoisie urbaine et rurale, la décentralisation signifie la participation accrue de ces couches à la direction de l'économie et, partant, de l'état. Le directeur d'usine qui lutte contre le *Gosplan* veut arriver à se voir attribuer, entre autres, le droit de fixer les salaires. Pour remettre ensuite ce droit entre les mains des ouvriers ? Ne soyons pas ridicules ! Il suffit de poser ces problèmes, non abstraitement, mais dans leur contexte social réel, pour comprendre le contenu de classe, au moins potentiel, de ces discussions.

Les critiques visant à affaiblir la position de l'état ouvrier ont déjà abouti à des résultats concrets. Dans la question capitale : « Qui dispose du revenu national ? », le rapport des forces entre l'état ouvrier et la petite-bourgeoisie s'est modifié. Cette dernière vise maintenant à briser la planification, le monopole étatique des prix et des salaires. Si elle arrivait à imposer ses revendications, la conséquence inévitable serait le rétablissement du capitalisme. Ce serait un développement de la différenciation sociale aboutissant à l'apparition d'une classe bourgeoise achevée, qui, vers l'extérieur, ferait sa jonction avec l'impérialisme. Ce n'est évidemment pas là ce que souhaite l'oligarchie dirigeante ; elle veut, au contraire, éviter une telle évolution. Cela explique ses hésitations. Mais, en même temps, elle fait des concessions à l'offensive petite-bourgeoise, qui influence déjà sa politique. La peur d'une évolution qui renforce les tendances bourgeoises s'exprime dans les discussions. Et les représentants de la petite-bourgeoisie sont parfois rejetés sur la défensive. Le directeur Berman, par exemple, a dû défendre le professeur Liberman contre les observateurs bourgeois clairvoyants. Mais il le soutient comme la corde soutient le pendu. Écoutons sa plaidoirie : Liberman « ... considère le bénéfice non pas en tant qu'objectif de la production, mais simplement en tant qu'un indice commode pour juger de l'activité des entreprises... ; il ne propose nullement... de développer en priorité les branches industrielles rentables ». (*Études Soviétiques*, décembre 1962. Souligné par nous.) Les opposants soviétiques à ces idées

ont raison d'écrire que, critère ou indice, la rentabilité influence même la politique des prix de l'état par l'offre et la demande, par l'utilité de l'article fabriqué, etc. Ils ne veulent de la rentabilité ni comme critère, ni comme indice. Leur attitude est plus conséquente que celle du groupe dirigeant de la bureaucratie qui, en modifiant le régime, renforce, qu'il le veuille ou non, la petite-bourgeoisie. Sur la base du rapport des forces, chaque modification de la planification stalinienne se réalise dans ce sens, quels que soient les souhaits des dirigeants. A l'heure actuelle, il nous est impossible de discerner d'autres tendances dans ces discussions économiques. Dans le groupe « dogmatique », par exemple, nous ne savons pas dans quelle mesure se trouvent des gens qui, tout en défendant les principes de la planification, seraient susceptibles de balayer, malgré tout, le régime de la planification *stalinienne*. Nous ne savons pas, non plus, si, parmi les critiques, il s'en trouve qui, attaquant vigoureusement la planification stalinienne, s'élèvent, en même temps, contre les tendances petites-bourgeoises. Aujourd'hui, la classe ouvrière n'est encore représentée dans cette discussion que d'une manière défigurée et bureaucratique, à travers la défense des positions de l'état ouvrier.

Mais la lutte se développe sur d'autres terrains. La discussion économique en est la forme la plus directe, dans le sens que c'est là que cette lutte est la plus consciente et la plus politisée. Dans le domaine artistique et littéraire se révèlent d'autres aspects du conflit.

... à la littérature.

Il y a des années que sont apparues dans l'art et la littérature soviétiques des œuvres défiant le soi-disant « réalisme socialiste », c'est-à-dire le conformisme stalinien. Ce n'est qu'en avril 1962 que ces tendances ont pris corps dans un changement d'ordre organisationnel, lors des élections de la direction de l'*Union des écrivains de Moscou*. Rappelons que cette *Union* représente en réalité la quasi-totalité des écrivains soviétiques. Son conformisme et son conservatisme stalinien sans bornes s'exprimaient dans sa composition : sur 1.300 membres, il n'y avait que 18 personnes de moins de trente ans et une seule de moins de vingt-cinq ans ! Le caractère stalinien sans réserves de l'Union était confirmé par le fait que ses membres âgés sont des survivants ! A l'exception d'une poignée d'écrivains non-staliniens (Pasternak, par exemple), tous ceux qui se sont élevés, soit contre la politique stalinienne en général, soit contre le stupide réalisme socialiste, ont disparu. Or, c'est dans cette forteresse du stalinisme qu'un changement est intervenu. Aux élections d'avril 1962, le parti s'est abstenu de présenter les candidatures des personnes les plus compromises ; c'était là une manœuvre pour canaliser le mécontentement contre les représentants de l'ancienne ligne stalinienne.

Mais, à la surprise générale, malgré ces précautions, huit des candidats officiels ont été battus, dont le directeur de la rubrique littéraire de la *Pravda*. En revanche, la majorité a voté pour l'entrée dans la direction des jeunes poètes Evtouchenko et Voznessenski. A partir de cette élection, une lutte intense s'est développée entre les dogmatiques et les « novateurs ». Mais, contrairement à ce qui se passe dans la discussion économique, il semble que les « novateurs » artistiques et littéraires ne soient pas des représentants de la petite-bourgeoisie ou, du moins, que la représentation de cette dernière soit mieux dissimulée.

Evtouchenko, petit-fils d'un général de l'armée rouge fusillé sous Staline, exclu du Komsomol en 1957, écrit des poèmes vigoureux, non seulement contre les héritiers de Staline mais aussi, comme « *Gredin dans son bain* », contre les signes d'embourgeoisement de la vie soviétique. Dans le journal cubain *Revolucion*, il évoque « ... les temps héroïques de la révolution d'Octobre », et il se demande « si les Soviétiques d'aujourd'hui n'ont pas perdu l'illusion romantique... » (cité par *Le Monde*, 2-3 décembre 1962). Il dénonce l'antisémitisme soviétique, défend, contre Khrouchev lui-même, le compositeur Chostakovitch et l'art abstrait. Co-rédacteur, avec Bella Akhmadoullina, autre représentant de ces « novateurs », de la revue *Iounost* (Jeunesse), il lutte contre les personnes compromises dans l'affaire Babel. Voznessenski, l'autre représentant de cette ligne, fut l'orateur le plus écouté des 15.000 personnes réunies au stade Lénine. Cette assemblée, en majorité jeune, l'applaudit lorsqu'il récita son poème « ... sur Lénine, qui, pour la première fois, décrit le règne de Staline comme une autocratie ». (*Le Monde*, 2-3 décembre 1962.) Contre ces « novateurs » de la littérature, les dogmatiques se sont groupés autour de Koçchetov, rédacteur de la revue *Octobre*, et attaquent les jeunes, en particulier Evtouchenko, Voznessenski et Axenov, qui osent critiquer le passé.

Sans aucun doute, les « novateurs » littéraires diffèrent beaucoup de ceux qui attaquent le stalinisme ultra-gauchiste sur le plan économique. Une des raisons en est la différence de nature entre art et littérature, d'une part, économie de l'autre. Le non-conformisme littéraire ne tolère pas la tutelle bornée du stalinisme ultra-gauche ou libéral, mais il ne tolère pas non plus les progrès de la petite-bourgeoisie. Le goût petit-bourgeois stalinien ne diffère en rien du goût traditionnel de la petite-bourgeoisie tout court. Les « dogmatiques » et les « novateurs » économiques sont vraisemblablement d'accord avec les dogmatiques littéraires : cela est, du moins, dans la nature des choses. Mais la cause principale de cette différence est que, alors que les « novateurs » économiques expriment les intérêts d'une petite-bourgeoisie bien définie, les « novateurs » littéraires se font l'écho des sentiments de la jeunesse ouvrière et étudiante. C'est dans ce contenu social qu'il faut chercher les racines de la différence. Il en résulte que, dans l'évolution de la discussion économique, on

peut mesurer les progrès de la petite-bourgeoisie, tandis qu'à travers la lutte littéraire, l'on peut diagnostiquer, au moins indirectement, le niveau de combativité des travailleurs et leurs positions. Les « novateurs » économiques s'inspirent de la science économique bourgeoise ; les « novateurs » littéraires, par contre, évoquent Lénine et la révolution d'Octobre. Il convient, cependant, de dire qu'il serait absurde de considérer ces deux formes actuelles de la lutte entre forces sociales antagonistes de façon scolastique. Aujourd'hui, la lutte réelle qui se déroule dans les profondeurs de la société entre la classe ouvrière et les forces petites-bourgeoises n'est pas arrivée à s'exprimer directement sous la forme de deux programmes et de deux organisations opposées. Elle s'exprime actuellement de façon voilée à travers ces discussions. Son développement dépend, d'une part, de l'attitude adoptée par l'oligarchie dirigeante, d'autre part, de l'évolution de la lutte menée par la classe ouvrière elle-même.

IV. - De la coexistence pacifique à l'alliance contre la révolution chinoise

La politique extérieure d'un pays, il y a longtemps que le marxisme l'a démontré, reflète fondamentalement le même contenu social, les mêmes intérêts que sa politique intérieure. La crise actuelle du régime bureaucratique en U.R.S.S. n'a pu manquer d'avoir sur la politique extérieure du Kremlin des effets aussi lourds de conséquences que sur sa politique intérieure. C'est l'évolution de cette politique extérieure que nous allons maintenant examiner brièvement, en commençant par quelques rappels historiques et théoriques.

1) Stalinisme et marxisme

a) Du « malentendu tragi-comique »...

Dès la fin de 1934, tirant le bilan de onze années de direction stalinienne de l'Internationale Communiste, Trotsky pouvait écrire :

« A l'égard de l'U.R.S.S., le rôle de la bureaucratie, comme nous l'avons dit, est double ; d'un côté, elle protège, avec les méthodes qui lui sont propres, l'état ouvrier, de l'autre, elle désorganise et freine le développement de l'économie et de la culture, en réprimant l'activité créatrice des masses. Par contre, dans le domaine du mouvement ouvrier international, il ne reste pas trace de cette dualité ; ici, la bureaucratie stalinienne joue,

d'un bout à l'autre, un rôle de désorganisation et de démoralisation, un rôle funeste. »

Et, dans « *La Révolution trahie* », il a démontré comment, « *de la politique du socialisme dans un seul pays, la transition est toute naturelle à la théorie de la révolution dans un seul pays* ». Staline avait d'ailleurs donné le 1^{er} mars 1935, au journaliste américain Roy Howard, une interview justement fameuse :

Howard. — *Qu'en est-il de vos plans et de vos intentions de révolution mondiale ?*

Staline. — *Nous n'avons jamais eu de semblables desseins.*

Howard. — *Mais pourtant...*

Staline. — *C'est le fait d'un malentendu.*

Howard. — *Un tragique malentendu ?*

Staline. — *Non, comique, ou plutôt tragi-comique.*

On le voit, la politique de Khroutchév se fonde sur une tradition déjà ancienne. La bureaucratie, qui n'a pu accéder au pouvoir que grâce à un équilibre, historiquement transitoire, entre les forces de classe fondamentales, tant à l'intérieur de l'U.R.S.S. que sur la scène mondiale, ne peut que rêver du statu quo dans tous les domaines, tant dans les rapports entre états que dans les rapports entre classes. Et, en 1938, Trotsky pouvait écrire que « *L'Internationale Communiste est définitivement passée du côté de l'ordre bourgeois* », cependant que la diplomatie soviétique, par la bouche de Staline, avait proclamé le rêve le plus cher de la bureaucratie : « *Nous ne voulons pas un pouce de territoire étranger, mais nous n'en céderons pas un du nôtre* ».

Ainsi, pour la bureaucratie, la ligne de démarcation entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme ne coïncidait plus avec le front de la lutte de classe internationale du prolétariat, mais bien avec la frontière géographique de l'état soviétique. Une telle conception, impliquée par la théorie du « *socialisme dans un seul pays* », constituait une révision profonde de la théorie léniniste de l'impérialisme. Lénine a démontré que l'impérialisme constitue un système social mondial, le stade suprême du capitalisme ; pour la bureaucratie au contraire, l'impérialisme, c'était essentiellement désormais une politique d'expansion, aux dépens notamment de l'U.R.S.S., pratiquée par les états capitalistes, ou par certains d'entre eux (voire par certains « *groupes de capitalistes* »). Cette politique pouvait donc être modifiée sans que change le régime social.

Cependant, les rêves utopiques de statu quo dans tous les domaines n'en sont pas, pour être nourris par le Kremlin, devenus une réalité historique. Le statu quo n'a pas, en fait, cessé d'être remis en question par les travailleurs et exploités du monde entier, que le développement

des contradictions objectives du capitalisme conduit toujours de nouveau, malgré les efforts acharnés de leurs directions réformistes, nationalistes ou staliniennes, à se mobiliser contre l'impérialisme. Et le statu quo n'a pas non plus cessé d'être remis en question par ce dernier qui, étouffant dans les limites toujours plus resserrées du marché mondial, ne peut manquer d'œuvrer, directement ou indirectement, à réintégrer sous son contrôle l'économie des pays « socialistes ».

... au partage du monde.

La deuxième guerre mondiale devait ainsi bouleverser, dans bien des domaines, le statu quo. Placés devant ce qui était, pour l'un comme pour l'autre, le principal danger, la menace d'une révolution socialiste européenne, Staline et Roosevelt concluaient en 1943 les accords de Yalta. En échange d'une occupation militaire de la moitié orientale de l'Europe, où l'armée de l'U.R.S.S. se chargerait de canaliser les mouvements de masses, et d'étouffer brutalement toute tentative d'action autonome de leur part, Staline mettait les P.C. d'Europe occidentale au service de la remise en selle du capitalisme défaillant. Sur ce point au moins, les accords furent fidèlement respectés. Et l'impérialisme mit naturellement à profit le refoulement de la révolution en Europe pour accentuer sa pression sur l'U.R.S.S. (plan Marshall et politique des bases aériennes), prenant ainsi l'initiative de la guerre froide.

La bureaucratie du Kremlin, qui avait cru pouvoir assurer son contrôle sur les « démocraties populaires » en y laissant subsister l'essentiel des rapports de production capitalistes, dut alors constater à quel point une telle politique, pourtant conforme à la conception de la lutte entre états substituée à celle de la lutte des classes, rendait sa situation précaire dans une Europe Orientale soumise à l'attraction puissante du marché capitaliste. Il lui fallut alors hâtivement remédier à cet état de choses, nationaliser l'industrie des « démocraties populaires » en totalité, y entreprendre une collectivisation bureaucratique de l'agriculture, et y commencer la « construction du socialisme » sous l'égide du plan d'état. Le « coup de Prague » restera comme le symbole de ce tournant brusque imposé au Kremlin par les manifestations actives de la véritable nature de l'impérialisme en tant que régime social mondial.

b) La « coexistence » après Staline.

Le déclenchement de la guerre froide par l'impérialisme, et les contre-mesures que dut prendre la bureaucratie de l'U.R.S.S. créèrent une situation nouvelle, qui fut théorisée par Jdanov : à la lutte des classes inter-

nationale se substituait désormais la lutte du « bloc des états socialistes » contre le bloc des états capitalistes.

L'impérialisme américain ayant entrepris son réarmement à outrance, l'U.R.S.S. se voyait contrainte de l'imiter. Nous avons vu quel fardeau écrasant ce réarmement a fait peser sur l'économie de l'U.R.S.S., dont la productivité demeure très inférieure à celle des Etats-Unis, et comment, dans ces conditions, le réarmement a pu accélérer et intensifier la crise de la planification bureaucratique. La situation se trouvait encore aggravée du fait de la rupture presque complète du commerce entre les deux blocs, sous l'égide de la « théorie » des deux marchés mondiaux indépendants.

La politique extérieure de Staline aboutissait donc, comme sa politique intérieure, à une impasse ou, plus exactement, sa politique extérieure contribuait à aggraver encore les conséquences de sa politique intérieure. Pratiquant « génialement » la politique de l'autruche, Staline, en décembre 1952, annonça que, désormais, des guerres entre états impérialistes étaient plus probables qu'un conflit entre les deux blocs !

Pour ses successeurs, aux prises avec la menace d'une montée révolutionnaire des masses, la « coexistence » allait devenir, non plus un souhait, mais un impératif qu'ils allaient élever au rang d'une théorie. Il fallait développer le commerce avec l'impérialisme pour se procurer sur le marché mondial les denrées indispensables à la satisfaction, même très relative, des besoins des masses russes ; il fallait, à plus long terme, tendre à alléger le fardeau insupportable de la course aux armements.

C'est dans ces conditions que Khrouchtchev et C^{ie} firent de la « lutte pour la paix » l'*objectif principal* du mouvement stalinien mondial ; il leur fallait donc « démontrer » que cet objectif était accessible. Du moment que la lutte entre « systèmes » a remplacé la lutte des classes, affirmer que la guerre peut être évitée indéfiniment, c'est affirmer que les deux systèmes peuvent devenir compatibles — donc qu'ils ne sont pas, par nature, incompatibles. Pour être plus précis : si les staliniens mobilisent leurs forces pour *préserv*er la paix à l'échelle internationale, c'est qu'ils mobilisent pour préserver le statu quo international. Ce statu quo est dominé par l'impérialisme ; l'*objectif essentiel* des staliniens devenait donc la préservation de l'impérialisme. C'est ici que les chemins des staliniens conservateurs et libéraux se sont séparés. Les premiers sont restés fidèles à la « lutte de classes » stalinienne envisagée sous la forme de la politique des blocs militaires. Les seconds ont trouvé l'issue de cette contradiction par un nouveau « développement théorique ». Selon eux, aujourd'hui, il faut réaliser une « coexistence pacifique » entre régimes et systèmes différents, une coexistence à la fois nécessaire et possible. Le développement des armes nucléaires arrivait à point pour démontrer la nécessité de la « coexistence ».

Voici où conduit la logique stalinienne. Evidemment, il n'y a que fort peu de gens pour souhaiter une guerre nucléaire comme, d'ailleurs, aucune autre guerre. Mais les staliniens, les petits-bourgeois de tous les pays, et autres « intellectuels de gauche », ont beau répéter sur tous les tons que la seule alternative de la guerre nucléaire c'est la coexistence pacifique, cela ne suffit pas pour qu'il en soit réellement ainsi. Pour la classe ouvrière internationale, la lutte quotidienne contre l'exploitation capitaliste est la substance même de son existence, que la guerre doive d'ailleurs se mener avec des armes nucléaires ou avec des flèches. Lénine écrivait en 1915 : « *La rêverie sur la paix sans proclamations d'actions révolutionnaires ne traduit autre chose qu'une peur de la guerre qui n'a rien à voir avec le socialisme* (1). » « Rien à voir... » c'est-à-dire, que cet « argument » n'est autre chose qu'un prétexte pour abandonner complètement la lutte des classes.

c) Le pacifisme stalinien...

Depuis bien longtemps, les staliniens déploient une énergie immense pour l'organisation internationale du « mouvement de la paix ». Ils ont commencé à le faire pendant le règne de Staline, et les libéraux n'ont fait que développer cette politique en lui donnant un essor nouveau. Tout d'abord, il y a l'organisation internationale pour la paix, ensuite, il y a les mouvements et les bureaux nationaux de la paix. Les staliniens ont supprimé la III^e Internationale ; mais ils ont bâti l'organisation internationale du « mouvement de la paix ». Mais la trahison de la lutte des classes par le stalinisme ne s'arrête pas avec ce changement de forme, qui revêt une signification profonde : le mouvement stalinien international, dans ses formes les plus diverses — partis, syndicats, organisations de jeunesse, de femmes, etc. — a été subordonné au « mouvement de la paix ».

Bien entendu, le « pacifisme des opprimés » a un « caractère progressif », comme l'a écrit Trotsky dans le *Programme de transition*. Notre haine contre l'impérialisme est d'autant plus grande qu'il menace l'humanité et, en premier lieu, les masses opprimées, de toutes les souffrances des guerres, nucléaires ou « classiques » — voire d'un anéantissement total. Mais la politique stalinienne de préservation de la paix sous le signe de la « coexistence pacifique » conduit, à l'intérieur des pays impérialistes, à l'abandon de la lutte de classe. Les mouvements staliniens, luttant pour la paix, collaborent avec la bourgeoisie pour le maintien de l'ordre social existant. Pour démasquer la véritable nature de cette politique, il ne sera pas inutile de citer des textes, trop peu connus aujourd'hui, de Lénine qui,

(1) Lénine : *Les philanthropes bourgeois et la social-démocratie révolutionnaire*.

au moment de la première guerre mondiale, a dit, à ce sujet, tout l'essentiel :

« La guerre n'est pas un hasard, elle n'est pas un « crime », comme pensent les curés chrétiens (qui ne distribuent pas plus mal que les opportunistes les bonnes paroles sur... l'amour du prochain et sur la paix), mais un stade inévitable du capitalisme, la forme légale de la vie capitaliste de même que la paix. » (La situation de l'Internationale et ses tâches, 1914.)

Et, dans La conférence des sections à l'étranger du parti ouvrier social-démocrate de Russie (1915) :

« L'une des formes de la duperie de la classe ouvrière est la publicité abstraite du pacifisme et de la paix. Dans le capitalisme, et surtout dans sa phase impérialiste, les guerres sont inévitables... faire de la propagande pour la paix de telle façon qu'on n'appelle pas les masses aux actions révolutionnaires, cela ne peut qu'engendrer des illusions, que contaminer le prolétariat, lui donnant confiance en l'humanisme de la bourgeoisie et ne peut que conduire le prolétariat à devenir le jouet de la diplomatie secrète... Il est particulièrement erroné de croire que la soi-disant paix démocratique serait possible sans toute une série de révolutions. »

Voici encore ce qu'il écrivait en 1915, dans son article cité déjà sur « les philanthropes bourgeois » :

« Messieurs les bourgeois savent... que les phrases déclamées sur la paix démocratique — ne sont qu'une utopie vide et imbécile jusqu'au moment où, effectivement, les « forces antérieures dirigeant la diplomatie », c'est-à-dire jusqu'à l'expropriation de la classe capitaliste. »

Lénine, comme s'il avait connu d'avance les « arguments » des staliniens, écrivait, toujours dans le même article :

« Les éléments de l'avant-garde consciente du prolétariat, les social-démocrates révolutionnaires observent d'une manière vigilante l'ambiance des masses. Ils n'abusent pas de leurs aspirations grandissantes à la paix pour soutenir les utopies futiles sur les rêveries d'une paix « démocratique » dans le capitalisme ou pour renforcer les espoirs basés sur les philanthropes, sur les autorités, sur la bourgeoisie, mais ils les utilisent pour développer l'ambiance révolutionnaire confuse en une ambiance révolutionnaire claire. »

En 1915, dans son article *La question de la paix*, Lénine est encore plus net, si cela est possible.

« On peut proclamer le mot d'ordre de paix ou bien en connexion avec des conditions déterminées de paix ou bien sans aucune condition comme une lutte pour une paix indéterminée, pour la paix en général. Il est évident que, dans ce dernier cas, le mot d'ordre n'est pas socialiste mais complètement vide de sens... On doit mettre en avant les mots d'ordre

pour que nous fassions comprendre aux masses, par la voie de la propagande et de l'agitation, le contraste irréconciliable entre socialisme et capitalisme (impérialisme), et non pour qu'à l'aide d'un terme qui « unifie » les choses les plus diverses, nous réconciliions les deux classes et les deux politiques hostiles. » (Souligné par Lénine.) Et, plus loin :

« Nous ne luttons pas pour le statu quo, ni pour éviter les grandes guerres, utopie petite-bourgeoise. Nous voulons la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme, c'est-à-dire contre le capitalisme. » (Souligné par Lénine.)

« On ne peut arracher une paix plus ou moins démocratique que par des révolutions, si l'on engage la lutte révolutionnaire dans chaque pays contre son propre gouvernement. » (Souligné par Lénine.) Et il termine :

« Il faut choisir :... lutte révolutionnaire ou bien l'arbitrage devant l'impérialisme. Il n'y a point de milieu. »

Lénine n'était donc pas de façon abstraite contre le mot d'ordre de la paix, mais il a bien précisé que la lutte pour la paix doit s'accompagner d'une lutte révolutionnaire pour renverser la bourgeoisie, et, précisément, assurer ainsi la paix. Or, à la politique de paix des staliniens à l'échelle internationale s'ajoute un mouvement de paix à l'intérieur de chaque pays, à l'intérieur des pays impérialistes. Les staliniens affirment que la lutte des classes se déroule entre les deux systèmes ; ils affirment, en outre, que, étant donné l'existence des armes atomiques, cette lutte doit devenir « pacifique ». La politique de coexistence est ainsi appliquée à l'intérieur des pays impérialistes, ce qui aboutit à l'abandon de la lutte des classes. Cela se présente sous deux formes essentielles de la politique actuelle des staliniens. D'abord, par une alliance sans principe avec la petite-bourgeoisie et même la bourgeoisie sous l'égide du « mouvement de la paix » ; ensuite, par le crétinisme parlementaire réduisant le mouvement ouvrier à être une opposition loyale à l'ordre bourgeois existant.

On pourrait nous opposer ici de nouveau l'argument stalinien selon lequel l'existence des armes nucléaires change qualitativement la nature de l'impérialisme. Cet « argument » n'est autre chose qu'un chantage. Entre les deux voies, guerre nucléaire et paix à tout prix, qui conduisent en réalité dans une même impasse, il y a la voie de la lutte révolutionnaire ; c'est seulement dans cette voie qu'il est possible d'en finir une fois pour toute avec la terreur nucléaire et la terreur tout court. Une deuxième objection pourrait revêtir la forme suivante : la politique de « coexistence pacifique » ne pourrait-elle réussir à éviter à l'U.R.S.S. d'être attaquée, du moins assez longtemps pour qu'elle se renforce suffisamment, et que l'impérialisme, rongé par ses contradictions internes, s'écroule ? Il y a là deux illusions dangereuses : celle que l'U.R.S.S. puisse « duper » l'impéria-

lisme, et échapper ainsi à ses attaques ; celle que l'impérialisme puisse s'écrouler sans révolutions ouvrières. Nous allons voir précisément à travers la pratique actuelle de la « coexistence pacifique », combien ces deux affirmations sont fausses, anti-marxistes et petites-bourgeoises.

... et la nature de l'impérialisme.

Les staliniens ont lancé leur mot d'ordre de désarmement général et complet. Ils invitent les impérialistes à conclure un accord avec l'U.R.S.S. et, depuis, 1955, ils ont entamé les négociations sur les modalités du désarmement. Posons la question : un tel désarmement est-il possible ?

Et, de nouveau, écoutons Lénine. Dans son article *Le programme militaire de la révolution prolétarienne*, il écrit :

« *L'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat est le fait le plus significatif, le plus fondamental, le plus important de la société capitaliste moderne. Et pourtant, malgré ce fait, on propose aux social-démocrates qu'ils mettent en avant la « revendication » sur le « désarmement* ». Cela équivaut à l'abandon complet de la lutte de classe, à la négation complète de la révolution. Notre mot d'ordre, c'est l'armement du prolétariat, pour la soumission, l'expropriation et le désarmement de la bourgeoisie — c'est l'unique tactique possible de la classe révolutionnaire qui découle de tout le développement objectif du militarisme capitaliste et qui est motivé et prescrit par ce développement. » (Souligné par Lénine.) Et Lénine poursuit :

« *Le caractère fondamental de l'opportunisme régnant est... qu'il passe sous silence et dissimule la question concrète du rapport... entre la guerre et la révolution ainsi que les autres problèmes concrets de celle-ci... La lacune principale de la revendication du désarmement est justement le fait qu'elle évite chaque question concrète de la révolution. Cu les fidèles du désarmement sont-ils pour une quelconque révolution désarmée, de type nouveau ? »*

Les staliniens établissent effectivement une relation étroite entre leur politique de « paix » et les « voies parlementaires du socialisme » « développées » par Khrouchtchev. La « coexistence pacifique » est une « théorie » et une pratique, non seulement à l'échelle internationale mais aussi à l'intérieur de chaque pays. Ce rapport inévitable était déjà parfaitement connu de Lénine qui l'a découvert chez les opportunistes de la II^e Internationale. Il adresse aux ouvriers ces lignes admirables dans « *La faillite de la II^e Internationale* (1915) :

« *Aujourd'hui, on te donne entre les mains un bulletin de vote — accepte-le et apprends à l'utiliser pour battre tes ennemis, et non pour*

installer dans de mous fauteuils du parlement, quelques hommes, qui s'y accrocheront, car ils ont peur de la prison. Demain, on t'arrachera le bulletin de vote, l'on te donnera entre les mains une arme, un excellent canon à tir rapide, acquisition d'une technique ultra-moderne — saisis cette arme de mort et de destruction, n'écoute pas les gémissements sentimentaux de ceux qui ont peur de la guerre ; il y a encore beaucoup de choses dans ce monde que tu dois supprimer par le fer et par le feu pour que la classe ouvrière puisse se libérer.» (Souligné par Lénine.) Et, dans son article *Sur le mot d'ordre du « désarmement »*, il écrit :

« Celui qui attend la réalisation du socialisme sans la révolution sociale et la dictature du prolétariat, n'est pas un socialiste... Si nous prenions le « désarmement » dans notre programme, c'est comme si nous disions en général : nous sommes contre l'emploi des armes... En réalité, le « désarmement » ne sert qu'à détourner les ouvriers de la lutte révolutionnaire. » (Souligné par Lénine.)

C'est un lieu commun très répandu parmi les économistes et même parmi les non-spécialistes, que l'économie impérialiste est incapable de tourner sans programme d'armement. Il n'est pas nécessaire d'être marxiste pour constater que, si les commandes de l'armée étaient brusquement supprimées, l'économie impérialiste serait, d'un jour à l'autre, plongée dans le chaos. Sans parler de la militarisation générale de la vie, prenons simplement l'aspect économique du problème. La capacité industrielle du monde impérialiste, de l'ensemble comme de chaque pays pris à part, demeure chroniquement en partie inutilisée. C'est uniquement le programme d'armement qui permet d'utiliser la capacité « optimum » assurant encore un semblant de vie à l'économie. Dans une étude de l'officielle *Agence du désarmement*, les capitalistes américains estiment « ... qu'un dixième des ressources totales de la nation, et un pourcentage presque égal de la main-d'œuvre, sont actuellement consacrés à la défense nationale. » (*Le Monde*, 11 mai 1962.) Nous pouvons être assurés qu'en réalité cette proportion est beaucoup plus grande. Tout cela se reflète dans les budgets de chaque état impérialiste, d'une manière discrète mais visible. Le 17 janvier 1963, le président Kennedy a présenté au congrès américain le budget pour l'année 1963. Le budget de la défense dépassait de 2.400 millions de dollars celui de l'année précédente, et de 10 milliards de dollars (!) celui de la dernière année de l'administration Eisenhower. N'oublions pas d'ajouter le budget, présenté séparément, du programme spatial qui, avec 2.400 millions de dollars, augmente de 75 % par rapport à l'année précédente. Les prévisions militaires du budget français augmentent elles aussi d'une façon vertigineuse. Le cas de l'Angleterre est également typique pour apprécier la place privilégiée que l'armement occupe dans l'économie impérialiste.

Dans ces conditions, la politique du désarmement prônée par les

staliniens équivaut à duper odieusement la classe ouvrière, en semant l'illusion que l'impérialisme serait capable d'abandonner sa politique d'armements, comme si cette politique ne faisait pas partie intégrante du régime social qu'est l'impérialisme. Les staliniens sèment l'illusion qu'il est possible de désarmer l'impérialisme sans le renverser. A la vérité, la politique stalinienne du désarmement admet que l'impérialisme a cessé d'être impérialiste, et qu'il ne s'agit plus que d'hommes de bonne ou mauvaise volonté. Les staliniens dénoncent donc les « fauteurs de guerre », Adenauer et les revanchards allemands, ou « les cercles (!) militaristes du Pentagone ». Ils opposent à ces méchantes gens la politique « sage et compréhensive » d'autres politiciens, qui sont, suivant les circonstances, Stevenson, Thant, Kennedy ou autres. Il y a donc dans l'arène internationale de bons et de mauvais capitalistes, et ces derniers font souvent échouer les tentatives de l'U.R.S.S., soutenue par les premiers, de réaliser un accord sur le désarmement. Ce « raisonnement » na évidemment rien à voir avec une analyse marxiste du caractère de l'impérialisme. Le système impérialiste est un et indivisible. L'impérialisme est resté le même système capitaliste d'exploitation et d'oppression, indépendamment du degré technique de l'équipement militaire. En face de cette réalité, que chaque ouvrier de Detroit, Birmingham, Alger ou ailleurs sent peser sur lui, Khrouchtchev déclare à l'ambassadeur américain : « ... *Cn peut s'aimer ou ne pas s'aimer. Mais, pour maintenir la paix, il faut s'embrasser ou, en tout cas, se serrer la main.* » (*Le Monde*, 9 novembre 1962.) Et ces mots ont été prononcés à la réception organisée pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre...

2) La diplomatie de la « coexistence »

Nous examinons maintenant comment s'est traduite, dans l'évolution de la situation internationale, la nouvelle politique extérieure des « libéraux » au pouvoir à Moscou.

a) « L'esprit de Camp David ».

Quel ues mots, tout d'abord, des négociations menées à Camp David, lors de la rencontre entre Khrouchtchev et Eisenhower, en septembre 1959. Nous verrons ainsi ce que fut, en réalité, cet « esprit de Camp David » que Khrouchtchev se plaisait à invoquer bien des mois plus tard. Ces négociations étaient et sont restées secrètes, malgré quelques rares indications. Il est donc difficile de les analyser à fond. Profitons-en pour souligner combien

grande est l'erreur de ceux qui prétendent que le mot d'ordre du *Programme de transition* : « *A bas la diplomatie secrète* », a perdu toute raison d'être...

Nous savons qu'à Camp David, on a surtout abordé le problème du commerce entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis. L'histoire de ce commerce montre qu'il avait déjà atteint une certaine importance en 1930, avec une valeur de 240 millions de dollars, chiffre record, si l'on excepte les années de guerre (en 1944, par exemple, il a dépassé 4 milliards de dollars). Depuis, les échanges mutuels ont diminué, pour aboutir, parallèlement au commencement de la « guerre froide », à une stagnation presque complète. L'U.R.S.S. a essayé de substituer des échanges avec l'Europe au commerce avec les Etats-Unis, qui ont établi un contrôle rigoureux sur les échanges avec l'U.R.S.S. C'est seulement en 1956 que les positions antérieures ont commencé à se modifier. Ce n'est pas un hasard si cela s'est produit après la première rencontre des chefs d'état, au moment de la transition et de la réorientation de l'économie soviétique, et en pleine lutte entre « conservateurs » et « libéraux ». Les Américains commencèrent par soustraire au contrôle plusieurs articles, et les bureaucrates soviétiques, à leur tour, déclenchèrent une campagne d'offres russes aux « hommes d'affaires » américains. La bourgeoisie américaine ne nourrissait aucune illusion sur le commerce avec l'U.R.S.S., mais voulait obtenir du gouvernement américain la levée des restrictions et les mêmes possibilités que la bourgeoisie européenne. Le déficit de la balance des paiements pesait lourd sur cette attitude. Le représentant politique des bourgeois « éclairés », le sénateur Fullbright, a clairement manifesté ces intentions dans sa lettre, en juillet 1959, au Département d'état, où il demandait à celui-ci de préciser sa position vis-à-vis des offres soviétiques. La réponse indiquait que des échanges accrus entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S., ainsi qu'un crédit à cette dernière, signifieraient une aide notable à un pays opposé au système occidental. Autrement dit, bon nombre de capitalistes américains, devant la menace d'une crise, voulaient s'assurer des débouchés soviétiques. Mais les représentants politiques du capitalisme américain opposaient à l'intérêt à court terme des capitalistes l'intérêt général de leur classe : exercer une pression croissante sur l'U.R.S.S., afin d'amener celle-ci à se transformer en un pays « amical ».

Pendant ce temps, les bureaucrates soviétiques harcelaient à la fois le gouvernement américain et les capitalistes privés, allant jusqu'à affirmer par un discours de Kozlov, en 1959, que les échanges mutuels pourraient s'élever à un montant de quelques milliards de dollars par an.

Certains capitalistes américains étaient prêts à engager un tel commerce avec l'U.R.S.S., mais ils se heurtaient au gouvernement américain, qui maintenait ses conditions politiques, afin d'inciter les bureaucrates à abandonner les conquêtes d'Octobre. Malgré ses difficultés, l'équipe dirigeante de l'U.R.S.S. n'était pas prête à céder. D'où ses tentatives pour

faire appel aux capitalistes privés, et s'efforcer de les inciter à faire pression sur leur propre gouvernement. C'est sur ce terrain que s'épanouit l'émouvante amitié de Khrouchev avec Cyrus Eaton.

A Camp David, dans ces conditions, Khrouchev se montra hostile à la discussion d'accords d'ensemble, espérant peut-être que l'affaire pourrait se régler par l'entremise de ses nouveaux amis. En même temps, il ouvrait la voie à des négociations ultérieures. En ce qui concerne, par exemple, la dette soviétique, il rejetait d'abord les réclamations américaines, mais devait ensuite céder devant l'insistance de ses interlocuteurs, qui considéraient le paiement de cette dette comme une condition préalable à tout commerce. Un accord fut conclu pour la reprise des négociations sur le paiement de la dette, interrompues au début de la « guerre froide ». L'on précisa, néanmoins — curieuse façon de se rassurer — que les règlements ne comprendraient ni l'ancienne dette du tsar, ni celle du gouvernement Kerensky ! Khrouchev rejeta de même un accord général sur les brevets et les licences, déclarant que de tels accords pouvaient être traités directement avec les entreprises intéressées. C'est ainsi que le gouvernement soviétique a payé des royalties arriérées à la société Du Pont de Nemours pour un montant de 1,5 million de dollars. Les Américains, de leur côté, ont accepté tout cela dans l'espoir d'une issue favorable des négociations, et pour faciliter le commerce par la levée successive des restrictions.

Bien que, sur le fond, il n'y ait pas eu d'accord général, et que la bureaucratie se soit bien gardée de faire des concessions essentielles, ces négociations ont marqué une étape dans son évolution. Comme l'écrivait un observateur bourgeois : « *Khrouchev paraît avoir accepté de « payer » par un règlement du « Prêt-bail » (1) la normalisation des relations économiques avec les Etats-Unis, alors qu'en 1958, Mikoyan avait refusé toute négociation sur ce point, pensant qu'il était possible d'arriver à des résultats commerciaux sans modifier le climat politique général.* » (Politique étrangère, numéro 5 de 1959.)

b) Le test de l'accord nucléaire.

A travers les négociations menées depuis des années autour d'un accord sur le désarmement, nous pouvons diagnostiquer plusieurs phénomènes importants. Tout d'abord, elles nous permettent d'évaluer la véritable nature de l'impérialisme. Ensuite, elles nous montrent le contenu réel de la politique de désarmement et, du même coup, la « valeur » de l'illusion stalinienne sur la possibilité de duper l'impérialisme. Enfin, elles démasquent les dirigeants soviétiques.

Nous concédons que, pour beaucoup de lecteurs, l'examen des nég-

(1) Fournitures faites à crédit pendant la guerre par les Etats-Unis à leurs alliés.

ciations menées autour du problème du désarmement et, problème connexe, pour un accord sur l'interdiction des essais nucléaires, semblera bien ennuyeux. Cependant, dans notre histoire contemporaine, il n'y a pas de sujet plus intéressant ni plus dramatique. Nous ne nous occupons, cette fois-ci, que de son histoire, en 1962, et seulement dans les grandes lignes. Néanmoins, il faut revenir à la rencontre de Kennedy et Khrouchtchev à Vienne (juin 1961), pour introduire le sujet.

D'après différentes sources, le problème des essais nucléaires n'y a pas été abordé directement. Mais, tout de suite après, le 17 juin 1961, les États-Unis et l'Angleterre ont remis une note commune à l'U.R.S.S. concernant leurs propositions pour un accord nucléaire, résumées en six points :

1. *Il faut fixer le nombre des inspections annuelles sur le territoire des trois pays intéressés entre 12 et 20.*
2. *Il faut réduire le nombre des postes de contrôle en U.R.S.S.*
3. *Il faut créer une commission de contrôle.*
4. *Il faut instituer des moyens de contrôle des essais exosphériques.*
5. *Il faut porter à trois ans le moratoire.*
6. *Il faut ouvrir à l'inspection intérieure et extérieure les dispositifs nucléaires qui serviront à des recherches « sur la détection des essais, ou pour les utilisations techniques pacifiques ».*

Dans leur note, ils remarquent que l'U.R.S.S., lors de la reprise des négociations sur l'interdiction des essais, le 21 mars 1961, est revenue sur le principe, déjà accepté, d'un administrateur impartial unique du système de contrôle. Ils écrivent qu'« elle soutient maintenant que la conclusion d'un accord sur l'interdiction des essais devrait être subordonnée à la solution des autres problèmes posés par le désarmement, en dépit du fait que c'est l'Union soviétique qui, au départ, avait insisté pour que les deux questions fussent disjointes. »

Nous voilà dans le vif du sujet. La bureaucratie, devant l'insistance des impérialistes sur la nécessité d'un contrôle efficace du désarmement, avait opté pour la disjonction du problème des essais nucléaires, espérant ainsi éviter son dilemme central, le contrôle sur place. En effet, c'est le contrôle sur place qui constitue l'enjeu des négociations. Les bureaucrates savent pertinemment que l'acceptation d'un contrôle de l'armement sur le territoire de l'U.R.S.S. constituerait l'ouverture d'une brèche qui permettrait à l'impérialisme de s'infiltrer dans l'économie planifiée, menaçant de démantèlement le monopole du commerce extérieur. Les stades intermédiaires pourraient revêtir des formes variées et multiples en commençant, par exemple, par un contrôle sur l'industrie de l'armement et, partant, sur le budget de l'état. Voici la route tracée du rétablissement du capitalisme en U.R.S.S., qui deviendrait ainsi une colonie spéciale de

l'impérialisme. Evidemment, les impérialistes, eux aussi, connaissent bien l'enjeu du problème, et ne cèdent pas d'un pouce concernant la revendication du contrôle sur place.

Nous avons vu quelles réalités économiques et politiques ont amené la bureaucratie soviétique à adopter une orientation diplomatique susceptible d'aboutir à la réduction des dépenses militaires. Pour elle, devant la menace d'une révolution à l'intérieur, l'entente avec les impérialistes sur le désarmement est devenue une question de vie ou de mort. Mais les impérialistes ne donnent pas gratuitement leur accord. Ils en ont fixé le prix : la capitulation. C'est ce qui explique les efforts de la diplomatie soviétique pour échapper au dilemme. Les impérialistes posent comme condition d'un accord le contrôle sur place du désarmement général ? La diplomatie soviétique abandonne ses propositions, et pose le problème d'un accord « seulement » sur l'interdiction des essais nucléaires. Les impérialistes insistent, puis posent leur condition : le contrôle sur place des essais nucléaires. Les bureaucrates sont dans l'embarras ; ils posent, de nouveau, l'ensemble du problème du désarmement. Nous en sommes là, au moment où les Anglo-américains veulent poursuivre la discussion : leur note du 17 juin 1961 insiste sur la nécessité du contrôle sur place. Les bureaucrates avancent alors leur proposition de l'auto-inspection de chacun des pays intéressés. Les impérialistes la rejettent, naturellement.

Pendant les mois qui suivent, la diplomatie américaine a accepté le principe de discussions portant sur le désarmement « *général et complet* ». Au mois de septembre 1961, un accord sur ce point est intervenu entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis. A l'automne, pour impressionner ses interlocuteurs, Khrouchev a pourtant rompu le moratoire en faisant exploser une super-bombe. En décembre, une résolution spéciale de l'O.N.U. approuvait l'accord U.R.S.S. - Etats-Unis, ainsi que la composition nouvelle du comité du désarmement. Le renouvellement de la composition du comité avait été demandé par l'U.R.S.S. Il est possible que la bureaucratie, effrayée par la souplesse de la diplomatie américaine, ait voulu introduire d'éventuels partenaires. D'autre part, l'explosion de la bombe soviétique montrait que l'U.R.S.S. se proposait de lancer une offensive diplomatique pour obliger les Américains à accepter ses propositions. Ceux-ci, à leur tour, ont essayé d'écarter cette offre pour la participation des « neutres », mais sans succès. L'O.N.U. a mis sur pied le « Comité des dix-huit », en y incorporant huit états « neutres » : Inde, Birmanie, R.A.U., Nigeria, Ethiopie, Brésil, Mexique, Suède. La France a refusé de participer et ce sont donc dix-sept états qui ouvrirent la discussion, le 14 mars 1962.

Mais, avant même l'ouverture de la conférence, sa préparation a bien montré les dispositions des deux camps. Le 7 février 1962, Kennedy et Macmillan précisent dans une lettre à Khrouchev que ce sont les ministres des

affaires étrangères des dix-huit pays qui participeront à la préparation de la conférence. Dans sa réponse du 10 février, Khrouchev insiste pour que la conférence se tienne « au sommet », entre chefs d'état. Le 14 février, Kennedy et Macmillan répondent qu'ils n'acceptent le « sommet » que s'il y a des « progrès réels » dans les négociations. Entre temps, le 8 février, pour souligner leur fermeté, les Etats-Unis et l'Angleterre décident de reprendre leurs essais nucléaires.

L'offensive des bureaucrates était donc enrayée. Les impérialistes laissent entendre qu'ils maintiennent leurs conditions essentielles et, jusqu'à leur acceptation par l'U.R.S.S., considèrent la conférence comme secondaire. Par « progrès réel » ils entendaient évidemment l'acceptation, au moins partielle, de l'inspection sur place. La diplomatie soviétique essaie de rompre « l'unité » des impérialistes : le 10 février, Khrouchev envoie un message à de Gaulle sur le désarmement. Dans sa réponse du 17, celui-ci décline ces avances en écrivant qu'« il est nécessaire que la négociation ait lieu entre les puissances qui disposent d'armes nucléaires ». Le 3 mars, dans un discours, Kennedy montre sa détermination à ne pas céder : il annonce la reprise des essais nucléaires dans l'atmosphère, souligne la fermeté occidentale et déclare que les Soviétiques peuvent modifier leur position.

Est-ce que nous assistons à un durcissement de cette position ? Apparemment oui. Le bruit fait autour de Berlin est à son plus haut point, le monde est dans l'angoisse. Et pourtant... Comme toujours, le cliquetis des armes de la bureaucratie dissimule, en réalité, sa disposition à céder. Dès le 9 février, l'échange des espions Powers et Abel en est le signe. Et puis, que faire d'autre ? Khrouchev répond gentiment, le 5 mars, à Kennedy et à Macmillan, et accepte que la conférence soit tenue au niveau des ministres.

A l'ouverture de la conférence, le délégué soviétique propose un désarmement « général et complet » et, pour les essais nucléaires, un moratoire. La réponse est évidemment que, sans contrôle efficace, il est impossible de réaliser de désarmement. Les Nations Unies insistent, elles aussi, autant sur la nécessité du contrôle que sur celle du désarmement. Pour les impérialistes, il ne fait aucun doute que c'est l'U.R.S.S. qui doit céder. Le *Daily Telegraph* (16 mars 1962) écrit : « Si seulement on pouvait percer en un point cette barrière réciproque de méfiance, un accord important pourrait s'ensuivre... Telle est la possibilité que certains éléments nouveaux dans le plan américain tentent de sonder... Il est possible que l'on puisse trouver une solution de désarmement contrôlé, que les Russes puissent être amenés à accepter sans éprouver le sentiment qu'ils sacrifient leur principale arme secrète : le secret lui-même. »

Les impérialistes sérient les problèmes : d'abord un accord nucléaire.

Le 9 avril, Kennedy et Macmillan proposent à Khrouchev un accord sur l'arrêt des essais nucléaires avec contrôle international. Le 12 avril, ce dernier refuse l'idée même d'un contrôle. Le même jour, Kennedy et Macmillan refusent, à leur tour, le moratoire des essais, proposé à la conférence. Ce match dramatique, dont l'enjeu est l'existence de l'U.R.S.S. elle-même, aboutit, de nouveau, à une impasse. Néanmoins, nous pouvons voir que, malgré leurs sursauts, leurs tergiversations, leurs refus, les bureaucrates *continuent* la discussion et laissent entrevoir qu'ils sont disposés, dans une certaine mesure, à céder. Les impérialistes sont implacables : le contrôle, encore le contrôle, et toujours le contrôle. Ils ne laissent aux bureaucrates nul espoir d'échapper à cette revendication. Pourquoi alors ceux-ci continuent-ils à négocier ? Ils continuent, car ils cherchent des voies moins brutales, plus subtiles, de capitulation. Le sens profond de leur obstination à continuer ces négociations est la recherche d'une issue commode et rassurante pour le pouvoir de la bureaucratie, d'une capitulation peu voyante.

Le 16 avril, les huit pays neutres, pour sortir la conférence de l'impasse, proposent un compromis sur la vérification internationale des essais. Ils écartent le problème des inspections sur place, et proposent l'interdiction immédiate des essais dans l'atmosphère et sous l'eau. Deux jours plus tard, Dean, le délégué américain, dépose un projet de désarmement général et complet en trois étapes. Le lendemain, l'U.R.S.S. accepte la proposition des neutres. Le 25 avril, les Etats-Unis reprennent leurs essais nucléaires dans l'atmosphère. Dialogue de sourds ? Non. Nous voyons que l'U.R.S.S. accepte immédiatement toutes les propositions qui ne comportent pas le contrôle sur place. D'autre part, si les Américains utilisent une réponse aussi brutale que la reprise des essais, c'est pour souligner leur détermination de maintenir leur condition essentielle. Nouvelle impasse.

Macmillan montre des velléités à recourir à une rencontre au sommet pour en sortir. Les Américains s'y opposent énergiquement. Le 28 avril, rencontre Kennedy-Macmillan à Washington, où ce dernier déclare qu'une rencontre au sommet entre l'Est et l'Ouest n'est vraiment plus urgente. Le 15 juin, on ajourne la conférence du désarmement au 16 juillet.

La reprise des négociations ne promet pas de progrès. Déjà, les signes précurseurs sont défavorables. Le 9 juillet, les Américains font exploser une bombe H dans le Pacifique et, le 10 juillet, devant le congrès mondial pour la paix et pour le désarmement, Khrouchev met en avant la solution du problème de Berlin. La conférence s'occupe surtout du problème du Laos, et un accord intervient sur la neutralisation de ce pays. Le 22 juillet, le gouvernement soviétique annonce qu'il est contraint de reprendre ses essais nucléaires. Dans ces conditions, la poursuite des négociations est bien difficile. Jusqu'à la fin d'août, il n'y a qu'un seul événement remar-

quable : le 15 août, l'Italie accepte les propositions des neutres. Il s'ensuit une véritable tempête. Le *New York Times* écrit : « *La solidarité des puissances occidentales, déjà compromise par le boycott français, a encore été affaiblie.* » (17 août 1962.) Le mécanisme impérialiste se met rapidement en branle et, le 17 août, le délégué italien se range, tel un enfant sage, du côté des Occidentaux.

Avant de passer à la nouvelle étape des négociations, qui n'a commencé qu'après l'« affaire cubaine », examinons les positions respectives de l'U.R.S.S. et des impérialistes à la fin du mois d'août 1962.

Le 27 août, les délégués américain et anglais assouplissent leur position. Ils proposent à l'U.R.S.S. un accord limité sur la cessation des essais nucléaires en haute altitude, sans souffler mot de l'inspection. Le *Times* précise le lendemain que cet accord « *ne serait pas inutile, même s'il ne faisait qu'empêcher la dispersion des armes nucléaires, surtout quand on connaît les progrès que fait la Chine dans ce domaine.* ». On voit vers quelle sorte de solution évolue le problème. Nous reviendrons sur l'analyse du rôle que joue la Chine dans les relations russo-américaines. Signalons dès maintenant que, si les impérialistes montraient une plus grande souplesse, c'était avec l'espoir d'arriver à un accord partiel directement dirigé contre la Chine.

La *Pravda* du 27 août résume la position de la bureaucratie soviétique. Elle condamne le projet américain antérieur, et écrit : « *Le but de ce document est d'imposer à l'Union soviétique des inspections « sur place » et, en conséquence, il ne saurait servir de base à un accord.* » Quant au second projet, visant à interdire les explosions en haute altitude, elle remarque qu'il conduit à poursuivre les essais souterrains. Néanmoins, elle ajoute que l'U.R.S.S. « *... est prête à discuter des questions de contrôle, bien qu'elle soit persuadée que les moyens de détection nationaux soient très suffisants pour déceler les expériences.* ». Voilà le reflet du désarroi et de l'embarras où se trouvait la bureaucratie devant l'intransigeance des impérialistes et leurs tentatives de mettre en jeu la Chine. Cependant, elle semble disposée à conclure un accord sur le dos de la Chine.

Malgré ces assouplissements des positions respectives, l'impasse était visible. Ce n'est qu'après l'« affaire cubaine » que le problème de l'interdiction des essais a été de nouveau posé, et ce n'est pas par hasard. Nous reviendrons plus loin sur cette affaire ainsi que sur son rapport avec le problème chinois ; pour le moment, enregistrons seulement qu'elle se solda par une capitulation de la bureaucratie devant l'impérialisme. Ce dernier a donc pu espérer que celle-ci se répercuterait dans les « affaires nucléaires ». Il en fut effectivement ainsi. Le ton de la nouvelle attitude soviétique a été donné par Khrouchev lui-même, lors de la réception donnée pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre. Interrogé sur le problème de l'interdiction des essais nucléaires, le chef de la

bureaucratie soviétique a démasqué la « coexistence pacifique » mieux que n'importe quel critique. Il a déclaré : « *Comment débarrasser l'humanité de ce genre de souffrances ? Si vous êtes marxistes, vous dites : en liquidant le capitalisme, en donnant le pouvoir aux travailleurs, ainsi, il n'y aura évidemment plus de combats. Mais si nous exigeons que d'autres pays changent leur système social et adoptent le nôtre, nous serions en contradiction avec la coexistence pacifique. Le fait d'imposer un système à un autre pays, conduirait à la guerre... Nous vivons sur une base de concessions mutuelles. Si nous voulons la paix, il nous faudra édifier des relations pacifiques sur la base de concessions mutuelles acceptables.* » (*Le Monde*, 9 novembre 1962.) Ces lignes se passent de commentaire.

Parallèlement, la presse soviétique a entrepris de présenter les concessions que l'U.R.S.S. envisageait sur le contrôle de l'interdiction des essais nucléaires. Le point principal de désaccord était le contrôle des essais souterrains qui, selon les Américains, nécessitait l'inspection sur place. Maintenant, au début de novembre 1962, la presse soviétique commençait une campagne de publicité en faveur des appareils sismographiques inventés par les savants soviétiques, et qui, d'une façon automatique, seraient capables d'enregistrer les explosions souterraines. Les bureaucrates, pour éluder le problème essentiel de l'inspection sur place, menaient campagne en affirmant que ces appareils automatiques (les fameuses « boîtes noires ») pourraient être installés sur le territoire des pays intéressés, et contrôlerait *automatiquement, sans inspection*, les explosions. Il suffirait de les placer sous la responsabilité des gouvernements desdits territoires. Le *New York Times* a immédiatement répondu que l'inspection au sol resterait nationale, donc inefficace, et ne remplacerait aucunement l'inspection internationale sur place. Evitant le problème politique essentiel par cet enfantillage technique, la bureaucratie pensait-elle réellement duper ainsi les impérialistes ? Naturellement non, mais elle savait que cette proposition favorisait plutôt l'approche d'un dénouement. Le jeu se fit plus serré.

Le 23 novembre 1962, Macmillan se livrait à une véritable explication scientifique pour prouver que les « boîtes noires » ne suffisent pas à détecter les explosions souterraines. Il maintenait que la seule méthode efficace était l'inspection sur le territoire. Khrouchtchev, devant l'ambassadeur anglais quittant l'U.R.S.S., déclarait « ... qu'il comprenait fort bien que le système des « boîtes noires » ne satisfasse pas entièrement la Grande-Bretagne et les Etats-Unis... (il) se serait montré disposé à ouvrir de sérieuses négociations à ce sujet ». (*Le Monde*, 24 novembre 1962.) Chaque observateur bourgeois a remarqué que l'« assouplissement » de l'attitude soviétique à l'égard de l'interdiction des essais était une conséquence de la crise cubaine.

Avant la reprise des négociations de la conférence des dix-sept, les

délégués américain et anglais font connaître leurs propositions : ne cédant en rien sur la nécessité de l'inspection sur place, ils jugent utile une réunion des savants, en marge de la conférence, pour discuter la valeur effective des « boîtes noires ». A la reprise des négociations, le 26 novembre, chaque commentateur évoque « le souvenir de la récente crise des Caraïbes », qui domine les pourparlers. Dean, le délégué américain, précise cette évocation en disant que la première séance de la conférence « ... avait révélé l'existence d'un bon esprit et d'une volonté certaine de coopération ». En dépit de ce « bon esprit », le délégué suédois présente un projet, forme révisée de la proposition antérieure des neutres, que le délégué soviétique Tsarapkin considère comme raisonnable. Les Anglo-américains le rejettent, insistant sur la nécessité de l'inspection sur place. Riposte de Tsarapkin : « ... Il n'y a qu'une seule issue à la question : oublier les inspections en territoire soviétique. » Malgré les tentatives de compromis, présentées par la Suède, puis le Mexique et l'Inde, le 3 décembre, Tsarapkin refuse toute entente, en soulignant que chacun de ces projets maintient au minimum l'inspection sur place. C'était vrai. Les « neutres », y compris le « peuple ami », l'Inde, soutiennent fermement, bien que d'une façon plus souple, la position anglo-américaine. Le 7 décembre, les discussions continuent sur les « boîtes noires », que Dean qualifie de « système obscur ». Nouvelle impasse ? Il semble que oui.

Mais, à la surprise générale, le 11 décembre, Tsarapkin, le même Tsarapkin qui voulait que l'on oublie l'inspection sur place, annonce solennellement que l'U.R.S.S. accepte le contrôle d'une commission internationale en des lieux précis, bien définis et très limités en nombre, où seront placées les stations enregistreuses automatiques scellées par cette commission. Pour la première fois, la bureaucratie soviétique est amenée à faire une concession importante. Elle accepte qu'une commission internationale installe des « boîtes noires » en trois endroits sur le territoire soviétique. Les précisions concernant cette inspection sont prudentes et, à cet égard, révélatrices : « S'il était nécessaire d'utiliser du personnel étranger pour placer les boîtes, puis pour les transporter au centre international de contrôle, l'U.R.S.S. y consentirait, pourvu qu'elle puisse prendre les mesures de sécurité appropriées. » (*Le Monde*, 12 décembre 1962.)

Mais les impérialistes ne se laissent pas émouvoir. Tsarapkin ne peut qu'à peine dissimuler sa déception derrière des mots acerbes, lorsqu'il voit que les délégués anglo-américains continuent leurs attaques. Godber, le délégué anglais, déclare : « Il est intéressant que les Soviétiques aient fait une offre spécifique. C'est un rayon d'espoir, mais nous pensons à un nombre plus réaliste de « boîtes noires ». Ce nombre doit avoir au moins trois chiffres, et, en outre, il doit y avoir une inspection sur place. » (*Le Monde*, 13 décembre 1962.) Non, on ne peut vraiment pas duper l'impérialisme. De plus, pendant ce temps, un savant affirme qu'il n'y a

pas de différence entre les enregistrements automatiques d'explosions nucléaires souterraines et ceux de tremblements de terre. Vraiment, ces impérialistes sont forts. Faut-il donc choisir la lutte de classe contre cet ennemi redoutable ? La conclusion des bureaucrates soviétiques est naturellement différente. Malgré le refus catégorique de ce « cadeau de Noël », comme Dean qualifie la proposition soviétique sur l'installation des boîtes noires, l'U.R.S.S. est désireuse de continuer la discussion. Pourtant, le 20 décembre, on ajourne la conférence pour trois semaines, et, le 5 janvier 1963, Dean, le délégué américain, démissionne. Cinq jours plus tard, la conférence, sur l'initiative commune de l'ambassadeur soviétique à Washington et du directeur de l'Agence américaine du désarmement, Foster, décide de s'ajourner au 12 février.

En réalité, cet ajournement correspond à l'exclusion des indésirables. Il y a quelques mois, l'U.R.S.S. insistait encore sur l'importance de la présence des pays neutres. Maintenant, dans les coulisses, les Américains et les bureaucrates soviétiques ont conclu un accord pour poursuivre les négociations à Washington, à deux, sans même un délégué anglais. Les discussions ont repris, à un niveau plus élevé, le 14 janvier 1963, entre Foster, délégué américain, Fedorenko, délégué soviétique permanent auprès des Nations Unies, et Tsarapkin. Le lendemain, Kennedy, dans son *« Message sur l'état de l'Union »*, lance un appel de sirène : *« ... Si toutes les tendances actuelles peuvent persuader l'Union soviétique d'emprunter le chemin de la paix, alors, qu'elle sache que toutes les nations libres l'accompagneront. »* (*Le Monde*, 16 janvier 1963.) Khrouchtchev entend la sirène. Le 22 janvier, la presse annonce que l'U.R.S.S. a définitivement accepté l'installation de trois stations sismiques sur son territoire, et deux ou trois inspections annuelles dans les régions où des oscillations suspectes se seraient produites. *Le Monde* commente cette importante concession : *« Il est permis de penser que la crise survenue dans les Caraïbes, et plus encore les attaques redoublées dont il fait l'objet depuis lors de la part des communistes chinois, qui condamnent sa politique de prudence... ont définitivement convaincu M. Khrouchtchev de l'urgence d'un accord. Le chef du gouvernement soviétique fait donc un pas en avant. »* (22 janvier 1963.)

Si nous passons en revue cette rapide histoire de l'affrontement soviéto-américain, nous devons dire que l'impasse n'est qu'apparente. En vérité, on peut déceler un recul de la part de l'U.R.S.S. devant l'intransigeance des impérialistes et leur volonté de pénétrer, finalement, sur le territoire soviétique. Ils veulent obtenir cette concession essentielle pour détruire, en fin de compte, les conquêtes d'Octobre. Ils ne reculent pas devant les slogans platoniques de paix. La nature de l'impérialisme, c'est cela. Il ne veut pas de désarmement, il veut pénétrer en U.R.S.S. Si cela se fait sous le couvert du slogan de désarmement, tant mieux. Que les bureaucrates veuillent duper le monde, c'est leur affaire. Les impéria-

listes, eux, sont plus réalistes : ils utilisent le chantage atomique, reprennent ou suspendent les essais nucléaires, refusent un sommet sans « progrès réel », revendiquent l'inspection sur place mais, devant une concession limitée, ils recommencent tout à nouveau... c'est cela l'impérialisme.

Il est facile de comprendre que les bureaucrates soviétiques mentent lorsqu'ils disent que le désarmement est possible. Ils savent bien que la condition d'un tel « désarmement » serait leur capitulation livrant l'U.R.S.S. aux impérialistes. En réalité, ils avancent dans cette voie, mais, chaque fois qu'ils ont fait quelques pas, effrayés, ils font demi-tour. Mais lentement et sûrement, la pression des impérialistes s'impose, et c'est un recul constant de la bureaucratie qui ressort de l'histoire des négociations. Le refus des dirigeants soviétiques de rompre les pourparlers et, en même temps, leurs concessions successives montrent bien que, sous le couvert de leur politique mensongère de désarmement, ils sont prêts à marchander l'héritage socialiste de la révolution d'Octobre. Pour le moment, ils conservent encore une attitude hésitante, mais au prix d'une trahison ignoble de la révolution chinoise. Nous reviendrons plus en détail sur ce problème. Mais il nous faut noter ici cet autre point central des négociations actuelles sur l'interdiction des essais nucléaires.

Sous la pression formidable de l'impérialisme, les dirigeants soviétiques essayent de sacrifier la Chine. Nous avons déjà remarqué que, surtout depuis un ou deux ans, on parle de plus en plus du « *danger d'une dissémination des armes nucléaires* ». Les journalistes hypocrites préfèrent mentionner, pudiquement, l'énorme danger qui en résulterait pour l'humanité si l'Égypte et Israël, par exemple, possédaient de telles armes. Ces tartuffes bourgeois, cependant, savent bien que, en réalité, il s'agit de la Chine. En effet, derrière la recherche soviéto-américaine d'un compromis, « l'assouplissement » des positions respectives, il y a un but tout à fait clair : désarmer la Chine. Il est caractéristique que la bureaucratie soviétique se soit montrée tout à fait disposée à signer un accord sur l'interdiction des essais à haute altitude et sous l'eau (proposition des « neutres »). Une telle interdiction rendrait impossible l'armement de la Chine face aux impérialistes disposant des armes nucléaires. D'autre part, elle servirait de prétexte pour prendre n'importe quelles mesures de discrimination contre la Chine, pour l'isoler et, finalement, la livrer. L'espoir des bureaucrates est d'arriver à un accord nucléaire et de réaliser ainsi la « coexistence pacifique ». Ils ont déjà trahi la Chine socialiste sous le signe de cette « coexistence ». Mais cela même ne les a pas sauvés : l'impérialisme utilise ce « cadeau », mais ne remercie pas. Il maintient toujours ses conditions, qui tendent à obtenir la capitulation complète de l'U.R.S.S. elle-même. Il n'y a pas d'issue pour la bureaucratie.

3) Les mouvements coloniaux et Cuba

Eu égard à tout ce qui précède, nous nous contenterons ici d'un bref résumé. Les événements, au jour le jour, fournissent une documentation qui nous dispensera d'avancer telle ou telle preuve supplémentaire.

La « théorie » du socialisme dans un seul pays défigurait l'analyse marxiste de l'impérialisme, en le réduisant à n'être, comme nous l'avons vu, qu'une politique particulière d'oppression des nations, surtout des colonies, pratiquée par les états capitalistes avancés ; c'est cette conception qui est au fond de la pratique stalinienne consistant à saluer chaque pas en avant de n'importe quel mouvement de libération nationale contre l'oppression impérialiste comme une victoire du socialisme. Il est évident que ces mouvements affaiblissent l'impérialisme et que, par conséquent, la politique révolutionnaire doit les soutenir. Mais le problème n'est pas là. Il est dans le fait que des *mouvements nationaux* remplacent, pour les staliniens, la lutte des classes ; si bien que la naissance d'un nouvel état politiquement indépendant en Afrique, par exemple, équivaut pour eux à la victoire de la révolution socialiste dans ce pays. Or, ces nouveaux états restent entièrement liés à l'impérialisme, et font partie de son système mondial. Ces mouvements et la naissance de ces états ne peuvent être compris que dans le contexte international où ils naissent.

L'existence et le renforcement d'un état ouvrier, l'exemple de la révolution d'Octobre ont éveillé les masses coloniales. Après 1917, les mouvements coloniaux se sont renforcés. Mais le renforcement de ces luttes est allé de pair avec la dégénérescence de l'état ouvrier en U.R.S.S. Aujourd'hui, dans le rapport des forces international, la bourgeoisie coloniale a dû céder l'avant-scène politique aux révolutionnaires petits-bourgeois. Ceux-ci mettent en avant des slogans socialistes, mais le véritable contenu de ces mouvements reste bourgeois. L'objectif que poursuit la bourgeoisie des pays coloniaux est d'obliger l'impérialisme à lui céder sa part des fruits de l'exploitation des travailleurs ; mais, sans l'aide des masses, elle n'arriverait jamais à réaliser cet objectif. Et, pour mobiliser les masses, il lui faut laisser la direction des mouvements aux révolutionnaires petits-bourgeois, avec leurs slogans socialistes. La phrase « révolutionnaire », combinée avec la soumission devant la force, c'est l'essence même de l'attitude de la petite bourgeoisie.

C'est la dégénérescence de l'U.R.S.S. qui, amenant la bureaucratie à présenter la lutte des classes comme une lutte entre deux « systèmes », fait apparaître les mouvements coloniaux comme une « troisième force ». Leur nature politique petite-bourgeoise convient à merveille à une politique d'oscillation entre les deux systèmes mondiaux, cédant toujours au plus fort. Et le mirage d'une « troisième force » ne fait que refléter le rapport

des forces entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme. Dans les conditions de la « coexistence pacifique », le rôle de ces nouveaux états est multiple. Tout d'abord, ils servent d'argument à la bureaucratie soviétique pour prouver qu'elle mène une lutte contre l'impérialisme, puisqu'elle appuie et soutient ces mouvements nationaux. En même temps, cela lui permet de maintenir de bonnes relations avec l'impérialisme, car l'indépendance politique de ces états ne modifie pas fondamentalement le rapport des forces. Enfin, ces mouvements nationalistes bourgeois permettent de détourner l'attention de la lutte de la classe ouvrière internationale, et de présenter la révolution socialiste comme périmée dans les pays industrialisés.

D'autre part, la petite-bourgeoisie coloniale, promue artificiellement à ce rang élevé à la fois par les impérialistes et par les staliniens, devient en même temps leur principal trait d'union. Elle joue le rôle d'avant-garde de la « coexistence pacifique » ; ce qui revient à dire que les mouvements coloniaux et les nouveaux états « indépendants » servent de baromètre précis du rapport des forces entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme.

Et c'est précisément là où les mouvements coloniaux nationaux sont capables d'aller jusqu'à l'expropriation sans indemnité de l'impérialisme que le statu quo international et la « coexistence pacifique » se trouvent immédiatement mis en question. Depuis 1945, il n'y a eu dans les pays arriérés que deux mouvements révolutionnaires qui aient entamé de façon décisive les positions de l'impérialisme : la révolution chinoise et la révolution cubaine. Partout ailleurs, sans exception, les mouvements, aussi « révolutionnaires » soient-ils en paroles, se sont arrêtés au seuil d'un véritable bouleversement des rapports de propriété, ou sont revenus à la « raison ». C'est là un fait contrôlable et vérifié dans le cas de chaque état ayant accédé à « l'indépendance » depuis 1945, de l'Inde à l'Egypte, de l'Indonésie au Ghana, et de la Guinée à l'Algérie. Les seules exceptions, et nous laissons de côté ici les différences profondes qui existent entre elles, sont la Chine et Cuba.

Mais justement ces deux révolutions, qui ont ébranlé l'impérialisme en lui portant des coups sérieux, ont provoqué la haine des impérialistes et la méfiance des bureaucrates. Nous ne nous occupons ici ni de l'histoire de ces révolutions, ni de l'analyse de leur caractère. Nous constatons simplement qu'elles se sont révélées capables de renverser le capitalisme. Et nous constatons aussi que les attaques dont elles sont l'objet sont précisément menées sous le signe de la « coexistence ».

Evouons ici quelques aspects de ce qu'on appelle « l'affaire cubaine ». D'abord, le destin de cette révolution a été artificiellement lié à l'U.R.S.S. et séparé de la lutte des classes en Amérique. Dès lors, les perspectives et, par conséquent, les tâches de cette révolution ont été sérieusement endommagées et défigurées. La révolution cubaine, face à la citadelle

de l'impérialisme, aurait dû immédiatement établir une liaison concrète avec la lutte des classes en Amérique. Elle aurait dû se constituer en noyau de la révolution en Amérique du Nord et du Sud. Oublieux de ce devoir révolutionnaire, les dirigeants cubains ne pouvaient que lier leur sort à la bureaucratie soviétique. Cette alliance étroite, à son tour, est entrée de plus en plus en contradiction avec leur devoir initial : l'extension de la révolution. Pourquoi ? Parce que la politique soviétique avait et a comme base la « coexistence pacifique », et comme but la préservation de la « paix ». Cuba, alliée à l'U.R.S.S., ne pouvait et ne devait, en aucune façon, ébranler la situation « pacifique » de l'Amérique. Mais du moment que cette révolution était contenue dans le cadre mutilant de la « coexistence », son propre destin dépendait de l'évolution de celle-ci. Au fur et à mesure que la révolution montait en Amérique latine, le capitalisme nord-américain devait en finir avec l'exemple cubain. A partir de ce moment, la révolution cubaine dépendait d'un marchandage. La contradiction entre la révolution socialiste et la « coexistence » se révèle ici d'une façon concrète. Plus la révolution monte en Amérique, plus grande est la pression américaine sur Cuba, et plus fortes sont les tentatives soviétiques de « sauver la paix ».

Il est hors de doute que l'envoi par l'U.R.S.S. d'armes nucléaires à Cuba n'était qu'une provocation. Les Chinois ont fortement souligné ce rôle d'agent provocateur des bureaucrates soviétiques. Après cela, la livraison de Cuba à l'infiltration de l'impérialisme, sous la forme du désarmement avec inspection sur place des Nations Unies, cette trahison fut présentée comme un « sauvetage de la paix ». C'est *uniquement* grâce à la résistance des révolutionnaires cubains que la manœuvre n'a pas réussi. La mission de les « convaincre » était confiée à Mikoyan lui-même qui, n'ayant pas totalement réussi, a pu ensuite s'arranger avec Kennedy. Et Khrouchtchev brandissait la « garantie » américaine de ne pas envahir Cuba, la parole donnée par Kennedy ! Cette trahison de la révolution cubaine a démontré la véritable nature de la « coexistence pacifique », et le rapport des forces réel entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme. Dès lors, un processus international s'est développé. D'une part, l'impérialisme s'est renforcé, et celui-ci, jetant son masque de négociateur, donne de plus en plus à ses « recommandations » la forme de diktats. D'autre part, la petite-bourgeoisie internationale évolue vers la droite, elle s'aligne de plus en plus sur la position occidentale. Dans divers pays, les formations politiques petites-bourgeoises s'inclinent devant le pouvoir capitaliste, tandis que les pays « neutres » s'orientent vers l'impérialisme. Là où il y a une réticence, celui-ci ne recule plus devant le renversement direct du régime en question, sous le regard bienveillant des staliniens. Mais la « coexistence pacifique », c'est-à-dire ce « larbinisme devant l'impérialisme », a provoqué un autre phénomène, sans doute le plus important de notre époque : la scission du mouvement stalinien international.

4) L'impérialisme et la bureaucratie contre la Chine

a) La deuxième trahison de la révolution chinoise.

L'histoire de la politique néfaste de l'Internationale communiste vis-à-vis de la révolution chinoise, pendant les années décisives 1925-1927 et depuis, est bien connue. L'essentiel de la politique de Staline-Boukharine était de subordonner le mouvement révolutionnaire à la direction du parti bourgeois, le Kuomintang. Celui-ci n'a pas hésité à massacrer, le moment venu, des milliers d'ouvriers et de paysans révolutionnaires, alors qu'il bénéficiait du soutien du parti communiste chinois, suivant les directives du Komintern. C'est ainsi que la révolution chinoise fut trahie, livrée à l'ennemi. Néanmoins, nous devons souligner fermement que l'attitude du Komintern dirigé par Boukharine et Staline n'était pas le produit d'une trahison délibérée. Ni Boukharine, ni Staline, ni, en général, la bureaucratie, ne voulaient la défaite de la révolution, mais la logique interne, le contenu objectif de leur politique y conduisaient. La révolution chinoise a été ainsi refoulée pour de longues années, et la Chine affaiblie devant l'attaque japonaise. Nous croyons que les révolutionnaires chinois ont beaucoup appris, au prix d'énormes sacrifices, de la politique bureaucratique des staliniens russes. Il serait de la plus haute importance d'écrire l'histoire entière des relations entre la révolution chinoise et la bureaucratie soviétique, depuis les dernières analyses de Trotsky jusqu'à nos jours.

Nous la reprenons, dans le présent travail, à partir des années 1961-62. Bien que les rapports entre l'U.R.S.S. et la révolution chinoise victorieuse aient connu mainte difficulté, il est indéniable que leurs relations mutuelles, placées sous le signe de l'amitié, étaient étroites et multiples. Toute étude, article, document traitant, par exemple, des relations économiques, soulignait l'importance qu'on leur donnait de chaque côté. Bien entendu, l'examen des faits démontrait que l'U.R.S.S. fournissait une aide matérielle plus importante à l'Inde qu'à la Chine. Mais, en même temps, parmi les démocraties populaires, la Chine occupait la seconde place quant au volume des échanges commerciaux avec l'U.R.S.S. Telle était la situation pendant les années 1958-59, période très difficile pour la Chine, qui connaissait le déclin inquiétant du « grand bond en avant », la menace de la famine, bref, une catastrophe économique. C'est à cause de l'incapacité de la Chine à en fournir que l'U.R.S.S. a dû chercher ailleurs, en 1960, du saindoux, des arachides et du soja, par exemple. Au printemps de 1961,

les observateurs bourgeois ne voyaient encore rien d'anormal dans les relations économiques sino-soviétiques, à part ces difficultés. En ce qui concerne la situation économique de la Chine, chaque nouvelle ou étude, sans exception, soulignait son caractère catastrophique en 1960 et 1961 : rationnement très sévère, famine, baisse de la production.

C'est précisément dans cette situation difficile que la Chine s'est vue privée de l'aide soviétique. Le rapport du G.A.T.T. sur le commerce international en 1961 publiait des chiffres surprenants. Citons un passage de ce rapport, d'après *Le Monde* (7-8 octobre 1962) : « *Le commerce sino-soviétique... a diminué de 55 % entre 1959 et 1961, pour se retrouver au-dessous du niveau de 1950. Si bien que la part de ces échanges dans le commerce extérieur total de l'Union Soviétique est tombée de 20 à 8 %, tandis que, dans le même temps, le commerce de l'U.R.S.S. avec le reste du monde progressait de 30 %.* » Naturellement, tout le monde pourrait dire que, du moment que la Chine ne pouvait remplir ses obligations commerciales, la diminution du commerce était normale. Nous écartons cette objection : justement parce que la Chine se trouvait dans une situation extrêmement difficile, le devoir socialiste de l'U.R.S.S. aurait dû être de lui fournir une aide beaucoup plus importante qu'auparavant. Même le système capitaliste connaît « l'aide » apportée au pays frappé par une calamité de la nature.

Le 4 juin 1961, le nouveau chef de la politique américaine avait une entrevue avec Khrouchtchev à Vienne. On a publié beaucoup d'articles sur cette rencontre, mais l'essentiel des négociations est resté secret. Nous sommes donc contraints de dégager quelque chose de ce qui a été publié, et cela, bien entendu, allonge notre analyse.

La presse bourgeoise internationale a commencé, immédiatement après l'annonce de la rencontre, à faire un énorme bruit autour du problème allemand et de Berlin. On a eu l'impression que ces deux Messieurs venaient de discuter à fond l'affaire berlinoise et la question allemande. La presse allemande, elle, pourtant très susceptible à ce sujet, estimait, tout de suite après la rencontre, que Khrouchtchev s'abstiendrait de provoquer une crise allemande. La *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, le grand journal allemand, écrivait, le 5 juin : « ... *Bien que les Soviétiques eussent sans doute préféré mettre l'accent sur ces problèmes...* », ils ne les ont discutés « ... *qu'à la fin des entretiens* ». La presse internationale unanime reconnaissait qu'elle ne savait pas grand-chose de ce qui s'était passé, mais que cette entrevue avait été *très utile*, en dépit de ce que *rien* n'avait changé... (?) On se frotte les yeux : le public devait croire que le but de cette réunion n'était autre que de permettre à Kennedy et Khrouchtchev de se regarder dans le blanc des yeux. La presse italienne et espagnole était plus sérieuse... en prétendant que Vienne signifiait l'entente des deux super-grands par-dessus la tête des autres. Entente ?... Oui ! Mais sur quoi ?.. A

quel sujet ? La *Stampa* (6 juin) parle de « *manœuvre soviétique* ». Il y a là matière à réfléchir. Le même Kennedy qui refuse toute rencontre au sommet au sujet du désarmement, jusqu'au moment où il y aura « *progrès réel* », se déplace brusquement, arrive à Vienne, pour ne parler... de rien ou, mieux encore, pour servir une manœuvre soviétique. Allons donc !

Si l'on examine le bref communiqué commun publié après les négociations, les yeux commencent à s'ouvrir. Il annonce que les deux parties reconnaissent ne pouvoir ni l'une ni l'autre gagner une guerre et que, *par conséquent*, il faut tenter d'*organiser le monde en commun*. C'est ainsi qu'on arrive à la paix perfectionnée par des compromis mutuels. Le but de cette rencontre n'était autre que l'*organisation en commun du monde*. « Les parties » ne se sont pas contentées d'un accord de principe. Elles sont passées à sa réalisation. La presque totalité du communiqué est consacrée au problème du Laos. Il y est dit que les deux parties « *...ont réaffirmé leur appui pour un Laos neutre et indépendant sous un gouvernement choisi par les Laotiens eux-mêmes, et pour des accords internationaux destinés à assurer cette neutralité et cette indépendance. A cet égard, elles ont retenu l'importance d'un cessez-le-feu effectif.* »

Voici donc l'essentiel de ce qui s'est passé lors de cette rencontre : ils ont commencé à « *organiser le monde* », justement au voisinage de la Chine. C'est cela, le contenu de la « *coexistence pacifique* ». Le *New York Times* du 6 juin s'intéresse surtout au problème laotien. Il écrit qu'il n'y a rien à espérer, car Khrouchev doit peut-être d'abord s'entendre avec les Chinois, les Vietnamiens et les Laotiens, mais, malgré tout, il y a là une amorce. Les staliniens préparent le terrain. Dans son compte rendu de l'entrevue de Vienne, Khrouchev ne mentionne même pas le Laos, mais consacre l'essentiel de son discours au problème... allemand ! *Neues Deutschland* est plus explicite, car le journal de Berlin-Est accuse les partisans de la guerre froide... en Allemagne de l'Ouest (!) de vouloir la continuer par le bombardement de Cuba et du Laos (!), au lieu de rechercher une entente. « Ces ultras sont dangereux ! » s'écrie-t-il le 5 juin. Le discours radiodiffusé de Kennedy (6 juin) est plus intéressant. Le président américain ne mentionne qu'en passant le problème des essais nucléaires et celui de Berlin, mais parle longuement du Laos : « *... Le seul domaine qui ait offert quelques perspectives immédiates d'accord a été le Laos. Les deux parties ont reconnu la nécessité de réduire les dangers que présente la situation. Les deux parties ont souscrit à la conception d'un Laos neutre et indépendant, à peu près à la façon de la Birmanie ou du Cambodge.* ». A peu près, oui. Cependant, au Laos, il y avait une guerre civile menée par le Pathet-Lao contre les impérialistes et leurs serviteurs laotiens. Et Kennedy de poursuivre son discours : « *M. Khrouchev a souligné un point que je désire évoquer. IL A DIT OÙ IL SE PRODUIT DE NOMBREUX DESORDRES DANS LE MONDE ET*

QUE TOUS NE DOIVENT PAS LUI ETRE IMPUTES. IL A TOUT A FAIT RAISON.» (Souligné par nous.)

— Mais bien sûr, M. Kennedy, moi, le bon, le sage Khrouchev, je ne suis pas capable de faire de... « chinoiseries »... ce sont les Chinois à qui le désordre doit « être imputé ». Vous voyez, comment ils ont liquidé le pauvre Kuomintang, malgré nos avertissements. Ils sont capables de tout ; le diable seul sait ce qu'ils pensent ou ce qu'ils veulent. Ainsi parlait le « sage élève » dans la classe de Vienne, devant le sévère instituteur. Mais en politique, cela se déroule autrement et s'appelle autrement. Nous serions curieux de connaître les détails non divulgués de cette rencontre.

« L'organisation du monde » dans la « coexistence » ou, si l'on préfère, la « coexistence » dans une « organisation du monde », devait commencer par freiner et liquider les mouvements révolutionnaires au voisinage de la Chine. L'exemple chinois menaçait les positions de l'impérialisme en Asie. Il fallait absolument mettre fin à ces « désordres », nullement « imputables » au paisible Khrouchev. Par ce pacte, la bureaucratie soviétique a donné libre cours aux manœuvres tendant à l'encerclement de la Chine, et à la préparation d'une attaque armée.

Les négociations sur les modalités de cet accord furent confiées à une commission qui, dans le cadre de la conférence du désarmement, discuterait la réalisation de la paix au Laos. Remarquons qu'à l'ouverture de cette conférence, le 14 mars 1962, ce pays constituait encore un très grave problème, et les obstacles semblaient insurmontables. Il est permis d'en déduire que Khrouchev n'arrivait pas, depuis juin 1961, à imposer totalement son point de vue aux Chinois. Une étude approfondie et minutieuse de ces négociations devra nous éclaircir à ce sujet. Nous pensons, cependant, qu'il y a eu des divergences, qui ont certainement contribué à faire reconsidérer par la bureaucratie soviétique son aide à la Chine. Finalement, le 9 juillet 1962, la déclaration de neutralité du Laos aboutissait à l'accord complet. Le Laos se déclarait prêt à observer rigoureusement les conditions de la neutralité : adhésion aux cinq principes de Bandoung, refus de toute alliance militaire, refus d'installation de toute base militaire, refus d'ingérence dans ses affaires intérieures. Deux faits soulignent la nature réelle de cet accord. Sous les attaques de ses ultras, Kennedy a dû reconnaître que l'accord laotien constitue un recul, tout en soulignant, en même temps, qu'il ouvrait des possibilités ultérieures. Sans un tel accord, la situation laotienne menaçait de se détériorer définitivement en faveur des communistes. Selon Kennedy, cet accord a servi, d'une part, à arrêter le développement de la révolution, d'autre part, à ouvrir des « possibilités ». Ces dernières signifient l'encerclement de la Chine. La remarque de *Christian Science Monitor*, du 24 juillet 1962 dévoile le rôle de la bureaucratie soviétique dans cette affaire :

« Si, après avoir signé un accord dans ces conditions, l'Union Soviétique permet à ses collègues et à ses agents situés à l'intérieur ou au voisinage du Laos de le violer, alors le monde entier saura pourquoi l'accord n'a pu fonctionner... »

Pourquoi, demande-t-on alors, les Chinois ont-ils signé l'accord ? Les raisons concrètes pourraient être très nombreuses et, entre autres, il est possible que les Chinois aient été dupés, malgré leur méfiance accrue vis-à-vis de leurs « frères soviétiques ». C'est ici qu'une vue d'ensemble s'impose. A partir de l'accord sur le Laos, les positions respectives sur l'interdiction des essais nucléaires s'assouplissent. Les deux « grands » font visiblement des tentatives pour trouver dans ce domaine un accord partiel. Simple coïncidence ? En politique, il n'y a pas de *telles* coïncidences. La grande « organisation du monde » commençait concrètement par l'encercllement de la Chine. L'accord laotien, la position sans principe sur l'interdiction des essais nucléaires et la suppression de toute aide économique à la Chine illustrent la deuxième grande trahison de la bureaucratie de l'U.R.S.S. envers la révolution chinoise. Mais, cette fois-ci, la nature de cette trahison est quelque peu différente de celle de 1925-27. C'est consciemment et directement que Moscou négocie pour livrer la Chine à l'impérialisme.

b) Pour la défense de la Chine !

La réaction chinoise devait cependant se produire un jour ou l'autre. Il est bien possible que l'attaque de l'armée chinoise contre l'Inde ait été la réponse de la Chine aux préparatifs d'encercllement. Il semble probable que, par l'offensive lancée le 20 octobre 1962, la Chine voulait dévoiler le véritable but des manœuvres de Khrouchtchev, troubler le processus d'encercllement et obliger ainsi, aussi bien les impérialistes que les Soviétiques à abattre leurs cartes. En ce sens, la question de la responsabilité du déclenchement des opérations militaires, nullement décisive d'ailleurs, a déjà été tranchée par la mise en place du dispositif d'encercllement. N'est-ce pas Nehru lui-même qui, le 11 octobre, déclarait avoir ordonné la libération du territoire indien aux frontières du Nord-Est ?

La guerre sino-indienne ne peut être séparée du contexte international et considérée en elle-même. Elle fait partie intégrante de l'ensemble du plan impérialiste en Asie, dont le premier pas fut la « neutralisation » du Laos. Dans un cadre plus large, elle démontre que la pression exercée par l'impérialisme a, momentanément, déplacé son point d'application de l'U.R.S.S. vers la Chine. Car la bureaucratie stalinienne, prise de panique devant la menace d'une révolution, s'est alliée à l'impérialisme contre la Chine. En donnant ce contenu concret, nullement pacifique, à sa politique de coexistence, la bureaucratie soviétique a ratifié dans les faits les

plans de l'impérialisme. Il faut reprendre en détail la brève histoire de cette courte guerre pour mettre en lumière ces divers aspects.

Au préalable, l'interdépendance qui existe entre « l'affaire cubaine » et la question chinoise nous impose de signaler quelques faits relatifs à Cuba, en liaison étroite avec la guerre sino-indienne. Ainsi, c'est trois jours après le début de l'offensive chinoise, le 23 octobre, que Kennedy ordonne le blocus de Cuba. La détermination des impérialistes de passer à l'offensive générale est devenue très claire. Le 26 octobre, le gouvernement indien proclame l'état d'urgence et, deux jours plus tard, l'U.R.S.S. et les Etats-Unis se mettent d'accord sur Cuba. Cette capitulation soviétique était parachevée par la mission de Mikoyan, envoyé pour « convaincre » Castro, le 31 octobre. Ainsi rassurés, les impérialistes déclenchaient une action de grande envergure. Le 1^{er} novembre, Krishna Menon abandonne le ministère de la défense à Nehru. Plus tard, Averell Harriman, conseiller spécial de Kennedy pour l'Extrême-Orient, dévoilera les dessous de cette affaire en ces termes : K. Menon « ... paraissait vouloir s'entendre avec les communistes chinois, et être convaincu qu'il y parviendrait ». C'est-à-dire que Menon préférerait les négociations à la guerre avec les Chinois, ce qui lui a valu d'être contraint à démissionner. Autrement dit, l'impérialisme ne tolérerait aucune voix préconisant une « coexistence pacifique »... avec la Chine. Les armes américaines étaient déjà attendues dans les ports indiens. « Les Anglais... se préoccupent d'accélérer leurs livraisons d'équipements militaires. » (*Le Monde*, 3 novembre 1962.) Le champion égyptien du « non-engagement » signale, lui aussi, son ardent désir d'envoyer des armes, à côté des impérialistes, à son ami indien « non-engagé ». L'U.R.S.S. « ... demeure silencieuse, et l'on chercherait en vain dans les journaux de Moscou la trace d'un encouragement à la Chine dans son différend avec l'Inde. » (*Le Monde*, 3 novembre 1962.) Cette « neutralité » dans la lutte d'un pays socialiste contre l'impérialisme, à peine dissimulé derrière le dos de Nehru, constitue une trahison sans précédent même dans l'histoire de la bureaucratie. Le parti communiste indien, pour la première fois dans l'histoire, adopte l'attitude qui fut celle des partis social-démocrates pendant la première guerre mondiale. Son conseil national, après deux jours de discussion, vote une résolution pour la « défense de la patrie » contre « l'agression chinoise ». Et c'est faire pis que la II^e Internationale, car, cette fois-ci, « l'agresseur » est un état ouvrier, et la « patrie », ce sont les impérialistes. Malgré cette trahison, répétons-le, sans précédent, ces derniers ne se laissent pas impressionner. Le 5 novembre, on annonce l'arrestation de 40 communistes. Le parti reconsidère-t-il sa résolution ? Non...

Pour juger l'attitude soviétique face à l'encerclement et à l'attaque de la Chine, rappelons qu'en 1961, Nehru a demandé aux Américains de contribuer à l'armement de l'Inde. Plus tard, il a renouvelé sa demande,

pressant le président Kennedy d'envoyer des armes. De la part de l'U.R.S.S., on n'a enregistré aucune réaction. Les protestations venaient du Pakistan, de Turquie, de Thaïlande et de Formose qui, pour une raison ou pour une autre, faisaient tout un vacarme contre ces projets d'armement de l'Inde. Le silence soviétique était déjà un signe important. Maintenant «... l'annonce de la livraison à l'Inde d'armes américaines, et les articles décrivant le « pont aérien » créé pour amener rapidement à pied d'œuvre ces fournitures n'ont, même apparemment, provoqué aucune réaction à Moscou.» (*Le Monde*, 10 novembre 1962. Souligné par nous.) Le 11 novembre, Nehru exprime l'espoir que l'U.R.S.S. tiendra ses engagements de livrer à l'Inde des chasseurs MIG-21, et d'installer une chaîne de montage de ces chasseurs. Nous connaissons la prudence proverbiale de Nehru. S'il s'est permis de préférer une insolence pareille, c'est qu'il était absolument certain de la bienveillance soviétique. Les signes en sont multiples en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires : manifestations culturelles pour l'Inde, expositions portant sur divers aspects de la vie indienne, etc. Au mois de novembre, un consulat indien s'ouvre à Odessa.

C'est « l'affaire cubaine » qui a déclenché les attaques virulentes des Chinois (et des Albanais) contre les capitulards soviétiques, mais ces attaques ont été alimentées par les expériences toutes récentes faites dans les affaires chinoises. Le 15 novembre, le *Quotidien du peuple* de Pékin dénonce la capitulation de Khrouchev à Cuba. Deux jours plus tard, le *Drapeau rouge* (organe théorique du P.C. chinois) évoque déjà l'exemple de la lutte de Lénine contre l'opportunisme de la II^e Internationale. Le même jour, les Chinois reprennent une offensive militaire de grande envergure, et avancent rapidement à l'intérieur de l'Inde. Le 22 novembre est le jour de l'accord sur le retrait des bombardiers soviétiques de Cuba, et de la levée du blocus américain : les impérialistes ont désormais les mains libres.

Du point de vue de la guerre sino-indienne et, en général, de l'installation et du renforcement de l'impérialisme en Asie, l'accord sur Cuba, outre sa signification générale et « cubaine », revêtait un caractère particulier, bien précis. Cet acte de « coexistence pacifique » libérait les dispositifs impérialistes contre la Chine, et rendait possible immédiatement une mobilisation accrue des forces. En sacrifiant la révolution cubaine, les bureaucrates soviétiques ont rendu possible la généralisation d'une guerre impérialiste contre la révolution chinoise. Les historiens futurs établiront dans quelle mesure les dirigeants soviétiques ont cherché consciemment à livrer la Chine.

De toute façon, les Chinois, eux, ont compris ce qui se passait. Avec une rapidité étonnante, ils réagissaient en ordonnant un cessez-le-feu immédiat, annonçaient un repli général derrière la ligne de démarcation

antérieure, et proposaient une rencontre Chou-En-lai - Nehru. Stupéfaction générale ! Personne ne peut comprendre les Chinois : qu'ont-ils derrière la tête ? Evidemment, les acteurs principaux comprennent. La première phase de la guerre est close ; il faut maintenant faire bouger les pions sur l'échiquier de l'encerclement, et que cela se voie.

L'avance rapide des Chinois a révélé le mauvais état de l'armée indienne et les points faibles des préparatifs de l'encerclement. Les troupes indiennes étaient sérieusement menacées. Les Etats-Unis et l'Angleterre, sans même se soucier des apparences, avaient envoyé, chacun de leur côté, une mission militaire. L'importance du problème était démontrée par le fait que Duncan Sandys et Averell Harriman, deux hauts fonctionnaires de leurs gouvernements respectifs, les conduisaient. Kennedy avait déjà commencé à étudier sérieusement les modalités d'une aide militaire massive. D'autre part, le soutien apporté à l'Inde dévoilait l'autre grande faiblesse de l'encerclement : le système d'alliance contre la Chine n'était pas du tout solidement édifié. Le Pakistan, surtout, s'opposait énergiquement à l'aide militaire fournie à l'Inde. Il fallait aussi s'assurer de la « neutralité » plus active de l'U.R.S.S. Lord Home, le ministre anglais des affaires étrangères déclarait le 23 novembre qu'il envisageait « ... la transformation de la doctrine stérile et négative de la coexistence en une coopération active avec tous les pays d'Europe actuellement communistes et, parmi ceux-ci, l'U.R.S.S... (car) un jour, et peut-être plus tôt qu'on ne le pense, les dirigeants de l'Union Soviétique se rendront compte que leur pays appartient à l'Occident... » (*Le Monde*, 23 novembre 1962. Souligné par nous.) Le bon Lord encourageait la bureaucratie, « actuellement » communiste, à rompre avec « l'Asie », à déployer une « coopération active » à cet égard, car la coexistence ne suffisait plus. Les efforts indiens avaient le même but, servant, de ce côté aussi, les visées anglo-américaines.

Les missions anglaise et américaine arrivent à New Delhi, mais, le 28 novembre, Duncan Sandys est au Pakistan, où il s'entretient avec Ayoub Khan et l'Assemblée nationale pakistanaise. Le but de ces négociations est de calmer l'opposition à l'aide militaire apportée à l'Inde, et de presser les Pakistanais de régler leur conflit avec l'Inde au sujet du Cachemire. Au moment où ces négociations sont menées ouvertement, les « hommes de gauche », en Europe, s'empressent honteusement de condamner « l'agression chinoise ». L'activité débordante des missions militaires et diplomatiques est, en elle-même, un symptôme plein d'intérêt. Sandys, négociant avec les Pakistanais, le 28, repart pour New Delhi le 29, mais, le soir du même jour, il est, de nouveau, au Pakistan. Pendant qu'il était à New Delhi, c'est Harriman qui continuait le débat avec les Pakistanais... On croirait que ces missions ont perdu leur chemin, et que c'est le Pakistan qu'elles patronnent contre « l'agresseur ». Le jeu diplo-

matique est serré. Les Chinois ont très bien compris la situation et la maîtrisent, non seulement par leur propre activité diplomatique, mais aussi par cette excellente mise en scène où chaque acteur doit jouer ouvertement son rôle. Ceci mérite une attention minutieuse de notre part, car, de tous côtés, les masques tombent. Les événements de diverses natures se précipitent, et il nous faut employer un style télégraphique. C'est de ces mosaïques, de ce kaléidoscope d'événements que ressort la véritable physionomie de chacun des acteurs.

Le 28 novembre, Chou En-lai déclare au chargé d'affaires indien : « *Nous désirons demeurer amis* ». Evidemment, Nehru doit réfléchir, comme l'indiquent les journaux, sur sa réponse aux propositions chinoises pour un arrangement amical. Un « *sommet* » afro-asiatique, convoqué par Mme Banuaraneike pour servir d'intermédiaire dans le conflit, se prépare à Colombo. Harriman regagne Washington et, le 1^{er} décembre, fait son rapport. Il trouve alarmante la situation de l'armée indienne. Pourtant, comme *Le Monde* le remarque, « *... c'est politiquement d'abord que la mission Harriman voudrait chercher à reresser la situation au sous-continent asiatique* ». Les Anglo-américains veulent, en tout premier lieu, régler le problème du Cachemire. Nehru a déjà déclaré qu'il est prêt à discuter. Mais il y a des difficultés. On rapporte du Pakistan que l'opposition à l'idée d'une négociation sur le Cachemire y est extrêmement forte. Les entretiens amicaux Kennedy-Mikoyan se poursuivent exactement au même moment à Washington. Nehru réfléchit toujours sur sa réponse, qui doit être « *non-alignée* », tandis que « *... les préparatifs militaires se poursuivent aussi activement qu'au plus fort de la crise.* (*Le Monde*, 4 décembre 1962.) Finalement, la réponse, digne d'une politique de « *non-alignement* », est une note à la Chine, le 3 décembre, qui annonce la fermeture des consulats indiens à Changhai et à Lhassa. Elle invite gentiment les Chinois à agir de même avec leurs consulats de Bombay et de Calcutta.

Un fait important : alors que, le 22 juin encore, l'U.R.S.S. pour la centième fois, utilisait son veto au Conseil de sécurité contre le règlement du problème du Cachemire, maintenant, on se passe allègrement d'elle. Et elle ne fait rien contre les manœuvres anglo-américaines au Pakistan. Par contre, au congrès du P.C. italien, Kozlov déclare : « *Ce conflit nuit sérieusement aux intérêts du peuple chinois frère, comme aux intérêts de l'Inde amie.* » (*Le Monde*, 5 décembre 1962.) Naturellement, une guerre nuit aux intérêts des belligérants. Dange, le dirigeant nationaliste du P.C. indien, part pour Moscou, le 4 décembre. Harriman dévoile les objectifs de la politique américaine aux téléspectateurs : « *... Il est de l'intérêt des Etats-Unis que l'Inde entretienne des relations amicales avec l'U.R.S.S.* » (*Le Monde*, 11 décembre 1962.) Mais Kozlov a déjà répondu affirmativement à cette recommandation. « *L'ennemi de mon*

frère est mon ami», est-ce là l'un de ces proverbes russes qu'aime à citer Khrouchev ?

Les Américains agissent en conséquence. Le 5 décembre, l'A.F.P. annonce qu'une délégation commerciale japonaise à Washington «... serait soumise à une pression politique du président Kennedy, qui demande au Japon d'apporter une coopération précise à la lutte contre la Chine populaire». Un journal japonais répond : « Si on essaye de nous faire adopter une position d'hostilité inflexible envers la Chine, on va provoquer une tempête, non seulement au Japon, mais dans toute l'Asie. » (Le Monde, 6 décembre 1962.) L'encerclement de la Chine n'est pas facile. Les Américains s'en rendent compte. D'autant plus précieuse est la « neutralité » amicale, la chère coexistence pacifique de la bureaucratie soviétique. Dans son article du 11 décembre, intitulé « Les Américains séduits par la « Realpolitik », André Fontaine résume ainsi, dans *Le Monde*, la situation : « Au Sud-Vietnam... les troupes américaines sont activement engagées contre les guérillas communistes, et le Trésor fédéral consacre à cette lutte un million de dollars par jour... (En Inde) ils n'ont pas perdu de temps pour envoyer des avions avec des équipages américains... ils commencent à retirer le bénéfice de ce placement à la conférence du désarmement, où le délégué indien, M. Lall, s'est sensiblement rapproché de leur point de vue sur la nécessité des inspections sur place. » M. Fontaine sait rattacher, on le voit, les effets aux causes. Et le vacarme entretenu autour de « l'agression chinoise » ne doit pas nous faire oublier qu'au même moment, l'armée américaine combat la révolution vietnamienne et livre de rudes batailles. En fait, il s'agit d'un seul grand problème : extension de la révolution en Asie, ou stabilisation de l'impérialisme qui prépare une agression contre la Chine en l'isolant. La signification de l'attitude indienne de « non-alignement » est éclairée par le « rapprochement » dont parle le journaliste du *Monde*.

Cependant, l'activité diplomatique s'intensifie. Une personnalité chinoise visite l'un après l'autre les pays de la conférence de Colombo. Les Indiens en font autant avec deux délégations. On remarque la présence des Yougoslaves : Popovitch, ministre des affaires étrangères, est au Caire, et Kardelj, en Indonésie, d'où il s'apprête à partir pour New Delhi. Que font-ils dans cette affaire ? Nous le saurons le 19 décembre, à l'arrivée de Kardelj dans la capitale indienne. Le correspondant du *Monde* (21 décembre) câble : « ... Que, dans cette affaire, le gouvernement de Belgrade fasse de son mieux pour promouvoir les thèses de New Delhi, n'est guère mis en doute. » Parole significative : on comprend mieux ce que signifie le désir de Kardelj de voir le conflit résolu à des « conditions honorables ». On parle, en outre, des tentatives faites par le dirigeant yougoslave pour élargir la conférence de Colombo, « trop influencée », selon lui, par la présence des pays voisins de la Chine. Il craint que des sentiments « pro-chinois » ne dominent la conférence. Nous retrouvons

Nehru, Kardelj, le prudent Khrouchev, les intellectuels occidentaux, tous indignés de « l'agression » chinoise. Le malheur est que Sandys et Harriman s'indignent avec eux et que, derrière ce noble sentiment, il y a la réalité de l'intervention américaine en Inde, au Vietnam et ailleurs. Ces « révolutionnaires » sont sérieux : ils protestent : ils sont graves : tout cela est dommage « pour les frères et les amis ». Mais ils restent aveugles — ou en tout cas muets — devant ce que même un Fontaine remarque. Ils protestent contre la présence de troupes chinoises en Inde, mais ne protestent pas contre celle des forces américaines au Vietnam, ce qui serait difficile, il est vrai, car ce serait une mauvaise politique de coexistence de protester contre Harriman, qui « comprend » si bien leur indignation devant « l'agression chinoise ».

Les six pays de Colombo se sont mis d'accord et chargent Mme Bandaranaike d'une mission de conciliation à Pékin et à New Delhi. Le même jour, Khrouchev reçoit Dange, chef du P.C. Indien. On ne sait rien de leur conversation mais, en URSS., l'amitié soviéto-indienne est exaltée. Or, les « amis » indiens ne veulent plus de la paix. La méfiance est générale contre toute idée de conciliation, et contre les « bons offices » de Colombo. Bien entendu, Khrouchev tient à l'écart la diplomatie soviétique. Le sale travail revient à Kardelj. Les bureaucrates soviétiques, pour leur part, « se contentent » de redoubler de violence contre les Chinois. Que la mission commerciale soviétique à Chanohai regagne Moscou, et que les consulats chinois en U.R.S.S. soient déjà fermés, ce n'est « rien ». Le 17 décembre, l'A.F.P. annonce un message de Khrouchev à Nehru qui, dit-on, assure ce dernier de la sympathie de l'U.R.S.S. et l'informe que celle-ci a essayé sans succès de contenir les Chinois. On affirme que ce message contient une promesse de Khrouchev de soutenir à fond les Indiens. Un tel message a-t-il existé ? Ce n'est pas important. Car il serait, en tout cas, pleinement conforme à la politique soviétique : d'autre part, aucun démenti de la dépêche de l'A.F.P. ne viendra du côté soviétique.

Pourtant, on voit bien qu'en fait, ce n'est pas de l'Inde qu'il s'agit ici. Même si l'on sépare artificiellement ce pays du contexte de l'impérialisme mondial, il n'y a pas une minute d'hésitation possible pour un marxiste, quant un état ouvrier est en danger. De toutes façons, il est impossible de considérer isolément l'Inde, ou n'importe quel autre pays capitaliste. Les événements, les faits de cette guerre, l'un après l'autre, nous fournissent une documentation impressionnante sur la nature de l'impérialisme, un et indivisible, sous la conduite du capital américain. Le contenu concret de la politique de l'impérialisme c'est, précisément, d'organiser l'encercllement de la révolution chinoise, et de se préparer à l'attaquer.

Le 15 décembre s'ouvre à Washington une série d'entretiens entre

Harriman et les ambassadeurs américains au Pakistan et en Inde. L'objet de ces conversations est de trouver les moyens les meilleurs et les plus rapides pour approvisionner l'Inde en équipement militaire moderne, et pour faciliter le rapprochement indo-pakistanaï. Trois jours plus tard, le correspondant du *Monde* rapporte de New Delhi que les Américains menacent l'Inde de ne plus lui fournir des armes, si un accord n'intervient pas entre elle et le Pakistan ; il relève que les Américains «... voudraient noyer toutes les petites rivalités nationales et locales dans un grand courant de résistance à l'impérialisme chinois». Le soi-disant « non-alignement » et la neutralité de l'Inde ont déjà fondu. Le 19 décembre, l'Inde vote le projet américain concernant la Corée à la commission politique de l'O.N.U.

Mais la bataille diplomatique n'est pas facile. Le 21 décembre, la Chine rend à l'Inde le matériel militaire capturé par elle. Cinq jours plus tard, c'est la signature d'un accord frontalier entre la Chine et la Mongolie extérieure. Le lendemain, enfin, une délégation indienne part pour le Pakistan. Mais, à peine arrivée, elle apprend le résultat des négociations sino-pakistanaïses : un accord de principe sur les frontières communes. Le même jour, le 28 décembre, signature d'un accord entre une délégation commerciale japonaise et la Chine. Les négociations indo-pakistanaïses commencent dans une très mauvaise atmosphère. Le 31 décembre, Mme Bandaranaike arrive à Pékin et, notons-le tout de suite, le 22 janvier 1963, le gouvernement chinois acceptera les propositions de Colombo comme base de négociations. Le 3 janvier, c'est une délégation commerciale chinoise qui arrive au Pakistan et, deux jours plus tard, un accord commercial est conclu. Pendant ce temps, de grandes manifestations d'amitié sino-cevlanaïse se déroulent à Pékin. Les Chinois conduisent diablement bien leurs affaires extérieures. Face à cette habileté et à ce succès, la perspective d'un encerclement s'éloigne, et « nécessite » des interventions brutales des Américains. Ils menacent maintenant Ceylan de suspendre l'aide économique. Au début de janvier 1963, on annonce de grandes batailles entre le Vietcong et les Américains : lourdes pertes de ces derniers. Selon une enquête américaine, il est possible que Pékin soutienne activement le Vietcong. Le 9 janvier, le commandant en chef des forces américaines dans le Pacifique, l'amiral Felt en personne arrive à Saigon pour organiser et renforcer l'intervention. Le 12, entretien entre Kouznetsov et Harriman à Washington ; ce dernier demande à l'U.R.S.S. de hâter le départ des soldats vietnamiens du Laos. Le même jour, l'ambassadeur américain à Vientiane offre au gouvernement laotien des avions de transport, violant ainsi l'accord de neutralité. Et, tandis que Tchao Kai-chek coule un navire de guerre appartenant à la Chine populaire, Gromyko porte un toast à l'amitié soviéto-indienne au cours d'un déjeuner à l'ambassade de l'Inde, en présence de Malinovsky.

Nous nous arrêtons ici. Les jeux sont suffisamment découverts. Chacun

a montré son véritable visage. Mais cette lutte n'est pas encore finie. Dans le cadre de la « coexistence pacifique », les préparatifs contre la Chine se poursuivent. Notre voix doit s'élever : contre la trahison des staliniens, commise au nom de la « coexistence », et pour la défense de la révolution chinoise !

5) Scission au sein du stalinisme

Confronté avec la menace d'une révolution, et, par voie de conséquence, avec de graves problèmes mondiaux, le stalinisme international connaît une crise profonde. Les éléments composants du stalinisme ont commencé une lutte qui les conduit à la rupture.

Le signe le plus marquant de cette rupture, c'est l'attitude du parti indien, qui a ouvertement pris position aux côtés, et de son gouvernement bourgeois, et de l'impérialisme contre la Chine. Immédiatement après vient le parti yougoslave, promoteur, sur le plan théorique et pratique, de la « coexistence », et de plus, éminence grise de la politique d'encouragement à la bourgeoisie indienne. Entre ces partis et le parti chinois, il est difficile d'imaginer une réconciliation.

Le révisionnisme caractérise les partis staliniens. La majorité d'entre eux, dont celui de l'U.R.S.S., n'est pas encore arrivée à partager ouvertement l'attitude du parti indien. Ce révisionnisme joue un rôle centriste entre les deux pôles actuels du stalinisme international : chinois et indien. En réalité, il combat la position révolutionnaire du parti chinois, il protège et encourage la trahison ouverte du parti indien. Dans le débat qui se développe de plus en plus, et que, volontairement, nous omettons d'analyser en détail, le stalinisme international tout entier est engagé. La discussion se déroule entre la position capitularde de « coexistence pacifique » et la position révolutionnaire de lutte de classe. Au stade actuel, la décomposition du stalinisme n'a fait que commencer, et elle se cristallise dans le fait que l'immense majorité a pris une position centriste sans principe, s'exprimant dans les tentatives de « surmonter » les discussions par des compromis et des concessions réciproques.

A la vérité, cette situation équivoque dissimule le fait que la discussion se déroule autour d'une fausse alternative. Les bases de la critique chinoise sont confuses. Les communistes chinois laissent entrevoir qu'il sont partisans d'un retour à la politique de Staline, en opposition au cours « libéral » de Khrouchtchev. La question principale est de savoir comment l'alternative révolutionnaire de la « coexistence pacifique » est présentée et comprise par les Chinois. Il nous semble que, tant qu'ils maintiennent leur alliance

sans principe avec l'assassin Enver Hodja, tant qu'ils saluent comme authentiquement révolutionnaire le régime bourgeois de Ben Bella et ainsi de suite, leur critique de Khrouchtchev reste dans le cadre des conceptions stalinienne. Cela s'exprime aussi dans le fait qu'ils s'adressent aux directions des autres partis, escomptant visiblement les amener à accepter leur position. C'est là une grave illusion. Dans le domaine du stalinisme, les Russes sont plus forts, non parce qu'ils seraient plus intelligents dans la discussion, mais parce que le stalinisme est la politique de la bureaucratie petite-bourgeoise de l'U.R.S.S. Or, les partis staliniens, partout dans le monde, sont organisés de telle façon que leur direction exprime les intérêts de cette couche sociale. Ainsi, un débat engagé sur des bases staliniennes peut mener, ou bien à la réconciliation sur un compromis sans principe, ou bien à l'isolement du parti chinois.

Celui-ci s'adresse aujourd'hui aux directions qui englobent la composante petite-bourgeoise du stalinisme. Or, les partis staliniens, même aujourd'hui, recèlent une potentialité révolutionnaire ; non par eux-mêmes, mais par le fait qu'ils encadrent et influencent la classe ouvrière, directement ou indirectement. La condition fondamentale pour que cette potentialité puisse se développer, c'est, pour les Chinois, de tourner le dos à ces directions, de s'adresser directement aux ouvriers et aux révolutionnaires, c'est d'avoir une théorie et une pratique marxistes révolutionnaires. Cela suppose l'abandon complet et critique de la position stalinienne du socialisme dans un seul pays en faveur de celle de la révolution de la classe ouvrière internationale. Les éléments principaux d'une telle politique sont, d'abord, une lutte conséquente et hardie contre la bureaucratie, qui est, en même temps, une lutte pour la réalisation de la démocratie ouvrière ; puis, sur le plan international, une rupture totale, non seulement avec l'impérialisme (cette rupture est un fait de la part des communistes chinois), mais aussi avec la petite-bourgeoisie stalinienne pseudo-révolutionnaire. Démocratie ouvrière à l'intérieur, rupture avec les tendances petites-bourgeoises de toute sorte à l'extérieur, politique d'alliance avec la classe ouvrière internationale, une telle orientation peut seule fournir une base véritablement révolutionnaire à la discussion menée contre le stalinisme révisionniste. C'est la seule attitude, de la part du P.C. chinois, qui serait capable de séparer la classe ouvrière de la direction pourrie des staliniens.

Est-il possible que celui-ci arrive à adopter une telle position ? C'est une question à laquelle nous ne pouvons pas répondre catégoriquement. La situation intérieure de la Chine nous fait craindre une bureaucratisation qui va à l'encontre de la démocratie ouvrière. Une telle tendance s'est affirmée par la mise à l'écart de l'aile révolutionnaire en 1957-58. Mais, d'autre part, les communistes chinois ont réalisé eux-mêmes leur propre révolution précisément contre la politique stalinienne, et ceci, il n'y a pas

longtemps. Nous ne pouvons donc pas écarter, *a priori*, l'éventualité d'un redressement de ce parti. Le contexte international joue un rôle de catalyseur. La politique de « coexistence pacifique » est imposée à la bureaucratie soviétique. Mais les communistes chinois doivent combattre cette politique, qui signifie l'encercllement de la Chine et la préparation d'une attaque contre elle. Tel est le choix : capitulation, ou alliance révolutionnaire avec la classe ouvrière internationale. Cette pression internationale placera, tôt ou tard, le parti et les communistes chinois devant ce choix fondamental.

Mais indépendamment de leur choix, entre le chemin de la capitulation ou celui de la révolution, la « coexistence pacifique » introduit, et a déjà introduit, les éléments d'une rupture au sein du stalinisme. Cela est visible, mais cette rupture ne sera pas automatique. Même une discussion autour d'une alternative fautive a ébranlé l'unité de ces partis. Il est d'autant plus important de savoir que cette rupture et la décomposition du stalinisme sont inimaginables sans que soit mise en avant la véritable position révolutionnaire. Il faut démasquer le stalinisme devant les masses ouvrières, devant les révolutionnaires. C'est l'unique moyen de transformer la possibilité de rupture en un fait réel, et ce fait réel en un processus vraiment important. Les Chinois ont déjà amorcé ce développement. Un travail persévérant et hardi sur une position révolutionnaire, à l'échelle internationale et dans chaque pays, est nécessaire pour qu'il se poursuive. L'objectif, c'est la nouvelle direction révolutionnaire de la classe ouvrière internationale, condition indispensable des victoires révolutionnaires de demain.

V. - Perspectives et tâches

I) Que signifie, aujourd'hui, la détense de l'U.R.S.S. ?

Les révolutions de 1956, et, plus particulièrement, la révolution hongroise, ont pleinement confirmé les analyses de Trotsky, tant sur la « nature » de l'U.R.S.S. que sur les tâches stratégiques qui en résultent pour la classe ouvrière internationale. On a peine à concevoir qu'il y ait aujourd'hui des personnes pour continuer à débattre dans l'abstrait de la nature de l'U.R.S.S., sans analyser sérieusement un mouvement *réel* aussi grandiose que la révolution hongroise. Cette méthode idéaliste, si elle leur permet de s'opposer plus aisément aux analyses et à la politique trotskystes, ne fait que refléter leur éloignement du combat réel. C'est ainsi qu'ils ne voient rien d'autre, dans la révolution hongroise, que le mouvement des Conseils ouvriers. Certes, nous sommes les derniers à nier l'importance et la signification des conseils : mais cette importance ne réside pas tant dans la *forme* des Conseils, que dans le *contenu* du mouvement qui s'est manifesté sous cette forme. Or, les Conseils ouvriers hongrois ont exprimé et formulé leurs aspirations et leurs buts. Ils les

ont même réalisés au fur et à mesure, pour autant, tout au moins, que le rapport des forces leur a permis de le faire.

Certes, la révolution hongroise, menée avant tout par la classe ouvrière, a entièrement détruit le régime bureaucratique. Les ouvriers et, avec eux, tout le peuple révolutionnaire, ont bouleversé de fond en comble ce régime de mensonge. Dans le feu de la révolution, chaque institution bureaucratique et l'« ordre » existant tout entier, ont été anéantis. C'était bien une révolution. Mais le premier souci des ouvriers, tel qu'ils l'ont exprimé dans leurs Conseils, était de déclarer clairement et nettement leur volonté résolue de défendre la propriété collective des moyens de production, et la planification de l'économie. En prenant une telle position, les Conseils, formes politiques de la lutte engagée par les masses, ont précisément démontré qu'ils avaient acquis un contenu socialiste et révolutionnaire. Bien entendu, ils ne songèrent pas un instant à conserver les formes politiques de gestion et de contrôle de l'économie planifiée qu'avait instaurées le régime bureaucratique ; ces formes politiques, ils n'en laissèrent rien subsister, mais pour mieux en conserver le contenu, où s'exprimait la nature de classe de l'état.

Est-il vraiment possible, après la révolution hongroise, de ne pas voir que, dans une révolution contre le capitalisme, la nature socialiste des Conseils ouvriers s'exprimera par une politique tendant à bouleverser les rapports sociaux de production et de propriété ; alors que, dans une révolution contre le régime de la bureaucratie, cette même nature socialiste des Conseils s'est exprimée et s'exprimera par une politique de défense des rapports sociaux existant, une politique tendant à permettre, par la destruction des institutions politiques de la bureaucratie, le plein développement des rapports sociaux résultant de la collectivisation et de la planification ?

Il suffit de poser la question pour constater que l'histoire a pleinement confirmé les analyses et le programme de Trotsky, et réfuté ceux de ses adversaires.

En quels termes se pose aujourd'hui le problème ? Sur l'arène mondiale, plus la bureaucratie soviétique reculera devant l'impérialisme, juscu'à ce que, finalement, les bases sociales mêmes de l'état ouvrier soient menacées en U.R.S.S., et plus l'impérialisme renforcera sa pression. Mais, en même temps, la mise en question de plus en plus sérieuse des conquêtes d'Octobre éveille et renforce la résistance du prolétariat dans les pays de régime stalinien. La révolution hongroise fut le premier signe historique de l'aptitude de la classe ouvrière à renverser la bureaucratie. Depuis, cette aptitude augmente au fur et à mesure que la caste

dirigeante s'avance sur la route de la capitulation. Par cette lutte révolutionnaire grandissante, les ouvriers des pays de régime stalinien dissiperont les illusions de leurs frères occidentaux concernant le stalinisme, ce qui accroîtra leur propre aptitude à combattre l'impérialisme.

Bien entendu, nous savons combien nous avons simplifié ce processus. L'évolution de la lutte, telle que nous l'avons esquissée ici, n'est, en réalité, nullement automatique ou fatale. Mais nous nous servons de ce schéma uniquement pour mieux saisir l'importance, à l'échelle mondiale, d'une analyse correcte de la nature de l'U.R.S.S. et de la stratégie de défense de l'U.R.S.S. qui en découle. Contrairement aux ultra-gauches de toute sorte, nous disons qu'aujourd'hui encore, les conquêtes essentielles d'Octobre subsistent en U.R.S.S. : la propriété collective des moyens de production, le système de planification, le monopole du commerce extérieur et, sur ces bases, un développement poussé de l'économie et de la culture. Personne n'a avancé jusqu'à aujourd'hui d'arguments contredisant ces faits. Par contre, la nature bureaucratique du régime politique en U.R.S.S. compromet constamment ces conquêtes, les défigure, renforce les forces qui y sont hostiles et, finalement, ces changements quantitatifs sont susceptibles de conduire à la transformation qualitative de la société. Si cette transformation se produit, c'est-à-dire une contre-révolution sociale, et alors seulement, on pourra parler de la nature non ouvrière de l'état en U.R.S.S.

Nous nous élevons ici contre les deux variantes à la mode dans la petite-bourgeoisie. Contre ceux pour qui la dégénérescence politique de l'état ouvrier en U.R.S.S. équivaut à la destruction de ses fondements dans les rapports sociaux ; et contre ceux qui, à l'inverse, considèrent que les bases économique-sociales de l'U.R.S.S. sont définitivement assurées, et ne comprennent pas que la « superstructure » bureaucratique peut, à son tour, détruire les bases socialistes de l'U.R.S.S. Cette façon de voir, anti-dialectique comme la première, conduit ces derniers à soutenir la bureaucratie et, ironie du sort, leur soutien se développe d'autant plus que la bureaucratie tend, comme nous l'avons vu concrètement, à capituler.

Le premier courant met les staliniens dans le même panier que les « technocrates » (en faisant d'ailleurs une classe nouvelle), tandis que le second les salue dans leur marche vers... la « démocratie prolétarienne » (?). Ni l'un, ni l'autre courant n'ont compris le caractère contradictoire de la bureaucratie.

Nous avons essayé de démontrer, dans les chapitres précédents, que cette contradiction n'est pas éternelle. Nous pouvons constater que, pour le moment, cette bureaucratie n'a pas encore franchi la ligne de démarcation qui la transformerait en une classe sociale. Mais elle évolue vers

cette frontière, et notre analyse s'efforce justement de montrer qu'elle s'en approche dangereusement depuis quelques années. Pour ceux qui considèrent l'U.R.S.S. actuelle, soit comme un capitalisme d'état, soit comme un pays avançant vers la démocratie prolétarienne, les problèmes que nous avons examinés ne signifient rien. Tout simplement, ils ne se les posent même pas.

Or, les tendances principales de l'histoire se concentrent actuellement autour de ces problèmes, et elles vont en se renforçant, précipitant ainsi l'heure d'un dénouement mondial. Cette expression n'a rien d'exagéré. Si la révolution d'Octobre a marqué l'histoire mondiale depuis 1917, l'approche du dénouement concernant son destin ne peut être qu'un phénomène de portée mondiale. C'est en cela que consiste l'importance capitale du problème de la défense de l'U.R.S.S. Trotsky a maintes fois souligné que celle-ci s'identifie à la défense des conquêtes socialistes d'Octobre. Il écrit :

« Que défendons-nous en U.R.S.S. ? Non pas ce par quoi elle ressemble aux pays capitalistes, mais ce par quoi elle en diffère... En U.R.S.S., le renversement de la bureaucratie est nécessaire pour sauvegarder la propriété étatique. C'est seulement en ce sens que nous sommes pour la défense de l'U.R.S.S. » Et, plus loin :

« La défense de l'U.R.S.S. ne signifie nullement un rapprochement avec la bureaucratie du Kremlin, l'acceptation de sa politique ou une adaptation à la politique de ses alliés. Dans cette question comme dans les autres, nous restons entièrement sur le terrain de la lutte des classes internationale... »

... La défense de l'U.R.S.S., selon l'interprétation du Komintern, est basée... sur l'abandon de toute politique indépendante de classe... Nous défendons l'U.R.S.S. comme nous défendons les colonies, comme nous résolvons toutes nos tâches, non pas en soutenant certains gouvernements impérialistes contre d'autres, mais par la méthode de la lutte des classes internationale, dans les colonies comme dans les métropoles... Nous ne sommes pas un parti gouvernemental ; nous sommes un parti d'opposition implacable, non seulement dans les pays capitalistes, mais aussi en U.R.S.S. Nous ne réalisons pas nos tâches, y compris la défense de l'U.R.S.S., par l'entremise des gouvernements bourgeois, ni même par celle du gouvernement de l'U.R.S.S., mais exclusivement par l'éducation des masses, par l'agitation, en expliquant aux ouvriers ce qu'il faut défendre et ce qu'il faut conserver (1). »

Dans l'essentiel, il n'y a rien de nouveau à ajouter. Tout simplement il faut comprendre Trotsky. Pour lui, il ne s'agit pas du tout de défendre

(1) Extrait de « In defense of Marxism » ; ce qui est souligné l'est par nous.

la politique intérieure ou extérieure de l'U.R.S.S., c'est-à-dire de la bureaucratie. C'est plus que visible. Mais ce qui gêne les adeptes de la logique formelle, c'est qu'en outre, Trotsky précise la défense militaire de l'U.R.S.S. contre une attaque impérialiste en tant que tâche des révolutionnaires. Ils sont incapables de comprendre, à partir de ce moment, «... ce que nous défendons au juste, comment nous le défendons, contre qui nous le défendons.» (Souligné par Trotsky.) Bien que Trotsky ait analysé cette ligne stratégique dans la signification *complète*, c'est-à-dire en tant que lutte révolutionnaire à la fois contre l'impérialisme et la bureaucratie, le mot « défense » est devenu pour nos « aristotéliens » la chose essentielle. Ce mot joue exactement le même rôle magique et déterminant chez ces « théoriciens » anti-dialectiques que les mots « bureaucrates-technocrates », « égalité-inégalité », « classe », « nouvelle classe », et ainsi de suite.

Nous trouvons la stratégie préconisée par Trotsky entièrement valable. Mieux encore : sur la base de notre analyse, elle est plus actuelle que jamais. Mais ce qui est aujourd'hui nécessaire, c'est de *préciser* son contenu actuel. La nécessité d'une telle précision est évidente. D'abord, parce que par sa formule, Trotsky a souligné la défense de l'U.R.S.S. contre les impérialistes. N'oublions pas qu'il a décrit les lignes citées plus haut en 1939 et que le titre même de l'article dont elles sont extraites : « *L'U.R.S.S. en guerre* » indique clairement la nécessité qui existait alors de mettre l'accent sur le caractère défensif de cette stratégie. Nous soutenons fermement cet aspect de la stratégie préconisée par Trotsky, dans le cas d'une attaque impérialiste. Mais si, aujourd'hui, nous sommes forcés de reconnaître que, depuis 1939, certaines modifications essentielles se sont produites, il est important de préciser et de souligner l'aspect *actif* de cette même ligne stratégique.

Il s'agit de ce que, aujourd'hui, une attaque de l'U.R.S.S. à l'intérieur, sous la forme de la capitulation complète de la bureaucratie, est une perspective plus réelle qu'auparavant. Pour dissiper tout malentendu, nous précisons qu'une telle menace, inhérente à la bureaucratie, a toujours pesé sur l'U.R.S.S. depuis la défaite de la révolution mondiale après la première guerre. Mais, pendant les premières années d'existence de l'U.R.S.S., la lutte de l'opposition, puis la nécessité de résister à l'attaque armée de l'impérialisme ont empêché, modifié et ajourné cette capitulation complète. Depuis, les forces implacables de l'histoire ont démontré aux bureaucrates que la résistance, à la *manière bureaucratique*, à l'impérialisme, accroissant les tensions intérieures et extérieures, épuisant les ressources du pays, coupé du prolétariat international, mène directement à une révolution contre leur régime. Ils étaient donc « obligés » d'opter pour la seconde voie, qui conduit au démantèlement graduel des conquêtes d'Octobre.

Trotsky a annoncé depuis longtemps la possibilité d'un tel processus.

Mais ce qui n'était qu'une possibilité en 1936-39, est devenu aujourd'hui une menace concrète, qui prend des formes de plus en plus inquiétantes. Face à cette menace, la stratégie de « défense » des conquêtes d'Octobre doit être pleinement comprise comme une lutte *active*. Seule une telle lutte révolutionnaire, menée par la classe ouvrière soviétique, peut finalement empêcher la bureaucratie de capituler, en la renversant. Cette lutte ne peut nullement avoir un caractère défensif. Au contraire, il est temps que nous formulions et soulignons la nature offensive de notre stratégie. En même temps, la défense de l'U.R.S.S. doit être comprise dans sa signification véritable, c'est-à-dire, non en tant que défense de tel ou tel pays contre un autre, mais en tant que défense des conquêtes socialistes. Dans ce sens, par exemple, nous devons compléter ce mot d'ordre par la défense de la Chine et de Cuba, à la fois contre l'impérialisme et la bureaucratie de l'U.R.S.S.

Le cours actuel suivi par cette bureaucratie conduit à la liquidation progressive des conquêtes d'Octobre. Cette tendance de leur politique intérieure accentue le caractère contre-révolutionnaire du stalinisme à l'extérieur. Il s'ensuit que, si l'on ne comprend pas la stratégie de la « défense de l'U.R.S.S. », on peut aboutir, comme cela est arrivé aux pablistes, à justifier la politique de la bureaucratie précisément dans son cours droitier actuel ; cela, alors même que le cours droitier s'exprime dans la trahison des révolutions chinoise et cubaine. C'est ainsi que les pablistes se trouvent devant un faux dilemme, qu'ils ont eux-mêmes choisi : s'identifier à la politique de Moscou, ou à celle de Pékin. Faire de la stratégie de défense de l'U.R.S.S., en la vidant de sa substance dialectique, un mot d'ordre formel, c'est s'engager dans l'impasse où se trouvent les pablistes. Notre devoir, au contraire, est de lui donner tout son sens, en formulant avec précision son contenu actuel. Ce contenu, c'est une lutte révolutionnaire contre la bureaucratie à l'intérieur de l'U.R.S.S. ; et la tâche la plus urgente est de l'organiser.

2) La montée révolutionnaire en U.R.S.S.

Comme courant politique, le stalinisme actuel s'est installé aujourd'hui définitivement à droite. Pour la bureaucratie, les chemins d'une politique de gauche sont d'autant plus impraticables que l'ultra-gauchisme du temps de Staline est discrédité. Son cours droitier, en revanche, lui semble la protéger du danger révolutionnaire. De plus, elle se croit assurée contre le rétablissement du capitalisme, car les formes de la production se sont transformées depuis 1924-29. Mais ce qui est le plus important, c'est que

la pression accrue de l'impérialisme l'oblige à s'engager dans la voie de la capitulation. C'est sa tendance actuelle et, jusqu'à un certain point, elle est irréversible. Pourtant, il serait absurde de nier la possibilité d'un revirement des staliniens. Il reste possible, par exemple, sous la menace imminente d'une attaque armée de l'impérialisme contre l'U.R.S.S. Une telle menace existe-t-elle ? Historiquement, elle existe depuis la naissance de l'U.R.S.S. Politiquement, ce serait une erreur dangereuse que d'écarter une telle éventualité. Néanmoins, sans relâcher la vigilance à cet égard, *pour le moment*, une telle attaque est improbable, essentiellement pour deux raisons. Premièrement, parce que les relations entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme se fondent sur le marchandage entre eux, contre la révolution mondiale. A l'heure actuelle, ce sont les révolutions chinoise et cubaine qui en font les frais. De ce fait, une attaque combinée, armée et économique, contre la Chine et Cuba, est non seulement à l'ordre du jour, mais se déroule déjà. Le rythme de cette attaque et son développement sont conditionnés par le niveau de « préparation » de la bureaucratie soviétique elle-même. Deuxièmement, le rapport actuel de l'impérialisme à l'U.R.S.S. est déterminé, non par le désir d'une attaque armée du premier, mais par ses calculs réalistes escomptant une capitulation « pacifique » de la bureaucratie. Et c'est effectivement cela qui ressort de son empressement pour la « coexistence pacifique ».

L'évolution de la bureaucratie, à l'intérieur de l'U.R.S.S., tend à la liquidation des conquêtes d'Octobre ; elle s'accomplit aux dépens des ouvriers. Ces derniers sont ainsi objectivement amenés à renforcer leur lutte contre la bureaucratie capitularde. Cet éveil de la lutte de la classe ouvrière pourra être accéléré par l'indignation révolutionnaire provoquée par la trahison des révolutions chinoise et cubaine. La capitulation de la bureaucratie soviétique mène à la révolution de la classe ouvrière.

L'une et l'autre variantes, ultra-gauche et droite, du stalinisme, préparent la révolution. La politique de la bureaucratie consiste à osciller entre ces deux pôles : elle est conditionnée avant tout par la peur de cette révolution. Son pouvoir, autrement dit, le destin du socialisme en U.R.S.S., dépend de la montée révolutionnaire et de la conscience de la classe ouvrière soviétique. Quelles sont les possibilités d'une telle lutte ?

Si l'on considère le tableau général de la lutte actuelle en U.R.S.S. du côté des mouvements révolutionnaires, quelques conclusions peuvent être tirées. Les mouvements de masses sont spontanés, isolés et inorganisés, et leur forme varie, allant du sabotage à la révolte spontanée. Ils sont entrepris principalement par la jeunesse. D'autre part, nous voyons les discussions artistiques et littéraires où la jeunesse surtout évoque Octobre et le léninisme, et dirige ses critiques à la fois contre l'ultra-

gauchisme stalinien et contre la politique actuelle de la bureaucratie. En ce sens, ces discussions recèlent un contenu révolutionnaire. Il faut constater, cependant, que dans la phase actuelle, il n'y a aucun contact réel et valable entre ces deux formes de lutte, entre la classe ouvrière et « ses représentants » parmi les intellectuels. Les débats n'en sont pas encore arrivés à poser le problème des conditions de vie des masses ouvrières et paysannes. Personne, jusqu'à aujourd'hui, n'a soulevé dans la discussion le thème vraiment important, celui de la situation et de la place de la classe ouvrière dans la société soviétique. D'un autre côté, nous ne possédons aucun fait qui indique une tentative de la part des ouvriers de s'organiser et de faire entendre leur voix dans les discussions. Le problème fondamental de la lutte actuelle en U.R.S.S., c'est précisément de réaliser cette jonction. Si elle peut s'opérer, cela signifiera qu'une phase nouvelle s'ouvre, accélérant la montée révolutionnaire. Pouvons-nous l'espérer ? On ne peut l'affirmer, puisqu'il s'agit d'une lutte en cours, qui, certes, posera ce problème dans son développement, mais ne le résoudra pas automatiquement. Toutefois, certains faits nous permettent de dire que les conditions concrètes d'une telle jonction sont désormais réunies. La jeunesse ouvrière de Moscou et de Léninegrad participe activement à la vie littéraire, et c'est elle qui remplit en majorité les salles qui écoutent les récitals des jeunes poètes. Imposera-t-elle à l'ordre du jour la discussion de ses problèmes ? C'est possible.

De toute façon, la jeunesse, tant ouvrière qu'étudiante, manque d'expérience et de connaissances, et cela freine considérablement le développement de la lutte. Elle a des illusions, ne connaît ses aînés que par des mensonges, prend une lutte révolutionnaire en U.R.S.S. pour un non-sens. Elle doit découvrir les véritables idées de l'Opposition bolchévique. Sur cette voie, la réhabilitation des détenus politiques, leur libération des camps de concentration donnent la possibilité de faire connaître ces idées. Ces vieux révolutionnaires parlent certainement. La bureaucratie a elle-même ouvert l'écluse par la publication d'« Une journée d'Ivan Denissovitch ». « Si l'on se souvient que tous les prisonniers libérés en 1954 et 1955 ont dû s'engager à tenir secrète leur aventure, on se rend compte que la lecture d'un tel récit produit sur eux l'effet d'une seconde délivrance. » Le correspondant du *Monde*, en écrivant ces lignes ne savait pas que la signification de ce fait est beaucoup plus importante qu'il ne le pense. Beaucoup de ces anciens prisonniers ne font pas de concessions à la bureaucratie ; plusieurs familles ont refusé les compensations matérielles offertes par le gouvernement. C'est ainsi que Serebri-kova, veuve de l'un des membres éminents de l'Opposition, a montré qu'elle n'était pas prête à se faire la complice des assassins de son mari et de

ses camarades (1). Ces vieux parleront et ouvriront les yeux de la jeunesse, qui réalisera ainsi une deuxième jonction, cette fois-ci avec les idées de l'Opposition bolchévik. Jonction entre la jeunesse ouvrière et estudiantine, entre cette jeunesse et les idées de l'Opposition, l'une inséparable de l'autre, voilà l'étape suivante de la lutte révolutionnaire. Mais à quelles conditions et sous quelles formes cette lutte se développera-t-elle ? Il est impossible de répondre d'une façon catégorique, mais nous pouvons esquisser sa marche probable.

Tout d'abord, il ne s'agira pas d'un développement linéaire, où la lutte évoluerait sans interruption, tout droit vers la révolution. Il y aura des avances et des reculs, son cours prendra parfois des voies sinueuses. Ensuite, il n'y a aucune révolution sans la formulation préalable des revendications générales. Générales dans un double sens : d'une part, elles doivent englober l'ensemble de la vie sociale, économique, politique et culturelle, d'autre part, elles doivent être les revendications de tous, aussi bien à Moscou qu'à Kemerovo ou à Bakou. Cela suppose l'existence d'une opinion publique orientée vers ces problèmes et soulevée par eux. Actuellement, la tâche principale des révolutionnaires soviétiques consiste à former cette opinion publique : en d'autres termes, la lutte doit aboutir à la créer en réalisant ainsi le terrain naturel de la double jonction mentionnée plus haut, ce qui est inconcevable sans une lutte plus vive entre la bureaucratie et le porte-parole éventuel du développement révolutionnaire, la jeunesse intellectuelle, les poètes et artistes qui nourrissent encore l'illusion d'un redressement possible du régime bureaucratique. Ils la perdront, et aiguiseront leur lutte contre le régime, si celui-ci, pris de panique devant l'évolution de la jeunesse, a recours à la répression et tente de la faire taire. C'est précisément dans cette lutte que la jeunesse établira son forum où se cristalliseront les revendications générales. Ce forum, sous la forme d'un organisme comparable à ce que fut le Cercle Petöfi, à Budapest, ou d'un journal jouant le rôle qui fut celui de *Po Prostu*, à Varsovie, servira aussi de moyen pour former l'opinion publique. C'est là la voie de la fermentation révolutionnaire. Sans ces étapes intermédiaires, il n'y aura pas de révolution, quel que soit le nombre des révoltes sporadiques.

Nous ne savons pas exactement sous quelles formes précises et concrètes se créera en U.R.S.S. le centre de l'effervescence soulevée par la formulation des revendications, et par les heurts avec la bureaucratie. Aussi ne saurions-nous pas prévoir de délai nécessaire pour sa formation. De toute façon, elle est nécessaire et constituera le prélude de la révolution.

(1) A l'occasion de la réunion des écrivains convoqués par le C.C. du P.C.U.S., Serebriakova, a traité comme il le méritait l'ex-laquais de Staline Ilya Ehrenbourg, rappelant qu'il avait dénoncé des écrivains à son maître, les condamnant ainsi à disparaître.

3) L'indépendance de la classe ouvrière et le rôle spécial de la petite-bourgeoisie

Bien que, objectivement parlant, l'évolution de l'U.R.S.S. et du stalinisme doive imposer à la classe ouvrière soviétique une lutte renforcée, ces perspectives qui ouvrent la voie à la révolution mondiale, sont loin d'être fatales. La bureaucratie a prouvé son aptitude à se sortir d'une crise révolutionnaire. Elle n'hésitera pas à recourir à l'assistance directe de l'impérialisme, ou à l'installation d'une dictature militaire contre le mouvement révolutionnaire des masses, d'autant plus que c'est précisément le danger révolutionnaire qui pousse, en dernière analyse, les staliniens à s'allier à l'impérialisme. Plus ce danger grandit, plus ils renforcent cette alliance, destinée à contenir les ouvriers soviétiques. A l'inverse, plus le stalinisme se démasquera devant les ouvriers occidentaux, plus l'impérialisme aura besoin de l'assistance stalinienne pour les anéantir. Le caractère international de l'alliance du stalinisme et de l'impérialisme oblige les ouvriers à dresser leur propre internationalisme contre cette « Sainte Alliance ». Seule la lutte de la classe ouvrière à l'échelle internationale peut empêcher l'échec de la révolution en U.R.S.S., échec qui rejetterait l'humanité en arrière pour longtemps. Dans les conditions présentes, c'est vraisemblablement la classe ouvrière soviétique qui entrera la première dans la phase de montée révolutionnaire. C'est elle qui commencera la révolution, qui sonnera le prélude de la révolution mondiale. Elle se trouve, de nouveau, à la pointe de la lutte. Mais sa victoire est inconcevable sans la révolution des ouvriers occidentaux. Sans elle, l'alliance du stalinisme et de l'impérialisme conduirait à l'écrasement de la nouvelle révolution russe. Une attaque armée impérialiste contre l'U.R.S.S. bureaucratique, pour le moment, est improbable : une telle attaque contre l'U.R.S.S. révolutionnaire est absolument certaine, si les ouvriers occidentaux ne paralysent pas l'impérialisme par leur action.

Une lutte révolutionnaire, aussi bien en U.R.S.S. qu'en Occident, n'est possible que sur l'unique base de l'indépendance de la classe ouvrière internationale à l'égard du stalinisme et de l'impérialisme. La perspective d'un combat international, que l'évolution de la situation actuelle imposera à la classe ouvrière, l'oblige à réaliser son indépendance de classe, sur le plan théorique, politique et d'organisation, et à l'échelle internationale.

A l'heure actuelle, l'évolution du stalinisme peut duper la classe ouvrière par la fausse alternative « conservateurs ou libéraux ». La lutte

au sein du stalinisme international prend cet aspect mensonger — ce qui peut semer des illusions et empêcher ainsi la lutte révolutionnaire. Lorsque nous posons ce problème à la lumière de la rupture inévitable du stalinisme, l'indépendance de classe, répétons-le, à la fois théoriquement, politiquement et organisationnellement, à l'échelle internationale, prend toute son importance.

Mais ceux qui affirment, depuis longtemps déjà, qu'il est possible de redresser les partis staliniens de l'intérieur, ont-ils raison ? Et ceci d'autant plus qu'aujourd'hui les contours d'une rupture au sein de ces partis se dessinent ? Autrement dit, ne faudrait-il pas faire des concessions, ne serait-ce que temporaires, sur le terrain de l'indépendance à l'égard du stalinisme ? Puisqu'on parle d'une rupture possible, n'est-il pas concevable d'imaginer que les partis staliniens, ou certaines de leurs fractions, condamnant la bureaucratie capitularde, pourraient se redresser ?

Notre seule réponse est que cela est absolument impossible. Le stalinisme et les partis staliniens ne sont que les reflets fidèles de la bureaucratie petite-bourgeoise. Il est exact de dire que ces partis renferment des éléments ouvriers et révolutionnaires mais, à leurs côtés, nous trouvons une masse de petits-bourgeois. C'est cette base amorphe qui explique la présence de trois composantes politiques dans le stalinisme : les instruments directs de la bureaucratie du Kremlin, les ouvriers révolutionnaires trompés par ces derniers, enfin les carriéristes petits-bourgeois de plus en plus nombreux. L'histoire a confirmé cette analyse de Trotsky. L'issue de la lutte de l'Opposition au sein du parti communiste soviétique a prouvé que le parti stalinien s'appuie sur la bureaucratie essentiellement petite-bourgeoise contre la classe ouvrière. Les expériences récentes des oppositions hongroise et polonaise en 1956 ont, de nouveau, confirmé cette vérité. Ces deux oppositions ont essayé, avec des moyens et des possibilités non négligeables, de redresser ces deux partis au cours de l'année 1956. Quels ont été les résultats ? Lors de la révolution hongroise, l'Opposition se trouva prisonnière du parti stalinien, et ses éléments révolutionnaires ne purent s'en détacher qu'en rompant définitivement avec le parti, et en se basant sur la révolution elle-même. Mais ces militants furent pris à l'improviste, la conséquence de leur rupture tardive fut la destruction (et l'auto-destruction) complète de l'Opposition. En Pologne, la bureaucratie, par ses habiles manœuvres, a pu éviter la rupture, en évitant l'insurrection armée. Les résultats sont exactement les mêmes qu'en Hongrie.

Le redressement des partis staliniens présuppose qu'ils cessent d'exprimer les intérêts de la bureaucratie pour exprimer ceux de la classe ouvrière. Cela est impossible. Toutefois, il ne faut pas confondre le mot d'ordre stratégique d'indépendance de classe, avec le devoir tactique de

travailler au sein du mouvement stalinien. Un tel travail n'est nullement condamnable : il est même nécessaire. Mais son unique justification est qu'il consiste à en détacher les éléments révolutionnaires. Et cela n'est possible que dans le cadre d'une politique d'indépendance de classe du prolétariat.

Les perspectives actuelles nous indiquent, comme *tâche la plus importante* à réaliser, l'indépendance de la classe ouvrière internationale. Sur la voie de sa réalisation, la petite-bourgeoisie joue un rôle spécialement néfaste. Le processus de la capitulation de la bureaucratie devant l'impérialisme consiste à renforcer et à stabiliser la petite-bourgeoisie en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires. C'est précisément dans ce processus que les politiciens petits-bourgeois occidentaux voient la « normalisation » de l'U.R.S.S. Sur cette base, une alliance internationale s'est constituée, qui va en se renforçant. La politique de la petite-bourgeoisie consiste à osciller entre le capitalisme et le prolétariat, selon le rapport des forces. Aujourd'hui, son rôle spécial consiste à jeter un pont sur lequel puisse s'établir une jonction organique du stalinisme et de l'impérialisme. La fonction de la « IV^e Internationale » pabliste est essentiellement de construire ce pont du côté des bureaucrates, ce qui est résumé dans leur affirmation : l'U.R.S.S. va vers la démocratie, elle se déstalinise. C'est ici qu'on peut comprendre le rôle politique des différentes « théories » actuellement à la mode dans chaque groupement petit-bourgeois sur la ressemblance entre bureaucratie et « technocratie ». Quand les pablistes expliquent que l'U.R.S.S. va vers la démocratie, les petits-bourgeois occidentaux se sentent rassurés. A leur tour, ils expliquent que l'impérialisme a changé de nature, qu'il est devenu autre, et ceci rassure, bien entendu, leurs collègues des démocraties populaires. Le résultat, c'est l'empoisonnement international de la conscience, fort utile pour les staliniens et les impérialistes.

Les « théories » sur la similitude des états impérialistes et soviétique, sur le règne mondial des « technocrates », de la soi-disant « société technique », n'ont qu'une fonction politique : dissimuler le glissement de la bureaucratie soviétique vers la capitulation complète, et dissimuler les préparatifs de l'impérialisme pour abattre la classe ouvrière internationale, en détruisant les conquêtes qu'elle a réalisées dans quelques pays. Ces « théories » désarment la classe, en semant les illusions. Leur acharnement à subordonner la classe ouvrière, soit aux intérêts de l'impérialisme, soit à ceux de la bureaucratie soviétique, rend l'indépendance de classe d'autant plus importante lorsqu'il s'agit de cette « coexistence pacifique ».

Ne prenons qu'un seul exemple, celui de la lutte contre la guerre atomique. Contre ce crime, il n'y a qu'une seule arme : la lutte pour la révolution prolétarienne. Mais les « hommes de gauche » de toutes sortes

luttent pour l'interdiction des armes nucléaires, pour la paix. Si la classe ouvrière lutte pour ces objectifs, en réalité, elle lutte pour un rapprochement de l'impérialisme et du stalinisme, donc pour la capitulation de l'U.R.S.S. La base réelle d'un tel rapprochement, c'est leur lutte commune contre la révolution. Ce mécanisme véritable de la « lutte pour la paix » s'est révélé avec une brutalité inouïe dans le cas de Cuba. Ce n'est pas par hasard que la petite-bourgeoisie internationale, faisant chorus avec les staliniens, a salué la trahison de Cuba comme un sauvetage de la paix. Ce n'est pas par hasard, non plus, que depuis, les fervents admirateurs petits-bourgeois de Castro ne soufflent mot de la défense de la révolution cubaine. La lutte pour l'interdiction des armes nucléaires est la forme petite-bourgeoise de la politique qui tend à la liquidation des conquêtes d'Octobre. A la lumière de la possibilité actuelle de cette liquidation, la subordination de la lutte ouvrière à la lutte pour la paix est un crime honteux.

Ceux-là qui défendent « l'idée » d'une « Anti-War International » (1) sont dupes de la propagande pacifiste de la petite-bourgeoisie. Mais, quand ils avancent cette proposition *contre* l'indépendance de classe sur le plan d'organisation, ils ne sont que les porte-parole de cette petite-bourgeoisie. La confusion sur la nature de l'U.R.S.S. aboutit ainsi à l'abandon de l'indépendance du prolétariat, même si l'on continue à reconnaître en paroles la nécessité de cette indépendance. L'argument souvent employé est qu'une lutte contre la guerre atomique entraînera la classe ouvrière, et que c'est ainsi qu'on prépare la phase suivante, celle de la révolution socialiste. Mais, en réalité, l'analyse des faits et événements actuels prouve que, de cette manière, on peut seulement renforcer l'alliance de l'impérialisme et du stalinisme, tout en désarmant la classe ouvrière. Dans la lutte pour l'indépendance de classe des ouvriers, qui est aujourd'hui la tâche principale, la petite-bourgeoisie et ses « théories » constituent le plus grand danger.

4) Pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

En terminant notre analyse, nous devons constater qu'il n'y a rien d'essentiel à ajouter au programme de la Quatrième Internationale. Nous devons le préciser, y apporter certains éléments de détail, mais le *Programme de transition* reste notre charte fondamentale. C'est pourquoi notre tâche n'est pas l'élaboration d'un nouveau programme et, partant, d'une

(1) Internationale contre la guerre.

nouvelle organisation, d'une quelconque V^e Internationale, mais reste toujours de bâtir une organisation de la Quatrième Internationale adéquate à son programme.

a) Tâches générales.

En tout premier lieu, nous devons formuler nos tâches générales, telles qu'elles découlent du *Programme de transition*, mais précisées conformément à la situation concrète actuelle. Il serait impardonnable de répéter, comme des perroquets, les formules générales du programme sans les adapter aux réalités *actuelles*. Notre première tâche consiste à suivre avec une vigilance redoublée l'évolution du stalinisme international, et ceci dans un double domaine. D'abord, le processus du développement intérieur de l'U.R.S.S. : l'évolution des kolkhozes et des entreprises industrielles, le rapport des forces, tel qu'il se reflète dans le parti coupé en deux et dans les organismes économiques, ainsi que l'évolution des formes diverses de la lutte révolutionnaire. Ensuite, la modification des rapports entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme : les négociations sur le désarmement et l'interdiction des essais nucléaires, les accords commerciaux internationaux et les préparatifs de guerre contre la Chine. Cette vigilance est nécessaire si nous ne voulons pas être pris à l'improviste par de nouvelles concessions de la bureaucratie à l'impérialisme, menaçant les bases mêmes des conquêtes d'Octobre.

Une lutte implacable, de la plus haute importance, doit être menée contre la petite-bourgeoisie, contre ses idées, ses théories et sa pratique, qui servent de soutien principal à une entente entre l'impérialisme et le stalinisme. La petite-bourgeoisie internationale est le véhicule de la capitulation du stalinisme, de la trahison générale. Son idéologie est donc le principal obstacle sur la voie de la réalisation de l'indépendance de classe. Démasquer les illusions sur l'évolution démocratique de la bureaucratie, sur les mouvements coloniaux de libération, ainsi que sur les divers substituts à l'organisation des ouvriers, tels est notre deuxième but.

Naturellement, cela n'est concevable que sur la base d'une orientation juste qui, à partir du *Programme de transition*, devra formuler notre réponse *concrète* aux questions que pose et posera l'évolution de la situation mondiale aux révolutionnaires. Il est inconcevable de rester sur la base des généralités face aux problèmes concrets autour desquels chaque formation politique définit son attitude. Il est important, par exemple, que dans la fausse alternative : pour les staliniens russes ou pour le P.C. chinois ? une orientation concrète soit formulée. Sans une telle orientation, ou, si l'on préfère, sans un programme *précis* concernant les problèmes de notre époque (guerre et paix, mouvements coloniaux, stalinisme, etc.), il serait vain d'attendre la cristallisation des forces révolutionnaires autour du *Programme de transition*. D'autre part, sans avoir défini concrètement

une telle position, il est impossible de fournir les bases nécessaires pour orienter la montée révolutionnaire en U.R.S.S. et ailleurs. Il est également impossible de combattre les idées petites-bourgeoises sans définir notre position. Ce travail de propagande et d'éducation est une condition indispensable pour la construction des organisations marxistes révolutionnaires. En même temps, c'est précisément cette construction des organisations qui constitue son but principal.

Il serait erroné de penser qu'on pourrait construire des organisations révolutionnaires, instruments valables de la lutte de classe ouvrière, de façon abstraite, en dehors des problèmes posés justement dans ces luttes. C'est pourquoi il ne suffit pas de réciter le *Programme de transition* pour construire de telles organisations.

En U.R.S.S. et dans les démocraties populaires, la construction de ces organisations suppose que l'on apporte des réponses concrètes aux problèmes posés aux forces révolutionnaires. Le problème fondamental, c'est l'internationalisme prolétarien et sa signification actuelle. Nous devons répondre à nos camarades soviétiques, concrètement, au chantage stalinien de « guerre ou paix », de « conservateurs ou libéraux », et ainsi de suite.

Le chemin de la révolution en Occident passe aussi par la défaite du stalinisme. En ce sens, la tâche principale de construction des organisations marxistes réside dans la formulation de notre programme contre la pratique stalinienne. Il ne peut être question pour nous d'entrer ici dans les détails. Ce travail est inconcevable s'il n'est conçu en fonction de la lutte internationale, ce qui signifie concrètement réorganiser la IV^e Internationale.

b) Réorganisons la Quatrième Internationale.

Actuellement, la IV^e Internationale n'existe pas. Il n'y a pas de politique internationale basée sur le programme et adaptée aux tâches concrètes. Notre devoir est de l'organiser et de la construire. Que signifie cette tâche, envisagée non pour demain, mais pour aujourd'hui, non d'une façon générale et vague, mais concrètement ?

Cela signifie l'élaboration d'une ligne *politique* générale et concrète. Il n'existe pas, au moins dans l'ensemble de telle ligne politique. Le Programme est la base de l'activité politique pour toute une époque. Ce qui nous manque, c'est le résultat de son application concrète à la situation présente, avec la définition précise des tâches : un programme d'action international. Nous devons construire immédiatement un centre de cristallisation international autour d'une *telle ligne politique*. C'est seulement sur cette voie concrète que nous arriverons à construire finalement l'Internationale au cours même de la lutte pour elle.

Mars 1963.

NOTES DE LECTURE

Le FANTOME et le PHILISTIN

« Il lèche les mains
Il lèche les pieds
Il lèche le dos
Il lèche plus bas... »
Maïakowsky.

Si les mots ont un sens, et l'histoire, et la lutte des hommes qui n'ont pas renoncé à intervenir, en toute conscience des choses et selon leurs moyens, dans le débat, en définitive décisif, où se heurtèrent et continuent de se heurter en termes de présent et d'avenir les derniers bolchéviques sur la terre et les fourriers, tous les fourriers de Thermidor et ses supporters, alors, cet essai Sur Staline d'un certain Emmanuel d'Astier n'est qu'un ramassis de lieux communs, au hasard desquels le calomniateur chevronné côtoie l'exégète chloroformé par la trop fameuse soumission au fait accompli.

Il y a de tout dans cet ouvrage archi-grotesque où l'ignorance, et la mauvaise foi le disputent au décousu main et à la prétention. Il y a de tout, et d'abord des énormités à la manière de : « ...Toutes les religions, qu'elles s'appellent catholicisme au X^e siècle ou marxisme au XX^e... » (p. 16), ou bien, parlant de la bureaucratie : « ... Il s'agit d'une nouvelle classe destinée par profession à diriger l'Etat Socialiste, cet état où il y a trois classes : l'appareil, les communistes, les sans-parti » (p. 24) — Qui dit mieux ? Ou bien encore : « C'est l'époque d'un progressisme, des Jean XXIII et des Khroustchev — si différents soient-ils — qui combattent à leur façon le manichéisme, et qui, quoi qu'on en dise, peuvent concilier le communisme et le christianisme » (p. 26). Ou cela, pas mal non plus : « Si Lénine refuse le rôle de dictateur, Trotsky, L'UNIVERSITAIRE, le petit bourgeois juif, Staline le Géorgien, le fils de savetier, le convoitent tous les deux, l'un pour sa révolution permanente, l'autre pour sa RÉVOLUTION dans un seul pays, qui sera mise en thèse plus tardivement » (p. 64). C'est moi qui souligne.

Cela, juste pour donner le ton, le niveau de sérieux où se situent ces « nouveaux

éléments d'appréciation » qu'est censé nous fournir ce distingué journaliste, militant de la paix bien connu, travesti en minable explorateur de ce drame gigantesque, de ce saut dans l'avenir, tragique et formidable, qui a nom révolution russe, avec ses conséquences et dans le temps et dans le monde.

Ah ! si notre essayiste avait eu le courage d'écrire, ne serait-ce que cela, il y a seulement quinze ans, on aurait pu faire semblant de chercher quelques circonstances atténuantes à son incompréhension manifeste des lois de l'histoire, à son non-marxisme affligeant. Mais cette façon qu'il a, aujourd'hui, dix ans après la disparition de « la plus sinistre figure de l'histoire » de traduire dans le plus pur style du philistin de « gôche » les demi-aveux, les « enseignements », les accusations, les retournements calculés, les quarts de doctrine, les mots d'ordre et autres condiments des XX^e et XXII^e congrès du P.C.U.S., n'appelle, selon nous, qu'un mépris que tempère à peine l'ironie.

Est-ce impuissance congénitale à regarder en face certaines vérités pas toujours folâtres, ou plutôt cynisme de dilettante — dilettante de la politique, dilettante des « idées », dilettante aussi de la conscience ? Apparemment. Et c'est un phénomène courant que cette répulsion physique, ce réflexe apeuré du petit bourgeois bien nourri, gaulliste à certaines heures, et, à d'autres, messenger du pacifisme le plus bêlant, lorsqu'il se trouve face, à la fois, à l'idée et surtout à la réalité d'une authentique et intégrale révolution, telle que le bolchévisme des grandes années avait su l'incarner dans ses exigences les plus dures.

Mais heureusement Staline était là. Ah ! comme ils savent s'accommoder de Thermidor, tous ces écrivassiers du dimanche : Staline fut peut-être le mal, mais il fut nécessaire. Cette pseudo-dialectique de père fouettard est à vomir. D'autant, d'ailleurs, qu'elle ne nous épargne pas les couplets du genre : « Trotsky, ce juif errant, rêveur impénitent, intellectuel et bavard, enfoncé dans un débat scholastique, stratège vaincu éloquent et découvert, vagabond chéri de quelques centaines de milliers d'hommes répartis dans le monde, s'il fut l'artisan de sa défaite, le fut dans une grandeur et dans une poésie... Aboyant sans trêve à la lune, écrivant une vie de Staline, il attend les balles et la mort, etc. etc. »

Soit. Mais je ne ferai pas au Vieux l'injure de le défendre contre les insolences sentimentales et la veulerie sentencieuse d'un tel cuistre.

En conclusion : un pape est mort, Khrouchtchev veut la paix, Béria était une basse crapule, la pédérastie mentale ça existe, le communisme qu'est-ce que c'est, la Volga se jette dans la Caspienne et je plains les lecteurs de Libération.

14 juillet 1963.

(E. d'Astier. — Sur Staline)

G.L.V.

La « CITÉ de la VIE SOCIALISTE »

Quelle est la part du scandale — si l'on peut dire de la « découverte » des camps de concentration staliniens qu'elle est un scandale à proprement parler ! — dans le succès remporté, tant à l'étranger qu'en Union soviétique, par « Une journée d'Ivan Denissovitch » d'Alexandre Soljénitsyne (né en 1918 à Rostov, déporté en 1945, envoyé en résidence forcée, puis réhabilité, actuellement professeur de mathématiques à Riazan) ? Sa publication, en même temps qu'événement littéraire, n'est-elle pas le symptôme d'un tournant significatif de la politique littéraire post-stalinienne ? Telles peuvent être les questions qui viennent à l'esprit.

« Ivan Denissovitch » est l'exposé clinique d'une captivité vue pour ainsi dire à la loupe. Le procédé littéraire dont use Soljénitsyne est familier aux romanciers modernes, c'est une sorte de monologue intérieur, d'autoscopie à la troisième personne : le héros de ce chaos concentrationnaire parle et se meut comme s'il pouvait être placé devant un miroir. Grâce à un style très économique et surtout parce qu'ils ont été vécus, littéralement paragraphe par paragraphe, les faits traduisent l'essentiel, à savoir les crimes commis contre le peuple russe par les déportations staliniennes.

Pour toute captivité, la notion de temps joue un rôle primordial dans le développement de l'automatisme du corps et de la « pensée » : le travail, les fouilles et les repas règlent avec précision cette « Journée » d'un détenu, dont l'activité se réduit à ce que l'homme peut avoir d'animal, mais d'un animal minuté. Il faut défendre sa peau et produire, quoique on s'en « arrange », ce qu'exigent les normes de rendement, quitte à mourir de faim ou d'épuisement. On a l'impression d'une misérable existence aux confins de l'humain, l'homme réduit à des allers-retours cadencés, en dissonance avec le gigantisme du décor, la neige à perte de vue, où une mesure est à peine concevable.

Ce camp ne diffère des camps décrits jusqu'alors que par la température (— 27° à — 40°) et parce que les rapports d'homme à homme se dénouent sur le mot « communisme ». Ce synonyme de liberté est devenu, contradiction caractéristique, un moyen de pression. A travers cette falsification du langage, il y a dans la phrase qui suit une terrible mise en accusation du stalinisme : « La "Cité de la Vie socialiste", c'est un espace nu où l'on enfonce dans la neige et, avant d'y faire quoi que ce soit, il faut creuser des trous, planter des poteaux et tendre des barbelés contre soi-même pour qu'on ne puisse pas s'enfuir. »

Huit ans de « journées » comme celle-ci, où rien ne se passe, ont, semble-t-il, éteint tout sentiment de révolte chez Choukhov (le camp est une mauvaise chance). Il ne distingue plus l'injustice de sa condition, sa volonté est axée sur deux objectifs : se nourrir, se chauffer... ce sont les moteurs du récit. Pris sur le vif, il analyse ce qui est à sa portée avec la pénétration dont peut être capable un paysan roué et inculte. Alors que la totalité le dépasse et qu'il ne la comprend pas, dans le particulier qui le concerne Choukhov est roi : il a appris à ne rien donner qui ne lui soit dû, c'est un expert du système « D ». Il a fort à faire dans un camp qui est le domaine du vol (les détenus se volent entre eux, les gardiens volent les détenus) et du gaspillage (les détenus, par exemple, font du bois de chauffage avec des panneaux préfabriqués).

Plus on s'élève dans la hiérarchie de ce camp, plus les droits augmentent et les devoirs s'estompent. Même chose pour la bureaucratie. On n'a jamais mieux vérifié cette théorie de Daniel Defoe selon laquelle le baigneur n'est qu'un abrégé du monde sur lequel il éclôt. Or, ici les détenus n'ont qu'une chose à faire pour rester en vie : graisser la patte « à qui de droit ». Cette expression revient souvent (pp. 30, 32, 37, 57, 69, 74, 77, 94, 107, 200, 216, etc.). L'homme est monnayable aux yeux des gardes, des mouchards, du coiffeur, du responsable du service des colis, de celui du réfectoire, de l'employé des bains, du docteur... Par contre, il se crée, au niveau où l'homme n'a plus rien à échanger, un grand élan de solidarité.

« La Maison de Matriona », nouvelle du même auteur, nous apprend qu'il n'y a pas de salut dans la société elle-même. La corruption, le vol, le gaspillage, le mensonge, la surexploitation des plus faibles (le kolkhoze du village de Choukhov est tenu par des femmes ; c'est sur Matriona, âgée de 68 ans, que l'on compte pour la récolte) sont les clichés ordinaires de ce pourrissement. La femme de Choukhov lui écrit qu'il n'a qu'à devenir peintre sur tapis et lui-même ne « sait plus très bien s'il désire être libre ». Huit ans ont passé comme un laminoir sur la société. A quoi bon retourner chez lui, échanger un enfer contre un autre ? On nous apprend que les camps n'existent plus : c'est couper l'oreille gangrenée d'un homme atteint de cancer généralisé et, sous le couvert des mots, prétendre qu'il est guéri. Mais on ne donne pas le change à Choukhov ; inconsciemment il nous montre quel est le remède, le seul.

« Le travail, ça a deux bouts », médite-t-il, « quand on travaille pour des hommes, on en met un coup ; quand c'est pour des cons, on fait semblant ». Un bout du bâton est pointé vers le poste de garde où Choukhov se fait traiter d'ordure en lavant le plancher, l'autre au chantier, où avec une truelle volée il se met à monter « son » mur

avec un enthousiasme incompréhensible si l'on ne pense pas qu'à ce moment-là les limites inhumaines où il est enfermé s'écroulent, qu'il vit pleinement, qu'il crée quelque chose de sa propre initiative. Pouvons-nous dire que ces aspirations secrètes de construction, traduites moins par le parler trop rudimentaire de Choukhov que par ses gestes mêmes, expriment, contre l'autodestruction qui lui est imposée, ce qu'il aurait pu devenir dans une société socialiste, ou ce qu'il deviendra quand il aura compris que seule la Révolution peut étendre son geste, et non pas simplement sa mise en liberté ? Cette sorte de catharsis par le travail est la seule éclaircie de la « Journée ».

Mobilisé le 23 juin 1941, Choukhov a été accusé d'espionnage à la solde des Allemands, il aurait effectué une « mission » après son retour des camps allemands. Quel genre de « mission » ? Le juge d'instruction n'a pas su le dire. En même temps que des millions d'« ennemis du peuple », Choukhov est victime de la politique du bouc émissaire, qui consistait ici, pendant la « grande guerre de la patrie », à justifier par les déportations massives de faux espions la débâcle de 1941.

Vêtus d'un même caban, deux autres hommes sont avec Choukhov les figures majeures du récit : Bouïnovski et Aliochka. Parce que Bouïnovski, ex-capitaine de frégate tsariste qui ne « savait pas ce que c'est de vivre sans épaulettes », est nouveau venu au camp, nous voyons en lui une conscience, pour le moins bourgeoise, rendue disponible par la Révolution, qu'il faudrait patiemment essayer de rééduquer à l'intérieur de la société, mais que le camp de concentration n'a fonction que de briser entièrement, pour faire de cet « ancien officier de marine, à la voix tonnante, un détenu aux mouvements calculés, plein de circonspection », un pantin qui filera doux. Sa lente dégradation au physique et au moral anéantira son individualité, alors que la dictature du prolétariat aurait exigé et employé ce qu'il avait de meilleur.

Quant à Aliochka le baptiste, cela ne lui fait ni chaud ni froid d'être au camp. Le culte de sa souffrance, sa résignation en font un « agneau » (l'expression n'est pas de moi, mais de Soljénitsyne, et par lui d'un certain Jésus-Christé) exploité même par sa brigade ; les créatures bureaucratiques ou quasi bureaucratiques du camp s'estompent devant la figure béate du détenu le plus arriéré et le plus impuissant. C'est un crime de plus du stalinisme d'avoir renvoyé à leur « opium » cette partie des masses que la Révolution d'octobre avait voulu libérer. En même temps qu'il ouvrait des camps, Staline rouvrait les églises, et permettait ainsi au christianisme, philosophie de la douleur et de la mort, de paraître préférable à ce qui avait été la désaliénation de l'homme.

C'est à l'échelle de tels crimes que l'on peut mesurer tout le mal qu'un Staline et son régime ont pu causer à l'idée même de socialisme, de communisme dans le monde. Leurs pires ennemis n'auraient pu rêver mieux et n'avaient rien à inventer pour jeter le discrédit sur une réalité « soviétique » qui se suffisait à elle-même, porteuse, qu'on le veuille ou non, de par son origine, d'un immense espoir, dénaturé, trahi, foulé aux pieds par Caïn-Djougachvili, fossoyeur de la Révolution.

La bureaucratie a dû frapper, dans tous les milieux et toutes les nationalités, des individus que définit, pour la plupart, leur innocence subjective : un étudiant en lettres arrêté en deuxième année de faculté, un « réactionnaire », « exclu des rangs de l'armée en tant que fils de koulak », qui s'est vainement débattu contre ce stigmate, un directeur-« traître », lécheur de gamelles et quémendeur de mégots, deux Lettons, « pas plus mauvais que les autres », un jeune metteur en scène condamné avant d'avoir terminé son premier film parce qu'il se refuse à flagorner le régime, un réchappé de Buchenwald, classé comme « espion » lui aussi, ou encore ce vieillard dont le visage a la « sombre apparence de la pierre de taille », auquel « dès qu'il finit une peine de dix ans, on en recolte une autre ». Le grand absent de cette énumération est, nous « comprenons » le silence de l'auteur à ce sujet, le bureaucrate lui-même.

Avec Soljénitsyne apparaît une nouvelle génération d'écrivains, de jeunes romanciers de trente ans qui déclarent : on ne peut plus écrire comme avant, cherchons un style nouveau. En fait, la génération précédente était réduite au silence (je ne parle pas des valets et des faiseurs) : on écrivait en prison, on disait tout bas ce qu'on ne pouvait ni écrire ni dire en liberté. « Ivan Denissovitch », malgré ses qualités narratives, correspond trop au tournant stalinien dans la littérature pour n'y pas voir une œuvre de circonstance. C'en est une, bien sûr, parce qu'un homme qui a vécu dix ans de camp, Soljénitsyne, a enfin le droit de parler. Mais combien de Soljénitsyne et d'autres « réalistes » la bureaucratie ne donnerait-elle pour s'éviter une révolution. Durement secouée depuis 1953, elle joue avec le feu et croit pouvoir se permettre des « satires féroces de la bureaucratie » dans le genre du « Terkine dans l'autre monde » de Tvardovski, des chansonniers, des persifleurs et, pourquoi pas ? de pseudo-révélations fracassantes sur les camps de concentration.

« Je ne voudrais pas d'un chef-d'œuvre qui ne soit pas lucide », disait Valéry. Nous ne sommes pas peut-être en face d'un chef-d'œuvre, mais nous souhaitons à l'auteur qu'il ait clairement élaboré son œuvre, tout au moins aussi lucidement que nous essayons de l'examiner. Toujours est-il que la pourriture où vivent les prisonniers, mensonges, vols, combines, privilèges, crapulerie, l'homme plus bas que terre — qu'est-ce en fait sinon le Thermidor stalinien aux prises avec la réalité qu'il porte en lui comme un châtiment de l'histoire ? Le socialisme trahi par la barbarie. Octobre livré aux coups d'un passé non révolu et qui ressort comme une lèpre sur tout le corps de la société soviétique.

Il peut paraître paradoxal que la prétendue « révélation » apportée par ce récit le soit dans le pays où son objet semblerait impossible, mais quoi d'étonnant à cette incursion dans la terreur froide, lente, planifiée, quand la littérature soviétique a été, pendant plus de trente ans, une « littérature » de « vaniteux larbins » et de fonctionnaires obtus. Cette « Journée » est la secousse préméditée et plus ou moins violente que rendaient inévitable ensemble les décrets de Jdanov, la mort de Staline et les XX^e et XXII^e congrès. On n'attend plus que le réveil des intellectuels russes et le

prochain livre de Soljénitsyne, intitulé « Pour le bien de la cause », pour juger jusqu'où ira sa virulence...

Post-scriptum. — Le P.C.F. mène à tout. Nous le savons. Mais, dans le genre infâme et reptilien, le nommé Pierre Daix aurait vraiment mérité le prix Staline du cynisme servile. Le même pitoyable jocrisse qui, en 1949, lors du procès Kravchenko, nous disait :

« Les camps de rééducation soviétiques sont le parachèvement d'autre chose, de la suppression complète de l'homme par l'homme, la marque décisive de l'effort, par le socialisme vainqueur, d'achever la libération des hommes de cette exploitation en libérant les oppresseurs esclaves de leur oppression même. » (Lettres françaises du 17 novembre 1949),

aujourd'hui, nous affirme qu'il ne peut, « bien sûr, parler qu'au nom de ceux qui refusèrent de croire qu'au pays de Stalingrad, au pays qui versa le sang de tant de millions des siens pour anéantir l'hitlérisme, il pouvait exister des camps de concentration. Sans doute étions-nous victimes des mensonges politiques qu'impliqua la stalinisme, mais aussi, nous refusions de voir certaines choses en face... »

On se perd à essayer d'imaginer ce que de tels individus peuvent bien avoir dans le cœur, dans les yeux, dans la cervelle. De la merde, et du fiel. Plein ce qui leur sert de conscience.

A. MALDE.

(A. Soljénitsyne. — Une journée d'Ivan Denissovitch. Julliard, éd.)

TABLE

POSTFACE	I
INTRODUCTION	8
I. — REVOLUTION EN 56	
1. <i>Le développement de la classe ouvrière en U.R.S.S., et la crise de la bureaucratie</i>	10
a) <i>Croissance numérique et évolution du pouvoir de la bureaucratie</i>	10
b) <i>Les problèmes fondamentaux du pouvoir de la bureaucratie...</i>	12
<i>Qu'est-ce que le stalinisme ?</i>	12
<i>Staline et le stalinisme</i>	14
<i>... et de l'économie de l'U.R.S.S.</i>	17
c) <i>La menace révolutionnaire, et les mesures prises d'urgence pour l'affaiblir</i>	20
2. <i>Vers une alliance contre-révolutionnaire mondiale</i>	22
3. <i>Révolutions en Europe Orientale</i>	29
II. — LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME « DANS PLUSIEURS PAYS »	
1. <i>Les problèmes économiques de l'U.R.S.S.</i>	33
a) <i>L'agriculture, talon d'Achille</i>	33
b) <i>Industrie et agriculture</i>	43
2. <i>L'U.R.S.S. et l'impérialisme face à face sur le marché mondial</i> ...	50
a) <i>L'économie soviétique et la « deuxième révolution industrielle »</i>	50
b) <i>Dépendance accrue ou supériorité atomique et menace de dumping ?</i>	56
c) <i>La réforme du rouble en 1961, et l'éventualité d'un « spoutnik monétaire »</i>	68
3. <i>La coopération des pays socialistes</i>	70
a) <i>Naissance et développement de la coopération ; son caractère et sa structure</i>	71
b) <i>Les révolutions de 1956 et le tournant décisif dans la coopération</i>	72
c) <i>Evolution de la coopération</i>	73
d) <i>Les problèmes de la coopération à travers les difficultés qu'elle rencontre</i>	75
4. <i>Vers l'intégration économique des « pays socialistes » ?</i>	79
a) <i>Le rapport dialectique entre l'U.R.S.S. et les « démocraties populaires »</i>	79
b) <i>Le point crucial : l'Allemagne</i>	86

III. — LE DEVELOPPEMENT DE LA LUTTE DES CLASSES ET LA BUREAUCRATIE

1. <i>Rapports sociaux</i>	90
a) <i>Une nouvelle N.E.P.</i>	90
La réalité économique	90
Crise de la planification	90
La N.E.P. de Lénine et celle des bureaucrates	100
b) <i>La classe ouvrière, sa situation...</i>	108
... et ses luttes	116
2. <i>Les forces sociales antagonistes dans le miroir des discussions publiques</i>	119
<i>De l'économie...</i>	119
... à la littérature	126

IV. — DE LA COEXISTENCE PACIFIQUE A L'ALLIANCE CONTRE LA REVOLUTION CHINOISE

1. <i>Stalinisme et marxisme</i>	129
a) <i>Du « malentendu tragi-comique »...</i>	129
... au partage du monde	131
b) <i>La « coexistence » après Staline</i>	131
c) <i>Le pacifisme stalinien...</i>	133
... et la nature de l'impérialisme	136
2. <i>La diplomatie de la « coexistence »</i>	138
a) <i>« L'esprit de Camp David »</i>	138
b) <i>Le test de l'accord nucléaire</i>	140
3. <i>Les mouvements coloniaux et Cuba</i>	150
4. <i>L'impérialisme et la bureaucratie contre la Chine</i>	153
a) <i>La deuxième trahison de la révolution chinoise</i>	153
b) <i>Pour la défense de la Chine !</i>	157
5. <i>Scission au sein du stalinisme</i>	165

V. — PERSPECTIVES ET TACHES

1. <i>Que signifie aujourd'hui la « défense de l'U.R.S.S. » ?</i>	168
2. <i>La montée révolutionnaire en U.R.S.S.</i>	173
3. <i>L'indépendance de la classe ouvrière et le rôle spécial de la petite- bourgeoisie</i>	177
4. <i>Pour la reconstruction de la Quatrième Internationale</i>	180
a) <i>Tâches générales</i>	181
b) <i>Réorganisons la Quatrième Internationale</i>	182
NOTES DE LECTURE	183
<i>Le fantôme et le philistin</i>	183
<i>La « cité de la vie socialiste »</i>	185



